Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine

Julien Rebotier

▶ **To cite this version:**

Julien Rebotier. Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine. Géographie. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2008. Français. NNT : . tel-00355850

HAL Id: tel-00355850

https://theses.hal.science/tel-00355850

Submitted on 25 Jan 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE – IHEAL
ÉCOLE DOCTORALE 122 – Europe latine et Amérique latine

THÈSE DE DOCTORAT

Discipline : Géographie, aménagement, urbanisme

Julien REBOTIER

LES TERRITORIALITÉS DU RISQUE URBAIN À CARACAS.

Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine.

Thèse dirigée par Hélène RIVIÈRE D'ARC

Soutenue le 08 octobre 2008

Membres du Jury :
Olivier COMPAGNON, maître de conférences en histoire à l'université Paris 3 – IHEAL
Guy DI MÉO, professeur de géographie à l'université Bordeaux 3
Alain MUSSET, géographe, directeur d'études à l'EHESS
Patrick PIGEON, professeur de géographie à l'université de Savoie
Hélène RIVIÈRE D'ARC, géographe, directrice de recherche au CNRS
Pierre USSELMANN, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à manifester ma plus profonde reconnaissance aux collègues, ami(e)s, partenaires, interlocuteurs et interlocutrices vénézuéliens et vénézuéliennes qui m'ont fait découvrir bien plus qu'un terrain d'étude et ses dessous depuis ce 21 août 2002 à Mérida, premier jour sur le terrain de ma maîtrise de géographie. Le Venezuela a été le pays de bien des « premières » : premier avion, premier grand voyage, premiers entretiens, première expérience de chercheur, premier colocataire, première partie de pêche à plus de 3500m d'altitude, premiers bains dans les eaux glaciales des Andes, ou fort chaudes des Caraïbes, premières mangues, premières *tajadas* et *cachapas con queso guayanés*, mais aussi premières véritables peurs qui font relativiser bien des faits divers de la vie parisienne. Au cours de toutes ces expériences ou presque, j'ai été accompagné, loin de chez moi, par des gens formidables. Alors merci, merci Guido, Jajaira, Rosana, et leur famille, merci Alberth, Luisa, Luisita et Ana, Eva et Rosa. Merci Alejandro, Luis et Jorge, malgré le *chalequeo*… Merci Virginia, Alejandro, Jesús et José, François, Arnaud, Romain et Dárlis. Pardon à ceux qui n'apparaissent pas ici, mais qui comptent, bien entendu, parmi les meilleures surprises du Venezuela. Des plages de Falcón à l'université, du Parque Central à la *Rajatabla*, du *Maní* au *páramo*, de *los Pueblos del Sur* à Santa Rosa ou au Niño Jesús, grâce à vous tous, chez vous, c'est aussi maintenant un peu chez moi.

J'adresse mes remerciements à ma directrice de thèse, Hélène Rivière d'Arc, pour sa disponibilité et ses conseils, toujours opportuns, pour sa patience et son opiniâtreté, qui m'ont aidé à garder le cap, et pour la confiance qu'elle n'a cessé d'avoir à mon endroit, de Boston à Valparaiso, en passant par Caracas, Quito ou Recife. J'aimerais là signifier ma reconnaissance pour ma pleine association au « groupe ville » du CREDAL qui a constitué mon initiation à la recherche de groupe, parmi des chercheurs chevronnés, et qui m'a permis de participer d'une dynamique collective fort bénéfique sur les questions urbaines latino-américaines. Le laboratoire du CREDAL, l'Ecole Doctorale 122 et la maririe de Paris, à travers l'aide à la mobilité, m'ont aussi suivi et appuyé dans mon entreprise. De même, le programme ECOS-Nord, depuis l'Université de mes débuts, en Avignon, m'a permis de me découvrir une fibre *gocha*. La prévenance de Patrick Desseix et de Chantal Maccioni, au service culturel et scientifique de l'ambassade de France à Caracas, a aussi beaucoup compté.

Ma présence à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine m'a définitivement ouvert aux aspects culturels et politiques de ce continent. Je veux dire merci aux collègues étrangers qui continuent d'entretenir chez moi cette fascination pour l'ailleurs. Les longues séances au rez-de-chaussé, dans un fond-de-couloir occupé par d'irréductibles doctorants géographes, m'ont permis de me frotter aux préoccupations brasilianistes et de partager des questions triviales ou

existentielles sur fond d'accent lusophone. Merci à Pauline, Ana, Stéphanie et Guillaume, aux collègues géographes, à Martine et François-Michel, au petit groupe de géographes dynamiques de l'IHEAL.

Ces 4 années ont aussi vu converger les efforts de collègues vénézolanistes, qui m'ont solidement épaulé dans la tranche de vie de ce doctorat, tout en m'offrant la possibilité de mieux comprendre encore le Venezuela. Merci à Sandrine, à l'œil et à l'esprit intraitables, depuis les états d'âmes aux meilleures recommandations, à Olivier, pour son volontarisme, à Mathilde, pour sa disponibilité, à Anne et à ce petit groupe d'études vénézuéliennes qui m'a accompagné autant qu'il m'a motivé ces dernières années.

Merci enfin à ma famille, à mes copains, de fac ou de pétanque et à mes voisines. Elsa, Nadia, Marie, Maxime, Olivon, Vincent, Maïté, Mathilde, Cybelle, Alexandra, Maëva, Adrien et les autres. Mes parents, Arnaud et Nadine. Mais aussi Sébastien et Virginie. Tous, à un moment, ont eu un mot gentil ou prêté une oreille attentive ; tous ont parcouru des pages de mon travail ou servi de cobaye aux premiers jets de théories abracadabrantesques.

Merci à tous pour la curiosité, l'intérêt, l'attention, l'enthousiasme, la patience ou (et) l'affection.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 9

PREMIERE PARTIE. *LE RISQUE URBAIN A CARACAS : UN MODELE A CONSTRUIRE D'UNE REALITE HETEROGENE* 25

CHAPITRE 1. TROIS PERTURBATIONS MAJEURES DU SYSTEME SOCIO-SPATIAL URBAIN DE CARACAS 27
1.1- Interruption de l'autoroute Caracas – La Guaira, principale liaison entre la vallée de Caracas et le littoral de Vargas 27
1.2- Glissements de terrain chroniques dans l'agglomération de Caracas 50
1.3- Risques sociopolitiques à travers les manifestations dans la capitale entre fin 2001 et avril 2002 68

CHAPITRE 2. DES ETUDES DE CAS AUX RISQUES URBAINS, ESSAI DE MODELISATION 91
2.1- Des risques entre unité et diversité 91
2.2- La spécificité urbaine du risque à Caracas 105

DEUXIEME PARTIE. *FORMATIONS ET CONFORMATION DE LA VILLE ET DU RISQUE : UN REGARD GEOGRAPHIQUE SUR LA CONSTRUCTION DU RISQUE URBAIN A CARACAS* 119

CHAPITRE 3. LA CONSTRUCTION DU RISQUE URBAIN A TRAVERS LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES, SOCIO-ECONOMIQUES, FONCTIONNELS ET MORPHOLOGIQUES DE LA VILLE 123
3.1- Les héritages démographique et socio-économique dans l'espace urbain de la capitale 124
3.2- La dimension « capitale » de Caracas et l'évolution de ses fonctions urbaines 143
3.3- La progression ségrégative d'un bâti géophage et hétérogène à Caracas 153
SYNTHESE DU CHAPITRE 3 172

CHAPITRE 4. SYSTEME DE VALEURS ET AUTORITE PUBLIQUE SUR LES TERRITOIRES URBAINS : DEUX FACTEURS FONDAMENTAUX DANS LA CONSTRUCTION, LA RECONNAISSANCE ET LA GESTION DES RISQUES A CARACAS 177
4.1- L'idéologue, le nostalgique et le citadin… ou la légende urbaine de Caracas 178
4.2- Gouvernance et risque urbain, entre morcellement politico-territorial et discontinuités des principes et de l'action 206
SYNTHESE DU CHAPITRE 4 241

SYNTHESE DE LA DEUXIEME PARTIE. LES CONDITIONS DE L'ORDRE SOCIO-SPATIAL DEFINISSENT LA NOTION ET LES SITUATIONS DE RISQUE URBAIN 245

TROISIÈME PARTIE. ***ENTRE MATERIEL ET IMMATERIEL : UNE APPROCHE GEOGRAPHIQUE DU RISQUE A CARACAS PAR LES TERRITORIALITES*** 249

CHAPITRE 5. LE RISQUE ET LE TERRITOIRE, DEUX CONSTRUCTIONS SOCIO-SPATIALES CONNEXES 251
5.1- Le couple matériel - idéel pour une dialectique du territoire du point de vue du constructivisme matérialiste 252
5.2- Entre idéel et matériel, le poids des représentations et de l'idéologie dans la territorialisation du risque urbain à Caracas. 258
5.3- Modélisation systémique des territoires de risque 292
SYNTHESE DU CHAPITRE 5 300

CHAPITRE 6. LES TERRITOIRES DU RISQUE URBAIN, UN OUTIL DE LECTURE DE LA GEOGRAPHIE SOCIALE URBAINE. 303
6.1- Les risques urbains : un « moment » dans le contexte géographique et la conformation d'un ordre socio-spatial 305
6.2- Géographie du risque urbain, géographie sociale et politique 335
SYNTHESE DU CHAPITRE 6 357

CONCLUSION GENERALE 359
BIBLIOGRAPHIE 371
TABLE DES PHOTOS 399
TABLE DES FIGURES 401
TABLE DES CARTES 407
TABLE DES MATIERES 409
ANNEXES 413

« Who would become a human geographer? Only intellectual masochists enter the human sciences today. Well, you're quite right. Give it up. Go into something useful like wine-making[1] *»*
(Gould, 1985, 284)

[1] *Qui voudrait faire de la géographie humaine ? Il n'y a que des intellectuels masochistes pour s'engager dans les sciences humaines aujourd'hui. C'est vrai, vous avez bien raison. Laissez tomber. Engagez-vous dans quelque chose d'utile, comme faire du vin.*
Toutes les traductions sont de notre fait, à moins d'une indication spécifique ou de l'utilisation de sources déjà traduites en français. A chaque citation traduite dans le corps du texte correspond la citation originale en note de bas de page.

INTRODUCTION

C'est une évidence, Caracas ne figure pas parmi les destinations à succès en Amérique latine, loin s'en faut. Ville de transit aérien pour le continent, à la rigueur. Et encore, l'aéroport international en est à « l'extérieur », à quelques treize kilomètres, sur la côte. Il est vrai qu'à la différence de Quito, la ville n'a gardé que peu de traces de ses quelques bâtiments coloniaux. Périphérie de la colonie, le Venezuela tropical et caribéen a néanmoins d'autres atraits à faire valoir aujourd'hui. Le touriste, paraît-il, a horreur de l'insécurité. On tiendrait là une explication de la défiance envers une ville qui pourrait être charmante à près de mille mètres d'altitude, rangée au pied du massif de l'Avila (dont le pic *Naiguata* tutoie les 2800 mètres d'altitude), entre de nombreux torrents affluents de la rivière *Guaire*, et lancée sur les collines (1200-1400m) orientales, occidentales et méridionales dans une conquête irrégulière et dispersée. Le cadre, que l'on pourrait imaginer bucolique – ou luxuriant – sous dix degrés de latitude Nord occupe et déborde un fond de vallée allongé d'Est en Ouest ainsi que des vallées secondaires qui courent entre des collines aux sols meubles. Prise dans l'explosion urbaine commune au continent dès le milieu du siècle précédent, la ville a aussi largement débordé les limites des divisions politico territoriales qu'on lui traçait jusqu'alors. Si elle ne figure pas parmi les « méga-cités » du continent qui, dans les termes des Nations Unies dépassent les 8 millions d'habitants, Caracas appartient néanmoins à un modèle urbain régional entré dans une forte crise assortie de problèmes divers et très significatifs pour le continent le plus urbanisé de la planète.

Caracas, c'est tantôt la ville, tantôt la capitale, reprise par les bornes d'un Municipe (Libertador), d'un District Capital (au statut d'entité fédérale), mais qui fait aussi l'objet d'un découpage métropolitain. Le District Métropolitain de Caracas rassemble, derrière un maire métropolitain, le municipe de Libertador et ceux de l'État voisin de Miranda (Baruta, Chacao, El Hatillo et Sucre). Si ces cinq municipes correspondent à une unité politico territoriale récente, il n'en est pas de même pour la « grande Caracas » ou la « région capitale », autant d'unités fonctionnelles – qui restent floues – reliant l'entité urbaine principale à ses villes satellites (dans la vallée du Tuy, Guarenas-Guatire), au littoral (côte de Vargas), voire aux centres complémentaires de Maracay ou Valencia, plus à l'Ouest. Qu'elle est loin l'entreprise de la « Cundinamarca » de Bogotá, rassemblant dix-sept municipes dans la perspective stratégique d'une gestion métropolitaine !

En 1954, Caracas figurait à la une du premier numéro du Monde Diplomatique, au bas de la publicité « Cartier » qui l'associait à la joaillerie des villes du monde qui comptaient : New York, Paris, Londres, Cannes, Monte-Carlo… Quelle trajectoire en un demi-siècle ! Quelle réalité urbaine est donnée à voir pour une ville dorénavant si difficile à promouvoir, si compliquée à

gérer ! Rien d'attirant, vraiment, pour le touriste, là où de la « tropicalité » on ne retient que le « risque » et la « violence »[2].

Caracas, terre de risques et de violence ?

Caracas, capitale du Venezuela, la ville de tous les dangers, de toutes les agressions. Capitale, dit-on, des coupures d'eau et des embouteillages interminables, des tremblements de terre et des glissements de terrains, des inondations et de la pollution des rivières, des manifestations violentes et des rapts en tout genre, de l'irresponsabilité des politiques et de l'avarice des promoteurs immobiliers, de l'inconstance et de l'insouciance… Trois séjours dans la capitale entre 2004 et 2007 nous ont permis de saisir l'atmosphère qui règne autour de la ville, qui s'impose au quotidien de la plupart des caraquéniens, ainsi qu'aux cercles du pouvoir ou de la presse. L'ambiance, cette « atmosphère immatérielle ou morale qui environne » et qui dans un sens conditionne plus que le regard, l'opinion et le ressenti, en définitive, le vécu. Dans un sens seulement car « l'ambiance » dont il est question ne se construit pas sans fondements matériels.

De fait, comme toutes les grandes concentrations urbaines, Caracas polarise une série de situations de risques, exposant biens, personnes et patrimoine accumulés, à une possibilité d'endommagement, à des menaces d'origines diverses. En zone urbaine, les moindres inondations, interruptions des flux, ou un blocage institutionnel quelconque affectent d'autant plus ces mêmes biens, personnes ou patrimoine, que les enjeux sont nombreux et bien souvent en étroites relations. C'est là le propre de la ville d'être caractérisée par de fortes densités et par une grande diversité, facilitant l'échange, l'interrelation… et l'interdépendance.

Caracas, une ville à risque, comme toutes les autres donc ! Au vue des nombreux accidents ou désastres, qui sont la réalisation de situations de risques avérés, on ne peut que s'interroger sur la « banalité » des risques urbains dans la capitale vénézuélienne. Les accidents mineurs sont récurrents, glissements de terrains superficiels ou bilan hebdomadaire des agressions ou des vols avec violence. Néanmoins, ils sont aussi ponctués par des épisodes plus sporadiques et plus intenses. Les pluies de 1999 qui ont affecté Vargas pour l'essentiel ont aussi provoqué de gros dégâts dans le Nord-Ouest de Caracas, autour de la *quebrada* Catuche. De même, l'épisode pluvieux de février 2005 a porté son lot de destruction dans l'Ouest de la ville (secteur Niño Jesús – Latolandia, entre autres). Et les émeutes populaires de février 1989, connues sous le nom de *Caracazo*[3] se sont accompagnées d'une répression causant la mort de plusieurs centaines de

[2] Allusion à l'ouvrage de Jean Gallais : *Les tropiques, terres de risque et de violence*, 1994, qui nous entraîne de façon touchante vers des préoccupations humanistes du géographe.

[3] Les émeutes connues sous ce nom interviennent à la fin d'années de crise qui se sont traduites par une régression sur le plan économique et surtout social pour la plupart des Vénézuéliens, et de façon dramatique pour les grandes majorités les plus modestes. La violence fait irruption à la suite de l'annonce par le président de la République du moment d'un plan d'ajustement qui prévoit, entre autre, d'augmenter le prix des aliments, ou celui de l'essence – et donc des transports de manière générale.

personnes à Caracas. Le champ large des accidents ou des désastres recouvre des évènements affectant particulièrement le fonctionnement de la capitale, tels que l'interruption du viaduc Caracas – La Guaira, qui permet de relier la ville au littoral avec lequel de nombreuses relations fonctionnelles sont établies et où se trouve notamment l'aéroport international (Simon Bolivar, à Maiquetía). Outre toutes ces perturbations, les conditions de vie des citadins sont affectées par un problème d'insécurité qui, après un pic au milieu des années 1990, se maintient autour de valeurs très inquiétantes, dans un climat politique pour le moins tendu, opposant les tenants actuels des pouvoirs publics depuis 1998, derrière le président Hugo Chávez, à leurs contradicteurs héritiers du système politique précédent ou partisans d'une alternative au processus de la Révolution Bolivarienne. En effet, aux homicides perpétrés dans la capitale se conjuguent périodiquement des marches, manifestations et autres agitations de rue, outrepassant parfois la légalité et faisant l'objet de confrontations sanglantes…

A priori, il y a toutes les raisons de penser Caracas comme une ville à risque, dangereuse, difficilement fréquentable, comme au cœur des années violentes de la décennie 1990, en pleine dépression économique, dans la continuité de l'application des recettes de l'ajustement structurel. Beaucoup regrettent encore, à longueur de lignes, le temps d'une Caracas raffinée, agréable, solidaire et « sûre ». La *Ciudad de los Techos Rojos*[4] (Bernardo Nuñez, 2004) s'affiche comme un modèle d'urbanité, un Paradis Perdu dans les affres apocalyptiques de la « ville – Frankenstein » (Buitrago Segura, 1980). Tout porte à croire néanmoins que la jolie ville aux toits rouges, du fait des basses maisons coloniales, anti-chambre du bon vivre, temple de l'entente (sociale) cordiale et joyau de l'urbanité vénézuélienne, ne soit largement fantasmée, comme bien des nostalgies. Il est indéniable qu'avec moins de 50000 habitants à la fin des années 1870 (Almandoz, 2002), les problèmes liés aux fortes densités ne se posent pas de manière aussi aiguë, mais il semble bien qu'il s'agisse d'une belle U-topie !

Le risque urbain à Caracas, un objet d'étude classique ?

Les 12 mois de séjour cumulés à Caracas, notre culture du pays, en tant qu'étranger, ainsi qu'une curiosité prononcée pour la géographie, et plus largement pour l'ensemble des sciences sociales, ont fait porter nos interrogations sur l'objet complexe du risque urbain. Caracas fait partie de ces grandes villes d'Amérique latine (au même titre que São Paolo, Rio de Janeiro, ou anciennement Bogotá) pour lesquelles l'insécurité urbaine contribue fortement à la réputation mondiale. Sans être sans fondements, ces idées méritent d'être nuancées pour des systèmes spatiaux complexes et fortement hétérogènes. La conjonction de la crise urbaine continentale des années 1980 et les

[4] Titre de chroniques urbaines sur Caracas pour lequel l'auteur, Enrique Bernardo Nuñez, a emprunté en 1947 quelques vers au poète Juan Antonio Pérez Bonalde qui aurait ainsi qualifié la ville de Caracas au premier coup d'œil porté sur elle, en 1878, de retour d'exil : *« Caracas ahí está ; sus techos rojos, / su blanca torre, sus azules lomas / y sus bandas de tímidas palomas / ¡Hacen nublar de lágrimas mis ojos! »*

dysfonctionnements spécifiques au Venezuela, dont notamment ceux liés au modèle économique de rente centré sur le pétrole et à la gestion clientéliste qui en découle, débouchent sur une situation actuelle pétrie de risques, d'incertitudes et d'instabilité. Á des traits communs à la région et aux spécificités de Caracas s'ajoutent le statut de capitale d'un État traditionnellement centralisé, qui concentre nombre de tensions, ainsi que toutes les difficultés de gouvernance urbaine et de gestion de risque liées au découpage politico-territorial tout autant qu'au contexte politique du moment. Caracas nous semble être à la fois une ville suffisamment représentative de larges tendances continentales pour réfléchir de manière générique au risque urbain, et assez originale au titre de ses spécificités pour accentuer, et mettre plus à jour, certains des aspects du risque urbain auxquels nous tenons particulièrement. S'il est l'enjeu de bien des études sectorielles et de plus ou moins grande envergure, bien peu nombreuses sont les réflexions qui s'attachent à considérer le risque urbain de manière générique, comme l'ensemble des situations d'incertitudes qui affectent le fonctionnement du système urbain, à différentes échelles et d'un point de vue individuel et collectif. Quelques productions récentes et de première importance pour notre propos vont cependant nous aider à jalonner notre réflexion (Sierra, 2000 ; November, 2002 ; Hardy, 2003 et Reghezza, 2006). L'étude conjointe de la construction du risque et de la conformation du système socio-spatial urbain ; la gestion du risque urbain dans la ville, en tant que principe de politique publique ; et en définitive la place du risque dans la construction des territoires urbains de la capitale vénézuélienne constitueront des champs fondamentaux au cœur de notre réflexion sur les territorialités de risque urbain à Caracas. En effet, dire que « la ville est un chaos » et que « les pouvoirs publics ne font rien » ne relève que d'un jugement de valeur peu propice à faire progresser l'analyse et la compréhension d'une réalité socio-spatiale complexe.

Ce travail a pour ambition d'envisager le risque urbain de façon générique, et non de façon sectorielle, comme il est souvent le cas, suivant une classification d'après l'origine supposée de la menace ou selon la nature des impacts. Les risques urbains sont aujourd'hui particulièrement difficiles à anticiper ou comprendre et confinent à l'incertitude. Il s'agit d'envisager leur statut, construction et prise en charge, essentiellement par les pouvoirs publics ayant autorité sur la ville, dans un contexte global où, paradoxalement, la sécurité fait l'objet d'une exigence sociale toujours plus forte (Beck, 2001). Il est évident qu'à Caracas, les situations de risque ne manquent pas. Il serait tout bonnement impossible de dresser un inventaire systématique des risques urbains dans la capitale, ce qui, du reste, s'inscrirait dans la perspective des études classiques et sectorielles sur le thème. Ainsi, nous tâcherons d'établir la définition du risque urbain au fil du texte, en partant des bases simples suivantes. On entend par risque la combinaison potentiellement dommageable de conditions de vulnérabilité et d'un aléa. La vulnérabilité renvoie à une capacité de réponse (protection, adaptation, anticipation…) et au type d'exposition d'une série d'enjeux. Par enjeu, on entend l'ensemble des personnes, des biens, du patrimoine (matériel ou immatériel) portant une

certaine valeur sociale (ou intrinsèque, concernant les personnes). Enfin, par aléa on entend la probabilité d'occurrence d'évènements dommageables.

Ces éléments lapidaires de définition nous laissent penser à quel point Caracas se prête aux situations dangereuses. Dans le même temps, il est aisé de voir que la seule accumulation d'enjeux, de par la simple évolution des systèmes socio-spatiaux, participe grandement des situations de risque. A la construction physique et matérielle du risque, on pourra ajouter le cas échéant les modalités de construction de l'aléa, des éléments perturbateurs ou destructeurs. Nombre d'entre eux sont du fait des sociétés, et la décennie DIRDN (décennie internationale pour la réduction des désastres naturels) déclarée par les Nations Unies en 1990, visant à restreindre l'impact des catastrophes naturelles, a clairement formalisé ses conclusions selon lesquelles le risque dit « naturel » est en fait « socio-naturel », pour beaucoup, construit social. Un construit matériel mais aussi, et au même titre que la catastrophe (Revet, 2006), un construit immatériel. Le risque recouvre à la fois l'endommagement potentiel et la représentation qu'en a la société. Ainsi, « l'atmosphère » dont il est question plus haut, au même titre que les aspects matériels du risque, attirera notre attention.

Approcher à la fois le risque et la ville (dense et diverse, aux interactions multiples) dans une perspective gestionnaire, c'est se pencher sur un objet complexe, la ville, dans la perspective d'une configuration particulière de cet objet. En ville, lorsque l'on se protège d'un risque, on en révèle un autre (comme peuvent le souligner les commentaires de Patrick Pigeon relatifs aux flux dans *Villes et environnement*, 1994). Le risque comme on le discute aujourd'hui est consubstantiel de nos sociétés, appartenir à leur complexité et caractériser le fonctionnement des territoires urbains selon des sociologues qui, non sans controverse, voient dans le risque plus qu'un avatar conjoncturel des transformations sociales (comme l'écrivent Beck, 2001 ; Peretti-Wattel, 2001 ; ou Luhmann, 1992). La nonchalance des gouvernants de Caracas, durant de longues années de non gestion, a contribué à compliquer la situation. Mais compliqué n'est pas complexe, et il n'y a pas de fatalité aux risques. Les territoires (urbains), et plus largement les « constructions territoriales, sont avant tout du temps consolidé » dans l'espace (Roncayolo, 1997 : 20). Les situations actuelles sont aussi le produit d'actions et de politiques passées, ainsi que d'une certaine idée du risque qui présidait à l'action. Dans une perspective opératoire ou techniciste, on pose souvent la distance géométrique dans une approche mécanique et sectorielle, afin de remonter de façon linéaire la chaîne des causalités. Soustraire les enjeux à l'aire d'impact de l'aléa, c'est éviter les dommages. Or cette procédure rationaliste est plus « géométrique » que « géographique », alors que la proximité organisationnelle (propre à un système urbain complexe) fait que le risque perdure au-delà des mesures de contention, d'isolement ou de canalisation. A Caracas, de nombreuses rivières sont busées (Photo 26), l'auto enfermement des communautés s'est répendu (Garcia Sanchez, 2004), les plans d'urbanisme et les politiques urbaines du milieu du XXe siècle

ont eu pour effet de rendre inaccessible une grande part du foncier urbain à la majorité la plus défavorisée d'une population caraquénienne grandissante, des zones d'interdiction ou de restriction de bâti sont souvent clairement énoncées dans les Plans de Développement Urbain Locaux. Pourtant, les rivières continuent de déborder, les terrains d'être envahis, les plans violés, les membres des communautés fermées de se sentir menacés… et cela, malgré des buses toujours plus grosses, des dispositions toujours plus fines, des murs toujours plus hauts et toujours plus de services de sécurité.

En posant la sécurité comme un horizon prioritaire et indépassable, on s'empêche d'envisager certains aspects fondamentaux liés à la spatialité et à la production des situations de risque. Nous nous attacherons à penser une autre spatialité du risque, une géographicité plus qu'une « géométricité » afin de ne pas négliger la richesse de la dimension du risque liée à l'espace géographique.

Géographicité, spatialité, espace… vers les territorialités urbaines

Pour penser la dimension spatiale du risque urbain, nous aurons recours à différentes notions proprement géographiques qu'il sera bon d'appliquer à la problématique. À la différence de la « géométricité » qui désigne les rapports euclidiens et circonstanciels entre les éléments, la géographicité, outre le fait de renvoyer à ce qui relève de la géographie, désigne en plus une relation existentielle entre l'homme et son habitat (Dardel, 1990)[5]. Plus qu'une démarche cognitive cherchant à expliquer la dimension spatiale des sociétés en mobilisant des données fondamentales de distance ou d'espacement, la géographicité renvoie au large contexte géographique duquel est issue la situation présente. Elle implique que la médiation entre les choses – et les hommes – ne se résout pas à un écartement ou à une mesure de façon universelle, mais que ces données sont investies d'un sens social. Elle permet d'explorer les conditions de constructions sociales dans une perspective géographique – donc aussi diachronique – et de penser que la spatialité du risque ne consiste pas en une simple répartition d'enjeux et d'aléas sur un espace[6].

On peut entendre par « spatialité » du risque « la dimension spatiale de l'(inter)action des opérateurs d'une société [autour de cet objet]. […] Les opérateurs humains (acteurs et agents) et les opérateurs collectifs, lorsqu'ils agissent, mobilisent, pour poursuivre leurs actes, des ressources spatiales variées (idéelles et matérielles) » (Lévy et Lussault, 2003 : 867). On tâchera de se pencher

[5] Voir aussi la définition qu'en donne Marie-Claire Robic sur le site de définition de géographie « hypergéo » : http://www.hypergeo.eu/. Tous les sites Internet signalés ont été consultés le 10 juin 2008.

[6] Guy Di Méo, dans une mise au point efficace (2002 : 221-223), fait état des avantages d'une double analyse spatiale et territoriale, la seconde permettant d'intégrer trois conceptions de l'espace, à savoir une conception durkheimienne (basée sur l'idée que tout fait spatial s'explique par des causes sociales), une conception cartésienne (qui fait état de l'espace comme une étendue mesurable) et une conception kantienne (qui renvoie à l'espace en tant qu'*a priori* nécessaire à la pensée, chemin subjectif s'il en est, exploré par la phénoménologie et non moins nécessaire à la compréhension géographique).

sur le large ensemble des « opérateurs » liés au risque à Caracas, à la réserve près, dans le contexte du Venezuela du début du XXIe siècle, que l'accent sera mis sur l'acteur public chargé de la gestion urbaine et dont nous postulons une responsabilité fondamentale[7]. Feront aussi l'objet d'une attention particulière les « ressources spatiales variées » relevant des idées, des mythes, des représentations, des discours ou du politique. La définition sociale du risque offre à la géographie l'occasion de présenter comme agissante la dimension spatiale et fait de l'espace, plus qu'un support, une ressource permettant d'expliquer une partie de la réalité socio-spatiale.

L'espace géographique, tout comme le territoire, est un construit social (Lévy dans *Espaces-temps*, 1993 : 110). Il constitue une réponse des sociétés au traitement de la distance. Il est une réalisation de rapports sociaux pour lesquels la spatialité des objets (leur dimension géographique) est fondamentale. L'espace géographique devient une inscription au monde qu'il faut déchiffrer pour faire son travail de géographe. Les termes de « territoires » et de « territorialités » et leur pertinence face à celui « d'espace géographique » ont pu susciter le doute parmi quelques géographes (Lévy, 1993 ; Lévy et Lussault, 2003 ; Giraut et Antheaume, 2005). Pour autant, leur emploi se justifie dans la mesure où l'on traite d'un espace identifié, qui n'a pas valeur universelle mais qui prend du sens dans un contexte géographique spécifique, celui de Caracas, autour de la question du risque. Nous nous attacherons à développer cette différence et la singularité du territoire étudié.

La territorialité est vue comme un champ de relations qui s'établissent entre l'homme et l'environnement, caractérisée par un « ici », un « maintenant », et particulière à un large contexte social. Elle porte le singulier, le localisé, l'identifié. C'est le caractère de ce qui est territorial. Le territoire est un espace matériel et représenté, investi d'un sens par un groupe social qui le reconnaît et y exerce différentes formes de pouvoir. C'est une combinaison de matérialité et d'idéalité qui le conforme, identifiée comme telle et par conséquent, appropriée. Du fait que la territorialité peut aussi correspondre à un processus, on doit prendre en compte les différentes temporalités impliquées dans la construction et l'appropriation collectives d'une combinaison d'idées et de choses qui font le territoire. C'est de ces processus de production dont il sera aussi question dans ce présent travail, afin d'essayer de rapprocher les territoires urbains et le contexte géographique de production des risques à Caracas.

[7] Plusieurs observateurs, pour différentes raisons, s'inscrivent dans ce courant de pensée vis-à-vis de l'acteur public, d'autant plus au terme des deux décennies consacrées à l'application des standards du « consensus de Washington » et dont le bilan ne convainc pas même la banque Mondiale qui, après des initiatives comme les programmes de dimension sociale de l'ajustement (DSA) abandonnés au début des années 1990 (Assidon, 2002 : 88-94), rendra public en septembre 2007 le Rapport Mondial Annuel sur le Développement, réhabilitant le rôle de l'Etat à travers le thème particulier de l'agriculture. Plus largement, « l'émancipation de l'Amérique Latine dépend d'une reconstruction de l'espace institutionnel qui place l'Etat (non dans la dimension administrative mais éthique et politique) comme agent de régulation et de développement » (Nogueira, 2007 : 119). De plus, la spécificité de l'acteur public au Venezuela est renforcée par la position d'intercesseur dans l'exploitation du pétrole.

L'enjeu de la territorialité du risque

Par territorialité, nous comprenons la manière dont le risque s'inscrit dans les territoires urbains de la capitale vénézuélienne, d'une part au titre d'une simple « réalisation » (géométricité) et d'autre part au titre de sa participation dans la production territoriale (géographicité). Si le premier aspect a pu faire l'objet de nombreux travaux et relève des premières approches du risque, ce travail a pour objectif de réfléchir à toute l'importance du second aspect dans la place que le risque occupe dans la gestion et le fonctionnement de la ville.

Dans un premier temps, il est évident que les risques ne se répartissent pas uniformément sur le territoire du district métropolitain de Caracas (DMC) correspondant à l'autorité publique métropolitaine. Un premier enjeu classique, de manière à identifier des espaces à risques – où l'on localise des risques avérés – consiste à situer les différents éléments que sont les aléas et les enjeux en fonction de leur fragilité, afin de projeter un endommagement potentiel. Cela étant, se pencher sur la territorialité du risque peut nous amener à compléter ce travail d'aspect technique qui reste fondamental dans la perspective opératoire de l'aménageur. L'espace géographique n'est pas que de l'étendue, et multiplier les outils, cartes et séries de mesures dans une approche sectorielle et localisée offre des perspectives certes utiles, mais dont on connaît dorénavant les limites en terme de juxtaposition des découpages et de multiplication des acteurs (Galland, 2003 ; Veyret *et ali*., 2005 ; Pigeon, 2002 ou Dauphiné, 2001, 233-241). Le cadre opérationnel et gestionnaire, pour lequel il faut réglementer, dans les sphères de l'assurantiel, est insuffisant pour traiter globalement du risque urbain de façon générique. Gilbert White dénonçait déjà de telles procédures contre-productives pour lutter contre les seules inondations du Mississipi à la fin des années 1950 (White *et ali*., 1958). En raisonnant selon une approche classique sur les risques, on conclut souvent sur des analyses opératoires mais peu puissantes associant la densité, l'intense activité ou les fortes probabilités d'aléa aux situations de risques. Le défi de cette démarche consiste à chiffrer, évaluer et déterminer les espaces à risque, ce qui amène assez invariablement au constat selon lequel les territoires accumulent différemment les situations de risque. Mais alors, quelle approche pertinente proposer pour aller plus loin dans la géographie des risques urbains ? Si l'on peut envisager d'assimiler l'étude de l'espace à l'analyse des aspects géométriques des risques, on peut chercher à mobiliser la richesse des territorialités urbaines pour explorer la géographicité des risques urbains et dépasser les seuls aspects techniques ou règlementaires.

En effet, le risque se présente comme un attribut socio-spatial complexe qui intervient différemment à différentes époques de la construction des territoires urbains de Caracas. Le statut et la nature des risques changent au fil du temps et se traduisent ou se réalisent différemment dans l'espace. Pour parvenir à comprendre et expliquer la part du risque dans la production des territoires à Caracas, il est nécessaire de s'interroger sur les « traductions » que les

sociétés établissent par exemple entre formes sociales et formes spatiales, et sur les « recompositions » du système socio-spatial dans la durée (selon le vocabulaire de Latour, 1991). En outre, on pourra aussi s'intéresser à la façon dont les « opérateurs » mobilisent des « ressources spatiales » variées (selon le vocabulaire de Lévy et Lussault, 2003 : 867), telles que les représentations du risque, l'intérêt apporté à la gestion ou la distribution socio-spatiale de la population. De telles médiations entre risque et société produisent des territoires et des situations de risque différents dans le temps et permettent de relativiser la nature des risques à Caracas, de prendre du recul sur leur inscription territoriale ainsi que sur la gestion dont ils peuvent faire l'objet. Se pencher à la fois sur les processus de production des risques et des territoires urbains, c'est porter un regard critique sur le risque tel qu'il nous est souvent donné à connaître, et c'est restituer tout son sens à l'espace géographique dans la compréhension des sociétés.

Le constructivisme réaliste pour un objet « chevelu »

De nombreuses lectures de géographes, français et étrangers, ont nourri notre travail, mais certaines figurent de façon privilégiée au titre des contributions essentielles à notre raisonnement. Parmi elles, il faut citer *Le Tournant Géographique* de Jacques Lévy (1999) qui, au chapitre II, *L'âge de raisons*, dans la première partie intitulée *Les mots*, présente au titre des positions conceptuelles le « constructivisme réaliste » comme une pierre de touche théorique dans la perspective d'un « tournant » pour la géographie. De plus en plus, des objets « traversiers » passent les frontières figées de nos disciplines scientifiques telles qu'elles ont pu être définies par « dépit épistémologique » (Lévy, 1999 : 46), à défaut de trouver une vérité absolue. En effet, le risque, parmi bien d'autres objets d'étude, pétri d'incertitude, de représentations et de rationalité à géométrie variable, se prête mal à une étude positive totale. Il est de ces objets « chevelus » (Latour, 1991) qui perturbent la modernité de nos sciences. Le constructivisme réaliste que propose d'utiliser Lévy conçoit certains aspects du matérialisme sans verser dans le primat téléologique du « sens de l'histoire ». Il comprend aussi toute la contingence sociale qu'il peut y avoir dans l'élaboration et la formulation d'un objet d'étude, sans verser dans le scepticisme radical[8]. Ce vocable « exprime une des tensions de tout travail scientifique (entre cohérence et pertinence), mais ces tensions ne sont pas à considérer comme des antinomies […]. Le constructivisme réaliste pose le travail scientifique comme une activité consistant à élaborer des objets nouveaux avec la finalité de permettre une meilleure action, idéelle ou matérielle, sur le monde extérieur » (Lévy, 1999 : 45).

Entre l'expérience du paradigme classique – le réalisme – et le courant constructiviste qui accompagne « l'éclatement de Mai-68 » (Orain, 2003), cette position épistémologique semble

[8] On pourra consulter la définition de constructivisme rédigée par Olivier Orain sur le site Hypergéo, disponible sur Internet : http://www.hypergeo.eu/

particulièrement adaptée à l'étude du risque qui, en tant que tel, recouvre à la fois une dimension idéelle et une dimension matérielle. La dialectique incessante qu'essaiera d'établir ce travail entre chacun des deux pôles du risque et de la construction territoriale s'inscrit de même dans cette perspective épistémologique. Sans pour autant oublier le réel contraignant, sortir des « lois de la nature » universelles, c'est prendre conscience du « caractère historique de toute construction cognitive » (Lévy, 1999 : 46). On prend alors conscience des limites de la raison scientifique, confrontée aux autres rationalités et aux non rationalités qui font aussi le réel, ainsi qu'aux différentes dimensions du risque qui est plus qu'une superposition de données sur une carte. Le risque convoque en effet l'imaginaire, le supposé, l'irrationnel. « La connaissance géographique du risque s'est essentiellement penchée sur les territoires du risque, dans une optique fonctionnelle et plus marginalement, sur une analyse systémique du risque, sans faire de liaison entre les deux aspects du risque, [idéel et matériel, à savoir] qu'il imprègne un territoire en même temps qu'il se meut dans les réseaux et qu'il traverse ainsi les échelles géographiques. » (November, 2002 : 270). Ainsi, suivant des aspects idéels et matériels, nous chercherons à pratiquer la géographie comme science des réalités concrètes, mais pas forcément tangibles, et proche du terrain.

Les territoires du risque, une clé épistémologique, une clé pragmatique

Voir le risque comme un produit social n'est certes pas nouveau[9]. Si l'on a pu l'envisager comme un enjeu politique (Sierra, 2000) ou comme une contingence à gérer (Kasperson *et ali.*, 1995 ; Dubois-Mauris et Chaline, 2004), le faire intervenir, au titre d'un des nombreux facteurs, dans le processus de construction territoriale permet de lui donner un sens singulier et de le lire sous d'autres angles d'interprétation. Nous faisons l'hypothèse que le risque participe de l'espace (du système socio-spatial) qu'il affecte. « Le risque est vu comme un élément participant activement, intrinsèquement, aux transformations territoriales, capable de marquer certains espaces sur le long terme et même, d'être « lisible » dans le paysage » (November, 2002). L'enjeu du travail consistera dans un premier temps à systématiser le regard géographique sur le risque pensé de manière systémique et contexutalisée. Dans un deuxième temps nous explorerons les façons dont, ainsi associé à l'espace, il peut faire l'objet de manipulation ou d'instrumentalisation à Caracas. Cerner le rôle du risque dans la gestion urbaine à Caracas, c'est identifier la place qu'on lui fait dans une perspective gestionnaire ou règlementaire, ainsi que dans la production des territoires urbains. Revenir, à travers l'étude d'un objet complexe, sur « la dissociation des facteurs naturels, économiques et culturels [qui] tient pour une bonne part à la pérennisation des

[9] Nombreux sont ces travaux depuis la *Natural Hazard School* relevant de l'Ecole de Chicago dans la lignée de Borrows : notamment Burton *et ali.*, 1978 ; jusqu'aux travaux français de D'Ercole, 1991 ; ou de Thouret et D'Ercole, 1996 ; en passant par les initiatives du réseau de chercheurs prolifiques en sciences sociales sur le risque *La Red*, dont les publications sont disponibles sur Internet : http://www.desenredando.org/

anciens cloisonnements de la géographie » (Roux, 1999 : 76) c'est essayer de porter un discours disciplinaire intégrateur sur les risques urbains.

De là, on pourra tenter de donner consistance à la figure des « territoires de risque » en prenant la suite des travaux de Valérie November (2002) qui avance que la genèse du territoire se fait entre la substance et le sens, la conscience, la perception et la représentation. Elle ajoute que l'ordre social, par le biais du système informationnel culturellement marqué, appréhende le territoire produit par des interactions biologiques, sociologiques et écologiques. De la même manière que le risque, le territoire est un produit hétérogène. Il appartient donc au géographe de se pencher sur les formes spatiales caractéristiques des territoires du risque ainsi que sur les configurations sociales qui les sous-tendent. De fait, l'auteur conçoit le risque de façon générique comme une entité d'éléments hétérogènes qui fait l'objet d'une série de traductions et de recompositions. Envisager la figure des « territoires de risque », c'est comprendre ce qui se passe avec et non pas seulement sur le territoire. « La discussion ne porte ainsi plus sur la direction de la flèche de la causalité (humains vers non-humains ou non-humains vers humains), mais sur les modalités de l'assemblage des éléments hétérogènes » (November, 2002 : 294).

Rapprocher la production des territoires urbains et la production du risque urbain à Caracas, c'est envisager un objet géographique hors des cadres classiques attribués par les disciplines. Notre passage à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine ainsi que les nombreux échanges avec des collègues de tous horizons autour des problématiques du risque ont nécessairement contribué à ce penchant transdisciplinaire. Du reste, il faut avoir bien présent à l'esprit que « le mandat de la géographie doit rester double, même s'il convient de faire de plus en plus de place à l'aléatoire dans les phénomènes géographiques, elle doit s'occuper à la fois de logique et d'illogique » (November, 2002 : 236).

Questionnements, démarches et procédés adoptés pour le travail réalisé à Caracas

Ainsi, nous prenons le parti d'approcher la problématique très actuelle du risque urbain à Caracas en privilégiant non pas tant les entrées aléa (traditionnellement), vulnérabilité (virage qu'une partie des sciences sociales est en train d'opérer) ni enjeux (comme le proposent D'Ercole et Metzger), que l'entrée du territoire. Par le territoire, nous chercherons à intégrer les différents aspects traditionnellement distingués dans la construction du risque urbain afin de comprendre comment il est construit, pourquoi à cet endroit, de cette manière et à ce moment du développement urbain de la capitale vénézuélienne.

Il nous semble fondamental d'entretenir trois niveaux de questionnement. Celui de la manière dont on peut penser le risque en géographie sans céder à des approches sectorielles, très utiles et

opératoires, mais limitantes par certains côtés. Celui de la manière dont on peut donner du sens au risque urbain, à sa place dans la société urbaine, dans la production de l'espace, et dans l'ordre socio-spatial urbain, qu'il s'agissent du fonctionnement, de l'organisation ou de la gestion des différents aspects spatiaux de la société urbaine. Enfin, il reste toutes les questions liées aux spécificités de Caracas. La lecture localisée du risque nous permettra de formuler certaines hypothèses pour une compréhension plus générique du risque urbain, de sa place et de son rôle dans le développement des grandes villes d'Amérique latine, mais elle nous permettra aussi d'interpréter un certain nombre d'éléments en terme de géographie urbaine, sociale et politique, de la capitale vénézuélienne en ce début de XXIe siècle.

Ces questionnements à trois niveaux nous poussent à ne pas entrer dans le raisonnement par les éléments traditionnels du risque, mais à procéder par touches thématiques successives, envisagées de façon simultanée, pour recomposer la complexité (temporelle, spatiale et thématique) des facteurs qui président aux situations de risque urbain et à leur gestion. C'est la raison pour laquelle trois études de cas d'accidents urbains (porteurs d'autant de risques) fort différents ouvrent la réflexion. On tachera d'expliquer le large éventail de risques urbains évoqués par un essai de géohistoire, mais aussi par un examen des rapports de force en ville, en termes institutionnels, politico-territoriaux, ou dans la perspective du secteur du logement. La disponibilité des archives de la ville et des archives nationales ont permis de remonter jusqu'aux tous premiers conseils de Caracas pour en comprendre la gestion d'alors et les décisions adoptées face à ce que nous interprétons aujourd'hui comme des risques urbains. Les travaux d'historiens et de géographes nous ont aussi aidés dans cette entreprise de reconstitution du développement urbain (au sens large) à travers la catégorie des risques. Outre la bibliographie extensive et disparate sur les études urbaines et sur les études de risque à Caracas, nous avons pu procéder à un questionnaire réalisé auprès de 118 personnes dans les quartiers populaires de Caracas, ainsi qu'à des entretiens formels et informels avec toute une série hétéroclite d'habitants et d'acteurs de la gestion urbaine afin de voir la place que le risque urbain prend aujourd'hui dans la ville et dans la vie des habitants, pour leurs pratiques, leurs représentations ou leur quotidien. Il a été possible de réaliser ces entretiens, plus ou moins systématiques, du fait d'une présence assez longue sur le terrain, au contact des différents interlocuteurs. En revanche, il s'est avéré impossible de tirer de manière systématique un échantillon représentatif de la population urbaine,, mais nous espérons tirer de ce choix de travail une information de première main et la possibilité d'une mise en perspective pertinente de l'information de seconde main.

La fin du travail consiste à éclairer le risque urbain tel qu'on aura pu le mettre à jour, sous un angle sensiblement différent. Lire le risque urbain en terme d'enjeu, d'objet de rivalité ou d'instrument permet d'envisager plus largement la géographie urbaine et les aspects spatiaux et environnementaux de relations sociales parfois conflictuelles dans la capitale vénézuélienne. Par

un retournement dans la manière de poser les problèmes, on fera du risque non plus seulement un produit mais un facteur d'explication de certaines situations socio-spatiales, en le rapprochant succinctement d'autres corpus d'approches géographiques de l'espace urbain (comme la justice environnementale, la marginalité ou la fragmentation) ou de certaines méthodes de l'action et de la gestion urbaine (politiques sociales urbaines ou mobilisations locales). Ce « décentrement » vis-à-vis de l'objet d'étude permet de ne pas l'enfermer dans une série de catégories convenues et de le faire intervenir autrement dans la géographie de Caracas.

C'est dans la perspective des trois niveaux de questionnement que nous aurons recours aux différents « outils » de la réflexion ici présentés, outre les enquêtes, le réflexe de la cartographie, d'identification des acteurs ou de description et d'interprétation de la distribution de phénomènes pertinents pour notre propos, inhérents au travail du géographe. Quels enseignements tirer de la figure des « territoires de risque » en géographie ? Dans quelle mesure le risque urbain peut-il figurer parmi les déterminants socio-spatiaux de la construction territoriale ? Considérant la dimension territoriale du risque – des aspects idéels aux aspects matériels – on peut se demander comment cet objet complexe affecte la gestion urbaine de Caracas et comment il participe aux formes que l'espace social de la capitale vénézuélienne peut prendre aujourd'hui. Comment le risque intervient-il, de la matérialité des infrastructures et du bâti, à la manière de se penser soi et les autres dans son environnement, dans la façon de pratiquer et de produire les territoires urbains caraquéniens? La manière dont la société urbaine aménage son espace aujourd'hui à Caracas n'est pas isolée du passé, et ne peut que prendre en considération, en ce début de XXIe siècle, les questions de risque, d'insécurité, d'incertitude et autres peurs qui ne sont pas sans traduction spatiale. Nous nous attacherons donc à explorer les manières dont les disparités spatiales du fait social font intervenir la catégorie des risques urbains au titre d'un résultat, et plus largement d'une ressource mobilisable.

L'ensemble de ces questions autour du risque, des territoires urbains et du système socio-spatial de la capitale vénézuélienne nous confronte à trois grandes pistes de réflexions relevant de différents registres. Vont se poser des problèmes pratiques d'émancipation des Caraquéniens vis-à-vis de certaines conditions de vie, des considérations épistémologiques portant sur la relation entre système social et système spatial, et enfin des considérations d'ordre disciplinaire concernant la méthode et les outils à mobiliser pour produire une analyse pertinente d'un objet complexe sujet et enjeu de toujours plus de préoccupations.

Afin d'avancer dans ces interrogations, et pour ne pas s'égarer dans la notion complexe du risque, nous procèderons en trois temps en essayant aussi de mener à bien une géographie sociale de Caracas par le truchement du risque. Dans la mesure du possible, nous nous appuierons ponctuellement, dans la réflexion ou dans la démonstration, sur d'autres cas de grandes villes

d'Amérique latine, telles que Quito (Sierra, 2000), Managua (Hardy, 2003), Manizales (Chardon, 1997) ou Recife.

La première partie sera consacrée à l'étude pratique du risque dans Caracas à travers trois études de cas de désastres ou d'accidents. Le premier cas porte sur l'interruption de l'autoroute reliant Caracas à la côte, du fait de l'avarie d'un des viaducs de l'autoroute reliant Caracas au littoral central de Vargas et à l'aéroport international de Maiquetía. L'interruption puis l'effondrement de l'ouvrage ont contraint les Vénézuéliens à emprunter une voie de secours sous-dimensionnée durant plusieurs mois à l'endroit d'une autoroute intensément fréquentée. Le second cas d'étude traite des glissements de terrain récurrents dans le district métropolitain de Caracas qui occupe la vallée de San Francisco. Cette vallée est traversée par le Guaire, et bordée de nombreuses collines qui présentent des pentes et des sols assez meubles, sujets aux glissements. Enfin, le troisième type de perturbation ou d'accident concerne les risques sociopolitiques auxquels sont exposés les citadins et tous les manifestants dans la capitale, siège des institutions du pouvoir national, essentiellement à travers l'épisode des marches particulièrement conflictuelles de 2001 et 2002 précédant le coup d'État du mois d'avril 2002. La politisation des espaces urbains devant cette épreuve de force qui cristallisait alors les tensions du pays a contribué à marquer les territoires urbains par cette catégorie de risque urbain. Une approche très pratique par ces trois cas permet d'explorer le spectre des formes que peut prendre le risque urbain à Caracas. De fait, il peut s'agir d'évènements chroniques ou ponctuels, à déclenchement lent ou rapide, d'origine exogène ou endogène au système urbain, anthropique ou « naturelle », ou bien sûr produits de combinaisons intermédiaires qui ne se résolvent pas aux découpages binaires. C'est de cette manière générique que nous envisagerons le risque urbain dans la perspective des préoccupations des gestionnaires de la ville et des citoyens. Au terme de cette partie, nous aurons précisé de nombreux termes clé et jalonné la problématique de façon plus rigoureuse en donnant la priorité au terrain.

Fort d'une approche « constructiviste réaliste » (Lévy, 1999), nous nous emploierons, au cours de la deuxième grande partie, à démontrer la multiplicité des facteurs qui permettent de produire les situations de risque en mettant l'accent sur trois catégories de facteurs fondamentaux : la sphère des éléments physiques et matériels, les représentations et discours, les institutions et découpages politico territoriaux dans la relation société – territoire – pouvoir. On pourra se pencher sur ces différents facteurs participant de la production des situations de risque grâce à un examen du système socio-spatial de la ville à travers ses dimensions spatiales et temporelles. En d'autres termes, il s'agit de procéder à l'étude du contexte géographique de Caracas, à une géohistoire de la ville par l'intermédiaire du risque. Un éclairage complémentaire vient s'ajouter à cette seconde partie en soulignant les relations entre l'autorité publique métropolitaine et le risque, avec pour objectif de conférer à ce travail une dimension de géographie appliquée. Singulière au titre de configurations particulières des facteurs expliquant les situations de risque en ville, Caracas

s'inscrit néanmoins dans un paysage des villes latino-américaines qui nous poussera à identifier des tendances qui dépassent le cas d'étude. Enfin, pour mieux rendre la spécificité de la ville dans l'étude du risque urbain, nous nous attacherons à restituer la trajectoire du risque dans la production urbaine locale afin d'identifier des seuils et des étapes d'évolution communes entre le développement urbain et la conception du risque par les gestionnaires principalement, et par les individus de façon plus marginale.

A l'issu d'une partie consacrée à la construction du risque, aux relations avec le pouvoir, et à sa gestion dans l'espace urbain, on pourra se livrer dans la troisième et dernière partie à l'association entre construction des risques et construction des territoires urbains. Ce rapprochement pousse alors à s'interroger sur l'existence de « territoires de risque », sur ce qu'implique l'association de la production des risques à la production de territoires, sur la manière dont le risque s'inscrit dans la production territoriale, sur la façon dont il participe de la gestion de la ville, dont il devient un argument et un instrument du discours et de l'action. Territorialiser le risque (en terme de « spatialité » et de « géographicité ») c'est placer la politique territoriale au cœur de la problématique des risques à Caracas et faire du risque un objet géopolitique à la manière de Lacoste (autrement dit, qui s'attache aux rapports de force et aux rivalités entre acteurs, à la mobilisation de la catégorie d'espace dans les confrontations directes ou autre rapports sociaux conflictuels…). Cela dit, l'autorité publique n'est pas le seul « pouvoir » à mobiliser cette ressource qu'est le risque. Celui-ci devient un instrument de la gestion urbaine comme du « vivre – ensemble » et façonne le territoire urbain, d'un point de vue matériel mais aussi idéel, en terme de pratiques et d'images. En se demandant si le risque est aussi constitutif de la territorialité des Caraquéniens, on continue d'interroger, mais autrement, les liens tortueux entre le spatial et le social.

Ainsi, le risque en tant qu'objet complexe et intégrateur renforce d'une part la géographie dans son rôle de science carrefour qui fait de l'approche systémique un atout important pour analyser le spatial du social. D'autre part, transversal au système social urbain, il permet de mieux l'appréhender à travers une dimension géographique dont on peut penser qu'elle conditionne de façon significative bien des formes spatiales de la société. Outil original que l'on se propose de mobiliser dans le cadre d'une approche géographique de la ville, le risque permet de relever un double défi épistémologique et analytique. En déconstruisant les catégories d'analyse pour les interroger dans la perspective d'un problème de société qui dépasse le seul cadre de Caracas, le risque s'inscrit plutôt dans une tendance lourde et contemporaine de préoccupations et de peurs liées à la sécurité, à la précarité des conditions de vie, au sentiment de ne pouvoir mener une existence digne ou au contrôle excessif des territoires.

PREMIERE PARTIE

Le risque urbain à Caracas : un modèle à construire d'une réalité hétérogène

Il est toujours difficile d'aborder la problématique complexe du risque par des considérations théoriques souvent peu explicites. En conséquence, c'est l'approche inductive qui structurera cette première partie. Au moyen de l'examen de trois perturbations relevant de la catégorie de risque urbain, l'objectif consistera en la construction d'une définition du risque urbain tirée du terrain. Chacun des trois cas examinés relève de secteurs d'étude traditionnellement distincts et nous permettra d'explorer par touches successives des aspects pratiques de la réalité caraquénienne contemporaine dans le domaine des risques. L'interruption de l'autoroute reliant Caracas et la Guaira, sur le littoral, entre janvier 2006 et juin 2007 met en avant certaines limites fonctionnelles de la région métropolitaine capitale. Les glissements de terrain chroniques qui interviennent dans l'agglomération de Caracas soulignent tout à la fois les particularités physiques du site et les modalités de l'urbanisation. Enfin, le statut de capitale n'est pas oublié. Les évènements qui ont animé la scène politique nationale entre la fin de l'année 2001 et le coup d'État perpétré en avril 2002 se sont traduits dans l'espace urbain et particulièrement dans la capitale. Les manifestations et contre-manifestations qui ont marqué l'espace de la capitale serviront à aborder la dimension spatiale d'un risque d'ordre sociopolitique.

L'examen successif et *a priori* indépendant de ces trois perturbations et des circonstances de leur occurrence amène à tirer des enseignements transversaux aux situations de risques urbains alors matérialisées. Par là, la formalisation de la catégorie de risque urbain permettra de préciser les principaux termes employés ainsi que la spécificité du caractère « urbain » des situations de risque à l'étude. Une revue sélective de la littérature spécialisée et la modélisation du processus de production des risques urbains déboucheront sur la formulation d'une problématique spécifique en fonction du contexte géographique du terrain, selon les premiers repères qui vont être posés. Par la suite, une fois parés des outils méthodologiques et théoriques, nous pourrons élargir le champ des conditionnements de situations de risque urbain à Caracas, dont trois cas de matérialisation auront été étudiés, et traiter alors la dimension géographique de la catégorie des risques urbains à l'échelle de la ville.

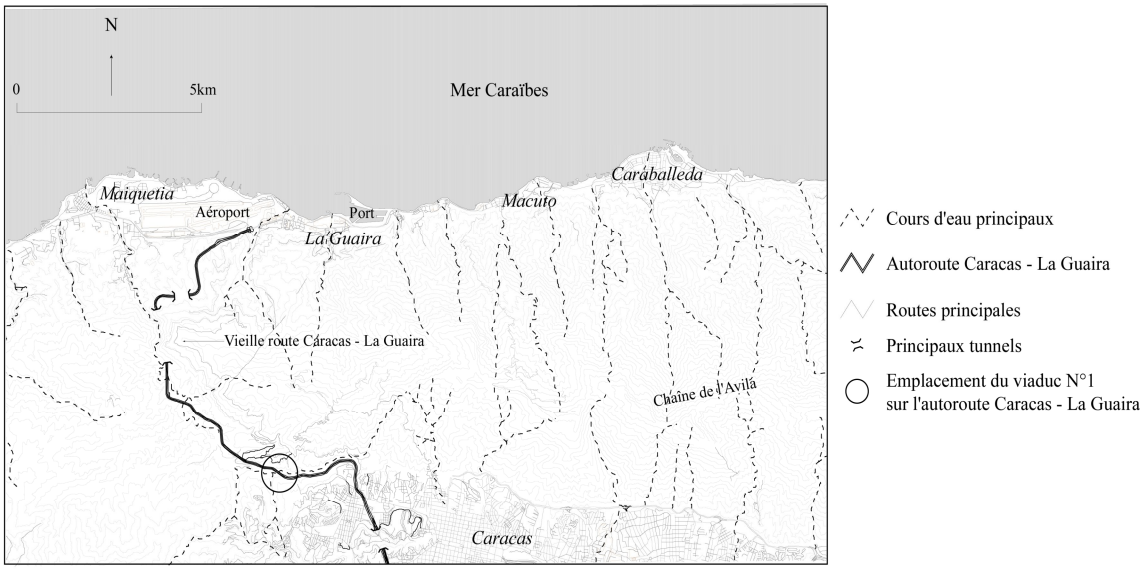
Chapitre 1. Trois perturbations majeures du système socio-spatial urbain de Caracas

1.1- Interruption de l'autoroute Caracas – La Guaira, principale liaison entre la vallée de Caracas et le littoral de Vargas

1.1.1- L'enjeu capital d'une liaison essentielle au fonctionnement de la ville

- L'effondrement spectaculaire du viaduc numéro 1

Le 5 janvier 2006, l'autoroute permettant de relier Caracas au littoral de Vargas et à l'aéroport international Simón Bolivar, sur la côte, est fermée du fait de la trop grande dangerosité d'un des trois viaducs qui jalonnent les 17 km d'un itinéraire devant s'affranchir de fortes pentes (Carte 1).



Carte 1. Emplacement du viaduc N°1 sur l'autoroute Caracas – La Guaira
(Source : Elaboration propre)
Le viaduc numéro 1 est le premier viaduc dans le sens Caracas – La Guaira. Connectée à Caracas par le Nord-Ouest de la vallée, l'autoroute permet le franchissement de la chaîne de l'Avila en empruntant une incise, dans le relief très marqué, dont le fond est occupé par le passage de la rivière Tacagua.

L'interdiction d'emprunter le viaduc n°1 s'est imposée au terme d'une série d'évènements survenus au cours des années 2004 à 2006 (Photos 1a, 1b et 2), mais s'inscrit aussi dans la perspective longue de la vie de l'ouvrage, depuis plusieurs décennies.

Photos 1a et 1b. Vues du viaduc quelques jours avant l'effondrement complet
(Sources : Jorge Santos / Reuters / ABN, *El Universal*, 06 janvier 2006[10])
Sur la photo de gauche apparaît le pilier proche du « côté Caracas », qui subit le plus le glissement inexorable du versant sur lequel repose sa base. Sur la photo de droite, l'effet gondolé du tablier n'empêche pas la population de traverser à pied, le viaduc étant alors interdit au passage de véhicules.

Cette étude de cas vise à caractériser l'importance du viaduc pour le fonctionnement de Caracas et à mettre en perspective la situation de crise que représente l'interruption de l'autoroute. Les aspects politiques concernant la vision de l'aménagement de la capitale vénézuélienne seront mis en avant, ainsi que les aspects gestionnaires relatifs à l'attribution des marchés et à la maintenance de l'ouvrage.

Photo 2. Vue plongeante sur le viaduc la veille de son effondrement, depuis le côté La Guaira
(Source : Courtoisie de la Protection Civile Métropolitaine)

La consultation d'archives de presse et de revues spécialisées, le témoignage de spécialistes (en transport ou en bâtiment) ainsi que l'accès à certains rapports de bureaux d'étude ont permis d'éclairer une situation de crise qui pousse à réinscrire avec évidence l'agglomération de Caracas

[10] Disponible sur Internet : http://buscador.eluniversal.com/2006/01/06/viadu_fot_06A651679.shtml

dans une perspective métropolitaine, débordant la vallée de San Francisco[11] qu'elle occupe aujourd'hui. Plus que l'effondrement du viaduc le 19 mars 2006, c'est bien l'interruption de la communication autoroutière entre Caracas et le littoral de l'État de Vargas qui correspond à une forte perturbation pour la ville et qui est un symptôme clair de certaines difficultés fonctionnelles de la capitale vénézuélienne.

- *Par-delà l'Avila, une liaison historique aux multiples facettes entre Caracas et le littoral*

La liaison de Caracas avec l'État de Vargas est fondamentale. Elle permet de saisir, au-delà de la communication physique, des relations étroites et une coévolution des deux espaces du littoral central de Vargas et de la vallée intérieure de Caracas. Le lien qui est établi entre le littoral et la capitale participe de la définition mutuelle de ces deux espaces et subit les vicissitudes des modèles de développement successivement adoptés pour ces mêmes espaces. C'est cette trajectoire changeante de certaines caractéristiques des systèmes socio-spatiaux que permet d'aborder l'approche anthropologique diachronique des désastres qu'applique Altez pour le cas de l'effondrement du viaduc (Altez, 2006b)[12]. Après la disparition en 1586 de Caraballeda, le premier port du littoral central, c'est autour de La Guaira que se polarise l'activité portuaire après sa création, en 1589. Caracas est fondée en arrière du littoral, vers 1567, au Sud de la chaîne de montagne de l'Avila qui culmine à près de 2800 mètres. La vallée intérieure de Caracas est immédiatement reliée au littoral par un chemin de mules, non pas à travers le col ouvert par la rivière Tacagua, à l'ouest, mais selon une ligne méridienne, d'après la logique de réutilisation des sentiers indiens par les Espagnols (Altez, 2006b ; Figure 1, page 30). Un seul chemin perdure néanmoins dès la fin du XVIIe siècle, parmi les divers sentiers indiens, pour assurer la sécurité de la circulation face à la menace des pirates. Le passage est connu sous le nom de *camino de los españoles* ou *Camino real*[13]. Lorsqu'en 1845 on ouvre une nouvelle voie, plus large, destinée à répondre aux exigences croissantes de trafic, on emprunte le fossé de la Tacagua, vers l'Ouest, afin de conserver sur la longueur une pente praticable par les nouveaux véhicules (Figure 2, page 31). C'est cet accident topographique qu'emprunte la voie de chemin de fer sur 37 kilomètres permettant de rejoindre le littoral en un peu plus d'une heure entre 1883 et les années 1940, en

11 La vallée de Caracas désigne une portion de la vallée du Guaire aujourd'hui occupée par l'agglomération de Caracas, au pied de la chaîne de l'Avila. La vallée de Caracas s'étend d'Est en Ouest sur 20 km et du Nord au Sud sur 4 km environ. Elle porte originellement le nom de vallée de San Francisco, en hommage aux premières installations établies sur le site de Caracas du fait de la conquête espagnole, par le métisse Francisco Fajardo au début des années 1560.

12 On peut retrouver cette approche en termes plus historiques dans la compilation de Virginia García Acosta, par exemple (García Acosta, 1996), concernant d'autres cas. Un tel travail restitue toute la dimension sociale de la construction des risques.

13 Chemin des Espagnols ou chemin royal.

contrebas de la voie inaugurée en 1845 (aujourd'hui *carretera vieja*[14]), et à proximité du tracé de l'autoroute étudiée (Figure 2 et 3).

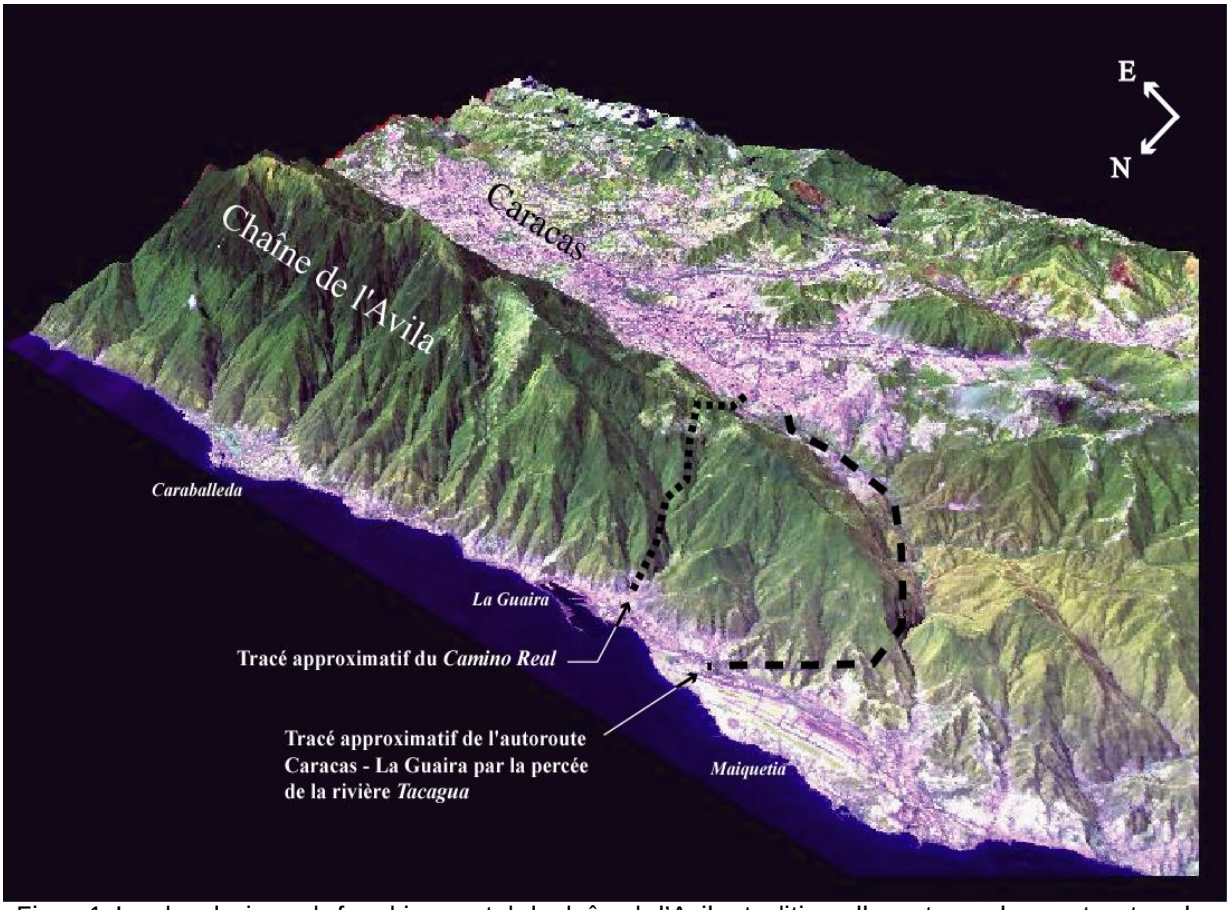


Figure 1. Les deux logiques de franchissement de la chaîne de l'Avila : traditionnellement « au plus court », et par la percée de la Tacagua dans les années 1950

(Source : Modèle numérique de terrain issu d'une image Ikonos modifiée et tirée d'une communication de Daniel Salcedo intitulée « The december 1999 catastrophic debris flows at Vargas state and Caracas, Venezuela »)

[14] La *carretera vieja*, la vieille route, est le nom donné communément à la voie qui relie Caracas et le littoral, inaugurée en 1845, et qui emprunte la percée de la Tacagua.

Figure 2. Tracé de la voie de chemin de fer et de la *carretera vieja* reliant Caracas à La Guaira (Fin XIXe siècle)
(Source : plan du *Ministerio de Obras Públicas* tiré de : De Armas Chitty, 1967).

On relève que le secteur de Catia ne fait pas partie de l'agglomération de Caracas à la fin du XIXe siècle. Au-delà, vers le littoral, les noms de Manzano ou de l'*hacienda* Blandín apparaissent. Ils désignent aujourd'hui ces secteurs de la ville occupés par un habitat précaire. Le tracé des voies est allongé et le parcours ralenti par les nombreuses courbes.

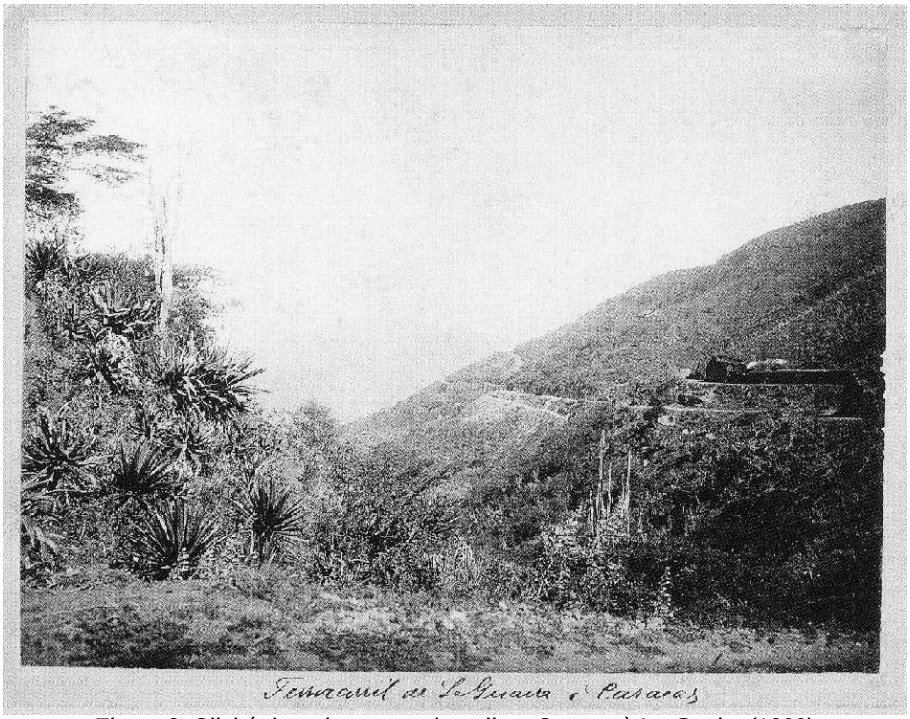


Figure 3. Cliché du train en marche reliant Caracas à La Guaira (1899)
(Source : collection fondation John Boulton, anonyme, 1899. Titre original : *Vista del ferrocarril de La Guaira a Caracas*)

L'image du chemin de fer dans sa traversée du massif El Avila laisse apparaître la difficulté du franchissement. Les tortillons des rails épousent au mieux les courbes de niveau, à flanc de versant.

Inaugurée le 2 décembre 1953, l'autoroute Caracas – La Guaira relie la capitale fédérale du Venezuela aux principales portes d'accès du pays à l'international, sur la côte, à savoir le port de La Guaira et l'aéroport de Maiquetía. Dès les années 1970, l'occupation de la vallée de San Francisco est telle (De Lisio, 2001 : 214) que le débordement du site est inexorablement acquis, l'urbanisation définissant aujourd'hui un système de quatre agglomérations autour de celle de Caracas (Figure 4).

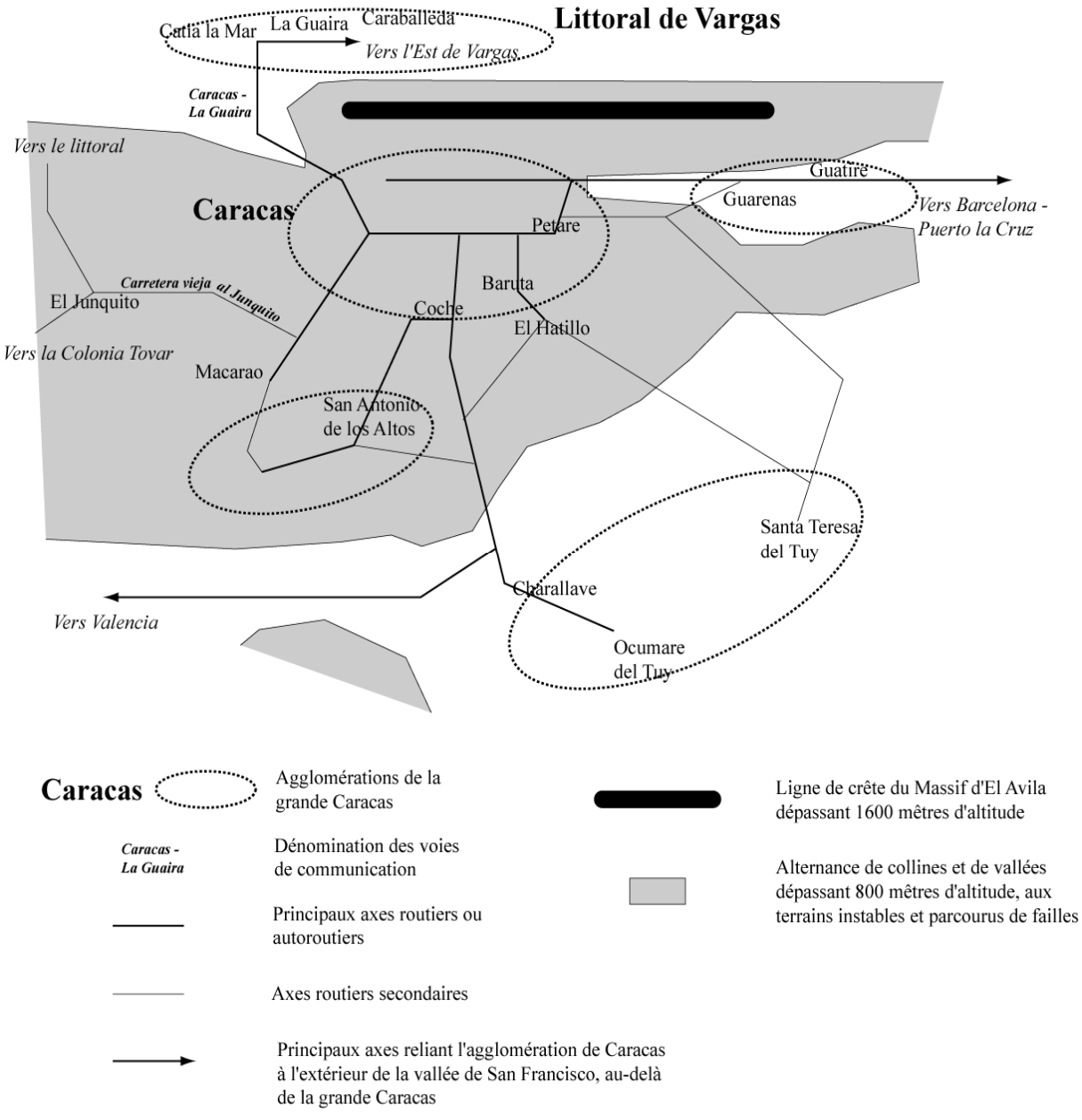


Figure 4. L'autoroute Caracas – La Guaira dans le système de communication de la grande Caracas
(Source : Elaboration propre)

A l'échelle de la grande Caracas, qui rassemble les cinq agglomérations connectées, seuls 3 accès importants permettent de communiquer depuis Caracas avec l'extérieur de la vallée de San Francisco. La tendance fonctionnaliste de l'urbanisme caraquénien correspond à une

morphologie plutôt réticulaire qui tranche avec la morphologie coloniale, traditionnellement plus ramassée et « continue ». De manière générale, le débordement des sites urbains initiaux est préjudiciable dans le domaine des risques urbains (Pigeon, 1994 : 104). Ainsi en va-t-il pour le cas de Caracas en terme d'approvisionnement en eau (De Lisio, 2001 ; Marcano, 1995 et 1993) ou de circulation automobile. L'intégration entre l'agglomération du littoral de Vargas et celle de Caracas, l'importance de l'accès aux premiers port et aéroport du pays et au littoral touristique, mais aussi l'intensité des mobilités quotidiennes ne font qu'augmenter l'enjeu que représentent les voies de communication entre ces deux espaces de la grande Caracas.

- *Estimation des flux interrompus de véhicules et de personnes*

Grâce à la collaboration de l'Institut National de Transit et Transports Terrestres (INTTT)[15], on dispose de comptages des véhicules entre le 03 et le 09 mai 2000 et d'une moyenne journalière pour le mois de juin 2006. La mesure s'effectue au péage situé sur l'autoroute à proximité de l'aéroport, côté littoral. Le comptage détaillé de la semaine du 03 au 09 mai 2000 permet de dresser un diagnostic de la nature de la relation permise par l'autoroute à travers le type de véhicules qui l'empruntent, la fréquence des passages et leur intensité horaire (Figures 5, 6a et 6c). Le comptage plus succinct de juin 2006, servira de comparaison à un moment où les alternatives de circulation entre les deux espaces en cause étaient réduites.

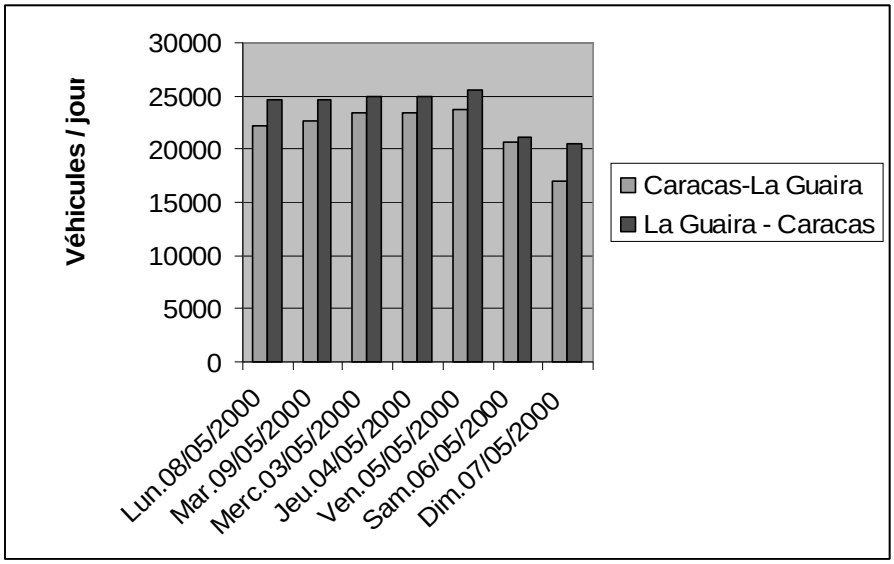


Figure 5. Nombre de véhicules empruntant dans les deux sens et par jour l'autoroute qui relie le littoral à Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000
(Source : Données INTTT)

La moyenne de la fréquentation de l'autoroute s'établit entre 20000 et 25000 véhicules par jour. On note une baisse sensible le samedi, et surtout le dimanche, laissant présager de l'importance de mobilités journalières liées au travail de résidants du littoral rejoignant leur activité dans la vallée de Caracas.

[15] *Instituto Nacional de Tránsito y Transporte Terrestre*. Que les fonctionnaires Roger Caravalho et Alejandro Delgado, ainsi que leurs équipes, soient ici remerciés pour leur collaboration.

D'une manière générale, il apparaît qu'en 2000, l'autoroute supportait un trafic moyen journalier approchant les 50000 véhicules dans les deux sens (chiffre que l'on pourra mettre en relation avec les autres indicateurs du système de transport de Caracas et sa région, plus loin dans la démonstration). On note aussi que la fréquentation est plus importante dans le sens La Guaira – Caracas qu'à l'inverse. Outre l'autoroute, il existe d'autres voies d'accès au littoral, très marginales, comme la vieille route inaugurée en 1845 (et bien peu entretenue en 2000) ou les chemins du Galipán, descendants sur Macuto, accessibles aux quatre roues motrices. Du fait de la présence du principal port national à La Guaira, devançant de peu le port de Puerto Cabello, plus à l'Ouest, les flux de véhicules supérieurs dans le sens La Guaira – Caracas peuvent aussi s'expliquer par l'entrée de biens et de véhicules destinés à la capitale fédérale et au reste du pays. Le trafic est plus intense les jours ouvrables (Figures 6b et 6c), preuve d'une relation fonctionnelle importante, les jours communément travaillés, entre le littoral et Caracas, en terme d'activités de transports, de salariés et d'étudiants se déplaçant vers leurs lieux de travail, ou d'enseignement. Il ne faut cependant pas négliger un « pic » relatif de « retours » entre La Guaira et Caracas, le dimanche (Figure 6c), attestant d'une fonction touristique ou de loisir des plages du littoral qui semble mobiliser nombre de caraquéniens[16]. L'examen de l'estimation horaire du passage des véhicules par journée dans la semaine de mai 2000 et par sens de circulation permet d'affiner les commentaires.

[16] Dans sa thèse d'anthropologie à propos de la « *Tragedia* » en décembre 1999 sur le littoral de Vargas, Sandrine Revet rappelle la trajectoire historique du succès de la station balnéaire de Macuto (Revet, 2006 : 40-41).

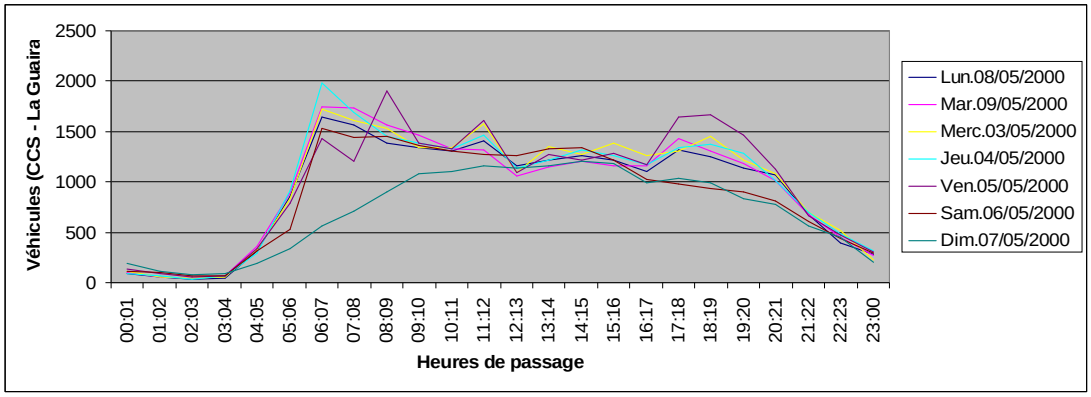


Figure 6a. Evaluation horaire quotidienne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens Caracas – La Guaira entre le 03 et le 09 mai 2000

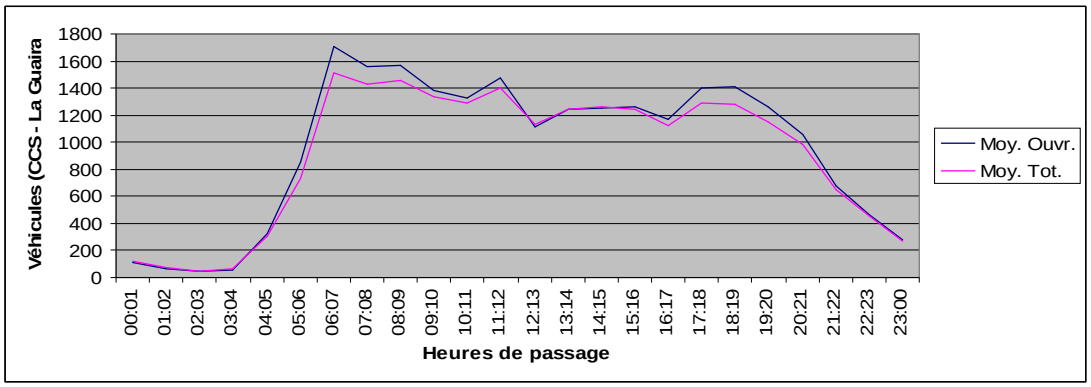


Figure 6b. Evaluation horaire moyenne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens Caracas – La Guaira entre le 03 et le 09 mai 2000

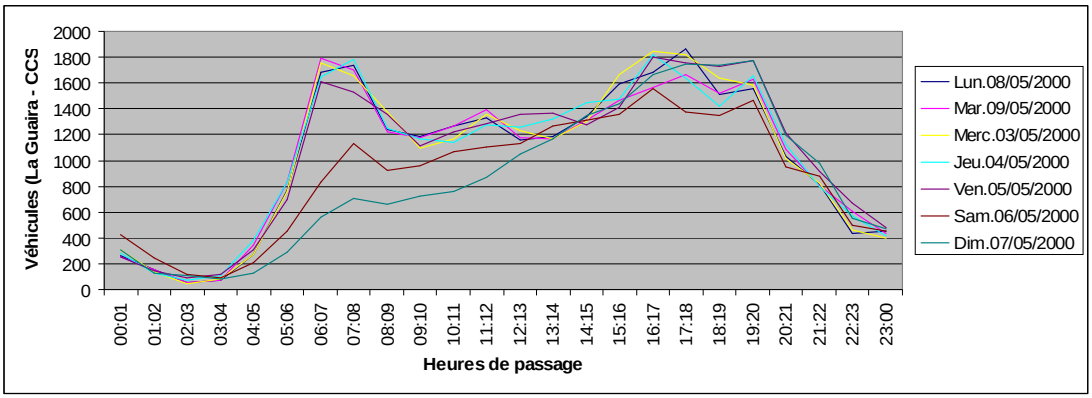


Figure 6c. Evaluation horaire quotidienne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens La Guaira – Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000

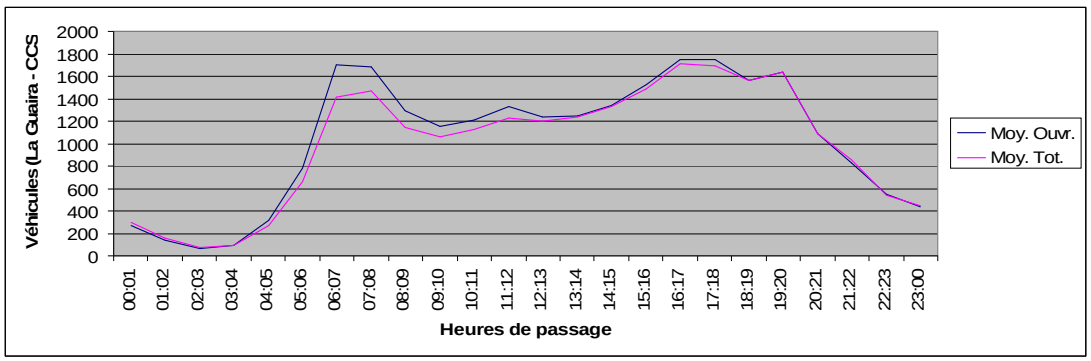


Figure 6d. Evaluation horaire moyenne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens La Guaira – Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000

(Source : données INTTT pour l'ensemble des figures 6)

Dans les deux sens, la moyenne de la semaine complète est inférieure à celle de la semaine ouvrable, du fait du moindre trafic le week-end. On retrouve cependant deux pics horaires entre 6h et 10h d'une part, et entre 17h et 20h d'autre part, correspondant aux débuts et fins de journée (Figures 6b et 6d). On retrouve, dans les moyennes hebdomadaires, les retours plus soutenus en fin de journée de La Guaira vers Caracas, non seulement en semaine, mais aussi soutenus par le comportement caractéristique de la courbe du dimanche très différente de celle du sens Caracas – La Guaira (Figures 6b et 6c). En règle générale, en début de journée (entre 4h et 12h), on peut penser que plus de personnes se mobilisent de Caracas vers le littoral qu'à l'inverse (respectivement en moyenne journalière pour la semaine du 03 au 09 mai 2000, près de 9500 contre près de 8400 véhicules) ; alors qu'en fin de journée (entre 15h et minuit), plus de personnes se mobilisent du littoral vers Caracas qu'à l'inverse (respectivement en moyenne journalière pour la semaine du 03 au 09 mai 2000, plus de 11000 contre près de 8500 véhicules). Ce constat recoupe la logique de la répartition de la population avec près de 2,8 millions d'habitants pour la vallée intérieure de Caracas[17] face à un peu moins de 300000 personnes dans l'ensemble de l'État de Vargas en 2001.

Six années plus tard et durant l'interruption de l'autoroute intervenue entre début janvier 2006 et fin juin 2007, ce ne sont plus près de 50000 mais moins de 37000 véhicules seulement qui transitent dans les deux sens entre le littoral et la capitale (Figure 7), essentiellement par une voie d'urgence aménagée dans la gorge de la Tacagua, au pied du viaduc effondré (Photo 7).

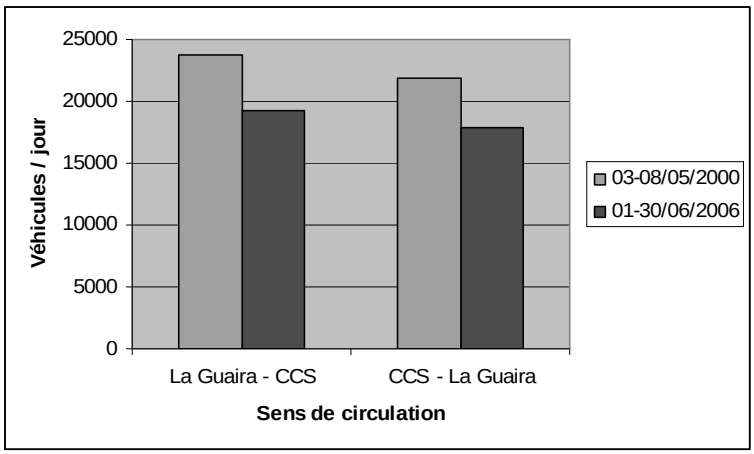


Figure 7. Comparaison de la fréquentation moyenne de l'autoroute Caracas – La Guaira dans les deux sens avant et après l'effondrement du viaduc
(Source : Données INTTT)

Malgré le fait que l'échantillon de 2000 porte sur une semaine, et celui de 2006 sur un mois, la baisse de fréquentation reste pertinente. Bien que 6 années en arrière, les mesures de 2000 dépassent d'environ 5000 véhicules par jour la moyenne des passages de véhicules sur l'autoroute lorsque le franchissement de la Tacagua n'est possible que par la *trocha*, la voie d'urgence qui se substitue temporairement au viaduc. 5000 véhicules par jour représentent autour de 25% de la moyenne de fréquentation de juin 2006.

[17] L'estimation de population correspond à l'agglomération de Caracas s'étendant sur les 5 municipes qui constituent le district métropolitain de Caracas (DMC ou ADMC).

La supériorité légère des passages dans le sens La Guaira – Caracas persiste, mais le trafic moyen journalier de 2000 est supérieur de plus de 23% à celui de juin 2006. Outre l'ensemble des difficultés de circulation c'est près d'un quart du trafic entre le littoral et Caracas qui est rendu impossible par les difficultés de communication liées à l'interruption de la seule grande liaison.

Pour affiner l'évaluation de l'intensité d'utilisation de l'autoroute Caracas – la Guaira, le décompte par type de véhicule durant la semaine de mai 2000, en plus du chiffrage du nombre de passages (de véhicules), permet d'évaluer le nombre de voyages (correspondant au passage d'un individu). La nature des véhicules (deux roues, transports de charge, transports collectifs de différentes tailles…) et la consultation de spécialistes[18] ont permis d'émettre une hypothèse raisonnable sur le nombre de voyages estimés par type de véhicules décomptés. Les 9 heures de pic de trafic (5h-9h ; 11h-12h ; 17h-21h) concentrent environ la moitié du passage des véhicules sur toute une journée. Grâce à un décompte précis par type de véhicule effectué à ces heures pics dans les deux sens, on peut formuler une estimation en moyenne journalière des jours ouvrables entre le 03 et le 05 mai 2000, de 53000 voyages, soit, étendu à la journée complète, environ 110000 voyages (déplacements d'individus) par le biais de l'autoroute Caracas- La Guaira. A cette estimation plancher pour la semaine de mai 2000 doit s'ajouter une quantité non négligeable de piétons qui empruntent le viaduc de façon régulière, et qui, en temps normal, est particulièrement difficile à mesurer. Ce sont donc plusieurs dizaines de milliers de mobilités qui ont été perturbées par l'effondrement du viaduc et l'interruption de la liaison rapide entre Caracas et La Guaira.

- *La perturbation du fonctionnement des systèmes socio-spatiaux se traduit à différentes échelles*

Malgré les chiffres de la presse qui semblent parfois grossis[19], ce sont sans doute près de 200000 déplacements de personnes en moyenne par jour qui ont été directement affectés – voire interrompus – à partir de janvier 2006, du fait de l'allongement des délais de route, voire de l'impossibilité d'atteindre Caracas ou La Guaira à certaines heures et pour des motifs ponctuels. Il ne fait aucun doute que directement et indirectement, plusieurs centaines de milliers de personnes ont été touchées. Beaucoup de ceux qui transitent par l'autoroute habitent Caracas et travaillent à La Guaira ou inversement. Il en va de même pour les étudiants et enseignants ; et le « point vital » qu'est le port de La Guaira pour l'alimentation de la capitale a déjà été évoqué (Carte 1).

[18] Il s'agit notamment de Rosa Virginia Ocaña, professeure à la *Universidad Simón Bolivar*, détachée quelques temps à l'*Instituto Metropolitano de Transporte* (INMETRA). Qu'elle soit ici chaleureusement remerciée.

[19] Dans son article systématique et très riche, Rogelio Altez rapporte des informations de journaux (*El Universal* du 11 février 2006) qui avancent le chiffre de « 200000 personnes affectées au quotidien » pour la seule activité scolaire (Altez, 2006b). La dynamique démographique depuis 2000 ne suffisant pas à expliquer le chiffre des 200000 personne en question, ce chiffre doit rendre compte des personnes non pas seulement affectées dans leurs mobilités au quotidien, mais aussi dans leurs activités, par exemple, du fait de défaut de personnel, de cours suspendus ou en retard à cause de la mobilité réduite des professeurs ou des étudiants…

Beaucoup, sur le littoral, vivent du commerce informel, de l'activité touristique et des concentrations sur les plages de Vargas. Indéniablement, pour tous les secteurs de l'économie tournés vers le tourisme ou le loisir, c'est un fort coup dur que le gouvernement fédéral a tenté d'amoindrir par des mesures fiscales. D'après le comportement des courbes de comptage pour la semaine de mai 2000, le « week-end à la plage » pour les caraquéniens, à proximité de la capitale, était une pratique commune pour les habitants de Caracas comme pour ceux du littoral central.

La mention de ces différents critères indique combien le récent État de Vargas (institué en 1998) coévolue avec l'agglomération de Caracas. Il fait partie du fonctionnement de la grande Caracas au même titre que trois autres agglomérations qui se trouvent articulées de la même manière à l'agglomération principale par de grands axes de communication (Figure 4). L'agglomération de Caracas occupe cinq municipes qui constituent le district métropolitain. Les quatre municipes orientaux – Sucre, Baruta, El Hatillo et Chacao – appartiennent à l'État de Miranda. Le municipe Libertador, le plus à l'Ouest, appartient au District Capital, à statut d'État, mais sans gouverneur. Cette situation politico territoriale compliquée n'est pas sans conséquence pour la gestion de la ville. Cette configuration particulière fera l'objet de développements ultérieurs, au titre de l'élaboration du contexte géographique de la capitale vénézuélienne. Qu'il s'agisse de l'échelle de la grande Caracas ou de celle du DMC, on retrouve une complication politico-institutionnelle qui entrave indéniablement l'action publique, la planification ou la simple gestion territoriale. En outre, l'ensemble géographique en question occupe une place prépondérante dans le développement national. De fait, en terme de bilan économique, le directeur de la Banque Centrale du Venezuela, Domingo Maza Zavala, a confié que la fermeture du viaduc pouvait affecter le PIB de 1 à 1,5% pour 2006 et peser entre 1 et 1,5 points de plus sur les taux d'inflation[20].

1.1.2- La mise en place des éléments de l'accident

- De la dictature de Pérez Jiménez à la démocratie, l'idéologie du progrès aux prises avec la réalité de l'urbanisation

Sous l'ère de la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958), un courant de développement rationaliste et nationaliste du « Nouvel Idéal National » marque l'action d'un État fort au Venezuela. Plus une conception d'État que de gouvernement, les visions de grandeur de la nation

[20] D'après les notes de Rogelio Altez, les numéros de *El Universal* du 20 janvier et du 11 février 2006 font état de pertes considérables dans différents domaines économiques, notamment de 50 à 60% pour les restaurateurs du littoral, de 70% pour le secteur du tourisme, et jusqu'à 90% (!) pour le secteur informel lié aux activités balnéaires… Les coûts du transport de marchandise sont appréciés de 40%, entraînant l'inflation des produits de consommation courante sur le littoral central (Altez, 2006b)

prennent la forme d'imposantes infrastructures, notamment dans l'espace urbain de la capitale[21]. Ces principes se traduisent par des kilomètres cubes de béton. L'autoroute reliant Caracas à La Guaira est inaugurée en 1953. Elle est élaborée par l'entreprise française Campenon Bernard, associée au travail d'Eugène Freyssinet. Comme la vieille route construite en 1845, la voie moderne emprunte la percée de la Tacagua en des courbes beaucoup plus douces, d'un angle permettant de grandes vitesses, et impose la construction de trois viaducs et de deux tunnels pour mettre La Guaira à un quart d'heure en voiture de la sortie de Caracas. Le règne de l'automobile est définitivement consacré dans les années 1950. La voie ferrée, empruntant la même percée, est abandonnée dans les années 1960, et la voiture, reine de la modernité, mérite les égards distingués d'un grand pays bâtisseur (Figure 8a). L'autoroute la plus chère au monde coûte à l'époque 3,5 millions de dollars par kilomètre[22]. Un tracé lui est ouvert entre les collines du Nord-Ouest de Caracas, au pied de l'Avila (Figure 8b, photo 4). La revue *Mecánica Popular* offre un reportage sur cette grande œuvre d'ingénierie :

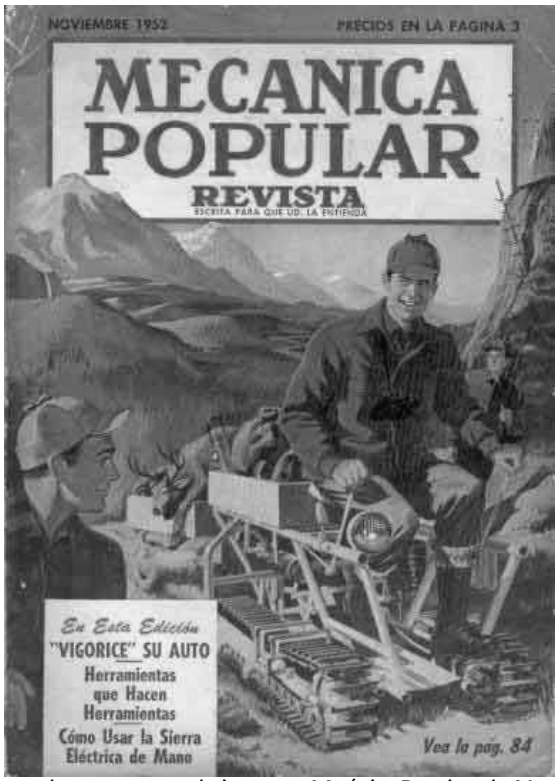


Figure 8a. Page de couverture de la revue *Mecánica Popular* de Novembre 1952
(Source : Tiré de la page web : http://www.11abril.com/index/articulos/Viaducto1952.html)

[21] L'autoroute Francisco Fajardo, le centre Simón Bolivar ou le grand complexe résidentiel collectif du 02 De Diciembre – aujourd'hui 23 De Enero – sont en construction dans Caracas au cours des années 1950. Au début de cette même décennie, plus de 60% de l'investissement dans les travaux publics concerne la capitale (Martin Frechilla, dans Imbesi et Vila, 1995). Pour cette période emblématique, on pourra aussi se référer à Castillo d'Imperio, 1990.

[22] On pourra consulter la vidéo d'archive de *Venezolana de Televisión*, 1950, *Construcción de la Autopista Caracas la Guaira, una de las obras de ingeniería más impresionantes y costosas para la época*, 3 min. Disponible sur Internet : http://www.youtube.com/watch?v=c-SC8_b_1cg

Venezuela Construye la Carretera Más Costosa del Mundo

LA REPUBLICA de Venezuela está construyendo, a un costo aproximado de 3,500,000 dólares por kilómetro, y mediante toda una serie de proezas de ingeniería no igualadas hasta la fecha, una espectacular supercarretera que se extenderá a través de las pintorescas montañas del norte del país.

Dos gigantescos túneles, uno de ellos de más de 1600 metros de longitud, conjuntamente con los tres puentes de concreto precomprimido más grandes del mundo, trazan la ruta de esta colosal carretera de cuatro vías que unirá a la capital con el Caribe.

Caracas, cuya excepcional situación topográfica ha contribuido notablemente a su desarrollo, se halla situada sobre la sierra de la costa, a 17 kilómetros al sur de La Guaira y del mar Caribe, sobre cuyo nivel excede unos 936 metros.

Dos mil obreros, con más de 200 topadoras, tractores, camiones y niveladoras, trabajan febrilmente a fin de terminar la obra a tiempo para la Décima Conferencia Interamericana de Ministros Extranjeros que se celebrará en Caracas durante el último trimestre de 1953. El costo final de la gran «autopista,» nombre con que ha sido bautizada esta supercarretera, se calcula en el presente en unos 60,000,000 de dólares.

La construcción de la autopista comenzó en enero de 1950, después de seis años de cuidadosos estudios por el Ministerio de Obras Públicas de Venezuela. El proyecto es uno de los ejemplos más palpables de la política venezolana de revertir su riqueza petrolera a la tierra.

La autopista servirá como artéria vital para enlazar la capital venezolana con el importante aeródromo de Maiquetía, cuyo movimiento diario es de unos 200 vuelos nacionales e internacionales, y con el próspero puerto de La Guaira, por donde entra cerca del 50 por ciento de todas las importaciones del país. Asimismo, se espera que la supercarretera le imparta gran impulso al desarrollo de la propiedad costera.

La antigua carretera que une a Caracas con La Guaira es una ruta tortuosa, plagada de peligrosísimas curvas situadas la mayor parte en los escarpados Andes. El tránsito por esta vía es sumamente intenso; se calcula que aproximadamente unos 6000 autos y camiones circulan diariamente sobre esta ruta. Su recorrido de un extremo al otro generalmente demora una hora.

La autopista, con sólo 36 curvas, reducirá el tiempo de recorrido a unos 15 minutos. Las curvas tendrán un radio mínimo de 300 metros, comparados con los 15 de la carretera actual. El grado máximo de la nueva vía será sólo del seis por ciento, y de un 3.5 por ciento en los túneles, comparados con el 12 por ciento de la carretera vieja.

←Tal vez la operación más espectacular en todo el proyecto de la Autopista fué la labor de elevación de la superestructura central del viaducto No. 1

Uno de los agrimensores que se halla prestando servicios en la construcción de la autopista, atraviesa una selva de cactus acompañado de sus ayudantes

Hombres y máquinas trabajan febrilmente en las labores de nivelación de terreno, preliminares a la construcción del viaducto No. 2 de la carretera

Este corte, considerado como uno de los más grandes del mundo, es el más extenso de la moderna carretera. Es recorrido aquí por unas poderosas traillas

22 MECANICA POPULAR NOVIEMBRE 1952 23

Figure 8b. Extrait du reportage consacré à l'œuvre maîtresse d'ingénierie de l'époque : le Viaduc numéro 1
(Source : Tiré de la page web : http://www.caracasvirtual.com/viaducto.html)

Photo 3. Technique originale utilisée pour installer la partie centrale de l'arche unique du viaduc numéro 1
(Source : Tiré de la page web : http://www.geocities.com/spulidos/P_Historia.html)

Les techniques de construction et la prouesse de l'ingénierie du bâtiment sont mises en avant avec grande fierté. Le titre d'autoroute la plus chère du monde ne laisse manifestement pas non plus indifférent. Le travail harmonieux de l'homme commandant la machine arrive à bout de l'obstacle posé par la nature : le franchissement rapide de l'Avila et de l'indentation profonde de la Tacagua.

Photo 4. Terrassements monumentaux opérés au pied de versants pour permettre le tracé de l'autoroute.
(Source : Tiré de la page web : http://www.geocities.com/spulidos/P_Historia.html)
Les remblais et les excavations dans le versant poussent à mobiliser des volumes de terre considérables. Au premier plan sur la gauche on trouve la base du *cerro* de Gramoven, aujourd'hui occupé par un habitat précaire et largement endommagé par l'intensification des glissements et la concentration d'enjeux – aussi précaires soient-ils. En aval de la Tacagua, en arrière-plan, on distingue le viaduc numéro1.

L'ampleur des terrassements et la place laissée dans la propagande aux techniques de construction montrent toute la confiance que le pays – ou du moins ses dirigeants – accorde aux techniques « modernes » de construction et de production d'infrastructures lourdes (Photo 3).

Sur les clichés, on observe qu'au milieu des années 1950, après l'inauguration de l'ouvrage, les versants sont libres de toute invasion d'habitat précaire. Aujourd'hui, il en va d'une toute autre manière. Alors que le logement informel compte parmi les principaux facteurs ayant joué un rôle aggravant dans la déstabilisation du versant sur lequel s'appuyaient les piles Sud du viaduc numéro 1, le régime de Marcos Pérez Jiménez tourné vers l'ordre et le progrès, mène une véritable « guerre contre les *barrios*[23] ». Mais les bulldozers de la dictature n'y suffiront pas. Après 1958 et la chute de Pérez Jiménez, l'avènement de la démocratie ne change pas

[23] Les *barrios* désignent des ensembles de logements précaires, les *ranchos*, bâtis de façon spontanée sur des terrains envahis. Les *ranchos* peuvent être consolidés au fil du temps, mais leur mode de production en fait un habitat structurellement vulnérable. Les *barrios* de *ranchos* correspondent à des secteurs urbains d'habitat informel lancés à l'assaut des collines dans un paysage aujourd'hui caractéristique à Caracas

fondamentalement les conditions de production massive de l'habitat informel. L'urbain s'y développe aussi, et pour beaucoup, dans la marginalité (Altez, 2006b). Les nouveaux arrivants résolvent leurs problèmes d'habitat, comme ils le peuvent, et notamment par l'installation de secteurs informels : les *barrios* de *ranchos* (Photos 5 et 6).

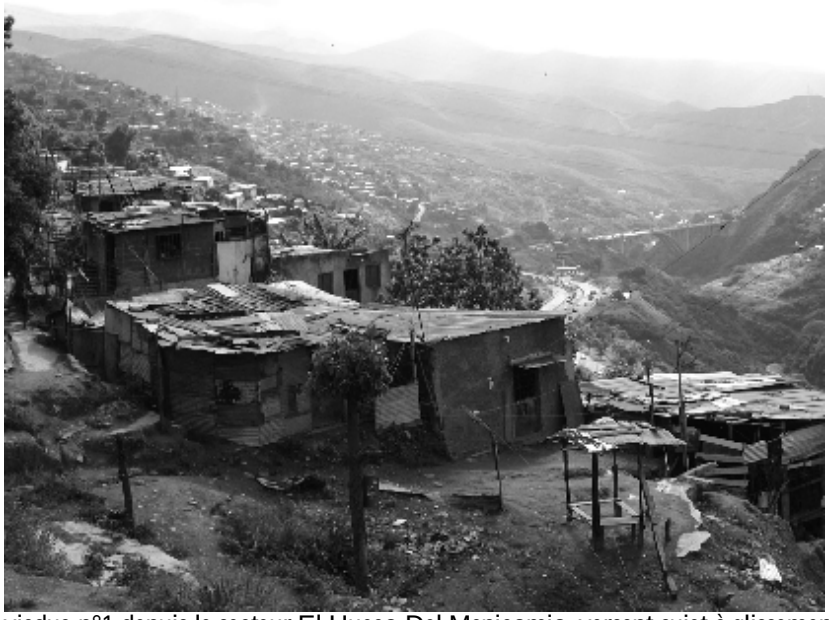


Photo 5. Vue du viaduc n°1 depuis le secteur El Hueco Del Manicomio, versant sujet à glissement, au pied duquel passe l'autoroute
(Source : Cliché Romain Migus, 2005).

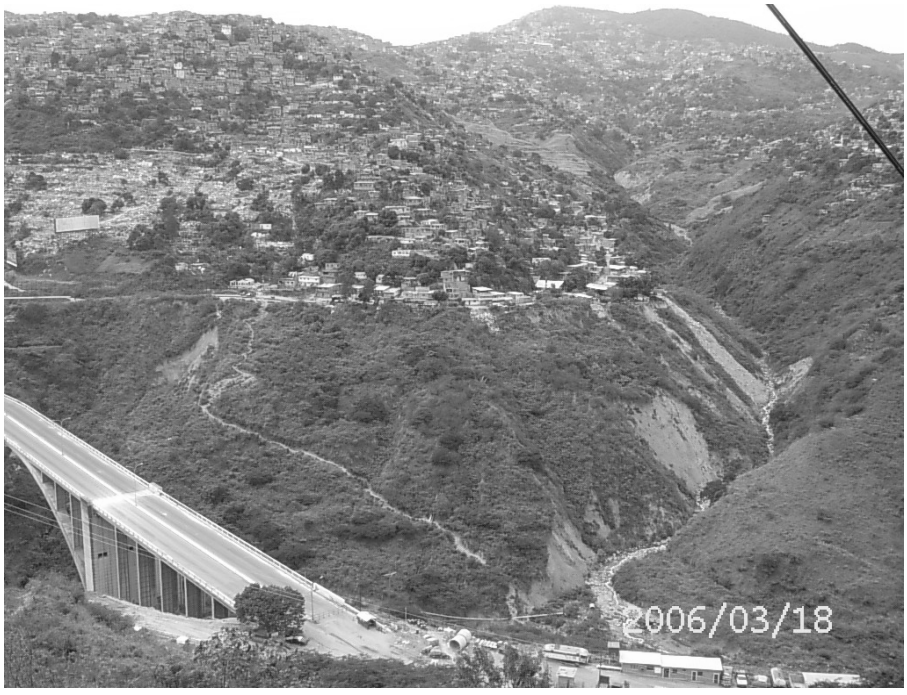


Photo 6. Vue de Nueva Esparta après la fermeture du viaduc et la veille de son effondrement
(Source : Courtoisie de la Protection Civile Métropolitaine)

On observe une forme générale concave à mi versant, puis convexe pour plonger vers la Tacagua. Ce glissement massif caractérisé par l'affaissement du versant par sa base a détruit le viaduc et provoque d'innombrables fissures ou fractures dans la plupart des constructions qui couvrent ce *cerro*. La végétation entre la route et l'affluent de la Tacagua n'a pas suffi à retenir le terrain. La pente est trop forte et les loupes de glissement laissent la terre à nu.

Parmi ces extensions figure le *barrio* de Nueva Esparta, en contre-haut du pilier Caracas du viaduc, évacué avant l'effondrement de l'ouvrage, mais détruit par le glissement (Photo 7). Les processus complexes d'urbanisation ont mené à l'occupation des collines de l'Ouest et du Nord-Ouest de Caracas. Cet aspect de la ville n'est pas sans conséquences pour le cas précis de l'interruption de l'autoroute Caracas – La Guaira.

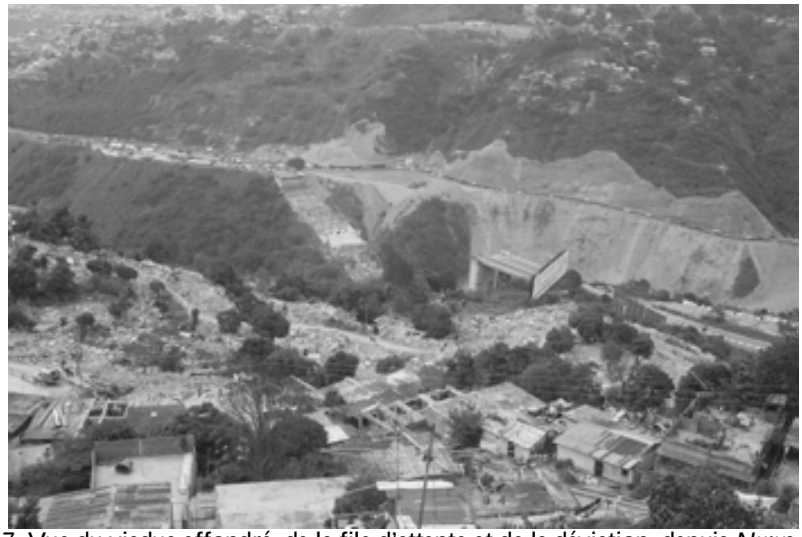


Photo 7. Vue du viaduc effondré, de la file d'attente et de la déviation, depuis *Nueva Esparta* (source : *El Universal* 19 mars 2006).
Les secteurs les plus critiques du *barrio* ont cédé au glissement, juste au-dessus du côté Caracas du viaduc. Les *ranchos* au premier plan sur la gauche sont au sol, tombés seuls ou détruits pour en éviter l'occupation.

De fait, les pluies importantes de février 2005 avaient contribué à fragiliser le versant dont le glissement irréversible été déjà fortement accéléré par des décennies d'occupation peu ou pas structurées et un habitat dépourvu de système d'évacuation des eaux efficace. Les filtrations et l'intensification de l'occupation se traduisent par un alourdissement des sols et finissent d'endommager l'infrastructure en contrebas après les pluies des premiers jours de 2006.

Aux côtés de la place laissée à l'infrastructure dans le développement urbain fonctionnaliste, la presque négation de la question du logement informel dans la ville moderne par les autorités publiques fera plus loin l'objet de réflexions critiques. Mais outre les dynamiques de l'urbanisation, les modalités de l'entretien de l'ouvrage, après la dictature qui prend fin en 1958, mettent l'accent sur nombre de limites des pratiques gestionnaires de l'ouvrage par les autorités publiques.

- *Des pratiques gestionnaires peu efficaces*

Après les alertes liées aux fortes secousses sismiques de 1967 à Caracas, on repère au milieu des années 1980 une déformation de la structure du viaduc due au déplacement des terrains sur lesquels est appuyé l'amarrage Sud de l'ouvrage. En 1988, le ministère des transports et des communications (MTC) ouvre une première licitation pour attribuer la construction d'une voie

alternative à l'autoroute Caracas – La Guaira[24]. Le gouvernement d'alors ne dispose pas d'assez de ressources pour investir dans ce « viaduc alternatif », laissant la première licitation sans effet. En 1993, une nouvelle licitation est lancée, mais du fait de problèmes relatifs à la procédure et à l'attribution des marchés, c'est une troisième licitation ouverte en 1995 qui cherche à attribuer une concession portant sur la construction, l'exploitation, le financement et l'entretien de l'ensemble du système de circulation Caracas – La Guaira comprenant l'autoroute, la vieille route et l'ouverture d'une voie alternative – ou la construction d'un nouveau viaduc. Le consortium, qui prendra le nom d'AUCOVEN à partir de 1996, remporte finalement la troisième licitation concernant les infrastructures de circulation entre Caracas et La Guaira. Cinq ans plus tard, en 2001, alors que l'attribution du marché et la signature du contrat n'avaient toujours pas débouché sur le début des travaux, le gouvernement vénézuélien rompt les accords et assume à nouveau l'autorité sur les axes de circulation Caracas – La Guaira sans qu'il n'y ait plus d'initiatives de prises. En effet, au tournant 2000, l'opposition politique est intense entre les autorités locales de l'État de Vargas, le gouvernement national et des entreprises engagées à différents degrés dans le système de circulation Caracas – La Guaira. Ces rivalités compromettent l'issue d'un problème afférent aux modalités de paiement d'un droit de passage sur l'autoroute et l'attribution des ressources aux entreprises d'entretien. Assumer les bénéfices du péage, c'était aussi assumer l'obligation d'investir dans un système routier dont on savait déjà qu'il était en fin de vie. En mars 2005 enfin, après une déformation soudaine et importante de la structure, l'option d'une voie d'urgence est étudiée en même temps que l'on se penche sur les voies alternatives[25]. Cette manière avec laquelle les pouvoirs publics semblent « redécouvrir » le problème à chaque alerte est constitutive de la genèse de l'autoroute Caracas – La Guaira là où dès le début des années 1950, l'entreprise de construction Campenon Bernard avait identifié la fragilité du versant « face aux réservoirs de PDVsa[26] »[27] et attiré l'attention sur la nécessité de protéger cet espace qui pouvait faire peser un risque important sur les ouvrages projetés… C'était sans compter sur la détermination aveugle des gouvernants.

- La rupture scalaire du débordement du site et du développement fonctionnaliste

Pour relier deux espaces aussi étroitement intégrés que peuvent l'être la vallée de Caracas et le littoral central, il semble pour le moins étrange que la mise en service d'un grand ouvrage

[24] L'essentiel de l'information concernant les licitations est tiré de la revue *Con Minfra*, (Ministerio de Infraestructura, 2005)

[25] Information en partie collectée grâce à un entretien avec Antonio Güell, ingénieur consultant pour la construction du nouveau viaduc et membre du comité d'évaluation d'attribution des licitations concernant la maintenance de l'autoroute et certains travaux de contention au début des années 1980.

[26] Petróleos de Venezuela. Entreprise pétrolière nationale.

[27] Il s'agit du versant incriminé dans le glissement de terrain qui affecte aujourd'hui irrémédiablement le secteur d'habitat précaire de Gramoven.

d'infrastructure, avec l'inauguration de l'autoroute Caracas – La Guaira, ait correspondu avec la suppression des voies alternatives telles que la vieille route Caracas – La Guaira (dont l'entretien est progressivement abandonné) ou l'abandon de la voie de chemin de fer dans les années 1960. La liaison assurée par l'autoroute dès 1953, certes rapide, est devenue monomodale et incontournable. Outre l'instabilité des terrains et la possibilité pour l'autoroute Caracas – La Guaira d'être interrompue, la principale vulnérabilité en ce domaine réside dans la mono fonctionnalité de la connexion avec le littoral (Altez, 2006b). La manière d'envisager la ville à partir des années 1950 et les formes que prend Caracas au moment de ses plus forts taux de croissance laissent des marques dans le temps qui persistent et confèrent aux territoires des caractéristiques dont les sociétés à venir sont comptables. La vulnérabilité de l'ouvrage ne se mesure pas seulement en terme d'ingénierie mais aussi en termes de faiblesses sociales. Il a fallu attendre l'accident de l'effondrement du viaduc, en 2006, pour que les pouvoirs publics réagissent à des dispositifs de production territoriale hérités des années 1950 et 1960. De fait, malgré des héritages pesants en terme de planification, des signes clairs et des actions menées à leur terme permettent d'envisager l'intégration multiple – et multimodale – de ces deux espaces fonctionnellement unis, même si rien n'est encore véritablement acquis.

1.1.3- Résoudre l'urgence et penser à l'avenir : quels enseignements ?

- *Parer à l'urgence et trouver des voies alternatives*

L'attention des pouvoirs publics s'est plus portée sur la phase postérieure à l'accident que sur la prévention et l'anticipation de l'accident. Des alternatives d'urgence proposées à l'issue de la fermeture du viaduc montrent toute la dépendance à la monomodalité des transports entre Caracas et La Guaira. Durant la période où le viaduc est hors service, un pont aérien est installé entre l'aéroport de Caracas et les aéroports de province, notamment celui de Valencia, et la déviation des flux s'impose par le biais de quatre voies principales. Les trajets Carayaca – El Junquito (3,5 heures), Los Caracas – Chuspa – Higuerote (5 heures), la route par *El Galipán* (1,5 heures) et la vieille route de 1845 (1heure), sont les alternatives mises en place (Figure 9). Les délais de trajet sont indiqués dans l'hypothèse d'une circulation fluide et de toute évidence, l'état de ces routes, dont certaines sont en partie encore de terre ou accessibles aux seules quatre roues motrices, ne permet pas de circulation intense.

Figure 9. Bilan paru dans la presse des alternatives au viaduc pour rejoindre le littoral depuis Caracas
(Source : *El Nacional*)

Face à l'urgence, c'est le gouvernement fédéral qui réagit avec célérité et lance la construction d'un nouveau viaduc, près de trois fois plus long que le viaduc effondré (plus de 800 mètres, photo 8), qui va plonger les fondations de son pilier Sud bien à l'Est du versant en mouvement. Vu l'urgence et l'enjeu en année électorale[28], la *trocha*, la voie d'urgence ouverte entre les deux morceaux d'autoroute destinée à franchir la Tacagua en évitant le viaduc, par le fond de la gorge, a été un des rares chantiers publics du bâtiment livré dans les délais annoncés par les pouvoirs publics. Le nouveau viaduc, de conception et fabrication cette fois vénézuéliennes (avec quelques matériaux Nord-américains et brésiliens), a été inauguré fin juin 2007, près de 16 mois après son effondrement (fin mars 2006) et avant le lancement de l'évènement footballistique continental, la *Copa América 2007*, organisée au Venezuela entre le 26 juin et le 15 juillet 2007.

[28] Le passage du viaduc est interrompu début janvier 2006. L'ouvrage s'effondre mi-mars 2006. C'est au début décembre 2006 que doivent se tenir des élections présidentielles. Celles-ci ont consacré la victoire du président Chávez et l'ont reconduit dans ses fonctions pour 6 ans.

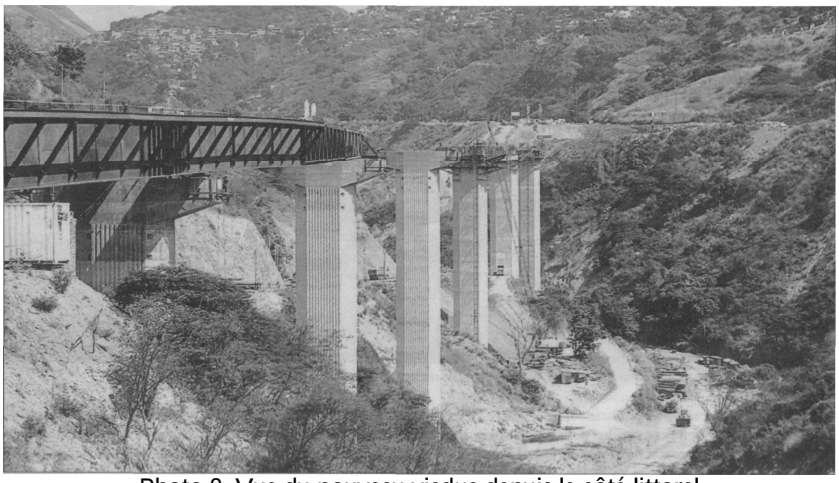


Photo 8. Vue du nouveau viaduc depuis le côté littoral
(Source : Tiré de *Todos adentro, semanario cultural de la República Bolivariana de Venezuela*, 03 février 2007: 3)

Les méthodes titanesques d'aménagement et d'intervention rappellent les pratiques « traditionnelles » en vigueur depuis les années 1950. Cela dit, l'ingénierie est composée cette fois d'acteurs nationaux pour l'essentiel. Parmi les plus compétents, on compte notamment le géologue Daniel Salcedo qui suit le cas de cette infrastructure depuis des décennies. Les initiatives d'un plan multimodal de circulation entre Caracas et le littoral occupent cette fois non plus seulement les cabinets politiques, mais aussi les bureaux d'étude et les entreprises du bâtiment. Au cours de mes trois séjours à Caracas, l'idée circulait du percement d'un tunnel par l'Est, depuis Las Terrazas Del Avila (quartier cossu au Nord de Petare) vers le littoral, sous la chaîne de l'Avila (Figure 4). Ce véritable « serpent de mer » des infrastructures de la capitale, dont tout le monde entend parler, dont le président aurait même signé le décret d'exécution[29], « s'il est réalisable, ne s'est vu concrétiser jusqu'alors par aucun projet sérieux »[30]. C'est en revanche un développement vers l'Ouest des alternatives de circulation qui offrirait une solution au problème de trafic vers le littoral car l'effondrement du viaduc n'est que le symbole d'une problématique des transports liée à l'automobile et à l'étalement urbain qui se pose à l'échelle de la région capitale (Morais dans Imbesi et Sarli, 1995 : 215-226). En plus de l'ouverture du nouveau viaduc, le projet prévoit d'une part de connecter l'avenue Boyaca (*cota mil*) aux voies de communication avec le littoral, offrant par là une alternative à l'axe central de la vallée de Caracas, et d'autre part de traverser le parc naturel de l'Avila au moyen d'un long tunnel de près de trois kilomètres et d'une série d'une vingtaine de viaducs et trois autres tunnels plus modestes, avant d'assurer la connexion avec l'aéroport international de Maiquetía[31] (Figures 10a et 10b).

Le consortium RGR-Somelca a mené l'avant-projet et le projet de grands travaux (concours lancé en 2005 par le MINFRA) qui devaient commencer après l'inauguration du viaduc, dans le courant de l'année 2007[32].

[29] Selon les dires – non vérifiés – du responsable de l'urbanisme du DMC.
[30] Entretien avec l'ingénieur conseil Antonio Güell.
[31] On trouve un tracé simulé sur le lien http://www.rgr-somelca.com/laguaira/propuesta.html
[32] ABN, communiqué de presse du MINFRA, 13 décembre 2006. Ces informations sont confirmées par l'ingénieur consultant Antonio Guell engagé dans la construction du nouveau viaduc de l'autoroute Caracas – La Guaira inauguré en juin 2007. Rentré du dernier terrain en mars 2007, il n'a pas été possible d'attester du début des travaux en 2007.

Figure 10a. Proposition de seconde autoroute (en rouge) par le consortium RGR-Somelca.
(Source : Tiré de la page web : http://www.rgr-somelca.com/laguaira.html)

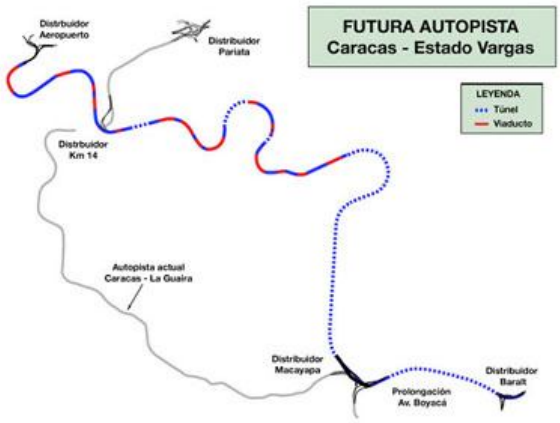


Figure 10b. Présentation des ouvrages d'art prévus (tunnels en tiret bleu, viaducs en rouge)
(Source : Tiré de la page web : http://www.skyscrapercity.com/showthread.php?t=416037)

A la planification d'une nouvelle autoroute comme alternative d'accès au littoral s'ajoute des idées plus symboliques mais non moins significatives, comme la remise en service du téléphérique entre Caracas et la côte par l'Avila (inauguré en 1956 et aujourd'hui hors service entre la crête de l'Avila et la littoral), comme la construction d'un nouveau chemin de fer dans le cadre du plan d'expansion ferroviaire, ou – à nouveau – comme le percement d'un nouveau tunnel sous l'Avila, à l'Est de la vallée de San Francisco débouchant près de Los Caracas, sur le littoral (Figure 11).

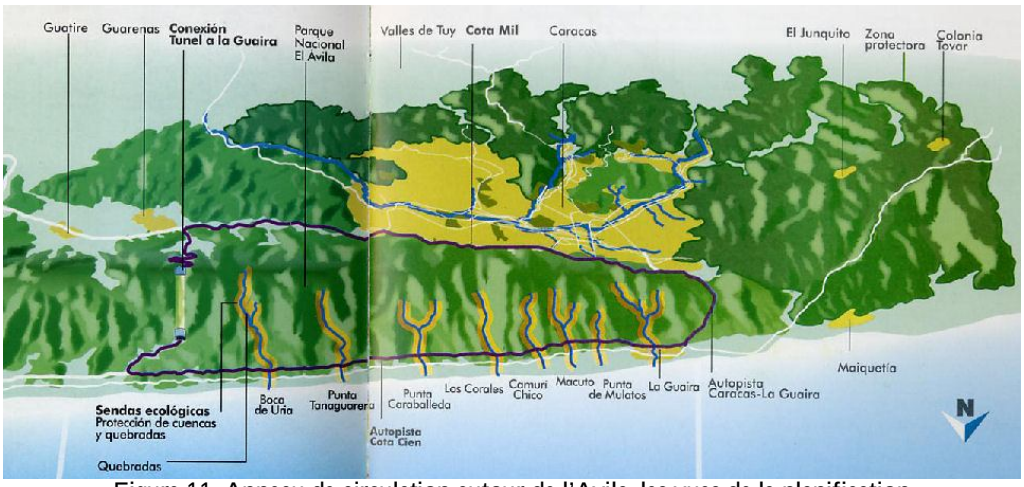


Figure 11. Anneau de circulation autour de l'Avila, les vues de la planification
(Source : Tiré de la brochure de diffusion des services d'urbanisme du DMC: *La propuesta urbano-arquitectónica para la ciudad*)

Cette profusion d'alternatives de connexions doit être prise pour ce qu'elle est, une succession d'annonces politiques, et l'on ne pourra juger que des ouvrages achevés et des alternatives de liaison en service. Malgré la longue histoire de certaines propositions, la rupture avec l'impasse fonctionnaliste de la gestion des transports et avec la vulnérabilité du fonctionnement urbain liée aux communications monomodales ne sera sans doute consommée qu'au prix d'une rupture de la dépendance culturelle et urbanistique à l'automobile, de la prise de conscience des échelles de

fonctionnement de la grande Caracas, de la révision des distributions des fonctions urbaines… en définitive, au prix d'une politique de la ville et d'une planification urbaine, pour le coup, révolutionnaires ! Toute une conception de la ville, du risque et des politiques publiques.

- Les enseignements de l'interruption de l'autoroute et de l'effondrement du viaduc

On voit combien la vulnérabilité d'un « ouvrage d'art » peut hypothéquer le fonctionnement d'un système urbain et affecter des centaines de milliers de personnes. Les temporalités liées à de tels ouvrages concernent plusieurs décennies et les présupposés de la situation de risque dont relève le cas du viaduc dépassent les simples conditions d'ingénierie pour inclure les modalités du peuplement de la capitale, de par des facteurs sociaux, institutionnels, urbanistiques ou politiques. Cette étude de cas nous permet de dégager certains points essentiels que l'on pourra mobiliser plus loin pour développer la réflexion autour des risques urbains génériques.

- La place des flux est fondamentale dans le fonctionnement d'un système urbain (Pigeon, 1994), qu'il s'agisse de biens, de personnes ou d'énergie, la vie de la ville en dépend étroitement. On voit combien la gestion des réseaux est importante, et susceptible, en cas de défaut, de provoquer de fortes perturbations. Le système de transport de la grande Caracas ne semble pas adapté à la qualité de la ville d'aujourd'hui. Cet état de fait peut de plus être généralisé à l'ensemble des réseaux urbains de différente nature. Le cas du viaduc permet, au-delà de l'approche sectorielle technique, de constater que l'interruption de l'autoroute n'est pas seulement le produit du passage du temps ou d'un glissement de terrain, mais aussi la conséquence de visions d'État, de facteurs sociaux, de manque d'anticipation en terme de modèle de développement considéré comme un ensemble de dispositions mentales et sociales dont est dotée une société afin d'opérer sa propre reproduction.
- En effet, au-delà du cas de l'autoroute Caracas – La Guaira, c'est le système de transport de Caracas qui pose problème en terme d'intensité du trafic et de maintenance des réseaux. Avec l'augmentation de la population et du parc automobile, les voies deviennent sous dimensionnées et obéissent souvent au choix de la monomodalité au détriment de voies et de modes alternatifs de communication. La circulation à l'intérieur de la ville comme entre les différents espaces urbains interconnectés de la grande Caracas pose problème (accident, embouteillage, pollutions) et entrave un fonctionnement urbain plus fluide.
- Les connexions routières entre l'agglomération de Caracas et les quatre autres agglomérations de la grande Caracas, à l'extérieur de la vallée de San Francisco, sont

limitées. L'unité politique de l'ADMC, en plus des problèmes de concurrences politiques sur les mêmes territoires liés à la présence des cinq municipes, ne correspond en aucune mesure à l'unité fonctionnelle de Caracas en interaction avec des territoires urbains situés à l'extérieur de la vallée de San Francisco et au-delà du continuum urbain de l'agglomération de Caracas en tant que telle. La ville est un système ouvert qui échange avec ses parties les plus proches (Vargas, Altos Mirandinos, Guarenas – Guatire, Valles del Tuy), mais aussi avec le reste du pays, et du monde. On passe alors d'une dimension technique, liée à la fermeture et à l'effondrement d'une infrastructure autoroutière, à la dimension politico-territoriale concernant une gouvernance erratique de la capitale vénézuélienne, qui n'est pas sans poser de problème pour la gestion de l'unité urbaine fonctionnelle à différentes échelles.

- Enfin, en terme de prospective, on peut s'interroger sur la nature de l'intervention de l'État autour de l'épisode du viaduc, qui présente à la fois de lourds héritages du passé, et les signes d'une rupture avec les modèles traditionnels de développement. Les grands travaux publics et le règne de l'ingénierie sont la marque d'un État fort et d'une relation particulière à l'environnement qui doit être dominé. En revanche, l'ouverture stratégique et la diversification vers de nouvelles voies de communication en direction du littoral montrent certaines dispositions des pouvoirs publics à modifier les conditions structurelles de vulnérabilité de l'espace urbain. On pourra s'interroger plus loin sur la validité et sur la capacité des mêmes pouvoirs publics à généraliser ces principes dans le cadre des politiques territoriales et de la gestion des risques.

1.2- Glissements de terrain chroniques dans l'agglomération de Caracas

1.2.1- Des évènements récurrents et endémiques dans la vallée de San Francisco

- Des glissements de terrain fréquents et surveillés

L'épisode pluvieux de février 2005, s'il n'a pas entraîné de morts à Caracas et sa région, a été dramatique pour la région andine, avec un bilan de plusieurs dizaines de morts et de disparus, essentiellement du fait de glissements de terrains, crues torrentielles et inondations. Quelques semaines après ce qui plongeait le pays dans le souvenir de la « Tragédie » de Vargas de 1999, de nouvelles pluies se sont abattues sur le littoral central et la capitale, l'occasion pour le quotidien *Últimas Noticias* de publier une caricature qui présente un Vénézuélien, dans son *rancho*, à la cime d'un *cerro*, regardant passer un autre homme en contrebas. Ce dernier, le regard porté sur les

quelques goutes qui tombent du ciel, s'adresse au premier : « Allez, on se retrouve au *Poliedro* »… Cette caricature, presque laconique, fait référence au *Poliedro*, une grande salle de spectacle de la capitale, qui fait régulièrement office de refuge d'urgence à la suite des différentes catastrophes, dont l'aléa est souvent d'origine naturelle, que connaît la ville. Les situations d'urgence dans les refuges durent parfois longtemps, et certains y passent régulièrement plus de temps que dans leur logement, il est vrai menacé. La récurrence des incidents, voire des désastres (suivant l'intensité), liés aux phénomènes climatiques et aux conditions physiques des zones de logement font des glissements de terrain un risque constant dans la capitale. Favorisés par les pluies, ils font l'objet d'un suivi systématique par les services de sécurité, comme la Protection Civile Métropolitaine, qui dispose d'un registre intitulé « Programme de Prévention et d'Action en cas de Pluies »[33] dressant l'inventaire des glissements de terrain et inondations liés aux épisodes de pluies intenses. Entre 1984 et 1999, plus de 10000 logements sont affectés par de tels incidents, et pour le seul mois de décembre 1999 (mois de la *Tragedia*), les glissements ont touché près de trois fois plus de « zones »[34] que les inondations (JICA, 2004).

Avant la récente coopération de l'agence japonaise JICA, qui se développe à Caracas au terme de la Tragédie de Vargas, un inventaire national des risques géologiques est dressé, carte historique d'évènements à l'appui (Singer *et ali.*, 1983) et rassemble la somme d'informations alors disponibles sur « les sites et dates d'occurrence de cas d'instabilité géologique du sol et du sous-sol » (Singer *et ali.*, 1983 : 5) avec la collaboration de FUNVISIS[35] (Figures 12a et 12b). La série de l'inventaire reprend, par différents figurés, les évènements les plus dramatiques (en terme de vie humaine ou de perte de biens : grosseur des cercles gris), les plus significatifs (indépendamment de la date de leur occurrence, la période précolombienne étant incluse), en fonction de leur type (qu'il s'agisse de déplacements brusques, liés à l'eau ou à une faiblesse structurelle combinée à la gravité… : formes des figurés) et la nature de leurs liens avec une activité sismique (figurés pleins, semi pleins, occupés par un point ou blancs). Les cercles gris concernent indifféremment tous types d'évènements liés à l'instabilité géologique, mais qui ont causé des victimes. Les tailles de cercles sont proportionnelles au bilan humain constaté, rapporté ou estimé. Le gros cercle gris sur le territoire de l'actuel État de Vargas renvoie aux glissements exceptionnellement massifs de La Guaira en 1798 qui auraient entraîné la disparition de plus de 200 personnes. Relativement au reste du territoire national (dont on n'a pas reproduit ici la cartographie), le District Fédéral de 1983 et l'aire plus restreinte de l'ADMC aujourd'hui, affichent une forte densité d'évènements

[33] *Programa Preventivo y de Actuación en Caso de Lluvias*
[34] Découpage de l'ADMC effectué à l'usage du relevé d'information systématique.
[35] *Fundación venezolana de investigación sismológica*, fondation associée au ministère des sciences et technologies qui promeut la recherche et la diffusion de l'information concernant la sismologie, la géologie et l'ingénierie sismique (site officiel disponible sur Internet : http://www.funvisis.org.ve/)

dramatiques faisant état d'une part, de la susceptibilité du site à manifester une menace liée à l'instabilité géologique et d'autre part, comme le signalent les auteurs de l'inventaire,

> « de la relation connue qui s'établit entre […] la probabilité d'occurrence d'une [menace] géologique, le niveau d'agglomération d'une population urbaine et la vulnérabilité des constructions » (Singer *et ali.*, 1983 : 16).

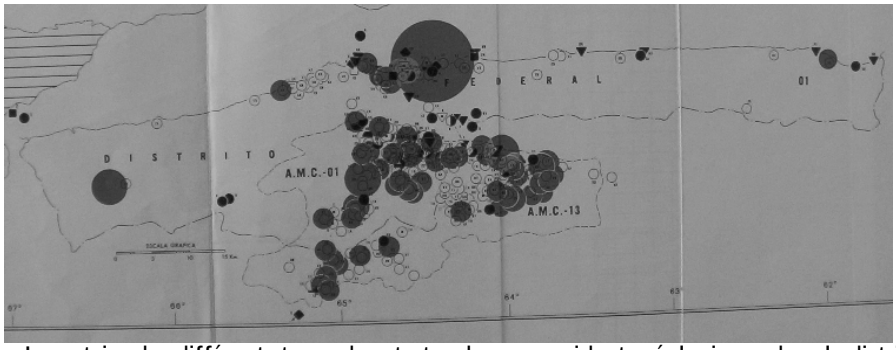


Figure 12a. Inventaire des différents types de catastrophes ou accidents géologiques dans le district fédéral
(Source : Tiré de Singer *et ali.*, 1983)

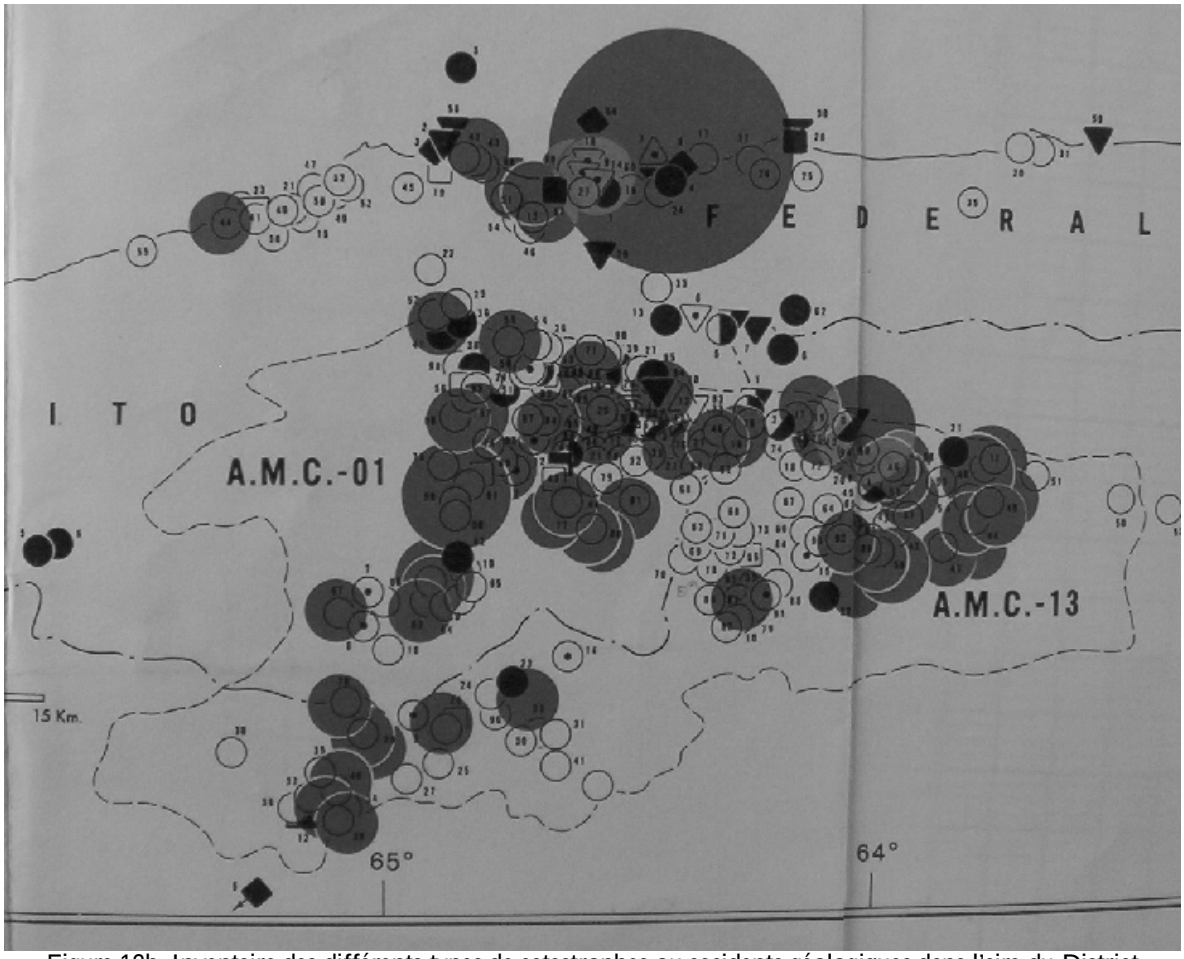
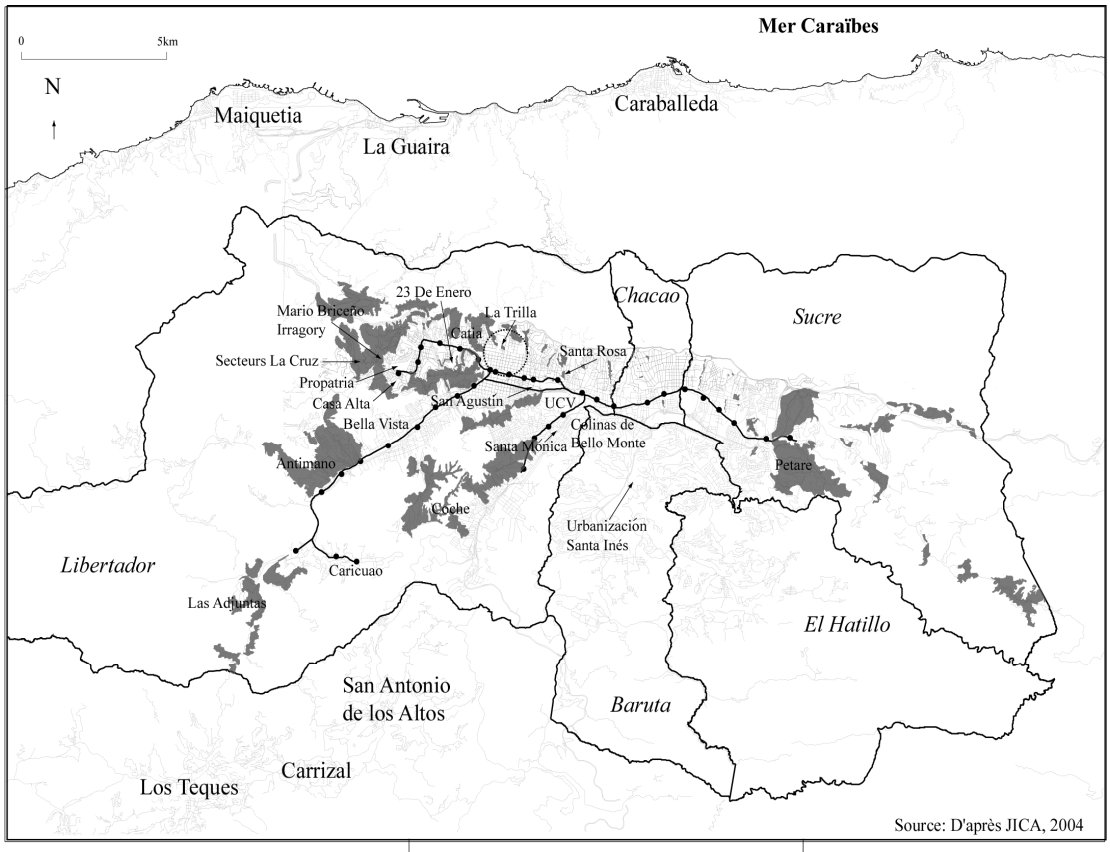


Figure 12b. Inventaire des différents types de catastrophes ou accidents géologiques dans l'aire du District Métropolitain actuel et sur le littoral central
(Source : Tiré de Singer *et ali.*, 1983)

La figure 12b présente une échelle plus grande que la figure 12a qui permet de la situer par rapport aux limites de l'État de Vargas qui apparaissent sous la forme des limites du District Fédéral, le long du littoral. Les évènements recensés sont assez diffus et se répartissent de part et d'autre des hauteurs de l'Avila

- Les impacts divers d'un aléa chronique

La presse quotidienne ménage régulièrement une bonne place dans ses colonnes aux accidents ou catastrophes liés aux glissements de terrain. L'occupation de l'espace urbain est telle qu'ils peuvent se produire dans des quartiers cossus, sur les collines de Santa Inés par exemple, comme sur les pentes du *barrio* Mario Briceño Irragory, dans l'Ouest de la ville, ou sur celle de Petare, dans l'Est (Carte 2 ; Photos 9, 10, 11 et 12).



Carte 2. Localisation de secteurs urbains du DMC évoqués lors de l'examen des glissements de terrain avérés ou potentiels.

(Source : Elaboration propre, d'après les données du SIG de JICA, 2004)

Les secteurs dont il est question concernent tant l'Est et l'Ouest que le centre du DMC, qu'il s'agisse de secteurs de *barrios* ou pas.

Photo 9. Glissement de terrain à Santa Ines
(Source : Tiré de *El Universal* 11 janvier 2006)

Photo 10. Un *rancho* à l'entrée condamnée à proximité d'un manguier, *barrio* Mario Briceño Irragory, en contrebas des secteurs *La Cruz*.
(Source : Cliché de l'auteur).

Photo 11. Glissement isolé sur un versant du *barrio* Mario Briceño Irragory
(Source : Cliché de l'auteur)

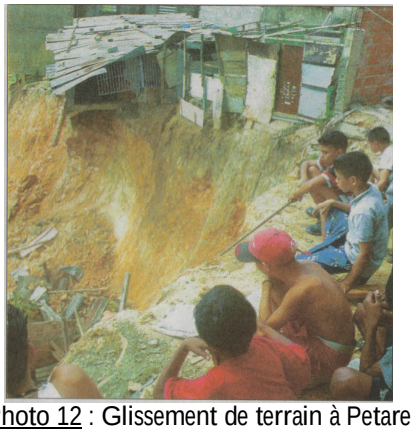


Photo 12 : Glissement de terrain à Petare
(Source : Tiré du journal *Ultimas Noticias*, 13 février 2007 : 10)

A la vue de ces photos de presse, il apparaît que les glissements de terrain touchent des catégories d'habitat différentes. Néanmoins, si ces différents types de logements – et de population – sont également ou presque exposés à l'aléa spécifique du glissement, on n'en soupçonne pas moins un impact sensiblement différent. La première photo (Photo 9) montrant de grandes maisons cossues, les *quintas* dont une a été emportée, permet de dévoiler les fondations extrêmement profondes pratiquées pour la maison blanche (au centre) et dont on pensait certainement qu'elles suffiraient à compenser la menace liée à la pente et aux terrains. Les bâches tendues, sans doute

pour protéger ce qui reste, ou pour éviter la progression du glissement, sont aussi la preuve d'une attitude particulière face à l'accident. Sur les photos des deux autres secteurs (Photos 10, 11 et 12), on ne trouve plus les profondes fondations. Le balcon de la maison orange de Mario Briceño Irragory est appuyé sur des colonnes plutôt « aériennes » et semble être un rajout à la structure première. On ne relève pas non plus de protections particulières, les portes des *ranchos* voisins, « posés sur le sol » à Petare, donnent directement sur le précipice causé par le glissement. On trouve même du linge étendu à l'endroit de l'arrachement (Photo 11). Ainsi, si les glissements de terrain, de manière générique, touchent l'ensemble du territoire de l'ADMC – mis à part les espaces dont les conditions physiques limitent ou empêchent leur occurrence comme le fond de vallée ou le haut de certaines crêtes – il apparaît important de traiter les impacts de façon discriminée. De fait, si l'aléa est le même pour tous, la vulnérabilité fait intervenir une combinaison de facteurs d'ordre urbanistique, social, culturel… qui ne sont pas sans imposer de nuances dans l'espace.

1.2.2- Les multiples facteurs d'un risque endémique

- *Structure, relief et matériaux, un site inégalement propice aux glissements*

Le site urbain est caractérisé par la vallée de Caracas qui désigne une portion de la vallée du Guaire, d'environ 25km d'Ouest en Est (d'Antimano à Petare) et de 4km du Nord au Sud. La vallée de Caracas correspond à un fossé d'effondrement d'une altitude moyenne de 900 mètres au contact Sud de la *sierra del Avila* dont les dénivelés sont particulièrement prononcés comme l'illustrent les 2765 mètres d'altitude du point culminant, le pic Naiguatá, séparé du trait de côte, au nord, par 8 km seulement à vol d'oiseau. La rivière Guaire, qui draine la vallée de Caracas ou vallée de San Francisco, ainsi que ses affluents impétueux de rive gauche, provenant de l'Avila, ont contribué à modeler la vallée par les dépôts successifs de sédiments et leurs remaniements. C'est sur ces sédiments récents, présentant une topographie plane ou faiblement inclinée, mais aussi sur les collines enserrant la vallée de Caracas à l'Est, à l'Ouest et au Sud, que la ville s'étend. Les collines sont d'une autre origine structurale que la *sierra del Avila*, au Nord, et s'élèvent à des altitudes moyennes qui oscillent entre 1100 et 1400 mètres (comme le montrent les figures 4 et 13), mais présentent des pentes non négligeables et des sols meubles, facilement emportés. De fait, outre l'humidification des sols liée à des canalisations défaillantes d'eaux claires ou d'eaux usées, les précipitations parfois violentes, en plus des inondations localisées, favorisent des arrachements soudains et des crues torrentielles à la capacité de charge très importante. Durant l'épisode pluvieux de décembre 1999, plus de 900mm de précipitations se sont abattus en moins de 72h sur le versant Nord de l'Avila[36]. Une moindre intensité de l'aléa a néanmoins entrainé

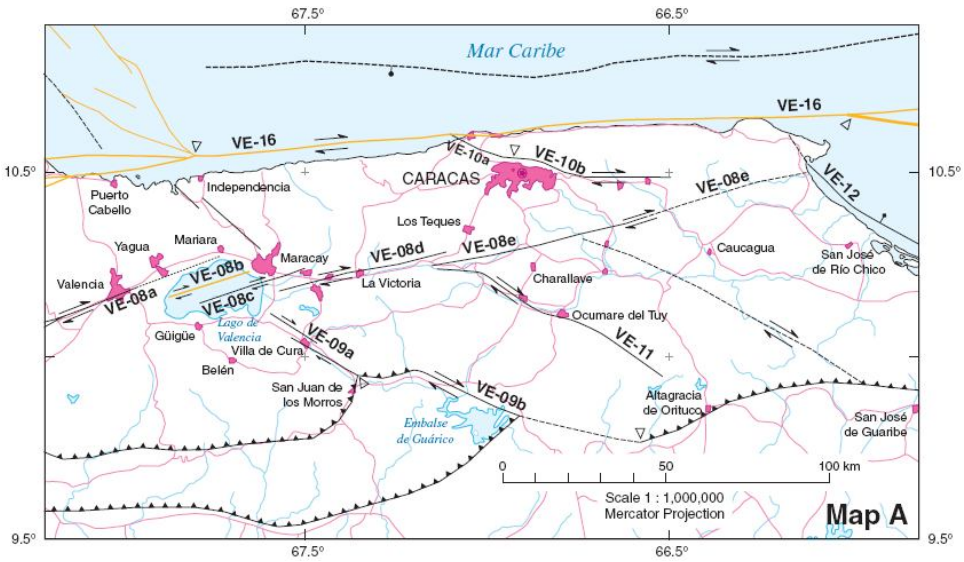
[36] Les précipitations moyennes à Caracas, mesurées à l'observatoire Cajigal, dépassent une moyenne annuelle de 800mm. La ville présente une saison des pluies étalée sur 6 à 7 mois, de mai à octobre – novembre (Cardenas *et ali*.,

crues et glissements dans l'agglomération de Caracas, essentiellement au Nord-Ouest, à proximité du centre historique.

Figure 13 : Le relief marqué de la vallée de Caracas, entre la chaîne de l'Avila et la ceinture de collines
(Source : Tiré de *Google Earth*)

Les images satellite de l'agglomération de Caracas dans sa vallée proposent une vue en plongée oblique orientée vers le Nord-Ouest pour l'image de gauche, et vers le Nord-Est pour l'image de droite. La fonction relief de *Google Earth* permet de deviner la massivité de l'Avila, au Nord, et les secteurs relativement plats correspondant au demi-graben occupé par un tissu urbain continu. Le continuum urbain déborde sur la ceinture de collines à l'Ouest, au Sud et à l'Est, mais lance aussi des émissaires de bâti dense dans le fond des vallées secondaires les plus importantes (notamment vers le Sud et le Sud-Ouest)

La structure plissée et faillée au pied de la *sierra del Avila* subit les déformations liées à l'orogénie du massif (Singer, 1977a, Cardenas *et ali*, 2000 : 63-66). A une plus petite échelle, la proximité de la limite entre les plaques Caraïbe et Amérique du Sud détermine une ceinture de failles actives articulées sur le système Boconó – San Sebastián – El Pilar qui court sur plusieurs centaines de kilomètres et qui ajoute à l'instabilité. La vallée de Caracas est directement concernée par la faille principale de San Sebastián, ainsi que par les failles secondaires de la Victoria ou de Tacagua – El Avila (Carte 3).



Carte 3. Localisation des failles quaternaires dans la région centre-nord
(Source : Tiré du site http://pubs.usgs.gov/of/2000/ofr-00-0018/ofr-00-0018.pdf réalisé dans le cadre de l'International Litosphera Program, en collaboration avec les institutions USGS, FUNVISIS, INTEVEP, PDVsa)

La faille marquée VE-16 est celle de San Sebastián, les failles marquées VE-10a et b appartiennent au système de faille Tacagua – El Avila, les failles marquées VE-08a, b, c, d et e appartiennent au système de faille La Victoria ; la faille marquée VE-11 est celle de Tácata.

2000 : 102-103), ce qui n'empêche pas des épisodes pluvieux de forte intensité de se produire en dehors de la saison des pluies.

La structure géologique de la région de Caracas en fait un espace susceptible de subir des secousses sismiques, comme l'histoire a déjà pu le montrer. Mais de façon indirecte, les séismes, même de faible magnitude, peuvent être un facteur déclencheur qui participe du phénomène des glissements de terrain. Dans le cas de Caracas, le terme générique de glissement peut se décliner d'un mouvement de terrain localisé et relativement lent à des laves torrentielles très fortement chargées ou des coulées de boue impliquant un mouvement bien plus rapide ainsi que la mobilisation conséquente de matériaux. Les critères de déclenchement peuvent être variés et relever de la gravité, de forces extérieures (hydrauliques ou sismiques) ou de la modification des conditions physiques du terrain (par l'occupation, le déboisement, l'exploitation…). Les pentes des collines aux sols météorisés sont les principaux espaces de l'agglomération de Caracas susceptibles de manifester une menace de type géotechnique. Un système complexe de failles actives ajoute aux formes torturées et très accidentées qui offrent un terrain irrégulier à l'établissement humain.

Outre le cas dramatique du versant Nord de l'Avila, l'épisode pluvieux de 1999 rappelle tout de même la présence de nombreux torrents côté Caracas. Les débordements de l'Anauco et du Catuche, près du centre historique, sont parmi les plus marquants. L'épisode pluvieux de février 2005 a aussi porté son lot de désastres pour des dizaines de familles aux logements emportés par des glissements massifs. De fait, à proximité de l'Université Central du Venezuela (UCV, carte 2) s'étendent les traces d'une grande terrasse de débordement du Guaire ayant pour cause l'obturation de son lit par l'apport latéral torrentiel et massif de matériaux (depuis le versant Sud de l'Avila), produit d'un glissement probablement d'origine sismique[37], datant d'avant l'occupation espagnole (Wehrmann, 1977 ; Singer, 1977b). Ainsi, la Tragédie de Vargas peut aussi se dessiner sur le versant caraquénien de l'Avila, les derniers glissements de février 2005, dans la partie occidentale de la ville (*parroquias*[38] 23 De Enero et Sucre notamment, à l'extrême Nord-Ouest du DMC) en constituent des alertes très actuelles. De même, l'épisode de 1951, le « précédent » de celui de décembre 1999, est caractérisé par un front pluvieux qui se situe plus sur la ville que sur le littoral (Goldbrunner, 1963). Les enjeux – biens, personnes, patrimoines… exposés – de la Caracas de 1951 n'avaient heureusement pour lors, rien de commun avec ceux d'aujourd'hui. En revanche, tout comme en 1951, les héritages géomorphologiques et structuraux continuent d'influencer certaines situations de risque à Caracas, alors que les conditions de vulnérabilité évoluent avec l'urbanisation, principalement au fil du XXe siècle.

[37] Voire aussi, pour le rôle de la sismicité et microsismicité dans le déclenchement de glissements de terrain les travaux de Sobiesiak M. et Romero M, 2002.

[38] Le terme de *parroquia* (paroisse, dans sa traduction littérale) désigne un découpage territorial du municipe. Cette unité spatiale ne dispose pas d'organe exécutif, mais de « conseillers » au pouvoir très limité. Ce découpage utile pour les localisations dans l'agglomération de Caracas n'a plus de connotation religieuse aujourd'hui. On gardera le terme en espagnol dans la suite du travail.

- La densification d'enjeux à la vulnérabilité variable

Concernant la *Tragedia* du littoral central de décembre 1999, nombreux sont les auteurs qui font remarquer la récurrence d'intenses épisodes pluvieux dans l'histoire climatique de Vargas. Cela étant, Cardenas souligne aussi l'augmentation considérable de population et d'enjeux exposés aux aléas sur le littoral entre 1951 et 1999, ce qui explique, au-delà de la nature de l'aléa, la différence fondamentale en termes de dégâts et de disparus entre les évènements de 1951 et de 1999 (Cardenas, 2000). Il en va de même pour le territoire de l'ADMC. La densification et la nature de l'occupation de l'espace ont considérablement modifié les conditions du risque urbain dans les dernières décennies face à la menace spécifique des glissements de terrain.

Dans son étude au milieu des années 1960, Marchand rappelle combien la forme du *rancho* peut être ancienne, et combien il peut être difficile de distinguer, au début du siècle, entre un habitat rural traditionnel et les premiers *ranchos* issus de l'attraction de la ville et des maigres opportunités offertes pour se loger. Il en donne la définition suivante :

> « Dans une acception propre au Venezuela, le terme de *rancho* désigne une construction rustique édifiée avec des matériaux d'origine locale. Primitivement, c'était le logis très pauvre du paysan, aux murs de *bahareque* (boue séchée mêlée de paille, semblable au banco africain) ou d'adobe, brique de terre cuite au soleil, avec un toit de palme » (Marchand, 1966 : 3).

A la toute fin du XIXe siècle, on peut considérer l'établissement des premiers *ranchos* produits de l'attraction urbaine, à l'Ouest du centre historique, dans le secteur dit de Caño Amarillo (Villanueva et Brandt dans Imbesi et Vila, 1995), alors que d'autres les situent plutôt dans les années 1920 (Baby-Collin, 2000). La forme d'habitat va ensuite se développer, en termes de surface et de qualité du bâti, au rythme de la pression démographique, suivant les opérations d'urbanisme des pouvoirs publics et en fonction de la bienveillance du pouvoir qui ménage une « soupape de sécurité » entre la pression démographique, les limites du site, et les intérêts privés d'un marché immobilier puissant et rentable (Bolivar, 1995 : 81-85). Certains *barrios* de *ranchos*, parmi les plus anciens, occupent les rives délaissées des torrents de l'Avila et s'insèrent dans le tissu urbain formel comme La Trilla, ou Santa Rosa (Carte 2, photo 13). D'autres s'établissent à la faveur des constructions collectives ou semi collectives publiques destinées aux plus modestes, mais bien insuffisantes, comme autour de San Agustín ou plus tard, autour de Propatria, du 23 De Enero, ou du secteur de Casa Alta III (Carte 2, photos 14 et 15).

Photo 13. Le *barrio* de Santa Rosa, parmi les plus anciens de Caracas, près de la Plaza Venezuela
(Source : cliché de l'auteur)

Derrière les tours d'habitat collectif, on aperçoit les icônes publicitaires de la Plaza Venezuela. En arrière-plan, sur la droite, les collines huppées de Bello Monte. Au premier plan, l'habitat précaire des *ranchos*, dans le lit d'une ravine.

Photo 14. Différents types d'habitat dans l'Ouest de Caracas
(Source : cliché de l'auteur)

Le cliché est pris depuis le *barrio* Mario Briceño Irragory , vers l'Est et le secteur Casa Alta III. On relève la présence des logements collectifs en tour, en arrière-plan et en hauteur ; en barre, au premier plan ; et de l'habitat précaire conséquence de l'invasion des remblais opérés pour la construction de ces bâtiments, ou simplement des alentours de ces mêmes bâtiments.

Photo 15. Les marges occidentales de la ville, de part et d'autre de l'autoroute Caracas – La Guaira, depuis le *barrio* La Cruz Alta
(Source : Cliché de l'auteur).

L'examen de la problématique du logement informel, dans le cadre d'un « programme préliminaire de réhabilitation des *barrios* » réalisé entre 1958 et 1960, souligne que 68% des *ranchos* sont exposés aux crues ou sont trop précaires, et doivent disparaître. De plus, certains secteurs d'urbanisation traditionnelle se paupérisent (Catia, Petare), les collines se couvrent massivement de *barrios* (au-delà de Propatria, autour des opérations immobilières publiques de l'Ouest, mais aussi autour de Petare, à l'Est) alors qu'au centre-est de la vallée, ce sont plutôt les rives des torrents qui sont envahies (dans les années 1950 pour le municipe actuel de Chacao par exemple, carte 2). La proportion des populations occupant un habitat spontané dans le District Métropolitain passe de près de 20% à la fin des années 1950 à plus de la moitié à la fin des années 1970 (De Lisio, 2001) avant de se situer autour de 40% à partir du milieu des années 1990 (Deler, 1994 : 43 ; Baby-Collin et Zapata, 2006). Entre 1985 et 1995, 33% de la surface de l'ADMC était considéré comme stable ou relativement stable, 30% comme « intermédiaire » alors que 20% était jugé instable et 16% représentait des surfaces non occupées ou marginales (Feliziani, 2001 : 1).

Au-delà de chiffres bruts relevant de l'échelle du DMC, la correspondance entre d'une part la qualité du bâti ou le profil des populations sur les pentes, et d'autre part l'occurrence des accidents ou désastres liés aux glissements, n'est pas aussi facile à dresser. Durant les périodes de forte croissance de la ville, entre les années 1950 et 1980, de nombreux primoarrivants ne disposent pas des ressources nécessaires pour prétendre aux standards des quelques logements mis à disposition par le secteur privé de la construction. Ils doivent pourtant répondre immanquablement aux besoins impérieux de se loger en ville et occupent progressivement des terrains pour lesquels il n'y aurait que peu d'intérêts immobiliers afin de résister à l'évacuation. Du fait de la topographie très collinaire d'une ville qui a largement dépassé les limites de la vallée originelle, on trouve aujourd'hui un paysage caractéristique d'entremise de collines de *barrios* et d'urbanisme plus formel fait de tours, de barres, de quartiers résidentiels pavillonaires… L'extension du vieux *barrios* de San Agustín (Photo 16), tout prêt de l'axe central de la vallée ou l'occupation spectaculaire des collines de *Petare*, un des plus grands bidonvilles du continent, en sont de bons exemples.

Photo 16. Les collines de San Agustín couvertes de *ranchos* depuis l'avenue Université.
(Source : cliché de l'auteur).

La propension des *ranchos* à subir des dommages liés aux glissements, en plus de l'exposition liée à leur localisation, tient dans la nature précaire du bâti. Les processus de construction des *barrios*

font état de techniques souvent peu adaptées aux sites (Bolivar, 1986) particulièrement susceptibles de connaître des glissements de terrain. La progression en hauteur, jusqu'à neuf étages, fragilise structures et pilotis. Avancées, rajouts et autres bricolages sont légion (Photo 17).

Photo 17. Un *Rancho* dangereusement avancé dans le vide et appuyé sur un terrain friable dans le *barrio* Canaima
(Source : cliché Romain Migus).
Le *rancho* en surplomb, au centre de la photo, présente une colonne qui n'atteint pas le haut de la façade. Du reste, on ne distingue pas vraiment de structure pour le toit, ni de poutres. Derrière le linge qui sèche, on aperçoit l'habitante, à sa fenêtre…

La qualité de l'équipement collectif des *barrios* de *ranchos* ne correspond en aucune manière aux standards de la ville planifiée. L'intensification et la particularité du peuplement interagissent forcément avec le milieu par le déboisement ou l'humidification des versants accélérant leur instabilité (Singer, 1977a). La presse souvent reprend le problème des services qui manquent cruellement aux habitants (Photo 18).

Photo 18. Les filtrations montrées du doigt dans les problèmes de glissement.
(Source : Tiré du journal Ultimas noticias, 13 février 2007 : 10. « Le Nord de Petare n'est qu'une grande filtration »)

Le manque de réseau d'évacuation d'eau constitue une plaie particulière pour l'équilibre souvent fragile de certains versants. Le déboisement, l'occupation inconditionnée ou la surcharge d'humidité sont parmi les facteurs pouvant accélérer le déclenchement des glissements. Dans une logique de rétroaction positive, il apparaît à certains endroits que les mouvements de terrain perturbent plus encore les différents types de réseaux des secteurs occupés (Photos 19 et 20).

Photo 19. Les dégâts causés par les glissements dans le *barrio* Niño Jesús, secteur Latolandia
(Source : Cliché de l'auteur)
Au premier plan de cette vue vers le Nord-Est, en contrebas, on voit comment le versant qui glisse rompt le revêtement des routes et les canalisations d'eau, ajoutant à l'humidité et à la déstabilisation du versant.

Photo 20. Détail d'une des maisons aux murs fracturés dans le secteur Latolandia
(Source : Cliché de l'auteur)

En termes d'initiatives publiques, la situation de l'habitat précaire a donné lieu à d'importantes études (dont les inventaires de *barrios* menés par FUNDACOMUN en 1979, 1985 et 1993[39], ou

[39] Ce dernier en collaboration avec l'institut national de statistiques (OCEI).

les travaux de Teolinda Bolivar) et un *Plan sectorial de incorporación a la estructura urbana de las zonas de barrios del ADMC y de la región capital (sector panamericano y los teques)*[40] au tournant des années 1990 (Baldo Ayala et Villanueva Brandt, 1995), mais des décennies de construction urbaine et de mécanismes structurels de production discriminante de l'espace bâti lèguent des problèmes importants pour de larges secteurs de la ville. Dans les limites du DMC, les *barrios* de *ranchos* occupent pour plus de la moitié d'entre eux des pentes supérieures à 40%. De plus, à l'image des *urbanizaciones*[41] formelles, aucune coordination ou presque ne s'établit avec les secteurs avoisinants (Baldo Ayala et Villanueva Brandt, 1995 : 175 ; photo 21). La qualité du bâti, la localisation des *ranchos* selon la topographie du site de Caracas ou la morphologie de ces secteurs aux rues étroites et aux services (notamment d'évacuation d'eaux usées) insatisfaisants, sont autant de caractéristiques largement étudiées par les architectes et urbanistes (Bolivar 1986; Cilento Sarli, 2002).

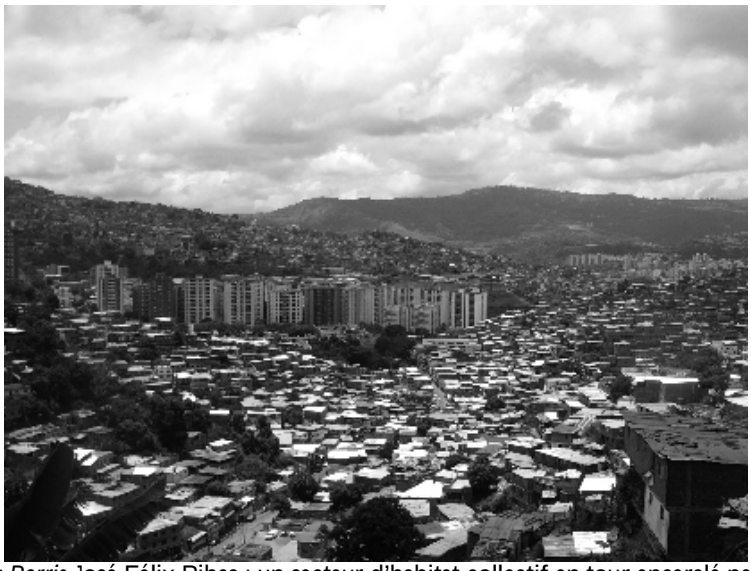


Photo 21. *Zona 6* du *Barrio* José Félix Ribas : un secteur d'habitat collectif en tour encerclé par une mer de *ranchos* (Source : Cliché Romain Migus).

Malgré cet état de fait, les collines ne sont pas exclusivement occupées par des *barrios* de *ranchos*. Il existe de nombreuses extensions urbaines de la ville planifiée qui, suivant d'autres formes, occupent les reliefs du site. On peut penser aux Colinas de Bello Monte, aux Colinas de Baruta ou à l'*urbanización* Santa Mónica. Les glissements touchent tous ces secteurs, indépendamment de la qualité de leur occupation (Photo 9), et ce type de risque a fait l'objet de considérations au moment de la planification des secteurs formels, comme dans le cas de l'*urbanización* Santa Mónica. Lors de l'élaboration des plans d'urbanisme locaux, il y a trente ans, les secteurs spécifiques d'aménagement, correspondant aux unités résidentielles des *urbanizaciones*, faisaient

[40] Plan sectoriel d'incorporation des *barrios* du DMC et de la région capitale (secteur « panaméricain » et Los Teques) à la structure urbaine.

[41] Au Venezuela, on emploie aussi le terme *urbanización* (pluriel : *urbanizaciones*) pour désigner des secteurs consacrés à la fonction résidentielle, sur des terrains légalement acquis, occupés essentiellement par des populations favorisées ou de classes moyennes. Dans le langage courant, ces secteurs constituent un ensemble de maisons cossues, mais peuvent aussi renvoyer à un groupe d'habitat semi-collectif ou collectif. Il arrive que certaines *urbanizaciones* se paupérisent.

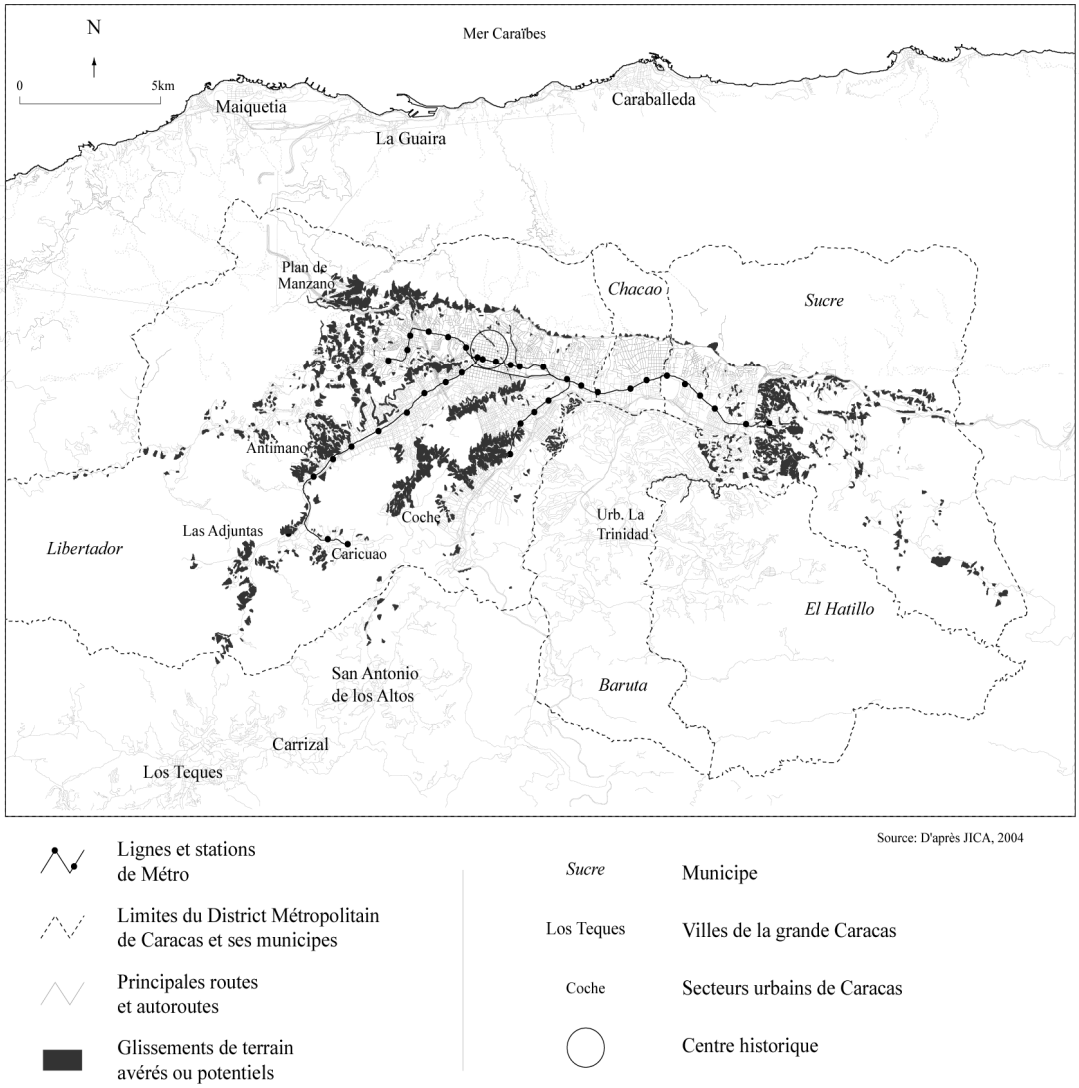
l'objet d'ordonnances municipales particulières qui se juxtaposaient au gré de la progression de la ville. La plupart de ces « ordonnances de zonification » sont toujours en vigueur dans les plans de développement urbain locaux (PDUL) jusqu'au terme de leur processus de révision en cours aujourd'hui. D'après l'ordonnance concernée, le versant sur lequel se trouve l'*urbanización* Santa Mónica est susceptible de présenter des glissements de terrain, et la révision récente des ordonnances municipales tient compte du récent examen du site par la coopération japonaise JICA, en 2005.

Ainsi, qu'il s'agisse des politiques publiques, de la morphologie de la ville ou de la qualité du bâti, les différentes modalités de l'urbanisation sont fondamentales pour comprendre un risque dont l'aléa d'origine naturel masque souvent la complexité de la situation. Il apparaît que la distribution discriminée de l'aléa dans l'espace ne correspond pas rigoureusement à la distribution des profils de population ni de bâti. La morphologie de la ville offre une étroite marqueterie de ces formes, mais présente aussi une disposition réticulaire des différentes agglomérations de la grande Caracas du fait du débordement du site originel de la vallée de San Francisco. A l'échelle de la grande Caracas, le fonctionnement de la ville repose sur un nombre réduit d'axes de communication qui sont aussi exposés aux glissements. Des moyens d'intervention, de travaux de contention et de protection sont mobilisés dans certains secteurs, comme dans le municipe de Baruta, par la municipalité. Les politiques publiques présidant à l'extension urbaine, par leurs actions ou par leur passivité, mais aussi les comportements des populations touchées peuvent aider à expliquer les disparités spatiales qui existent entre l'aléa et le risque.

1.2.3- Des risques « naturels » pour des problèmes de « société »

- *Une prise en charge problématique, à la fois publique, individuelle et communautaire*

Les glissements de terrain parsèment le DMC, mais leur répartition obéit à certains critères déjà mentionnés qui favorisent leur occurrence auxquels on peut ajouter l'intervention des versants au motif de l'aménagement des infrastructures. L'exemple de l'avenue Boyaca (ou *Cota Mil*) qui dessine le Nord de l'agglomération de Caracas, au pied des pentes de l'Avila, est particulièrement édifiant. L'inventaire des glissements avérés ou potentiels en témoigne tout au long de la voie (Carte 4). Ce document récent montre la qualité du suivi et de la localisation de la menace.



Carte 4. Localisation des glissements de terrain dans le DMC
(Source : données JICA, 2004)

Aux vues de la série d'éléments présidant à la mise en place du risque de glissement, la gestion de ce risque en tant que tel ne devrait pas se concentrer sur les seuls mécanismes physiques, ni sur les seuls ouvrages de protection d'habitat ou de consolidation de versant. De fait, on peut considérer, parmi les politiques publiques, que les gestions territoriale et urbaine, les programmes de logement tout comme le suivi systématique des différents secteurs par la Protection Civile Métropolitaine (PCM) constituent, parmi d'autres dispositions, une gestion publique globale des risques de glissement. Cela étant, la récurrence des accidents ou des désastres liés à ce type d'aléa dans l'ADMC sont la preuve d'une exposition toujours forte, d'une moindre capacité de gestion, ou des deux à la fois… Le bilan de la gestion des risques de glissements doit donc aussi s'établir en termes de gestion publique de l'urbain[42]. Si jusqu'à présent celle-ci n'a pas véritablement contribué à la diminution de ces risques mais a plutôt participé à leur constitution, il est intéressant de se pencher sur les nouvelles modalités d'action publique promues par le

[42] Lors d'un passage à Paris, le maire du *Municipio* Libertador de Caracas, Freddy Bernal, a déclaré dans une conférence de presse à l'ambassade qu'il y avait « 300000 personnes de trop » dans le municipe, quand quelques mois plus tard, un fonctionnaire appartenant au bureau chargé de l'urbanisme de l'ADMC confiait qu'il y avait « 300000 logements en trop » sur l'ensemble du territoire du District Métropolitain.

gouvernement Chávez dans les domaines du logement, de la prise en compte des risques et de la qualité de vie. Il faut lire le recours à des mécanismes participatifs de décisions et de gestion « montante » des territoires dans la perspective de résultats peu convaincants des institutions représentatives traditionnelles dans ce domaine.

A l'ère de la République Bolivarienne du Venezuela, la « communauté organisée » dispose d'espaces institutionnels d'expression et d'action destinés à compléter les prérogatives du pouvoir central dans la gestion de certaines affaires publiques. Il en va ainsi des Comités de Terres Urbaines censés rassembler un voisinage concerné par les besoins de régularisation des titres de propriété des terres urbaines occupées par la plupart des *barrios*[43]. Notre travail de terrain a croisé en 2005 le chemin de la *señora* Rosa, une des leaders du CTU du secteur Niño Jesus – Latolandia, dans les collines de l'Ouest de la capitale, à proximité du secteur La Cruz. Le comité comptait 192 maisons (*ranchos*) recensées et un diagnostic renseigné selon les exigences du programme afin de postuler en qualité de « prioritaires » dans l'attribution de logements de substitution du fait de conditions de logement désastreuses et d'exposition évidente aux risques de glissement de terrain. Lors d'un nouveau terrain en 2007, la *señora* Rosa dresse un bilan désabusé de son action. Après avoir réussi à reloger plusieurs familles pour terminer d'abandonner le secteur et en condamner, dans ces conditions, les possibilités d'occupation, la leader du CTU s'est vue contrainte de quitter son *barrio* avant d'en terminer l'évacuation, sous la pression de nouveaux arrivants… mais aussi de partants ! Elle confiait que les familles relogées grâce, essentiellement, aux programmes publics de logement (logements neufs, prêt, achat subventionné…), vendaient leur *rancho* du secteur à risque de Latolandia à des primo-arrivants de l'intérieur (dans ce cas, de l'*Oriente* du pays). Lorsqu'elle voulut s'interposer et interférer dans des transactions qu'elle considérait dangereuses et illégitimes, elle se vit opposer une résistance agressive farouche. Ne réussissant pas à attirer l'attention des pouvoirs publics ni d'aucune des institutions qui interviennent dans ce processus particulier de réduction des risques pour demander une cohérence de l'action, la señora Rosa et sa famille ont été contraints de quitter le secteur Niño Jesus – Latolandia à la suite de menaces physiques exercées sur les enfants. La *señora* Rosa, médecin, et son mari maçon ont trouvé à se reloger dans une maison à étage d'un quartier modeste de Catia. Cette famille équatorienne confiait en 2007 toute la déception qui les habitait, à la hauteur de l'espoir qu'avaient suscité quelques années plus tôt, les mécanismes de régularisation et de substitution de logement. Du fait de ces dysfonctionnements et malgré les solutions apportées par les pouvoirs publics, le secteur Niño Jesus – Latolandia, reconnu comme « zone à haut risque » par la protection civile métropolitaine, notamment du fait de glissements chroniques, est toujours occupé par de nouveaux arrivants.

[43] L'initiative des CTU date de l'adoption du décret 1666, en 2002, instituant le Programme de Régularisation de la Tenure de la Terre Urbaine.

- Les enseignements des glissements de terrain récurrents

L'examen de différentes situations de risque liées aux glissements de terrains permettent de formuler quelques remarques fondamentales, transversales à ce thème et qui, parfois, peuvent être élargies à d'autres types de risque :

- Lorsque l'on considère un même aléa (ici les glissements), on constate que l'ensemble du territoire urbain est touché à différents degrés. « Touché », indifféremment au type d'occupation de l'espace et des populations impliquées dans les accidents ; mais « à différents degrés », le risque prend en effet des formes diverses selon les lieux qu'il affecte. Les seuls critères physiques ne suffisent pas à expliquer la répartition des impacts des accidents liés aux glissements. Les réponses apportées, « avant », « pendant » et « après » l'accident, sont hétérogènes. Il faut avoir recours à une autre série de facteurs pour expliquer une distribution particulière liée à l'hétérogénéité socio-spatiale de la ville.
- Trois grandes catégories de facteurs présidant aux situations de risque apparaissent clairement : les facteurs liés à l'environnement du lieu ou aux conditions physiques du territoire, les facteurs liés aux politiques publiques et aux logiques institutionnelles en amont de certaines structures socio-spatiales ; et ceux qui relèvent des individus et des groupes, de leurs positions relatives par rapport aux situations de risque. Une telle distinction permet d'approcher la complexité de la vulnérabilité des territoires urbains pris dans un ensemble complexe de facteurs dont il reste à explorer toute l'importance dans la perspective de la « construction » de ces différents territoires à risque.
- Si les seuls facteurs physiques ne suffisent pas à expliquer les risques liés aux glissements, les autres facteurs, en plus d'agir sur la probabilité de subir des dommages (vulnérabilité), peuvent aggraver l'aléa (du fait des filtrations, d'une occupation irraisonnée…). Comme dans le cas d'étude précédent, il apparaît que la menace *a priori* conçue comme « naturelle » découle à la fois d'aspects naturels et anthropiques. Au-delà des considérations d'exposition aux aléas, les risques « socio-naturels »[44] liés aux glissements de terrain à Caracas sont aussi déterminés par la possibilité d'une dimension endogène de la menace (dans le cas de filtrations, de remblais, d'ouvertures de routes…). Il en va de même pour l'ensemble des risques à Caracas dont les aléas sont d'origine naturelle, comme les inondations ou les séismes qui, à plusieurs reprises (1812, 1900 ou 1967…) ont sévèrement affecté la ville.

[44] Au terme de la Décennie Internationale pour la Réduction des Désastres Naturels (DIRDN) déclarée par les Nations Unies dans les années 1990, on a pu voir combien les risques dits jusqu'alors « naturels » comportent une dimension anthropique irréductible, en terme de vulnérabilité comme en terme d'aléa ou d'influence sur l'aléa. Il est acquis, depuis lors, de parler de risques « socio-naturels ».

- Le champ complexe des facteurs qui président aux situations localisées de risque à Caracas est étroitement lié aux temporalités qui marquent la construction des territoires urbains. Si pour certains, la géographie, c'est du temps dans l'espace[45], le thème des risques montre à quel point les héritages tant en termes de structures spatiales que politiques ou sociales, interviennent dans la construction actuelle des territoires.

- Enfin, devant affronter une telle complexité thématique et temporelle, les politiques publiques de gestion du territoire ne sont pas en reste dans la définition des situations de risques et sont parfois même prises dans un champ d'influences contradictoires. La capacité pour les institutions, conçues comme un ensemble de structures politiques et sociales établies par la loi et qui régissent un système, de présenter une permanence en termes de gestion du risque et des territoires compte parmi les facteurs principaux expliquant les situations de risque. Le « savoir » qui porte sur les risques ne suffit pas à mieux les appréhender, à « pouvoir » les réduire. Beaucoup d'informations peuvent être disponibles sur les glissements, mais du scientifique au citoyen, tous déplorent souvent le manque d'intégration, notamment par les institutions publiques, de ces informations et l'absence de continuité institutionnelle pour mener à bien les politiques publiques de gestion des risques urbains.

1.3- Risques sociopolitiques à travers les manifestations dans la capitale entre fin 2001 et avril 2002

> *« On comptait les premières victimes parmi l'officialisme[46]. Debout au milieu de l'avenue* Urdaneta*, les sympathisants du Président Hugo Chávez étaient décidés à défendre la Révolution, 'la patrie ou la mort', disaient-ils. Et c'est la mort qu'ont trouvée quelques uns. Sans savoir d'où ils provenaient, des tirs commencèrent à faucher des vies révolutionnaires »[47]. Les quatre premières victimes portaient des bérets rouges.*

Le 11 avril 2002, deux manifestations (l'une en soutien au président Chávez, l'autre en soutien à l'opposition politique) se confrontent autour du lieu dit Puente Llaguno, au croisement entre l'avenue Urdaneta et l'avenue Baralt (qui passe sous le pont de l'avenue Urdaneta. Figure 14).

[45] D'après les bons mots de Marcel Roncayolo (1997).

[46] La catégorie d'officialisme (officialiste) renvoie communément aux partisans du président Chávez dans le contexte de la forte polarisation politique avec l'opposition. Par commodité de langage, la catégorie de chavisme (chaviste) est employée comme synonyme bien qu'elle soit rigoureusement plus réductrice dans la mesure où elle désigne une tendance plus idéologique pour le parti du président Chávez.

[47] *El Nacional*, 12 avril 2002: D4. *« Las primeras bajas fueron del oficialismo. Parados en el medio de la Avenida Urdaneta, los simpatizantes del presidente Hugo Chávez estaban dispuestos a defender la revolución, 'patria o muerte', decían. Y Muerte fue la que tuvieron algunos. Sin saber de parte de quién, los tiros comenzaron a segar vidas revolucionarias. »* D4.

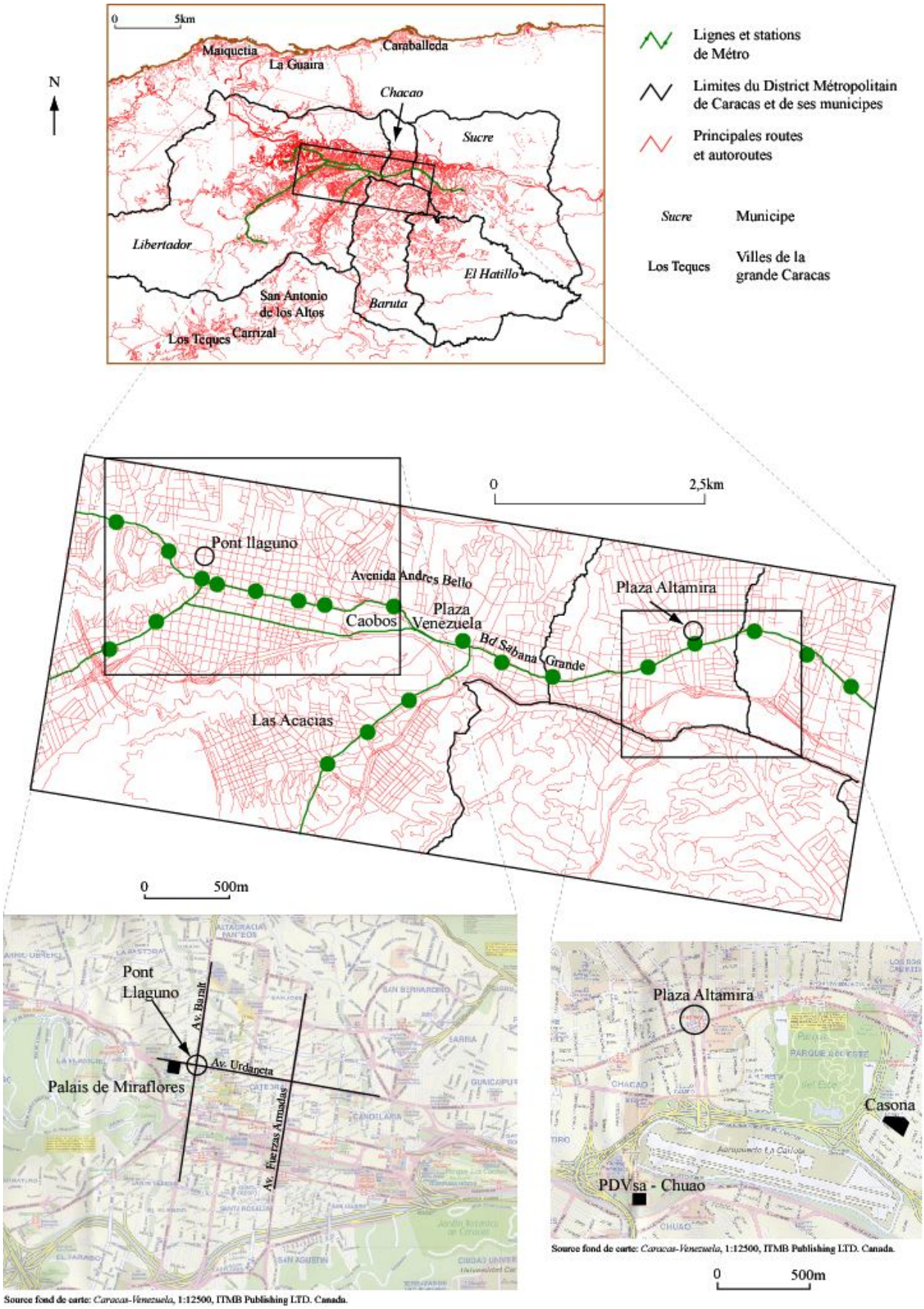


Figure 14. L'axe principal de la vallée de Caracas et les secteurs chavistes autour du palais présidentiel et d'opposition autour de la place Altamira
(Source : Elaboration propre)

N'ayant pas pu être évitée, la rencontre de ces deux manifestations provoque la mort d'environ 20 personnes et plus de 90 blessés dont 29 par balle, à quelques encablures du palais présidentiel de Miraflores et à la suite d'une montée en puissance pendant plusieurs mois du degrés de conflictualité entre les deux camps. Cet épisode tragique permet aux partisans de la solution radicale, consistant à défaire le président Chávez par tous les moyens, d'occuper le pouvoir à l'occasion d'un bref coup d'État consécutif aux troubles causés par la tuerie du 11 avril, autour du Pont Llaguno pour l'essentiel. Dans la nuit du 13 au 14 avril, Hugo Chávez, contraint au silence et écarté du pouvoir, regagne le palais présidentiel sous la pression populaire. Les suites judiciaires et les éclaircissements nécessaires relatifs aux circonstances du coup d'État de 47 heures n'ont pas encore aboutis[48]. De nombreuses questions de responsabilités persistent sur cet épisode et les procès intentés, parmi les plus longs de la justice vénézuélienne, sont encore pour la plupart en cours d'instruction[49]. L'étude de cas que l'on se propose de mener dans le cadre des risques urbains dits « sociopolitiques » a trait aux manifestations et à l'occupation de l'espace public urbain menant à ce qui est aujourd'hui connu comme le massacre du *Puente Llaguno*.

La révision des principaux titres de la presse nationale, bien qu'elle soit pour beaucoup l'instrument d'une tendance politique, permet d'évaluer la nature de la conflictualité sociale aussi bien que la mise en scène et la montée en puissance des tensions. Elle constitue dans les prochains paragraphes à la fois un indicateur de la situation sociale et un élément qui participe de la construction ou consolidation de cette situation sociale lors des mois précédents le massacre du 11 avril 2002. Le rôle de la presse dans les épisodes tragiques d'avril 2002 a fait l'objet de mobilisations militantes et scientifiques[50]. Pour cerner correctement la progression du conflit sociopolitique menant à la tuerie du Pont Llaguno, les titres de deux grands quotidiens nationaux, *El Universal* et *El Nacional* (avec à l'époque un tirage supérieur à 100000 exemplaires pour les deux, et un léger avantage pour *El Nacional*) ont fait l'objet d'un examen systématique visant à isoler deux points fondamentaux pour l'engrenage menant au massacre. La construction d'un ennemi politique dangereux et légitimant une action musclée désespérée fait l'objet du premier point, alors que dans un second temps, on s'attache à relever les mentions liées à l'espace public de la capitale et à son occupation, sa conquête, qui résonnent plus intensément dans le cadre d'une confrontation visant à « récupérer » – ou conserver – le pouvoir.

---

[48] A la date de mai 2007.

[49] Informations apportées à la suite d'un entretien avec une des avocats des pouvoirs publics dans les procès portant sur le coup d'Etat d'avril 2002, Merlyn Morales.

[50] Par exemple par le biais du site ACRIMED : http://www.acrimed.org/article.php3?id_article=1899, par des tribunes parues le 15 avril 2002 dans *El Nacional*, « *Venezuela : auge y caída del golpe mediático* », par Luis Britto Garcia, disponible sur le site http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/356/35601916.pdf, ou « *La televisión pasó del mutismo a la postración* », par Alexis Correia, ainsi que par des articles comme celui de Concha Mateos, 2002, « La verdad reversible de la prensa y la televisión : un golpe sin guión audiovisual », *Revista Latina de Comunicación Social*, numéro 50, mai 2002, Universidad de La Laguna, Tenerife, disponible sur le web :
http://www.ull.es/publicaciones/latina/2002/latina50mayo/5000mateos.htm

1.3.1- Constructions politico médiatiques du conflit ouvert

- Les bases démocratiques de la confrontation politique

En 1998, Hugo Chávez est élu président de la République du Venezuela. Issu d'une décennie 1990 calamiteuse pour l'ordre politique national traditionnel, le nouveau chef de l'État est porté au pouvoir par une majorité très confortable. 56,2% des suffrages exprimés désignent le candidat Chávez vainqueur, malgré une abstention de 36,54%. L'installation d'un personnage iconoclaste à la tête de l'exécutif (il est métis, militaire, putschiste, provincial – et non andin, ne descend pas d'une « grande » famille…) est le signe d'une forte détresse citoyenne et augure de profonds changements à l'échelle nationale. De fait, une assemblée constituante est convoquée dans la foulée et une nouvelle constitution adoptée par consultation référendaire rassemblant 71,78% des suffrages exprimés en décembre 1999 (le vote a lieu le 15 décembre, le jour de la Tragédie de Vargas. Revet, 2006) donnant naissance à la République Bolivarienne du Venezuela. Fortement plébiscitée, la *Carta Magna* du peuple, la *bicha*[51], ouvre le champ à de grandes réformes sociales, juridiques, institutionnelles et notamment législatives. Suite à l'adoption de la nouvelle constitution, le président Chávez se présente de nouveau face aux électeurs au mois de juillet suivant et remporte le scrutin avec 59,76% des suffrages exprimés (pour une abstention de 43,69%). En septembre 2000 est adoptée par l'assemblée nationale une loi habilitante permettant au Président de légiférer au moyen de décrets-lois pour une période d'un an. Certains sujets font l'objet de 49 décrets-lois approuvés en novembre 2001, les plus polémiques tenant en trois points : la loi sur la pêche et l'aquaculture, la loi sur la terre et le développement agraire et la loi organique sur les hydrocarbures.

Les « transformations » annoncées commencent à se traduire en pratique par l'adoption des décrets-lois, bouleversant un ordre et certaines positions établies au Venezuela. Les propriétaires de grands domaines terriens sentent leurs biens menacés alors que la disposition de la manne pétrolière (et sa distribution) est en passe d'être modifiée. A ces mesures radicales s'ajoute pour certains l'action dangereuse des Cercles Bolivariens qui prennent forme fin 2001. Ces derniers sont des groupes organisés de partisans chavistes censés défendre le processus révolutionnaire national naissant par leur action communautaire. Malgré de clairs aspects conjoncturels, confirmés par le déclin de l'intérêt qu'on leur porte aujourd'hui, ces Cercles alors en gestation passent aux yeux de certains, et notamment des médias[52], pour des groupuscules paramilitaires,

[51] Le « truc », le « machin »… Appellation familière, volontairement populaire, couramment donnée – et notamment par le président Chávez – à la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela adoptée par référendum le 15 décembre 1999.

[52] Parmi de nombreux exemples, citons-en deux : dans une chronique du journal *El Universal* du 9 janvier 2002, Manuel Caballero, intellectuel et universitaire vénézuélien parle des « Cercles du fascisme » qui augurent de « cette guerre civile que (il y a dix ans déjà) nous avions annoncée si la tourbe militaire prenait le pouvoir » ; dans *El Universal* du 24 novembre 2001, on peut lire de nombreuses allusions aux « bandes armées » du MVR – parti politique soutenant le président Chávez.

pour des défenseurs armés d'un pouvoir politique qui se radicalise, pour une milice fidèle au pouvoir en place (Guardia et Olivieri, 2003 : 97-100 ; Arenas et Gómez Calcaño, 2006 : 376-382)[53]… Leur rôle est aujourd'hui beaucoup moins polémique et la structure bien moins sujette à dénonciation du fait, notamment, de dissensions à la tête de l'organisation nationale du mouvement au tournant 2004 - 2005 (les Cercles Bolivariens de l'étranger gardent une certaine pertinence originelle, alors que les modalités de soutien et de promotion des pouvoirs publics prennent d'autres formes à l'intérieur des frontières nationales).

Pour autant, l'atmosphère politique liée à l'adoption de mesures radicales, à des procédés mis en question et à des pratiques de légitimation jugées pour le moins autoritaires, participe d'un climat sociopolitique tendu. On assiste à une série de contestations orchestrées par l'ancien appareil d'État, à savoir conjointement l'opposition politique, la principale fédération de syndicats du patronat (FEDECAMARAS), la principale fédération de syndicats de travailleurs (CTV) et l'Eglise. Ces initiatives de discrédit, relayées par l'appareil médiatique, se radicalisent[54] et se systématisent à la fin de l'année 2001 à travers les appels à la grève renouvelés à plusieurs reprises[55]. La grève du 10 décembre est largement commentée[56] et le discours de la presse continue d'accentuer la stigmatisation des chavistes dits minoritaires ainsi que la confrontation d'un pays légal, sain et réprimé dans ses libertés individuelles face à un groupe d'usurpateurs. Les quatre mois suivants ne seront qu'une succession de convocations à manifester, de provocations, d'altercations par médias partisans et meetings interposés[57].

- *La stigmatisation de la « poignée » de chavistes*

Sous le titre « *Cacerolazo* nocturne dans tout le pays »[58], on lit dans *El Universal*, 07 décembre 2001:

> « Alors que le président de la République, Hugo Chávez, prononçait un discours redondant, pour se donner du courage aux alentours de Miraflores près de 1500 personnes, saoules et transpirantes étaient réunies pour crier des « *viva* » à la « révolution ». D'autres lançaient des pétards qu'on leur offrait, alors que les feux de Bengale et autres explosifs sont interdits… »[59]

Un mois et demi plus tard, *El Universal* du 24 janvier 2002 fait mention de la manifestation du 23 janvier (commémorant la fin de la dictature de Marcos Pérez Jiménez en 1958) où se seraient

---

53 Il faut tout de même noter que cette lecture ne fait pas l'unanimité (voir notamment Valencia Ramírez, 2007).
54 On parle déjà de « coup d'Etat » dans *El Universal* du 24 novembre 2001.
55 Fedecamaras convoque et décide d'aller à la grève les 27 et 29 novembre 2001 (*El Universal*), le 05 décembre, la CTV se joint à l'appel (*El Universal*)
56 *El Universal*, 12 décembre 2001: après le bilan du 11 décembre, « une grève générale indéfinie est en germe ».
57 *El Universal*, 25 janvier 2002 : on lit que « les grandes marches commencent à peine », et que le président est acculé.
58 « *Cacerolazo nocturno a escala nacional* ». Le *cacerolazo* consiste à taper bruyamment sur une casserole (*cacerola*) afin de manifester son mécontentement. Le Chili de la *Unidad Popular* aurait subi les premiers *cacerolazos* en règle, en réactions aux difficiles conditions sociales d'alors.
59 *Mientras el presidente de la República, Hugo Chávez, pronunciaba un discurso repetitivo y para darse fuerza, en las afueras de Miraflores, cerca de unas 1500 personas, ebrias y sudorosas coreaban vivas a la 'revolución ». Otras lanzaban cohetes que les obsequiaban, a pesar de existir la prohibición de fuegos artificiales explosivos…*

rassemblées pour l'opposition entre 175000 et 200000 personnes face à 15000 à 20000 chavistes, « qui se sont fatigués de chanter Ali Primera[60] ». La description dithyrambique de la manifestation de l'opposition, dont le journal juge avec condescendance des banderoles « qui ne manquent pas d'humour » comme « Chávez, ne touche pas à mon Whisky », est à rapprocher du ton employé pour témoigner d'une « sympathique réunion à Los Acacias ».

> « Le *cacerolazo* nocturne de la veille a réuni une centaine de personnes au croisement de l'avenue Andrés Bello pour ce qui, au lieu d'être une protestation contre le gouvernement, s'est transformé en une réunion animée entre voisins. De façon spontanée et avec joie, les voisins du secteur se sont retrouvés dans la rue pour manifester leur mécontentement vis-à-vis de l'exécutif national. Des sifflets, des pancartes et de nombreuses casseroles ont accompagné le chant devenu traditionnel « il part, il part, il part, il part… », alors que le bruit attirait toujours plus d'adeptes. Ce fut une manifestation à marquer d'une pierre rouge : familiale, pacifique, très animée, et qui n'a pas eu besoin d'interrompre la circulation des véhicules qui, à cette heure, entre 21 et 22 heures, parcourraient l'avenue. Pas même la pluie qui fit son apparition à plusieurs reprises, ne put entraver la fête »[61].

A cela s'oppose un tout autre ton, employé pour la manifestation du 4 février où « le cirque de Chávez présente… » une manifestation à plus de 20 milliards de bolivars, la monnaie nationale[62], ou encore pour dresser le portrait des partisans du président le jour de la tuerie, le 11 avril 2002 :

> « Ils ne remplissaient pas, et de loin, les 10 rues que calculerait plus tard le maire du municipe Libertador, Freddy Bernal. Ils en occupaient tout au plus 4, mais comptaient dans leurs rangs un groupe considérable d'enragés chavistes disposés à tout pour arrêter les opposants qu'ils haïssent, brandissant des bâtons, des bâtes, des barres de fer aux pointes effilées comme des lances, des planches avec des clous, armés de pierre et de planches et habillés, pour nombre d'entre eux, avec des blousons bien trop larges pour une après-midi si chaude. »[63]

---

[60] Chanteur populaire, révolutionnaire, mort en 1985, icône musicale de l'engagement bolivarien.

[61] *El Universal* 5 février 2002: « *Simpática reunión en Las Acacias. El cacerolazo nocturno de ayer volvió a reunir a unas 100 personas en el cruce que une a Las Acacias con la Avenida Andrés Bello, en lo que a pesar de ser una protesta contra el gobierno se convirtió en una animada fiesta vecinal. Espontáneamente y con mucha alegría, los vecinos del sector se concentraron en el medio de la calle para manifestar su descontento con el Ejecutivo Nacional. Nabderas, pitos, pancartas y numerosas cacerolas acompañaron el ya tradicional canto de « se va, se va, se va, se va », mientras el ruido provocado atraía a cada vez más adeptos. Fue una protesta para enmarcar: familiar, pacífica, muy animada y que no tuvo necesidad de detener o entorpecer el tránsito de vehículos que a esa hora, entre 9 y 10 de la noche, recorría la avenida. Ni siquiera la lluvia que se hizo presente en varias ocasiones pudo detener la fiesta* » p1-14.

[62] *El Universal* 11 avril 2002

[63] *El Universal* 12 avril 2002: « *No eran, ni de cerca, las 10 cuadras de gente que más tarde calcularía el alcalde del Libertador, Freddy Bernal. Eran a lo sumo, 4 pero contenían a un considerable grupo de enardecidos chavistas dispuestos a todo para detener a sus odiosos escuálidos, blandiendo palos, bates, tubos con puntas afiladas como lanzas, tablas con clavos, armados con piedras y cabillas y vistiendo, muchos de ellos, chaquetas de sospechosa holgura en una tarde calurosa.* »

Au bout de ce qui est presque, et non sans méprise, un portrait de classe, il arrive que l'on ne considère – toujours – pas les plus modestes comme appartenant au « pays légal », légitimes dans le paysage politique national. Victor Manuel García, président de l'Institut Vénézuélien d'Analyse de Données (IVAD) « fait remarquer que ceux que l'on considère comme la société civile; c'est à dire les strates sociales A, B et C de la population, ne se sont pas déplacées pour l'action civique de la CTV »[64]. Certains analysent même que la « société civile » revendique l'espace public au nom d'une élite dépositaire de la raison et de la légitimité politique (Racinoux et Zapata, 2006). Le terme de « société civile », auto légitimant, est confisqué et mobilisé pour l'exclusion des plus populaires – et des plus nombreux – des Vénézuéliens.

- *Une cohabitation politico territoriale délicate à Caracas*

Aux positions de rejet fondamental du pouvoir en place servies par un discours manichéen et aux considérations méprisantes à l'égard d'un secteur de la population s'ajoute pour le cas de Caracas la cohabitation à l'échelle locale de plusieurs autorités politico-territoriales concurrentes et appartenant à des camps différents. Depuis des lois de 2000 et 2002[65], la mairie métropolitaine de Caracas (AMDC[66]) a une partie de l'autorité sur la vallée de Caracas occupée par 5 municipes. En 2001 – 2002, les municipes de Baruta, El Hatillo, Chacao, le DMC et l'État de Miranda sont aux mains de l'opposition politique (Carte 21). Une répartition des prérogatives peu claire et la présence d'une Police Métropolitaine responsable de l'ordre public[67] ajoutent à la confusion. Les provocations se multiplient et le ton monte entre les acteurs politiques de Caracas. On trouve les déclarations de la mairie métropolitaine dans *El Universal*, 01 décembre 2001 :

> « Si des secteurs radicaux du gouvernement entreprennent une manifestation sans autorisation, elle devra être dissoute »[68].

L'animosité entre les acteurs politiques est reprise par l'intermédiaire des services de police des différents échelons politico territoriaux, qu'ils soient municipaux, métropolitain, d'État ou nationaux. Ainsi, dans un article intitulé « Police face à face »[69], *El Universal* du 13 décembre 2001 rappelle la rivalité entre Policaracas (police du municipe Libertador) et la Police Métropolitaine qui remonte à la première quinzaine de juillet 2001, lorsqu'à l'occasion de la conformation des Cercles Bolivariens, le maire du DMC, Alfredo Peña, en interdit la formation dans les corps de la police métropolitaine. Ce même jour, le journal apporte des précisions sur les deux plans de

---

64 *El Nacional* 28 février 2002 : D14. Dans le système statistique national de collecte d'information, les strates A, B, et C correspondent aux secteurs plutôt favorisés à très favorisés de la population. Les classes D et E désignent les plus populaires.

65 *Ley de transición del Distrito Federal al Distrito Metropolitano de la Ciudad de Caracas*, 2000; *Ley especial sobre el régimen del distrito metropolitano de Caracas*, 2000 et *Ley Orgánica sobre el Régimen del Distrito Capital*, 2002

66 AMDC pour *Alcaldía Metropolitana De Caracas*.

67 Le TSJ attribue au District Métropolitain, en vertu du numéral 3, article 18 de la loi spéciale du district métropolitain (2002), la responsabilité de l'ordre public.

68 *Si sectores radicales del gobierno hacen una marcha sin autorización, tendrá que ser disuelta*. p1-2.

69 *Policía frente a frente*

sécurité qui concernent la capitale. Dans un premier temps, il existe le Plan Volcan pour lequel ce sont les polices municipales qui doivent assumer les situations en premier lieu (Policaracas, Polichacao, Polisucre…). En cas de débordements sont mobilisés la police métropolitaine, la police anti-émeute et 1200 fonctionnaires en renfort ainsi que des unités dotées de chiens dressés. Enfin, si les troubles persistent, ce sont la garde nationale (avec les groupes d'opérations spéciales) et le Ministère de l'Intérieur et de la Justice qui agissent. Au-delà, c'est le Plan Avila, élaboré en 1990[70] par les Forces Armées, qui permet d'assurer le maintien de l'ordre.

Dans cet imbroglio politico institutionnel et dans le contexte de confrontation aigue, la presse prend le parti de dénoncer le laxisme de Policaracas et de la garde nationale face à certains éléments violents[71] et de célébrer l'action salutaire de la police métropolitaine qui reçoit un entraînement psychologique pour ne pas répondre aux provocations gratuites des chavistes[72]. Dans *El Universal* du 12 avril 2002, à propos de la fusillade du Pont Llaguno, on trouve même ce témoignage d'un manifestant d'opposition :

> « Nous croyions qu'il s'agissait des policiers, mais la « Métropolitaine » nous a dit que ce n'était pas eux, parce que « eux » ne tireraient jamais sur le peuple »[73].

… repoussant les soupçons sur l'autre camp.

- L'entreprise de déstabilisation politique

Dès la fin 2001, les journaux relaient la « perte de confiance » dans le président : « on n'attribue plus que 30% de popularité à Chávez. Il frôlait les 70% au moment d'assumer le pouvoir en 1999 »[74]. Aux circonstances intérieures s'ajoutent d'opportuns éclairages extérieurs, comme ceux rapportés par *El Universal* le 07 février 2002 : « la CIA pronostique une détérioration de la situation au Venezuela ».

Le 7 février 2002, le Colonel Pedro Vicente Soto se soulève et appelle à la désobéissance de l'institution militaire. Il prend la parole lors du forum « Des voix pour la démocratie » et initie un mouvement rebelle au sein des forces armées nationales[75]. Très rapidement, des opposants au pouvoir en place se concentrent sur la Place de France (Plaza Altamira, dans l'Est. Figure 14) pour soutenir le colonel Soto. L'idée est ensuite de marcher jusqu'à la *Casona* toute proche – résidence du président de la République – pour demander la démission du président. Le capitaine

---

[70] L'élaboration de ce plan intervient en mars 1990, après le *Caracazo*, ces violentes émeutes populaires de 1989 qui ont fait couler le sang de plusieurs centaines de personnes dans la capitale.

[71] Comme les *guerrilleros* de La Vega, les activistes de *Patria Nuestra* ou les *Tomistas* de la UCV qui le 28 mars 2001 ont demandé la démission du recteur de la UCV

[72] *El Universal*, 20 mars 2002.

[73] *Nosotros creíamos que eran policías, pero la metropolitana nos dijo que no eran ellos, porque ellos no dispararían nunca contra el pueblo*

[74] *El Universal*, 25 novembre 2001: 1-8

[75] *El Universal* 8 février 2002

Pedro Flores se joint à la rébellion. Le 18 février, « le troisième rebelle est apparu »[76] en la personne du contramiral Carlos Molina Tamayo. Le 22 février, se sont des sous-officiers qui se soulèvent depuis le consulat vénézuélien de Miami[77] et le 25 février, le général Gomez Ruiz est le quatrième dissident, haut gradé de l'aviation, directeur du transport aérien[78].

De façon progressive, la pression continue de monter et la CTV annonce plus d'action dans les rues à partir du 27 février. Elle mobilise les travailleurs de l'entreprise nationale de pétrole PDVsa[79] et élabore conjointement avec FEDECAMARAS et l'Eglise un « plan de transition gouvernemental »[80]. Un ultime pas est franchi lors de la grève du pétrole, facilitée par la mainmise de l'ancien appareil d'État sur la compagnie pétrolière nationale. Le 05 avril, un des plus grands complexes pétroliers du Venezuela, *El Palito,* est arrêté[81]. Les jours suivants, la grève générale qui se dessine est consolidée par les différents acteurs de l'opposition alors que le 7 du même mois, la plupart des grands dirigeants de PDVsa sont limogés par le Président. Le point de non-retour semble atteint après la grève du 9 avril 2002, lorsque le 10 avril *El Universal* titre « 24 heures de plus de grève, pays contre pays ». Le journal assimile les alternatives concernant les suites du mouvement d'opposition au devenir de la démocratie, face à la dictature. La veille de la tuerie, le 10 avril, le « conflit est total », les « États-Unis appuient la démocratie » et « l'Eglise félicite la société civile et les médias »[82] alors que le général dissident Rafael Damiani Bustillos déclare que « Chávez veut réprimer dans le sang »[83]. Chacun se compte, l'issue est proche.

1.3.2- « Mise en lieux » de la confrontation

- Identification de la rue et de l'espace urbain dans le cadre de la protestation

Parallèlement à la stigmatisation de certains acteurs par les médias, l'espace public, à Caracas de manière privilégiée, devient un enjeu territorial convoité par les deux camps (pouvoir en place contre opposition éclectique) qui vont transposer le conflit dans la rue afin d'exercer et de démontrer une certaine légitimité politique de fait par delà le symbole. L'institutionnalisation de la conflictualité se traduit, pour partie, en termes spatiaux et de façon relativement exclusive (Racinoux et Zapata, 2006). A l'image d'une radicalisation croissante du discours dans la presse, on relève une montée en puissance de l'emprise territoriale et de l'importance de l'espace dans les manifestations entre novembre 2001 et avril 2002. Très tôt, la rue s'impose comme un enjeu, comme une manière d'assoir sa légitimité.

[76] *El Universal* 19 février 2002
[77] *El Universal* 23 février 2002
[78] *El Universal*, 26 février 2002
[79] *El Universal* 03 mars 2002
[80] *El Universal* 06 mars 2002
[81] *El Nacional*, 06 avril 2002
[82] *El Universal* 11 avril 2002
[83] *El Nacional* 11 avril 2002

> « AD soutient qu'il est nécessaire de systématiser le mécontentement et d'éviter que les manifestations soient le produit exclusif de la réaction spontanée de la collectivité face aux écueils du gouvernement […]. Le peuple vénézuélien ne fêtera pas Noël dans la joie si Chávez ne s'en va pas. Le peuple est de nouveau descendu dans les rues et ne retournera pas à son foyer tant que Chávez ne quittera pas Miraflores »[84].

Ces propos sont tenus par Rafael Marín, alors secrétaire général d'Action Démocratique, parti social-démocrate de l'ordre politique traditionnel de la fin de la quatrième république, antérieure au changement de constitution de 1999. Les forces se mesurent dans la rue[85] « prise » à la moindre occasion par chacun des deux camps. Le conflit politique se glisse dans l'espace urbain et « fait éclater la ville »[86]. Chacun campe sur ses positions et bien conscient de l'enjeu, n'est pas prêt à laisser la rue à l'autre camp. « La CTV restera dans la rue »[87] quand pour l'officialisme « le MVR [parti créé par le président Chávez] promet de ne pas abandonner la rue »[88]. Des mots d'Élias Jaua, membre de la direction exécutive du MVR, on apprend même que le parti travaille « à maintenir la mobilisation permanente dans la rue. Nous n'allons pas abandonner la rue »[89]. L'enjeu est relayé par les mots du président Chávez lors du discours commémorant les émeutes du *Caracazo*, le 27 février 2002 :

> « Il faudra que nous continuions dans la rue, avec la force unitaire du peuple […]. Le 27 février 1989, le peuple a pris les rues, il ne les a jamais rendues et ne les rendra jamais »[90].

Le passage de la confrontation politique depuis le discours et la presse à l'espace public est progressif mais polarise fortement les territoires urbains qui, s'ils peuvent être identifiés par leur neutralité sont aussi marqués par leur occupation ou leur fonction de transit des manifestations :

> « La confrontation qui jusqu'à présent s'opérait par les urnes, s'est déplacée vers les rues. Les deux points de rassemblement sont séparés par un glacis protecteur fait de

---

[84] *El universal* 27 novembre 2001: *AD sostiene que es necesario sistematizar el descontento y evitar que las manifestaciones sean producto exclusivamente de la espontánea reacción de la colectividad ante los desaciertos gubernamentales » […] « El pueblo venezolano no tendrá más Pascuas felices hasta que Chávez se vaya. El pueblo se volvió a las calles y no regresará a sus casas hasta que salga de Miraflores*. p1-4

[85] *El Nacional*: 23 janvier 2002: « *Gobierno y oposición miden fuerzas en la calle* », « Gouvernement et opposition mesurent leurs forces dans la rue » ; *El Universal*: 24 janvier 2002, Titre « *La sociedad civil tomó el centro* », « La société civile a pris le centre » ; *El Nacional*: 24 janvier 2002: « *El juicio popular se hizo en las calles de Caracas* », « Le jugement populaire s'est fait dans les rue de Caracas ».

[86] *El Universal,* 09 février 2002, Cahier 4. Titre : « *La política partió la ciudad* »

[87] *El Universal* 08 avril 2002, « *La CTV permanecerá en la calle* » p1-6.

[88] *El Universal*: 26 février 2002, titre p1-2

[89] *El Universal*: 26 février 2002, p1-2.

[90] *El Universal*: 28 février 2002: *Tendremos que seguir en la calle, con la fuerza unitaria del pueblo […]. El 27 de Febrero de 1989 el pueblo tomó las calles y no las ha vuelto a soltar y no las soltará más nunca.*

> Los Caobos, de la Plaza Venezuela et du Boulevard de Sabana Grande, un *no man's land* … »[91] (Carte 5, page 79).

- Repérage des manifestations dans l'espace sociopolitique polarisé de la capitale

Le marquage politique de l'espace public fortement polarisé qui distingue une extrémité et l'autre de l'axe central de la vallée de Caracas (Figure 14, page 69) devient évident à l'occasion des manifestations organisées dans les rues de la capitale. La recension de la presse permet de relever le parcours de trois manifestations qui identifient de façon discriminée les espaces du centre en fonction des appartenances politiques des groupes qui défilent, et permet de dégager des indications concernant les profils des secteurs et des populations concernés.

La caravane d'opposition « Chávez déguerpis ! » du 02 décembre 2001 prend son départ de l'Avenue Rio de Janeiro, secteur Macaracuay, mais « tout s'est compliqué quand la caravane à laissé l'Est en arrière pour entrer dans le centre de la ville »[92]. La traversée du centre se fait par les « avenue Universidad – territoire difficile de vendeurs de rue » où les manifestants reçoivent « insultes et coups », et avenue Baralt qui « en finit presque avec [les] intentions de mener le parcours à son terme au niveau de la place Las Américas ». La caravane se reconstitue néanmoins Plaza Madariaga, secteur El Paraíso, où l'on crie au micro « dégagez le fou ! » avant un passage triomphal par la zone populaire Las Acacias où les gens sont « enthousiastes ».[93] (Carte 5, page 79).

> « « Nous voilà à l'abri, il ne nous reste qu'à traverser Los Chaguarramos, Bello Monte et Las Mercedes pour arriver au Cafetal » pensait la dame au Poodle, fière de sortir vivante de sa première incursion dans le centre, première d'une longue série à venir, pour réclamer le départ de Chávez de Miraflores. L'opposition est enfin décidée à prendre les rues, même par morceaux ».[94]

Quelques jours plus tard, « la bataille s'est terminée sans plus de conséquences » lors d'une nouvelle incursion de l'opposition vers les bastions chavistes dans l'Ouest de la ville. La marche « va-t-en une fois pour toutes ! » s'est arrêtée sous le pont des forces armées, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel, tenue en échec par Jorge Luis García Carneiro, chef de la *Casa Militar* qui est parvenu à dissoudre le groupe sans grandes complications, aidé des députés Iris

---

[91] *El Universal,* 09 février 2002, Cahier 4: *La disputa que hasta hace poco se ventilaba en las urnas se desplazó a las calles. Estos dos puntos de encuentro hallan en los Caobos y toda la zona de Plaza Venezuela y Sabana Grande un colchón de aire, un territorio de nadie*

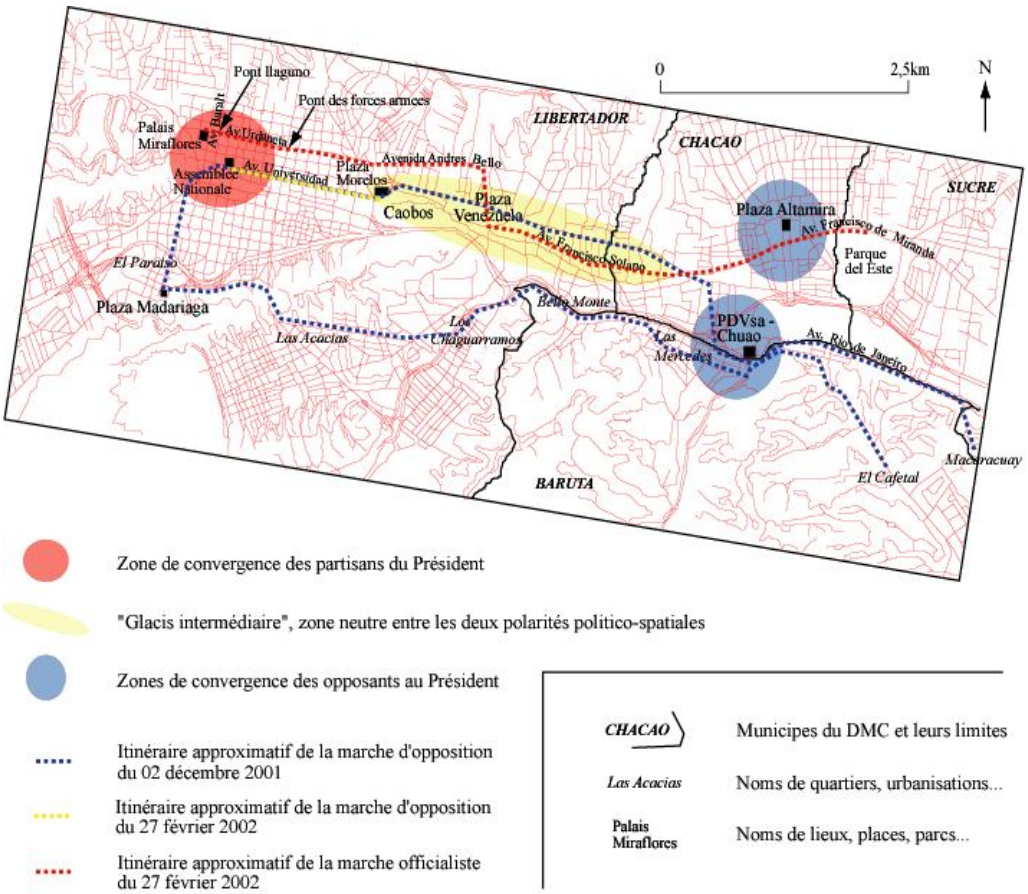
[92] *El Universal* 03 décembre 2001: *Todo se complicó cuando comenzaron a dejar atrás el Este para ingresar al centro de la ciudad*. p1-2.

[93] *El Universal* 03 décembre 2001 « *Sacúdate Chávez* », « *Avenida Universidad - difícil, territorio buhoneril », « casi acaba con [las] intenciones de culminar el recorrido en Plaza Las Américas* », « *saquen al loco* ».

[94] *El Universal* 03 décembre 2001: *Ya estamos a salvo, solo nos falta cruzar los Chaguaramos, Bello Monte y las Mercedes para llegar a El Cafetal » pensó la señora del Poodle, orgullosa de salir con vida de su primera, de muchas futuras, incursiones al centro para pedir la salida de Chávez de Miraflores. La oposición ya está decidida a tomar la calle, aunque sea por cuotas.*

Varela et Dario Vivas ainsi que des chavistes près de Miraflores. Les deux groupes, cette fois, ont été tenus à distance.[95]

Le 27 février 2002, commémoration du *Caracazo* du 27 février 1989, est aussi l'occasion d'un déploiement des forces politiques en ville. La CTV prépare une marche de la Place Morelos – siège de la police politique des gouvernements précédents – jusqu'à l'assemblée nationale par l'avenue Universidad[96]. La marche d'opposition a lieu plutôt vers l'Ouest, « territoire chaviste » (Carte 5). En plus de cette marche, une « concentration de veille » est organisée à la Place Altamira, territoire traditionnellement « d'opposition » dans un Est plus cossu, en réaction au passage d'une marche officialiste qui part de l'Est joignant le Parque del Este à Miraflores par les avenues Francisco Miranda, Francisco Solano, Plaza Venezuela, Andrés Bello et Urdaneta, pour ce qui est une traversée de la ville d'un bout à l'autre de l'axe central[97] (Carte 5). Cette incursion justifie le déploiement d'un fort dispositif de sécurité dans le municipe de Chacao, sous une autorité politique d'opposition, ce qui contribue au fort marquage de l'Est comme un « territoire de l'opposition ». Au lendemain de cette tournée de marche, les quotidiens titrent : « L'officialisme a converti 12km en territoire rouge »[98] (Carte 5).



Carte 5. La dimension spatiale de trois grandes manifestations dans Caracas entre décembre 2001 et février 2002
(Source : Elaboration propre)

[95] *El Universal*, 08 décembre 2001
[96] *El Universal*: 26 février 2002
[97] *El Universal*: 26 février 2002
[98] *El Nacional* 28 février 2002: *El oficialismo convirtió 12 km en territorio rojo*. pD-5.

Si les tendances politiques s'identifient autour de pôles marqués dans l'espace urbain, il arrive que les manifestations s'aventurent vers l'un ou l'autre camp, dans des incursions toujours plus provocantes, prélude à la confrontation et à la tuerie du 11 avril.

- *Identification de la polarisation territoriale et des confrontations*

On voit comment s'identifient deux secteurs principaux de la ville, politiquement polarisés entre l'officialisme et l'opposition, et comment la progression de cette occupation et la conquête d'un secteur par un autre sont significatives d'une agression, d'une invasion ou d'une transgression (Carte 5) qui débouchent sur le massacre du Pont Llaguno.

Le « marquage » de l'espace public par une occupation de type politique est le principe même de ces manifestations. Cela étant, dans un contexte de grande tension sociopolitique (Ellner et Hellinger, 2003), les mots de Trino Marquéz suggèrent un sens plus radical encore à l'occupation de territoires urbains :

> « La sortie [de Chávez] est liée à des processus comme ceux qu'ont vécu la Yougoslavie de Milosevic ou le Pérou de Fujimori »[99]

Trino Marquéz est docteur en sociologie, directeur du CEDICE en 2007. Le Centre pour la Divulgation de la Connaissance Economique (CEDICE) est un *think tank* « (néo)libéral » créé en 1984 par une quarantaine d'entrepreneurs et d'intellectuels vénézuéliens, soutenu par des fonds états-uniens (Maldonado Fermín, 2005). Le lien qu'établit subrepticement Marquez le 25 novembre 2001, et jamais repris ultérieurement dans la presse, entre la prise des rues et les processus de renversement de majorités politiques est plus explicite lorsque l'on fait la relation entre les fondations qui financent le CEDICE ainsi qu'une partie de l'opposition[100] (Golinger, 2005), et les implications de ces fondations dans des processus de déstabilisation (Clément, 2007) du type « révolution orange » (Migus, 2006). L'élaboration de ces procédures de « rébellions pacifiques » date du début des années 1980[101]. Elles placent l'occupation de l'espace public urbain au cœur du processus de déstabilisation censé renverser les gouvernements de façon pacifique. Ces rébellions de la « société civile » sont évoquées pour la Yougoslavie (2000) et le Pérou (2000), mais se sont reproduites depuis en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004), et ont échoué en Biélorussie (2006) et au Venezuela (2002). Néanmoins, il s'agit toujours de mobilisations non

[99] *El Universal* 25 novembre 2001: *Su salida está vinculada a procesos como los que vivió Yugoslavia con Milosevic o Perú con Fujimori*

[100] Notamment par la *National Endowment for Democracy* (NED), voir parmi nombre de références, l'introduction à l'édition cubaine de Golinger, 2005.

[101] Dans son ouvrage *From dictatorship to democracy*, Gene Scharp présente la marche à suivre à travers un manuel en 198 points (Migus, 2006).

violentes à forte valeur symbolique aucours desquelles l'alibi de l'occupation de l'espace public est souvent utilisé.[102]

C'est dans ce cadre conflictuel que la polarisation politique va marquer le territoire urbain jusqu'à la confrontation ouverte. Dès la première grande manifestation début décembre, « la ville occupée […] est devenu un champ de bataille où tout le monde s'arroge le droit de couper rues et avenues pour revendiquer ce qu'il trouve juste »[103]. Des points stratégiques sont identifiés à l'Est pour l'opposition où s'organisent des occupations de « veille » autour des deux sièges de PDVsa à Chuao et La Campiña[104] ou de soutien aux insurgés de l'armée place Altamira (Carte 6). Le réduit d'un « Chacao sûr [est par exemple garanti par] 1000 fonctionnaires qui assureront l'ordre public. Plusieurs groupes d'interventions seront disposés le long de l'avenue Miranda »[105] en prévision de la marche chaviste de commémoration du 27 février qui doit passer par cette avenue. Le lendemain, ce type de dispositif est moqué par un militant chaviste qui identifie néanmoins clairement l'espace :

> « Ca, c'est une zone d'*escuálido*[106], dit Dani en faisant référence à l'urbanisation Las Mercedes et à la quantité de gens qui ont abandonné leur poste de travail du Centro Lido, et à travers les vitres arboraient un habit noir ou même un mouchoir noir sur leur chemise ou leur pantalon »[107].

Une partie – toujours plus importante – de l'Est de Caracas est identifiée comme acquise à la cause de l'opposition et donne

> « [sa] lettre de licenciement à Chávez. […On trouve] des fleuves de gens à Chuao et à Las Mercedes. […la place Altamira est débordée] et le territoire libéré occupe désormais une large zone qui empiète sur deux municipes : Chacao et une partie de Baruta »[108].

---

[102] On lit notamment à la page 52 du manuel *From dictatorship to democracy*, (disponible en ligne : http://www.aeinstein.org/organizations/org/FDTD.pdf) cette recommandation : « Dans d'autres situations, un petit groupe de personnes peut entreprendre une grève radicale, organiser une vigie [une occupation permanente] d'un lieu doté d'une grande importance symbolique » ou encore « les marches et manifestations de rue contre une dictature féroce peuvent être très significatives, mais elles peuvent aussi risquer la vie de centaines de manifestants » à la page 49.

[103] *El Universal*, 09 décembre 2001, cahier 4.

[104] *El Nacional* 03 mars 2002; *El Nacional* 04 mars 2002: « Une chaîne humaine entoure le siège principal à La Campiña », « *Cadena humana rodeó la sede principal en la Campiña* » pA1 ; *El Universal* 08 avril 2002, « *la ciudad se concentra en PDVsa. Se ovacionan los destituidos en una concentración « espontánea » en Chuao*», « La ville se rassemble à PDVsa. Ceux qui ont été limogés sont ovationnés lors d'une concentration « spontanée » à Chuao». P4-1

[105] *El Universal*, 27 février 2002, *« Chacao seguro », « 1000 funcionarios que resguardaràn el orden público. Se establecerán varios puestos de comando a lo largo de la Avenida Miranda »* p1-2

[106] Désignation péjorative des opposants au chavisme, textuellement, « rachitiques » ou « difformes ».

[107] *El Nacional* 28 février 2002: *Esta es una zona de escuálidos dice Dani refiriéndose a la urbanización Las Mercedes y a la cantidad de gente que abandonó sus sitios de trabajo en el Centro Lido, y a través de sus Cristales mostraban algo negro en sus camisas, pantalones y hasta paños.*

[108] *El Universal* 11 avril 2002, Cahier 4: « *Ríos de gente en Chuao y Las Mercedes* ». « *La Plaza Altamira desbordada. « Ahora, el territorio liberado ocupa una amplia cuadrìcula que abarca dos municipios: Chacao y una parte de Baruta* » p4-1.

L'aspect « territorial » est clairement repris dans l'expression « territoire libéré » qui fait tâche d'huile et progresse (Carte 6). On peut lire dans les quotidiens que

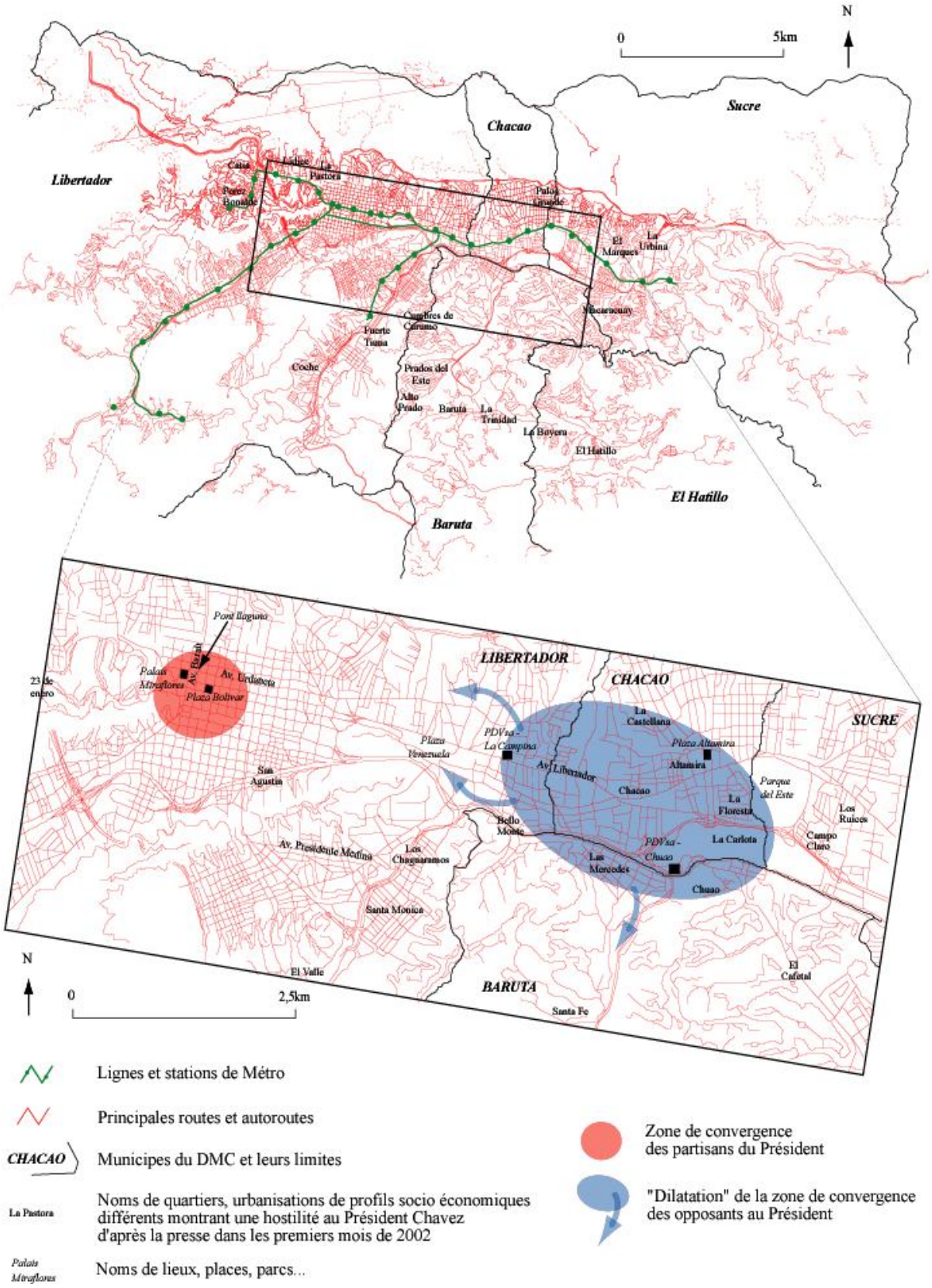
> « la protestation se diffuse vers le Sud-Est […et que] les partisans de l'opposition se sont appropriés les rues de Caracas : « des casseroles dans les bidonvilles », [réunissant les secteurs de] Perez Bonalde, Catia (partie basse), Turumo, La Pastora, Lídice, San Agustín Nord et Sud, El Valle et Coche. On retrouve aussi parmi les *urbanizaciones* : El Marqués, La Urbina, Macaracuay, Cumbres de Curumo, los Palos Grandes, La Castellana, Altamira, Chacao, Los Ruices, La Carlota, Campo Claro, La Trinidad, La Boyera, Los Chaguaramos, Santa Mónica, Bello Monte, Las Mercedes, Chuao, El Cafetal »[109].

Et dans *El Universal*, on rapporte une séance de *cacerolazo* nocturne à échelle nationale :

> « ...Mais à une demi rue du Palais Présidentiel, un *cacerolazo* assourdissant couvrait la transmission du discours du chef de l'Exécutif National. Beaucoup, à la porte de leur immeuble le long de l'avenue Baralt, depuis les balcons, casseroles et boîtes de conserve à la main criaient « Chávez, va-t-en! » Ils participaient d'une protestation nocturne qui s'étendait, dans l'Ouest de Caracas, de la Pastora, Lídice, 23 de enero et Catia à El Valle ; ainsi que dans les *urbanizaciones* de Fuerte Tiuna, Santa Mónica, avenue Président Medina [avenue Victoria], Libertador et Urdaneta et aux alentours […]. La protestation a eu lieu dans toute la géographie de la capitale, et elle s'est étendue aussi aux villes de l'intérieur du pays : Valencia, Barquisimeto, Los Teques, San Antonio de los Altos, Maracay, Maracaibo, Barquisimeto (sic), San Juan de los Morros, Barinas, Coro, Mérida et San Felipe. » [110]

[109] *El Universal* 11 avril 2002, titre. « *La protesta se mueve hacia el sureste […]Opositores se adueñaron de las calles de Caracas: cacerolas en barriadas. Perez Bonalde, Catia (parte baja), Turumo, La Pastora, Lìdice, San Agustin N y S, El Valle y coche. En urbanizaciones también. El Marqués, La Urbina, Macaracuay, Cumbres de Curumo, los Palos Grandes, La Castellana, Altamira, Chacao, Los Ruices, La Carlota, Campo Claro, La trinidad, La boyera, Los Chaguaramos, Santa Mònica, Bello Monte, Las Mercedes, Chuao, El Cafetal.* »

[110] *El Universal*, 07 décembre 2001 : « *Pero a média cuadra del Palacio Presidencial, un ensordecedor cacerolazo no dejaba escuchar la transmisión del primer mandatario nacional. Muchas personas a las puertas de los edificios a lo largo de la avenida Baralat, desde los balcones, cacerolas y latas en mano y gritando 'vete Chávez' protagonizaban una protesta nocturna que se extendiò, en las zonas del oeste de Caracas, desde La Pastora, Ìdice, 23 de enero, Catia, así como El Valle, Coche e inclusive dentro de la urbanización Fuerte Tiuna así mismo, todo el sector de Santa Mònica, las avenidas Presidente Medina (Victoria), Libertador y Urdaneta, así como en su alrededor hubo un fuerte cacerolazo […]No solamente se escenificò la protesta en toda la geografía de la capital caraqueña, sino también se extendiò a las principales ciudades del interior del pais: Valencia, Barquisimeto, Los Teques, San Antonio de los Altos, Maracay, Maracaibo, Barquisimeto (sic), San Juan de los Morros, Barinas, Coro, Mérida y San Felipe.* »



Carte 6. Offensive territoriale de l'opposition vers les territoires urbains « chavistes » de Caracas.
(Source : Elaboration propre)

Face à la polarisation et à la diffusion de l'opposition dans des territoires toujours plus nombreux de Caracas, la presse identifie quelques « réduits de violence », essentiellement autour du palais de

Miraflores et de la Place Bolivar, à l'endroit du « coin chaud », angle Sud-Ouest de la place[111]. Ce « coin de la peur » constitue le support d'une succession de chroniques un temps quotidiennes[112] faisant état de « l'intolérance », d'un « lieu qui n'est plus paisible » et qui versent souvent dans la nostalgie d'un temps regretté où régnait l'harmonie et la paix sociale.

> « La lumière du jour déclinant, un commerçant présent dans le secteur depuis plus de trente ans, partageait sa réflexion. « Quand j'étais petit, mon père m'amenait à la place. C'était un lieu tranquille, on y respirait la paix, et on interdisait même de la traverser un sac à la main. On nous obligeait à la contourner. Aujourd'hui les temps ont changé, on ne peut pas espérer reproduire le passé, mais ils ne respectent même plus le *Libertador* [dont la statut se trouve au milieu de la place]. Quel touriste sain d'esprit voudrait s'approcher maintenant ? » Un long silence signifiait la réponse »[113].

La place Bolivar, centre historique, repère du chavisme, est marqué par la peur et la menace. « La cathédrale réduit la liturgie au minimum par peur des attaques […] de groupes qui contrôlent symboliquement les alentours »[114].

C'est dans la tension entre ces deux pôles politiques territorialement identifiés et évolutifs, entre l'Est cossu, point de rencontre de l'opposition et l'Ouest populaire, point de convergence de l'officialisme, que va se dérouler la « guerre d'usure »[115].

> « La première journée de grève a montré deux visages de la ville. L'un de Chacao vers l'Est qui a observé l'appel à la grève. L'autre, à l'ouest, où les vendeurs de rue et la petite entreprise ont préféré sortir vendre leur marchandise »[116].

Le vocabulaire employé ne laisse aucun doute sur la nature des manifestations. Territoire libéré, diffusion, réduits de violence, champ de bataille, itinéraires et confrontations, occupations de veille, chaîne humaine…Peu à peu, les territoires de chaque camp vont se dilater et opérer des « incursions » à plusieurs reprises (Carte 6). Et s'il arrive dans les premiers temps que « l'opposition [change] le tracé de la manifestation pour éviter la confrontation »[117], ce jeu tendancieux va finalement provoquer la confrontation ouverte lors de l'appel des leaders de

---

111 *El Universal*, 9 mars 2002, à propos de la fameuse *esquina caliente*.
112 *El Universal* : 12 mars 2002, « 4 heures au 'coin chaud' » / « *4 horas en la « esquina caliente »* » p4-1
113 *El Universal* 13 mars 2002: *Al caer la tarde, un comerciante, con más de 30 años en la zona, dejaba su reflexión. 'Cuando era pequeño, mi papá me traía a la plaza. Era un sitio tranquilo, se respiraba paz, incluso prohibían atravesarla con una bolsa en la mano. Obligaban a rodearla. Hoy los tiempos han cambiado, no podemos pretender que ocurra lo mismo, pero ya ni siquiera respetan la figura del Libertador. ¿Qué turista, en su sano juicio, se acercaría ahora?' Un prolongado silencio marcó la respuesta.* P4-1.
114 *El Universal* 16 mars 2002: *Catedral reduce liturgias al mínimo por miedo a ataques […] a causa de las amenazas y de los ataques de grupos de activistas que tienen virtualmente tomados los espacios cercanos.*
115 *El Universal* 10 avril 2002, « *guerra de desgaste 9A* »
116 *El Universal* 10 avril 2002: *La primera jornada del paro mostró dos caras de a urbe. Una de Chacao en adelante que se mantuvo acatando el paro. Y otra en el oeste, en la que los buhoneros y la pequeña empresa prefirieron salir a vender sus mercancías.* p1-2
117 *El Nacional:* 22 janvier 2002

l'opposition depuis l'estrade de Chuao à continuer la manifestation du 11 avril[118] pour partir à la « conquête de l'Ouest », la marche sur Miraflores. Avertis de cette incursion ultime,

> « depuis midi, les partisans du gouvernement ont rapidement répondu à l'appel à défendre leur territoire, cette zone entourant le palais de Miraflores où jamais ils n'allaient permettre que s'installe la considérable manifestation antichaviste »[119].

1.3.3- La marche déviée du 11 avril, l'ultime assaut et l'épisode du Pont Llaguno

Le 11 avril en fin de matinée, les leaders de la marche d'opposition (parmi d'autres : Carlos Ortega – président de la CTV, Molina Tamayo – amiral, Guaicaipuro Lameda – général en retraite, Enrique Mendoza – gouverneur de l'État de Miranda) entraînent par des harangues les manifestants de l'opposition à pénétrer avec détermination le « territoire ennemi » de l'Ouest de la capitale et à marcher sur le palais présidentiel, à 11km du secteur de Chuao, où est normalement réunie la concentration de ce jour (Figure 15). L'ultime « bataille de Miraflores »[120] ne tient pas compte des recommandations des services de sécurité et enfreint tous les codes relativement respectés jusque là. Les responsables, véhéments sur l'estrade de Chuao, disparaissent tous après 15h, à peu d'exception prêt, de la tête du cortège lorsque la masse s'approche de la zone sensible après avoir passé plusieurs cordons de la Police Métropolitaine, garante de l'ordre public dans le DMC. La Garde Nationale quant à elle assure l'encadrement des officialistes. Le récit à travers la presse de la confrontation entre officialistes et opposants, de la tuerie du 11 avril au *Puente Llaguno* et du coup d'État de 47 heures, aide à contextualiser les évènements mais s'inscrit encore dans les traits du discours inquisiteur vis-à-vis du pouvoir en place. Ce récit est édifiant jusqu'au retour du président dans la nuit du 13 au 14 avril, et après un 14 avril 2002 sans publication de nombre de quotidiens. Le recours à d'autres sources d'information permet néanmoins de balayer un champ d'explications plus large au massacre du 11A[121].

---

[118] Dont les étapes initialement prévues étaient *Parque del Este*, *Altamira*, Avenue *Avila*, Aéroport *la Carlota*, Centre Commercial CCCT et arrivée à PDVsa *Chuao* (Carte 6). *El Nacional*, 11 avril 2002.

[119] *El Universal* 12 avril 2002: *Desde el mediodía, los seguidores del gobierno atendieron con rapidez el llamado a defender su territorio, esa zona aledaña al palacio de Miraflores a donde jamás iban a permitir que se instalara la multitudinaria protesta antichavista.*

[120] *El Nacional* 11 avril 2002, titre de l'édition spéciale.

[121] Outre les témoignages directs de quelques acteurs du 11 avril 2002, les documentaires *Puente Llaguno, clave de una masacre* (Palacios, 2004) et *La revolución no será transmitida* (Bartley, O'Brian, 2003) ainsi qu'un rapport de la Fondation *Defensoría del pueblo* (2003) ont été consultés.

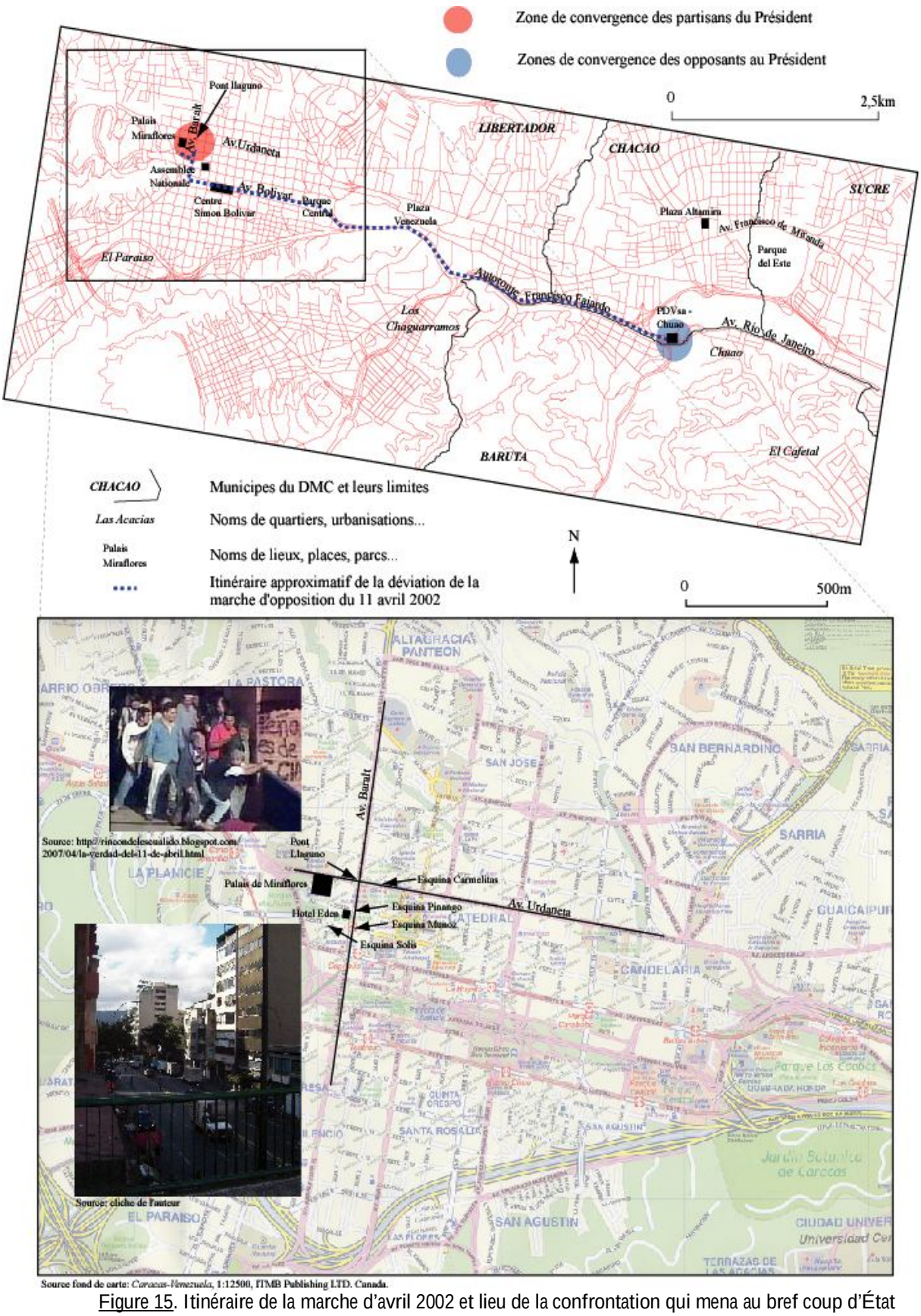


Figure 15. Itinéraire de la marche d'avril 2002 et lieu de la confrontation qui mena au bref coup d'État

(Source : Elaboration propre)

Les pistoleros postés sur le pont tiraient vers le Sud de l'avenue Baralt. Sur le cliché du bas, le bâtiment blanc est l'hôtel Eden où pouvaient être cachés les francs-tireurs.

Entre les deux camps qui se rapprochent, la tension monte à distance, les services d'ordre sont perméables. Les responsabilités des autorités hiérarchiques impliquées dans le coup d'État sont

encore en cours d'instruction selon Merlyn Morales, avocate des pouvoirs publics. Les premières échauffourées ont lieu en tout début d'après-midi sur le trajet de la marche déviée.

> « Envoyés par les orateurs de la « Place de la méritocratie de Chuao », les manifestants ont marché vers Miraflores par les avenues Francisco Fajardo, Parque Central, avenue Bolivar, Centre Simon Bolivar et la Place O'Leary »[122].

Vers 15h30, aux abords du palais présidentiel, les premiers manifestants tombent, fauchés par les balles, blessés, puis tués. Très vite, l'idée des francs-tireurs s'impose, depuis des immeubles alentours, depuis l'hôtel Eden, depuis l'hôtel Junin (Figure 15). Des tirs suspects sont filmés depuis les corps de sécurité, parmi les manifestants. Les Vénézuéliens dans la rue fuient, s'abritent, ripostent parfois, où ils peuvent, d'où ils peuvent, certains fonctionnaires de police sont aussi visés.

> « Depuis les immeubles alentours, et depuis le pont qui unit le croisement des Carmelitas au palais de Miraflores, plusieurs personnes habillées en civil tiraient contre des membres de la Police Métropolitaine et contre les manifestants de l'opposition »[123].

Les croisements Solis, Piñango et Muñoz sont les plus meurtriers. Peu avant 16h, le dernier manifestant d'opposition est tué par balles sur l'avenue Baralt. Quelques manifestants officialistes descendent l'avenue Baralt vers le croisement Muñoz, mais sont repoussés vers le Nord par les blindés de la Police Métropolitaine vers 16h30.

- Le poids du discours : la place de la presse dans le sens prêté aux évènements

L'analyse qu'en fait la presse les jours suivants ne correspond pas à la reconstitution des faits. Des manifestants chavistes sont accablés par les enregistrements des chaînes de télévision montrant qu'ils tiraient à plusieurs reprises, depuis l'avenue Urdaneta, sur l'avenue Baralt qui passe sous le *Puente Llaguno* (Figure 15).

Les images dont il est question font référence à ceux que la presse appelle les « francs-tireurs du gouvernement ». Elles sont clonées, multipliées à l'antenne nationale et récompensées par le « prix de journalisme Roi d'Espagne 2002».

> « C'est terminé! Chávez a renoncé et s'est rendu à 4 heures du matin / Bataille rangée pour Miraflores. La marche pacifique partie du siège de PDVsa Chuao a été dispersée avenue Baralt par des tirs dont on suppose qu'ils proviennent de membres des Cercles Bolivariens. Les chaînes de télévision ont montré en boucle les scènes où l'on voyait tomber impunément plusieurs vénézuéliens dans les rues du centre de la capitale ».[124]

---

[122] *El Nacional* 12 avril 2002

[123] *El Universal* 12 avril 2002: *Desde los edificios cercanos y desde el puente que comunica a la esquina de carmelitas con el palacio de Miraflores, varias personas no uniformadas, disparaban contra los efectivos de la PM y los manifestantes de la oposición.* p1-4

[124] *El Universal* 12 avril 2002: *3 ediciones. « ¡Se acabó! » Chávez renunció y se entregó a las 4 de la madrugada*. « Bataille rangée pour Miraflores ». *« La marcha pacífica que partió desde la sede de PDVsa Chuao fue dispersa en la Avenida Baralt por disparos presumiblemente, de integrantes de los CB. Las plantas de TV mostraron una y otra vez las escenas en las que se veían caer impunemente a varios venezolanos sobre las calles del centro de la ciudad capital ».*

Ces lignes font un lien abusif entre les victimes et les tireurs chavistes. Les inculpés sont acquittés quelques mois plus tard, ils se défendaient en réalité de tirs perpétrés sur les manifestants de l'avenue Urdaneta (sur le Pont Llaguno, figure 15). Les manifestants opposants n'ont jamais été visés par ces tirs, puisque la « manifestation pacifique » n'est jamais arrivée à ce niveau de l'avenue Baralt, en contrebas, comme le laissaient croire les images télévisées par une série de plans opportuns, quand les fameux « pistoleros » ouvraient le feu. Les manifestants officialistes repoussés sous le Pont Llaguno par la Police Métropolitaine répondent pour certains, après 16h30, aux tirs qui leur sont destinés. La confusion est très grande et les manifestants continuent de tomber sous des balles dont on n'identifie toujours pas l'origine. Le bilan s'élève à 20 morts et plus de 90 blessés dont 29 par balle, entre 15h10 et 17h pour la plupart des décès. La suspicion entre les acteurs de l'évènement et les services de police dépendant de responsables politiques différents est immédiatement entretenue par la presse :

> « Le choc entre les opposants et les partisans du président Hugo Chávez s'est terminé […] avec le soupçon que des membres de Policaracas habillés en civil ont été les responsables de tirs perpétrés avec des armes automatiques sur les manifestants de l'opposition »[125] alors que « la Police Métropolitaine a été le seul corps de sécurité qui ait essayé de maintenir l'ordre »[126].

Quand cette même suspicion ne plane pas directement, sans plus d'évidences, sur un secteur de la population:

> « Des sympathisants du gouvernement se sont postés, armés, dans différents immeubles situés aux alentours de Miraflores […] et ont tiré contre les manifestants, les journalistes et les policiers »[127].
>
> « Des groupes armés de l'officialisme, dont faisaient même partie des francs-tireurs, ont dispersé à coup de feu la marche pacifique que menaient à bien hier des milliers d'opposants au gouvernement du président Hugo Chávez Frias. Après avoir traversé la capitale, de l'Est jusqu'au centre de la ville, leur objectif était d'atteindre le palais de Miraflores »[128].
>
> « On ne comptait pas un seul partisan du gouvernement qui n'ait pas dans ses mains au moins un objet contondant. Les images qui suivirent ont montré combien ça

---

[125] *El Universal* 12 avril 2002 : *« El choque entre opositor y adeptos al gobierno del presidente Hugo Chávez terminó con un saldo extraoficial de 50 heridos y 9 muertos y con la sospecha que efectivos de Policaracas vestidos de civiles fueron quienes arremetieron con armas automáticas contra los manifestantes de la oposición ».* p1-4

[126] *El Nacional* 15 avril 2002: *« La PM fue el único cuerpo de seguridad que trató de preservar el orden ».*

[127] *El Nacional* 12 avril 2002: *« Simpatizantes del gobierno se apostaron, armados, en varios edificios situados en las adyacencias de Miraflores […] y dispararon contra los manifestantes, periodistas, policías ».* pD12.

[128] *El Nacional* 12 avril 2002: *« Grupos armados del oficialismo, integrados incluso por francotiradores, acabaron a tiros la marcha pacífica que realizaron ayer miles de opositores al gobierno del presidente Hugo Chávez Frías, quienes pretendían, luego de transitar casi toda la capital, desde el este hasta el centro de la ciudad, llegar al palacio de Miraflores ».* pD2.

n'était pas suffisant pour les militants du MVR qui déchargèrent leur rage au cours d'une journée de violence irresponsable »[129].

L'incursion de l'opposition dans le territoire officialiste a mis « la nation en flamme »[130] et a fait couler beaucoup de sang dans le centre historique de la capitale. La radicalisation des contradicteurs politiques transposée aux territoires urbains a transformé une transgression spatiale en une confrontation macabre. Le discours a aussi continué de servir, pendant et après le « coup d'État mal planifié »[131], le délitement de l'ordre social ainsi que la division de différents corps institutionnels et notamment des services de police sous l'autorité de politiques différents dont les responsabilités dans les évènements du 11 avril n'ont pas encore été tirées au clair.

- Les enseignements du massacre

En termes de risque sociopolitique dont on pourra élargir plus loin l'analyse, plusieurs enseignements se dégagent de l'épisode tragique du *Puente Llaguno* que l'on peut présenter en 5 points.

- Le discours, envisagé comme une expression verbale de la pensée structurant l'environnement social en fonction de l'autorité qu'il exerce dans cet environnement, relayé à la fois par la presse écrite, par les chaînes de télévision et par les déclarations politiques, contribue à lier le territoire à certaines caractéristiques qui relèvent de la conflictualité politique. Si des éléments de géographie sociale pourront être avancés pour justifier de façon systématique de la polarisation politique de certains territoires urbains, ils définissent une réalité bien moins homogène que ne le présente le discours qui, *a posteriori*, joue de cette description au gré des intérêts du moment. Le fait de partir d'éléments concrets, objectifs, tangibles et de les flexibiliser jusqu'à les manier à merci est un procédé du discours (ou permis par celui-ci) qui contribue à construire les caractéristiques des territoires urbains à travers des représentations largement suscitées. La montée en puissance de la vague d'opposition parmi tous les secteurs de la capitale au fil du temps (indifféremment de leur appartenance socio-économique), allant jusqu'à faire du centre historique et du Palais de Miraflores une île chaviste dans une ville de raison a manifestement relevé plus de la construction par le discours que de faits réels et objectifs, au regard du dénouement des évènements.
- La conflictualité politique qui anime le fond de l'opposition entre les deux camps s'est institutionnalisée. Elle est passée à l'intérieur même des structures d'encadrement social

[129] *El Nacional* 12 avril 2002: *« No había un solo partidario del gobierno que no tuviera en sus manos por lo menos, algún objeto contundente. Las imágenes posteriores evidenciaron que esto no fue suficiente para los militantes del MVR que descargaron toda su rabia, en una jornada de violencia e irresponsabilidad ».* pD4.
[130] *El Universal* 12 avril 2002 : Titre p1-10, référence à un livre de Juan Rulfo, *El Llano en Llamas*, 1953, dans lequel l'auteur revient sur l'embrasement des grandes plaines mexicaines à l'aube de la révolution.
[131] *El Universal* 15 avril 2002.

censées intervenir dans le sens de l'adaptation ou du maintien de l'ordre social face à un quelconque élément perturbateur. Dans ce cas, les instituions, dont certaines sont directement impliquées dans la gestion de crise comme les différents corps de police, baignent dans une conjoncture d'arbitraire et de division. Les dispositifs classiques mobilisés pour gérer la crise ne sont pas, à l'occasion du massacre du *Puente Llaguno*, en état de fonctionner correctement, hypothéquant d'autant la capacité de réponse des autorités municipales, métropolitaines et nationales.

- La menace dont il est ici question, cette forte conflictualité sociopolitique dont l'escalade mène au massacre du 11 avril est fondamentalement anthropique. Elle vient de l'intérieur même du système socio-spatial, de ses modalités de fonctionnement. La rivalité qui se reproduit entre différents secteurs de la population et qui, après une radicalisation de plusieurs mois, éclate dans le sang, n'est sans doute pas le fruit de trois années de gouvernement, mais bien plus sûrement le signe de dysfonctionnements sociaux et sociétaux qui continuent d'animer les rancoeurs ou les craintes entre différents secteurs de la population.

- Les risques sociopolitiques ménagent une place importante à l'espace de la ville qui, identifié à tel ou tel camp, ou objet de transgression, prend une part active à cet aspect sectoriel de la problématique du risque urbain. Une certaine territorialisation de la manifestation politique, par une mise en lieu de la rivalité, participe de la consolidation de la confrontation et permet de déterminer une série de limites physiques facilement franchissable, au risque de « l'invasion ». La transposition à l'espace du conflit politique permet de mobiliser, de légitimer et d'identifier une série de processus *a priori* sans spécificité spatiale.

- Enfin, liés à la catégorie des risques sociopolitiques, et plus directement aux territoires, les faits de violence, de délinquance, de vols, d'agressions… participent aussi de la pratique et de l'identification des territoires urbains selon les mêmes processus ambigus qui ont à la fois recours aux éléments tangibles et à la construction – reformation du réel par le discours dominant. On pourra s'interroger dans la suite de la réflexion sur la similarité des processus qui mènent aux différentes situations de risque sociopolitiques en ville et sur le recours ou l'usage – volontaire ou non – qui est fait du territoire.

Chapitre 2. Des études de cas aux risques urbains, essai de modélisation

« La notion de risque n'est ni absolue, ni universelle. Elle est variable dans l'espace puisqu'elle doit prendre en compte le contexte physique et la capacité d'une société à se protéger des phénomènes naturels de son environnement, et variable dans le temps puisque les pratiques de l'espace et les capacités de gestion environnementale de cette société évoluent constamment » (Debardieux, 1994, 103).

2.1- Des risques entre unité et diversité

2.1.1- Quelle classification pour des risques pluriels ?

Les trois études de cas présentant des accidents ou désastres différents sur le territoire du DMC nous permettent d'aborder la complexité de la thématique des risques dans la perspective urbaine. Chacun a porté des impacts significatifs, symboliques parfois, sensibles toujours, sur le territoire considéré. Ils ne sont pas sans conséquences directes sur l'organisation de l'espace ni sur le fonctionnement de la capitale du Venezuela. Dans une approche traditionnelle plutôt sectorielle, les trois cas relèvent de grandes catégories différentes. La chute du viaduc correspond à un « risque technique » ou « risque technologique » (Lagadec, 1981 ; Leroy et Signoret, 1992) ; la multiplication des glissements de terrain est assimilée aux « risques naturels » ou socio-naturels ; enfin, les manifestations conflictuelles et parfois mortelles, sont associées à des « risques sociopolitiques ». A ces quelques catégories[132] peuvent s'ajouter par exemple les « risques sanitaires » et des déclinaisons comme les « risques industriels », les « risques épidémiologiques » (Bailly, 1993 ; Gould, 1993) ou les « risques écologiques »[133] dans une énumération qu'il est difficile de dresser de manière exhaustive et systématique.

Face à la profusion catégorielle, la classification est ardue, mais certains se sont attachés à ordonner la pensée en ce domaine. Trois exemples (dont deux spécifiquement en termes de risques socio-naturels) pourront illustrer notre propos. Dans un état de la question considérable publié en Espagne (Ayala Carcedo et Ocina Cantos, 2002), on trouve une classification minutieuse des types de menaces qui peuvent s'exercer sur n'importe quels intérêts humains et constituer par là un aléa, élément fondamental du risque (Figure 16).

---

132 André Dauphine opère par exemple un découpage en quatre grandes catégories, à savoir les risques d'origine technique, naturelle, sociale et politique, et enfin ceux qui relèvent du vivant (Dauphiné, 2001). Une variante est proposée à l'entrée « typologie des risques et catastrophes » sur le site de Géoconfluences, consultable en ligne : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Risque/RisqueVoc.htm#r, ou sous forme d'ébauche (Bailly, 2005, 241)

133 Dans le sens d'une menace des conditions de vie exercée par une perturbation de la biosphère (pollution, changements climatiques, épizooties, extinction d'espèces…)

La classification des aléas naturels prend en considération les critères suivants :
- Génétiques et typologiques
- Environnementaux et de localisation (lithosphère, aire …)
- Vecteur de dommages (éléments transmetteurs, microbes, pluies…)
- Prévisibilité
- Rayon d'action
- Degré d'activité (volcan actif, latent, fossile…)
- Durée de la perturbation

La somme de ces critères permet aux auteurs d'établir une liste arborescente des aléas naturels susceptibles d'intervenir dans les situations de risques socio-naturels :
- Dangers naturels terrestres :
    - Physico chimiques :
        - Dans l'hydrosphère :
            - Fluviaux (inondations, bancs de sable…)
            - Limnologiques (hauts aquifères…)
            - Glaciologiques (avalanches, moraines…)
            - Océanographiques
                - Littoraux (marées, houle, tsunami…)
                - Océaniques (iceberg, dérives…)
        - Dans la lithosphère (géologiques et géomorphologiques)
            - Naturels
                - « Internes » (séismes, volcans, changement de polarité…)
                - « Externes » (Mouvements de terrains, karst…)
                - Géochimiques (sols dangereux…)
            - Induits (subsidence, érosion, pollution, explosion…)
        - Dans la lithosphère (météorologiques et climatiques)
            - Précipitations
            - Températures
            - Vents
            - Electricité
            - Météo - chimiques:
                - Naturels (méthane, ozone…)
                - Induits (ozone, pollution…)
            - Climatiques (*El Niño*, changement climatique…)
    - Biologiques (épidémies, épizooties, insectes, algues toxiques, allergènes, incendies…)
- Extra-terrestres:
    - Physiques (météorites, rayons cosmiques, déséquilibre gravitationnels...)
    - Biologiques (pollution...)[134]

Figure 16. Les difficultés d'une classification des dangers « naturels »
(Source : Tiré de Ayala Carcedo et Ocina Cantos, 2002 : 59-61)

Malgré l'étiquette affichée d'aléas « naturels », il apparaît inévitable de prendre en compte des dangers en partie au moins de type « anthropique » sous l'intitulé « induit ». De plus, malgré l'approche resserrée des dangers naturels, on en retrouve certains (comme la pollution ou l'ozone) à cheval sur plusieurs catégories.
Même en traitant des seuls dangers – comme c'est le parti pris des auteurs – et non des risques (donc *a priori* sans confrontation avec des enjeux exposés à des dommages), et en se limitant à une catégorie « génétique » des dangers (à savoir l'origine « naturelle »), le fait est qu'il est extrêmement délicat d'établir des séparations entre les phénomènes, tout en sachant que l'exercice de la classification rend compte d'un réel largement artificialisé par la pensée normative…

Dans sa « classification globale des phénomènes créateurs de dommages » en termes de phénomènes naturels (Thouret, 1996 : 22 ; Thouret et Leone, 2003 : 37-42), Jean–Claude Thouret fait de l'aggravation par l'action humaine un facteur constituant de sa classification en déclinant les dangers en fonction de trois grandes origines (géodynamique, météo climatique et hydrologique, interaction société – environnement). Il fait correspondre des rythmes d'occurrence décroissants et des capacités d'anticipation progressivement plus limitées, à une

[134] Traduction libre.

surface d'impact proportionnellement plus importante et à une intensité des dommages attendus qui se dilue avec l'augmentation de la surface touchée.

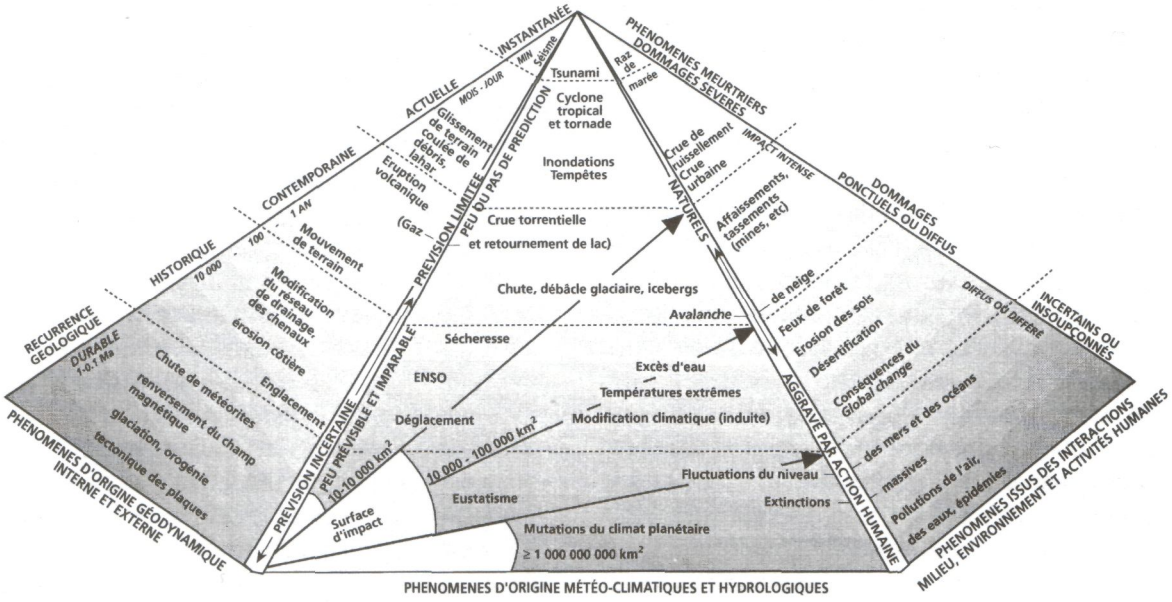


Figure 17. Proposition de classification des phénomènes naturels impliqués dans les situations de risque
(Source : Tiré de Thouret, 1996)

Dans leur travail portant sur la mesure de la vulnérabilité à l'échelle régionale, Schneiderbauer et Ehrlich, proposent une classification sommaire de menaces plus éclectiques, aux manifestations multiformes.

Classes d'aléas	***Types d'aléas***	***Exemples***
Naturels	- Géologiques	- Séisme, éruption volcanique, glissements de terrain, subsidence
Potentiellement socio-naturels	- Météorologiques - Océanographiques - Hydrologiques - Biologiques	- Cyclones, éclairs et incendies, sècheresse, avalanche, orage de grêle, vague de froid - Tsunami, tempêtes en mer - Inondations, crues subites - Epidémies, maladies des cultures, nuages d'insectes
Technologiques	- Explosion - Dégagement de substances toxiques - Pollution importante - Effondrement de bâtiments - Accident dans le transport, dans la construction ou dans la fabrication	
Sociaux / Anthropogéniques	- Liés à la foule - Activités terroristes - Conflits politiques	- Emeutes, subversions - Attentat à la bombe, fusillades, détournements - Guerres internationales et civiles, révolutions et « coup d'État »[135]

Figure 18. Classification de menaces par « classes » et « types »
(Source : Tiré de Schneiderbauer et Ehrlich, 2006, 82)

De fait, chaque catégorie peut rassembler un grand nombre de risques différents et tout à fait pertinents pour Caracas. Pour les risques socio-naturels, on peut penser, en plus des glissements de terrains et des laves torrentielles, aux séismes, aux inondations, à la liquation des sols, à

[135] Traduction libre

l'érosion… Aux risques techniques, outre la chute du viaduc, il est possible d'associer l'interruption – ou le défaut – d'autres services essentiels au fonctionnement urbain, comme l'eau, l'évacuation d'eaux usées, l'équipement sanitaire qui, s'il est moins dramatique est toujours défaillant pour certains secteurs… Enfin les risques sociopolitiques peuvent s'étendre, en plus des manifestations conflictuelles, à toutes les questions d'insécurité urbaine ou de délinquance. A ces catégories approchées dans les trois études de cas s'ajoutent les risques sanitaires, dans lesquels entrent en compte les maladies telles que la dengue ou la dysenterie, ainsi que certains aspects qui pourraient relever de la déclinaison « environnementale » des risques socio-naturels, comme la pollution des zones de vie par le défaut d'évacuation d'eau usée ou de services de ramassage des ordures (mais il s'agirait là d'un risque technique ?). Très vite, il apparaît que les situations de risque avéré dépassent fréquemment les catégories que l'on essaie de leur imposer. Les approches sectorielles s'inscrivent plutôt dans la perspective de solutions techniques visant à résoudre des situations spécifiques. Mais du fait même de la transversalité des risques, et sans revenir sur l'utilité très pratique d'une prise en compte sectorielle, il n'est pas garanti qu'une partie déterminante des facteurs explicatifs, des enjeux et des conséquences du (des) risque(s) étudié(s) soit traitée. Il est en effet particulièrement difficile de les considérer de façon générique, sur un territoire, pour, au-delà des essais de classification toujours perfectibles, en faire l'objet opérationnel d'une gestion. La multiplication des inventaires de risque urbain, dans une conception plutôt mécaniste, faite de catégories plus perméables qu'exclusives, est toujours possible, sans manifestement gagner plus de pertinence. On pourra s'attacher dans ce travail à proposer une approche différente, à poser un regard générique sur les risques urbains afin de pouvoir prendre en compte un ensemble plus large des facteurs qui président aux situations de risques localisées à Caracas et dans le cadre d'une réflexion qui aspire à la cohérence sans prétendre à la totalité.

2.1.2- Pour une conception générique et systémique du risque urbain

- *Quelques définitions pour fixer les notions d'aléa et d'enjeu*

Il est important de définir précisément ce que l'on entend par risque, de façon assez générale pour ne pas être trop restrictif dans la perspective du risque urbain, mais suffisamment précis afin d'avancer dans la réflexion[136]. La conception systémique de départ présente l'avantage de pouvoir tisser des liens entre les multiples déterminants des risques, d'aller des parties au tout.

> « La pensée systémique ne se concentre pas sur les composants de base mais plutôt sur les principes élémentaires d'organisation. La pensée systémique est « contextuelle », ce qui l'oppose à la pensée analytique. » (Capra, 2003, 44).

136 Pour la notion de risque, ses définitions, ses problématiques, ses enjeux, on peut se reporter à la première partie du manuel coordonné par Yvette Veyret (Veyret *et ali.*, 2004, 9-47) ou en anglais (Wisner *et ali.*, 2004, 3-52).

Si les avantages de l'approche analytique ont été mobilisés pour mener à bien les études de cas, c'est l'ensemble des logiques d'organisation des risques urbains et l'importance du contexte qui entoure les situations de risque du système socio-spatial urbain qui vont attirer notre attention[137].

Les définitions des dictionnaires de géographie disent du risque qu'il s'agit d'un « danger auquel l'on est exposé individuellement ou collectivement dans certaines circonstances » (Brunet *et ali.*, 1993 : 437), ou encore d'une « probabilité d'un danger menaçant ou portant atteinte à la vie et, plus globalement, au cadre d'existence d'un individu ou d'un collectif » (Lévy et Lussault, 2003 : 804). Si les « circonstances » particulières liées aux risques sont sensiblement explicitées dans la seconde définition, il apparaît essentiel, à la lumière de l'expérience des cas d'étude ainsi que d'autres définitions, de préciser la notion de risque en en déclinant les différents aspects. Pour Pigeon[138] « un risque peut être défini comme la probabilité d'occurrence d'un dommage lié à la conjonction territoriale d'un ou de plusieurs dangers et d'une présence humaine, directe ou indirecte » (Pigeon, 1996, 52). Cette définition permet de mettre en place les notions, déjà croisées dans les études de cas, de vulnérabilité, aléa et enjeux.

Les enjeux rassemblent ce qui est exposé à un danger, à savoir des biens, des personnes ou ce qui, de façon matérielle ou immatérielle, est socialement investi d'un sens – et d'un intérêt. On peut penser aux logements susceptibles d'être emportés par des glissements ou à l'autoroute Caracas – La Guaira et aux conséquences économiques qu'elle sous-tend lorsqu'elle remplit sa fonction de communication.

L'aléa quant à lui désigne « la probabilité d'occurrence d'un phénomène » (Dauphiné, 2001 : 17). La simplicité de la définition n'est qu'apparente, puisque « la probabilité » est fonction de « l'intensité du phénomène, de son occurrence, mais aussi de la durée considérée et de l'espace pris en compte » (Dauphiné, 2001 : 17). Il s'agit là, par exemple, de la possibilité qu'il y avait d'interrompre l'autoroute, depuis son inauguration, ou bien encore de la probabilité d'une confrontation mortelle à l'occasion des manifestations qui ont mené au drame d'avril 2002.

***-** La vulnérabilité, les vulnérabilités, pierre de touche du risque*

Pour ce qui est de la vulnérabilité, la définition est plus problématique (Cutter, 2006 : 71-82). Si, de façon à ce que l'association avec l'aléa soit plus directe, la vulnérabilité peut être pensée

[137] On pourra trouver chez Capra (2003) un portrait critique et original de l'approche contextuelle de la vie avec une série de références aux mouvements de pensée et notamment aux initiateurs et contributeurs de l'approche systémique. Pour un point plus formel et directement abordable sur la question, on pourra consulter *Le Macroscope* (De Rosnay, 1975), *L'analyse de systèmes, l'application aux sciences sociales* (Lapierre, 1992) ou de manière plus large, l'*Introduction à la pensée complexe* (Morin, 1990), pour des références francophones.

[138] Dont les ouvrages *Ville et environnement* (1994) et *L'environnement au défi de l'urbanisation* (2007) nous semblent fondamentaux pour nos problématiques.

comme une probabilité que les enjeux subissent des dommages[139] sous l'effet d'une perturbation, elle traduit plus largement un glissement de l'intérêt, dans l'étude du risque, du danger ou de l'aléa vers les aspects sociaux (Reghezza, 2006). Des sociologues s'y intéressent (Fabiani et Theys, 1987) et la notion occupe des ouvrages fondamentaux (White et Haas, 1975 ; Wisner *et ali*., 2004). Lorsque la notion de vulnérabilité est discutée et émerge dans la réflexion anglo-saxonne sur le risque, c'est toute une série de facteurs sociaux qui apparaissent, au dépend d'un intérêt plutôt porté jusqu'alors sur l'aléa. Jean-Claude Thouret précise la notion d'endommagement (employée aussi par Pigeon, 1994) et nous éclaire sur la notion bivalente de vulnérabilité :

> « L'endommagement potentiel est la valeur ou le pourcentage de la population et des biens exposés aux pertes, *modulable*[140] selon les facteurs socio-économiques, techniques, culturels... En cas de sinistre, le mode de comportement individuel et le type de réponse communautaire modifient cet endommagement de manière positive ou négative » (Thouret, 1996 : 20).

On peut distinguer deux types de vulnérabilité. Autour de « l'endommagement potentiel », dans un premier temps, selon des critères d'exposition ou de résistance des enjeux, on trouve la notion pragmatique de vulnérabilité biophysique. Elle consiste en la possibilité pour les enjeux de subir des dommages et est envisagée dans la perspective et les circonstances particulières d'un aléa. Cette définition analytique permet une approche quantitative. Dans un second temps, autour de la possibilité de moduler cet « endommagement potentiel », on trouve la vulnérabilité sociale qui va rassembler des critères tels que la préparation, la mémoire, l'organisation des individus et des groupes… dans le cadre de la capacité de réponse d'un système socio-spatial. Celle-ci désigne la capacité d'absorber une perturbation à travers nombre de recours tels que les « comportements individuels » ou la « réponse communautaire » dont dispose la société pour modifier « l'endommagement de manière positive » dans le meilleur des cas. Notons qu'en plus de ces deux types de vulnérabilités Susan Cutter en relève un troisième dans la littérature, assimilable à la susceptibilité des espaces de subir des dommages. Cette dernière approche centrée sur la localisation de systèmes socio-spatiaux fait intervenir les éléments de la vulnérabilité biophysique et de la vulnérabilité sociale (Cutter, 2006 : 74-75), alors que l'ambigüité entre les deux se pose dans nombre de travaux (Wisner *et ali*., 2004 : 11).

Face aux deux types majeurs de vulnérabilité, trois démarches d'analyse peuvent être dégagées (D'Ercole, 1994). On trouve une démarche qualitative, portant sur les facteurs de vulnérabilité qui relèvent essentiellement des caractéristiques sociales ; semi-quantitative, intégrant facteurs de vulnérabilité et éléments vulnérables ; et enfin quantitative, portant sur les éléments vulnérables et

[139] On peut citer l'expression exacte du glossaire des risques du site Géoconfluences : « La vulnérabilité exprime le niveau d'effet prévisible d'un phénomène naturel (aléa) sur des enjeux », consultable en ligne : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Risque/RisqueVoc.htm#r

[140] Souligné par nous.

sur l'évaluation de ce qui peut être perdu en cas de sinistre. Dans le cadre de ces trois démarches, et en fonction de l'approche choisie de la vulnérabilité, plusieurs méthodes ont été élaborées, parmi lesquelles nous privilégierons celle de Robert D'Ercole et Jean-Claude Thouret, qui identifient neuf facteurs de vulnérabilité pour la ville (D'Ercole, 1994 ; Thouret et D'Ercole, 1996). Sont mentionnés : les acteurs socio-économiques en termes d'occupation du sol impliquant notamment la ségrégation socio-spatiale ; les aspects liés à la croissance démographique, morphologique et fonctionnelle et les changements dans l'occupation du sol qu'elle implique ; les facteurs psychologiques liés à la conscience ou à l'acceptation du risque dans le cadre du logement ou du travail ; les facteurs liés à la culture et à l'histoire des sociétés exposées ; les facteurs techniques, y compris les constructions et leur maintenance ; les facteurs fonctionnels en terme de gestion ou en terme politique ; les facteurs institutionnels et politico administratifs, tout comme la législation et les différentes autorités sur le thème ; les facteurs structurels comme le lieu et le moment précis de l'impact ou tout type de dysfonctionnements urbains ; et enfin le rôle des assurances.

Dans cette série de facteurs de vulnérabilité, il est possible de distinguer d'une part des facteurs qui interrogent plus l'individu, et d'autre part, ceux qui interrogent plus les structures, le groupe, le collectif. Sans que ces deux postures soient incompatibles, il est important d'en être conscient dans le déroulement de la réflexion. Les critères qui touchent à l'individu et à ses « possibilités » (genre, religion, culture, formation, capital humain… ces aspects sont pris en compte dans l'approche de Wisner *et ali*., 2004[141]), liées à la notion d'*entitlement*[142] (Sen, 1981), présentent l'inconvénient de segmenter la notion de vulnérabilité et de perdre de vue les structures sous-jacentes et les modes d'organisation qui président aux situations socio-spatiales que l'on connaît (Reghezza, 2006). C'est pourquoi l'on essaiera de réfléchir de façon privilégiée à l'échelle des groupes et des acteurs collectifs. Si l'approche structuraliste lie de façon plutôt mécanique la vulnérabilité aux structures sociales, l'approche constructiviste postule que la vulnérabilité est le produit d'un large ensemble de déterminants, relevant aussi bien des individus que des groupes. Dans le sens de travaux consacrés à élargir l'éventail des facteurs de vulnérabilité et de risque (Wisner *et ali*, 2004 ; Thouret et D'Ercole, 1996), l'objectif va consister à dégager des causes sous-jacentes qui président aux situations de risque dans le temps long, à dégager des structures sociales qui font sens dans une série d'interactions sociales particulières (organisation et fonctionnement du système socio-spatial) en balayant l'essentiel

[141] Vulnérabilité biophysique et vulnérabilité sociale sont rassemblées sous la forme de deux modèles. D'une part, le modèle de « pression et relâche » – *Pressure and Release* – présente trois séries de facteurs expliquant la vulnérabilité et les caractéristiques du système. On distingue des causes 1- « profondes » - *Root Causes*, 2- « dynamiques » ou circonstancielles – *Dynamic Causes*, et 3- de « conditions dangereuses » - *Unsafe Conditions*, selon qu'elles relèvent de la structure (1), de l'organisation (2) ou du fonctionnement (3) du système social. D'autre part, le modèle des « possibilités d'accès » - *Access Model* – rend compte de la capacité d'un même système social à contrecarrer les perturbations déclenchées par un aléa – *hazard*. Le modèle des possibilités d'accès est la partie « relâche » du modèle « pression et relâche ».

[142] Que l'on pourrait assimiler à l'obtention ou à la satisfaction de droits fondamentaux.

de la série de facteurs exposés par D'Ercole (1994) grâce à un essai de géohistoire urbaine de Caracas orientée vers le risque.

- *Pour concilier la vulnérabilité biophysique et la vulnérabilité sociale*

Les deux approches de la vulnérabilité, biophysique et sociale, correspondent à deux approches plus globales de la question des risques. L'approche qui relève de la vulnérabilité biophysique présente des aspects analytiques, plus « techniciste ». Il est possible de faire l'inventaire des enjeux, de prendre en compte leur exposition en fonction d'un aléa, d'évaluer leur résistance intrinsèque afin de modéliser « l'endommagement potentiel ». Si cette méthode est opératoire, elle ne permet pas de prendre en compte une grande complexité de l'espace et le système socio-spatial peut rester relativement « passif ». La seconde approche, en revanche, est plus tournée vers les sciences sociales et relève des dispositions particulières du système socio-spatial. Selon une posture plus synthétique, l'étude de la vulnérabilité sociale permet de se pencher sur les modalités de construction des situations et sur la capacité de réponse du système. Il s'agit là de sa capacité à faire face à la perturbation ainsi que de sa capacité à s'y adapter, voire à recouvrir un équilibre dynamique nourri de l'expérience du trouble : de faire preuve de résilience. Les deux types de vulnérabilité peuvent être néanmoins complémentaires si l'on envisage de concilier l'approche classique qui mesure un endommagement potentiel et ses répercussions, et l'approche qui prend en compte la capacité de réponse des sociétés face à des crises éventuelles.

De façon privilégiée, on se penchera sur ce qui relève de la « géographicité » plus que de la « géométricité » des territoires du risque. Pour ce faire, les neufs critères exposés par D'Ercole (1994) serviront de guide afin de dégager les « causes sous-jacentes » qui président aux situations de risque localisées. Bien que l'accent soit mis sur les acteurs institutionnels, on pourra opérer des détours par certains secteurs de population, et ponctuellement, par quelques individus. De même, la construction des territoires du risque exige d'en considérer le processus à plusieurs échelles, sans pour autant prendre spécifiquement en compte les niveaux d'intégration nationale ou à l'économie globalisée[143]. Ainsi, dans la perspective du risque, la deuxième partie sera consacrée à l'interaction d'une partie des facteurs qui contribuent à construire les situations de risque de Caracas, dans le cadre de l'examen du « contexte géographique ». Ces combinaisons décrivant les caractéristiques internes du système social président à ses vulnérabilités (exposition et capacité de réponse) en révélant, face à l'aléa, des traits fondamentaux, inhérents à la structure, à l'organisation et au fonctionnement du système socio-spatial.

- *Capacité de réponse et résilience : pour humaniser la quadrature du risque*

[143] Le caractère de métropole n'est pas en question dans ce travail qui se concentre sur les modalités de construction – et l'impact sur l'organisation spatiale – de certains territoires de risque dans la ville

La vulnérabilité sociale dépend d'une capacité de réponse qui peut se décliner en trois points : la capacité à faire face à la perturbation ; la capacité d'adaptation ; et en cas de retour à la « normale »[144] enrichi d'un apprentissage, la capacité de résilience. Dans le domaine de la systémique, la « capacité de récupération et de régénération d'un milieu, d'une société [ou] d'un système socio-spatial »[145], doublée d'une forme d'apprentissage, prend effectivement le nom de résilience. Dans la perspective du risque, on valorise l'apprentissage pour insister sur les « capacités d'adaptation telles qu'elles permettront au système spatial de fonctionner après un désastre »[146]. Cet apprentissage permet de distinguer la résilience de la résistance qui est une forme d'immobilisme de l'organisation, caractérisant un système social qui ne se transforme pas en terme systémique[147]. C'est l'image du roseau qui ne rompt pas… mais qui n'évolue guère. En effet, partageant l'avis de Peacock W.,

> « On suggère qu'afin de se « récupérer correctement », un foyer ne devrait pas seulement retrouver ses conditions d'existence, ses biens matériels ou ses modes de vie, mais devrait être plus *résilient* face aux évènements extrêmes suivants. […] Des changements sont nécessaires dans les relations sociales [d'organisation] qui définissent l'accès à la terre, au crédit, à l'emploi et à l'information, pour faire des foyers plus résilients aux évènements perturbateurs suivants »[148] (Wisner *et ali.*, 2004 : 359)

On peut aussi, dans cette perspective, citer les mots d'Aschan-Leygonie :

> « La perspective de la résilience implique un changement de pensée : […] la nécessité pour l'humanité d'apprendre à vivre avec des systèmes naturellement dynamiques et de ne pas chercher une maîtrise du court terme, mais une dynamique résiliente sur le long terme » (Aschan-Leygonie, 2000 : 68)

Ainsi, si la capacité de réponse et l'exposition des enjeux à des dommages constituent deux aspects fondamentaux de la vulnérabilité qui sont incontournables pour l'appréhension du risque, il est important de les distinguer pour la réflexion et dans une perspective d'action. La résilience relève de caractéristiques surtout internes, mais aussi externes, qui président à la fois aux situations de vulnérabilités et aux formes du système socio-spatial dans une combinaison

---

144 La « normale » ne préjuge pas d'une nature particulière de l'organisation du système. Elle consiste plutôt en une trajectoire dynamique du système qui fluctue raisonnablement autour d'un état d'équilibre, sans présenter d'altération significative de son fonctionnement.

145 Définition de résilience dans le glossaire des risques consultable sur le site de Géoconfluences : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Risque/RisqueVoc.htm#r

146 Définition de résilience dans le glossaire des risques consultable sur le site de Géoconfluences : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/transv/Risque/RisqueVoc.htm#r

147 Dans aucun des deux cas, cela dit, la qualité de la structure du système socio spatial n'est affectée

148 *We would suggest that in order to have 'recovered', a household should have not only re-established its livelihood, physical assets and patterns of access, but should be more resilient to the next extreme event. […] Changes in social relations that define access to land, credit, employment and information are required to make households more resilient to the next hazard event* (Wisner *et ali.*, 2004 : 359)

ambiguë[149]. C'est à cette complexité de la vulnérabilité que fait référence Thouret lorsqu'il écrit que, en plus de ce qui relève de « l'exposition » en termes spatiaux et temporels,

> « la capacité d'endommagement des éléments exposés [...] correspond aussi à un système de facteurs structuraux (socio-économiques, culturels, fonctionnels et institutionnels), de dysfonctionnements conjoncturels et de caractéristiques géographiques de l'impact » (Thouret, 1996 : 21)

La résilience permet une modification de l'organisation du système sans en altérer sa structure qualitative (sans provoquer de nouvelle systémogenèse, ni promouvoir un système « structurellement » différent). Elle est de première importance pour le gestionnaire et renvoie à un des objectifs ultimes – idéaux ? – de la gestion des risques pour tous les acteurs du territoire. Si la résilience est difficile à mesurer ou même à évaluer, la capacité de réponse qui y tend est essentielle à la compréhension du risque et à la manière dont ce dernier intervient dans les interactions propres au territoire.

- *Un système de risque : modéliser un « construit » social*

A la définition classique du risque (Dauphiné, 2001 : 24) selon laquelle :

Risque = Aléa *combiné à* Vulnérabilité

Il faut absolument ajouter la précision fondamentale selon laquelle :

Vulnérabilité = Endommagement Potentiel *compensé par* Capacité de Réponse

Avant de procéder à l'articulation de ces différentes notions qui composent la figure du risque, il reste à souligner l'importance que nombre d'auteurs accordent à la dimension sociale de ce thème en s'inscrivant dans une logique de construction du risque et notamment en abolissant la séparation trop nette opérée entre aléa et vulnérabilité comme deux pôles peu dépendants des situations de risque (Pigeon, 2002 ; 2005). Une telle posture scientifique se place bien loin des positions naturalistes d'un Marsh (1965 : XXIV, 3) ou d'un Thoreau défendant un écologisme radical. A l'encontre de ces dérives, Bruno Latour ne se prête pas à une conception mécaniste des rapports entre l'homme et l'environnement, « mais [est porteur plutôt] d'une forme nouvelle qui embraie à la fois sur la nature des choses et sur le contexte social, sans se réduire pourtant ni à l'une ni à l'autre » (Latour, 1991, 13)[150]. Ainsi, dans cette veine, Antoine Bailly considère le risque de la façon suivante :

[149] Sur les difficultés d'évaluation de la résilience territoriale, Reghezza, 2006 : 71-73.

[150] Et il rajoute, non sans malice, à propos – aussi – de ses contemporains : « Lorsque l'ethnologue [ayant tiré les leçons de sa précédente mission] explique à ses informateurs qu'ils ne peuvent séparer la nature et la représentation sociale qu'ils s'en donnent, ceux-ci sont scandalisés ou ne la comprennent pas » (Latour, 1991 : 139)

> « Par définition « évènement dont l'évolution est incertaine, perçu comme une menace qui suscite la crainte », le risque prend son sens par rapport aux sociétés qui l'identifient et qui le qualifient » (Bailly, 1996 : 89)

…faisant de ce dernier un objet éminemment social. Quant à Yvette Veyret, elle considère que

> « le risque est un objet social que l'on peut définir comme la perception d'un danger par une population ou un individu. Le risque est un danger potentiel qui, lorsqu'il survient, peut provoquer une catastrophe » (Veyret, 2004 : 10).

A la lumière des définitions de ces spécialistes, c'est à travers le filtre de la société étudiée que l'on balaiera quelques uns des facteurs principaux qui président aux situations de vulnérabilité urbaine (parmi les neufs facteurs cités dans D'Ercole, 1994) et qui participent des situations de risque à Caracas. Les risques sont le produit de « négociations » (Gilbert, 1994), des « construits » complexes à la fois mécanismes physiques tangibles et représentations, dont on va s'attacher à analyser le processus de production à travers le système socio-spatial de Caracas (Figure 19) en se penchant nécessairement sur un examen diachronique de ses territoires[151].

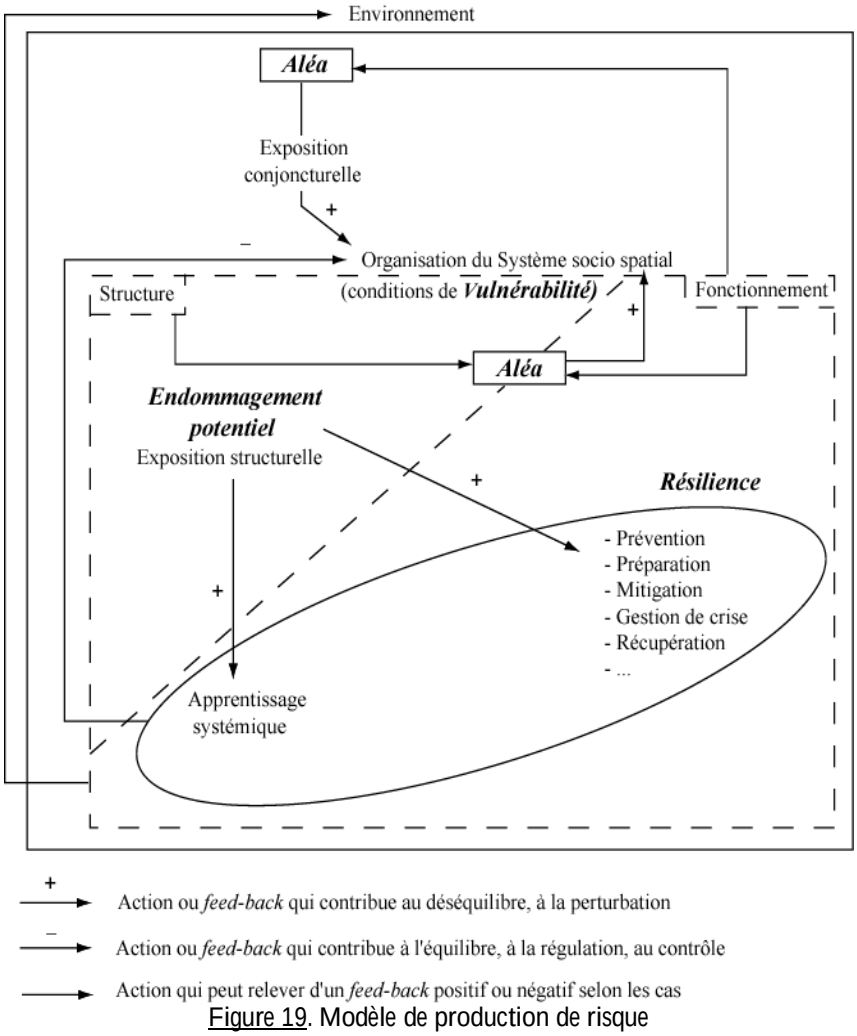


Figure 19. Modèle de production de risque
(Source : Elaboration propre)

[151] On ne peut manquer de faire figurer cette citation classique : « Ce qui est étudié, ce n'est pas seulement les risques eux-mêmes, mais nos représentations de ceux-ci et les pratiques qui en résultent » (Bailly, 1996 : 2)

D'après le modèle proposé de construction du risque, qui n'est pas spécifique aux risques urbains, on voit comment l'aléa peut être exogène tout autant qu'endogène à la société, produit de dysfonctionnements ou de fractures profondes... L'aléa inflige une perturbation au système social organisé selon les modalités d'une exposition contingente (circonstances, moments de l'occurrence…). C'est à ce stade qu'interagissent les modalités propres au système social, relevant de l'endommagement potentiel et de sa capacité de réponse. En fonction de ces trois éléments, la rétroaction produite à la fois sur l'environnement et sur l'organisation du système social peut redéfinir les conditions de vulnérabilité, ainsi que les conditions de l'aléa soit par l'intermédiaire de l'environnement, soit par une reconfiguration interne qui ne change pas la nature du système. La diminution du risque repose pour beaucoup sur l'amélioration de la capacité de réponse évaluée grâce aux critères individuels et collectifs qui la définissent. Ils peuvent aller de la conscience du risque à la nature des rapports sociaux entre les individus et relever d'une temporalité très courte, comme des circonstances de précarité sociale liée à des conditions passagères de chômage, à des temporalités beaucoup plus longues lorsqu'il s'agit des « causes sous-jacentes », comme les politiques d'urbanisation, le rapport des genres… D'après le modèle, il faut ajouter aussi que la diminution du risque peut aussi relever d'une diminution de l'exposition structurelle de la société, en déplaçant les enjeux ou les rendant plus résistants. Mais l'essentiel de notre attention se portera, dans la définition des territoires de risques à Caracas, sur les facteurs socio-spatiaux, tangibles et immatériels, qui aident à comprendre le processus de construction qui mène aux situations actuelles.

Dans la perspective d'un « constructivisme réaliste » (Lévy, 1999 : 44-47), et à la lumière des neuf facteurs présentés par D'Ercole (1994) pour étudier la vulnérabilité urbaine, trois catégories de critères qui se dégagent des études de cas vont contribuer à orienter la réflexion dans les limites établies par le modèle de construction des risques :

- Les conditions physiques tangibles propres à un « ici » et un « maintenant » (la mise en contexte géographique et historique est ici nécessaire).

- Les représentations et les discours, « qui ne se réfèrent pas nécessairement au réel [mais qui sont] constitutifs de la relation, à la fois sensible et pratique, que les hommes établissent avec le monde qui les environne » (Debardieux dans Bailly, 2005 : 200). L'importance des représentations et pratiques sociales de l'espace dans la thématique du risque a déjà occupé de nombreux géographes, des travaux de White sur l'accroissement de la vulnérabilité dans la vallée du Tennessee dû au sentiment de sécurité lié aux investissements dans des ouvrages de protection (White, 1974) aux ouvrages les plus contemporains (Wisner *et ali.*, 2004 ; Cutter, 2006). En effet, « la géographie du risque, en se consacrant aux images du risque, à sa valorisation sociale, à ses dynamiques et à ses

conséquences, l'étudie de façon globale a la fois dans sa représentation et sa gestion territoriale » (Bailly, 1996 : 2).

- Les logiques d'acteurs, en mettant l'accent sur les institutions et politiques publiques engagées dans la gestion et le contrôle territorial, car « il ne s'agit plus pour le géographe de saisir les processus physiques dans leur seule matérialité, mais de les replacer dans l'imaginaire social qui guide la gestion (ou l'absence de gestion) de nos milieux de vie à différentes échelles géographiques » (Bailly, 1994 : 216). En outre, le principe portant sur des logiques d'acteurs parfois contradictoires mène assez directement à adopter une posture géopolitique locale que l'on ne manquera pas de souligner dans la réflexion sur les territoires du risque urbain à Caracas.

La prise en compte d'éléments matériels, mais surtout de certaines représentations et des logiques de différents acteurs engagés dans la production et le fonctionnement du système socio-spatial permet de proposer une explication systémique des formes spatiales de la société urbaine liées aux risques. En prenant le risque comme objet complexe d'étude, on n'aura de cesse de pratiquer un « balancier fertile » entre deux objectifs intermédiaires de la démarche adoptée : « « Décrire et expliquer les aspects de la vie en société qui contribuent à la différenciation du monde » (Claval, 1984), mais aussi, en retour, rendre compte des phénomènes spatiaux qui contribuent à structurer la vie sociale » (Di Meo, 1991 : 6).

Autrement dit, ce sont à la fois les conditions de production des risques et leurs conséquences en retour sur l'organisation de l'espace qui sont soumises à la sagacité du géographe. La démarche adoptée pour cette étude se penche plus sur des critères sociaux, plutôt d'ordre collectif (ou structurel), aux temporalités et aux échelles différentes dans l'espace de la capitale vénézuélienne. Les neufs facteurs exposés par D'Ercole (1994) seront soumis au prisme des trois catégories privilégiées et en constante interaction (éléments tangibles, représentations et jeu institutionnel) dont la pertinence est tirée des trois études de cas présentées. Bien sûr, cela n'empêchera pas de prendre en compte, de façon inégale, une large série d'acteurs intervenant sur les territoires considérés, permettant de dégager ainsi des logiques contradictoires riches d'enseignement. L'approche proposée s'inscrit pleinement dans les termes d'une « écologie politique » telle que l'on peut la trouver dans la littérature anglo-saxonne, qui tend à rapprocher une étude des conditions (de production) matérielles des territoires et une étude des représentations, rapports de force et discours qui ont cours sur ces mêmes territoires, et ce dans un « mouvement de balancier » salutaire, preuve d'une « dialectique fertile » (Lévy, 1999) entre un système socio-spatial et son environnement à différentes échelles :

> « Il est aussi important de reconnaître que nombre de critiques constructivistes à l'encontre des sciences de l'environnement n'ont pas pour

> but de remettre en cause l'existence d'un monde matériel réel, mais tendent plutôt à améliorer les explications biophysiques des problèmes environnementaux divers et complexes. Le simple fait de concevoir des constructions sociales n'entraîne pas le rejet systématique d'un « monde réel », ni la critique des chercheurs qui travaillent de façon réflexive et critique à l'intérieur d'institutions scientifiques orthodoxes […]. Les approches orthodoxes de l'explication environnementale ne parviennent pas à prendre en compte les « bases institutionnelles » – telles que le langage, la délimitation des problèmes à l'étude ou la culture – à travers lesquelles on fait l'expérience des problèmes environnementaux, ni même à reconnaître comment de tels facteurs institutionnels sont reproduits dans les « lois » et explications scientifiques » (Forsyth, 2003 : 274)[152]

Dans cette perspective, des critères généraux sont privilégiés, qu'il s'agisse des structures des systèmes spatiaux, des conditions matérielles et des relations de pouvoir (Hewitt 1983, 1997 ; Wisner 1999, 2003 ; Wisner *et ali.*, 2004 ; Pelling 2003a, 2003b, 2003c ou Douglas et Wildavsky, 1982), ou bien des critères tournés plutôt vers les comportements ou focalisés sur les individus (comme on peut en trouver des revues dans Mitchell, 1999b ou Pelling, 2003a ; spécifiquement : Quarantelli 1992 ainsi que les travaux du Delaware Research Institute ; ou encore Burton, Kates et White, 1978).

> « Globalement, il y a consensus sur le fait que des grilles d'interprétation plus larges sont nécessaires – des grilles qui incorporent à la fois la société, la nature, et toute une série d'autres variables propres au contexte »[153] (Mitchell, 1999a : 42-43).

Ainsi, c'est une approche globale du risque qui présidera au développement des parties deux et trois de ce travail suivant les grandes orientations qui viennent d'être précisées. Si l'on cerne mieux l'approche choisie pour étudier la dimension territoriale des risques à Caracas, une question fondamentale reste toujours d'actualité : Qu'est-ce qui fait la spécificité du risque urbain, et quelles sont les thématiques ou les logiques spécifiques au cas de Caracas ? Ce sont ces dernières précisions qu'apporte la fin de la première partie.

---

[152] *It is also important to acknowledge that many constructivist criticisms of environmental science do not aim to dismiss notions of an externally-real world, but instead aim to improve biophysical explanations of complex and diverse environmental problems. Simply acknowledging social constructions does not imply the rejection of belief in a 'real world', or the criticism of scientists working critically and reflexively within orthodox scientific institutions. […] Orthodox approaches to environmental explanation fail to acknowledge the institutional basis – such as language, problem closure, or culture – through which environmental problems are experienced, and then how such institutional factors are replicated in scientific 'laws' and explanation* (Forsyth, 2003: 274)

[153] *Overall there has been a recognition that broader interpretive frameworks are necessary – frameworks that incorporate both society and nature and a variety of contextual variables*

2.2- La spécificité urbaine du risque à Caracas

> *« Et de plus en plus on évoque les risques urbains, dans ces villes où s'accumulent des perturbations liées à la pollution, au chômage, à l'insécurité, à la drogue, aux troubles sociaux. Autant de risques difficilement maîtrisables qui forment les nouvelles menaces des sociétés occidentales »* (Bailly, 1996 : 90)

2.2.1- Le caractère urbain et les limites qu'il impose à l'étude du risque

- De ce qui rend le risque « urbain »

Dans les années 1990, la géographie anglo-saxonne présente des réflexions, sinon abouties, du moins avancées sur la spécificité « urbaine » des risques. Pour Hewitt (1997), les fortes densités, caractéristiques notamment des milieux urbains, présentent quatre spécificités en terme de vulnérabilité. Elles donnent lieu à une concentration en terme d'énergie et de transport, à une certaine promiscuité et une propension à la diffusion de germes et de maladies, elles entraîne une grande complexité et de multiples interactions entre les différents éléments du système urbain, et enfin, durant les périodes d'instabilité politique, les populations en situation de forte densité (profil « urbain » ou « capitale ») semblent plus exposées à des dommages, dégâts, répressions…

Mitchell (1999a) quant à lui soutient que le rapprochement entre les études urbaines et les études de risque est le produit des efforts de la DIRDN[154] et d'institutions internationales comme l'UGI[155] grâce, entre autre, à son travail sur la vulnérabilité des grandes villes. Selon Mitchell toujours, dans la perspective des risques, l'association des risques et de la ville peut renvoyer à une série de spécificités telles qu'une forte intervention du milieu, un accroissement de l'exposition, un rythme de renouvellement urbain qui peut ne pas (plus) correspondre à la croissance et participer ainsi à l'obsolescence du parc immobilier, une concentration de personnes « vulnérables » par l'attraction exercée par la ville sur les pauvres, les oubliés, les marginaux…, ou enfin une absence de prise en compte des risques dans la planification urbaine.

Les contributions sont de plus en plus nombreuses sur la figure du « risque urbain », du fait de l'intensification de l'urbanisation et des « problèmes » de la ville qui se perpétuent et parfois s'accentuent… A l'échelle planétaire, « les catastrophes urbaines sont surreprésentées en Amérique du Nord et surtout en Amérique du Sud » (Dauphiné, 2001 : 160). Durant la DIRDN, l'initiative des Nations Unies a été mise à contribution pour la conférence Habitat II à travers un programme consacré aux risques sismiques urbains[156]. Après *La ville « et » ses dangers* (Chaline et Dubois-Maury, 1994), Claude Chaline et Jocelyne Dubois-Maury, interrogent la spécificité des « risques urbains » (Chaline et Dubois-Maury, 2004) pour lesquels Damienne Provitolo identifie à

[154] Décennie Internationale pour la Réduction des Désastres Naturels. Les années 1990 y furent consacrées à l'initiative de l'ONU.
[155] Union Géographique Internationale
[156] *Risk Assessment Tools for Diagnosis of Urban Areas Against Seismic Disasters*

son tour cinq critères spécifiques, à savoir la concentration, la densité, la contiguïté, les pratiques d'urbanisme et le processus physique de construction. Pour l'auteur, la particularité des risques urbains tient en trois points : « la nature d'un risque, l'impact de la ville sur l'aggravation ou l'atténuation des risques, et les effets dominos » (Provitolo, 2002 : 137). De fait, les observations convergent pour souligner « que l'on assiste actuellement à une montée globale des risques qui affecte les populations métropolitaines dans leur vie la plus quotidienne » (Antier, 2005 : 151). Pour Magali Reghezza,

> « On peut isoler trois grands types de dangers qui sont vus comme spécifiquement urbains […] : les risques technologiques et en particulier les risques industriels restent *le* risque urbain par excellence, […] les risques sanitaires et environnementaux liés aux modes de vies urbains : pollution, bruit, stress, dégradation des paysages […], et des risques liés à la fracture du corps social : il peut s'agir de violences sporadiques, qui rappellent les émeutes urbaines du passé, d'insécurité rampante prenant des formes diverses (incivilités, atteintes aux biens et aux personnes), d'actes terroristes…» (Reghezza, 2006 : 29-30).

L'auteur fait même la distinction entre risques mégalopolitains (pour des villes au moins millionnaires) et risques métropolitains[157]. Et si le caractère métropolitain de Caracas reste à discuter (Baby-Collin et Zapata, 2006), il est indéniable que la mise en espace des situations de risques avérés qui précèdent la matérialisation des catastrophes n'est pas aléatoire et n'est pas non plus indifférente à la nature ou aux pratiques des territoires urbains. Pour le cas de la capitale vénézuélienne on peut faire notres les constats suivants :

> « L'action anthropique péjore les effets des phénomènes naturels ou amplifie leur enchaînement dans les espaces densément peuplés, à tel point qu'elle provoque des catastrophes, par exemple en milieu urbain. Une telle croissance se traduit par l'occupation de zones dangereuses : rivages, piémonts ou vallées inondables, bassins ou couloirs intra montagneux et surtout pentes peu ou pas constructibles. La consommation d'espace s'accompagne de multiples dysfonctionnements urbains, techniques et socio-économiques, voire politiques, qui freinent le développement d'une véritable planification préventive. La ville multiplie les conséquences des phénomènes naturels dommageables, à cause du contexte topo climatique et orographique

[157] La différence avec les simples risques urbains tient aux cinq enjeux spécifiques relevant de fonctions de la métropole caractérisée par la diversité fonctionnelle, à savoir le commandement politique, les commandements économique et financier, la fonction culturelle, la fonction logistique et la recherche et développement. Les risques métropolitains se caractérisent par une très grande valeur des enjeux – difficilement chiffrables ou remboursables – par une grande complexité du système socio spatial – favorable aux effets dominos notamment – et par une imbrication d'échelles très différentes (Reghezza, 2006). On les désigne aussi les « nouveaux risques » (Godard *et ali*., 2002).

> dans les zones dangereuses comme les plaines inondables ou sur les pentes propices aux mouvements de masse et aux effets néfastes des séismes, en raison de la mauvaise qualité du bâti. L'exposition des sites est encore accentuée par la croissance mal contrôlée et la morphologie urbaine. Les modes d'occupation du sol sont à la fois la source des effets néfastes induits dans les villes des PED et la conséquence des politiques foncières. Ainsi, la vulnérabilité des cités en cas de catastrophe se traduit par un endommagement conséquent : le séisme de Mexico a coûté environ 20% du PNB mexicain de 1985 » (Thouret, 1996 : 29)

Si bien des situations de risque n'y sont pas *a priori* spécifiques, la ville s'inscrit de toute évidence dans un milieu particulièrement intervenu. En s'appuyant sur les définitions qui précèdent, on se propose de considérer le risque comme urbain selon quatre modalités principales qui relèvent des critères de définition[158] : aléa, vulnérabilité biophysique, vulnérabilité sociale, et leur dimension géographique, à savoir qui relève de la localisation, de la matérialité et des pratiques ou des représentations. Ainsi, le « risque urbain » peut relever tout d'abord d'un aléa spécifiquement urbain, provenant de l'organisation ou du fonctionnement du système socio-spatial, dans le cas, par exemple, des « bulles de chaleur » provoquées par l'accumulation et le dégagement de chaleur de la ville qui, dans certaines conditions climatiques, peuvent entraîner des pollutions persistantes ou des précipitations localement plus violentes. Les émeutes urbaines ou des comportements délinquants récurrents sont aussi parfois signalés comme des aléas « produits » de la ville, des dangers spécifiquement urbains. Dans un second temps, le risque peut apparaître comme « urbain » du fait d'une vulnérabilité spécifique de la ville. C'est plutôt dans cette perspective que s'organise notre réflexion autour du risque à Caracas. De fait, si l'on suit l'un des aspects de la vulnérabilité, on trouve de toute évidence en ville une grande densité d'enjeux et une concentration importante de valeur ajoutée susceptibles d'être endommagés ou mis en péril face à une quelconque perturbation – ce que l'on a appelé la vulnérabilité biophysique. Du fait de la densité des enjeux et d'une forte contiguïté, les risques induits ou les effets dominos sont assez courants et multiplient les possibilités de dommages.

> « La vulnérabilité des très grandes mégalopoles s'accroît, car dans ces agglomérations la maîtrise humaine parvient difficilement à saisir de façon

[158] André Dauphiné distingue trois grandes catégories parmi les risques urbains, à savoir ceux qui sont endogènes, ceux qui sont exogènes, et ceux qui sont « amplifiés ou atténués par une urbanisation plus ou moins bien maîtrisée » (Dauphiné, 2001 : 164). Yvette Veyret quant à elle considère la « vulnérabilité urbaine […] en terme de territoire, de rupture, de ségrégation et de fragmentation » (Veyret, 2004 : 139). Gilles Antier énumère les risques sanitaires, naturels, industriels et énergétiques, liés à l'insécurité, et au terrorisme (Antier, 2005 : 150-170). Ces différentes approches ne sont pas incompatibles, elles traduisent simplement un point de vue sensiblement différent, dépendant souvent de l'objectif de la réflexion.

cohérente toutes les variables pour assurer une gestion efficace des risques et des catastrophes » (Dauphiné, 2001, 170).

L'effet mécanique d'une forte exposition liée au principe même de la ville est fondamental mais reste un état de fait. Il est important de se pencher de manière conjointe sur les processus de la conformation des risques urbains et de l'espace urbain. Dans un troisième temps, nous rappellerons cette fois que la vulnérabilité sociale est liée à la capacité de résilience, dans le sens d'un retour à l'équilibre dynamique et de l'apprentissage du système socio-spatial urbain. Elle permet de pointer fondamentalement trois spécificités de l'urbain vis-à-vis du risque. Par définition encore, la ville est une conjonction de taille, de densité et de diversité, dont la spécialisation favorise grandement les échanges. Les trois spécificités sont les suivantes :

- Forte d'un important capital confiance ou d'espoirs d'opportunités à saisir, malgré une double image ville mouroir Vs ville sécurisante, la ville peut entraîner deux comportements contradictoires pour les habitants. Ces comportements sont liés à leurs représentations, et présentent une traduction directe en termes de vulnérabilités. Il peut s'agir d'une part d'un optimisme excessif lié à l'arrivée en ville et à l'expectative du « progrès »[159], d'autre part d'une accumulation de difficultés et d'une hiérarchisation des priorités (manger, se loger, travailler…) qui font rétrograder la préoccupation et la conscience du risque dans l'ordre des priorités, jusqu'à les considérer comme secondaires, voire comme une fatalité.

- La ville maximise l'échange entre des parties différentes et multiplie les flux, en intensité et en nature (Pigeon, 1994)[160]. Elle entraîne la division du travail et une intensification des échanges entre individus et entre lieux. Ce type de fonctionnement est particulièrement exposé à interruption, la ville apparaît vulnérable par son interdépendance. Le fort degré d'intégration du système pousse à une haute exigence de coordination, à un certain degré de technicité, afin de coordonner les capacités de gestion de risque du système considéré. Une telle complexité offre par conséquent des configurations particulières à la ville en situation de risque. Si elle fait état de plus d'opportunités, elle est aussi la possibilité de plus d'erreurs, de défauts, de mépris.

> « Du fait de la concentration sur un même espace de populations, d'activités, et de sources de risques se cumulant au cours du temps, la ville accroît la complexité des actions de prévention et rend difficile l'appréciation de tous les effets » (Ansidei, *et ali.*, 1998 : 3).

[159] « Le projet urbain aspire à un idéal de sécurité parce qu'il est une réponse spatiale au désir de prendre des risques, individuels et collectifs, désir qui renvoie à son tour à l'idée de progrès et de développement » (Reghezza, 2005 : 112)
[160] « Les risques apparaissent comme les effets secondaires d'un transfert de potentiels humains, d'énergie et d'information sur des territoires d'extension limitée, transfert indispensable au développement urbain » (Pigeon, 1996, 61)

- La multiplicité des acteurs qui interviennent dans cette complexité, dont les logiques sont souvent contradictoires, ajoute à la difficulté. La ville, par ses différentes caractéristiques, n'est pas toujours l'espace du consensus – chose qui se vérifie avec force pour Caracas ! – alors même que la gestion du risque exige un fort degré de cohésion dans la gestion territoriale.

En définitive, la complexité liée au système socio-spatial urbain peut être un facteur déclencheur d'aléa tout aussi bien qu'un élément de péjoration de la vulnérabilité. Les politiques territoriales, les logiques urbaines contradictoires du fait de la concentration de populations hétérogènes aux intérêts différents, les faiblesses ou dysfonctionnements liés à la complexité de la ville ou les rivalités liées à un statut de métropole ou de capitale ne sont pas à négliger. Les particularités urbaines de la vulnérabilité biophysique et de la vulnérabilité sociale rejoignent en partie celles des aléas dont la dimension anthropique peut être moins évidente. Ces trois premières modalités du risque urbain sont à nuancer à travers le temps (qu'il s'agisse, hier, de la gestion du système autoroutier de la capitale, ou aujourd'hui, de la construction de logements dans des « zones à risque »), mais aussi à travers l'espace (en terme de gestion métropolitaine problématique et conflictuelle, dans le cas de mobilités ou dans celui de l'invasion de terres aux marges et au centre de la ville). Enfin dans un quatrième et dernier temps, si l'on reprend le fil des quatre modalités principales du risque urbain, force est de souligner que l'espace géographique de la ville n'est pas neutre. Il n'est pas qu'un support, pour le risque urbain dont la cartographie serait l'objet ultime de l'étude. La logique de l'espace géographique urbain, en l'occurrence la spécificité du territoire de Caracas, intervient dans le processus même de production du risque urbain. C'est parce que le risque, nous l'avons vu, s'inscrit dans une perspective sociale, à la fois individuelle et collective, qu'il se pare pour beaucoup des atours et des logiques du territoire de la ville. Nous faisons l'hypothèse que risques et territoires sont consubstantiels. Ainsi, l'étude du risque urbain nécessite d'examiner les spécificités liées au territoire considéré (en terme de processus de production et de fonctionnement) et par conséquent d'évaluer les principales modalités énumérées : la ville conçue comme productrice à la fois d'aléa et de vulnérabilité biophysique et sociale, et dont la genèse du territoire est consubstantielle de celle du risque.

Ces quatre aspects fondamentaux liés à la ville, pour figurer parmi les caractéristiques du risque urbain, n'entraînent pas forcément pour autant une intensification systématique des situations de risque. En effet, ça n'est pas tant la ville en soi qui fait figure de territoire de risque, que la manière dont elle est « produite ». C'est ce que s'attache à montrer Dauphiné lorsqu'il expose les « effets contradictoires [de l'urbain] sur les catastrophes » (Dauphiné, 2001 : 162) ou ce que signale Reghezza à propos du risque « positif » que représente la ville (Reghezza, 2005), quand elle « constitue le symbole du progrès qui améliore la condition humaine » (Dauphiné, 2001 : 164). Si l'intromission dans le couple risque et territoire marque fondamentalement notre approche du

risque urbain à Caracas, la réflexion sera l'occasion d'interroger plus avant la façon dont ces deux objets se construisent mutuellement et d'éclairer autrement la réalité géographique de la capitale vénézuélienne. Tout en se concentrant sur des aspects de construction territoriale à Caracas autour du risque, ce travail se range derrière la démarche de recherche de November lorsqu'elle écrit : « Le risque est une composante intrinsèque du territoire, qui a une (ou des) logique(s) spatiale(s) » (November, 2002 : 35), et même plus, géographique(s).

- Les limites posées au risque urbain à l'étude

Si le risque peut, dans les termes de l'économie rationnelle par exemple, recouvrir des aspects positifs et constituer un atout (lorsque le hasard en est évacué) pour les métropoles les plus compétitives, nous nous contenterons au fil de cette analyse d'appréhender le risque urbain selon une approche territoriale, sans prétendre à une exhaustivité analytique de la multiplicité des risques propres à la ville. Cette approche prend aussi bien en compte l'inscription des risques dans l'espace en terme fonctionnel que leur processus de territorialisation, mais on ne s'intéresse aux risques urbains que dans la seule mesure où ils concernent l'échelle du système socio-spatial de Caracas, par définition néanmoins en interaction avec un environnement. Les facteurs de vulnérabilité, s'ils permettent d'aiguiller l'analyse sur la production de situations de risques, ne feront pas pour autant l'objet de révisions systématiques. En effet, l'essentiel de l'interrogation, plus que sur les risques dans la ville, porte sur l'interface entre construction du risque et construction du territoire. Ainsi par exemple, les risques financiers liés à l'investissement dans la ville ou l'intégration à l'économie globalisée, intéresseront au titre des impacts à terme sur le système socio-spatial, sans pour autant occuper le cœur du travail, dans la mesure où ils sont plus le fait de l'inscription interdépendante de Caracas dans le système urbain global et la mondialisation que de configurations propres à la ville. De même, on ne se penchera pas de façon spécifique sur les nouveaux risques – liés au désenchantement de l'idéologie du progrès et à l'évidence à laquelle il faut se rendre, « le risque 0 n'existe pas ! » (Godard *et ali.*, 2002), sur les risques émergents – dont le domaine d'impact est extrêmement large. Ces nouveaux risques sont pour beaucoup liés aux nouvelles technologies ainsi qu'au nouvel ordre du monde en ce début de XXIe siècle et très difficiles à « rationaliser » en terme d'assurances, c'est-à-dire en terme de risque calculé (*OECD*, 2003), dont on évacue l'incertitude. On ne s'attachera pas non plus spécialement aux risques complexes, « composés » de plusieurs risques, par opposition aux risques sectoriels (Wisner, 1999), dont les grandes villes ou métropoles sont pourtant perçues comme des foyers privilégiés. Fondamentalement, l'approche des risques urbains pour Caracas est restreinte à l'ensemble des risques que doit appréhender le gestionnaire public urbain dans le cadre d'une politique territoriale, ce qui n'empêche pas de considérer toute une série de facteurs de différente nature intervenant directement ou non dans la conformation des territoires urbains. De cette manière, on se place dans la perspective d'un acteur particulier ayant l'action pour horizon, sans

pour autant négliger les autres acteurs qui interviennent dans la problématique (notamment les individus ou les « communautés »[161]), ni les différentes échelles des problèmes de gouvernance qui sont impliquées.

Pour ce qui est de la gestion urbaine et de l'autorité publique sur les territoires, la ville de Caracas présente la particularité de disposer d'une entité métropolitaine bien en deçà du territoire métropolitain effectif et de l'unité fonctionnelle de la grande Caracas. Le territoire urbain pris comme référence à l'occasion de ce travail correspond à celui qui est sous l'autorité de l'instance publique métropolitaine chargée de la coordination, entre autres, des politiques territoriales (aménagement du territoire, gestion des risques, gestion de l'espace, urbanisme…), à savoir la mairie métropolitaine de Caracas, dont le district métropolitain (DMC) englobe les 5 municipes déjà mentionnés. Ces particularités politico-territoriales feront l'objet de développements ultérieurs, mais sans que cela empêche de dépasser les bornes du DMC, il a semblé important de se placer dans la perspective d'un acteur public, dans les limites opérationnelles d'un territoire urbain. Du reste, une réforme constitutionnelle de fin 2007 envisageait une modification de la « géométrie du pouvoir », c'est à dire des modalités de contrôle territorial et d'autorité publique, notamment sur le territoire de la capitale. Malgré son rejet par référendum national, ce sont là autant d'enjeux nouveaux dont il faudra tenir compte au rythme des évolutions politico-légales du Venezuela.

En définitive, dans le cadre de notre réflexion, le risque urbain est posé comme l'ensemble des risques dont la relation à l'espace urbain définit à la fois une inscription géométrique (simplement spatiale) et un processus de territorialisation (liant acteurs, échelles de temps et d'espace à travers des aspects matériels et immatériels) propres au caractère urbain du territoire en question. Plus qu'un problème technique de coprésence, soluble dans une approche sectorielle, le risque urbain prend une dimension sociale forte, à travers un processus de territorialisation, qui souligne l'originalité de la démarche. Se limiter à identifier l'inscription spatiale des différents risques dans l'espace urbain à l'échelle de la ville de Caracas reviendrait assez vite à « rougir » la carte de façon homogène ou presque. Au-delà de la spatialisation du phénomène, une conception générique du risque à l'échelle de la gestion publique de la ville amène plutôt à observer et comprendre le cheminement – le contexte géographique – qui aboutit aux risques urbains que l'on connaît à Caracas afin, il faut l'espérer, de mieux les appréhender et mieux les gérer.

2.2.2- La spécificité de Caracas vis-à-vis du risque urbain

C'est fort de ces éclaircissements concernant les notions de risque urbain, d'aléa, de vulnérabilité, d'enjeux ou de résilience que l'on peut dresser une synthèse circonstanciée des trois études

[161] De fait : « L'espace est une réalité vécue au niveau de l'individu autant qu'une abstraction gérée par de grands agrégats » (Roux, 1999 : 71).

menées sur Caracas, montrant la pertinence du choix de la capitale vénézuélienne ainsi que les pistes empruntées pour la réflexion :

- *Des menaces à la fois exogènes et endogènes*. Si l'on peut distinguer l'origine de la plupart des menaces, il apparaît que peu de menaces dites exogènes (extérieures au système social et indépendantes de celui-ci) sont totalement affranchies de responsabilité humaine. Si l'aléa sismique à Caracas en reste un bon exemple, Patrick Pigeon fait néanmoins remarquer très justement que lorsque l'onde sismique traverse un terrain meuble (un remblai), ménagé par les hommes pour faciliter des constructions quelconques, l'accélération de l'onde qui résulte de ce passage par le terrain mobilisé, et par conséquent l'augmentation du potentiel de destruction de l'aléa, est le fait de l'action anthropique[162]… Bien peu de menaces exclusivement exogènes donc, à la différence des nombreuses menaces de type endogène. De fait, par définition, la ville correspond à une maximisation des mises en relation, à une intensification des mobilités et des flux, à une activité soutenue… Le fonctionnement d'une société à l'occupation dense multiplie les tensions internes et une technicité croissante du système socio-spatial oblige à une maintenance et une innovation constante sans lesquels l'équipement, ou plus largement la technologie, est amenée à faillir (on y retrouve une des limites pointées par Hewitt, 1997), mettant en péril le fonctionnement de la ville (on peut penser aux dérives de l'insécurité de manière générale, aux équipements autoroutiers ou au service d'eau dans différents quartiers de la capitale). Le risque est définitivement une affaire de société.

- *Importance des acteurs et faiblesse institutionnelle*. Ce que l'on peut évaluer comme aléas fondamentaux concernant Caracas, depuis l'extérieur, ne correspond pas forcément à l'idée que s'en font ceux qui pratiquent l'espace en question. Il est intéressant de voir comment, en fonction des acteurs, le risque prend des formes – et des réalités – différentes dans Caracas, en terme de perception ou d'action. Ce que Bozonnet dit de l'état de catastrophe est aussi valable pour les situations de risque :

  > « Défini socialement, l'état de catastrophe est donc éminemment subjectif : le jugement porté dépend évidemment des intérêts matériels en jeu mais il charrie aussi de l'affectif et de l'imaginaire » (Bozonnet, 1994 : 29).

  La réaction, discriminée *a priori* par les lieux, face aux glissements de terrain ou la non anticipation de l'interruption de l'autoroute Caracas – La Guaira, tout comme la façon dont différents espaces de la ville étaient, en 2002 tout du moins, investis d'un sens politique et d'un sentiment de sécurité (ou d'insécurité) répondent à des logiques de

[162] Pour la problématique des remblais et des ravines dans un autre contexte urbain, on pense aux travaux de réalisés sur Quito, et notamment Metzger et Peltre (1996).

construction territoriale par les individus ou les groupes, qui passent par la notion de risque. A ces acteurs là s'ajoutent les autorités publiques, locales ou nationales et l'ensemble des institutions aux implications territoriales qui permettent de structurer socialement l'espace géographique de Caracas. Ainsi, l'encadrement institutionnel du système socio-spatial fait montre de certaines déficiences, de rivalités voire d'incapacités, héritées ou circonstancielles, qui sont particulièrement dommageables dans une ville exposée. La faiblesse des institutions, fondamentales dans la structuration de l'espace, mérite par conséquent autant d'attention que les rivalités politico-territoriales qui renvoient aussi bien à un climat politique conflictuel qu'à une fragmentation de la gouvernance sur le territoire urbain. De fait, l'unité fonctionnelle de la ville, cet espace qui prend le nom de grande Caracas, ne correspond pas au territoire qu'embrasse la dite autorité métropolitaine (la mairie du DMC).

- *Les perspectives de gestion de risque urbain*. Manifestement, la capitale ne manque pas de ressources humaines et techniques pour connaître les menaces, voire connaître les risques face auxquels il importe d'agir. Les travaux et inventaires systématiques sur les glissements sont à disposition, et l'on ne faisait que « redécouvrir » périodiquement l'état de délabrement du viaduc, jusqu'à sa chute en 2006… Au-delà de rivalités institutionnelles qui peuvent entraver un fonctionnement efficace, il semble plutôt que c'est une approche sectorielle qui pose des difficultés opérationnelles, notamment à la Protection Civile Métropolitaine, au moment de l'action. Il est particulièrement compliqué d'appréhender la diversité des facteurs de risque, et le manque de coordination fait que l'on n'articule pas ou peu les phases de prévention dans la planification, de gestion de crise et de retour d'expérience. L'éclatement des efforts semble desservir sur ce point la gestion des risques urbains.

- *Les risques urbains : un enjeu social*. La question de la sécurité publique, de la protection des individus, de la qualité de vie et des conditions de vie dignes pour tous font du risque une thématique centrale à Caracas (du fait aussi des accidents ou désastres récurrents). La sécurité prend des tournures politiques lorsqu'elle « accuse » le pouvoir en place pour son incapacité, alors que les conditions de vie des habitants dans les *barrios* de *ranchos*, sur les versants instables, pointent du doigt l'incurie de décennies de gestion urbaine aveugle. Le risque devient plus généralement un enjeu politique, mobilisé dans le débat ou à travers les modalités d'application du pouvoir. Il justifie la constitution de conseils locaux pour inverser la tendance du processus de décision et mettre les élus devant leurs responsabilités de pouvoir exécutif. C'est le cas des Comités de Terres Urbaines, ou autres « comités » adjoints à différentes structures participatives en cours de consolidation. Enfin, parce qu'il relève aussi d'une dimension existentielle, des conditions

de vie de chacun et des pratiques singulières d'un territoire, le risque marque les lieux comme les hommes. Il fait de certains endroits de la ville des territoires « impraticables » pour différentes catégories de citoyens, fortement investis de sens, qui relaient la conflictualité politique et sociale, et participent des diverses dimensions de la fragmentation urbaine en limitant, en supprimant ou en rendant très problématiques les contacts entre les habitants de différents quartiers, selon qu'ils sont en territoire « occupés », « libérés », « rouges »…

- Des risques urbains qui certes *touchent souvent tous les habitants, mais de manière différente en termes sociaux et en termes géographiques*. Dans la perspective d'échelles articulées, des risques localisés (près d'un réservoir d'hydrocarbure ou à proximité d'un talus) aux risques qui touchent de façon générale le fonctionnement de la grande Caracas, l'ensemble des citoyens est exposé aux risques. Tous, plus ou moins, sont susceptibles de subir un « endommagement potentiel », mais dans la limite des caractéristiques du territoire, donc aussi de la capacité de chacun et du groupe concerné à gérer le risque et à s'y adapter pour le dépasser. Tous les territoires en fonction de leurs caractéristiques diverses, ne sont pas également « dotés » pour faire face aux risques et offrir la possibilité d'une alternative. Tous les habitants de Caracas ne disposent pas non plus des mêmes opportunités culturelles, économiques, matérielles ou de mobilité, parmi bien d'autres, pour affronter le risque et faire diminuer sensiblement leur vulnérabilité. Si tous sont exposés, bien qu'à divers degrés, à différentes menaces, tous ne disposent pas de la même capacité de résilience dans la perspective d'une perturbation. Cette capacité d'adaptation se décline en ressources individuelles (c'est surtout là le domaine des sciences humaines qui traitent de l'individu) mais aussi en terme d'encadrement et de structuration des territoires, collectifs ou institutionnels (autant d'acteurs familiers au géographe et qui s'inscrivent pleinement dans la production des territoires).

- Au-delà de la menace, *le risque urbain est une production sociale* qui s'inscrit nécessairement dans le processus de conformation des territoires de Caracas. Si l'on suit Claude Gilbert :

> « Tout danger, même le plus évident, n'est socialement pris en compte qu'après avoir pris la forme d'un risque résultant d'un travail de définition, d'une élaboration collective que la sociologie assimile souvent à une « construction » » (Gilbert, 1994 : 46).

Un examen diachronique de la ville face aux risques ne peut faire défaut. Ce qui fait sens aujourd'hui ne fait pas forcément sens au siècle dernier ou il y a 30 ans. Il y a quelques décennies, on portait bien peu d'intérêt aux collines couvertes de *ranchos* à Caracas (ces formes d'occupation, assez vite majoritaires, n'apparaissaient même pas sur la plupart des

cartes), et périodiquement seulement aux populations qui les occupent alors qu'elles se retrouvent aujourd'hui au cœur d'un processus politique national en tant qu'acteurs et porteurs légitimes de revendications liées à leurs conditions de vie. Les réalités prennent du sens en fonction des sociétés et du moment. L'examen de la conformation discriminée, dans le temps et dans l'espace, d'un système socio-spatial, de ce que l'on pourra nommer le « contexte géographique », parait tout indiqué. Cette petite entreprise de géohistoire limitée aux implications du risque dans la production du territoire urbain permet de mettre ces notions en perspective et de souligner tous les aspects du risque, comme de façon plus spécifique de la vulnérabilité ou de la résilience, qui relèvent d'une construction. De fait, la vulnérabilité est aussi un produit historique et social que l'on a tendance à naturaliser à Caracas comme ailleurs. On suit en cela la mise en garde de Marc Augé lorsqu'il écrit :

> « Simplement, nous avons appris parallèlement à douter des identités absolues, simples et substantielles, tant au plan collectif qu'au plan individuel. Les cultures « travaillent » comme le bois vert et ne constituent jamais des totalités achevées (pour des raisons extrinsèques et intrinsèques) ; et les individus, aussi simples qu'on les imagine, ne le sont jamais assez pour ne pas se situer par rapport à l'ordre qui leur assigne une place : ils n'en expriment la totalité que sous un certain angle […]. Ni la culture localisée dans le temps et l'espace, ni les individus dans lesquels elle s'incarne ne définissent un niveau identitaire de base en deçà duquel aucune altérité ne serait plus pensable » (Augé, 1992 : 33).

Aussi, s'il n'y a pas de fatalité à la vulnérabilité, il est fondamental d'examiner les implications du discours qui porte l'idée de la vulnérabilité comme une caractéristique intrinsèque des territoires comme des individus. A Caracas, plus qu'une variable de fait, la vulnérabilité semble se construire surtout dans le temps autour de logiques qui ont majoritairement présidé aux développements urbains. Pour Yvette Veyret,

> « Les territoires du risque traduisent les inégalités sociales, et s'accompagnent de ségrégation spatiale, les territoires où vivent les plus pauvres étant souvent ceux où les aléas sont les plus fréquents et les plus importants, ce sont aussi des territoires où l'urbanisation est anarchique voire informelle » (Veyret *et ali*., 2005 : 67).

On constate une reproduction des conditions de dépendances des primo arrivants en ville qui, en plus de leur « minorité » en termes socio-économiques, culturels, ou de formation, se voyaient ajouter à leurs faibles opportunités une domination exercée par le biais de leur

lieu de vie, structurellement exposé. Il y a là dans les logiques de production du territoire urbain à Caracas l'hypothèse à tester d'une double domination des migrants, qui se décline en termes sociaux et géographiques, et qui pourrait faire de la vulnérabilité, plus qu'un « donné » dans une approche culturaliste, une variable socialement déterminante (sorte d'injonction sociale policée ?) dans une posture plus constructiviste.

Ainsi, l'étude de Caracas présente l'intérêt d'offrir un terrain favorable pour apporter des éléments de réponse aux questions élaborées autour du risque. Cette capitale, dont l'exposition à différentes menaces ne fait pas de doute, offre de plus des « cas d'école » concernant les aspects institutionnels et de politiques publiques pour la gestion du territoire et la gestion des risques. Enfin, les changements radicaux et convulsions violentes que traverse la société vénézuélienne, et particulièrement la population de la capitale nationale, permettent de dégager avec plus d'évidence les enseignements des représentations et du discours des différents acteurs compromis dans les situations de risque urbain.

Enfin, la proposition, à titre indicatif, d'un inventaire sommaire et non exhaustif des accidents ou désastres très divers qu'a subi la capitale avant sa période moderne (jusqu'aux années 1930) et croisés au hasard des lectures (Figure 20, page 117), apporte des éléments, en plus des trois études de cas, pour mettre en perspective l'essai de géohistoire qui fait l'objet d'une grande partie des chapitres 3 et 4 de la deuxième partie. Rogelio Altez (2006a) souligne le peu d'intérêt porté aux désastres passés que l'historiographie ne voit pas comme des caractéristiques fondamentales de la société vénézuélienne d'alors, malgré un des évènements significatifs et une lecture sociale qui n'est pas sans intérêts :

> « Ainsi, des évènements soudains, tels que de brusques sédimentations, des pluies, des inondations, des tsunamis, des tempêtes et des séismes, ainsi que des évènements aux temporalités plus longues, telles que des épidémies, des sècheresses, des invasions d'insectes et des crises agricoles, ont à peine été mentionnés comme des faits isolés ou étrangers à l'histoire de cette région, et certainement pas comme une caractéristique structurelle liée aux conditions naturelles de ce pays »[163] (Altez, 2006a : 47)

[163] *Así, eventos de impacto súbito: aluviones, lluvias, inundaciones, tsunamis, huracanes y temblores, y de impacto lento: epidemias, sequías, plagas y crisis agrícolas, han sido apenas mencionados como hechos aislados o exóticos en la historia de esta región, mas no como una característica estructural de las condiciones naturales de este país.* (Altez, 2006a :47)

Date	*Perturbation, Accident ou Désastre*	*Source*
1568	Attaques par les indiens jusqu'à la réunion du premier *cabildo* le 8 avril	
1574	Invasion de sauterelles	Gasparini, s.d.
1580	Variole, les indiens meurent	Imbesi et Vila, 1995: 56 / Herrera Luque, 1979b: 411
1594	Invasion de sauterelles	Arellano Moreno, 1972
1595	Ville en flammes. Le pirate Amyas Preston, et non Francis Drake, prend la ville d'assaut… le gouverneur n'est pas en ville.	De Armas Chitty,1967 / Herrera Luque, 1979b : 411
1595	Peste à Caracas	De Armas Chitty,1967
1641	Séisme de San Bartolome	
1657	Peste	Herrera Luque, 1979b : 146. L'auteur précise: « La peste apparut en juillet, avec l'arrivée du nouveau gouverneur Vera Moscoso. Des 8000 habitants que comptait la ville, le quart est décédé »
1658	Peste	
1662	Les rats et les sauterelles dévorent les semis	Gasparini, s.d.
1667	Variole	Gasparini, s.d.
1668	Henry Morgan assiège La Guayra et prend Puerto Cabello	Herrera Luque, 1979b : 411
1680	Pirate Français Grammont prend la Guayra	Herrera Luque, 1979b : 411
1687	Variole et fièvre jaune	
1693	Fièvre jaune	
1703	Séisme	Herrera Luque, 1979b : 254. Petit séisme sans trop de dégâts. Herrera Luque se reporte à Guillermo José Schaell.
1743	L'amiral anglais Knowles assiège La Guayra et Puerto Cabello	Herrera Luque, 1979b : 411
1755	Séisme	
1764	Variole	Gasparini et Posani, 1969 : 36 / Arellano Moreno, 1972 : 236
1766	Séisme de Santa Ursula	De Armas Chitty,1967 / Arellano Moreno, 1972 : 236
1781	Pont Catuche emporté par une inondation	
1812	Séisme	
1853	Fièvre jaune	Arellano Moreno, 1972 : 242.
1855	Cholera. 2500 victimes	Arellano Moreno, 1972 : 242
1878	Séisme	Arellano Moreno, 1972 : 246
1883	Invasion de sauterelles	Arellano Moreno, 1972 : 247
1894	Séisme	
1900	Séisme	
1907	Peste bubonique, rapidement maîtrisée	Arellano Moreno, 1972 : 252
1918	*Influenza* ou Grippe espagnole. 2000 morts et 70000 personnes affectées sur 100000.	Arellano Moreno, 1972 : 254
1928	Grève violente des étudiants pendant une semaine à Caracas	Arellano Moreno, 1972 : 255
1929	Séisme	

Figure 20. Tableau succinct des accidents, désastres ou catastrophes les plus souvent croisés dans la bibliographie parcourue, impliquant Caracas
(Source : Elaboration propre)

Au terme d'un État des lieux succinct et sélectif, portant sur différents risques de l'espace urbain de la capitale vénézuélienne, il apparaît que le processus générique de production des risques urbains lié à la conformation plus globale de l'espace urbain constitue un bon angle d'analyse. Si les situations de risque à Caracas ne manquent pas, leur caractère urbain pose le défi de leur gestion et l'originalité d'un ensemble de caractères particuliers au territoire spécifique de la capitale vénézuélienne. L'approche générique des risques urbains que l'on se propose de mener

pousse à se pencher sur une géohistoire sélective de Caracas (chapitre 3), au cours de laquelle on va chercher à identifier différents éléments qui, dans la construction de la ville et de son système socio-spatial, ont participé à la constitution des situations de risque. La dimension temporelle est fondamentale pour saisir « les logiques, les enjeux, les antagonismes sociaux qui ont conduit, au fil du temps, à former des territoires, qualifiés aujourd'hui de secteurs « à risques » » (Martinais, 2001 : 33). Seront retenus (en s'inspirant du travail de Thouret et D'Ercole, 1996) aussi bien les éléments de croissance démographique, fonctionnelle ou morphologique de la ville que les dispositions idéologiques – sur la ville et sur l'insertion de la ville dans son environnement, notamment – qui ont présidé au développement urbain des dernières décennies. A la lumière de la perspective géohistorique, l'examen critique des relations entre populations, territoires et pouvoirs (chapitre 4) permettra de souligner des relations-clé entre les acteurs, d'entrevoir des liens ténus entre politiques urbaines et politiques de gestion des risques, et par conséquent de mettre en évidence quelques uns des mécanismes par lesquels l'acteur public, privilégié dans ce travail, est engagé dans la production, la permanence ou la réduction des situations actuelles de risque.

DEUXIEME PARTIE

Formations et conformation de la ville et du risque : un regard géographique sur la construction du risque urbain à Caracas

« Chaque grande réussite des hommes semble marquée du sceau du malaise, soit que leur succès pourrait provoquer l'ire des Dieux qui seuls ont le droit de créer; soit qu'ils l'aient obtenue aux dépends de la nature, qui pourrait ensuite prendre sa revanche. La ville est une de ces grandes réussites. La construction d'un monde artificiel, nécessairement aux dépends de l'environnement naturel, suscitait des sentiments d'anxiété et de culpabilité dans les temps anciens […] Le succès engendre la fierté, et la fierté, invariablement, réclame sa rançon. Toutes les victoires technologiques de l'âge moderne ne sont pas parvenues à éradiquer cette ancienne conviction. Chaque étape qui a semblé nous éloigner un peu plus de nos racines environnementales a semé le malaise parmi certains secteurs de la population »[164]

Tuan, 1979 : 212

« Le fait général est que toute modification, si importante qu'elle soit, s'accomplit par adjonction au progrès de régrès correspondants […]. La prospérité des uns amène la déchéance des autres. Là est le côté très douloureux de notre demi-civilisation si vantée, demi-civilisation puisqu'elle ne profite pas à tous »

Reclus, 1998 (1905) : 385-386

[164] *Every major human achievement appears to be attended by a feeling of unease, as though success might inflame the envy of the gods who alone have the right to create; or as though it had been forged at the expense of nature, which might then take revenge. The city is one such major achievement. Building that artifactitious world, necessarily at the expense of the natural environment, aroused feelings of anxiety and guilt in ancient times[…] Success engenders pride, and pride is destined to meet, sooner or later, its nemesis. All the technological triumphs of the modern age have not been able to eradicate that ancient belief. Every step that seems to take us further from our rootedness in nature has causes unease among some elements of the population*

Au terme d'une approche pratique de la catégorie de « risque urbain » à Caracas à travers trois cas d'étude (chapitre 1), et après la formalisation des termes de l'analyse du risque (chapitre 2), ce sont deux aspects de l'écologie politique qui orienteront la réflexion sur les enjeux du risque et des territoires urbains de la capitale vénézuélienne. Le premier aspect, plutôt matériel, est lié aux structures, aux rapports de force ainsi qu'à l'exercice du pouvoir entre les différents éléments du système socio-spatial. Il relève de rapports plus « horizontaux », explorés pour beaucoup au fil de la deuxième partie. Le second aspect, plutôt immatériel, porte sur l'identité, l'appartenance, les représentations et la construction des discours. Il relève de rapports plus « verticaux », et constitue l'essentiel de l'analyse de la troisième partie.

Une telle articulation peut sembler artificielle. Elle permet néanmoins d'organiser la réflexion afin de comprendre l'intrication complexe entre risques et territoires autour des trois grandes catégories de critères retenues (les conditions matérielles, le discours et les représentations, et les logiques d'acteurs notamment à travers l'action publique). Du reste, le recours à l'écologie politique traduit le besoin de prendre en compte les questions de pouvoir ainsi que le télescopage des temporalités inhérent au risque, en usant d'une approche « éco-politique ». Dans la perspective des risques et des territoires à Caracas, on entend traiter des questions écologiques au sens large, qui relèvent de l'ensemble des interactions concernant le système socio-spatial ; mais aussi des aspects économiques dans un sens étymologique, qui relèvent des conséquences que la production, le maintien et la gestion d'un ordre à la fois social et spatial entraînent sur ce système socio-spatial.

On se propose en outre de mener à bien une géographie du risque urbain à Caracas d'après des formes et des dynamiques spatiales (Chapitre 3), des pouvoirs (Chapitre 4), et des discours et des représentations (troisième partie) liés au risque et à son statut changeant dans le temps. Le recours aux différentes échelles spatiales et temporelles est nécessaire afin d'étudier les processus de construction des situations de risque, sans omettre d'impérieuses contingences matérielles, et en évitant qu'à aucun moment les unes soient réduites aux autres, ce à quoi nous invite aussi Tuan dans la citation retenue en exergue. Les aspects matériels et immatériels ne sont pas concurrents mais complémentaires.

> « L'approche de l'écologie politique permet une analyse du risque urbain sur la base d'une perspective historique ainsi que d'une recherche sur l'ensemble des forces et des processus qui dessinent les comportements humains […]. Les forces sociales et environnementales, les structures et les pouvoirs évoluent au fil du temps, en douceur ou brutalement, et une meilleure compréhension des causes impliquées dans les risques urbains environnementaux et dans la vulnérabilité humaine requiert de porter une plus grande attention aux

> processus et aux interrelations en jeu entre les différents éléments, à la fois environnementaux et humains, qui coévoluent » (Pelling, 2003b : 89)[165].

La deuxième partie donne l'occasion de se pencher sur des facteurs déterminants de la constitution des territoires, relevant d'une temporalité de plusieurs décennies. La conformation de l'espace urbain, ou de temps dans l'espace (Roncayolo, 1997), consiste en une accumulation de formes plus ou moins remaniées, portant la marque des régimes politiques comme des priorités idéologiques, de la composition démographique de la ville comme des rythmes de migrations, de l'ordre colonial comme de la modernisation du pays… Dans cette perspective, on présentera le risque comme un élément structurant du système socio-spatial de la capitale vénézuélienne en insistant sur les « causes fondamentales de vulnérabilité urbaine », (Wisner *et ali*., 2004[166] ; ou Thouret et D'Ercole, 1996 : 408-415) dont il a été question dans le chapitre 2. Selon les principes de l'écologie politique, ce sont à la fois l'environnement de l'espace urbain et les conditions de sa construction (selon des entrées démographiques et socio-économiques, fonctionnelles, et morphologiques choisies pour le chapitre 3) qui constituent une partie du contexte géographique de Caracas.

Dans la continuité de cette géohistoire, il a semblé nécessaire de développer largement les constructions de « cadres » et la production de sens collectif à travers la formalisation d'un ordre socio-spatial (Chapitre 4) entendu comme l'organisation et le fonctionnement d'un système socio-spatial. L'étude de deux grands thèmes dans des temporalités larges nous permettra de mettre en avant les processus de construction. Il s'agit tout d'abord de la trajectoire de l'idéologie dominante concernant la ville, l'environnement, le risque et leurs relations depuis l'époque coloniale. Certes l'analyse de « l'idéologie urbaine » aurait pu figurer au titre de l'étude des différents discours produits sur la ville, le risque et leurs territoires, dans la troisième partie. Mais dans la mesure où elle n'est pas ici remise en question, où elle est considérée comme l'idéologie dominante et comme un instrument de pouvoir structurant la production d'espaces au fil du temps, il nous a semblé opportun de l'associer à l'analyse d'éléments plus « matériels », relevant du pouvoir. De fait, dans un deuxième temps, ce seront les aspects pratiques de pouvoir exercés à différentes échelles sur les territoires urbains de la capitale, qui complèteront l'analyse. Il s'agira de traiter en quatre temps l'évolution des structures politico territoriales, la manière dont l'action des pouvoirs publics interagit avec les situations de risques, la façon dont la « gestion des risques » en tant que politique publique s'organise à Caracas, et enfin l'influence des réseaux

---

165 *The political ecology approach draws analysis of urban risk into historical perspective and into an exploration of the processes and forces that shape human behaviour. […] Social and environmental forces, structures, and powers change over time, smoothly or abruptly, and a deeper understanding of the causes of urban environmental risk and human vulnerability calls for an awareness of the trajectories of change and interrelationships between co-evolving human and environmental elements of the whole.*

166 Les dites « *root causes* »: « La chaîne entière de causalité doit considérer les causes fondamentales, et pas simplement les causes immédiates ni le mécanisme de l'aléa ni même les conditions conjoncturelles de vulnérabilité » (Wisner *et ali*., 2004: 87). *The entire chain of causation needs to be addressed right back to the root causes, and not just the proximate causes or triggers of the hazard itself or the unsafe conditions of vulnerability.*

d'acteurs dans les aspects opérationnels de la gestion des risques à Caracas. Le chapitre 4 offre l'opportunité de se pencher sur une autorité changeante, obéissant à des principes et idéologies en constante évolution, et défendant une série d'intérêts variables au fil du temps. S'attarder sur le pouvoir permettra enfin de poser le risque urbain à la fois comme un objet et comme un outil de gestion, intervenant dans l'aménagement de la capitale vénézuélienne tout comme dans « l'économie de sa population », autant d'aspects plus largement développés dans le chapitre 6 (Foucault, 1975). Dans une certaine mesure, le chapitre 4 consistera à traiter de la géopolitique du risque à Caracas, c'est-à-dire des implications politiques de l'espace dans le domaine des risques urbains, après avoir traité de la géographie politique de la ville, c'est-à-dire de l'organisation spatiale des pouvoirs à travers les divisions politico-territoriales, les zones d'influence, la dimension légale ou l'autorité de différents réseaux d'acteurs sur l'espace urbain. L'actualité des premières années du XXIe siècle offre en outre une démonstration de la pertinence d'une étude du pouvoir territorialisé dans le cadre d'une géographie des risques urbains à Caracas.

Enfin, par l'approche dialectique de l'écologie politique, nous ne cherchons pas à cartographier systématiquement les éléments du risque, ni les différents facteurs de vulnérabilité, ni même à déterminer la vulnérabilité des lieux et des personnes (comme Cutter, 2006 : 83-113, en donne un très bon exemple). Nous nous pencherons plutôt sur la manière dont le risque urbain doit être interprêté à travers un espace mais aussi un temps. Quelles relations l'objet complexe qu'est la ville entretient-il avec la notion de risque au fil du temps ? Comment l'émergence de situations de risques urbains accompagne-t-elle le développement de la ville ? Quelle place le risque prend-il dans la gestion urbaine ? Dans l'immédiat, c'est à travers les aspects matériels dans le cadre de temporalités longues (chapitre 3) et à travers les questions de pouvoir (chapitre 4) que la seconde partie apporte des éléments de réponse à cette série de questions.

Chapitre 3. La construction du risque urbain à travers les aspects démographiques, socio-économiques, fonctionnels et morphologiques de la ville

L'essai de géohistoire que l'on se propose de mener à bien dans l'essentiel de cette deuxième partie donne l'occasion de se pencher sur l'évolution des interactions entre société, ville et environnement à Caracas depuis la colonie, et d'associer la notion de risque, en constante évolution (Altez, 2006a ; Revet, 2006), à la formation de la ville. Pour ce faire, nous nous proposons de revenir sur la formation de la ville et des risques urbains à travers une série de facteurs structurels, en éclairant les dynamiques passées depuis le présent. Réfléchir depuis le présent, avec des problématiques inspirées du présent, et en s'appuyant aussi souvent que possible sur une échelle locale et sur des aspects pratiques. Voila en quelques mots le *credo* de ce chapitre 3 qui accompagnera un portrait contextualisé de la construction de la ville, comme Mitchell a pu en montrer la nécessité à plusieurs reprises (1999a : 20-22 ; Mitchell *et ali*., 1989). La définition d'un contexte géographique a toute sa place pour aider à comprendre le risque urbain à Caracas.

Au fil de trois sous parties, le chapitre 3 met l'accent sur quelques unes des causes structurelles des situations de risque urbain, mises en avant par les auteurs dans les années 1990. Prenant pour repère la contribution de Thouret et D'Ercole (1996), la première sous partie traitera essentiellement de facteurs socio-démographiques et économiques concernant la population de la capitale. La sous partie suivante permettra de développer plus avant les formes de la ville dans une approche fonctionnelle, alors que la troisième s'attachera à étudier la capitale du point de vue de sa morphologie, si importante en terme d'exposition. Afin de compléter le contexte géographique dressé grâce à la série de facteurs avancée par Thouret et D'Ercole (1996), on peut d'ores et déjà préciser que les facteurs relatifs à l'opérationnalité de la gestion de risques, à la qualité de la prévention et à l'organisation des secours, ainsi que les facteurs institutionnels ou politico administratifs, réunissant la planification et la réglementation en matière de risque, feront l'objet du chapitre 4. Il en va de même pour les facteurs socio-culturels et idéologiques qui y seront en partie abordés dans leurs aspects institutionnels et du point de vue du pouvoir. Cette dernière série de facteurs est néanmoins complétée plus largement dans la troisième partie, dans une acception qui relève plus d'une approche « verticale », à savoir des représentations ainsi que des comportements d'individus articulés au collectif.

« Dans toute interprétation de catastrophe, l'analyse de la situation sociale de la société victime est au moins aussi importante que celle du phénomène naturel qui en est « à l'origine » » (Dollfus et D'Ercole, 1996 : 11). C'est en vertu de ce principe qui pousse à s'intéresser au contexte géographique pour appréhender les situations de risques que l'on se penche maintenant sur les formations démographique et socio-économique, fonctionnelle, et morphologique de la capitale.

3.1- Les héritages démographique et socio-économique dans l'espace urbain de la capitale

Il apparaît que l'urbanisation de la vallée de San Francisco s'est surtout accentuée après le premier tiers du XXe siècle. Dans ce contexte de croissance urbaine en terme morphologique, mais aussi démographique, la géographie sociale de la ville a pris forme, au rythme du développement urbain. Son étude nécessite de mobiliser des temporalités diverses, depuis les structures foncières coloniales à l'autonomisation municipale datant de la vague de décentralisation de la fin des années 1980, début des années 1990, sans non plus omettre les temporalités du milieu physique qui président à la morphologie du site et ne sont pas sans importance pour la distribution de faits sociaux. Pour autant, il reste fondamental de croiser ces différents critères et de ne pas s'y limiter, car dans bien des cas, isolément, ils ne suffisent pas à expliquer la complexité de la réalité urbaine.

3.1.1- D'une marge coloniale sous-peuplée à la révolution démographique et urbaine du XXe siècle

- La dynamique démographique : de l'époque coloniale à la rapide transition démographique du XXe siècle

A l'Ouest de la vallée de San Francisco, Caracas est longtemps restée une petite ville des marges de la colonie, sur la *Tierra Firme* découverte à la toute fin du XVe siècle. Après le XVIe siècle, le « siècle des calamités » (Gasparini, s.d.), nombre de disputes se succèdent entre les représentants de la couronne et ceux de l'Eglise jusqu'aux années 1650, faisant place, dans le demi-siècle suivant, aux épidémies et invasions de nuisibles. Jusqu'au terme du XVIIe siècle, la croissance démographique de la ville est globalement très faible, limitée essentiellement par la pauvreté, les épidémies et les séismes (Gonzalez Casas, 2002). Sur une population précaire et un système urbain peu consolidé, l'occurrence de différents aléas se traduit par un bilan démographique très fluctuant et peu cumulatif. La moindre peste fauche aisément la moitié – voire plus – de la population de Caracas[167]. Le pic descendant mis en avant au tournant des années 1600 sur la figure 21 (page 126) illustre la fragilité démographique de la ville.

Au XVIIIe siècle, parallèlement à un développement de l'activité commerciale liée aux plantations de canne et surtout de cacao, la population de la ville augmente sensiblement. La création d'une compagnie maritime officielle pour le commerce (la *Real Compañia Guipuzcoana* : 1728-1781) et les réformes bourboniennes de la fin du XVIIIe siècle encadrent le développement des activités. La population croît sans pour autant transformer fondamentalement la ville. Ainsi, la surface bâtie

[167] On peut prendre pour exemple l'épisode de peste de 1658. D'après les archives du *Cabildo de Caracas* dans les actes datés du 02 octobre 1658, le *Cabildo* sollicite 2000 esclaves noirs pour la « substitution des morts ». Le 19 octobre 1658 à nouveau, le *Cabildo* sollicite 2500 esclaves noirs pour la « substitution des morts » et réclame un délai pour le versement de sommes collectées grâce aux *alcavalas* (points de contrôle et de taxation sur les voies de circulation). Le 04 novembre 1658 encore, il est indiqué, du fait de la peste, que 1000 personnes manquent pour travailler la terre et que « les prix augmentent car la production est faible ». On trouve enfin, dans le roman historique *Los amos del valle* (Herrera Luque, 1979b : 146) la mention de la mort d'un quart d'une population de 8000 habitants à l'occasion d'un épisode de peste qui semble être celui de 1658.

reste inchangée entre 1772, avec 19000 habitants, et 1806, avec 40000 habitants (Gonzalez Casas, 2002). Caracas se densifie à la fin du XVIIIe siècle et reste sujette aux fluctuations de population.

De fait, le début du XIXe siècle est marqué par de fortes perturbations parmi lesquelles on compte le séisme de 1812 qui affecte gravement la capitale (Altez, 2006a), les conflits liés au processus d'indépendance (1810-1821), et l'agitation civile et politique qui les suivra (notamment entre 1830, à la mort de Bolivar, et les années 1870, premières années du gouvernement de Guzmán Blanco). Le double épisode tragique du séisme de 1812 et de la fuite des républicains en 1814 face à la menace du « tyran Boves » royaliste se lit dans la courbe démographique de la ville (figure 21). En cinq ans, ce sont 30000 personnes qui disparaissent de la capitale, soit bien plus de la moitié d'une ville qui comptait tout juste 50000 personnes avant le séisme (Annexe 1). Au plus bas de sa proportion dans la démographie nationale, durant le XIXe siècle, la capitale a pu réunir autour de 3% seulement de la population du Venezuela (De Lisio, 2001).

Avec la stabilisation politique et les initiatives de développement économique liées aux gouvernements de Guzmán Blanco (1970-1977, 1979-1984 et 1986-1988), la croissance démographique de Caracas reprend un rythme positif et constant jusqu'à la rupture du tournant des années 1930, du fait de la transformation du modèle économique et de développement national issu de l'exploitation du pétrole. Les taux de croissance démographique augmentent fortement du milieu des années 1930 au milieu des années 1960. La population croît à un rythme très élevé, un taux de croissance de 7% l'an permettant de doubler un effectif en 10 ans (Picouet et Chen, 1984). Les mouvements migratoires nationaux puis internationaux assurent dans un premier temps le dynamisme de ces taux. Dans la décennie 1940, ces mouvements sont responsables de 78% de la croissance de l'agglomération de Caracas (Picouet et Chen, 1984 ; Baby-Collin et Zapata, 2006). Le rapide accroissement de population, lié au solde migratoire et, de par les fortes concentrations de population, lié au solde naturel, pose des problèmes d'équipement, de promiscuité, de salubrité et de disposition de logements (Martin Frechilla, 1995a), ou d'intégration des nouveaux arrivants au système économique urbain.

Le rythme de croissance démographique ralentit dans les années 1970 puis 1980 au profit d'autres villes du pays. Il passe de 7,76% par an pendant la décennie 1940, puis 6,14% par an pendant la décennie 1950, à 2,8% par an pendant la décennie 1970, puis 1,1% par an pendant la décennie 1990 (Negrón, 2001). En ce début de XXIe siècle, Caracas a connu quelques décennies de croissance très rapide et compte autour de 4,5 millions d'habitants si l'on considère l'ensemble de la grande Caracas.

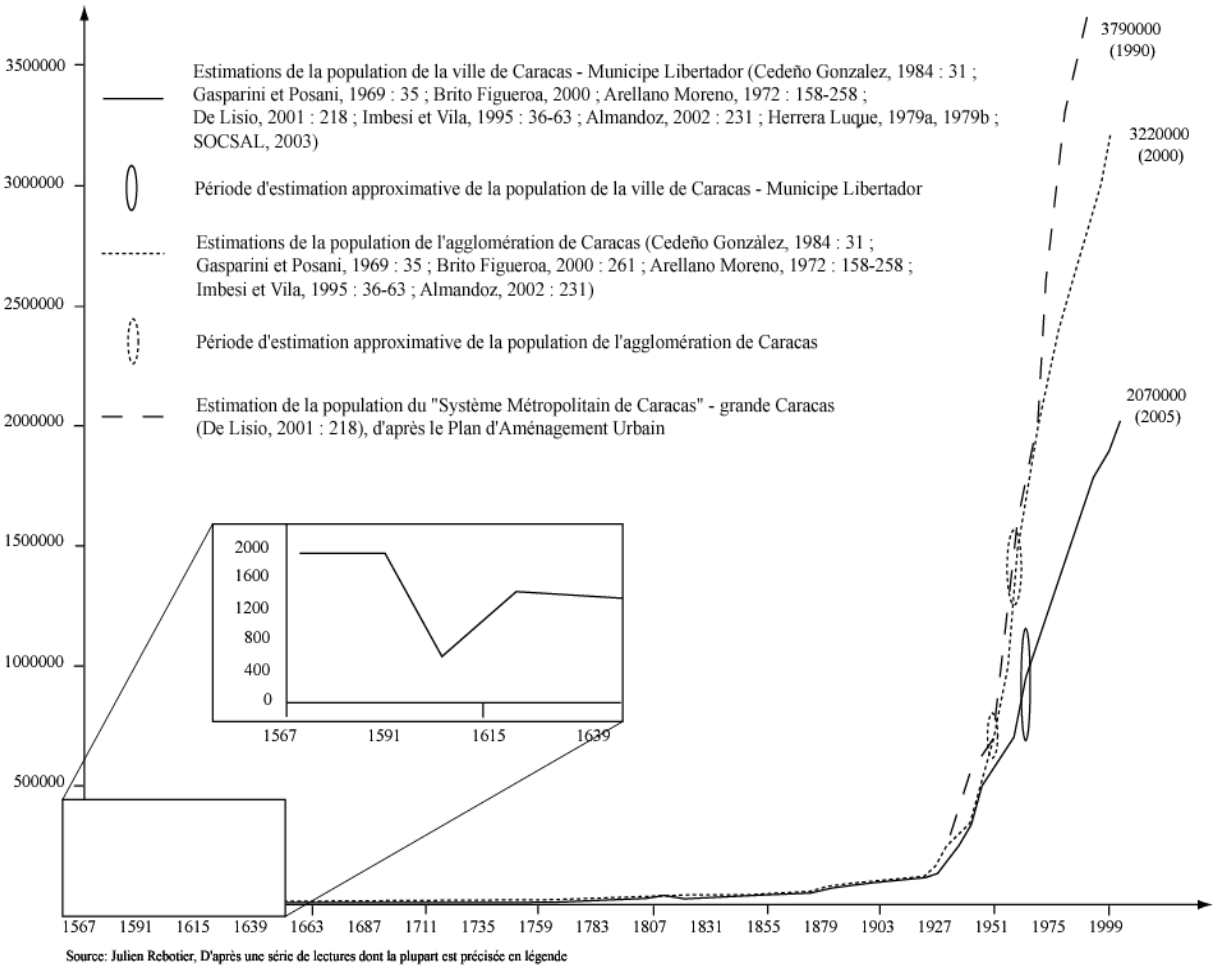
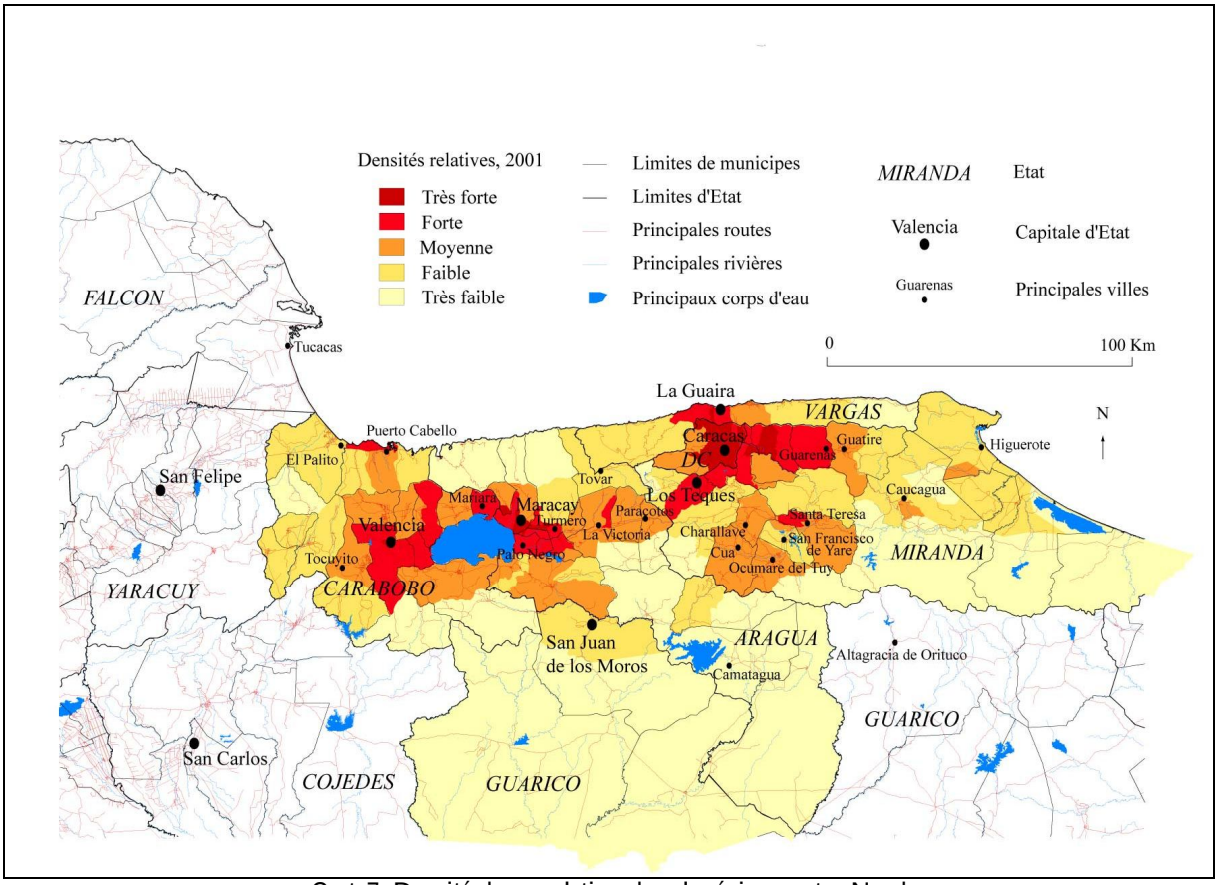


Figure 21. Estimations de la population de la ville, de l'agglomération et du système métropolitain de Caracas
(Source : Elaboration propre, données en bibliographie)

Au regard de la courbe, on distingue trois grandes phases de la croissance démographique simplifiée : une trajectoire d'abord fragile puis en faible augmentation jusqu'aux années 1930, lorsque la transformation du modèle de développement et l'exploitation du pétrole vont correspondre à des taux positifs plus significatifs. Une phase de très forte croissance s'amorce alors jusqu'au tournant des années 1970, où la croissance de population à Caracas plafonne pour ensuite ralentir, au profit d'autres villes du pays et d'un élargissement de la population agglomérée sur d'autres agglomérations voisines.

A une échelle régionale, la grande Caracas s'inscrit aujourd'hui dans la région « centre Nord »[168], la plus peuplée du pays, qui dessine clairement un corridor de peuplement des périphéries septentrionales et orientales de Caracas au port de Puerto Cabello, dans l'état du Carabobo, et dessine un large « U » passant par les villes de Los Teques, Maracay et Valencia. Le couloir de fortes densités s'individualise nettement dans la région. La grande Caracas s'articule directement, à l'échelle régionale, à cette partie du système de villes national (Carte 7).

168 On adopte cette appellation pour suivre approximativement la terminologie vénézuélienne (*región centro norte costera*) qui désigne la région la plus peuplée et urbanisée du pays située au Nord, à cheval sur les Etats de Carabobo, Aragua, Miranda, Vargas et District Capital, et à proximité du littoral.



Carte7. Densité de population dans la région centre-Nord
(Source : Elaboration propre, données INE)

- Population urbaine et système de villes au Venezuela : la place de Caracas

A la suite de l'augmentation de population de la ville, c'est à travers une série d'échelles croissantes que l'on se penche sur Caracas, depuis sa place dans le système de villes vénézuélien jusqu'à la répartition actuelle de sa population à l'échelle locale.

La « ville » est statistiquement définie comme un *continuum* d'habitations éloignées de 500 mètres au plus, réunissant au moins 2500 personnes (1000 personnes jusqu'en 1961). Les recensements de population sont organisés au Venezuela à partir de 1873, sous le premier gouvernement de Guzmán Blanco (Figure 22).

Recensements	*Population*	*Population urbaine*	*Taux de population urbaine*
1873	1 784 194	D-I	D-I
1881	2 005 139	D-I	D-I
1891	2 221 572	D-I	D-I
1920	2 479 525	D-I	D-I
1936	3 364 347	1 288 544	38
1941	3 850 771	1 517 203	39
1950	5 034 838	2 411 811	48
1961	7 523 999	4 703 626	63
1971	10 721 522	8 065 493	75
1981	14 516 735	11 657 316	80
1990	18 104 143	15 225 584	84
2001	23 054 210	20 057 162	87*

Figure 22. Recensement de la population au Venezuela depuis 1873
(Source : Elaboration propre, données de l'OCEI à partir du recensement de 1936, Papail *et ali.*, 1987, pour les données antérieures. *Estimation 2002 de l'UNICEF. D-I : données Inconnues)

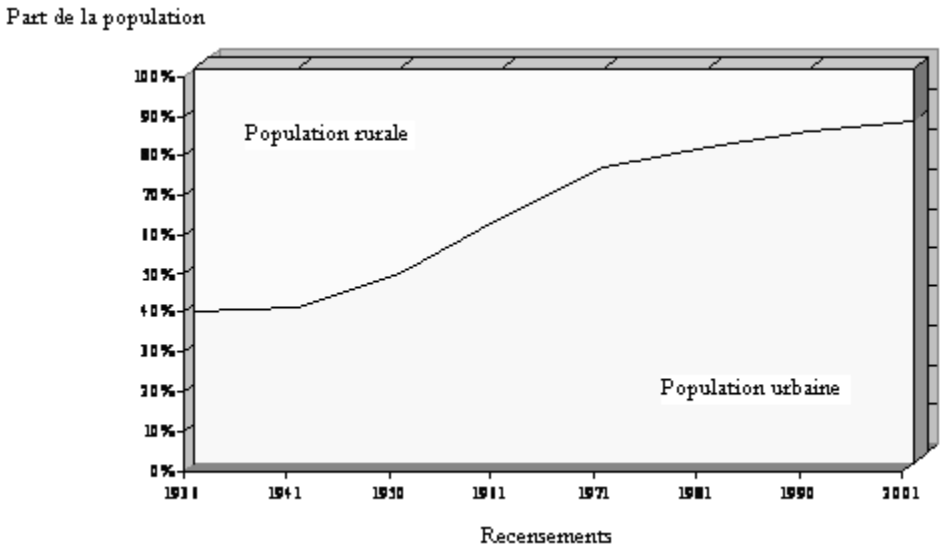
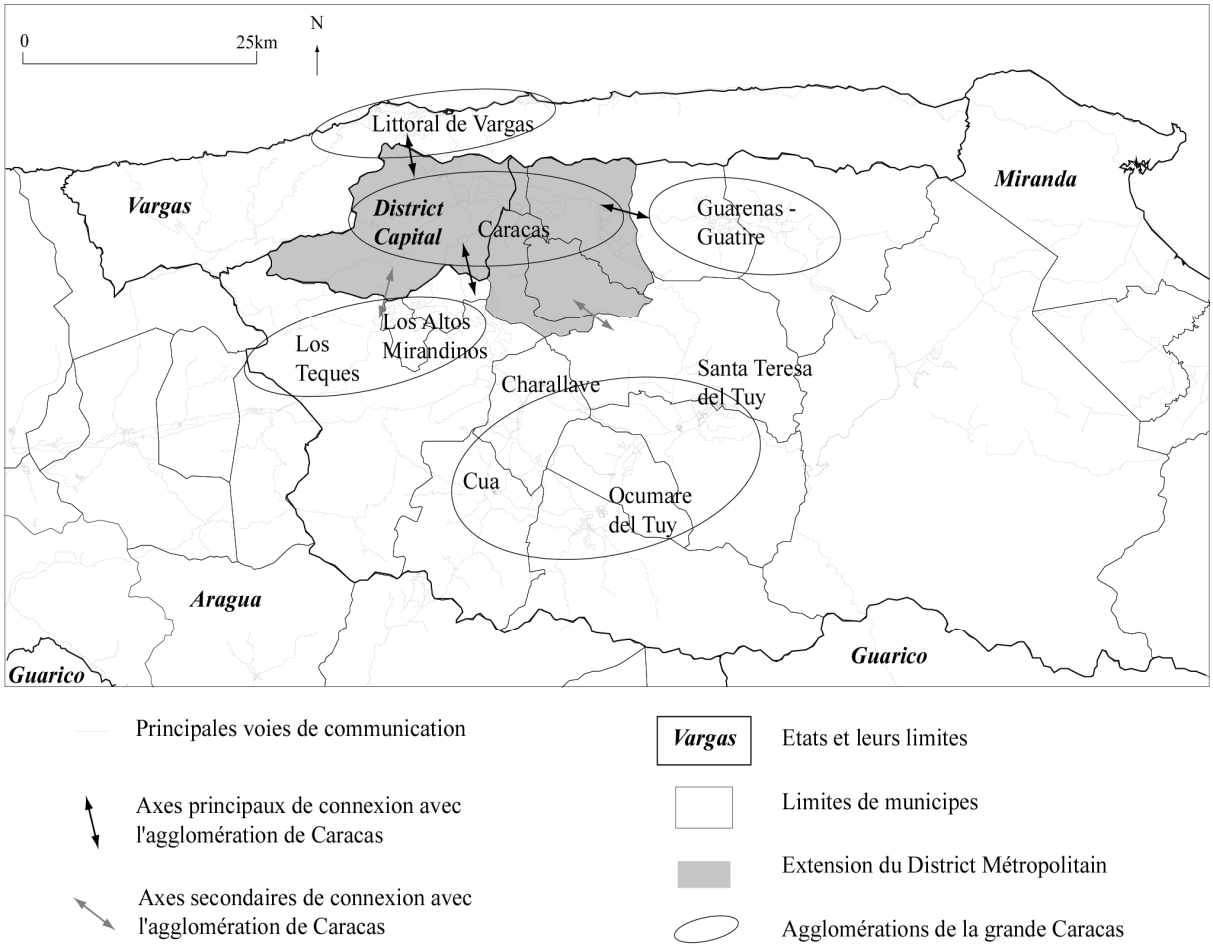


Figure 23. Distribution de la population rurale – urbaine au Venezuela
(Source : Elaboration propre, données INE et Amaya Hernández, 1990)

Ces chiffres reprennent les étapes déjà établies pour la population de Caracas, et soulignent la phase d'augmentation de population et d'urbanisation rapide du pays de la fin des années 1930 au tournant des années 1970, avant de ralentir. A la croissance démographique correspond une urbanisation forte étroitement liée au modèle de développement national. Ainsi, le Venezuela passe d'un taux d'urbanisation de 39% en 1941 à environ 87% en 2002 (Figure 23), parmi les plus importants du continent avec les pays du cône Sud. Depuis la fin des années 1930, en l'espace de deux générations, la proportion de population urbaine a plus que doublé, et la population du pays a été multipliée par six (Figure 22).

Dans le même laps de temps, Caracas est passée de 200000 habitants agglomérés à un réseau de cinq agglomérations de près de 4,5 millions de personnes, élargissant toujours plus l'unité statistique de décompte (Figure 24). Relativement au système national de villes, 5% de la population vit à Caracas dans les années 1930 (De Lisio, 2001), 20% dans les années 1960, en sensible augmentation au début des années 1970, pour se maintenir aujourd'hui un peu au-delà de 17% si l'on considère l'ensemble de la population de la « grande Caracas », à savoir l'agglomération de Caracas à laquelle il faut ajouter les agglomérations proches, étroitement connectées, du littoral de Vargas, de Los Teques, de Los Valles del Tuy et de Guarenas-Guatire (Carte 8). Une telle proportion pour le cas de Caracas reste bien inférieure à celle d'autres capitales latino-américaines (Negrón, 2001 : 31-33), comme Montevideo (autour de 50%), Buenos Aires (près de 35%) ou Lima (environ 30%).



Carte 8. Le système d'agglomérations de la grande Caracas
(Source : Elaboration propre)

La redistribution de la croissance de la population urbaine dans l'actuelle grande Caracas après les années 1950 concerne les agglomérations périphériques à l'agglomération de Caracas, centrée sur l'actuel District Métropolitain (DMC). A une échelle régionale, elle concerne aussi les autres villes du corridor de fortes densités de la région « centre Nord » (Pulido, 1999 ; Capriles, 1985 ; carte 7). La saturation de la vallée de San Francisco et le développement de politiques de déconcentration après les années 1960 sont principalement à l'origine de ce phénomène. Si l'on opère un découpage par municipes en fonction des discontinuités qui caractérisent la tâche urbaine de la grande Caracas, on obtient des taux de croissance propres à chacune des cinq agglomérations[169] (Figure 24). Les dynamiques démographiques entre les deux derniers recensements (1990 et 2001) démontre clairement la tendance décrite.

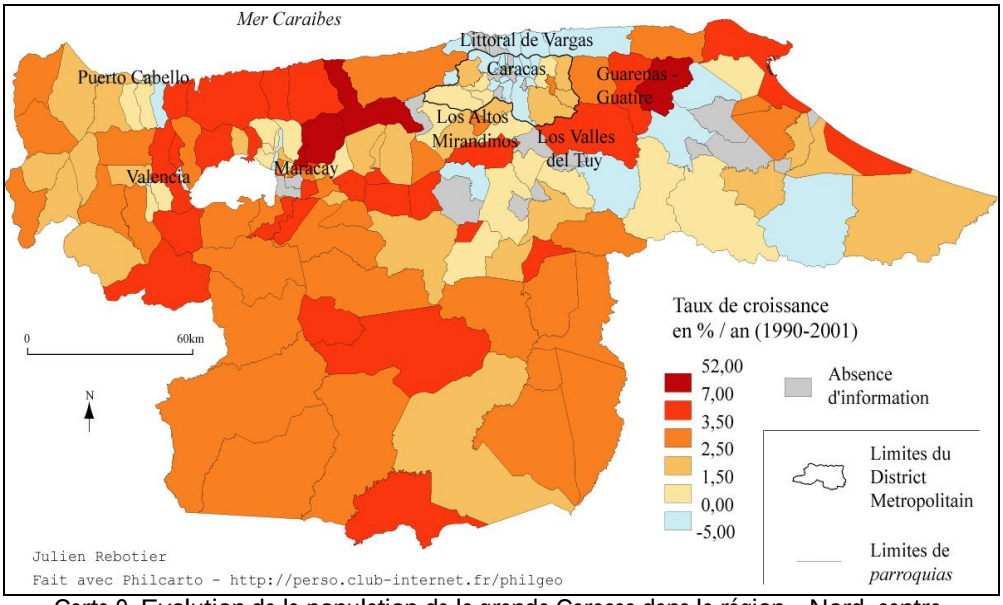
[169] Les 17 municipes qui correspondent aux 5 agglomérations de la grande Caracas constituent une « région métropolitaine » pour certains experts (comme Tania Miquelena de Corrales) qui, depuis les années 1990, appellent de leurs vœux la constitution d'une entité métropolitaine pour améliorer la gouvernance de la capitale vénézuélienne. Pour une analyse du caractère métropolitain de Caracas et des différents découpages qu'il est possible d'opérer, voir par exemple Barrios (2001).

Les **cinq Agglomérations** et leurs *municipes*[170] respectifs	Population 1990	Population 2001	Taux de croissance % / an
Caracas	**2685901**	**2762759**	**0,26**
Libertador	*1823222*	*1836286*	*0,06*
Baruta	*249115*	*260853*	*0,42*
Chacao	*66897*	*64629*	*-0,31*
Sucre	*500868*	*546766*	*0,80*
El Hatillo	*45799*	*54225*	*1,55*
Littoral de Vargas	**280439**	**310000**[171]	**0,92**
Vargas	*280439*	*310000*	*0,92*
Guarenas - Guatire	**227601**	**340557**	**3,73**
Plaza	*135755*	*188135*	*3,01*
Zamora	*91846*	*152422*	*4,71*
Los Valles del Tuy	**364841**	**534752**	**3,54**
Independencia	*90581*	*126999*	*3,12*
Lander	*80850*	*108970*	*2,75*
Paz Castillo	*43920*	*83976*	*6,07*
Simon Bolívar	*22635*	*31944*	*3,18*
Cristobal Rojas	*56154*	*77257*	*2,94*
Urdaneta	*70701*	*105606*	*3,72*
Los Altos Mirandinos	**260281**	**324594**	**2,03**
Carrizal	*30427*	*41103*	*2,77*
Guaicaipuro	*179062*	*222768*	*2,01*
Los Salias	*50792*	*60723*	*1,64*
Grande Caracas	***3819063***	***4272662***	***1,03***

Figure 24. Population et croissance géométrique des municipes concernés par les agglomérations de la grande Caracas entre 1990 et 2001
(Source : Élaboration propre, données INE)

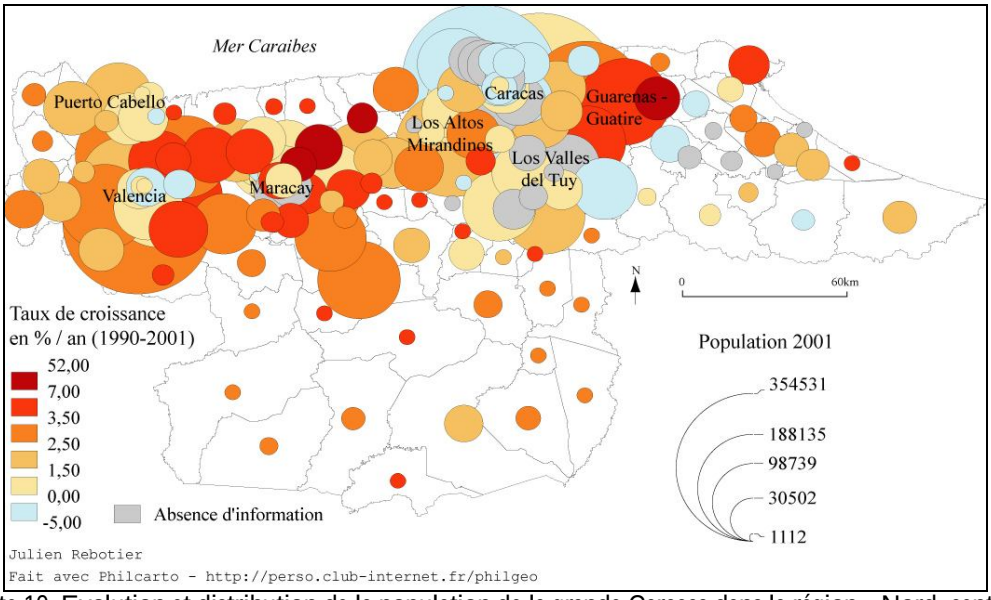
Replacée à l'échelle du corridor urbain de la région « Nord centre », l'agglomération de Caracas accuse parmi la plus faible croissance démographique de la région (autour de 1% par an) entre les recensements de 1990 et 2001. Le fort dynamisme démographique autour de la capitale (cette fois de la grande Caracas) se vérifie à nouveau à l'échelle de la région « Nord centre » et concerne des territoires parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de Caracas, posant toujours plus de problèmes de transport et de gestion des interconnexions (Carte 9).

[170] Du fait de la création de municipes après 1990 (comme c'est le cas de Baruta, Chacao ou El Hatillo), on considère la population de 1990 dans le cadre des découpages territoriaux de 2000.
[171] En raison de la catastrophe de décembre 1999, on a pris les projections de l'Université des Andes : http://iies.faces.ula.ve/Proyecciones_de_Poblacion/Vargas.htm



Carte 9. Evolution de la population de la grande Caracas dans la région « Nord centre »
(Source : Elaboration propre, données INE)

La carte choroplèthe (Carte 9) des taux de croissance par *parroquia* ne doit néanmoins pas faire perdre de vue la concentration massive de population dans la grande Caracas, articulée au corridor urbain de la région « Nord centre ». La projection de l'évolution entre 1990 et 2001, et celle des valeurs absolues de population par *parroquia* en 2001 complètent la vision apportée par la première carte (Carte 10). Après Caracas, les deux principales villes de la conurbation régionale, Maracay et Valencia illustrent le glissement latitudinal (essentiellement vers l'Ouest, mais aussi sensiblement vers l'Est) de la croissance de population autour de la grande Caracas. Du reste, les villes moyennes – et la métropole intermédiaire qu'est Valencia selon la terminologie de Pulido (1999) – présentent aujourd'hui les plus forts taux de croissance, accentuant la continuité de ce corridor et l'identifiant plus clairement encore dans le système de villes régional.

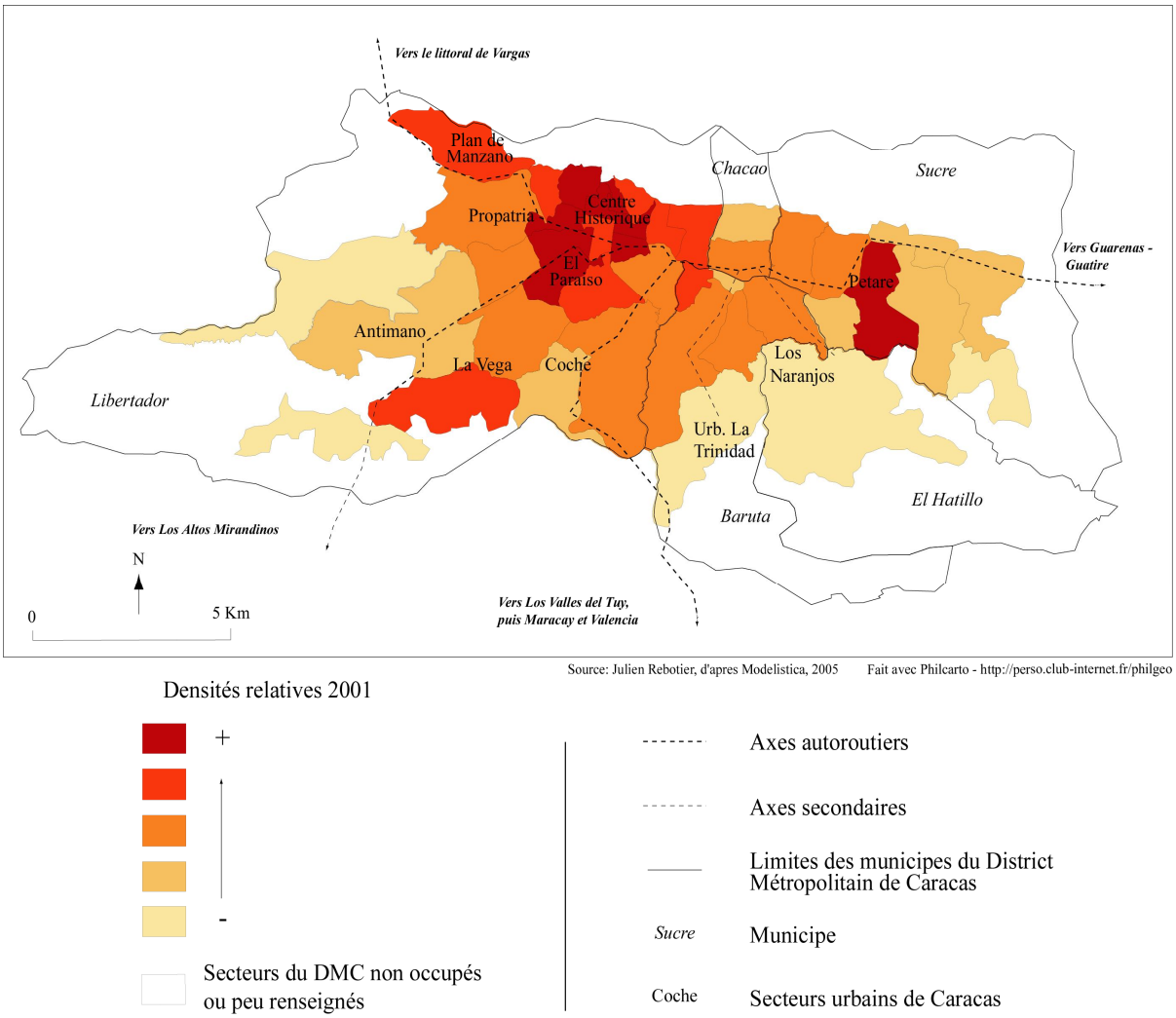


Carte 10. Evolution et distribution de la population de la grande Caracas dans la région « Nord centre »
(Source : Elaboration propre, données INE)

C'est dans le contexte démographique récent à deux échelles (grande Caracas et corridor urbain de la région « Nord centre ») que l'examen de la situation dans le DMC prend du sens[172]. Ce dernier présente des densités inégales qui reprennent les étapes d'extension du tissu urbain de façon concentrique autour du centre historique (Carte 11) [173]. De même, des valeurs élevées suivent deux axes de communication majeurs vers le Nord-Ouest et vers le Sud-Ouest, mais la position des fortes densités de Petare à l'Est de la vallée, ou les faibles valeurs situées sur d'autres axes principaux de communication, notamment vers l'Est ou vers le Sud, obligent à considérer l'hétérogénéité socio-économique des populations. Ainsi, nous tâcherons de mieux comprendre la démographie de la ville à cette échelle et de mettre en perspective des aspects qualitatifs de la forte augmentation des enjeux exposés (humains et matériels) du fait de l'urbanisation. Le risque urbain est accentué de façon mécanique par l'augmentation des enjeux susceptibles de subir des dommages. Du reste, et en plus de l'impact sur l'environnement au sens large, l'intensification de l'urbanisation se traduit aussi par une augmentation de la complexité (du fonctionnement, des relations, des boucles de rétroaction…) qui ajoute aux possibilités de perturbation du système. Enfin, qu'il s'agisse de profils socio-économiques, de types de logements occupés ou de distribution dans l'espace de ces critères, les aspects qualitatifs des populations concernées par l'intensification de l'urbanisation conditionnent pour partie les situations de risque à Caracas.

[172] C'est cet espace des 5 municipes du DMC (Municipes Libertador, Chacao, Baruta, El Hatillo et Sucre), rassemblant l'essentiel de la population agglomérée autour de la vallée de San Franciso, qui nous semble répondre à l'emploi le plus familier de « Caracas » lorsqu'il s'agit d'identifier la capitale, lors de conversations courantes.

[173] On trouve une autre évaluation approximative de la densité à Caracas dans Baby-Colin et Zapata (2006) ainsi que dans *JICA* (2004).



Carte 11. Densité de population dans l'agglomération de Caracas
(Source : Elaboration propre, données Modelistica, 2005)

3.1.2- L'empreinte de structures socio-économiques en mutations dans l'espace urbain actuel

- *Le poids de structures socio-spatiales coloniales inégalitaires…*

Les « routes » de l'exportation et la localisation des ressources sont parmi les principaux facteurs structurant l'espace colonial de la *Tierra Firme*, en particulier pour la sélection des sites urbains (Valery *et ali*, 1990 : 20-24). L'accès aux terres d'élevage, les bons sols pour les plantations (tabac, canne à sucre, cacao, café…) ou la proximité de gisements de perles ont particulièrement compté pour les régions de la *Tierra Firme* autour de Caracas. C'est par exemple sur l'île de Cubagua qu'est édifiée une des premières occupations espagnoles de cette partie du continent, Nueva Cadiz, afin de développer l'exploitation de perles dans la première moitié du XVIe siècle entre le continent et l'archipel autour de l'actuelle île de Margarita.

> « Il ne fait aucun doute que les choix des premiers sites d'installation des colons correspondent à la logique économique du système colonial. On ne

> choisissait pas un lieu sûr et protégé d'éventuel désastres, mais bien des terrains fertiles et riches en minerai »[174] (Altez, 2006a : 74)

C'est la dénommée vallée de San Francisco, occupée par le Guaire au Sud du massif El Avila, qui offre le site originel pour la fondation de Caracas en 1567. Le site offre des conditions d'abri face aux attaques de pirates durant les XVIe et XVIIe siècle (Landaeta Rosales, 1903) auxquelles Coro, la première capitale fondée en 1527 à 350 km au Nord-Ouest de Caracas, était plus directement exposée. La vallée de San Francisco présente des terres propices à la culture et à l'élevage, à fortes valeurs d'exploitation. Le modèle de peuplement et le système urbain de la province restent longtemps influencés par le profil agro-exportateur du pays et par l'ordre colonial, par-delà l'indépendance jusque dans les années 1920 et le passage à un nouveau modèle de développement lié au pétrole (Valery *et ali*, 1990). Les plantations de tabac, les haciendas de cacao, exporté pour la première fois en 1607, puis de café, introduit autour de Caracas à la fin du XVIIIe siècle (Lopez Maya, 1986), se développent de part et d'autre du Guaire avant de laisser place massivement à l'urbanisation à partir du premier tiers du XXe siècle.

Dans le cadre des structures coloniales, la propriété de la terre est fondamentale. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, l'attribution des terres anime des controverses entre les autorités locales du *cabildo*[175] de Caracas et la couronne d'Espagne. Une classe de grands propriétaires terriens, (les traditionnels *Amos del Valle*[176], ou *mantuanos*[177]), que l'on retrouve parmi les notables du *cabildo*, se consolide dans la vallée de San Francisco avant de s'approprier de plus grandes surfaces encore dans les *llanos* au milieu du XVIIIe siècle.

> « Au Venezuela, la majorité [des plantations] et la totalité des fermes se forment sur la base d'un processus d'occupation, de recomposition, de certification, d'avantages concédés et de confiscation relatives aux terres inexploitées et relevant de la couronne »[178] (Brito Figueroa, 1982 : 19).

Cette élite, réduite, latifundiste, dont l'entre soi est entretenu par des alliances matrimoniales opportunes, réside à Caracas, et le rythme de ses activités, bien au-delà de la seule vallée de San Francisco, va correspondre pour beaucoup à l'évolution de la ville (Cunill Grau, 1987 : 45-46 ; Lopez Maya, 1986 : 16-17). Dans les années 1730, l'exploitation du cacao et les premiers succès

---

[174] *No cabe duda que esas primeras escogencias de asentamiento poblacional se corresponden con la lógica económica del sistema colonial. No estaban eligiendo un lugar seguro y protegido de eventos desastrosos, sino buscando terrenos fértiles y ricos en minerales*

[175] Organe de l'administration locale des colonies espagnoles représentant les membres et les intérêts de la communauté espagnole. Le *Cabildo* est constitué de *regidores* et *alcaldes*. C'est l'organe de l'autonomie municipale et la possibilité pour les « voisins » (*vecinos*) de veiller sur les questions économiques, politiques… locales.

[176] Littéralement, « les maîtres de la vallée » de Caracas, les grands propriétaires descendants de colons. Ce titre est rendu célèbre par la fresque historique de Herrera Luque portant le même nom (1979), utilisée dans notre étude.

[177] Cette appellation dérive du privilège attribué aux femmes d'utiliser un long manteau. Le terme désigne plus largement l'élite blanche puis créole propriétaire de terres et d'esclaves, aux larges pouvoirs économiques et politiques.

[178] *En Venezuela […], la mayoría [de las plantaciones…] y la totalidad de los hatos se forman sobre la base del proceso ocupación, composición, confirmación, remate y despojo de las tierras baldías y realengas*

de son commerce, orchestré par le monopole de la compagnie commerciale basque Guipuzcoana, sortent progressivement le Venezuela de sa condition de marge. Les mesures libérales de la couronne au tournant 1780 (Lynch, 1991) accélèrent encore cette tendance. L'élite blanche des *godos* d'Espagne s'est métissée en réalité dès le XVIe siècle pour former une élite créole plus nombreuse, aristocratie terrienne, qui prospère au XVIIIe siècle : les *grandes cacaos* (Tarver et Frederick, 2006). Cette évolution concerne des classes dominantes hétérogènes animées par des rivalités entre élites commerçante et latifundiste. L'embellie économique s'accompagne de la montée des idées des Lumières dans une société engagée dans le processus d'indépendance, à la fin du XVIIIe siècle. Malgré cela, les grandes mutations d'ordres divers ne bouleversent pas fondamentalement l'ordre social, au-delà de la libération « du joug de la métropole ». La possession de la terre, et le statut social qui en découle, continuent d'être une donnée cardinale.

Le modèle socio-économique basé sur le latifundio et la mobilisation de main d'œuvre esclave ou inféodée est conditionné à l'attribution première des terres (Ríos et Carvallo, 2000). Porteur de fortes ségrégations, et oligarchique dans sa permanence au-delà de l'indépendance, ce modèle est à l'origine de certains aspects de la géographie sociale actuelle de Caracas puisqu'une grande partie des extensions urbaines à l'Est du centre historique occupe des terres d'haciendas, terrains privés, et ont suivi les initiatives de promoteurs privés. La question foncière, fondamentale du temps de l'ordre colonial, l'est aussi pour la croissance urbaine de la capitale dans le courant du XXe siècle.

- …Et leurs conséquences à nuancer sur la distribution des profils socio-économiques des populations

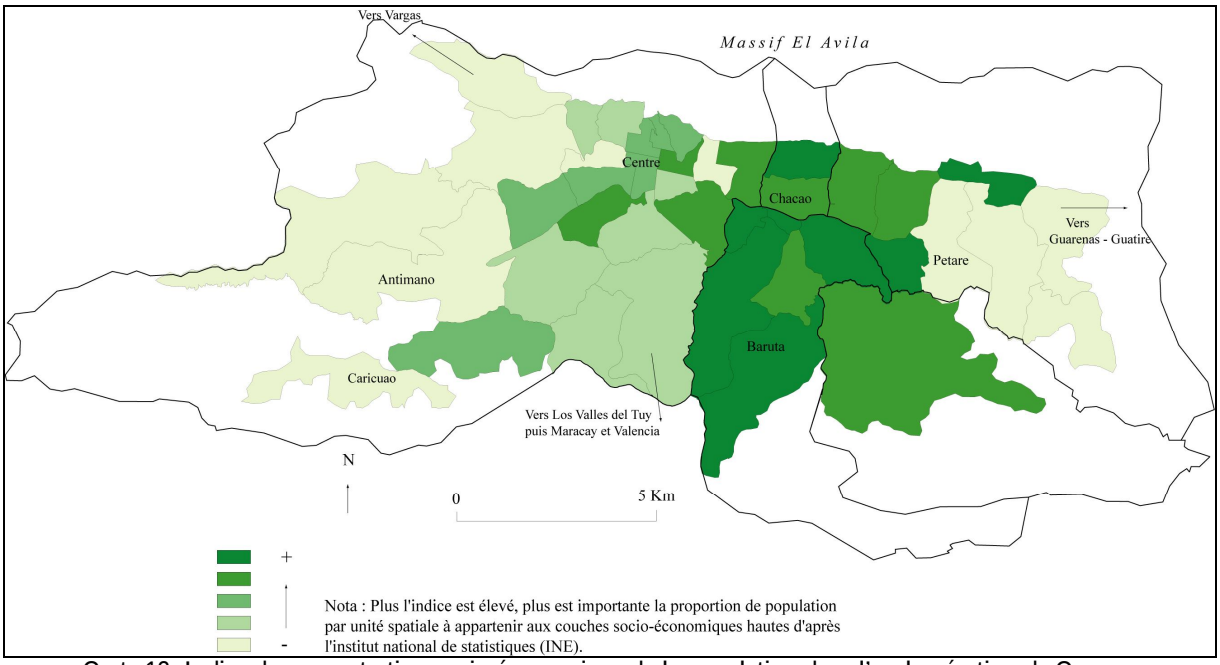
La possession et l'exploitation de la terre, cessent d'être fondamentales dans un ordre socio-spatial transformé par l'exploitation des ressources pétrolières. Dans un état rentier disposant pour beaucoup de la manne pétrolière de façon discrétionnaire, c'est l'accès à cette rente – selon divers mécanismes – qui devient fondamental (Coronil, 1997 : 70-72). La polarité croissante de la capitale draine des vagues de migrants vénézuéliens en quête de meilleures conditions de vie. Le système urbain ne peut cependant pas absorber des taux de croissance aussi élevés. Ni les opportunités de logement, ni les offres d'emploi ne sont à la hauteur des besoins toujours plus importants. La distribution des profils socio-économiques des populations dans l'espace urbain suit les conditions de valorisation du foncier dans le domaine du logement.

A la fin du XIXe siècle, le bâti dépasse le Guaire vers le Sud et entame une progression irrémédiable. Au cours des premières années 1900, c'est l'entreprise de tramway opérant à Caracas qui lotit les terrains d'El Paraiso, au Sud du fleuve, avant d'y faire parvenir une ligne de transport reliant le centre à la nouvelle extension urbaine (Figures 34 à 37). Le déplacement des populations favorisées traditionnellement du centre vers les périphéries, vers de nouvelles formes cossues d'urbanisation, libère des espaces dans un centre qui se densifie et se paupérise. Ce type

de mécanisme de valorisation foncière, spéculant sur la terre et sur l'offre de logement, va prévaloir lors des décennies de croissance urbaine suivantes, et prendre des proportions bien supérieures au lotissement d'un simple faubourg au tournant du siècle.

La création en 1928 du *Banco Obrero*, organisme d'Etat chargé de financer et promouvoir la construction de logements, tend à corriger le manque structurel d'habitations pour les plus pauvres grâce à des revenus nationaux alors quatre fois supérieurs à ceux de 1908 (Martin Frechilla, 1995a). Les quartiers de Bella Vista (1937-1938) et de Propatria (1939-1940), sont deux exemples de cette initiative publique (Carte 2). Après la décennie 1940, laissée pour beaucoup à l'initiative privée, l'offre de logements sur le front de progression de la ville formelle, vers l'Est, ne concerne pas les plus pauvres qui résolvent leurs problèmes d'habitat en occupant, dans des conditions précaires, les terrains les plus difficiles à urbaniser, à forte pente, et au plus près possible des sources d'emploi. Ces logiques de localisation selon des impératifs économiques combinées à la topographie du site de Caracas construisent un paysage urbain de crêtes couronnées de *ranchos* au cœur même de la ville formellement urbanisée. La marqueterie apparente du paysage urbain ne correspond pas à une fragmentation systématique de ces deux formes étroitement liées que prend la ville (Baby-Collin, 2001), mais la séparation physique n'en est pas moins frappante, partie visible d'inégalités structurelles importantes (García-Guadilla, 2007). Les habitants des *barrios* représentent 17% de la population de la ville dans les années 1950, 50% en 1978, et un peu plus de 40% en 1990 (De Lisio, 2001). De manière générale, c'est une part plus importante encore qui affronte des conditions de logement précaires dans l'espace urbain et qui, paradoxalement, augmente durant les périodes de manne pétrolière.

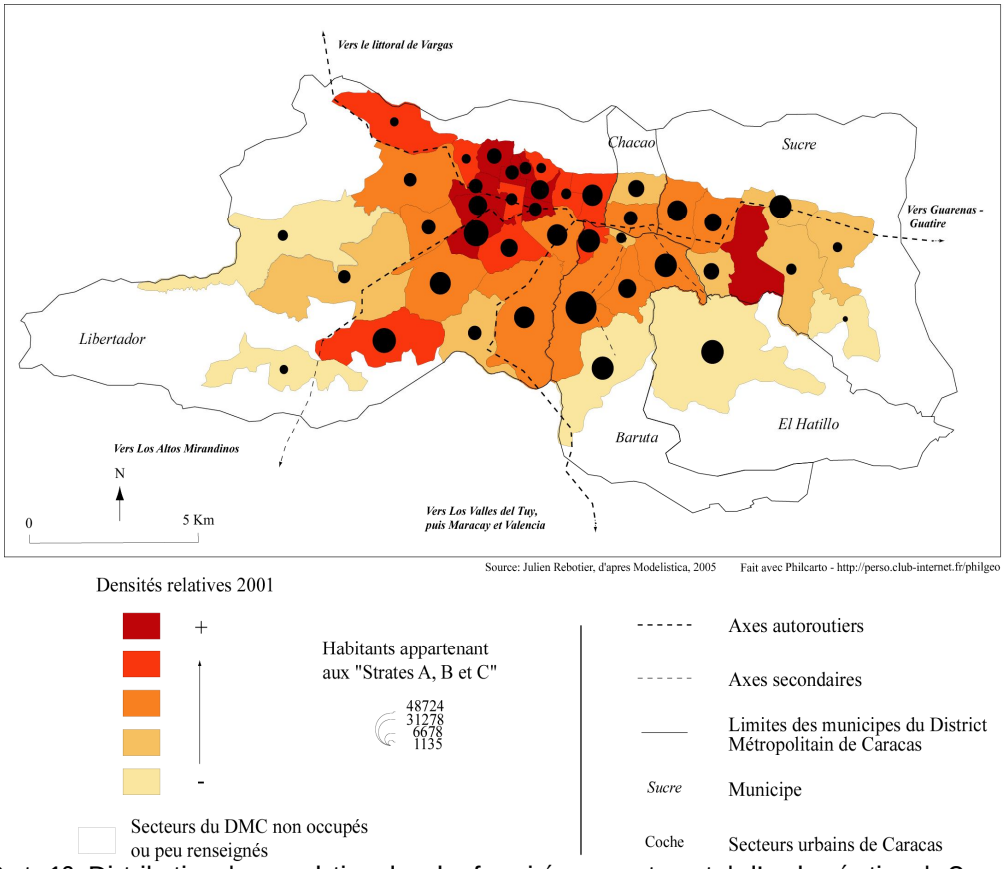
Suivant essentiellement les mécanismes de production de logements, la distribution sociale de la population à Caracas suit une logique méridienne, perpendiculaire à l'axe de la vallée centrale (Carte 12). C'est sur les collines de l'Ouest de la vallée de San Francisco, ainsi qu'à l'extrême Est, autour de Petare, que se concentrent les populations aux revenus les plus bas. L'occupation d'Antímano correspond à d'anciens secteurs industriels de Caracas, et le secteur de Caricuao, à l'extrême Sud-Ouest, est le produit d'une opération publique de logement concentrant des populations aux revenus très bas. Or, les situations à la périphérie ou encore la géographie physique ne suffisent pas à expliquer la localisation des populations selon leurs profils socio-économiques dans le DMC. On trouve en effet de fortes proportions de classes moyennes, aisées, voir de très riches secteurs à l'extrême Sud-Est de la vallée centrale et sur des collines (au-delà de Baruta, ou à El Hatillo). Dans une orientation méridienne, le fuseau centre-oriental rassemble les plus fortes représentations relatives de populations économiquement plus favorisées (Carte 12). Or, il s'avère que cet espace de la vallée correspond pour l'essentiel aux phases d'urbanisation sur les terres d'anciennes haciendas selon les logiques privées de promoteurs immobiliers à partir des années 1940.



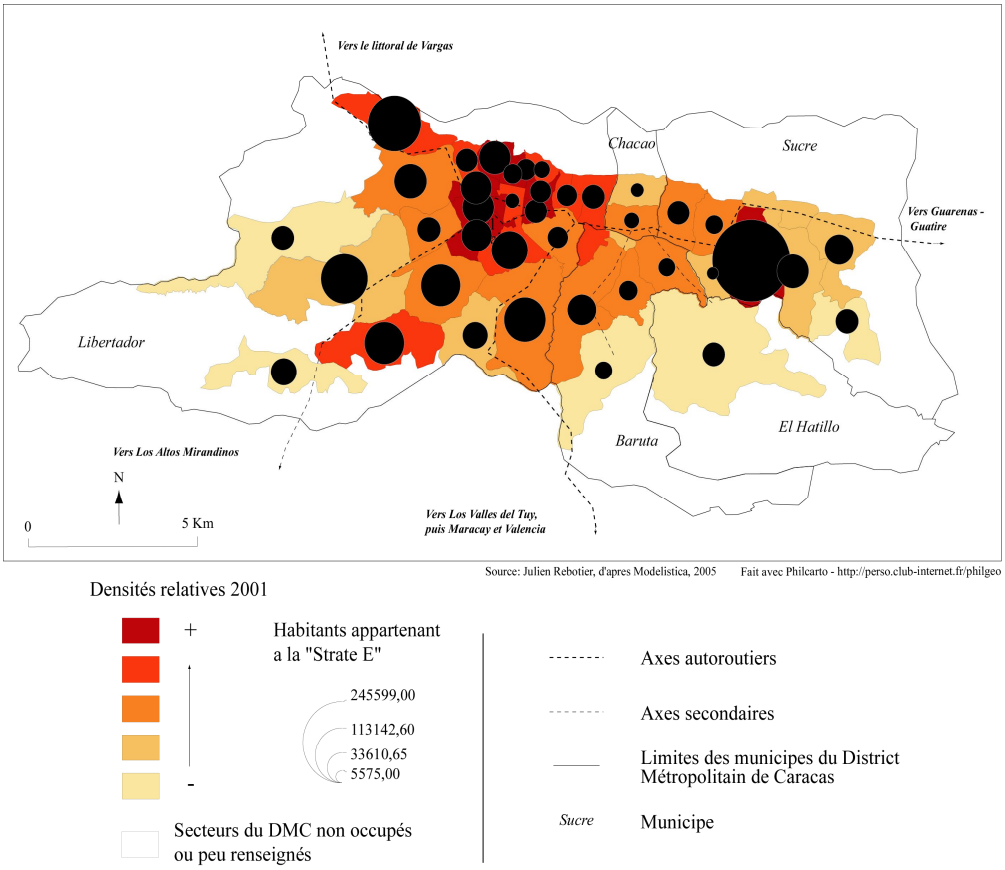
Carte 12. Indice de concentration socio-économique de la population dans l'agglomération de Caracas
(Source: Elaboration propre, données Modelistica, 2005)

De fait, les densités les plus faibles correspondent aux profils socio-économiques les plus favorisés, selon des standards d'occupation de l'espace de classes moyennes ou aisées dans les années 1960 et 1970, à savoir la maison mono familiale avec jardin, d'inspiration nord-américaine (Carte 13). Les plus grands nombres d'habitants de classes moyennes ou aisées correspondent généralement à des secteurs de densités moyennes ou basses. On voit aussi à quel point les secteurs du fuseau centre-oriental, le plus favorisé, concentrent relativement peu de population pauvre relevant de la strate E[179], à la différence de la partie occidentale, à la population plus pauvre, et du fuseau centre-occidental, où l'on trouve une population au profil plus hétérogène, le long de l'axe autoroutier menant à Los Altos Mirandinos et notamment sur les collines qui bordent sa partie Sud. L'origine de cet axe, près du centre historique, correspond aux premiers terrains ayant accueilli une initiative privée de lotissement, dont l'*urbanización* d'El Paraiso fait partie. Ces secteurs d'occupation plus ancienne présentent notamment une occupation plus intense de l'espace (Carte 14)[180].

[179] La strate E correspond à la population au profil socio économique le plus bas dans la classification statistique vénézuélienne.
[180] La même échelle est utilisée pour le figuré représentant la quantité d'habitants selon le recensement 2001 sur les cartes 13 et 14, permettant ainsi de rapprocher leur lecture.

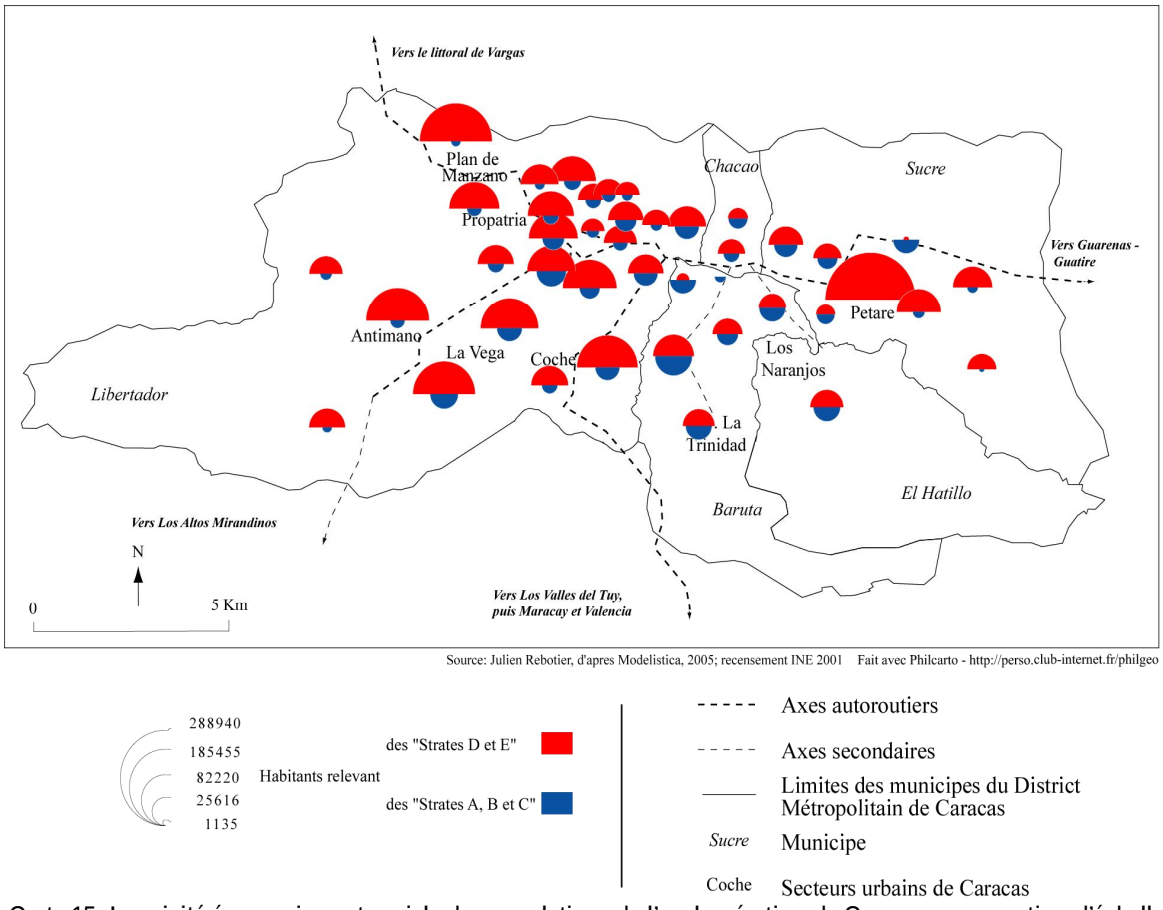


Carte 13. Distribution des populations les plus favorisées au centre-est de l'agglomération de Caracas
(Source : Elaboration propre, données INE et Modelistica, 2005)



Carte 14. Distribution des secteurs les plus populaires au centre-Ouest et à l'Est de l'agglomération de Caracas
(Source : Elaboration propre, données INE et Modelistica, 2005)

La distribution de la population urbaine selon des critères socio-économiques suit donc une organisation méridienne à l'échelle de la vallée de San Francisco, en vertu de mécanismes spéculatifs de valorisation du foncier. Cette lecture doit néanmoins être nuancée à d'autres échelles par une plus grande diversité repérée le long de l'axe de communication Sud occidental, support de la première extension du bâti, ainsi que par l'hétérogénéité apportée, à l'échelle locale, par la marqueterie du paysage urbain. De même, si l'on peut identifier des secteurs homogènes de populations défavorisées à l'échelle du DMC (essentiellement l'Ouest et le large secteur de Petare, à l'extrême Est), il est bien plus délicat d'identifier des secteurs aussi larges de population assez ou très favorisées, même dans les secteurs du fuseau centre-oriental de l'organisation méridienne (Carte 15).



Carte 15. La mixité économique et sociale des populations de l'agglomération de Caracas, une question d'échelle
(Source : Elaboration propre, donénes INE et Modelistica, 2005)

Si l'on observe la proportion de population par municipe vivant dans des *barrios* dans l'espace du District Métropolitain, il apparaît très nettement que les municipes d'El Hatillo, Chacao et Baruta sont en sous-représentation par rapport à la moyenne du DMC (Figure 25). Les trois municipes du fuseau centre-oriental du DMC sont issus de la dynamique de décentralisation lancée dans les années 1980 qui culmine par une série de lois en 1989 et 1990. Chacun des trois municipes atteint progressivement son autonomie de l'ancien district Sucre, prenant des distances avec le reste d'un territoire relativement plus pauvre, et entretenant un peu plus l'entre soi qui se décline à de plus grandes échelles (Garcia Sanchez et Villa, 2001 ; Garcia Sanchez, 2004).

Municipes	Libertador	Chacao	Sucre	Baruta	El Hatillo	DMC
Population 2001	1836286	64629	546766	260853	54225	2762759
% de la surface des *barrios* du DMC	77%	19,5		3,5		100,00%
% de la pop totale des *barrios* du DMC vivant dans le municipe de…	69,30%	0,90%	24,60%	4,90%	0,30%	100,00%
% de la pop du municipe de… vivant dans les *barrios*	41,30%	15%	53,40%	22%	7,20%	40,65%
Pop 2000 en *barrio*	760000	9700	292000	57400	3900	1123000

Figure 25. Distribution de la population vivant dans des *barrios* et de la superficie des *barrios* dans le DMC en 2001
(Source : Information rassemblée à partir de Baby-Collin et Zapata, 2006 et INE)

Enfin, en plus des aspects spatiaux de ségrégation sociale, il convient de proposer aussi une lecture socio-spatiale de la polarisation liée au processus politique que connaît le pays depuis les années 1990 avant l'arrivée au pouvoir du président Chávez (Ellner et Hellinger, 2003). Si l'on rapproche les résultats des dernières élections présidentielles de 2006 concernant les municipes de la grande Caracas et la proportion d'individus considérés comme « pauvres » par l'INE en 2001[181] (Figure 26), on voit combien l'axiome trop souvent asséné en particulier dans les médias, selon lequel les pauvres sont la réserve électorale chaviste, ne se vérifie pas systématiquement à l'échelle municipale (Hellinger, 2007 ; Figure 27). Il convient néanmoins de prendre de la distance avec les mesures proposées de pauvreté alors que le municipe populaire de Libertador présente proportionnellement moins de pauvres que celui, bien plus cossu, d'El Hatillo. Malgré la progression des populations issues des municipes voisins plus populaires (de l'Est et du Sud-Est), une telle valeur pourrait s'expliquer par un artifice de l'indice, ou par une erreur de levée d'information[182]. Sur le plan spatial, outre ce cas isolé, et au delà d'indéniables bastions monochromes[183], il ressort que la polarisation politique ne suit pas systématiquement la distribution socio-économique de population, ni à l'échelle municipale (Figures 26 à 28), ni à une échelle plus locale. Le terrain impose plus de finesse, notamment dans les secteurs populaires.

[181] La mesure statistique de la pauvreté est toujours délicate. Manifestement, l'information mise à disposition par l'institut national de statistiques est élaborée sur la base de la méthode dite des « nécessités de base insatisfaites ». En fonction de l'assistance scolaire, du nombre d'individu par foyer, des conditions physiques et de service du logement, et de l'indépendance économique, sont considérés comme pauvres les membres des foyers qui ne satisfont pas à une au moins des « nécessités » établies. Du reste, les foyers qui ne satisfont pas à deux ou plus de ces nécessités sont considérés comme « pauvres extrêmes ». C'est sur cette base qu'est construite la carte de pauvreté au Venezuela par municipe en 2001. Un doute subsiste pour l'élaboration des données présentées quant au recours à l'autre méthode, celle dite de la « ligne de revenu » mise en rapport avec l'indice des prix. Pour cette méthode, sont considérés comme pauvres les individus qui se situent en-deçà d'une ligne monétaire de pauvreté correspondant à la valeur d'un « panier de base » (*canasta básica*) de biens et de services. Ainsi, le montant des revenus (par tête) est rapporté au prix (par tête) de certains aliments et des services prioritaires comme la santé et l'éducation. De plus, les individus sont considérés comme « pauvres extrêmes » lorsque le revenu n'atteint pas le prix d'un « panier alimentaire » (*canasta alimentaria*), ne tenant compte d'aucun service. Enfin, notons qu'il existe une méthode de calcul de la pauvreté qui intègre ces deux approches. Informations disponibles sur Internet :
http://www.ine.gob.ve/fichastecnicas/menufichastecnicas.asp

[182] Néanmoins, parmi les 25,3% de pauvres que compte le municipe d'El Hatillo, seuls 3,84% sont considérés comme en situation de pauvreté extrême.

[183] L'emploi de cet adjectif fait référence aux partisans du Président Chávez parés de « rouge, tout rouge » (*rojo rojito*) ou à une des principales formations d'opposition (Primero Justicia) aux couleurs emblématiques jaune et noir, dont l'audience se limite essentiellement à la capitale.

ÉTAT	MUNICIPE	Votes pour Chávez en 2006, en %	Votes pour Rosales en 2006, en %	Proportion de pauvres en 2001, en %
District Capital	Libertador	62,74	36,92	21,94
Miranda	Baruta	24,25	75,55	11,22
Miranda	Chacao	23,37	76,44	8,69
Miranda	Sucre	53,17	46,56	26,03
Miranda	El Hatillo	20,35	79,52	25,30
Miranda	Independencia	81,26	18,5	33,61
Miranda	Lander	81,68	18,07	38,85
Miranda	Paz Castillo	82,19	17,62	47,10
Miranda	Simon Bolivar	78,51	21,28	37,49
Miranda	Cristobal Rojas	74,67	25,11	40,38
Miranda	Urdaneta	77	22,75	30,72
Miranda	Plaza	72,46	27,25	22,68
Miranda	Zamora	66,96	32,72	25,28
Miranda	Carrizal	52,20	47,49	23,05
Miranda	Guaicaipuro	62,77	36,92	25,24
Miranda	Los Salías	32,55	67,16	6,13
Vargas	Vargas	69,35	30,36	26,81

Figure 26. Répartition des populations favorisées et résultats aux élections présidentielles de 2006 dans les municipes des cinq agglomérations de la grande Caracas
(Source : Elaboration propre, données INE, CNE)

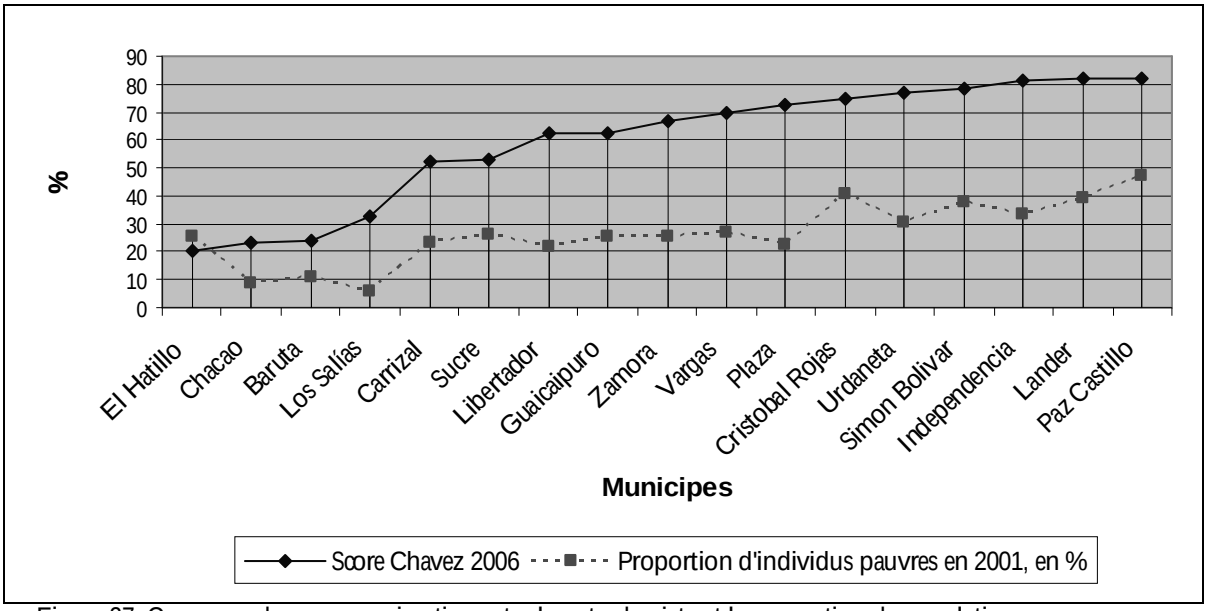


Figure 27. Correspondance approximative entre le vote chaviste et la proportion de population non-pauvre par municipe
(Source : Elaboration propre, données INE, CNE)

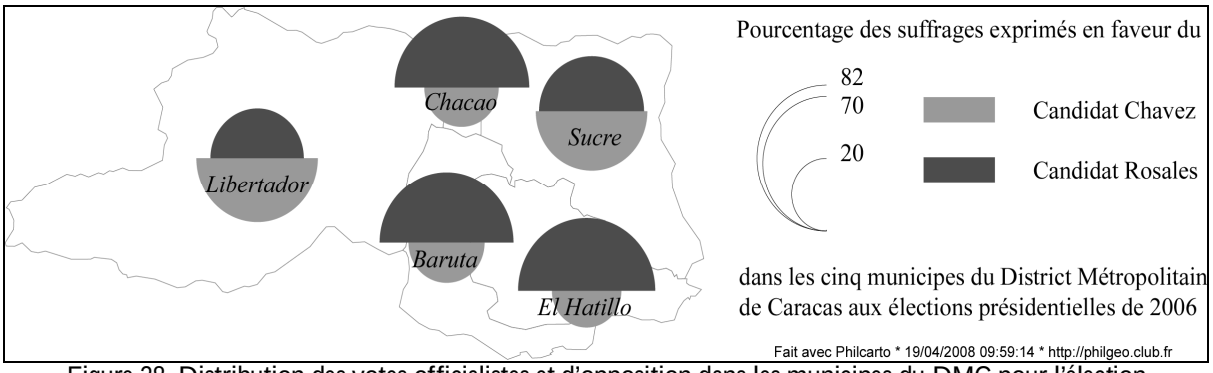


Figure 28. Distribution des votes officialistes et d'opposition dans les municipes du DMC pour l'élection présidentielle de 2006
(Source : Elaboration propre, données INE)

A l'échelle du DMC enfin, l'expression du suffrage aux élections présidentielles de 2006 souligne néanmoins certains clivages déjà mis en avant par la géographie sociale de la ville notamment à travers les forts scores du candidat d'opposition Manuel Rosales (meilleurs scores nationaux), dans les municipes de Chacao, El Hatillo et Baruta (Figure 27). La forte homogénéité socio-économique du fuseau centre-oriental se traduit en terme politique de façon éclatante à travers les scores électoraux. On ne retrouve pas cette homogénéité pour les secteurs plus populaires de l'Ouest et de l'extrême Est du DMC. De fait, tous les clivages ne sont pas repris de façon systématique. Les courbes de pauvreté et de vote chaviste ne présentent pas la même pente, certains municipes, comme Plaza ou Cristobla Rojas associent des valeurs « pauvres » et « votes chavistes » sensiblement différentes par rapport au comportement des autres municipes, et le score chaviste apparaît relativement disputés dans des secteurs réputés populaires, comme c'est le cas de l'extrême Est du DMC, dans le municipe Sucre (Figure 28). Ces quelques remarques sont l'occasion de rappeler deux idées essentielles pour interpréter la distribution de phénomènes sociaux aujourd'hui à Caracas. D'une part, les découpages opérés, s'ils renvoient à des « dominantes » ou des tendances majeures, ne peuvent en aucun cas être systématisés et présentent toujours un certain degré d'hétérogénéité[184]. D'autre part, la forte polarisation politique ne suffit pas à expliquer la complexité de la situation et ne se plie pas toujours aux cadres idéologiques trop rapidement dressés.

Ainsi, la recherche d'ordre dans l'hétérogénéité urbaine se fait au prix de certaines nuances que l'on ne doit pas manquer d'identifier et de décliner à différentes échelles. Elle amène parfois à présenter des raccourcis équivoques qui passent par la généralisation de valeurs extrêmes, le recours au syllogisme, le télescopage des échelles… influençant grandement, par leur lecture rapide et facile, et par leur aspect logique, les représentations de l'espace urbain[185]. Multiplier les variables examinées, penser au-delà de la vérité des médias ou tenir compte des rapports de forces et des groupes d'intérêts sont autant de réflexes qui aident à mieux saisir la complexité de la ville. Telle qu'elle a été abordée, la distribution de certains aspects qualitatifs de la population de la ville est un point nécessaire à l'étude des situations de risque urbain. Ces aspects-là, à savoir les rapports spatiaux que les différents secteurs de populations entretiennent, le profil socio-économique des secteurs urbains ou les ressources notamment économiques dont peuvent faire

184 C'est aussi le cas à plus grande échelle, celle des quartiers, qu'il s'agisse de *barrios de ranchos* ou d'*urbanizaciones* plus formelles. S'ils sont respectivement occupés par des populations plutôt modestes, ou plutôt favorisées, ce découpage masque souvent une grande diversité de situations qu'une étude sociologique de terrain ne manquerait pas de révéler.

185 Pour reprendre les seuls exemples déjà développés ou évoqués : l'homogénéité sociale de « l'Est » et de « l'Ouest » de Caracas sont des phénomènes spatiaux qui appartiennent en réalité à des échelles différentes, respectivement à petite et à grande échelle, les secteurs dits populaires démontrant en réalité plus d'hétérogénéité que les secteurs favorisés ; la topographie n'est pas *a priori* un facteur discriminant de répartition des populations selon des critères socioéconomiques (l'étude de la morphologie urbaine le confirmera) ; les plus forts scores du candidat Rosales dans les municipes les plus riches de la capitale, fleurons de l'opposition nationale, ne signifient pas que les populations les plus favorisées de « l'Est » sont de l'opposition et que les « pauvres » de « l'Ouest » sont partisans du président Chávez ; les *barrios de ranchos* de Caracas n'abritent pas seulement des « pauvres », loin s'en faut…

preuve les caraquéniens entrent dans l'étude du risque au titre des facteurs de vulnérabilité. Ces facteurs conditionnent pour beaucoup la capacité de réponse et donc le niveau d'endommagement, voire même contribuent à la constitution de menaces endogènes d'ordre sociopolitique, par exemple. Dans l'immédiat, c'est à travers la nature et la distribution des fonctions urbaines de Caracas que nous allons compléter le contexte géographique. L'étude de ces fonctions permettra de recouper certaines caractéristiques déjà soulignées, de compléter des hypothèses d'explication et d'en formuler de nouvelles.

3.2- La dimension « capitale » de Caracas et l'évolution de ses fonctions urbaines

Le statut de « capitale » de la ville de Caracas recouvre des réalités différentes au fil du temps. Les fonctions urbaines, l'ensemble de ses activités, et son aire d'influence évoluent dans un contexte géographique qui se décline à différentes échelles. A l'échelle du DMC (agglomération de Caracas), la centralité de la capitale se déplace vers l'Est et contribue à modeler la géographie sociale urbaine. A l'échelle régionale, la forte croissance des années 1940 – 1970 et la tendance fonctionnaliste comme principe de développement urbain participent de la distribution des populations selon des critères socio-économiques liés à l'accès au logement, de l'émergence de « villes dortoirs » autour de l'agglomération de Caracas, et soulignent l'importance des communications entre les différents espaces de la grande Caracas.

3.2.1- Caracas – capitale, la construction d'une polarité à petite échelle

- D'une capitale de marge…

D'abord située à Coro (1527-1546 et 1548-1576), et brièvement à El Tocuyo (1546-1548), dans l'État de Lara, à quelques 350km à l'Ouest – Sud-Ouest de la vallée de San Francisco, c'est à Caracas, fondée en 1567, que la capitale de la province de Venezuela est établie définitivement en 1576[186]. Les fonctions relatives au statut de capitale sont transférées ou établies progressivement à Caracas, depuis l'installation du premier gouverneur Juan de Pimentel neuf ans après la fondation de la ville, en 1576, jusqu'à la consécration de Caracas comme capitale d'un État indépendant en 1830, en passant par l'installation de l'évêché (1613), de la capitainerie générale (1777), de l'audience royale[187] et de la *gobernación*[188] de Venezuela (1786), des tribunaux de commerce et services fiscaux régionaux (1793), et de l'archevêché (1803). Le statut de capitale doit cependant être replacé dans la lente consolidation de l'encadrement institutionnel de la ville et de la *Tierra Firme,* qui restent longtemps une périphérie des lointaines colonies.

[186] Des transferts temporaires plus tardifs des fonctions de la capitale à Valencia ou à Maracay n'impliquent pas de contradictions significatives avec le reste du développement.
[187] Chargée des questions de droit.
[188] La nouvelle unité politico-territoriale rassemble sous l'autorité du gouverneur à Caracas des provinces jusque là disparates, commençant à dessiner le territoire de l'actuelle république bolivarienne du Venezuela.

Passée la fièvre de l'exploitation de perles sur le littoral Nord oriental de la *Tierra Firme* au début du XVIe siècle et de la recherche de l'El Dorado dans l'intérieur des terres jusqu'après les années 1600 (Alés et Pouyllau, 1992 ; Lézy, 2000), le Venezuela actuel, et sa capitale, n'émergent réellement d'un certain oubli qu'après les années 1730. Caracas reste dans l'ombre de Santa Fé de Bogotá. Les « trois maisons et l'église en maçonnerie » décrites dans le premier plan de la ville envoyé par Pimentel en 1578 à la couronne vont s'étoffer lentement, au rythme d'une activité économique ténue (Gasparini, s.d.). Le tabac, le blé, puis le commerce de cacao à la fin du XVIIe siècle, et de café (Tarver et Frederick, 2006 : 39-41) accompagnent la consolidation des fonctions de capitale. Le pouls de Caracas, où vivent les grands propriétaires terriens et nombre de commerçants[189], bat au rythme de l'import-export des produits agricoles. En 1830, Caracas s'affirme comme capitale indépendante, mais si la stabilité espagnole coloniale est rompue, l'ordre reste inchangé (Gonzalez Casas, 2002). Les grands propriétaires et surtout commerçants, qui concurrencent l'Eglise à la tête de l'ordre social à partir de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, donnent le « la » de l'ordre urbain. Au cours des premières décennies du XXe siècle, c'est le changement de modèle de développement et la position de l'État vénézuélien, avec Caracas à sa tête, en sa qualité d'intercesseur entre les ressources pétrolières nationales et les compagnies d'exploitation, qui vont conférer une nouvelle dimension à la capitale, un rôle de premier plan dans le pays rentier.

- …A une capitale qui compte ?

A la dialectique travail - capital, il faudrait ajouter, pour le Venezuela, l'entité de la terre (Coronil, 1997). A partir des années 1920, lorsque l'exploitation du pétrole prend une dimension nationale, l'importance de la terre dans le modèle colonial et agro-exportateur est redoublée par l'importance de la gestion des ressources naturelles du sous-sol par l'État, ainsi que par un secteur propriétaire foncier qui sait très vite réorienter son investissement vers l'immobilier et le commerce. Contrôler l'État, c'est contrôler la distribution de la rente. Caracas, en sa qualité de capitale, de siège de la représentation nationale, concentre des pouvoirs fondamentaux pour le développement du pays, mais aussi pour le contrôle de la rente et des capitaux étrangers. Ainsi la capitale attire, concentre et se fait l'écho des ambitions de progrès, inondée de pétrodollars et nourrie d'espoirs toujours plus grands. En 1973, la production de richesses de Caracas représente 60% du PNB hors exploitation de pétrole et de fer (Amaya, 1987 : 23).

A l'échelle continentale, il faut noter un faible degré d'intégration latino-américaine, à partir du milieu du XXe siècle, marqué, il est vrai, par un environnement de dictatures militaires. Après le retour de la démocratie en 1958 et une brève ouverture vers Cuba alors révolutionnaire, la Caracas de Rómulo Bétancourt devient vite un avant pont stable des relations États-Unis -

[189] On trouve aussi de nombreux commerçants installés sur le littoral de Vargas, près du port de La Guaira – port de commerce de Caracas – où la compagnie de commerce maritime *La Guipuzcoana* – avait établi son siège.

Amérique latine, et un bon exemple des intentions tant économiques que politiques du grand pays nord-américain dans l'hémisphère occidental. Le Venezuela défend néanmoins crânement sa ressource dans le cadre d'une idéologie nationale de progrès. L'OPEP est créée à Caracas en 1960 et rassemble cinq pays producteurs de pétrole (Koweït, Iran, Iraq et Arabie Saoudite) chargés de coordonner les politiques pétrolières des États. La charte est signée l'année suivante, de nouveau à Caracas. Le cartel compte aujourd'hui treize membres.

En plus de l'intersession de l'État dans la gestion de la ressource, le pétrole confère à la diplomatie vénézuélienne, « à Caracas » selon la métonymie politique d'usage, des atouts géopolitiques de première importance sur la scène mondiale. Si le pays n'est pas un « géant » du continent, la reprise du contrôle public sur la ressource après la décennie 1990 et les enjeux actuels qui se posent autour de l'énergie confèrent au Venezuela un argument décisif pour sa politique internationale. Caracas est une capitale qui compte, soit directement par sa politique et ses pratiques, soit indirectement, en agitant la menace d'une « réaction » états-unienne à l'intervention jugée trop audacieuse du Venezuela dans les affaires d'autres pays latino-américains… Quelle qu'en soit la lecture, la capitale s'inscrit aujourd'hui dans une géopolitique régionale et internationale.

Au titre de l'intégration régionale du Venezuela après 1958, on peut citer la présence à Caracas de sièges d'institutions régionales (comme le Système Economique Latino-américain, SELA[190]), ou la participation à de grands blocs régionaux (comme la Communauté Andine des Nations, entre 1973 et 2006). Mais la nouvelle activité de Caracas sur la scène globale, après l'arrivée au pouvoir du président Chávez, se lit aussi à travers les intentions d'y installer d'autres sièges d'institutions incarnant la diplomatie dans laquelle est engagée le pays à l'échelle latino-américaine, comme l'ALBA[191], ou la Banque du Sud… Prise dans ces nouveaux réseaux d'interdépendance et au-delà du seul marché de l'énergie, la ville devient un enjeu non plus seulement pour le Venezuela, mais plus sûrement encore pour d'autres pays latino-américains et d'autres gouvernements avec qui se tissent des liens d'intensité diverse. Caracas, à sa mesure, est aussi une ville insérée dans la mondialisation, et d'importantes perturbations locales ne seraient pas sans conséquences à une échelle régionale, du fait du développement de ses fonctions régionales et globales.

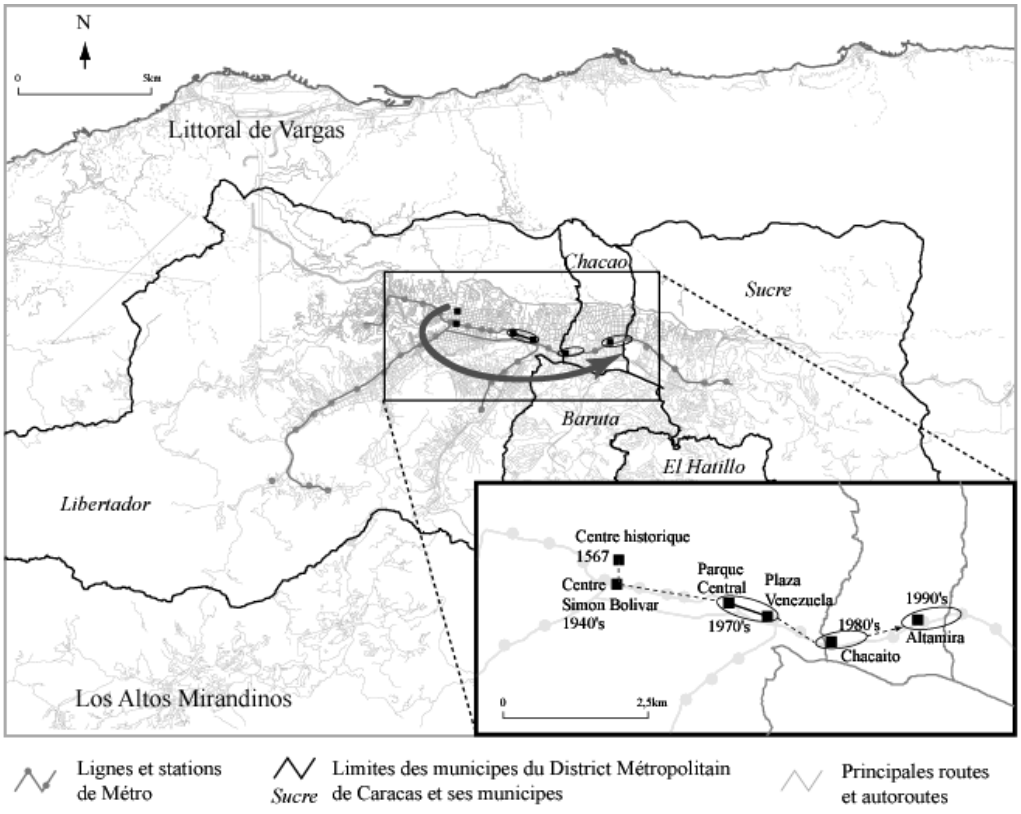
3.2.2- Déplacement et distribution des fonctions urbaines dans la capitale

- Le déplacement latitudinal de la centralité sur l'axe de la vallée de San Francisco

Si à l'échelle de la vallée de San Francisco on a pu observer une distribution plutôt méridienne des populations selon leurs profils socio-économiques, il est frappant de voir, dans une

[190] Créé en 1975, le SELA est constitué de 26 pays latino-américains et caribéens censés développer l'intégration économique et des stratégies régionales dans la perspective de grandes négociations économiques interrégionales.
[191] L'alternative bolivarienne pour les Amériques.

perspective historique, le déplacement latitudinal des centralités successives de la capitale, le long du Guaire (Carte 16).



Carte 16. Déplacement vers l'Est des centralités urbaines le long de l'axe central de la vallée de Caracas, dans le DMC
(Source : Elaboration propre)

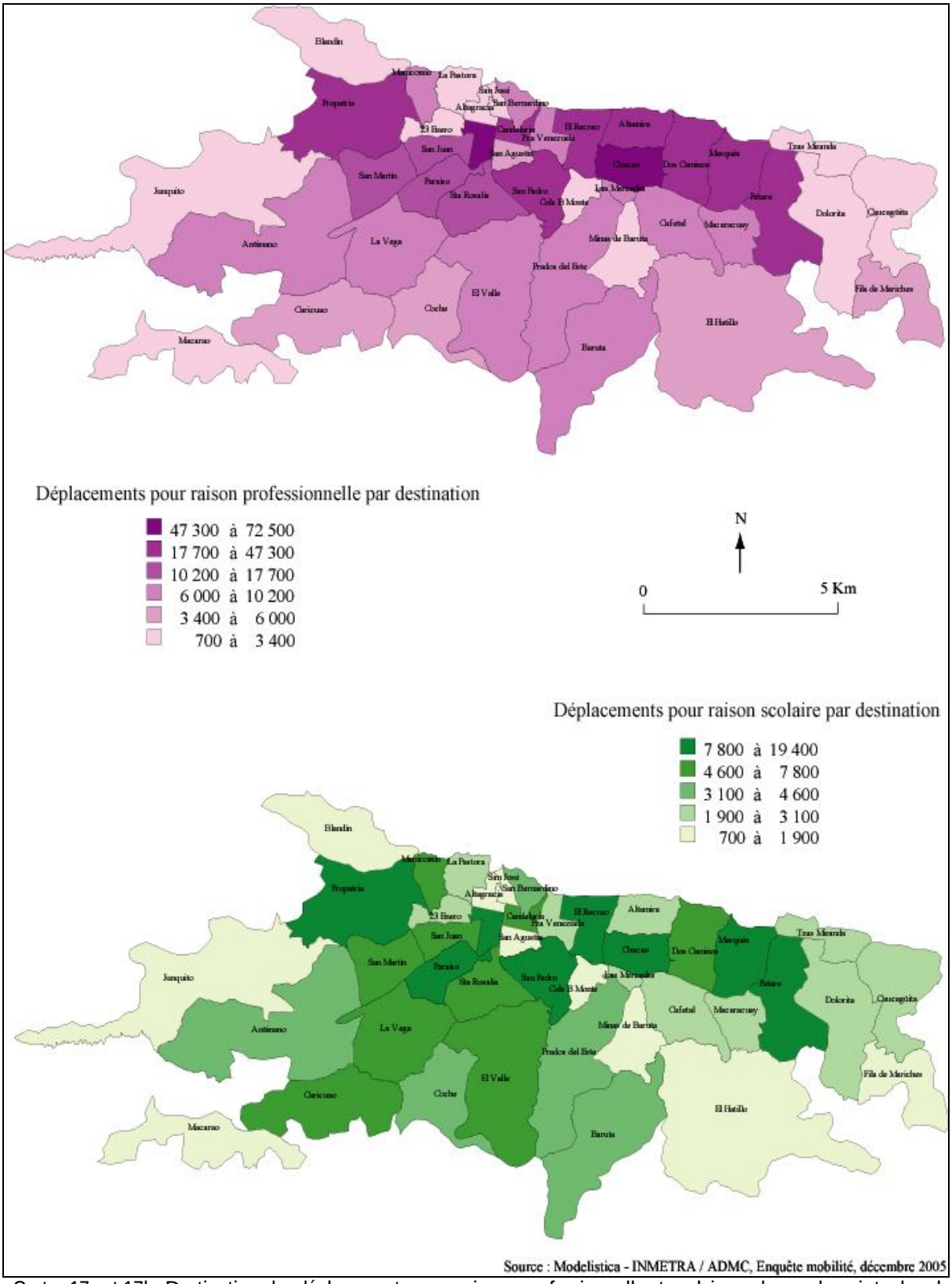
Le centre historique est organisé autour de la Plaza Bolivar et rassemble les sièges des institutions de pouvoir traditionnelles de la colonie (institutions religieuses et civiles). Il est supplanté dans les années 1940, par le Centre Simón Bolívar, signant définitivement le passage d'un urbanisme d'inspiration coloniale, en damier, aux artères autoroutières et aux connexions de secteurs urbains monofonctionnels de l'urbanisme fonctionnaliste consécutif à la charte d'Athènes. Le Centre Simón Bolívar accueille des logements et des institutions civiles au Sud du centre historique. C'est aussi le début d'un glissement inexorable vers l'Est, qui suit le rythme de l'extension du bâti. Au tournant des années 1970 est proposé un projet de construction d'un complexe urbanistique entre les avenues Bolívar et Lecuna. La construction est finalisée au tournant des années 1980, intégrant des fonctions résidentielles, commerciales et dressant fièrement deux tours de bureaux de plus de 220 mètres chacune. Le complexe du Parque Central prend place aux cotés du campus de l'Université Centrale du Venezuela et du grand échangeur autoroutier de la Plaza Venezuela qui sert d'interface entre plusieurs axes (métro, avenues et autoroutes) et le tissu urbain qui progresse vers l'Est. La Plaza Venezuela est aussi entourée de quelques tours de bureaux couronnées par de grands panneaux publicitaires, parfois lumineux, qui cherchent à donner à la place un air – fort éloigné – de Times Square. Plus vers l'Est, après le boulevard commercial de Sabana Grande, rendu piétonnier au cours de la décennie 1980, apparaît dans les années 1980 et

1990 une nouvelle centralité sur un axe partant de Chacaito vers Altamira (municipe Chacao), à l'architecture caractéristique d'immeubles « intelligents » ou de tours de verre. Cette centralité occupe un espace de la ville aux populations globalement plus favorisées et correspond à des activités liées à la globalisation et à quantité de circuits internationaux (entreprises, ONG, représentations d'institutions internationales…). On y trouve le siège de la corporation andine de développement (CAF) et de grands hôtels. Mais c'est dans une ultime poussée vers l'Est, au Nord du Parque del Este, que l'on trouve les sièges locaux de grandes entreprises internationales et de grandes banques. Le « Cristal Center », à l'image du Parque Central 30 ans auparavant, sert de fleuron à cette dernière progression de la centralité glissante de Caracas qui semble gagner toujours un peu plus en « globalisation » et financiarisation des activités économiques et en augmentation des standards socio-économiques des populations qui le fréquentent.

Les centralités le long du Guaire structurent l'ensemble de la capitale selon un axe latitudinal, depuis le centre historique, entre les torrents Caroata et Catuche, jusqu'à l'Est huppé du « Cristal Centre ». La progression vers l'Est des centralités de la capitale reflète une certaine évolution de l'économie nationale et les étapes de l'extension socio-spatiale de la ville. Cette progression des centralités de la capitale bute aujourd'hui contre une masse de pauvres, à l'Est du Parque Cristal, autour de Petare. La proximité entre les centres financiers et un des plus grands bidonvilles d'Amérique Latine (Davis, 2006) renvoie à des structures duales de la ville (Santos, 1971), et rappelle surtout la marqueterie du paysage urbain qui ne va pas sans des liens étroits et de différentes natures entre la ville formelle et informelle (Baby-Collin, 2001). Cela étant, la fréquentation de ce chapelet de centralités successives qui s'égrainent sans se supplanter reflète à nouveau certains clivages de la géographie sociale de Caracas.

- A l'échelle du DMC, un axe de fonctions latitudinal pour une fréquentation méridienne

La centralité de Caracas à la mobilité latitudinale consolide un axe en fond de vallée doté des fonctions principales de la capitale. L'examen de deux d'entre elles, l'emploi essentiellement administratif et l'enseignement, montrent à quel point l'axe central structure l'espace du District Métropolitain (Cartes 17a et 17b).

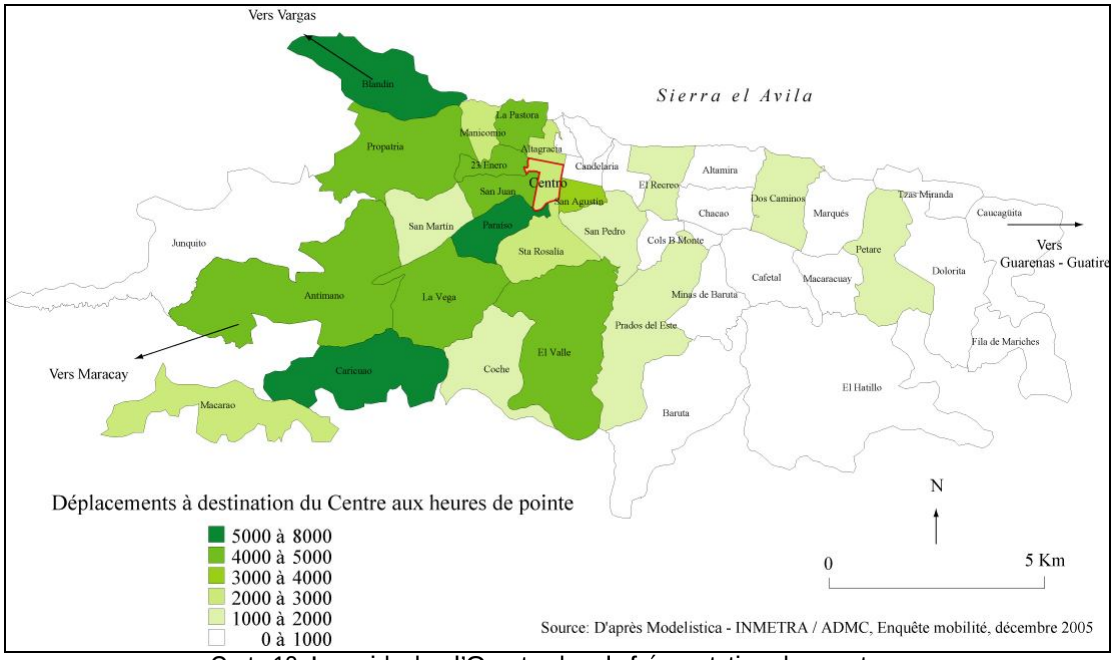


Cartes 17a et 17b. Destination des déplacements pour raisons professionnelle et scolaire en heure de pointe dans le DMC

(Source : Elaboration propre, données Modelistica, 2005)

Produites à partir de données issues d'une enquête mobilité réalisée en 2005 à la demande de l'administration du DMC (*Modelística*, 2005), ces cartes montrent l'intensité de la fréquentation des unités spatiales situées le long de l'axe des centralités urbaines, de manière relativement homogène d'Ouest en Est. L'enquête est basée sur les déplacements motorisés et non motorisés, et prend donc en compte les populations ne disposant pas de véhicules particuliers, usant de

transports en commun ou se déplaçant à pied. La fréquentation massive de cet axe ne doit cependant pas en masquer certains aspects sélectifs selon que l'on se place à l'Ouest ou à l'Est de la vallée de San Francisco (Carte 18).



Carte 18. Le poids de « l'Ouest » dans la fréquentation du « centre »
(Source : Elaboration propre, données Modelistica, 2005)

L'analyse de l'origine des déplacements ayant pour destination l'unité spatiale désignée comme « centre »[192] aux heures de pointe montre une nette disparité d'orientation méridienne entre l'Ouest et l'Est du DMC. Il apparaît que le long de l'axe de la vallée, les différentes fonctions ne sont pas également fréquentées, et malgré la distribution de l'essentiel des activités dans le sens latitudinal de l'axe de la vallée de San Francisco, on voit comment une autre organisation, méridienne celle-ci, s'impose dans la capitale, et reprend l'organisation en fuseau repérée lors de l'analyse de la distribution socio-économique de la population du District Métropolitain. Ces fréquentations privilégiées, si elles ne sont pas exclusives et n'empêchent pas des pratiques de l'espace plus fluides, font tout de même état d'un espace social qui s'inscrit aussi dans les pratiques urbaines collectives, et, en retour, dans la production de l'espace.

L'axe des centralités de Caracas, par la concentration de nombreuses fonctions urbaines, draine les populations du DMC de manière discriminée. Du fait du modèle fonctionnaliste adopté et de la nature du développement urbain, il exerce aussi sa polarité sur les agglomérations connexes à l'agglomération de Caracas, aux marges de la grande Caracas, au-delà des limites du District Métropolitain. Ces agglomérations périphériques présentent pour beaucoup des fonctions résidentielles et sont, par leur statut de cités-dortoirs, intégrées par des mobilités quotidiennes au fonctionnement de la capitale. C'est enfin à l'échelle régionale de la grande Caracas que se pose l'enjeu fondamental des communications essentielles au fonctionnement de la capitale.

192 Le secteur qui prend le nom de « centre » dans l'étude de Modelistica (2005) correspond aux centre historique et au Centre Simón Bolivar, à l'Ouest de l'axe de centralités décrit précédemment.

- Des connexions radiales entre la vallée de Caracas et les zones résidentielles périphériques

A l'échelle de la grande Caracas, l'agglomération du DMC est centrée sur la vallée de San Francisco et reliée aux autres agglomérations du littoral de Vargas, de Los Altos Mirandinos, de Guarenas – Guatire et de Los Valles del Tuy par 3 axes principaux et quelques connexions mineures qui empruntent des vallées secondaires (Figure 29). L'émergence d'agglomérations autour de Caracas, pour beaucoup résidentielles, répond à la saturation de la vallée de San Francisco et à l'organisation fonctionnaliste de la capitale (Capriles, 1985). Les grandes routes ou autoroutes qui assurent la liaison entre les différentes agglomérations courent entre les formes du relief parfois abruptes et aux terrains instables, comme l'illustre le cas de l'autoroute Caracas – La Guaira (36000 véhicules par jour en juin 2006[193]).

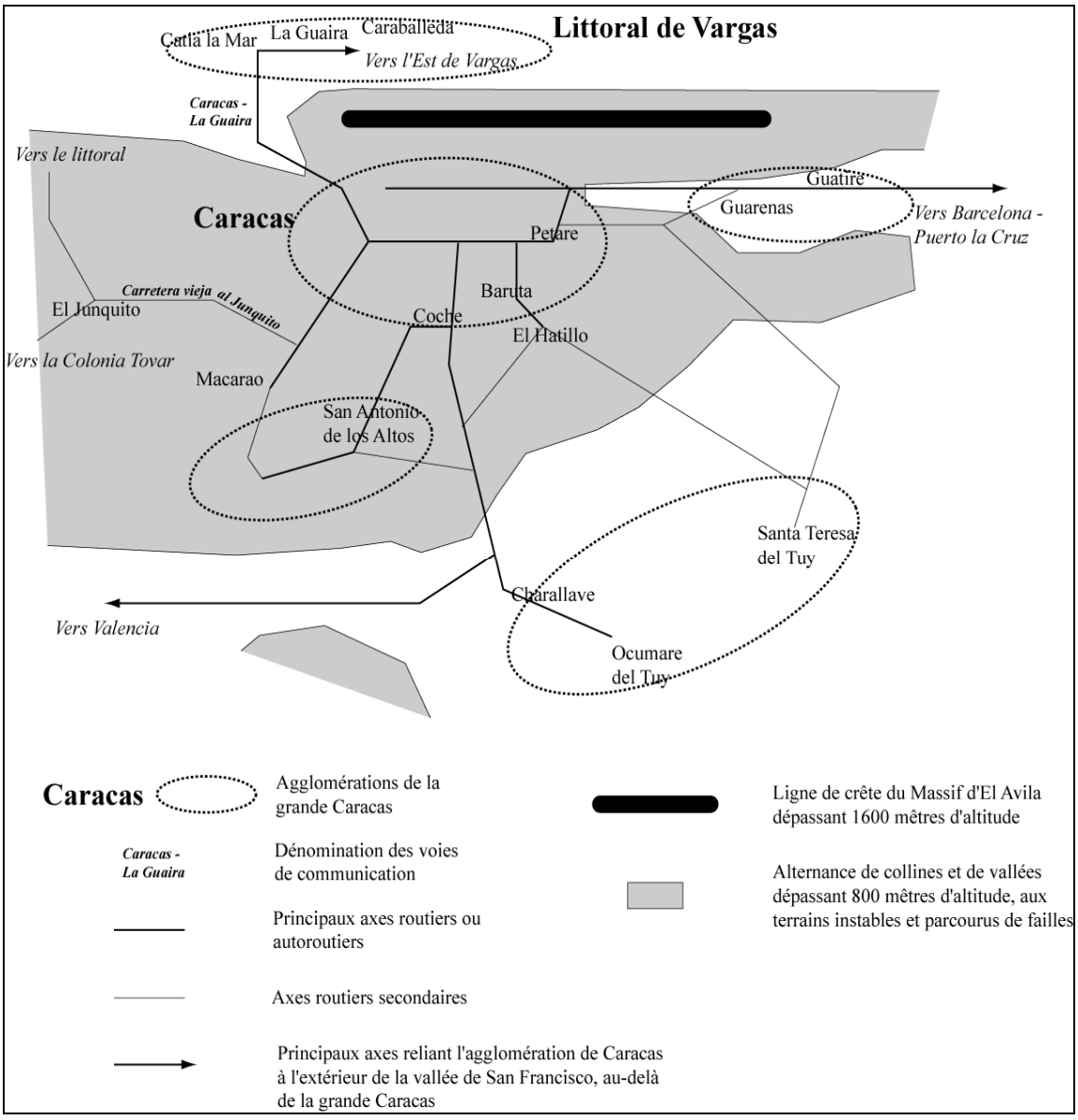


Figure 29. Système routier d'interconnections limitées entre les agglomérations de la grande Caracas
(Source : Elaboration propre)

[193] Sauf mention contraire, la fréquentation des axes de communication figure en moyenne de véhicules comptés quotidiennement dans les deux sens de circulation durant le mois indiqué, selon des estimations de l'Institut National de Transit et de Transport Terrestre (INTTT).

Vers Guarenas – Guatire, l'autoroute *Gran Mariscal de Ayacucho* s'étire parallèlement au massif (68000 véhicules par jour en juillet 2005). Les autres axes dont le principal, l'autoroute « régionale du centre » (Valle – Coche pour son tronçon caraquénien), partent essentiellement vers le Sud entre les collines qui s'étendent du Sud-Est au Sud-Ouest du site originel de Caracas. L'autoroute Francisco Fajardo rejoint l'extrême Sud-Ouest de l'agglomération de Caracas, et éventuellement Los Teques. Vers le Sud, l'autoroute de Valle - Coche prend le nom d'autoroute « régionale du centre » (50000 véhicules par jour en février 2004) et mène vers Charallave et Los Valles del Tuy, éventuellement les *Llanos* vers le Sud, ou bifurque vers Maracay et Valencia, vers l'Ouest. Sur cette même autoroute, à la hauteur de Coche, la *Panamericana* (50000 véhicules par jour en février 1998) relie Los Altos Mirandinos à Caracas. Vers le Sud-Est, l'autoroute Caracas – Baruta rejoint les secteurs résidentiels plus favorisés de Baruta et El Hatillo et permet de rejoindre plus au Sud, par des connexions de moindre qualité, l'axe principal de l'autoroute occidentale ou Los Valles del Tuy par le Nord-Est. Enfin vers l'Est, la vieille route de Petare à Guarenas offre une maigre alternative (2500 véhicules par jours au début des années 1990) pour rejoindre l'agglomération de Guarenas – Guatire ou celle de Los Valles del Tuy par le Nord-Est encore. La topographie propre du site ainsi que la sismicité active de la région Nord – centre (*FUNVISIS*, 2002) réduisent les alternatives pratiques aux communications entre les différentes agglomérations et les exposent à de fréquentes interruptions. De fait, malgré de récentes initiatives d'aménagement[194], les quelques voies principales sont toujours plus sollicitées par d'intenses mobilités pour atteindre l'axe des centralités de la capitale, dans l'agglomération de Caracas. La fréquentation « méridienne » qui caractérisait l'échelle du DMC s'efface, à l'échelle de la grande Caracas, devant les connexions radiales entre les différentes agglomérations (Figure 30). Bien que la plupart des fonctions de Caracas liées à son statut de capitale se trouvent dans le DMC, les connexions aux autres agglomérations de la région capitale, dont la fonction résidentielle est plus prononcée, demeurent fondamentales pour le fonctionnement de la grande Caracas (Barrios, 2001).

[194] On peut penser aux liaisons ferroviaires en service en 2007 entre Los Teques et Caracas ou entre Charallave et Caracas, aux travaux autour de la Plaza Venezuela censés en faire une gare centrale du réseau ferré de la grande Caracas, à l'autoroute alternative prévue pour relier Caracas au littoral ou à la construction d'un téléphérique pour rejoindre la côte par El Avila (Les connexions entre Caracas et le Littoral de Vargas sont développées plus loin). Toutes ces initiatives sont lancées, mais la situation actuelle oblige à se pencher sur les rares axes toujours très sollicités et rapidement saturés par l'intensité du trafic.

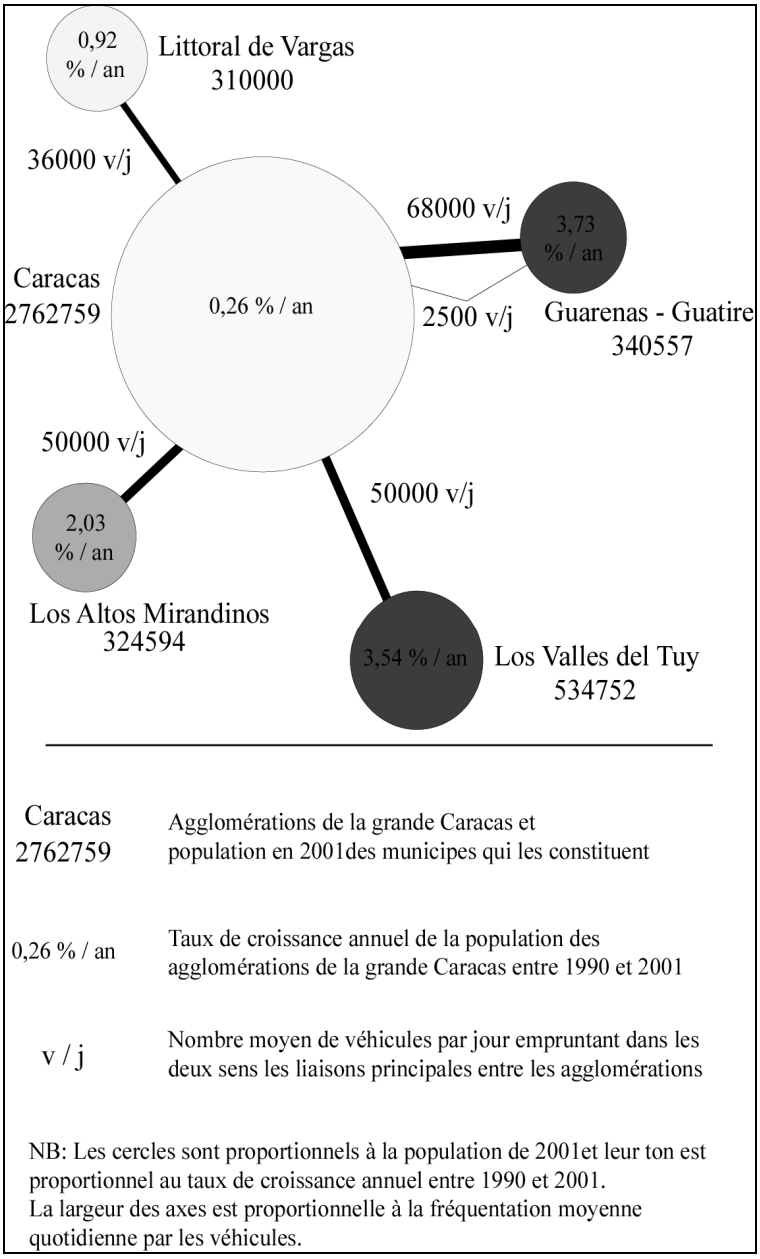


Figure 30. Bilan démographique et connexion routière entre les cinq agglomérations de la grande Caracas
(Elaboration propre)

Des centaines de milliers de personnes se déplacent chaque jour vers l'axe des centralités qui présente une forte polarité. Le site occupé par la grande Caracas présente une forte susceptibilité aux mouvements de terrains, du fait des nombreux versants de collines et des failles qui le traversent, mais la forme de la ville et les longues files d'attente – parfois plusieurs heures quotidiennes – ne s'expliquent pas sans le processus de la répartition des fonctions de la ville ni sans le manque d'alternatives appropriées aux quelques itinéraires routiers desquels dépend pour beaucoup le fonctionnement de la capitale (Pigeon, 1994 ; 2007). Le risque urbain est lié à la distribution des fonctions urbaines mais se lit aussi à travers leurs processus de construction qui concernent au premier chef la nature des rapports entre la ville et son environnement, au sens large.

3.3- La progression ségrégative d'un bâti géophage et hétérogène à Caracas

L'extension qui caractérise le tissu urbain de Caracas suit les principales étapes de la croissance urbaine. La nature de l'emprise spatiale entraîne néanmoins des nuances à souligner en terme d'interactions avec l'environnement. Les relations ville – société – environnement deviennent plus complexes et concernent un espace toujours plus grand, jusqu'à présenter par exemple des implications globales comme nous l'avons suggéré en terme géopolitique à propos de la diplomatie du pétrole. A la transition démographique de Caracas correspond une dynamique urbaine géophage qui déborde le site originel de la vallée de San Francisco et se déploie en un réseau de cinq agglomérations pour constituer la grande Caracas. Pour certains, les étapes de croissance spatiale de Caracas peuvent traduire des seuils écologiques qui contribuent à reconfigurer les relations avec le milieu et les possibles perturbations potentielles qui peuvent en découler (De Lisio, 1999).

3.3.1- L'étalement urbain se surimpose au damier colonial

- La progression d'abord lente mais inexorable de la surface bâtie

La courbe de la progression de la surface bâtie de Caracas depuis sa création rappelle dans ses grands traits celle de sa croissance démographique (Figure 31). La croissance rapide démarre dans les années 1920, au moment de la transition entre deux modèles de développement national. De plus, on peut repérer un nouveau seuil autour des années 1970 avec une reprise de l'extension qui correspond à un changement d'échelle de l'urbanisation de la capitale, et à un étalement. Cette période renvoie aussi, pour l'agglomération de Caracas, à une extension du bâti aux marges, puis à une prise en compte des agglomérations de la grande Caracas après les années 1970[195]. Aujourd'hui, le seul *continuum* urbain de la grande Caracas couvre environ 350km² cumulés.

[195] Brito (1989) présente une autre périodisation pour analyser l'impact écologique du processus d'urbanisation de Caracas.

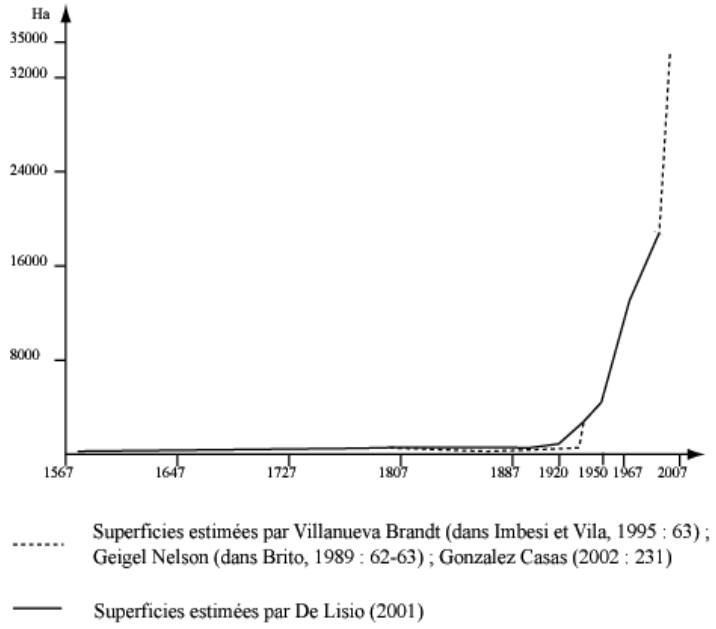


Figure 31. Extension spatiale de la tâche urbaine de Caracas
(Source : Elaboration propre)

Le premier seuil, autour des années 1920 – 1930, correspond à une amélioration des conditions sanitaires de la ville, à une progression technique pour la construction, et à l'intensification et la concentration à Caracas d'activités et de capitaux liés à l'exploitation du pétrole. Cette période signe le début de l'occupation généralisée de la vallée de San Francisco, qui culmine au terme des années 1970 (De Lisio, 2001 : 210-214). De là, l'accroissement physique de l'occupation de l'espace dans l'agglomération stricte de Caracas ralentit essentiellement pour trois raisons : la réduction des terrains disponibles, la création en 1979 d'une zone protectrice environnementale de près de 70000 ha dessinant un « U » autour de Caracas et fermée par le Parc Naturel d'El Avila au Nord, et le relais pris par les forts taux de croissance des autres agglomérations de la grande Caracas, au-delà de la zone protectrice. L'étalement de la tâche urbaine s'envisage dans les années 1990 à l'échelle de la grande Caracas. Le système des cinq agglomérations présente une tâche urbaine d'environ 350 km² pour 4,5 millions d'habitants (près de 13000 hab/km²) à la fin des années 1990, à mettre en regard d'une occupation d'un peu plus de 540 ha et 200000 habitants (plus de 37000 hab/km²) au début des années 1930 (Villanueva et Baldo, dans Imbesi et Vila, 1995 : 63). Un seuil en terme d'échelle spatiale a été dépassé.

Certes, il est difficile d'établir des mesures justes à l'échelle de la grande Caracas, qu'il s'agisse de population ou de surface occupée, mais ce sont bien plutôt les ordres de grandeur qui attirent notre attention. La tendance au fil du temps est à la concentration de population dans une plus grande unité spatiale, et à l'étalement du tissu urbain dans une dynamique géophage qui n'est pas sans conséquence pour les interactions avec l'environnement. Cet étalement pose notamment la question des réseaux de communication, d'approvisionnement en eau (De Lisio, 2001 ; Marcano, 1993) ou d'évacuation et traitement des déchets.

Enfin, la croissance physique de la surface bâtie présente une certaine évolution des relations ville – société – environnement, et se traduit de façon pragmatique par la diffusion de l'urbanisation sur les collines qui caractérisent la topographie de la grande Caracas (Figures 13 et 29). La vallée de San Francisco présente une orientation principale Est – Ouest sur 18 km de long et autour de 3,5 km de large en moyenne. Elle correspond à un fossé d'effondrement limité au Nord par le massif saillant d'El Avila. Celui-ci culmine à plus de 2800 mètres d'altitude et offre son versant Sud aux incises des affluents torrentueux du Guaire, perpendiculaires à l'axe de la vallée, et d'orientation principale Nord – Sud. La morphologie allongée de Caracas, en fond de vallée, est complétée par des excroissances qui partent dans des vallées secondaires, vers le Sud-Ouest, le Sud et le Sud-Est. Le Guaire a modelé une partie de sa vallée au pied des versants abrupts d'une montagne jeune, mais traverse une formation géologique plus vieille, à la topographie moins saillantes, aux matériaux plus fragiles que ceux de l'Avila qui la limite au nord, et dont les altitudes oscillent entre 800 mètres (le fond des vallées) et 1400 mètres (aux crêtes). Rappelons que le secteur est parcouru de failles géologiques actives, dont certaines ouvrent les principaux accès à la vallée de San Francisco, comme c'est le cas de la faille Tacagua-Avila qui ouvre le passage vers le littoral, au Nord-Ouest de Caracas. En règle générale, peu d'espaces présentent une topographie plane. Las Filas de Mariche ou Los Altos Mirandinos en sont néanmoins de rares contre-exemples en dehors de la vallée de Caracas, alors que Los Valles del Tuy se situent au-delà du secteur de collines décrit, à des altitudes inférieures à 400 mètres. Dans ces quelques espaces aux faibles pentes, les formes que laissent des cônes de déjection, des terrasses alluviales, ou simplement des zones de débordement ou d'accumulation de sédiments (Kantak, Schmitz et Audemard, 2002) témoignent d'une dynamique hydrologique importante (Figures 13 et 29, cartes 3 et 8).

Les conditions physiques du site sont différemment intégrées aux formes du développement urbain, selon qu'il s'agit du modèle colonial ou de la rupture postérieure aux années 1920 (Pigeon, 2007 : 64). Du fait de l'intensité de l'impact sur le milieu, les conséquences pour les relations entre la ville et l'environnement prennent des dimensions différentes dans l'un et l'autre modèle, mais ces derniers ne sont pas pour autant indépendants, et les formes coloniales de l'occupation de l'espace dans la vallée de San Francisco le soulignent clairement.

- Morphologie coloniale et type d'occupation urbaine

Le premier plan dont on dispose pour Caracas est celui que Juan de Pimentel, premier gouverneur à Caracas, tracé en 1578 à l'attention de la couronne (Figure 32). On y découvre le site de création de la ville, en retrait de la côte exposée aux pirates, au Sud de l'Avila, entre le Guaire au Sud (d'écoulement Ouest-Est) et les torrents du Caroata à l'Ouest, et de Catuche à l'Est, (tous deux d'écoulement Nord - Sud).

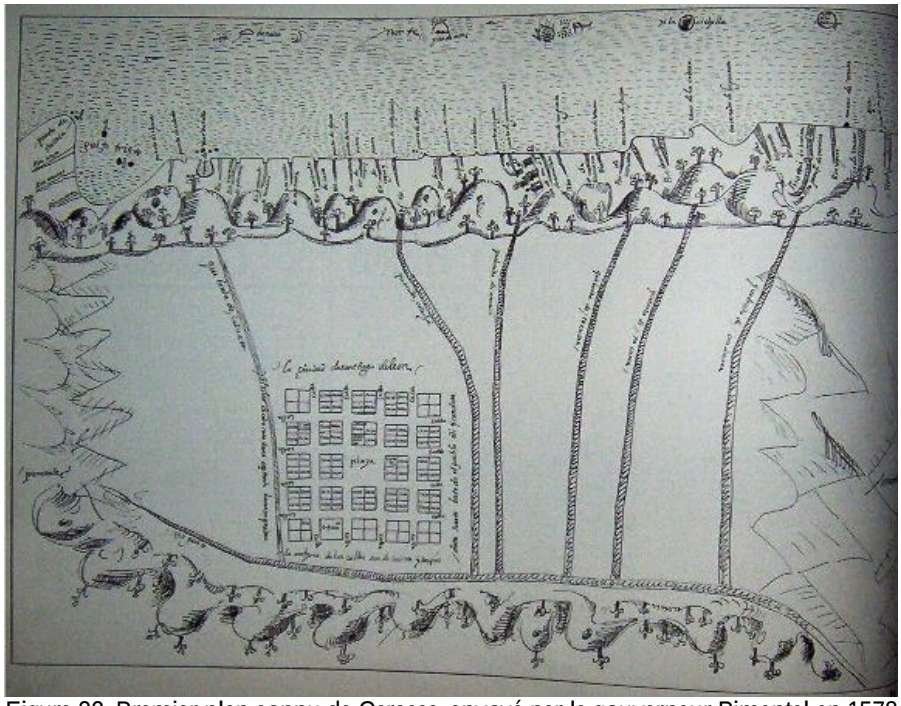


Figure 32. Premier plan connu de Caracas, envoyé par le gouverneur Pimentel en 1578
(Source : Tiré de De Armas Chitty, 1967)

Longtemps la ville reste de dimension modeste, selon un modèle colonial et aux bâtiments fort peu élevés. A l'Est du Catuche, le torrent de l'Anauco constituera la limite orientale de la ville jusqu'à son franchissement à la fin du XIXe siècle seulement, malgré la reprise démographique du milieu du XVIIIe siècle. Certes, la ville connaît quelques dynamiques de progression du bâti, le long des principaux axes de communications, mais il s'agit de marges, d'habitations précaires et de populations modestes. C'est ce qu'Herrera Luque évoque dans *Los Amos del Valle*, et qui apparaît sur un plan de 1772 (Figure 33):

> « De manière discontinue, des groupes de maisons jalonnèrent progressivement le *Camino Real*, qui descend de la Porte de Caracas au centre de la ville. De nouvelles têtes apparaissent au passage. Juan Manuel sentit une atmosphère de suffisance débordante.
>
> Un groupe de soldats espagnols passa sans le saluer. Il en fut de même avec un autre Canarie ainsi que quelques Basques.
>
> - Des nouveaux seraient-ils arrivés? »[196] (Herrera Luque, 1979b : 363)

La ville se densifie essentiellement autour de son centre historique (Gasparini et Posani, 1969 ; Cilia, 1989 ; De Lisio, 2001). Les *solares* traditionnels rassemblent jusqu'à une quarantaine de propriétaires et l'on subdivise toujours plus les bâtiments et les parcelles. Pour répondre à la densification, au début du XIXe siècle, les constructions présentent 5 à 6 mètres de front sur 50 à

[196] *El camino real que baja desde la Puerta de Caracas hasta el centro de la ciudad, se ha ido poblando a trechos por grupos de casas. Caras nuevas le salen al paso. Juan Manuel sintió en el aire un aspaviento parejero.*
Un grupo de soldados españoles pasó sin saludar. Igual sucedió con otro de isleño y algunos vascos.
- ¿Cómo que ha venido gente nueva?

60 mètres de profondeurs dans certains secteurs du centre (Gasparini, s.d.). Les marges de ce centre urbain très occupé correspondent encore à de moindres densités, et à des populations plus modestes à la fin du XIXe siècle.

> « Au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre, [les maisons] deviennent plus petites et sont occupées par des gens pauvres. […] Il y a des maisons où vivent plusieurs familles de pauvres, ensemble, mais toutes dans des maisons en dur. »[197] (Gasparini, s.d. : 217)[198]

Le principe de périphérie marginalisée semble néanmoins connaître ses dernières années au cours de la décennie 1920, lorsque le tissu urbain est encore centré sur le site originel et la traditionnelle Plaza Mayor :

> « Les quartiers les plus pauvres, sur le chemin qui mène à Catia et le long des voies ferrées à l'abandon, vers le sud, seront dès lors les marginaux de ce processus de modernisation imposé et superficiel, partiel et d'enclaves, qui caractérise la Caracas de l'entre-deux guerres »[199] (Pérez Rancel, 1995 : 98).

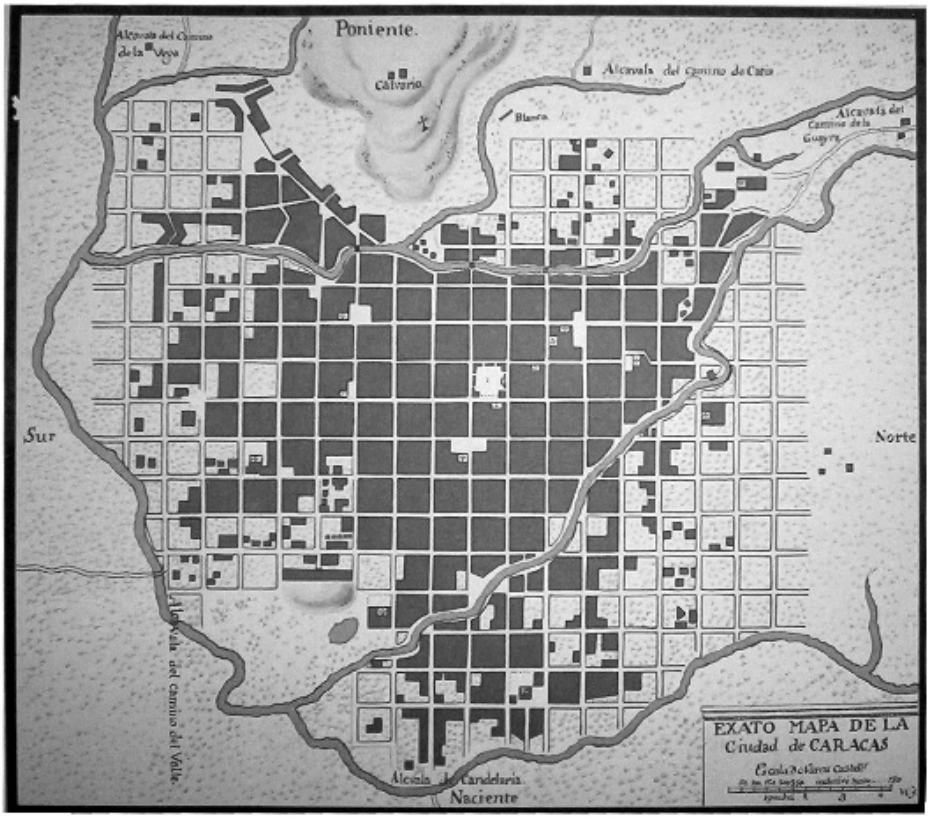


Figure 33. « Carte exacte » de Caracas datant de 1772.
(Source : De Armas Chitty, 1967)

On voit comment la ville dépasse lentement les *quebradas* dans un site très comparable à celui d'il y avait 200 ans.

---

197 *A proporción que se alejan del centro, [las casas] van siendo màs pequeñas y las habitan las gentes pobres. […] Hay casas en que viven varias familias pobres, asociadas, pero todas en casa.*

198 Gasparini (s.d.) cite Alberto Urdaneta, Colombien [crónica de Caracas, #55-57, Caracas 1963, p490]

199 *Los barrios más pobres, en el camino hacia Catia y a lo largo de las agonizantes vías férreas del sur, serán los marginados desde entonces de ese proceso de modernización parcial, enclavado, impuesto y superficial que caracteriza Caracas de entreguerras*.
On ne manquera pas de rapprocher le « processus de modernisation partielle » à la « demi-civilisation » dont parle Reclus dans la citation mise en exergue.

Après le milieu du XIXe siècle, les conditions de transports s'améliorent avec l'ouverture de routes vers La Guaira (1845), Antimano, Los Teques puis Valencia (1866), Cua (1873), et ensuite seulement avec l'Est de la vallée de San Francisco et les *pueblos* de Sabana Grande, Chacaito, Chacao puis Petare ou Guarenas (1875), qui néanmoins s'individualisent encore nettement de Caracas à la fin du XIXe siècle (Lopez Maya, 1986). Après 1885, le tramway circule dans une ville encore ramassée autour de son centre historique (Figures 34 et 35).

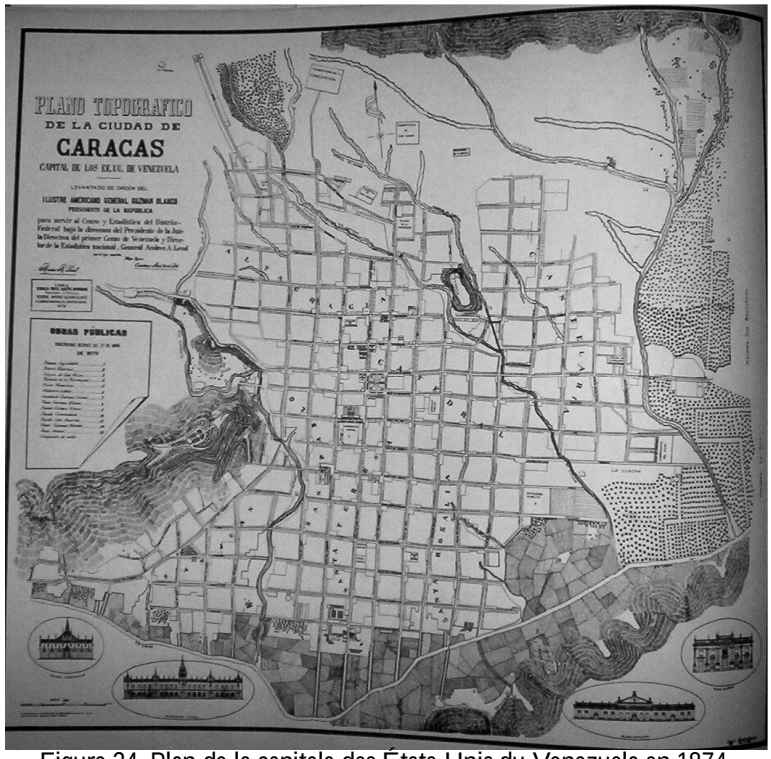


Figure 34. Plan de la capitale des États-Unis du Venezuela en 1874.
(Source : Tiré de De Armas Chitty, 1967)

Sous Guzmán Blanco, on touche le Guaire, sans le dépasser, pour des terrains qui, en marge, ne sont pas consacrés au logement apparemment.

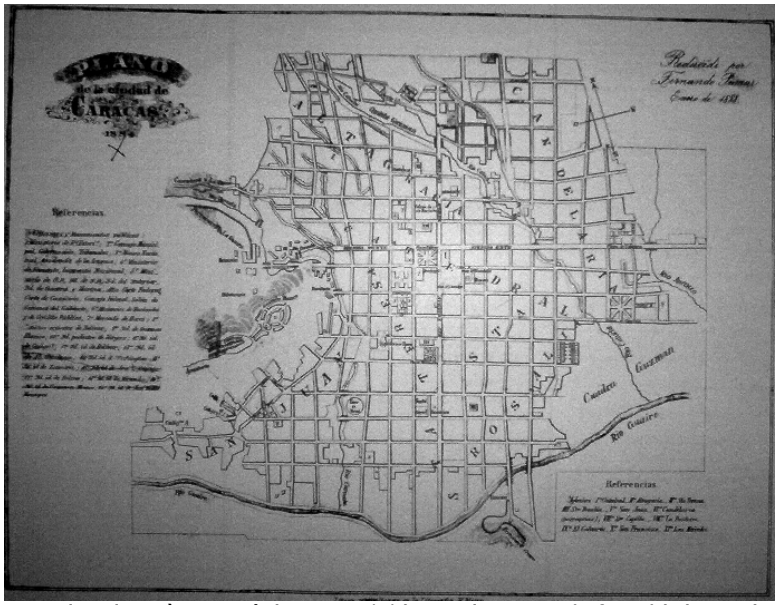


Figure 35. Premier plan où apparaît le *Puente de hierro* qui permet de franchir le Guaire, en 1884.
(Source : Tiré de De Armas Chitty, 1967).

La progression inexorable du bâti démarre au tournant des années 1900, du fait d'une opération immobilière menée en collaboration avec l'entreprise de tramway sur des terres desservies par ses lignes, au-delà du site alors compris entre le Guaire, l'Anauco et le Caroata. La série de plans illustre les directions principales de progression : une première, déjà pointée, vers le Nord, structurée par la voie d'accès au littoral, et une seconde, progressive, qui gagne le Guaire au Sud. Sur le plan de 1884 apparaît le « *Puente de hierro* », le pont de fer qui permet le franchissement du fleuve (Figure 35). Au début du XXe siècle, l'Anauco cesse de limiter le bâti à l'Est. On constate les premiers franchissements orientaux, alors que la rive droite du Guaire est urbanisée progressivement (Figures 36 et 37).

Figure 36. Le franchissement du Guaire est acquis en 1896, Caracas s'étend.
(Source : plan de Oscar Messerly pour la *guía ilustrada de Caracas en 1896*, Tiré de De Armas Chitty, 1967)
Apparaît le pont dûment nommé et un débordement de la ville vers l'Est au lieu-dit *Quebrada* Honda correspondant aujourd'hui au Parque los Caobos, entre Parque Central et Plaza Venezuela. On y devine la station de train qui mène à l'Est de la vallée.

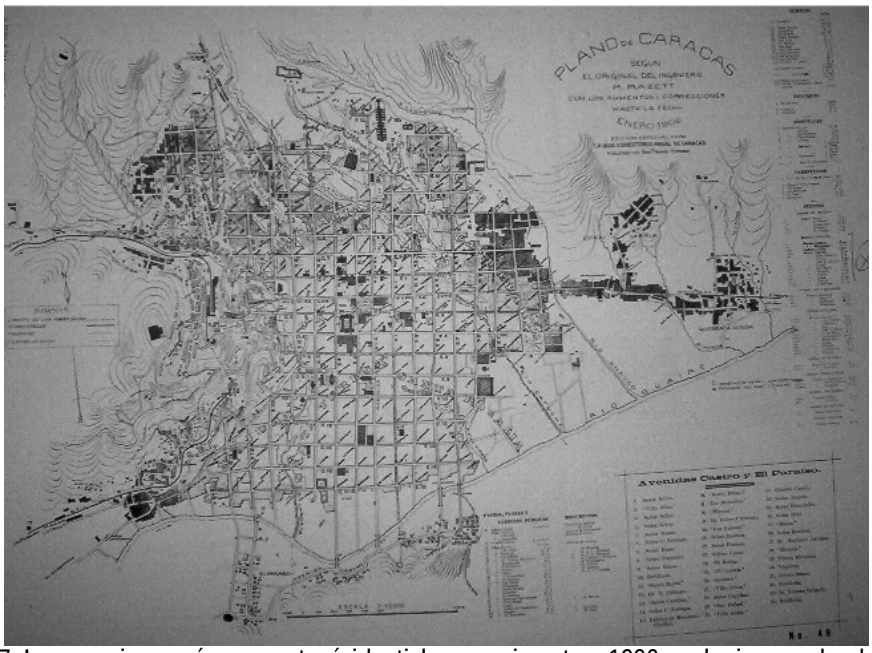


Figure 37. Les premiers aménagements résidentiels apparaissent en 1906 sur la rive gauche du Guaire.
(Source : D'après l'original de Razzetti, pour la *guía ilustrada de Caracas* de 1906, Plan tiré de De Armas Chitty, 1967)
Urbanización El Paraíso. Les ponts se multiplient. Les débordements vers l'Est sont plus évidents.

En 1929 et 1939, on relève les extensions à l'Ouest et au Sud-Ouest, le long du Guaire en amont de la vallée de San Francisco (Figures 38 et 39). Le plan de la revue municipale du District Fédéral qui présente la croissance urbaine en 1939 est centré sur le site original de Caracas, cachant la partie orientale de la vallée, à l'urbanisation encore peu signifiante (Figure 39).

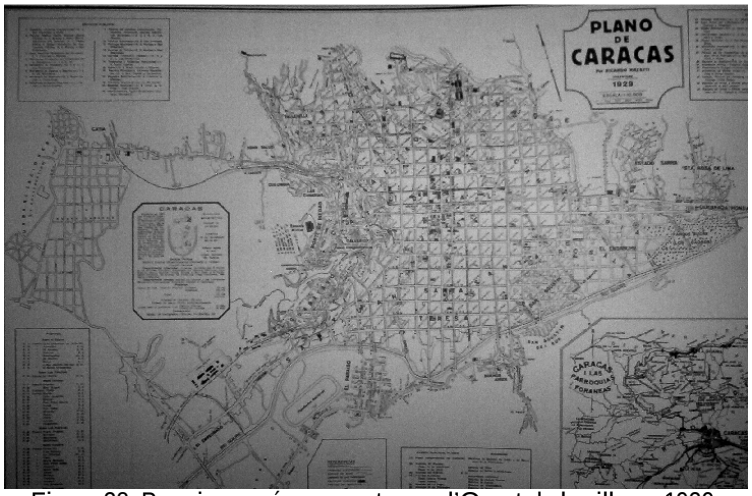


Figure 38. Premiers aménagements vers l'Ouest de la ville en 1929.
(Source : Razzetti, plan de 1929, tiré de De Armas Chitty, 1967)
Croissance de la ville vers l'Ouest formalisant une extension autour de Catia et dans le sens de la vallée du Guaire. La *quebrada* la plus orientale, l'Anauco, est progressivement dépassée.

Figure 39. Extension de la ville en 1939 vers l'Est, dans la vallée de San Francisco et vers le Sud-Ouest, dans une vallée secondaire, le long du Guaire.
(Source : D'après la revue municipale du district fédéral, plan tiré de De Armas Chitty, 1967)

Enfin, le plan du ministère de l'équipement qui présente les principales percées du premier plan formel d'urbanisme très partiellement appliqué, le dit « plan Rotival », signe définitivement une orientation latitudinal de l'extension du bâti de Caracas dans la vallée (Figure 40). La progression suit les grands axes de circulation et se surimpose au modèle colonial. Les progressions ultèrieures vers le Nord-Ouest, le Sud-Ouest (qui continuera néanmoins jusqu'à Antimano, profitant des faibles pentes ménagées par le Guaire) et l'Ouest vont laisser place à une spectaculaire extension vers l'Est, dans la vallée de San Francisco, après les années 1940.

Figure 40. Plan du ministère des travaux publics présentant les principales percées projetées dans le cadre du plan Rotival des années 1940
(Source : Plan tiré de De Armas Chitty, 1967)

La résistance qu'opposaient les terres des haciendas dans le courant du XIXe siècle dans l'Est de la vallée de San Francisco, au motif d'une valeur d'exploitation élevée dans le modèle agro exportateur n'a plus lieu d'être sous le modèle rentier pétrolier qui favorise la construction et valorise la rente urbaine.

3.3.2- La promotion de formes urbaines modernes au mépris du site et de l'hétérogénéité des populations

- Par son défaut et par son action, l'initiative publique affecte la morphologie urbaine

A la fin des années 1930, les pouvoirs publics réagissent à la croissance démographique et à la progression du bâti de Caracas en s'engageant dans un processus de planification urbaine. Une vision fonctionnaliste de la ville est consacrée par des plans nécessaires à la régulation des initiatives privées d'urbanisation. On peut souligner l'ouverture de grandes avenues, ou la construction d'autoroutes et d'échangeurs, qui vont définitivement installer le triomphe de l'automobile comme étalon du développement urbain.

L'ensemble de la vallée de San Francisco est progressivement parcouru par de grandes infrastructures de communication dans les années 1940 et 1950. L'avenue Bolivar, inaugurée en 1949 et complétée en 1952 signe le début de la progression du bâti vers l'Est, non tant du fait de la planification que de l'accumulation de capitaux liés au pétrole et de l'investissement privé (Gonzalez Casas, 2002). Les avenues Miranda (1952-1958), México (1954), Fuerzas Armadas (1956-1959), Andrés Bello (1956), Libertador (1957-1959) et Sucre (1953-1959), ainsi que l'autoroute Francisco Fajardo (1951-1956), ou l'autoroute Caracas - La Guaira (1950-1953) complètent ce tableau (Carte 19).

> « [Autant] d'ouvrages qui ont permis de substituer au modèle de la grille originale espagnole, un modèle linéaire de ville qui s'étend selon les principes

de la circulation automobile, d'inspiration moderniste ».[200] (De Lisio, 2001: 212).

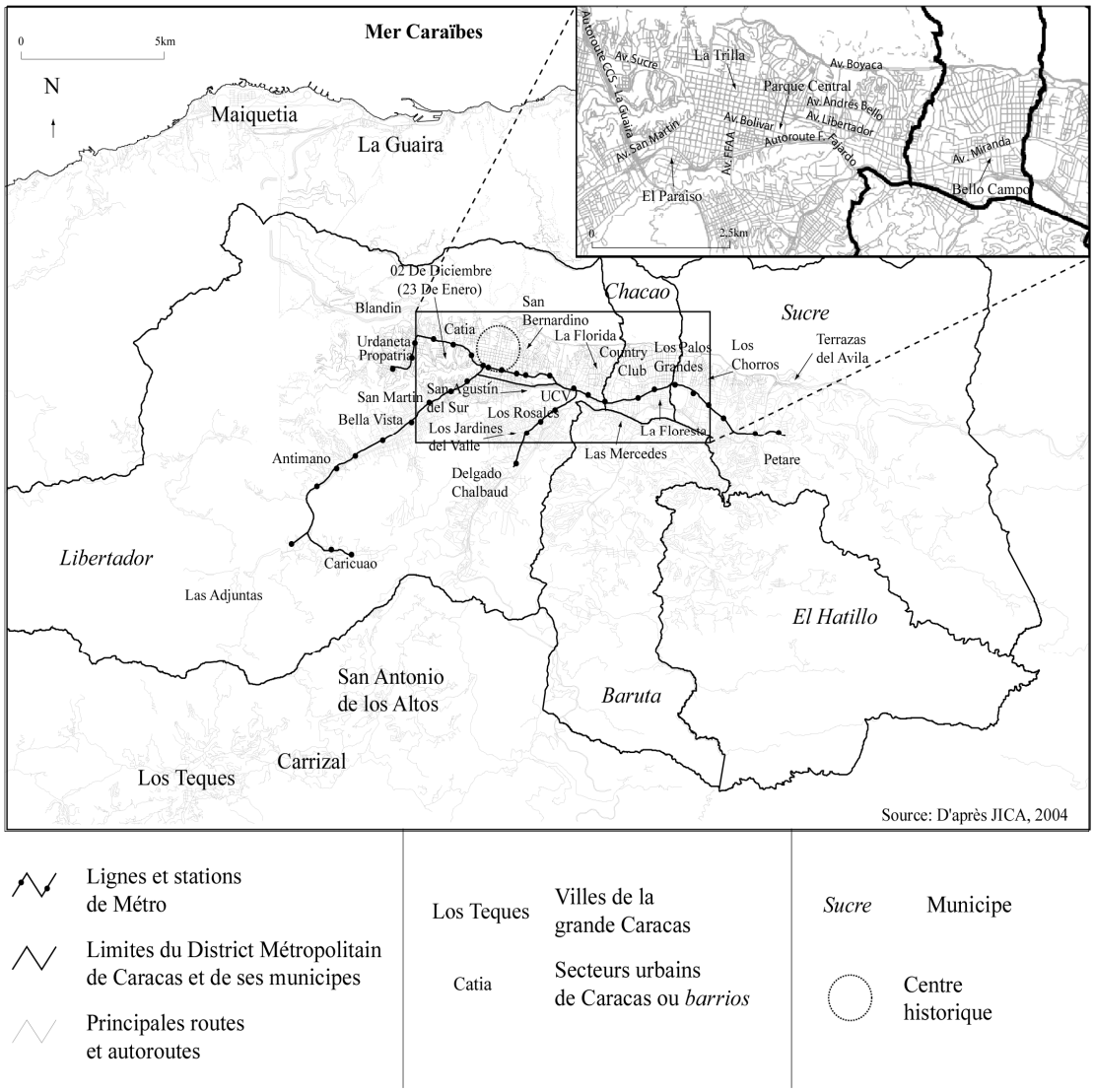
Le développement de lourdes infrastructures et la forme de la vallée ont produit un réseau de communication allongé et fortement structuré par l'autoroute Francisco Fajardo qui traverse toute la vallée de San Francisco, le long du Guaire. Cet axe majeur draine la circulation le long de l'axe des centralités de Caracas, et la distribue au fil des axes adjacents, partant vers les vallées secondaires ou vers l'extérieur de l'agglomération de Caracas. A ce jour, seuls trois axes majeurs connectent la vallée moyenne du Guaire, cœur de l'agglomération de Caracas, au reste de la région capitale et du pays. L'avenue Boyaca, qui peut être assimilée à une autoroute, double la Francisco Fajardo, au Nord, au pied de l'Avila, suivant grossièrement l'isoligne des 1000 mètres d'altitude (d'où son autre nom, celui de la *cota mil*). Mais si la Boyaca mène à l'autoroute Gran Mariscal de Ayacucho à l'Est, vers Guarenas – Guatire, il manque un tronçon à l'Ouest pour réaliser la connexion avec l'autoroute Caracas – La Guaira (Carte 19). A l'échelle de la vallée de San Francisco, cette interruption souligne un peu plus la dépendance, d'une part, à la « colonne vertébrale » qu'est l'autoroute Francisco Fajardo, seul grand axe complet de circulation latitudinale dans l'agglomération de Caracas, d'autre part, aux trois axes principaux qui relient l'intérieur à l'extérieur de la vallée : l'autoroute Caracas – La Guaira, l'autoroute de l'Est, et l'autoroute régionale centrale. La vulnérabilité du réseau routier est d'autant plus importante pour le fonctionnement urbain que l'automobile sert de référence dans une ville à l'urbanisme fonctionnaliste[201] (Figure 29).

En plus de la promotion d'infrastructures de communication, les pouvoirs publics disposant des ressources du pétrole sont aussi à l'origine de la construction d'une catégorie de logements dans le contexte de pression démographique. A partir de 1928, l'organisme du *Banco Obrero* est à l'origine de plusieurs *urbanizaciones* et bâtiments destinés, dans un premier temps, aux plus modestes, mais qui satisferont essentiellement les classes moyennes (c'est le cas de la réhabilitation d'El Silencio, Ascanio, 1989). Ainsi, l'*urbanización* de San Agustin del Sur, puis de Propatria en 1939-1940, ainsi que celle de Los Jardines del Valle et Las Fuentes en 1945, complètent le paysage urbain de Caracas (Carte 19). Les opérations se succèdent avec les *urbanizaciones* de El Prado, La Urdaneta, Los Rosales et San Martin en 1948-1949, et celles de Francisco de Miranda, Delgado Chalbaud, Los Palos Grandes entre 1950 et 1952… le *Banco Obrero* perdant toujours un peu plus de sa vocation « sociale » à produire des logements dignes accessibles aux foyers les plus modestes. La forme de bâtiments semi collectifs ou collectifs est

[200] *Obras que permitían cambiar el patrón reticular original del damero español, por el modelo lineal de ciudad que se extiende sobre la base de la circulación automotor, de inspiración modernista.*

[201] Le réseau de communication allongé, doté de quelques liens principaux seulement, combiné à une densification de l'occupation de la vallée et à une augmentation du parc automobile mène à des problèmes récurrents de circulation qui ne manquent pas d'être politiquement exploités. Et ce n'est là qu'un aspect des multiples facettes de l'instrumentalisation possible des risques urbains.

conservée sous la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958) pour l'opération d'urbanisation du Dos de Diciembre, dans l'Ouest de Caracas. On y construit 13 *superbloques* et 52 bâtiments au milieu de la décennie 1950. D'autres bâtiments semi collectifs sont construits dans la vallée de Caracas ou sur le littoral. Après 1956, la dictature termine la construction de grandes barres d'habitat collectif, donnant un aspect massif aux secteurs de logement actuels de certaines des classes moyennes (Carte 19).



Carte 19. Localisation des infrastructures de communication, des *urbanizaciones* et autres opérations de logement
(Source : Elaboration propre)

Dès l'origine ou presque du développement urbain de Caracas, la promotion par les pouvoirs publics de logements collectifs ou semi collectifs n'est pas contradictoire avec la sacralisation du logement individuel unifamilial (Martin Frechilla, 1994). C'est cet idéal – du reste à plus forte rentabilité – que poursuivent certains promoteurs comme Eugenio Mendoza Cobeña, Luis Roche ou Juan Bernardo Arismendi. Ce type de besoin en terme de logement est rendu possible par une circulation progressive et sélective de la rente définissant pour beaucoup les classes moyennes et aisées. Le secteur du logement doit composer avec les structures foncières agricoles de la vallée de San Francisco, dont l'usage connaît de grandes évolutions entre les années 1920 et 1980. Le

développement de l'initiative privée est de première importance pour l'extension de Caracas, et tendra à satisfaire la demande d'*urbanizaciones* amples, accessibles aux voitures, faites de grandes maisons avec jardin, et à l'environnement paisible… donc à l'accès limité. C'est à l'intérieur des cadres offerts par la valorisation des terrains d'haciendas de cacao et de café que les promoteurs s'emploieront à urbaniser et lotir la vallée de San Francisco.

- Les logiques privées essentiellement spéculatives de l'urbanisation des haciendas de la vallée de San Francisco

C'est quelques décennies avant la rupture morphologique de la fin des années 1930, distinguant le damier colonial des percées fonctionnalistes, que la dynamique privée spéculative de production de logements commence à intervenir massivement dans la progression du bâti. Autour de Caracas, la vallée de San Francisco est occupée par une série d'haciendas, propriétés foncières à vocation agricole de grandes familles vénézuéliennes. Outre le cacao, le café a par exemple fait la célébrité des haciendas de Blandín, San Felipe ou La Floresta à la fin du XVIIIe siècle. Après plusieurs siècles de dynamique modeste, la progression du bâti est sensiblement orientée par les pouvoirs publics, mais bien plus encore par l'initiative privée, de propriétaires terriens et de promoteurs immobiliers dans la vallée, à l'image de l'opération pionnière réalisée sur la rive droite du Guaire, à El Paraiso.

> « C'est dans la dernière décennie du siècle passé que la ville commence à s'étendre par le biais des « *urbanizaciones* ». El Paraiso en est la première d'une longue série, et doit sa construction aux intérêts des propriétaires de la terre liés à ceux des propriétaires de la compagnie de tramway. […] Caracas entre dans le XXe siècle en incorporant à sa zone urbaine les terrains des vieilles haciendas coloniales »[202] (Gasparini et Posani, 1969: 193).

Les terres des haciendas de cacao et de café passent d'un usage agricole à un usage urbain. Les paysages bucoliques et de plantations autour de Caracas (Photos 22 à 24) sont progressivement substitués par différents types de bâti, notamment des *urbanizaciones* destinées aux classes moyennes et aisées. Le fameux Country Club est par exemple construit dans les années 1920, et les urbanistes paysagistes qui en sont les concepteurs sont aussi à l'origine du Central Park de New-York, dans la lignée d'un urbanisme états-uniens de la fin du XIXe siècle sur lequel nous nous attarderons plus loin.

[202] *En la última década del siglo pasado es cuando la ciudad comienza a expandirse con el sistema de las 'urbanizaciones'. El Paraíso es la primera de una larga serie y su origen se debe a los intereses de los propietarios de la Tierra unidos a los propietarios de los tranvías. […] Caracas se asoma al siglo XX incorporando a su zona urbana los terrenos de las viejas haciendas coloniales.*

Photo 22. Paysage agricole et boisé de la vallée de San Francisco autour de l'hacienda de Las Mercedes en 1930
(Source : Archives Ricardo Guinand)

Photo 23. Pont sur le Guaire entre les cannes dans le secteur de Las Mercedes
(Source : Archive Ricardo Guinand)

Photo 24. Les champs de Sabana Grande, entre Chacao et le centre historique de Caracas
(Source : Tirée du site de l'association des voisins de Las Mercedes, http://asolasmercedes.tripod.com/varios.htm)
Cliché probablement pris dans les années 1920.

L'urbanisation formelle – ce qui ne signifie pas qu'elle soit planifiée (Cilia, 1989) – suit entre 1925 et 1940 les principes de meilleure rentabilité dans les structures foncières héritées de la tenure coloniale et de la propriété des haciendas (Marcano Requena, 1995: 186), captant la rente pétrolière de façon bien plus efficace que par l'exploitation agricole.

> « La concentration des ressources financières dans les centres urbains a mené à une progression rapide du processus d'urbanisation, accompagnée par l'émergence d'un secteur de la construction lié au développement du foncier urbain. La transformation de l'usage du foncier, d'agricole à urbain, est devenu la voie royale de l'enrichissement et la base de la formation de grands *grupos económicos*[203], qui consistent en des conglomérats articulés autour d'une famille ou d'un groupe réduit de familles unies par des liens de mariage, d'affaire ou de compagnonnage. Ce processus n'a pas correspondu à l'émergence d'une bourgeoisie en compétition avec la classe traditionnelle des propriétaires fonciers, comme cela s'est produit dans bien d'autres pays. Les propriétaires fonciers ont été prompts à s'adapter aux nouvelles conditions et à réorienter les investissements vers de nouvelles activités »[204] (Coronil, 1997: 87)

Les produits offerts concernant le logement suivent pour beaucoup des standards nord-américains de maisons unifamiliales avec jardin, de valeurs champêtres, traversés de larges rues, et de tranquillité et modernité, à quelques minutes du centre actif de la capitale (Figure 41).

Figure 41. *Urbanización* de La Florida aux larges avenues et aux résidences basses et unifamiliales, au Nord de Sabana Grande au milieu des années 1920
(Source : inconnue, tirée d'une carte postale, reproduction de la réalité probable, l'urbanisation a commencé à être construite en 1924 et ce timbre a circulé au Venezuela à partir de 1924…)

[203] En espagnol dans le texte original: « groupes économiques ».
[204] *The concentration of financial resources in urban centres led to a rapid process of urbanization, giving rise to an incipient construction industry linked to the expansion of urban real estate development. The transformation of agricultural into urban real estate became a central path to wealth and the basis for the formation of major grupos económicos, that is, diversified conglomerates centred on one or a few families linked by ties of marriage, business and friendship. This process did not set an emerging bourgeoisie against a traditional landowning class, as occurred in many countries. Landowners were quick to adapt to the new conditions and to shift investments to new activities*

Les noms de bien des haciendas de la vallée de San Francisco sont aujourd'hui familiers car ils désignent les *urbanizaciones* édifiées sur leurs terres, telles San Bernardino, Los Chorros ou La Florida (Carte 19). D'autres répondent à des noms qui rappellent l'idéal recherché, comme Campo Alegre – champs joyeux – bâti en 1942 sur les terres de l'ancienne hacienda Pan Sembar, ou Bello Campo – joli champ – construite en 1956. Un des grands promoteurs en amont de ce type d'urbanisation, Luis Roche, entreprend en 1942 la construction d'une *urbanización* à la hauteur des plus grands standards de logement, dans l'Est de la vallée autour du pueblo de Chacao. La dénommée Altamira naît d'abord de grandes rues tracées parmi les champs et les quelques maisons dispersées, pour s'étendre perpendiculairement à l'axe de la vallée, vers l'Avila (Photo 25).

Photo 25. Place Altamira au milieu des années 1940
(Source : inconnue)
Les avenues montrent la direction de l'extension de l'aménagement, vers le Nord, dans le sens de la pente. L'obélisque monumental contraste avec les derniers logements traditionnels et les premiers lotissements de terrains de l'hacienda.

La progression suit de manière privilégiée les axes de communication vers l'Est ou vers Baruta, au Sud-Est, comme c'est le cas de Bello Monte (sur les terres de l'hacienda Ibarra) ou de Las Mercedes, et occupe d'abord les terres de cultures moins rentables avant de tout incorporer (Lopez Maya, 1986 : 23). Les pouvoirs publics suivent aussi ces mécanismes d'urbanisation par le truchement des structures agraires existantes, en expropriant par exemple une partie de l'hacienda Ibarra afin d'y construire le campus de l'Université Centrale du Venezuela (UCV) en 1944. C'est néanmoins entre les années 1950 et 1970 que l'urbanisation de la vallée de San Francisco connaît la plus forte progression spatiale (Baldo et Villanueva Brandt, 1995 : 70-73[205] ; De Lisio, 2001:

[205] Les auteurs précisent même qu'entre 1936 et le milieu des années 1960, 120 urbanisations privées ont été construites à Caracas.

210-211 ; Baby-Collin et Zapata, 2006[206]). Les terres d'haciendas sont massivement concernées par des opérations immobilières selon des opérations ponctuelles, fonctionnant par isolats juxtaposés, comme autant « d'unités suburbaines isolées et basées sur le transport automobile privé »[207] (Baldo et Villanueva Brandt, 1995 : 73). Les *urbanizaciones* occupent la vallée de part et d'autre de l'axe central, fractionnées par la succession des affluents torrentueux qui concernent la rive gauche du Guaire. La forme de cette progression apparaît très clairement sur les documents du ministère des travaux publics (Figure 42).

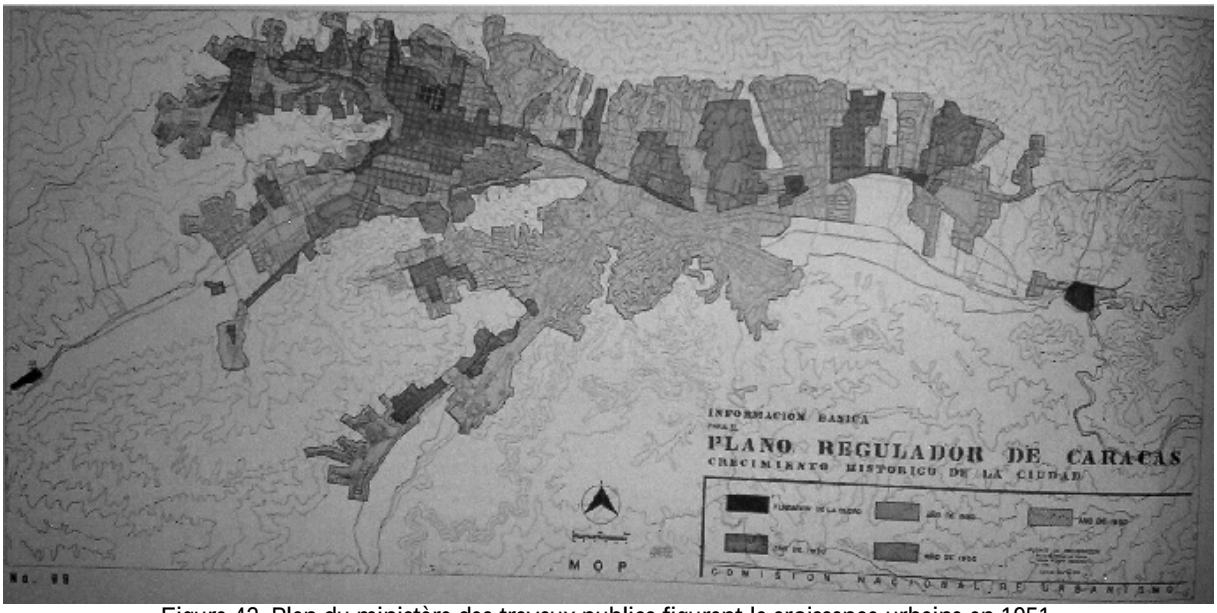


Figure 42. Plan du ministère des travaux publics figurant la croissance urbaine en 1951.
(Source : Plan tiré de De Armas Chitty, 1967).
On identifie bien les urbanisations en U renversé à l'Est. Le fond de la vallée de San Francisco est pratiquement entièrement loti (restent des terrains non attribués à l'extrême Est et au Sud-Est). Les vallées secondaires sont aussi en passe d'être complètement occupées par l'extension urbaine.

Là, plus qu'un continuum urbain, les constructions d'ensembles résidentiels décrivent plutôt une série de U retournés autour d'une voie d'accès centrale perpendiculaire à l'axe latitudinal de la vallée, fonctionnant par petites portions d'aménagement successives (Figure 42). Cette disposition caractéristique des *urbanizaciones* se trouve de façon privilégiée sur la rive gauche du Guaire et présente d'importantes conséquences en terme de risque urbain. L'urbanisation d'un versant parcouru de torrent oblige à remblayer ces torrents, voir à construire par-dessus les lits mineurs, sur pilotis, ou à buser les cours d'eau (Photos 26 à 30b), et occupent des formes telles que des cônes de déjection (Terrazas El Avila) ou, plus vers le Guaire, d'anciennes terrasses alluviales (Kantak, Schmitz et Audemard, 2002).

[206] Une carte fort utile de progression du tissu urbain dans la vallée de San Francisco est consultable en ligne, dans la publication de Baby Colin et Zapata : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/typespace/urb1/MetropScient2.htm
[207] *…una unidad suburbana aislada y basada en el transporte automotor privado.*

Photo 26. Curage de la conduite enterrée d'une ravine busée dont le lit mineur est densément occupé par une des rues principales du *barrio* Santa Rosa, près de la Plaza Venezuela
(Source : Cliché de l'auteur, 2002).

Photo 27. Conduite ouverte de la *Quebrada* Anauco quelques mètres avant de passer sous le complexe du Parque Central
(Source : Cliché de l'auteur, 2007).

Photo 28. Lit canalisé de la *Quebrada* Catuche au Nord de la Plaza Bolivar dans le centre historique, encaissé entre des bâtiments résidentiels
(Source : cliché de l'auteur, 2007)

Photo 29. Construction non achevée sur pilotis dans le lit mineur de la *quebrada* Catuche canalisée
(Source : Cliché de l'auteur, 2007).
La *quebrada* Catuche passe sous l'édifice, entre les colonnes de sa base. Le cours d'eau en crue peut atteindre au moins le premier niveau, vu les sédiments qui y sont accumulés. Les espaces les plus bas sont squattés

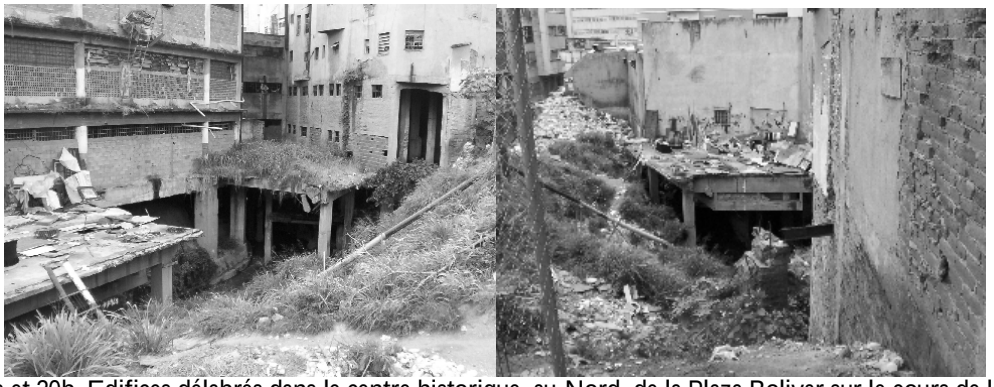


Photo 30a et 30b. Edifices délabrés dans le centre historique, au Nord de la Plaza Bolivar sur le cours de la *quebrada* Catuche
(Source : Cliché de l'auteur, 2007)
Lorsque le cours d'eau n'est pas en crue, les rives de la Catuche, entre les pilotis des bâtiments qui la chevauchent, servent d'abris aux sans logis.

Alexis Sierra montre pour Quito l'importance de ces remblais dans la modification des conditions de risque (Sierra, 2000). De la même manière, le débordement du torrent Catuche et les dommages causés principalement dans le *barrio* La Trilla en 1999 l'illustre pour Caracas. Outre les destructions et effondrements ponctuels dus aux crues, l'écoulement Nord-Sud des torrents peut interrompre les voies de communication Est-Ouest sur la rive gauche du Guaire reliant les différents ensembles résidentiels. L'évacuation de ces secteurs, et de manière générale leur accès, sont rendus particulièrement compliqués du fait de la réduction des alternatives et de la convergence de la circulation vers les voies principales de chaque grand ensemble, d'orientation Nord-Sud, puis vers l'axe principal de la vallée, d'orientation Est-Ouest (Figure 42). Au-delà de la seule rive gauche du Guaire, l'éventualité d'une saturation des réseaux en cas de problèmes est reprise par le simple fait de la morphologie des ensembles résidentiels qui présentent des accès limités à des fins de tranquillité, de sécurité, ou pour entretenir un certain entre-soi. L'accès souvent unique aux *urbanizaciones* plus privatives, pensé, entre autre, pour diminuer le risque

d'insécurité, peut constituer un facteur de risque aggravant à l'heure d'une évacuation nécessaire (Figures 57 et 58, p267).

Enfin, en plus des questions de morphologie, les *urbanizaciones* formelles présentent des conditions de risque essentiellement liées à leur exposition aux aléas naturels. Les promoteurs installent des ensembles résidentiels cossus sur les pentes des nombreuses collines du site (qui ont pu être aménagées dans le courant du XIXe siècle pour la culture du café). On en trouve des exemples dans le Sud de Baruta, à Bello Monte ou Santa Mónica, où la vue panoramique sur la ville est au prix d'une importante exposition aux glissements de terrain. De même, d'autres urbanisations huppées occupent les cônes de déjection des torrents en crue dévalant l'Avila, ou se dressent à la faveur d'un replat dû à la rupture de pente, comme las Terrazas del Avila, au Nord de Petare. Enfin, il s'avère que le secteur le plus propice à présenter un aléa sismique fort dans la grande Caracas se trouve dans l'Est de la vallée de San Francisco (Carte 22, p238), du fait de l'épaisseur importante des couches sédimentaires qui ont pour effet d'amplifier l'onde dévastatrice pour les bâtiments. Lors du séisme de 1967, l'intensité dans le secteur de Palos Grandes a été parmi les plus fortes de cet épisode sismique.

Ainsi, les *urbanizaciones* formelles, malgré leurs standards de construction, ne présentent pas systématiquement les conditions de sécurité que l'on imagine en terme de risque urbain. Elles offrent généralement une très mauvaise intégration au milieu, multipliant les situations de risque. Les populations des classes moyennes voire aisées, pour se protéger d'un risque (s'isoler le plus possible face à l'insécurité en limitant les accès) s'exposent à d'autres (problèmes d'évacuation, dépendance aux réseaux routiers). Mais l'urbanisation formelle de la ville, si elle ne garantit pas la sécurité en terme de risque urbain, est loin de concerner toute la population de Caracas… Pour paraphraser Deler (1994 : 41), l'extension de l'urbanisation formelle privée dans les structures foncières des haciendas, et « le renforcement des forces de ségrégations socio-spatiales d'autre part »[208] caractérisent le développement urbain de Caracas. Les secteurs de la population qui ne répondent pas aux conditions discriminantes d'accès à l'habitat formel se doivent néanmoins de résoudre leurs problèmes de logement. La forme et la prolifération de l'habitat précaire dans la capitale vénézuélienne sont à inscrire dans un contexte géographique complexe puisqu'ils répondent – tout comme les urbanisations formelles, du reste – à la fois aux caractéristiques d'un milieu et à un modèle d'urbanisation particuliers.

[208] Citation originale à propos des principales caractéristiques de l'urbanisation latino-américaine : « L'extension des périphéries résidentielles populaires d'une part et le renforcement des forces de ségrégations socio spatiales d'autre part ».

Synthèse du Chapitre 3

Un tableau synthétique intermédiaire, inspiré du tableau et des variables de Thouret et D'Ercole (1996) nous aidera à rassembler quelques uns des facteurs structurels intervenants dans les situations de risque urbain à Caracas, et à les envisager déjà en interaction (Figure 43). Les différents facteurs sont déclinés à travers les quatre aspects de la ville privilégiés dans la première partie de notre essai de géohistoire, à savoir les aspects démographiques, socio-économiques, fonctionnels et morphologiques. A leur tour, ces quatre entrées sont traitées simultanément de trois manières. La dimension temporelle est reprise en essayant de traduire certaines étapes du développement urbain. Les déclinaisons scalaires qui assortissent la dimension thématique apportent les nuances nécessaires à traduire la complexité d'une ville que l'on décline du quartier aux plus petites échelles. La dimension écologique, enfin, rappelle l'importance des relations entre la ville et son environnement dans la détermination des situations de risque urbain.

Facteurs struct. de risque urbain à Caracas	TEMPS			Bilan de la dimension thématique des relations villes - environnement	
	Fondation… →	1920-1930… →	1970's… →	Nuances par échelles spatiales – début du XXIè siècle	
Démographiques	- Faible, fluctuante - Distribution sur le modèle **centre dense Vs périphérie clairsemée**	- Transition démographique très rapide - **Concentration** et **diffusion** de population dans la vallée et le long d'axes de communication	- **Etalement** de la population dans la grande Caracas - Système d'agglomérations, **modèle réticulaire polycentrique**	+ échelle -	- Des secteurs de densités très ≠, suivant les ≠ socioéconomiques - Identification de **fuseaux** dans le DMC, à nuancer selon les **axes de communication** et les **étapes de croissance** - Mobilités quotidiennes entre ≠ agglomérations de la grande Caracas
	- Impact de faible intensité sur le milieu	- Site de la vallée progressivement débordé, intensification des impacts sur le milieu		Etalement de la population, débordement du site et intensification des impacts environnementaux	
Socio-économiques	- Fortes inégalités sociales - Accès au foncier discriminant et très concentré - Espace urbain organisé selon le modèle **centre riche Vs périphérie pauvre**	- Distribution dans la vallée selon des structures foncières inégalitaires - Distribution **méridienne** dans la vallée		+ échelle -	- Marqueterie importante, parfois forte contiguïté de profils socio-économiques différents - Organisation en fuseau et identification de grands secteurs « est », « Ouest » dont l'homogénéité est à nuancer dans le DMC
	- Extraction, exploitation, superficiels dans cette partie de la colonie	- Peu regardant sur les relations au milieu - Besoin d'espace, de « tranquillité » et d'isolement pour les plus favorisés		Distribution socio-économique selon des mécanismes fonciers inégalitaires plus significative que selon l'aménité / sécurité environnementale	
Fonctionnels	- Capitale peu consolidée - Exploitation agricole et de plantation dans la vallée de San Francisco - **Marge**	- Consolidation de la vision fonctionnaliste de la ville - Distribution **latitudinale** des fonctions - L'usage urbain l'emporte définitivement dans sa compétition avec l'usage agricole	- Consolidation et polarité de **l'axe des centralités** dans la vallée de San Francisco - **Organisation radiale** du fait de la distribution des fonctions	+ échelle -	- Le concept de l'édifice fonctionnaliste où tous les services sont réunis (Parque Central) contraste avec la distribution de fonction à l'échelle métropolitaine - La fréquentation des fonctions reprend les profils socioéconomiques des populations dans la vallée de San Francisco - Les fonctions liées au commandement, à l'activité économique, à l'enseignement… sont concentrées dans « l'axe », à Caracas. Les fonctions résidentielles, du fait de l'étalement, sont distribuées dans la grande Caracas
	- Structure difficilement l'actuel territoire vénézuélien - Proéminence de la liaison au port	- Orientation dans le sens principal de la vallée, mais perpendiculairement aux torrents de la rive gauche du Guaire dans la vallée centrale.	- Allocation de fonctions résidentielles au-delà du site originel et dépendance aux réseaux dans la grande Caracas	La concentration de fonctions d'importance dans l'axe de la vallée de San Francisco polarise la grande Caracas et l'organisation polycentrique redistribue les populations en de grands secteurs monofonctionnels, par delà les conditions de site	
Morphologiques	- Ville coloniale **ramassée autour de son centre** - Progressions tardives d'abord vers le N-W et le S-W	- Progression **latitudinale** dans le sens de la vallée principale et des vallées secondaires - Reproduction des **structures foncières inégalitaires** sous formes d'isolats résidentiels	- **Organisation réticulaire** du système métropolitain de la grande Caracas	+ échelle -	- **Qualité du bâti très hétérogène**, qui, comme la densité, suit la distribution socioéconomique, mais apparaît **moins déterminée par la qualité du site** - Multiplication **d'isolats résidentiels** juxtaposés plus que tissu urbain continu - Réseau de communications principal en fond de vallée perpendiculaire aux torrents, type « **arrêtes de poisson** » - Les grandes liaisons dans la grande Caracas sont **rares**
	- Un site protégé des pirates, dans une vallée à 1000 m, entre des torrents	- Large occupation de zones de débordements, de lits majeurs, multiplication de terrassements…	Exposition des « nœuds » et « arcs » aux perturbations du milieu de la grande Caracas	Par l'émergence de la question du risque, le milieu semble s'imposer à une morphologie urbaine qui entre en « conflit » en de nombreuses occasions avec les distributions et dynamiques de l'environnement	
Bilan de la dimension temporelle des relations villes - environnement	Peu d'impacts et faible intensité de l'urbain. Les fonctions agricoles dominent dans la vallée	Seuil écologique dépassé : à l'occasion de l'urbanisation inégalitaire rapide, par la densification et l'intensification des relations ville – environnement	Nouveau seuil dépassé : débordement du site, l'amplification des dysfonctionnements liés à l'urbanisation inégalitaire et à la faible intégration du milieu dans le développement urbain	Un site qui peut présenter nombre d'aléas (séismes, inondations, glissements), pour beaucoup ignoré au profit d'un développement urbain orienté vers la maximisation de la rente foncière et la captation de la rente pétrolière. La grande Caracas, polycentrique, présente aujourd'hui une forte dépendance aux réseaux. Concentration et étalement maximisent les dysfonctionnements	

Figure 43. Tableau récapitulatif chronologique et thématique des points abordés dans le chapitre 3. (Source : Elaboration propre)

Au terme du chapitre 3, il apparaît que la géographie sociale identifie des secteurs urbains moins denses, au bâti d'une qualité correcte ou même satisfaisante, aux populations plutôt favorisées… par rapport à d'autres secteurs densément occupés, présentant un bâti et notamment des logements précaires, de plus faible résistance physique, habités par des populations dotés de faibles ressources matérielles… Ce portrait classique est nuancé par toute la gamme de profils des différents secteurs de l'espace urbain à Caracas et par une nécessaire critique de leur homogénéité à grande échelle et selon les critères choisis. Du reste, leur intrication manifeste à l'échelle locale ne dit rien sur la qualité de leurs liens. Une fois de plus, dans la marqueterie du paysage urbain, où l'identification visuelle reste forte, « proximité » n'est pas « mixité ». A travers le temps, la question structurelle des inégalités (en terme de logement ou d'insécurité sociale), fondatrice de l'espace urbain latino-américain, n'a pas non plus trouvé de réponse. Et ça n'est pas nier l'évolution historique que de reconnaître que la géographie sociale de la ville garde et reproduit, pour qui sait (veut ?) les voir, les traces de fractures profondes.

L'espace de la capitale vénézuélienne semble être le produit d'un processus inégalitaire essentiellement présidé par la spéculation foncière, bien plus que par la distribution des facteurs de risques. De fait, cette distribution de facteurs est plus certainement la marque de piètres relations au milieu qu'elle ne suit la distribution socio-économique de la population. Une telle tendance n'est pas contradictoire avec l'association pauvreté – vulnérabilité, mais, pour Caracas du moins, elle remet en question le lien « systématique » que l'on établit souvent trop vite entre les deux catégories. Par ailleurs, il est indéniable que les terrains dont s'est détournée l'urbanisation formelle, laissés à l'invasion de *ranchos*, peuvent exposer les occupants à relativement plus de menaces, notamment naturelles, mais il ne s'agit pas là de facteurs privilégiés de localisation (qui reste massivement orientée par la rente foncière) ni de facteurs suffisants à la production de situations de risque (la morphologie problématique de nombre d'urbanisations formelles en donne l'exemple). De par le passé, un mur de clôture surélevé de quelques décimètres et une pratique sélective de l'espace suffisaient à ne pas dévaloriser la rente foncière et à s'épargner l'épreuve ou la vue des « autres » indésirables. Aujourd'hui, alors que le pauvre se fait plus intrusif, alors que les jolies lumières des collines couvertes de *ranchos* rappellent, en plus des illuminations de Noël, l'héritage d'un développement inégalitaire, alors que les *barrios* s'imposent sur la cartographie de la ville et leurs habitants sur la scène politique, nationale et locale, la configuration de l'espace urbain de la capitale pose de nouveaux problèmes, issus de nouveaux rapports de force dans la société. Et l'on fait l'hypothèse que l'espace joue un rôle de premier plan dans cette reconfiguration de l'ordre socio-spatial urbain.

La dimension écologique a jusqu'à présent permis de traiter essentiellement les relations ville – environnement. Dans la seconde partie de l'essai de géohistoire, on s'attachera à élargir le domaine « écologique » pour traiter des relations ville – société – environnement. La ville et son

milieu prennent aussi – surtout ? – du sens à travers le regard hégémonique qu'en a la société. Cette dimension de l'ordre social s'impose de même à l'espace, et passe par de multiples dimensions de pouvoirs, simplement intégrées comme des normes, imposées, ou reconnues comme légitimes dans l'espace urbain. L'idéologie urbaine dominante qui donne un sens aux interactions multiples du système urbain, ainsi que les structures de pouvoir, de contrôle et de gestion du territoire de la capitale, constituent les deux aspects principaux des « dimensions de pouvoirs » étudiées dans la deuxième partie de l'essai de géohistoire (chapitre 4). En plus des facteurs de risque déjà évoqués, comment l'idéologie urbaine et le pouvoir public constitué participent-ils de la construction, formalisation, identification et traitement des situations de risque urbain? C'est à cette question que nous tâcherons de répondre dans l'immédiat.

Chapitre 4. Système de valeurs et autorité publique sur les territoires urbains : deux facteurs fondamentaux dans la construction, la reconnaissance et la gestion des risques à Caracas

L'ordre socio-spatial urbain est défini par un ensemble de formes, de processus, de types de relations, entre individus, dans la société et avec l'environnement, qui se traduisent dans l'espace. Il désigne à la fois un arrangement des éléments du système socio-spatial, et les comportements des individus et des groupes qui composent ce système socio-spatial. Les relations de pouvoirs interviennent dans la production des « éléments » et de leur « arrangement » tout comme dans la définition des comportements à travers des valeurs sociales, un discours dominant, l'exercice d'une autorité sur un territoire ou l'idéologie sous-jacente qui préside à l'action.

La construction de l'ordre socio-spatial urbain de Caracas s'inscrit dans une trajectoire nationale, met en avant les spécificités d'un État pétrolier et relève d'héritages coloniaux tout autant qu'il reprend les évolutions sociopolitiques du XXe siècle, celui de la construction d'une « exceptionnelle démocratie » (Ellner et Tinker Salas, 2007). Ainsi, les structures spatiales et leurs processus de production décrits dans le chapitre 3 s'insèrent dans l'évolution des catégories de pensée contribuant à définir un ordre socio-spatial qui n'est pas seulement matériel. Le XXe siècle « éprouve » l'ordre urbain à de nombreuses reprises : la mutation du modèle de développement dans les années 1920, l'explosion urbaine des années 1940 à 1970, l'alternance des régimes dictatoriaux et démocratiques, la crise des années 1980 et son paroxysme le 27 février 1989 ou encore l'avènement de politiques radicales… autant d'éléments offrant une série de variations importantes qui façonnent, confortent ou contestent un ordre socio-spatial en constante redéfinition.

Ce que l'on pense de la ville, des relations au milieu, du risque ou du rapport à l'autre dans une société, appartient à une époque et définit un contexte. C'est à nouveau par le recours à une perspective géohistorique que l'on se propose d'évaluer la construction des idées dominantes importantes pour comprendre les situations actuelles de risque urbain. Bien des jugements hâtifs et conjoncturels ne résistent pas à « l'épreuve du temps ». Au-delà des structures spatiales, il sera bon dans un premier temps de voir combien la figure des catégories de pensée relatives à l'environnement, à la ville, à « l'autre », peut donner du sens aux situations de risque urbain actuelles (Bailly, 1996 : 1). En outre, il apparaît que les multiples facettes de l'exercice du pouvoir sur l'espace urbain définissent une série de mise en compétition entre acteurs et de relations souvent problématiques. Les conditions de l'exercice de l'autorité publique rencontrent nombre

d'obstacles que l'on retrouve dans la sphère législative ou dans les relations entre institutions impliquées dans les questions de risque urbain.

Au cours du chapitre 4, nous nous pencherons sur ce qui renvoie à la domination dans l'ordre socio-spatial de Caracas à travers une idéologie hégémonique, puis à travers les relations de pouvoirs et leurs conditions d'application dans les cadres institutionnels, ce qui permettra de compléter le panorama des facteurs de vulnérabilité qu'exposent Thouret et D'Ercole (1996).

4.1- L'idéologue, le nostalgique et le citadin… ou la légende urbaine de Caracas

C'est parce que « la vulnérabilité [doit être conçue] comme profondément empreinte des discours et des politiques de développement en vigueur » (Pelling, 2003b : 91)[209] que l'on doit se pencher sur l'idéologie qui préside à l'ordre urbain. On considère l'idéologie comme une matrice de pensée qui contribue à définir un ordre social en influençant les comportements et la manière de concevoir le monde ainsi que les rapports matériels et immatériels entre individus et groupes dans une société. En ce sens, elle participe de la définition des vulnérabilités en ville et donc aussi des situations de risque urbain. « Ce qui doit être dit de la ville » mais aussi ce qui est vécu, est largement conditionné par l'idéologie urbaine qui prévaut et ménage un sens et un statut social aux risques urbains considérés. La « légende urbaine » n'est sans doute pas le produit d'une idéologie unanime, mais bien plutôt le résultat d'un discours dominant, normalisé et généralisé au sein de la société. Sans perdre de vue l'hétérogénéité des points de vue sur la question, on s'intéressera moins ici aux modalités d'une construction de la norme à partir d'une idéologie dominante qu'aux simples implications pour le risque urbain et sa prise en compte dans la gestion publique. De fait, c'est l'idéologie dominante qui donne un sens social au risque. Le contexte de la production de l'idéologie est tout aussi important pour reconnaître les étapes de la construction du risque urbain.

4.1.1- Caracas coloniale : ordre social inégalitaire et rapport pré-moderne à l'environnement

- *La ville comme avant pont colonial de l'ordre métropolitain inégalitaire*

Le mode de peuplement archétypal de l'essentiel des colonies espagnoles s'est imposé sur les terres du Venezuela. La priorité d'une exploitation méthodique des ressources naturelles passe par un système de villes dont la fonction principale consiste à connecter l'exploitation et l'exportation, via les ports les plus proches, dans une série de réseaux urbains juxtaposés, aux interconnexions faibles. Caracas est fondée 70 ans environ après la découverte de la *Tierra Firme*,

[209] *Vulnerability [has to be seen] as deeply embedded in ongoing development policies and discourse.*

mais n'est pas le siège originel de cette partie de la colonie, périphérie oubliée, dans l'ombre des grandes vice-royautés de la Nouvelle-Espagne, du Pérou, ou du Río de la Plata. Les quelques villes fondées sur le territoire actuel du Venezuela évoluent de façon assez isolée en permettant la liaison, après l'exploitation de perles autour de l'île de Margarita, entre les sites d'extraction souvent intérieurs et les ports (Rios et Carvallo, 2000 : 34-36).

Malgré cette situation de marge, Caracas est fondée selon des principes qui répondent à des exigences économiques (littoraux, vallées, montagnes pour le minerai…), défensives (sites facile a défendre, en retrait par rapport a la mer…) ainsi que des principes d'urbanisme « importés » du vieux continent. Les *Ordenanzas de Descubrimiento, Nueva Población y Pacificación de las Indias* de 1573, prononcées par Felipe II, formalisent ces principes déjà en vigueur pour une centaine de villes alors fondées dans le Nouveau Monde hispanique, dont Caracas. Le dessin du centre historique de Caracas en tirera sa forme en damier, aux places ouvertes et aux rues droites, selon les logiques militaires de Vitruve (Ier siècle avant J-C), répandues sur la péninsule ibérique après la reconquête espagnole. La ville est aussi à localiser selon les saisons, les vents (chauds et froids) et la qualité des eaux sous un climat « sain » et propice à la vie salubre des européens sur ces nouvelles terres. C'est en effet du *Traité des eaux, des airs et des lieux*, d'Hippocrate (Ve-IVe siècle avant J-C), dont s'inspire Vitruve. La ville coloniale est pensée pour ses fonctions d'exploitation, pour ses fonctions de contrôle de façon plus ténue, et dans son insertion au milieu naturel selon des principes de l'antiquité grecque.

C'est dans l'ordre du modèle agro-exportateur que se consolident les rapports sociaux et l'ordre urbain, sur des bases fondamentalement inégalitaires. L'ordre colonial imprègne des discours et des relations sociales excluantes, dans une vision cloisonnée de l'espace social (Musset, 2002) et exclusive de l'espace urbain. La ségrégation du corps social est intégrée par exemple dans les structures de propriété, et figure dans l'espace urbain colonial. Les réductions ou les *encomiendas*[210] sont aussi là pour le rappeler. « Dans la vallée de Caracas, les premiers propriétaires de la terre sous le régime de la propriété individuelle ont été les *encomenderos* et les premiers colons d'origine hispanique. »[211] (Brito Figueroa, 1973 : 51). La propriété de la terre et la pureté du sang, dans un premier temps, conditionnent la vie politique, économique et sociale dans la Caracas coloniale, avant d'y ajouter la disposition de capitaux et les intérêts commerciaux après l'ouverture bourbonienne, parfois hâtivement qualifiée de « libérale », dans le dernier tiers du XVIIIe siècle (Gasparini, s.d. ; Lynch, 1991 : 316).

[210] Institution de la colonie, à la fois d'ordre économique et sociale, plaçant des indigènes sous la tutelle d'un sujet de la couronne espagnole - *encomendero*, permettant à ce dernier de percevoir les contributions dues par les indigènes à la couronne. La population indigène était organisée en un système de travail obligatoire et le contrôle d'un large territoire assuré par l'autorité d'un maître résidant en ville.

[211] *En el valle de Caracas, los primeros poseedores de la tierra con carácter de régimen de posesión individual fueron los encomenderos y los pobladores de origen hispánico*

Dans ce contexte fortement excluant de la vie urbaine, basé sur l'exploitation à distance de la terre, le risque prend des formes tout à fait singulières selon les points de vue. Depuis la cargaison de cacao opérée par les marchands, exposée aux aléas de la traversée de l'Atlantique (rappelant une des hypothèses étymologiques du « risque », November, 2002 : 115-120), aux conditions de vie des esclaves, puis des travailleurs « inféodés », en passant par les fluctuations des marchés et les menaces de rébellion sociale pour les producteurs et propriétaires, les risques dépendent de l'époque et des acteurs considérés. La notion même apparaît disparate pour une société éclatée, ne présentant pas systématiquement un enjeu collectif. On trouve donc une série de risques propres à chaque classe, mais aussi une inscription de la ville dans le milieu qui fait l'objet de préoccupations « collectives », d'interrogations sur la nature des interactions entre l'établissement humain (qui se consolidera dans la forme urbaine) et l'environnement, qui nous intéressent ici.

Entre pragmatisme et superstition, le rapport à l'environnement se dessine très tôt comme ambigu. L'idée que la société (s')expose aux risques est exprimée clairement en Europe lors de la polémique qui oppose Rousseau à Voltaire au sujet du tremblement de terre de Lisbonne en 1755. Mais si l'on cite souvent cet épisode comme le point de départ de « l'âge des neurones » (Kervern, 1995 : 7), il ne faut pas oublier des épisodes antérieurs très pragmatiques. C'est notamment le cas à Guatemala où des voix s'élèvent pour dénoncer des localisations peu appropriées, et ce dès 1524 (Musset, 2002 : 51-77).

> « Après un tremblement de terre, les habitants de la cité détruite peuvent organiser des processions, se précipiter dans les églises, invoquer à leur secours tous les saints du Paradis ; ces grandes démonstrations de ferveur mystique ne les empêchent pas de réfléchir sur les causes « naturelles » de la catastrophe et de chercher les moyens matériels d'y remédier » (Musset, 2002 : 52).

Dans le cas de Caracas, plus d'un siècle avant le tremblement de terre de Lisbonne, le séisme de 1641, dit de San Bernabé, est un bon exemple d'une conception pragmatique en concurrence avec une vision superstitieuse de l'évènement. Récemment arrivé à Caracas, le nouvel évêque Fray Mauro de Tovar entre rapidement en conflit avec le gouverneur Ruy de Fuenmayor. Après les grandes destructions que le séisme de 1641 inflige à la ville, le gouverneur et le *Cabildo* de Caracas semblent décidés à déplacer la capitale de quelques kilomètres vers l'Est dans la même vallée de San Francisco dans l'espoir d'y trouver des terrains plus favorables. C'était sans compter sur la rivalité de l'évêque qui fait interdire le déplacement par acte royal daté du 15 novembre 1642. La cathédrale est progressivement reconstruite à partir de 1665 à l'emplacement traditionnel, et dans une « réaction pragmatique », les nombreux biens fonciers et immobiliers de l'Eglise sont préservés au sein de l'ordre préexistant (Diaz, 1956 : 36-38). Autre exemple, dans le

domaine des inondations et des glissements de terrain, certains mécanismes sont mis en cause, dont l'intervention humaine sur les versants. On trouve un courrier officiel émis par les autorités locales en 1776 qui enjoint « à ne pas couper de bois, ni en retirer, sur les versants des rivières de Maiquetia, de La Guaira et de cette ville [Caracas ?] »[212].

Cela étant, ces signes de pragmatisme sont associés à d'autres attitudes face au même évènement. Dans son roman historique, Francisco Herrera Luque (1979b : 27-32) nous livre quelques pages sur le séisme de 1641, mettant en avant des croyances transversales aux différentes classes sociales qui font passer la forte chaleur, la fuite précoce des oiseaux, les aboiements lancinants des chiens ou des feux follets… comme autant de signes annonciateurs de la catastrophe (Extrait et traduction en Annexe 3). En outre, en plus de sa réaction, l'évêque Fray Mauro de Tovar s'emploie à faire résonner parmi les caraquéniens la culpabilité de leurs pêchés charnels, en faisant défilés des hommes et des femmes nus, portant des cartons aux inscriptions infamantes : « pour fornication », « aucun de mes enfants ne sont de mon mari »… (Herrera Luque, 1979b : 31). Aussi, « les curés [ont montré aux gens] que, comme à Sodome, c'est là [le séisme] un exemple vivant de la colère divine » (Herrera Luque, 1979b : 47). Pour illustrer la transversalité sociale de ces superstitions, on peut citer des passages de deux documents de registre différent. On trouve, au hasard des actes du *Cabildo de Caracas*, au milieu du XVIIe siècle :

> « …Son excellence le gouverneur et capitaine général a proposé, pour un meilleur service de Dieu notre seigneur et de la très sainte vierge Marie immaculée, que se rassemblent dans cette ville lors d'un conseil ouvert tous les voisins et habitants pour pouvoir ainsi honorer notre seigneur immaculé, aux cotés des villes, des universités et des autres puissances, tel qu'on l'a fait dans les règnes d'Espagne ; en règle générale, cette célébration, selon ce qu'en a vu son excellence, s'est tenue dans des circonstances de pestes et d'épidémie, après quoi l'on a certifié dans plusieurs villes où de tels honneurs ont été rendus, l'amélioration de la condition des malades… »[213]

Parallèlement, dans le registre des croyances populaires, l'ouvrage de Briceño de Alfaro, paru pendant la deuxième guerre mondiale, fait état d'une curieuse liste à la Prévert égrainant une infinité de saints protecteurs :

---

[212] Archives de la Capitanía General de Venezuela. Tomo XLIX. Folio 104. 1776. *Expediente « sobre que no se corten leñas, ni saquen maderas, en las vertientes de los ríos de Maiquetía, de La Guaira y esta ciudad. » Por* Joaquin Fernàndez de la Ossa

[213] *Propusso su sseñoria del señor governador y capitàn general, que para el mayor serviçio de Dios nuestro señor y su madre sanctisima de la limpia concepçión, le pareçia el que se juntase en esta dicha çiudad a cavildo abierto todos los veçinos y moradores de ella para que así juntos se tratasse de botar y jurar solemnemente la festividad de nuestra señora de limpia conseçión, a contemplación de las ciudades, unibersidades y otras potestades, que en los reynos de España se a hecho; mayormente que el dicho boto, según su señoría a bisto, se a hecho en ocaçión de contaxio y peste, y que luego que se juró en diferentes ciudades, esta santa festividad, se bio por experiencia la mejoria en los enfermos…* Archives du *cabildo* de Caracas parmi les actes datés du 23 août 1658

> « Tout Vénézuélien sait qu'il existe un Saint dédié à chacun des problèmes qui se posent aux hommes. Il y a des saints pour la grippe, pour le mal de tête, pour les douleurs d'accouchement ; des saints pour les problèmes de digestions, pour les gonflements, pour la beuverie, la perte de chance, les éclairs, le mauvais œil, les embolies, les douleurs de poitrine, les brûlures, les naufrages, les tremblements de terre, les feux follets, les cheveux blancs et les rides, les rivières en crue, les taureaux impétueux, la bronchite, la perte de la vie, la maladie du café, les accidents de voiture, les déraillements de train, les morsures de couleuvre, les blessures, les infections et les tâches sur la peau. […] Le croyant a une police d'assurance universelle qui le protège contre n'importe quelle contingence pouvant causer un accident ou des dommages. Tous les risques sont pris en compte… jusqu'à l'infidélité des maris vénézuéliens contre laquelle personne ne perd de temps à prier »[214]. (Briceño de Alfaro, 1993 : 127).

Enfin, en plus de superstitions empreintes de croyances chrétiennes, ce dernier passage laisse émerger les signes discrets d'une mythologie préchrétienne, porteuse d'une mémoire de l'environnement et d'évènements catastrophiques. On devine aussi cette tradition en filigrane dans un passage de *Los Amos del Valle*, dont le cours extrait qui suit met en scène des traditions précolombiennes au pied de l'Avila :

> « - Que ce soit dans les canaux, dans les rivières ou dans la mer – répondit-il de sa voix si particulière, claire et cristalline – il n'arrivera jamais rien à Soledad. Elle est fille des eaux, comme le sont – dit-elle en regardant vers les collines – tous ceux de ma caste nés dans cette vallée. Qu'évoque cette montagne pour toi? Regarde-la bien! »
>
> Mon maître se retourna.
>
> « - Elle ne te rappelle pas, mon seigneur, une immense vague sur le point de casser? Et bien il en fut ainsi dans le passé. Avant, la montagne n'était pas là, et son nom signifie la « vague qui est venue de loin ». Avant, tout était plat, comme le *patio* de ta maison. Avant, les hommes de la vallée observaient la mer. Mais un jour la mer, notre déesse, s'est mise en boule – comme tu dis, la terre fut secouée. Les torrents grondaient entre les roseaux. On entendait au

[214] *Hay santos para la gripe, para el dolor de cabeza, para los dolores de parto; santos para los problemas con el servicio, con las hinchazones, las borracheras, la pérdida de la fortuna, los relámpagos, el mal de ojo, las embolias, el dolor de los senos frontales, el fuego, los naufragios, los terremotos, las centellas, el pelo blanco y las arrugas, el reumatismo, las mujeres celosas, los ríos crecidos, los toros bravos, la bronquitis, la pérdida de la vida, la peste del café, los choques de automóviles, los descarrilamientos de los trenes, las picadas de culebra, las heridas, las infecciones y las manchas de la piel. […] El creyente tiene una póliza universal de seguro que lo protege de cualquier contingencia de daño o accidente. Todos los riesgos están contemplados… hasta la infidelidad de los maridos venezolanos contra la cual nadie se molesta en rezar. ¿Por qué será?*

> loin un tonnerre long et puissant. Le bruit s'intensifiait. C'était une vague, si grande et si haute que [Soledad] s'est mise à genou pour prier, prostrée, et pleura si fort qu'elle calma l'impétuosité des flots. La déesse eu pitié, et au moment ou l'écume annonçait le fracas de la vague, l'eau dans sa courbe, s'est saisie en terre et en montagne. Guaraira-Repano, c'est la mer changée en terre. Regarde comment elle change également de couleurs selon les caprices du soleil et du vent »[215]. (Herrera Luque, 1979a : 229-230)

Ainsi, durant la période coloniale, différentes conceptions du risque à Caracas sont – déjà – en concurrence, et il n'est pas dit, du reste, que toutes ne soient pas encore présentes aujourd'hui, à différents degrés. A la superstition, au pragmatisme et à la mythologie indigène s'ajoutent à la fin de la période coloniale des positions physiocrates, tentant de rationaliser le rapport à l'environnement d'une ville qui ne s'est alors que peu développée. De fait, en 1797, le roi Charles IV enjoint à ses sujets de « développer la culture de la terre, comme fondement de toutes les activités, transformations et commerce »[216] dans un contexte de rivalité entre les marchands et les grands propriétaires producteurs dans la vallée de Caracas. L'idée de la ville et des relations à l'environnement (du risque ?) sont toujours liées aux enjeux politiques et économiques de l'époque, articulant des rapports de forces et des relations sociales. C'est le cas pour le séisme de 1641 comme pour la restitution des croyances précolombiennes dans le cadre de l'occupation espagnole.

Progressivement, malgré une forte hétérogénéité, la société urbaine forme un « tout » qui se distingue de la nature et des perturbations, quelles qu'elles soient. L'éclosion des pensées des Lumières autour de la période d'indépendance marquera les étapes les plus fortes de la construction d'une société prête à recevoir l'idéologie du progrès, qui se construit en réaction au sauvage, à la nature, aux perturbations. Bien des aspects du mythe de construction de la nation sont liés à la phrase de Bolívar qu'il aurait prononcée à Caracas sur les ruines du grand séisme de 1812 : « Si la nature nous fait obstacle, nous la combattrons et la soumettrons »[217]. Néanmoins, avant de développer les idées de progrès, de civilisation et de barbarie comme support de l'ordre

---

[215] *A Soledad – respondió con esa voz tan suya, clara y cristalina – nunca le sucederá nada malo en la acequia, ni en los ríos, ni en el mar. Ella es hija de las aguas, como lo son – dijo mirando hacia el cerro – todos los de mi casta nacidos en este Valle. ¿Qué te recuerda la montaña? ¡Mírala bien!*
Mi amo hizo una trompa.
- ¿No se te parece, mi señor, a una inmensa ola a punto de reventar? Pues así fue en un tiempo. Antes la montaña no estaba ahí, que su nombre significa la ola que vino de lejos. Antes todo era plano, como el patio de tu casa. Antes los hombres de Valle se asomaban al mar. Pero un día el mar, que era nuestra diosa, se encabronó – como tú dices -, la tierra fue sacudida. Los ríos rugieron por los cañaverales. Un trueno largo y seguido se oyó a lo lejos. El ruido crecía. Era una ola, la más grande y alta que se hincó de hinojos y fue tan fuerte su llanto, que apagaron el trepidar del agua. La diosa se apiadó y en el momento en que la ola coronábase de espuma para reventar, el agua ya encorvada se cuajó en tierra y monte. Guaraira-Repano es la mar hecha tierra. Observa que, como ella, cambia de colores según los caprichos del sol y del viento

[216] Real Cédula para la Audiencia de Caracas, Tomo VI. San Ildefenso. 03/08/1797. Rey Caros IV: *Fomentar cultivo de la tierra, como fundamento de todas actividades, industrias y comercio, que son un necesario efecto suyo.*

[217] *Si se opone la naturaleza lucharemos contra ella y la haremos que nos obedezca.*

urbain moderne, il est intéressant de présenter une vision complémentaire des risques en villes qui relève d'un ordre des choses bien différent de celui de la modernité qui se consolide au XIXe siècle.

A l'occasion de l'invasion de la ville et des terres alentours par des rongeurs en 1662, on trouve l'extrait suivant dans les archives du *Cabildo* de Caracas:

> « …les voisins sont affligés par les grandes pertes que leur causent les rats parmi toutes les catégories de semis, de telle manière que le maïs semé produit très peu car ils l'arrachent peu après qu'il ait germé, et celui qui arrive à maturité, ils le mangent, et, par conséquent, pour tous les légumes et les tubercules, les dommages sont si importants qu'un manque de récolte et d'approvisionnement est prévisible ; et parce qu'il est impossible d'y remédier par des recours humains, il a été proposé aux édiles du *cabildo* de solliciter la divine miséricorde par l'intercession des saints, dans l'espoir où l'on est de trouver le remède à un tel mal, et, pour cela, d'envisager de sortir un Saint au hasard en guise d'avocat face à cette plaie ; […] les édiles du *cabildo* ont ordonné au procureur général de mobiliser au hasard un saint, à prendre comme avocat, et de le célébrer avec la plus grande solennité qui soit, en demandant l'aumône aux travailleurs de la terre. »[218]

Un peu plus tard, la même année, dans les mêmes archives:

> « Le 22 septembre 1662, jour du seigneur Saint Maurice (avocat de la ville contre les sauterelles), les célébrations du Saint n'ont pas eu lieu, on rapporte que les 24 et 25 septembre, de grandes quantités de sauterelles ont pénétré dans la juridiction de Valence.
>
> En 1580, lors de la fête de Saint Maurice, la plaie disparaît, on ordonne le transfert de l'ermitage vers une chapelle dans la Sainte église. »[219]

C'est bien un Saint que les responsables de Caracas convoquaient lors des invasions de nuisibles, mais afin de remplir la fonction d'avocat face aux animaux incriminés, de sorte que le conflit puisse être réglé en qualité d'égaux devant la Création. L'héritage de l'aristotélisme médiéval dit

---

[218] *…vesinos afligidos por el mucho daño que estàn experimentando hasen los rratones en todo género de sembrados, de tal manera que el mais que se siempra se logra muy poco porque lo arrancan luego que nace, y el que a llegado a massorcar se lo comen, y, por el consiguiente, todas las legumbres y raíces, cuyo daño es tan grave que si pasa adelante es verosimil abrà gran falta de fructos y bastimentos ; y porque no es rremediable con fuersas humanas, propuso a los dichos sseñores capitulares convendria acudir a la divina misericordia por yntersessión de los ssantos, con forme esperança de que sea de allar el rremedio de semejante daño, y que para ello le paresia se sacase por suerte un ssanto, el cual se tomase por abogado contra dicha plaga; […] les dieron horden y comisión los dichos sseñores capitulares al dicho procurador general para que sacase por suerte un santo, a el cual se tomase por abogado y que se le hisiese fiesta con la mayor solemnidad que sea posible, pidiendo limosna para ella a los labradores.* Archives du *Cabildo de Caracas*, datés du 08 juillet 1662

[219] *El 22/09/1662, día del señor San Mauricio (abogado de la çiudad contra langostas), no se hizo su fiesta, se reporta que el 24 y 25/09 entraron grandes cantidades de langostas en la jurisdicción de Valencia.* Archives du *Cabildo de Caracas*, datés du 02 octobre 1662

qu'en toute chose gît une âme. Avant la construction du Positif et de la science, il faut trouver une responsabilité légitime qu'une catégorie du Naturel peut assumer (Ferry, 1992). C'est, par exemple, par la tenue de procès que l'on pouvait régler de tels dilemmes face aux sauterelles, aux rats et autres criquets avant l'émergence progressive d'une nouvelle rationalité au XIXe siècle.

Ainsi entre tous les aléas de la vie urbaine, la société va se penser toujours un peu plus comme un groupe singulier face à la nature et face aux perturbations, puis envisagée dans la perspective de responsabilités diverses dans son environnement et non plus majoritairement comme sujet de la Création. Le détachement entre les Hommes et la Création puis, la nature, s'opère peu à peu. Néanmoins, les fortes inégalités sont conformes à l'ordre bien établi du moment et n'émergent pas encore comme un facteur de perturbation endogène.

4.1.2- La ville moderne et fonctionnaliste : du confinement à l'éradication du risque

Tout au long du XIXe siècle, une transition s'opère entre les idées créationnistes et le socle des idées positivistes, deux manières de voir le monde, la ville et les risques. On pose parfois un ordre théorique manichéen entre matérialistes et spirituels ou entre évolutionnistes et créationnistes. Rien n'est moins sûr dans la réalité.

- L'attitude privilégiée du confinement de la menace au cours d'un XIXe siècle à l'Histoire mouvementée

Après la mort de Bolivar, le projet de Grande Colombie s'effondre en 1831. Le Venezuela plonge pendant plus de quatre décennies dans une succession de tensions, de conflits ouverts – guerre fédérale comprise (1859-1863) –, de luttes d'influences régionales relayées par de nombreux *caudillos*… et d'une très faible amélioration des conditions de vie générales. C'est durant le régime des Monagas (des années 1830 à 1848) que « le pays connaîtra les extrêmes de pauvreté, la plus grande désorganisation, l'immoralité et l'arbitraire »[220] (Gasparini et Posani, 1969 : 152). Ces conditions d'instabilité politique, de violence et de précarité économique empêchent, par exemple, de faire disparaître les stigmates du grand séisme de 1812 pendant des décennies (Altez, 2006a : 154). Dans un tel état de développement, où les modes de vie « urbain » et « rural » ne sont pas si dissemblables, les épidémies et les défauts d'approvisionnement en nourriture constituent les risques prioritaires à Caracas. On trouve dans les archives de la présidence, en 1832 :

> « Que selon les derniers documents publics reçus d'outre-mer, l'épidémie connue sous le nom de Cholera Morbus qui a causé de grandes pertes en Europe, a commencé à sévir à divers endroits du continent américain ; et

[220] *El país conocerá entonces los mayores extremos de la pobreza, la desorganización más caótica, la inmoralidad y el atropello.*

> voulant protéger le peuple vénézuélien de cette épreuve cruelle, en empêchant son entrée dans le pays par tous les moyens possibles… »[221]

La même année, on établit des visites sanitaires pour contrôler les bateaux susceptibles d'être atteints par une maladie contagieuse. Les procédures de quarantaine sont instaurées, et une commission sanitaire permanente est créée au port de La Guaira, avant l'accès à la capitale, le 14 août 1832. On cherche à « isoler » le territoire national du fléau épidémique. Lors des alertes ultérieures, en plus de la création d'institutions pour la régulation du mal, on continue de solliciter la médecine, notamment dans le cadre de mesures de prévention, comme l'indique cette disposition formulée en 1849 par le secrétariat des affaires intérieures et de la justice à Caracas :

> « Que l'on ordonne la réimpression de la vulgarisation des instructions rédigées par la Faculté de Médecine en août 1832 sur le Choléra Morbus, en mille exemplaires … »[222]

- La consolidation d'un positivisme propre au Venezuela

Dans la lignée de l'œuvre de Darwin et de Comte, dans une marche séculaire vers l'ordre et le progrès, le positivisme point formellement au Venezuela à l'occasion d'un discours de Villavicencio en 1866. Rafael Villavicencio (1838-1920) est considéré comme l'introducteur de ces idées dans le pays, en sciences humaines et en histoire alors que l'influence d'Adolfo Ernst (1832-1899) porte plutôt sur les sciences naturelles.

> Le positivisme « revendique la valeur des sciences particulières contre les constructions métaphysiques audacieuses de l'idéalisme transcendantal et la valeur de l'expérience contre l'apriorisme de la philosophie romantique »[223] (Poleo Perez, 1986: 18).

Cette posture n'est cependant pas incompatible avec une spiritualité assumée. Villavicencio par exemple accepte l'Œuvre divine, mais y trouve d'autres logiques, traduites par un souci de la mesure et de l'instrumentalisation[224]. C'est donc dans une interpénétration de grands courants de pensées – souvent caricaturés comme excluants – que les conceptions différentes de la ville et du risque s'entrecroisent au fil du XIXe.

---

221 *Que según los últimos papeles públicos recibidos de ultramar, la epidemia conocida con el nombre de Cholera Morbos que ha causado estragos en la Europa, ha principiado ya a ejercer su maligna influencia en varios puntos del continente americano; y deseando poner a cubierto el pueblo de Venezuela de este cruel azote, impidiendo su introducción en el país por cuantos medios sean posibles*. Acta del presidente José Antonio Páez. Interior y Justicia. Tomo LIII, 1832. Folio 247.

222 *Contrátese la reimpresión de la instrucción popular que dio la Facultad Médica en Agosto de 1832 sobre el Cholera Morbos, en número de mil ejemplares*. Secretaria del Interior y Justicia. 01/10/1849. Tomo XLVII.

223 *Reivindica el valor de las ciencias particulares contra las audaces construcciones metafísicas del idealismo trascendental y el valor de la experiencia contra el apriorismo de la filosofía romántica* (Poleo Perez, 1986: 18)

224 *Todo esto nos muestra que Rafael Villavicencio estuvo en la línea de la ortodoxia espiritualista […]. Encarnó un caso muy típico de adopción del positivismo; fue consecuente con sus elementos doctrinarios y, al mismo tiempo, conservaba aspectos de la metafísica espiritualista* (Poleo Perez, 1986: 46).

Sur le plan politique et du développement national, c'est l'ambition civilisatrice et modernisatrice de Guzmán Blanco qui interrompt les décennies de violence, de déchirements et de luttes fratricides. Au pouvoir à trois reprises (1870-1877 ; 1879-1884 et 1886-1888), « l'IIlustre Américain», porteur d'un modernisme d'ascendance française, imprègne Caracas d'influence haussmannienne (Martin Frechilla, 1995b), et tend à européaniser la vie bourgeoise de la capitale et de l'État. « La nature est conçue comme une ressource qui peut être transformée en une terre civilisée, au royaume du calcul et de l'abstraction dont la métropole serait l'apogée »[225] (González Casas, 2002 : 221). Education, transport et infrastructures sont les piliers du nouvel État National, centralisé et au service du progrès. Le dernier tiers du XIXe siècle consolide Caracas dans sa position de capitale nationale. Les mesures d'urbanisme largement documentées et inspirées du style Beaux-Arts français (Almandoz, 2002 : 2-4), font de la ville en ruine de 1812 une grande capitale où

> « L'univers de la consommation et le désir du divertissement contrastaient grandement avec l'univers de l'agriculture et de la pauvreté, et des conditions sanitaires précaires dans lesquelles une grande majorité des vénézuéliens vivait alors »[226] (González Casas, 2002 : 222).

Malgré la permanence de traits traditionnels (plan en damier, rues étroites en majorité, bâtiments bas…) c'est tout de même une ville transformée, « éclairée » par l'illustre président Guzmán Blanco, qui doit faire face aux toujours impérieuses questions sanitaires et d'hygiène. C'est dans les mêmes cadres modernes que les mesures contre les épidémies établies par Páez au début des années 1830 vont être systématisées, à la suite d'une nouvelle épidémie de fièvre jaune. Une demande des services de la présidence est adressée à la faculté de médecine en 1880 :

> « Cette corporation s'est occupée d'étudier en permanence la progression de la maladie et afin d'éviter son développement et sa diffusion, elle a nommé une commission composée de […] »[227]

Une initiative qui permet de développer des stratégies…

> « …pour empêcher l'introduction et la diffusion de la fièvre jaune dans le pays: 1- Action publique; 2- Les quarantaines; 3- La désinfection; 4- Les désinfectants que l'on doit utiliser; 5- Les maisons où l'on doit pratiquer la

---

225 *The nature is seen as a source of opportunities and could be changed to a 'civilized land', in the kingdom of calculation and abstraction whose pinnacle would be the metropolis.*

226 *the world of consumption, with the desire for entertainment, was in sharp contrast to the world of agriculture and poverty and the precarious health condition in which the large majority of the Venezuelan population lived*

227 *se ha ocupado esta corporación de estudiar constantemente la marcha de la enfermedad y con el fin de evitar su desarrollo y propagación nombró una comisión compuesta por…* 27/10/1880. *Secretaria de Interior y Justicia*. Tomo MXXV. Folio 32. *Sobre un brote de fiebre amarilla*.

désinfection; 6- Les mesures personnelles de protection contre la fièvre jaune »[228]

De là, c'est un « code » de salubrité qui est dressé par le pouvoir en 1880[229] (dont les deux premières pages sont reproduites en annexe 2) de manière conjointe avec la réglementation de l'administration de certains hôpitaux placés sous l'autorité de la corporation médicale[230]. L'ordre et le progrès passent par une réduction des risques – dont l'exemple traité ici est celui de l'épidémie de fièvre jaune – à travers de nouvelles catégories instituées et correspondant aux critères idéologiques de l'époque[231]. De manière générale, il en va des mêmes logiques concernant la manière de traiter d'autres risques, comme l'illustre l'épisode du séisme de 1900 à Caracas (développé par Revet, 2006 : 73-80). Après les réflexes de confinement et d'isolement au début des années 1830, on est face à des attitudes de confinement, de réduction et d'éradication dans les dernières décennies du XIXe siècle.

- De l'hygiénisme en matière d'urbanisme dans les deux dernières décennies du XIXe siècle

L'hygiénisme repose sur la reconnaissance par la médecine du rôle des bactéries et des microbes dans la transmission des maladies. Cette conception s'étend par exemple à l'architecture, et consiste à bannir les foyers d'insalubrité, les zones humides associées à l'occupation humaine, à améliorer les conditions de logement ou à promouvoir des matières « propres » dans la construction, telles que le fer ou le verre, laissant passer la lumière. L'hygiénisme prône une posture scientifique, basée sur la mesure et le calcul idéaux de proportions, d'ensoleillement, d'oxygénation ou de salubrité.

A la fin du XIXe siècle au Venezuela, on développe les statistiques comme outil de connaissance du territoire et orientation de l'action publique que l'on veut rationaliser (Martin Frechilla, 1995b). La part que prend la médecine dans la gestion des épidémies par exemple est croissante, et le premier congrès hygiéniste du Venezuela se tient à Caracas en 1908. On identifie de façon systématique des éléments de perturbation et des enjeux (d'ordre collectif, la société, la ville, la population…) susceptibles de subir des dommages. De fait, un fort taux de mortalité dans la capitale au tournant des années 1900 fait de la ville un lieu plus « à risque » que bien des zones rurales, du fait du manque d'hygiène et de l'insalubrité liées, pour partie, à la densification de l'occupation de l'espace.

---

[228] *para impedir la introducción y la propagación de la fiebre amarilla en el país y que son: 1- Acción gubernativa, 2- Las cuarentenas, 3- La desinfección, 4- Los desinfectantes que deben usarse, 5- Las casas en que debe ponerse en práctica la desinfección, 6- La preservación personal contra la fiebre amarilla* 23/09/1880 *Secretaria de Interior y Justicia*. Tomo MXXV. Folio 32. *Sobre un brote de fiebre amarilla*.

[229] 27/10/1880. *Secretaria de Interior y Justicia*. Tomo MXXV. Folio 32. *Sobre un brote de fiebre amarilla*.

[230] 04/11/1880. *Secretaria de Interior y Justicia*. Tomo MXXV. Folio 32. *Sobre un brote de fiebre amarilla*.

[231] Le fait que certaines mesures recommandées par le traité de salubrité afin de contenir la maladie ne recouvrent aujourd'hui aucune vérité scientifique n'enlève rien à la cohérence entre l'idéologie dominante, la création d'institutions spécifiques et la conception des risques à la fin du XIXe siècle à Caracas.

> « Avec les médecins d'un coté et les ingénieurs de l'autre, il s'est produit dans le pays, durant la première décennie du XXe siècle, une articulation entre santé et ville qui a eu pour conséquence l'émergence d'une législation sanitaire, puis plus tard, spécifiquement urbaine, accompagnées des premières enquêtes »[232] (Martin Frechilla, 1995a: 81).

Le mouvement de l'hygiénisme au Venezuela est contemporain de situations similaires qui ont cours dans le contexte de grandes villes latino-américaines, comme c'est le cas à São Paulo, aux prises avec une épidémie de fièvre jaune à la fin du XIXe siècle (Martins Bresciani, s.d.) et s'inscrit dans la circulation des modèles urbanistiques et sociaux européens qui, dès le tout début du XIXe siècle[233], mettaient en avant des principes appliqués à Caracas un siècle plus tard. Au terme de presque trois décennies d'actions soutenues en ce domaine (Almandoz, 2000), l'institutionnalisation de l'enjeu sanitaire se confirme dans le plan de modernisation du dictateur Gómez qui prend le pouvoir en 1908. Les premières législations d'urbanisme traiteront essentiellement de l'eau potable, des eaux usées et de la salubrité publique. La construction des aqueducs de Caracas, le département d'ingénierie sanitaire (DIS) ou le bureau national des affaires sanitaires (ONS), créé en 1911, constituent autant d'initiatives qui s'emploient à changer l'image – et la réalité – de la ville mouroir (González Casas, 2002).

Pour l'essentiel, dans les conceptions du début du XXe siècle, les risques urbains sont un problème de moyens, d'équipements et de foyers d'insalubrité à éradiquer par l'œuvre modernisatrice nationale. Dans ce cadre, certaines dérives de l'hygiénisme dans les théories sociales obligent à envisager les institutions et la gestion du risque comme autant d'instruments de contrôle ou de pouvoir sur les populations. La peur du miasme, les résidences de séjour éloignées de la ville pour les plus favorisés ainsi que la mise à distance tant physique que symbolique (Corbin, 1982) des porteurs de germes et autres indésirables s'inscrivent comme autant de traits caractéristiques qui permettent de renforcer l'ordre socio-spatial de Caracas. L'idée selon laquelle les postures scientifiques, le progrès et l'intervention apportent nécessairement des solutions directes aux perturbations qui se présentent à la ville – mais aussi à toute une série éclectique de problèmes – gagnera en puissance au fil du XXe siècle (comme le signalent Dauphiné et Provitolo de manière générale, 2007 : 121), dans un pays touché par la ressource, certains disent « grâce », du pétrole.

4.1.3- La ville et le pétrole : du mythe du développement à la réaction romantique

A partir des années 1920, le pétrole supplante les produits agricoles, comme le café et le cacao (Thorp, 1998), en terme de valeur d'exportation. L'exploitation des réserves d'hydrocarbures du

[232] *Con los médicos por un lado, y los ingenieros por otro, se reprodujo en el país, en esta primera década del siglo XX, una articulación entre salud y ciudad, que dio paso a la legislación sanitaria y luego a la propiamente urbana, acompañada de las primeras encuestas*
[233] A titre d'exemple, le conseil de salubrité de la Seine est créé en 1802

pays transforme fondamentalement le modèle de développement, et fait d'un pays rural reposant sur l'exploitation de la terre, un pays rentier, urbain, sujet aux fluctuations du marché de l'énergie. Après la dictature de Gómez, Arturo Uslar Pietri, un intellectuel vénézuélien écouté, commet un éditorial dans la revue *Ahora* qui résonne depuis le 14 juillet 1936 comme un éternel refrain : « semer le pétrole » pour le transformer en activité économique diversifiée et pas seulement en pétrodollars. « Semer le pétrole » pour passer de la rente éphémère et fluctuante à un développement durable synonyme de véritable indépendance (Coronil, 1997 : 103-105). Le nouvel ordre national doit beaucoup à la disposition et à la distribution des bénéfices de l'exploitation du pétrole (Marquez, 1999 : 219, pour quelques unes des conséquences sur l'ordre social). Si globalement les conditions de vie s'améliorent par rapport à la précarité liée à l'agriculture extensive, les inégalités structurelles de l'ordre colonial ne sont pas modifiées. Elles se reproduisent même selon le degré d'accès à la redistribution discrétionnaire des fruits de l'exploitation, souvent fonction des accointances avec le pouvoir ou les capitaux étrangers. Dans le Venezuela rentier pétrolier, atteint de façon chronique du « syndrome hollandais »[234], les Vénézuéliens en général et les responsables de l'État en particulier (tantôt issus de coups militaires, tantôt d'élections) se prennent à rêver d'un « État moderne », développé, pareil aux grands pays de « l'Ouest » (Rist, 2002 ; Coronil, 1997).

> « Nous avons importé un modèle politique de modernisation pour envisager, à partir de là, une possible issue à notre retard, la réussite d'un développement économique croissant et suffisant pour que la brèche entre les richesses disponibles et les besoins sociaux cesse de s'agrandir, sans entrer dans les considérations particulières de la redistribution. Un capitalisme sans capital, sans capitalistes et sans ouvriers, une industrialisation sans développement technologique propre qui la caractérise »[235] (Suzaccini Baloa, dans Martin Frechilla, 1994 : 143)

A l'échelle urbaine, Caracas connaît les conséquences d'un régime rentier à différents niveaux. On le note tout d'abord à travers le discours hégémonique de la ville moderne qui se construit par opposition au XIXe siècle caricaturé comme archaïque, fait de violence et de barbarie… l'état sauvage d'un pays qui laisse place au « développement ». De telles ambitions passent aussi par une forte intervention publique et l'engagement dans un processus de planification de la ville selon les principes fonctionnalistes de la charte d'Athènes, symbole de réussite et d'efficacité de

[234] Nom donné à un phénomène économique qui associe l'exploitation d'une ressource – ici le pétrole – au déclin des secteurs alternatifs de l'économie. L'épisode de flambée des prix de l'hydrocarbure, aillant causé l'appréciation du florin et la mise en difficulté du secteur manufacturier des Pays-Bas, a donné son nom à ce syndrome ou malaise… (*Deutsch disease*) Développé spécifiquement pour le Venezuela dans Coronil (1997).

[235] *Importamos un modelo político de modernización para inducir, a partir de él, la posibilidad de salir del atraso, de lograr un desarrollo económico creciente y lo suficientemente como para que la 'tijera' entre la riqueza disponible y las necesidades sociales no se siguiese abriendo, sin entrar en otras consideraciones a cerca de la distribución. Un capitalismo sin capital, sin capitalistas y sin obreros, industrialización sin desarrollo tecnológico propio que la caracterizase.*

l'urbanisme nouveau dans les années 1940 et 1950. Enfin, face à des changements rapides après les années 1920, de manière plus évidente après les années 1940 puis de façon éclatante dès les années 1990, la réaction romantique et la voie des nostalgiques font planer autour de la capitale l'image chérie d'une ville « ante pétrolière ».

- Le sauvage et l'urbain, une construction « en miroir » sur l'autel du développement

Avec la modernisation du pays et, dès la mort de Gómez, en 1936, l'investissement de Caracas comme capitale et vitrine du développement, la catégorie de l'urbain correspond au symbole de la réussite et du progrès. La ville devient une catégorie de référence par rapport au rural, au sauvage ou au barbare qui caractérisait le Venezuela jusqu'alors (Coronil, 1997). C'est à travers la littérature que l'on trouve les plus beaux exemples de tout le sens que peut recouvrir la ville à partir des années 1930 et 1940.

Dans son roman *Doña Barbara* (1997), Rómulo Gallegos, un temps président de la république en 1948 pour le parti AD, met en scène en 1929 la trajectoire d'un pays passant de la « sauvagerie » rurale et de la violence des *llanos*, à la modernité de la ville policée et aux lumières de la capitale[236].

> « Quelques jours après, *doña* Asunción quittait définitivement le *Llano* pour s'installer à Caracas avec Santos, seul survivant de l'hécatombe. Elle voulait le sauver en l'éduquant dans un autre environnement, à des centaines de lieues de cet endroit tragique »[237] (Gallegos, 1997 : 29)

L'allégorie des mutations profondes que connaît le pays dans la première moitié du XXe siècle passe par la figure de *Doña Barbara*, maîtresse femme dépositaire d'une tradition *llanera*, qui se dresse sur le seuil de la modernité, sans le franchir. Dans son ouvrage, Gallegos oppose des portraits symétriques entre la ville et les *llanos*, l'étudiant et le paysan, et traduit le difficile passage de l'un à l'autre monde, ainsi que la persistance et la marque de la tradition rurale – ici *llanera* – dans le dessin de la modernité de la capitale.

> « Les premières années furent du temps perdu dans la vie du jeune homme. Le brusque passage du milieu *llanero*, rude, mais intense en émotions, qui endurcit le caractère, à l'atmosphère urbaine évanescente et sirupeuse, à l'intérieur de quatre murs d'une maison triste, auprès d'une mère terrorisée, a produit chez lui un étourdissement singulier de son caractère. Le jeune homme espiègle, à l'intelligence vive et au cœur brave – dont le père se montrait si fier lorsqu'il le voyait chevaucher avec hardiesse et s'affairer avec détermination au travail

[236] On pourra en rapprocher d'autres productions littéraires, dans d'autres contextes nationaux, comme par exemple le *Facundo o civilización y barbarie* de Domingo Faustino Sarmiento pour l'Argentine, écrit en 1845 (Novick et Caride, 2001 : 107-109).

[237] *Días después, doña Asunción abandonaba definitivamente el Llano para trasladarse a Caracas con Santos, único superviviente de la hecatombe. Quería salvarlo educándolo en otro medio, a centenares de leguas de aquellos trágicos sitios.*

> dangereux des savanes, digne de cette race d'hommes sans peur qui ont donné plus d'un centaure à l'épopée [*llanera*], mais aussi plus d'un cacique aux plaines, et à l'endroit de qui, de par une autre conception de la vie, la mère nourrissait tant d'espoirs, lorsqu'elle percevait l'expression d'idées et de sentiments comme étant la marque d'un esprit fin et intelligent – s'est fermé au monde et devint misanthrope. »[238] (Gallegos, 1997:30).

La construction de la modernité ne se fait donc pas exclusivement par l'opposition à un passé barbare, ou à un rural violent. Le génie du roman de Gallegos tient dans cette ambiguïté entre modernité et tradition, et dans le regard empreint à la fois de rejet et d'admiration qui est porté sur Doña Barbara et sur une terre lourde d'histoire et de symbole nationaux pour le Venezuela.

> « …devant le spectacle de la plaine déserte, il pensa […]: s'investir dans la ferme pour lutter […] contre l'insalubrité qui faisait disparaître la race *llanera*, contre les inondations qui disputent la terre à la sécheresse toute l'année, contre le désert qui ne laisse aucune issue à la civilisation […]. La vie urbaine et les manières intellectuelles avaient gommé de son esprit l'aspiration à la vie libre et barbare de la ferme ; mais, en même temps, elles avaient une ambition que cette même ville ne pouvait satisfaire pleinement. [Le héros projette de] s'expatrier définitivement, dès la fin de ses études universitaires, vers la vieille Europe civilisée »[239] (Gallegos, 1997: 31).

Cette conception des *llanos* traditionnels, en proie à la précarité des conditions de vie difficiles, n'en nie pas pour autant les aspects louables (courage, hardiesse, bravoure…) et associe même le passage à la ville comme une étape négative, qui s'apparente, sous certains traits, à la perversion du bon sauvage. L'ambition de l'œuvre civilisatrice, même pétrie d'une tradition reconnue, n'est jamais loin. Ainsi, après une allégation superstitieuse :

> « Sophisme – répliqua Santos. Preuves de l'indolence de l'indien que nous portons dans nos veines. Pour toutes ces raisons, précisément, il est nécessaire

---

[238] *Los primeros años fueron tiempo perdido en la vida del joven. La brusca trasplantación del medio llanero, rudo, pero de intensas emociones endurecedores del carácter, al blando y soporoso ambiente ciudadano, dentro de las cuatro paredes de una casa triste, al lado de una madre aterrorizada, prodújole un singular adormecimiento de las facultades. El muchacho animoso, de inteligencia despierta y corazón ardiente – de quien tan orgulloso se mostraba el padre cuando lo veía jinetear un caballo y desenvolverse con destreza y aplomo en medio de los peligros del trabajo de sabanas, digno de aquella raza de hombres sin miedo que había dado más de un centauro a la epopeya, aunque más de un cacique a la llanura, y en quien, con otro concepto de la vida, cifraba tantas esperanzas la madre, al oír expresar sentimientos e ideas reveladoras de un espíritu fino y reflexivo – se volvió obtuso y abúlico; se convirtió en un misántropo.*

[239] *…ante el espectáculo de la llanura desierta, pensó […]: meterse en el hato a luchar […] contra la insalubridad que estaba aniquilando la raza llanera, contra la inundación y la sequía que se disputan la tierra todo el año, contra el desierto que no deja penetrar la civilización. […] La vida de la ciudad y los hábitos intelectuales habían barrido de su espíritu las tendencias hasta la vida libre y bárbara del hato; pero, al mismo tiempo, habían originado una aspiración que aquella misma ciudad no podía satisfacer plenamente. […] Expatriarse definitivamente, en cuanto concluyera sus estudios universitarios […] en la vieja y civilizadora Europea.*

de civiliser la plaine; en finir avec les initiatives empiriques et avec le cacique, *cesser de croiser les bras devant la nature et les hommes* »[240] (Gallegos, 1997: 144)

L'œuvre civilisatrice, les grands travaux, l'intervention massive sur l'environnement et la promotion d'un ordre social moderne… autant de traits caractérisant l'action sur Caracas à partir du deuxième tiers du XXe siècle, qui ne sont pas sans conséquences sur son intégration et son rapport à l'environnement, sur son organisation socio-spatiale ni sur les conditions de vie hétérogènes qui y règnent. En captant ce rapport ambivalent entre tradition et modernité, en soulignant leurs interrelations, Gallegos donne peut être une hypothèse de lecture de certains rapports entretenus aujourd'hui encore entre la ville « formelle » et la ville « informelle », entre classes ou entre caraquéniens selon leur lieu de résidence… Si parmi les primo arrivants dans les *cerros* de Caracas, les « andins » étaient les plus chahutés, considérés comme discrets, voire soumis, et travailleurs, les habitants des *ranchos* semblent apparaître plus largement dans l'idéologie dominante comme des « néo-urbains » en procès de civilisation, pourvu d'un statut incomplet. Ainsi, à la fin du XXe siècle, à propos de la violence urbaine et des enfants des rues, certains avancent que :

> « Pour les élites, les enfants et adolescents des rues (*monos*, *malandros* et 'snifeurs' de colle, indifféremment) dérangent, car de fait ils représentent la laideur et les manières en mal de civilisation de « l'autre » barbare. Cela étant, l'augmentation actuelle de la présence de jeunes marginaux dans l'espace urbain signifie bien plus qu'un simple accroissement de la barbarie »[241] (Marquez, 1999: 18).

Le rapprochement entre le texte allégorique de Gallegos en 1929 et les données de terrain d'une anthropologue à Caracas dans les années 1990 met en avant une similitude frappante. La ville est le lieu de la modernité, de la consommation, de l'équipement et du matériel, où persistent malgré tout quelques « tâches » de tradition ou d'archaïsme. Si le Venezuela pétrolier ne résout pas les problèmes structurels d'inégalités, la distribution discrétionnaire de la rente a permis d'introduire jusqu'aux foyers les plus modestes, dans les *barrios de ranchos*, l'illusion de modèles de consommation largement diffusés, faisant du réfrigérateur ou plus tard de la télévision par satellite les symboles d'un accomplissement social (Marchand, 1966 : 10-11). Dans les années 1990, la déliquescence économique et sociale aidant, c'est au référent du consumérisme (ou de l'aspiration au consumérisme) que se réduit la modernité de la ville et la manière d'être en ville :

---

[240] *Sofisma – replicó Santos. Justificaciones de la indolencia del indio que llevamos en la sangre. Por todo eso, precisamente, es necesario civilizar la llanura; acabar con el empírico y con el cacique, ponerle término al cruzarse de brazos ante la naturaleza y el hombre*. Souligné par nos soins.

[241] *For the elite, the children and adolescents on the streets (monos, malandros, and chupapegas alike) are disturbing because they seem to represent the ugliness and uncivilized ways of the barbaric 'other' (De Freitas, 1993, Bàrbaros, armados y peligrosos: la eficacia del discurso sobre violencia popular urbana, no publicado). However, the actual increasing presence of young marginals in city spaces means much more than simply an expansion of 'barbarism'*.

> « Dans un pays où la culture transnationale de consommation a éclos main dans la main avec la richesse du pétrole, la mobilité sociale s'est construite en terme de capital symbolique. Pouvoir et statut sont imbriqués dans des styles particuliers. Pour les plus riches, téléphones portables et grosses voitures représentent un statut social. Pour les plus jeunes dans les *barrios*, et pour ceux du boulevard de Sabana Grande, pistolets, motos et vêtements de marque représentent un statut ou du pouvoir. Le jeune *mono* peut bien vivre dans un *rancho* au cœur du *barrio*, s'il a un revolver et une paire de Nike, il ne se considère pas comme un travailleur, comme un pauvre ni comme un marginal – il a du style »[242]. (Marquez, 1999: 213-214)

De fait, partager des patrons de consommation n'offre en aucune mesure de cohésion à une société traversée par des fractures sociales, raciales ou urbaines. De la même manière que la ville moderne doit réduire la part de barbarie du pays, les responsables urbains et élus nationaux gardent un rapport particulièrement négatif à l'endroit de la ville informelle, au point même de ne pas la représenter sur bon nombre de documents d'urbanisme jusqu'à la fin du XXe siècle (Baby-Collin, 2001). Censés être absorbés dans la trajectoire de la ville moderne, les *ranchos* sont bien là, accrochés aux collines, comme un caillou persistant dans le soulier princier d'un « pétro-État » qui ne ménageait pas de place pour tous.

- Le succès grandissant de la planification et du fonctionnalisme

Portés par une idéologie du progrès, les planificateurs et responsables publics à Caracas entreprennent l'ouvrage de la planification, à la hauteur des ambitions pour la ville. Pour De Lisio (2001), il y a un changement fondamental dans les années 1920, correspondant au passage d'un seuil « technique », de croissance urbaine, mais aussi de dépassement des risques sanitaires très importants jusqu'alors. Cela étant, la réduction de ces risques spécifiques s'accompagne de la construction de nouveaux risques, liés à l'ampleur de l'aménagement urbain et de l'impact environnemental qui ont cours à Caracas au cours des décennies suivantes. De fait, on prend conscience de la nécessité « d'organiser » le développement de la ville là où les propriétaires fonciers (d'haciendas de café ou de cacao), dans les années 1920 et 1930, faisaient appel à des architectes pour lotir, construire et vendre des logements sans aucune coordination (Valery *et ali*, 1990 : 49 ; Martin Frechilla, 1994 : 73). Les premiers revenus du pétrole attirent la population dans la capitale, mais confèrent aussi à l'État d'importants moyens financiers. L'urbanisation au début du XXe siècle relève essentiellement de la responsabilité publique, mais il faut attendre la

[242] *In a country where transnational consumer culture came hand in hand with oil wealth, social mobility has been constructed in terms of symbolic capital. Power and status are embodied in particular styles. For the wealthy, cellular phones and expensive cars represent social status. For the youngsters from the barrios and those on the Sabana Grande Boulevard, guns, motorcycles, and brand-name clothes represent status or power. The young mono may live in a rancho in the barrios, but if he has a gun and Nike shoes, he does not consider himself working class, poor, or marginal – he has a style.*

mort de Gómez, en 1936, pour entreprendre pleinement l'œuvre de planification et de modernisation de Caracas (De Armas Chitty, 1967 : 233). D'origine andine, propriétaire terrien, le dictateur Gómez a toujours fait preuve d'une certaine distance à la ville, et montré de nombreux liens avec le Venezuela traditionnel du modèle agro exportateur. De manière générale, l'ordre était préféré aux raffineries, et il évita les grandes concentrations d'ouvriers du pétrole. Il est même allé jusqu'à transférer la capitale à Maracay en 1927. Après sa disparition, plus qu'un boulevard, c'est une grande avenue qui s'ouvre aux initiateurs de la ville moderne et de la planification urbaine, outil du progrès.

L'idéologie urbaine déplace progressivement ses référents européens vers des référents Nord-américains. Mais ce sont dans un premier temps des spécialistes français qui seront consultés pour la constitution de plans urbains pour Caracas, et appliquer les principes fonctionnalistes dans la capitale. Une nouvelle trame se surimpose au damier traditionnel, la promotion des infrastructures de transports permet d'envisager l'urbanisation de terres toujours plus éloignées des centres d'activités et d'emploi. Néanmoins, un manque de consensus entre élus et experts empêche la ratification du plan « Rotival » après 1939. C'est un plan de 1951 (*Plan regulador de Caracas*) qui, le premier, est ratifié au début des années 1950 (Martin Frechilla, 1994). C'est l'occasion de souligner toute l'emprise du fonctionnalisme et du *zoning* sur le développement urbain de l'époque à travers les plans proposés là où l'influence états-unienne l'emporte définitivement sur les inspirations européennes du plan Rotival. Selon les mots du ministre de l'équipement en 1953,

> « [la fonction des plans] est définie très justement dans la Charte d'Athènes par la phrase suivante: « réglementer par des moyens légaux la distribution de tout le sol utile, afin d'équilibrer les nécessités vitales de l'individu en pleine harmonie avec les nécessités collectives » (…) Le concept fondamental du plan est clairement défini ici : séparer, classifier et organiser les divers éléments qui composent la ville conformément aux principes de ses fonctions de bases : logement, travail, circulation, éducation »[243] (Martin Frechilla, 1994 : 54).

La dictature de Marcos Pérez Jiménez (1951-1958) se caractérise par une décennie de forte croissance urbaine et par une grande intervention sur le milieu urbain par le pouvoir aménageur. En effet, en 1936, la population rurale représente 65,3% de la population nationale. 25 ans plus tard, en 1961, c'est la population urbaine qui représente 67,4% (Lovera, 1994 : 64). Sous Pérez Jiménez, plus de la moitié du budget des travaux publics est investie dans la capitale (Marchand, 1966), une proportion comparable aux années Guzmán Blanco (Martin Frechilla, 1995b). On

[243] *Está definida con gran acierto en la Carta de Atenas con la siguiente frase: 'reglamentar por un medio legal la distribución de todo suelo útil, para equilibrar las necesidades vitales del individuo en plena armonía con las necesidades colectivas' (…) El concepto fundamental del plano queda claramente definido así: separar, clasificar y organizar los diversos elementos que integran la ciudad conforme al concepto de sus funciones básicas: habitación, trabajo, circulación, educación.*

passe progressivement de la ville piétonnière à la ville de l'automobile (Imbesi et Vila, 1995). La ville est de plus « consacrée » dans son ordre symbolique et élevée au rang de vitrine d'un régime qui promeut non plus le nouvel « État Moderne », mais le « Nouvel Idéal National » selon la doctrine de la dictature des années 1950. En 1954, sur la une du premier numéro du Monde Diplomatique, une publicité du bijoutier Cartier fait figurer Caracas aux cotés des grandes capitales mondiales du luxe, telles New York, Paris ou Londres (Figure 44) et la petite histoire raconte même que les vendeurs des luxueux magasins de haute couture des Champs-Élysées devaient alors maîtriser l'espagnol pour servir les clients vénézuéliens.

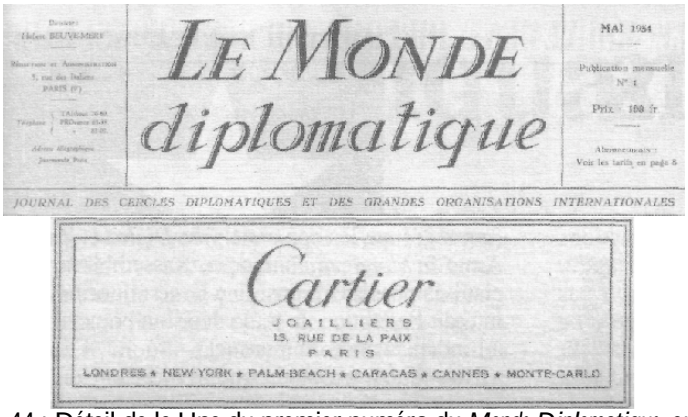


Figure 44 : Détail de la Une du premier numéro du *Monde Diplomatique*, en 1954
(Source : *Le Monde Diplomatique*, numéro 1, 1954)
Au bas de la publicité pour le joailler « Cartier », Caracas figure aux côtés des grandes capitales mondiales du glamour et du luxe…

Démonstration d'un pays moderne, en plein développement, les tours du centre Simón Bolívar et les grandes autoroutes intra urbaines modifient le paysage caraquénien. Les standards urbains nord-américains s'imposent définitivement face à l'influence européenne. Dans cette poursuite de l'ordre moderne, après quelques tentatives plus mesurées[244], la dictature déclare la « guerre aux *barrios* », et les bulldozers sont lancés à l'assaut des collines (Castillo d'Imperio, 1990). Les aménageurs et les gouvernants de l'époque, à la tête d'une capitale en mutations profondes ne doutent de rien. On pense également trouver une solution à la plupart des problèmes urbains par le déplacement ou l'éradication. Il en va de même, sur les versants des collines de la capitale, où les torrents sont canalisés ou busés, où des immeubles sont parfois construits sur pilotis, au-dessus de leurs lits. Au milieu du XXe siècle, l'idéologie du progrès et de la modernité ainsi que les moyens financiers et techniques à disposition ont jeté sur la réalité des relations ville – environnement le voile grisant de l'illusion des certitudes. C'était là présumer des capacités sociales d'intervention du milieu et de réduction des perturbations, de quelque ordre que ce soit.

- Le souffle de la « réaction » romantique à la croissance effrénée

244 En 1950, Chalbaud – alors chef de la junte militaire au pouvoir – sollicite le gouverneur du District Fédéral afin d'étudier une solution pour « transférer dans des endroits salubres et plus accessibles les familles de la capitale qui se sont installées sur les collines » / *Trasladar a lugares màs salubres y accesibles a las familias de la capital que han fijado sus residencias en los cerros* (Frechilla, 1994 : 50)

Face aux changements brusques des décennies 1930 et 1940, en rupture avec l'image pluriséculaire d'une ville traditionnelle, basse et tranquille, la Caracas « moderne » suscite la nostalgie de bon nombre de Vénézuéliens, dont les chroniqueurs de la ville se font l'écho. Parmi les plus célèbres, Enrique Bernardo Nuñez est souvent mis en avant comme le héraut romantique de la Caracas d'un autre siècle où flotte un parfum de nostalgie… et où règne aussi un ordre – social et urbain – plus clair et moins remis en question. « Chroniqueur » de la ville de Caracas en 1945, Nuñez livre un recueil de nouvelles : *Caracas, la ciudad de los techos rojos*[245] (Bernardo Nuñez, 2004 - 1947).

La construction du mythe romantique d'une ville agréable à vivre – pour qui ? – grossit dans la deuxième moitié du XXe siècle et n'a d'égal que la « détresse » et le « chaos » dans lesquels sont plongés les caraquéniens, atteignant des sommets au cours de la décennie 1990. A la fin du XXe siècle, la nostalgie de « la ville aux toits rouges » est redoublée par la thèse de « l'exceptionnalisme » vénézuélien faisant des années 1960 à 1980 l'âge d'or du Venezuela contemporain (Ellner et Tinker Salas, 2007 ; Coronil, 1997). On a pu voir combien, et pour le développement national, et pour l'ordre urbain et social à Caracas, cette lecture de la réalité pouvait être partielle et passer outre nombre de données structurelles d'importance fondamentale pour la compréhension des situations de risque actuelles dans la capitale vénézuélienne. Un discours catastrophiste sur le présent dissimule pour beaucoup les déterminants complexes du contexte géographique du système socio-spatial étudié. Un éclairage du présent dans des temporalités et un contexte plus larges est nécessaire afin de rectifier une certaine « chronomyopie » (Tuan, 1979: 216). Ainsi mise en perspective, la nostalgie béate, devient alors une forme de réaction impuissante :

> « Caracas se transforme, s'est transformée et continuera de se transformer. La littérature nostalgique qui regrette le passé n'affectera pas le moins du monde le processus dynamique naturel de cette « chose humaine par excellence » qu'est la ville »[246]. (Gasparini, s.d. : 236).

4.1.4- « Caracas démocratique » : regards paradoxaux sur une « ville-monstre »

- Des défis urbains et de développement souvent éludés durant la démocratie pétrolière

A l'avènement de la démocratie, en 1958, la rente pétrolière continue d'irriguer les différents secteurs de la capitale. Mais progressivement, les pouvoirs publics vont se détourner d'une ville qui « grandit mal », où le site est débordé, où le modèle de développement ne parvient pas à absorber une telle dynamique démographique et où les *barrios de ranchos* se multiplient

[245] « Caracas, la ville aux toits rouges »

[246] *Caracas se transforma, se transformó y seguirá transformándose. La literatura nostálgica que añora el pasado no afectará en lo más mínimo el natural proceso dinámico de esa 'cosa humana por excelencia' que es la ciudad*

inexorablement malgré quelques initiatives de gestion demeurées inefficaces jusqu'à aujourd'hui[247].

Les inégalités structurelles persistent malgré le retour de la démocratie et la nouvelle constitution de 1961 censée consacrer un nouvel ordre social et politique. Dans un retournement complet par rapport au fort interventionnisme de Pérez Jiménez dans la capitale au cours des années 1950, les pouvoirs publics investissent bien moins dans la « ville-monstre » (Buitrago Segura, 1980 ; De Lisio, 2001), dans la « ville-Frankenstein » diabolisée (Negrón, 1995), afin de la rendre moins attractive et d'en contenir les problèmes et la croissance. C'est la période de la déconcentration et de la désindustrialisation de la capitale des années 1960 et 1970, accompagnée de transferts d'industrie sur l'axe Caracas – Maracay – Valencia, et de la promotion de pôles de développements comme celui de Ciudad Guayana, dans l'Est du pays. Un double rapport à la ville imprègne les premières décennies de la démocratie retrouvée, dès le début des années 1960. Caracas apparaît à la fois comme le lieu du pouvoir, le cœur d'un Etat centralisé, fort de son administration des ressources pétrolières, et en même temps, comme une capitale toujours plus repoussante pour les pouvoirs publics, car jugée incontrôlable. A travers des collines gagnées par les *ranchos*, elle est surtout le lieu emblématique de reproduction des inégalités entre toutes, démonstration flagrante, mais toujours niée, d'une exclusion structurelle d'une grande partie de la population dans un pays riche, la « *Gran Venezuela* »[248] : « L'État vénézuélien a bâti sa force unificatrice sur la production d'une intégration collective illusoire au sein d'institutions politiques centralisées »[249] (Coronil, 1997 : 4).

A la fin de la décennie 1970, Caracas est la vitrine de la « *Venezuela saudita* » où la surabondance de pétrodollars due aux prix des chocs pétroliers camoufle un temps de profondes – et traditionnelles – fractures. La passivité en terme de développement et des décennies de mesures « populistes » en terme de gestion urbaine (Negrón, 1995) ne changent pas la structure des inégalités, ni ne modifient les situations de risque à Caracas.

La « décennie perdue », celle des années 1980, de par la crise de la dette, la chute des cours du pétrole et la décision politique de s'engager dans un processus de dérégulation, réduit

[247] Des initiatives portant sur les *barrios*, dès le retour de la démocratie (comme le recensement socioéconomique des *Barrios* de l'Aire Métropolitaine de Caracas en 1959, publié en 3 volumes, Marchand, 1966) ou plus tard face à un problème démultiplié (comme le *Plan sectorial de incorporación a la estructura urbana de las zonas de barrios del AMDC y de la región capital -sector panamericano y Los Teques*, présenté en 1995 par Baldó Ayala et Villanueva Brandt) n'ont pas donné de suites significatives (Bolivar, 2002). Outre les plans d'évaluation - diagnostic produits sur les *barrios* de *ranchos*, on créé par exemple une division nationale d'urbanisme et d'équipement des *barrios* en 1969 ou on institue les « plans spéciaux » d'intervention avec la loi d'aménagement urbain de 1987, sans que ces différentes initiatives de ne se traduisent de manière efficace dans le domaine du logement précaire (García de Hernández, 2007).

[248] L'illusion de la « *Gran Venezuela* » correspond à la décennie 1973-1983, celle du boom pétrolier, qui a installé parmi les dirigeants (Carlos Andrés Pérez et Luis Herrera Campins notamment), mais aussi parmi la population, l'ambition de faire du Venezuela un pays à l'égal du premier monde, grâce au pétrole. Très tôt, dans les années 1980, la crise ne donnera plus au pays les moyens de ses fantasmes irresponsables relayés par la classe dirigeante.

[249] *The Venezuelan state has been constituted as a unifying force by producing fantasies of collective integration into centralized political institutions*

inexorablement la possibilité du pays légal d'acheter la paix sociale et d'échapper à une remise en question d'un ordre alors en crise. C'est une capitale grosse de tensions latentes qui plonge dans une contestation violente sous la forme d'émeutes urbaines réprimées dans le sang à partir du 27 février 1989[250].

« Laisser faire, laisser aller » semble être la devise de l'époque, où le vivre ensemble ne fait pas grand sens (Marcano, 1995) et où l'idéologie consumériste et individualiste l'emporte sur tout autre vision collective ou d'avenir (González Casas, 2002). Ainsi, la thèse de « l'exceptionnelle démocratie » vénézuélienne, malgré la singulière résistance du pays à la vague continentale des régimes dictatoriaux notamment dans les années 1970, est à relativiser nécessairement au vu du risque urbain, en terme de démocratie civique et sociale ainsi que de conditions de vie vis-à-vis de l'environnement urbain (Ellner et Tinker Salas, 2007).

A titre d'exemple d'une mythification du passé bien installée dans les esprits, on peut se reporter à l'une des pages de la présentation du projet de planification urbaine de la métropole caraquénienne, par la *fundación plan estratégico, Caracas metropolitano* (1998). De droit privé et d'intérêt public, cette fondation est le produit de l'entente de 17 grandes institutions participant directement de la vie de la capitale, conscientes de la nécessité de trouver une issue en terme d'urbanisme au « chaos » de la fin du XXe siècle. La proposition, formulée à la toute fin des années 1990, aborde des thèmes importants et formalise des apports décisifs, mais véhicule à la fois une version « épurée » des conditions de vie pour tous dans la Caracas d'après 1958. En effet, par le passé, la prospérité de Caracas en faisait une ville plus agréable à vivre que les grandes capitales continentales d'alors, telles que Santiago du Chili, São Paulo, Buenos Aires ou Bogotá. La capitale vénézuélienne était même une destination touristique privilégiée, moderne, dotée d'infrastructures sans pareil. Une ville où l'on pouvait envisager de « réussir » sa vie… jusqu'à la « révélation » de la crise des années 1980, dont on dirait qu'elle vient mettre un terme abrupt à une histoire dorée, sans doute trop belle, cela dit, pour être vraie ; ou tout du moins, qui n'est pas la même pour tous (Figure 45).

[250] Connue sous le nom de *Caracazo*, cette rébellion sanglante marque l'aboutissement d'une décennie de crise, de réduction des dépenses sociales, de dégradation des conditions de vie et d'exacerbation d'inégalités structurelles. Cet évènement violent est un tournant dans l'histoire contemporaine vénézuélienne, dont on pourra discuter du sens en terme de territorialité du risque dans la capitale au cours de la troisième partie.

Figure 45 : Un exemple de lecture du passé de la capitale à travers le mythe de « l'exceptionnalisme »
(Source : *Fundación plan estratégico, Caracas metropolitano*, 1998. En ligne : http://www.cideu.org/site/content.php?id=202)

De manière générale, une telle construction idéalisée de l'ordre urbain ne résiste pas à l'épreuve du temps ni des faits (Tuan, 1979 : 146). Face notamment aux menaces endogènes, la réaction au désordre urbain se traduit encore dans les années 1990 par une négation des facteurs explicatifs des situations de risque et par un isolement, ou à nouveau par la volonté d'éradication, de ce qui « perturbe » l'ordre et non pas par une compréhension et une prise en charge de ce qui, dans l'ordre, produit la perturbation.

- Recul de l'État, progression de l'initiative privée et logiques de marché dans la croissance urbaine

Au terme de la dictature de Pérez Jiménez, après 1958, c'est pour beaucoup le secteur privé du bâtiment et de l'immobilier qui prend en charge le boom urbain de la capitale, et en particulier celui des espaces résidentiels. Les logiques de marché imposent normalement des conditions discriminantes pour l'accès au logement. Marché et assurance se substituent à un État en recul dans l'intervention urbaine dans le cadre de la libéralisation du foncier et de la ville (Martin Frechilla et Lovera, 1994). La déficience des politiques publiques de logement laisse aux promoteurs privés le soin de développer des *urbanizaciones* aux standards inaccessibles pour la plupart des secteurs populaires de la capitale, durant toute la deuxième moitié du XXe siècle, jusqu'à l'occupation de l'essentiel des terrains de la vallée de Caracas. Institution publique chargée de la politique de logement et dévoyée de sa mission de promotion du logement social pour classes populaires ou petites classes moyennes dans les dernières années de son existence, le *Banco Obrero* disparaît en 1975. La spéculation sur le marché de l'immobilier en 1974 et 1975, liée à la flambée des prix du pétrole, met un terme aux timides initiatives publiques destinées à fournir une solution aux problèmes de logement dans la capitale. Les surprofits des constructeurs et promoteurs s'élèvent à 300% des coûts réels (Gallo-Kovacs, 1988 : 7). Le *Banco Obrero* est remplacé par l'*Instituto Nacional de la Vivienda* (INAVI), en 1975, mais les modalités des nouveaux programmes excluent de larges secteurs de la population, parmi les plus modestes. Pour le

président social-démocrate du parti AD, Carlos Andrés Pérez, le secteur public est alors incapable de produire des logements à la hauteur de la demande. C'est ainsi que la mission de construction de logements – y compris « sociaux » - est dévolue au secteur privé en 1976, lorsqu'est prise la décision d'exonérer d'impôt sur le revenu les promoteurs qui proposent des logements « d'intérêt social »[251]. L'*INAVI* ralentit le rythme de construction des logements dits « populaires » aux standards inférieurs à ceux dits « d'intérêt social ». Les efforts des institutions publiques (*Banco Obrero* puis *INAVI*), malgré la construction dans tout le pays d'environ 600000 logements pour 3 millions de personnes entre la fin des années 1960 et la fin des années 1980, n'est pas à la hauteur de la très forte demande dans la capitale. Cette offre chute dans les années 1980. Avant le paquet d'avantages fiscaux décrété en 1976, le secteur public assurait les deux tiers de l'offre. Après le recul des pouvoirs publics, il n'en assurait plus qu'un peu plus de 40% au début des années 1980 (Gallo-Kovacs, 1988).

La situation économique exceptionnelle des années 1970 « ne modifia pas substantiellement la structure sociale prévalente et maintint les énormes inégalités sociales » (Gallo-Kovacs, 1988 : 21). Le développement urbain du dernier quart du XXe siècle, associant recul de l'État et logiques du marché, se fait au détriment de l'intérêt collectif dans le domaine du logement, jusqu'à promouvoir des complexes résidentiels protégés pour classes moyennes ou aisées (Garcia Sanchez, 2002) « en réponse à l'insécurité » et à son sentiment grandissant. Les offres de logement sont très ciblées sur les secteurs rentables de la population et spatialement très déséquilibrées dans la capitale (Cariola et Lacabana, 2001), selon la logique capitaliste visant à rentabiliser l'investissement. En définitive, les moins favorisés sont assez tôt exclus – de fait, par la passivité des pouvoirs publics (Martin Frechilla, 1995a). Le logement formel populaire, à partir des années 1970 se développe essentiellement hors des limites de l'agglomération de Caracas. C'est là un des facteurs qui explique les forts taux de croissance des agglomérations de Los Altos Mirandinos ou de Los Valles del Tuy, dans la grande Caracas.

Le recul de l'acteur public dans le secteur du logement ainsi que dans la régulation et l'attribution de l'usage des sols dans la ville participe de la reproduction des situations de risque (Ansidei, 1998). On observe cette tendance à Caracas de façon évidente à travers la prolifération des *barrios* de *ranchos*, autant d'habitat précaire exposé et fragile. Dans d'autres contextes urbains, une telle démission – ou orientation – des pouvoirs publics se traduit par la promotion d'une ville destinée à satisfaire un secteur – dominant – de la société urbaine. A Quito, par exemple :

> « Alors que toute la population souhaite, à la mesure de ses moyens, transmettre à ses enfants un logement et le confort matériel qui l'accompagne, les responsables de la planification construisent pour la fraction la plus

[251] Décret 1540 en date du 27 avril 1976

> influente car la plus mondialisée, un type de ville imité de celle des pays industrialisés et un patrimoine paysager identitaire à condition d'être préservé. » (Sierra, 2002 : 80).

A Caracas, la libéralisation du foncier dans les conditions socio-économiques et démographiques de la capitale maximise les inégalités et oblige les plus modestes à résoudre coûte que coûte leurs problèmes de logement, souvent au prix de l'occupation des terrains délaissés pour leur difficulté à urbaniser, leur mauvaise qualité ou leur exposition aux risques (Bolivar, 1995 ; 2002).

Malgré l'embellie liée au boom pétrolier des années 1970, la crise marquée par la dévaluation du bolivar en 1983, traditionnellement indexé – ou presque – sur le dollar, révèle l'échec de l'élite de la « démocratie négociée » postérieure à 1958, ainsi que l'iniquité structurelle du modèle de développement rendu possible par la rente pétrolière. En quelques décennies, et indépendamment des cours du pétrole, Caracas passe de la succursale du ciel à l'antichambre de l'enfer. Au milieu des années 1990, Caracas passe pour l'antre de l'insécurité et de la mort dénuée de sens (*Economist*, 1994 ; Marquez, 1999 ; Rotker, 2000), alors qu'à la fin de la décennie, le secteur public n'est plus qu'à l'origine d'un cinquième des logements proposés sur le marché, et rarement dirigés aux secteurs les plus populaires…

> « Il est difficile d'entamer un propos, même historique, sur notre capitale, sans faire mention de la crispation, du mal être, des carences de la majorité des habitants dans le quotidien de leur vie métropolitaine ; sans aborder la concentration éloquente de toutes les crises dans un même espace qui croit en terme de surface et de densité : sans contrôle, sans cap, sans objectifs apparents. […] Chaos, désordre, pauvreté, faillite, ségrégation, exclusion, misère… » [252] (Martin Frechilla, 1995b : 77).

C'est dans la continuité de cette trajectoire que se fait sentir le besoin impérieux d'un nouveau discours politique porteur d'une rupture dans l'ordre de la société vénézuélienne, et par la même occasion porteur de nouveaux principes pour la gestion de la ville. Après des mois d'incertitudes sur l'issue des élections présidentielles de 1998, c'est Hugo Chávez qui remporte le pouvoir dans un pays exsangue de plusieurs décennies en mal d'autocritique.

- L'irruption d'un discours de rupture dans une capitale « sinistrée » : vers la « ciudad insurgente *»?*

« *Caracas insurgente* », tel est l'intitulé d'une série de réunions publiques tenues en février 2007, qui ont vu se succéder des représentants des mairies de Bogotá, de Quito, de Montevideo, de Buenos Aires et de Caracas afin de partager les expériences des dernières années de gestion publique dans

[252] *Difícil iniciar un discurso, aun si es histórico, sobre nuestra capital, sin recurrir a la crispación, al malestar, a las penurias de la vida metropolitana actual para mayorías cada vez màs amplias de sus habitantes; sin abordar la elocuente concentración de todas las crisis en un mismos espacio que crece en extensión y densidad: sin control, sin rumbo, sin destino aparentes. […] caos, desorden, pobreza, colapso, segregación, exclusión, miseria…*

chacune de ces grandes villes. Réunies dans le salon Simón Bolivar de l'Université Bolivarienne du Venezuela, les autorités ont exposé leurs avancées, les obstacles auxquels elles sont confrontées, et l'idée qu'elles se faisaient de leur ville. Pour Caracas, c'est Miguel Menéndez, directeur du *Taller Caracas* – le service d'urbanisme du DMC acquis à la tendance chaviste – qui s'est chargé de l'intervention.

Avec l'irruption du pouvoir chaviste sur la scène nationale, les *barrios de ranchos* et les classes les plus populaires sont placées au cœur du discours – et de l'action – politique. A l'occasion du forum *Caracas insurgente*, le Plan Maestro (plan d'urbanisme) du District Métropolitain de Caracas a été présenté essentiellement à des secteurs de la communauté organisée et à certains Conseils Communaux, transmettant une vision de la ville tantôt en rupture, tantôt en continuité avec le passé. L'accent a été mis sur une production collective de la ville, incluant les réseaux de mobilisation et participation sociale. D'après les mots de Menéndez, il est temps de travailler à ce « que les experts se considèrent comme les élèves du savoir populaire et non comme les maîtres »[253], déplaçant les enjeux de la politique de la ville vers des rapports de force à trois voix : entre les pouvoirs publics, les classes dominantes traditionnelles évincées par le pouvoir chaviste, et le pouvoir constituant de la participation et des mouvements sociaux, à savoir la communauté organisée dont les Conseils communaux font partie. Ainsi, si les principes de « production » des politiques publiques sur la ville semblent plus ouverts que par le passé, bien des modalités d'application ne sont pas éclaircies, imposant des études de terrain spécifiques afin d'analyser les complexes jeux d'acteurs.

Outre l'ouverture annoncée – et dans une certaine mesure pratiquée – de la politique de la ville, l'intervention sur l'espace urbain est censée marquer une vision différente de la ville sous l'avènement du chavisme. Pour éviter la spéculation foncière et la « désolidarisation » des citadins, le pouvoir se propose d'intervenir plus directement à l'échelle locale par une politique dynamique du logement, par des campagnes de réquisition de logements vacants, de terrains sous-utilisés, d'expropriations de logements collectifs afin de protéger les locataires – souvent de classes moyennes – de la spéculation immobilière… Cette rupture affichée avec les dynamiques libérales liées au marché du foncier et à la construction de logements s'inscrit plus dans les discours que dans les faits. Malgré des « coups » ponctuels largement relayés par la presse outragée (comme la menace d'expropriation du Country Club au cœur de Caracas pour en faire un parc métropolitain) et malgré un retour indéniable de l'autorité publique dans divers domaines, on ne trouve pas de rupture « socialiste » et l'urbanisation répond encore majoritairement aux critères capitalistes les plus communs. L'accès au logement n'est régulé que pour une faible proportion de la population. Si l'action n'est pas à la hauteur du discours, le problème du logement et le droit à la ville pour les plus modestes est clairement ancré dans l'esprit des gestionnaires urbains et dans

[253] *Que los técnicos se consideren como alumnos del saber popular y no como maestros.*

celui des plus populaires des électeurs chavistes et habitants de l'agglomération de Caracas. L'invasion des vendeurs de rue (*buhoneros*) s'inscrit dans cette logique du « droit à la ville », en plus de constituer une stratégie politique et d'occupation territoriale du centre ville[254]. La promotion de la réappropriation de la ville par des secteurs de la population urbaine longtemps négligés passe aussi par une rupture avec la conception moderne – fonctionnaliste de l'urbanisme.

Le *Plan Maestro* présente une intervention des axes principaux du DMC en une série de « corridors » et « nœuds » (projet *Senda y nodos*). Il est notamment fait mention de rues aériennes dotées de commerces, de sanitaires publics dans les espaces de transit, d'une réorganisation des transports urbains et d'une restitution de l'espace public aux piétons (de là une partie de l'explication de la nouvelle position du pouvoir vis-à-vis des *buhoneros*). « Dans chaque site, on mettra à disposition un espace pour marcher, on récupèrera des espaces pour les gens dans les endroits où il est impossible d'élargir les trottoirs »[255]. Enfin, il est prévu que les plus grands corridors piétonniers seront jalonnés par une série d'estrades permanentes et par une quarantaine de grands écrans lumineux, s'inspirant de Times Square, afin d'apporter information et divertissement au « citadin-citoyen » et de promouvoir une ville à vivre « tous » ensemble. Le message est clair : « Priorité aux piétons sur les voitures dans la ville socialiste »[256].

A la question des logements et à la récupération des espaces publics pour promouvoir l'urbanité (cette sociabilité qui fait le propre de la vie urbaine), s'ajoute l'initiative des *pueblos urbanos* qui consiste à substituer quelques centaines de *ranchos* par des maisons dans chacun des 32 *pueblos urbanos* sélectionnés dans le DMC afin d'améliorer les conditions d'habitat et créer une dynamique locale, une vie sociale pareille à une vie de quartier, ou à un « village urbain ». Les nouvelles maisons proposées répondent à des modèles de 86 m², 4 chambres, 2 salles de bain, de construction économique. La Fondation du Logement (*Fundación de la Vivienda*) achète le matériel et emploie des petites entreprises ou des coopératives pour bâtir la maison… Il est aussi proposé de rationaliser l'occupation de l'espace urbain et d'aménager les crêtes des collines du DMC pour pouvoir cultiver les versants avec de l'amarante (*bledo*, *pira* ou *cereal del amaranto*), plante traditionnelle aux fleurs rouges, (Photos 31a et 31b) riche en protéines et qui peut être utilisée comme une céréale. Des milliers d'hectares seraient bons pour la culture et l'on avance doucement l'idée que la *zona protectora* (qui s'étend sur 77000 ha autour de Caracas), déjà envahie par nombre de *ranchos*, pourrait tout aussi bien servir d'espace de « production endogène », autant de soutien aux communautés locales relocalisées dans l'espace urbain.

---

254 On note cela dit un retournement de l'attitude permissive du pouvoir vis-à-vis des *buhoneros* à Caracas à partir de 2007.

255 *Cada sitio tendrà un espacio para caminar, se recuperaràn espacios para la gente en aquellos lugares donde no se puede ampliar las aceras* (Architecte Menéndez, 8 février 2007, UBV)

256 *Prioridad al peatón sobre el carro en la ciudad socialista* (Architecte Menéndez, 8 février 2007, UBV)

Photos 31a et 31b. Le *bledo*, une plante répandue dans la vallée de San Francisco avant l'arrivée des Espagnols
(Source photo 31a : Cliché de Le Bourgeois, CIRAD, disponible sur Internet http://fleurs.cirad.fr/a/amaranthus_viridis; photo 31b : http://www.buenasiembra.com.ar/salud/alimentacion/cereales_sagrados.htm)

Recréer une dynamique endogène, telle est l'objectif d'un discours souvent emporté, mais qui ne manque pas d'inventivité et qui fait face à une situation particulièrement délicate : 300000 maisons sont dans un état de délabrement avancé dans le District Métropolitain[257]. 85% des habitations dans les *barrios* seraient sans fondation. Les normes de la ville « sont celles de 1946 à quelques adaptations près », et plus d'un million d'habitants à Caracas vivent en zone à risque. Si elle ne fait que révéler de profondes disparités que l'on s'était jusqu'alors plus employé à camoufler ou à neutraliser qu'à résorber, la radicalité du discours chaviste n'aide pourtant pas à reconstruire la possibilité d'un vivre ensemble à Caracas dans des conditions de dignité et de sécurité (civile mais aussi sociale, environnementale…) acceptables.

En ce début de XXIe siècle, les risques urbains restent un défi aux gestionnaires de la ville. La restitution du contexte géographique à travers des aspects liés à l'idéologie urbaine nous a montré néanmoins l'évolution de la conception du risque, de la ville, et des relations avec l'environnement. A la fin du XIXe siècle, durant la période de l'hygiénisme, il apparaît que l'on identifie les principaux problèmes urbains de façon systématique et plutôt technique, afin d'y répondre. Bien peu de place est alors laissée à l'incertitude, et l'on privilégie une approche « mécaniste » des aléas qui se présentent comme des perturbations potentielles pour la ville et son aménagement. Les perturbations sont à réduire, à confiner ou à isoler. Elles sont envisagées de l'extérieur, comme un avatar à éradiquer du développement urbain et social. Ces positions manichéennes vont être assorties dès les années 1960, après « l'aveuglement du progrès » sous la dictature, d'une prise de conscience des problèmes posés à la ville et que pose la ville. Ce sont là les phases préparatoires de l'émergence du risque urbain comme problème socialement établi, collectif et impérieux, dans les deux dernières décennies du XXe siècle. Reste à voir de quelles manières la géographie politique de la capitale et les modalités de l'exercice du pouvoir public peuvent figurer parmi les déterminants des situations de risque urbain à Caracas.

[257] Rappelons que le maire du Municipe *Libertador*, Freddy Bernal, parle de 300000 personnes « en trop » dans son seul municipe.

4.2- Gouvernance et risque urbain, entre morcellement politico-territorial et discontinuités des principes et de l'action

La gouvernance d'une ville renvoie aux modalités d'application du pouvoir sur le territoire urbain, aux rapports de force entre acteurs et aux formes de négociations auxquelles ces rapports de force donnent lieu pour aboutir à la prise de décision. Du fait de la trame politico territoriale et de la polarisation politique des institutions publiques, du fait aussi d'un rapport au droit et aux différents types de procédures peu scrupuleux, la gestion urbaine à Caracas s'avère particulièrement compliquée. Les institutions qui interviennent dans la politique de la ville peuvent recouvrir plusieurs réalités selon le point de vue adopté. Dans la perspective du droit international, elles désignent l'ensemble des structures politiques établies par la Constitution, les lois, les règlements et les coutumes. Dans une perspective sociologique en revanche, les institutions désignent l'ensemble des structures – ou des relations – sociales qui s'inscrivent dans le temps et qui sont reconnues par tous. Les institutions telles qu'on les envisage ici encadrent les actions, les pratiques et les comportements des différents acteurs qui interviennent sur le territoire urbain de Caracas. Ainsi, si par les « concentrations de richesse, de savoir, de talent et de pouvoirs [la ville] a justifié – et rendu possible – des efforts extraordinaires afin de protéger les citadins et leurs biens des pires excès de la nature »[258] (Mitchell, 1999a : 26), elle est aussi le produit d'une multiplicité d'acteurs en compétition pour sa gestion, et dont la dispersion, plus ou moins exacerbée, rend d'autant plus difficile la prise en charge du risque urbain.

4.2.1- Découpage et morcellement politico territorial : de l'espace aux acteurs

Le Venezuela est une fédération où le pouvoir public s'exerce traditionnellement de façon centralisée, à plus forte raison depuis que l'État assume un rôle fondamental de pivot dans l'exploitation de la ressource pétrolière. Le découpage territorial de la capitale correspond pour une part au besoin de contrôler le territoire urbain. La division politico territoriale ainsi que la structure du pouvoir sont souvent revues[259], mais toujours sous la coupe d'un pouvoir central déterminé à conserver l'autorité sur la capitale. Il n'y aura guère que la dynamique de décentralisation dans les années 1980 et l'émergence du principe de « gouvernance » avec tout ce qu'elle porte de multiplicité d'acteurs et de « négociation » pour remettre en question une autorité centrale sans pour autant s'en affranchir.

- Processus de divisions territoriales

Le District Fédéral (DF) apparaît pour la première fois dans la constitution de 1864 qui établit la forme « fédérale » de l'État vénézuélien. A la suite des luttes d'influence entre république

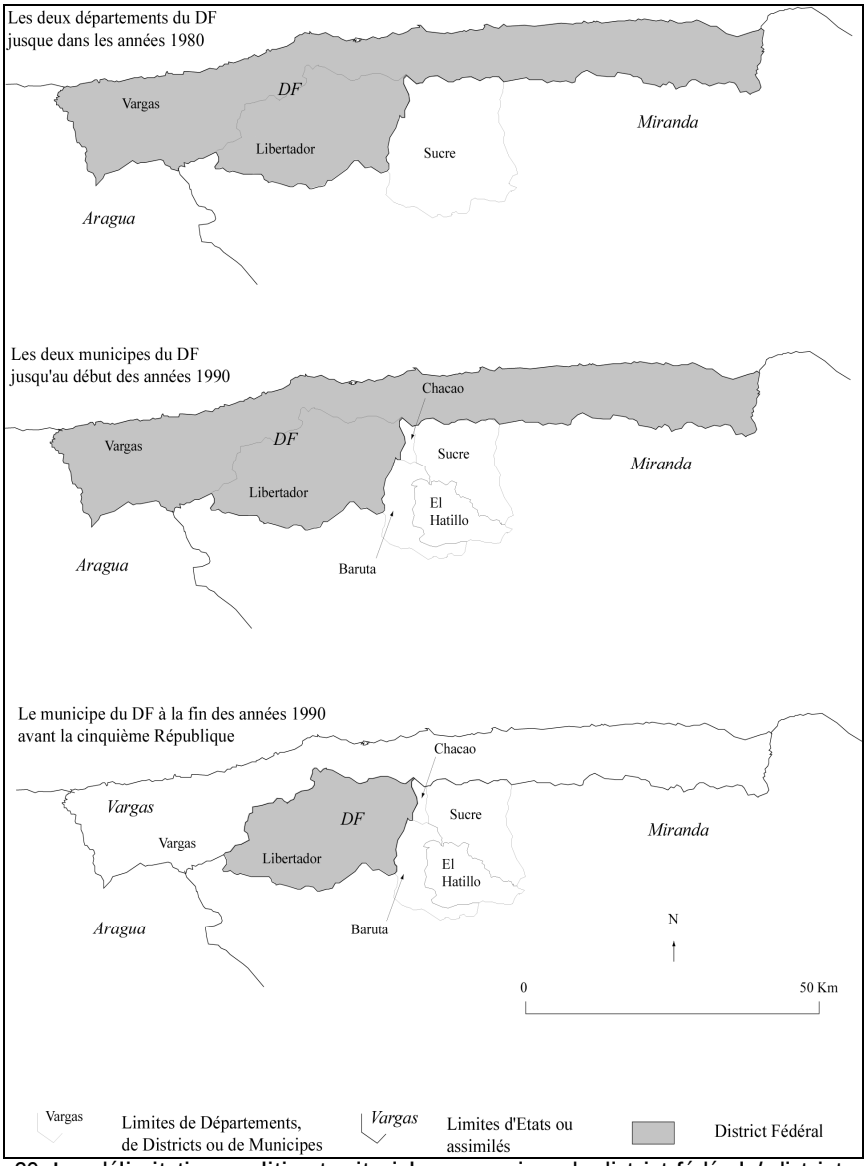
[258] *Urban concentrations of wealth, knowledge, talent, and power have justified – and made possible – extraordinary efforts to protect people and property against the more obvious extremes of Nature*

[259] Pour une recension systématique de la modification des divisions politico territoriales autour de la capitale jusqu'à la fin du XIXe siècle, voir notamment Landaeta Rosales (1889).

centralisée et fédération, après l'indépendance, les « fédéralistes » remportent la « guerre fédérale » (1859-1863) et installent les « États-Unis du Venezuela » sous l'autorité du président Falcón. Le DF correspondait alors aux départements de Caracas, Maiquetia et La Guaira, consacrant l'unité de Caracas et du littoral dans une même entité de pouvoir[260]. Il était doté d'un exécutif, dirigé par un gouverneur nommé et pouvant être limogé par le Président de la République et d'un pouvoir législatif, à la charge de députés pouvant agir sur ce qui ne relevait pas des compétences du pouvoir national. L'organe exécutif du DF persiste jusqu'à la constitution de 1896. Le pouvoir législatif est alors réformé, jusqu'à être substitué par 3 conseils départementaux (un par département). La tension concernant l'exercice du pouvoir dans le territoire de la capitale est perceptible jusqu'aux derniers jours que connaît le DF, lorsqu'à la fin du XXe siècle, c'est le congrès (les deux chambres parlementaires nationales, Sénat et Assemblée Nationale, dans la constitution de 1961) qui se chargent de la fonction législative du DF, et le Président de la République, à travers un gouverneur nommé, qui en contrôle l'exécutif. La tendance, depuis l'instauration de la « fédération » est à une consolidation d'un pouvoir toujours plus recentré sur « Caracas », sur l'État central. Les initiatives de décentralisation n'ont concerné le DF qu'à la toute fin du XXe siècle.

Les territoires concernés par l'autorité politique du DF diffèrent au fil du temps, avant que le DF ne disparaisse dans la constitution de 1999 (Carte 20). Mais dès sa création, il concerne bien d'autres espaces que la seule agglomération de Caracas. L'enjeu, depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, restera de trouver une échelle de gestion adéquate, et plus récemment, de bonnes modalités de gouvernement : la « bonne gouvernance ». On pourra se concentrer dans l'immédiat sur la question des découpages récents, relatifs à la période de plus grande dynamique urbaine de Caracas, avant de se pencher plus loin sur les questions de décentralisation et de mécanismes de pouvoir.

[260] Institutié par un premier décret de Falcón en 1864, le DF est modifié déjà par un décret de Guzman Blanco (Secretaría de Interior y Justicia. Tomo CMXCII. Folio 101), dans lequel il apparait que le DF est composé des départements Libertador, Vargas, Aguado. *Parroquias* de Libertador: Catedral, San Pablo, Santa Rosalía, Santa Teresa, Candelaria, Altagracia, San Juan, Chacao, El Valle Antímano, El Recreo y Macario. Parroquia Macario, su territorio y unos territorios más. *Parroquias* de Vargas: Bolívar, Sucre, Libertad, Macuto, Caraballeda, Naiquatá y Caruao. *Parroquias* de Aguado: Maiquetía, Olivares, Carayaca y Farma.
En 1986, la Loi Organique du régime fédéral révise la précédente LODF de 1936. Elle sépare dans le DF le niveau du district et celui des municipalités (Vargas et Libertador) auparavant confondues dans le seul DF, et établit l'autonomie municipale sans résoudre la difficile répartition des tâches entre DF et municipalités.

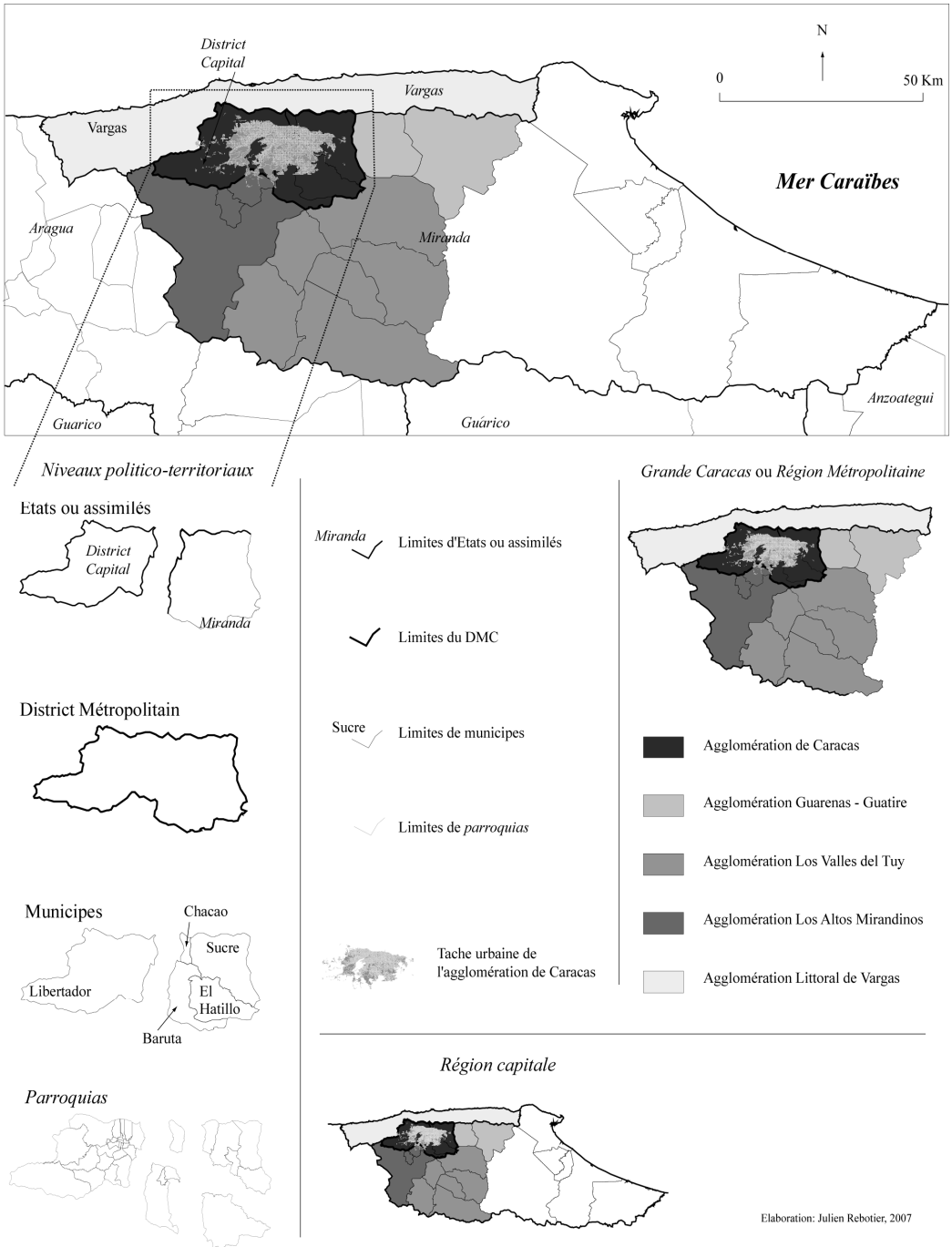


Carte 20. Les délimitations politico territoriales successives du district fédéral / district capital
(Source : Elaboration propre)

L'administration du DF ne correspond pas à l'agglomération de Caracas, restreinte, ni à la grande Caracas, élargie. En 1999 est établie une unité politico territoriale pour la capitale, qui recouvre la vallée de San Francisco, et l'essentiel de l'agglomération stricte de Caracas : le District Métropolitain de Caracas. A cette occasion, un District Capital (*ley Orgánica sobre el Régimen del Distrito Capital*, 2002) occupe les limites de l'ancien DF (Carte 20), qui disparaît, substitué par le DMC (*Ley especial sobre el régimen del distrito metropolitano de Caracas*, 2000 ; *Ley de transición del Distrito Federal al Distrito Metropolitano de la Ciudad de Caracas*, 2000). Vargas est à l'extérieur du District Métropolitain, devenu un État autonome du DF en 1998. Le DMC alors institutionnalisé exerce une autorité sur les territoires municipaux relevant d'un District Capital à statut d'État, mais sans gouverneur, et doté du seul municipe Libertador, ainsi que de l'État de Miranda, du fait de quatre municipes issus de la disparition et partition du district Sucre au début des années 1990. On trouve cinq municipalités relevant d'autorités d'États, ou assimilées, différentes. Il s'agit du municipe Libertador pour le District Capital, et des municipes Sucre, El Hatillo, Baruta et Chacao pour l'état de Miranda (Carte 21).

La loi sur le DMC s'emploie à concilier le « grand écart » de la constitution de 1999, entre la consécration d'une autonomie municipale et le niveau d'une autorité métropolitaine. Le DMC dispose d'un pouvoir exécutif directement élu, et d'un pouvoir législatif. Pour autant, plus qu'une intégration et une rationalisation politico territoriale pour gérer la capitale, c'est une multiplication d'autorités élues sur un même territoire à Caracas qui complique les cadres d'exercice des gouvernements locaux[261] malgré le caractère inédit de l'élection directe d'un maire métropolitain.

[261] Le problème de la gouvernance des grandes villes se pose dans d'autres contextes métropolitains, y compris en dehors de l'espace régional latino-américain. Pour le cas de Paris, les magistrats de la Chambre régionale des comptes pointent du doigt quelques anomalies […] : « Paris rassemble en son sein deux collectivités, une commune et un département. Une situation qui entraîne « une double gestion budgétaire, financière et comptable, génératrice de coûts administratifs majorés, souligne la chambre régionale des comptes. La ville pourrait réaliser des économies de charges financières s'il lui était possible de réintégrer la trésorerie départementale dans la trésorerie communale. » Mais les auteurs du rapport reconnaissent que « cette solution n'est toutefois pas envisageable sans une réforme du statut de Paris ». De l'eau au moulin des tenants de la création du Grand Paris... » (« Paris trop bien gérée ? » *Le Monde*. 13 novembre 2007. Eric Nuñes)



Carte 21. La complexité des divisions politico-territoriales actuelles de l'espace métropolitain de la capitale vénézuélienne
(Source : Elaboration propre)

La parcellisation de l'autorité politique sur le territoire de la capitale accompagne en réalité un processus plus large de décentralisation qui justifie la multiplication des divisions exposées par l'amélioration de l'exercice du pouvoir public.

- Processus de décentralisation accompagné de dérégulation et de recul de l'État : l'occasion de multiples revendications de pouvoir

La décentralisation au Venezuela est à distinguer de la régionalisation. Cette dernière, bien qu'elle ait marqué fortement le territoire national, date de la fin des années 1960[262], et s'accompagne en

[262] En 1969, le décret 1972 procède à la création des régions au Venezuela.

réalité de peu d'autonomie et de moyens financiers, pour servir plutôt des objectifs pratiques de planification.

A l'image d'une tendance internationale, mais, pour de multiples raisons, de façon un peu postérieure aux rythmes suivis sur le continent, la décentralisation se présente au Venezuela à la fin des années 1970 comme un moyen de dépasser les dysfonctionnements de gestion publique liés à la mutation de l'économie globale ou aux premiers contrecoups des chocs pétroliers. C'est près d'une décennie plus tard, en 1986, qu'est créée la commission pour la réforme de l'État (COPRE), dont un volet est consacré à la décentralisation politico territoriale dans une volonté de rupture avec des pratiques et des relations de pouvoir liées à une conception du centralisme de l'État en vigueur depuis les années 1920. L'initiative se traduit notamment par une série de lois entre 1989 et 1991, permettant notamment l'élection des gouverneurs d'Etats et des maires de municipes, précisant les principes de transferts de pouvoir, consacrant l'autonomie municipale à travers la révision de la Loi du Régime Municipal (LORM)… Les principaux résultats de la COPRE sont complétés dans les années 1990 par des mécanismes de dotation (par la création d'un fonds de développement en 1993, le FIDES, ou par l'adoption de la loi d'assignations économiques spéciales) censés flexibiliser la décentralisation. Or il ne s'agit là que d'institutions et de découpages ne remettant pas en question les pratiques de pouvoir.

La décentralisation correspond à une transformation de l'organisation politique et des chaînes de pouvoir. Privatisation, dérégulation, libéralisation sont quelques uns des principes qui ont prévalu lors de la décentralisation des années 1980 conçue comme un moyen d'assainir la situation politique et de résoudre la crise (Cordova Jaimes, 2004). Bien d'autres « demandes » sociales n'étaient pas traitées par une décentralisation de cette nature, et notamment les revendications liées à ce qui prend aujourd'hui le nom de « gouvernance », et qui touche les modalités d'application du pouvoir, les relations et les chaînes d'un pouvoir destiné à exercer une autorité sur le territoire de la capitale. La promotion de la participation, la diffusion du pouvoir public parmi les bases voire la pratique du pouvoir « depuis » les bases n'ont pas été des principes observés effectivement en termes législatifs ni institutionnels jusqu'à la fin des années 1990.

Si jusqu'à un certain point on peut relever un changement d'échelle de certaines structures de pouvoir, notamment à travers la consolidation de l'échelon municipal (et la constitution de nouveaux municipes dans le cas de l'Est de Caracas), on ne voit se dessiner qu'une reproduction des pratiques de pouvoir à l'échelle locale. Cordova Jaimes donne l'exemple suivant : tous les mois, on consultait des associations de voisins au début des années 1990 dans l'Etat du Carabobo (au nombre de 1300 dans cet Etat, alors parmi les plus avancés sur ces questions). Or il ne s'agissait bien que de consultations qui ne prennent aucun caractère contraignant pour les autorités de l'État ou des municipes (2004 : 117). De fait, la loi sur le régime municipal issue du processus de décentralisation, précise bien en 1989, que « les moyens et procédés établis par le

municipe pour l'exercice de la participation ne devront pas diminuer les facultés de décisions des organes élus du gouvernement local » (*Ley Orgánica de Régimen Municipal*, 1989, art.168). On suit alors le politiste, lorsqu'il avance que « dix ans après le début du processus de décentralisation, les gouvernements régionaux ont très peu œuvré pour que la participation citoyenne conduise à une transformation réelle de la démocratie dans le pays »[263] (Cordova Jaimes, 2004 : 120).

Ainsi « l'autonomie municipale » est un grand leitmotiv des années 1980 et 1990, alors même que ce processus fait l'objet de spéculations politiques depuis la mort de Gómez, dans la deuxième moitié des années 1930 (Martin Frechilla, 2002). Le processus de décentralisation a produit plusieurs divisions territoriales et l'identification de municipes correspondant à une échelle de gestion locale plus efficace, voire même à une « identité partagée » des habitants[264]. Pour le cas des municipes Chacao et El Hatillo, le découpage correspond aussi à une forte homogénéité socio-économique des populations qui se distinguent du reste de l'ex-District Sucre, comparativement – encore – plus populaire. Après ce mouvement de divisions municipales, à la fin des années 1990, on assiste à la création d'une entité métropolitaine, à plus petite échelle. Mais malgré des élections pour désigner l'exécutif du District Métropolitain en 2000, le maire du DMC s'inscrit toujours en minorité dans le rapport de force au pouvoir central vénézuélien[265].

Enfin, en plus de la division politico territoriale, la décentralisation est accompagnée d'une multiplication des acteurs intervenant, à différents degrés, dans les décisions de gestion du territoire. De nouveaux acteurs politiques interviennent sur l'échiquier de la décision au rythme des créations de nouvelles divisions. Mais la revendication de pouvoir par les citoyens grossit aussi au fil du temps. Prévues dans la constitution de 1961, les *parroquia*s, divisions du municipe, sont instaurées par la loi du régime municipal en 1978 et censées aider à décentraliser l'administration (Carte 20). A partir de la fin des années 1970, les difficultés socio-économiques croissantes que rencontrent toujours plus de Vénézuéliens se transforment en une revendication longtemps contenue de participation aux pratiques de gouvernement (Garcia-Guadilla, 2007). La montée des mouvements sociaux – aux intérêts multiples – se structure sous la forme d'associations de voisins par le truchement des *parroquia*s (LORM 1978, art.173 ; LORM 1989, règlement partiel numéro 1), avec un contenu toujours plus politique, pour occuper l'espace déserté par les partis traditionnels dès le milieu des années 1980. Ainsi, les associations de voisins sont élues au suffrage universel et passent de 527 en 1982 à plus de 10000 en 1991 (Baby-Collin, 2000). Ces associations de voisins, image fantasmée de la société civile (Garcia-Guadilla, 2007),

[263] *Diez años después de iniciado el proceso de descentralización es muy poco lo que los gobiernos regionales han hecho respecto a la participación ciudadana que potencialmente conduzca a una transformación real de la democracia en el país*

[264] Silverio González Téllez, director del Instituto de Estudios Regionales y Urbanos de la Universidad Simón Bolívar, dans Ultimas Noticias, 28 janvier 2007, p8.

[265] En l'occurrence, pour des raisons d'obédience et de climat politiques, mais aussi pour des raisons de dispositions législatives précisément liées au caractère de capitale de Caracas, vis-à-vis des municipes et de leur « autonomie », ainsi que pour des raisons budgétaires, rendant le DMC fortement dépendant des dotations du gouvernement central et d'autres formes de redistribution.

n'ont pas vocation à défendre l'intérêt général – donc à se substituer aux partis politiques – et ne disposent pas non plus de recours suffisants pour se faire entendre d'autres acteurs dans des rapports de force toujours inégaux. C'est dans ce cadre, du fait de l'échec de la décentralisation à traiter les demandes d'élargissement de la démocratie, qu'au lieu d'améliorer la gouvernance, se produit une parcellisation des territoires et des pouvoirs traduisant l'illusion selon laquelle la somme des intérêts particuliers – ou de quelques uns – peut être l'intérêt collectif. C'est aussi dans ce cadre qu'émerge sans équivoque un « acteur » inédit sur la scène politique à la fin des années 1990 : « le pauvre », pour beaucoup oublié de la société civile et étranger aux associations de voisins telles qu'elles émergent dans les années 1980. Les défis soulevés par le risque urbain rejoignent ceux de la gouvernance urbaine. En effet, comment « gérer », de façon consensuelle et efficace, dans le cadre d'une forte hétérogénéité sociale et spatiale, et en l'occurrence sur des bases structurellement inégalitaires… ?

Avec l'avènement du chavisme à partir de 1998, la multiplication des acteurs, la modification de l'appareil institutionnel public essentiellement après 2001 et la revendication de la diffusion du pouvoir parmi la population bouleversent les conditions de la gouvernance à Caracas. Il est indiscutable que ces nouvelles formes de pouvoir ne garantissent pas la décentralisation, ni l'exercice souverain d'un pouvoir démocratiquement distribué, ni même l'émergence d'une unité de gestion métropolitaine ou le fonctionnement convenable des institutions (traditionnelles ou nouvelles). Mais il est néanmoins nécessaire de consacrer à leurs conséquences sur le risque un peu plus qu'un simple regard partisan. A ces acteurs multiples sont associées des visions différentes de la gestion du territoire et du risque, ajoutant à la diversité, voire, dans certaines conditions, à la fragmentation de l'espace social de la capitale, en termes à la fois territorial, social et politique. Des innovations en terme de politique territoriale figuraient parmi les différents points abordés par la proposition de réforme constitutionnelle soumis à référendum début décembre 2007. La proposition a été rejetée par près de 51% des suffrages exprimés, mais le dispositif de planification et de gestion territoriale, de première importance pour la gestion des risques, notamment à l'échelle locale, continue d'évoluer.

4.2.2- Mutations de l'ordre institutionnel et des rapports de forces – conflictuels – entre acteurs

- La difficile articulation des différentes échelles de la ville de Caracas

Dès les années 1950, on cherche à développer des outils territoriaux efficaces pour la gestion d'une capitale qui grandit très vite. Les services nationaux de la statistique définissent pour le recensement une « aire métropolitaine » qui englobe le DF d'alors ainsi que les aires urbaines du District Sucre de l'état de Miranda. Le découpage statistique est régulièrement révisé (en 1971, en 1973 – décret 1331, en 1990). Sans pour autant faire correspondre une entité politico territoriale à

« l'aire métropolitaine » dans son ensemble, le DF dispose dès 1960, d'un bureau de la planification urbaine, l'OMPU. Le « M » signifie d'abord « municipal », puis en 1972, « métropolitain » (Baby-Collin, 2000 : 58). L'échelle fonctionnelle d'une « grande Caracas » a été très tôt une référence à l'esprit des techniciens, des statisticiens et autres planificateurs (Figure 46).

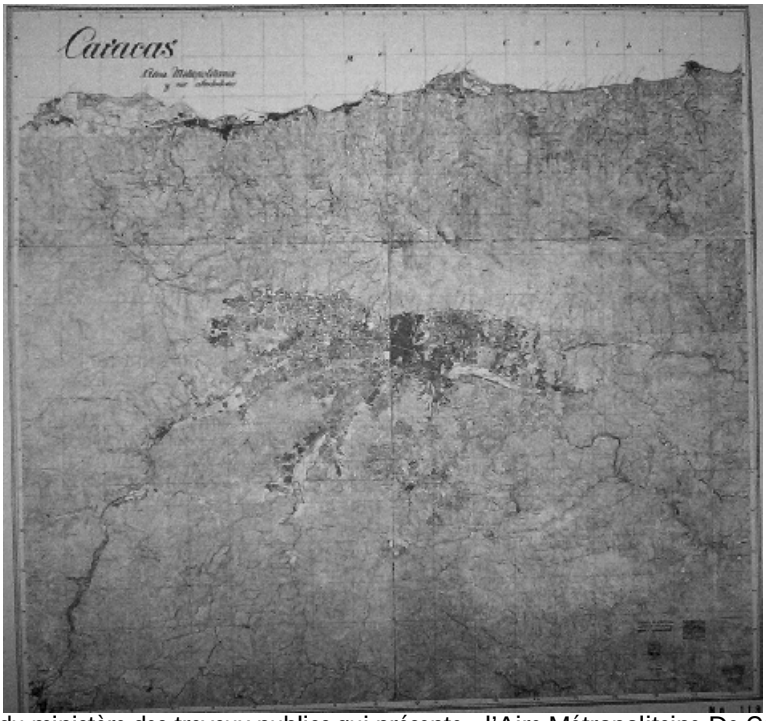


Figure 46. Plan du ministère des travaux publics qui présente « l'Aire Métropolitaine De Caracas » en 1966
(Source : plan tiré de De Armas Chitty, 1967)

Au-delà de l'échelle métropolitaine, c'est une région capitale qui est définie en 1973 (décret 1331) rassemblant les états actuels de Vargas et de Miranda ainsi que le District Capital (Carte 21). Ce découpage est aussi modifié à plusieurs reprises (en 1980, décret 478 ; en 1983, par l'OMPU ou en 1989, par l'ORCOPLAN, bureau central de la planification créé en 1958). L'agglomération de Caracas est d'autant plus compliquée à appréhender qu'elle adopte une forme diffuse au fil du temps et qu'elle présente des fonctions de capitale, abritant les représentations du pouvoir central. Dans un pays où la clé de bien des trésors (tant politiques qu'économiques) passe par l'accès – ou le contrôle – d'un État qui se pose comme relais national indépassable entre la ressource pétrolière et les différents acteurs de son exploitation, il n'est pas surprenant de voir autant de difficultés se dresser face à la constitution de ce qui pourrait être un marchepied pour revendiquer la présidence de la République. En plus de cela, du fait de son statut de capitale, Caracas concentre nombre d'enjeux nationaux. Enfin, à partir de 1958, la démocratie vénézuélienne s'est révélée être dans les faits un régime mû par un accord excluant, le pacte dit de Punto Fijo, entre trois partis politiques, garantissant leur contrôle du pouvoir et… le caractère démocratique du régime. Très tôt, à la suite de la dictature de Marcos Pérez Jiménez, les trois partis signataires deviennent deux partis, à savoir d'un coté *Acción Democrática* (AD), considéré comme social-démocrate, signataire de l'Internationale Socialiste et grand acteur de la « genèse »

de l'ère démocratique dans les années 1940 ; et d'un autre coté le parti *COPPEI*, appartenant au courant de la démocratie chrétienne, et dont les leaders historiques - notamment Rafael Caldera - s'étaient illustrés après la dictature de Gómez pour leur force de proposition démocratique. Dans le cadre de cette culture politique, il aurait été bien difficile de s'entendre à nouveau sur la « gouvernance » d'un aussi gros enjeu. Du reste, si les Vénézuéliens concernés, dans le DMC, votent au suffrage universel pour un maire métropolitain depuis 2000, cela n'est pas suffisant pour consacrer une autorité locale dans la capitale indépendante du pouvoir central. Cette situation semble, en réalité, particulièrement difficile à réaliser dans le cadre des structures publiques de pouvoir liées à la médiation pétrolière telles qu'elles existent depuis les années 1920 (Coronil, 1997).

Caracas est donc partagée de façon récurrente entre différentes autorités, mais toujours, de près ou de loin, sous l'œil pour le moins vigilant de l'exécutif national. Le défi reste entier pour la gouvernance de la capitale et sa gestion territoriale : réaliser un modèle métropolitain afin de résoudre des questions liées à l'urbanisation, qu'il s'agisse d'environnement ou de qualité de vie sur l'aire urbaine. En plus de la gestion de services qui se posent à des échelles différentes, il faut traiter bien d'autres aspects à des échelles très variables, et pratiquer l'intégration politique, susciter et inclure la participation de la population à ces initiatives de révision. La figure du DMC telle qu'elle apparaît aujourd'hui (Carte 21), malgré des « éclaircissements » législatifs et des avancées significatives, ne correspond pas aux besoins de gouvernance de l'unité métropolitaine de Caracas, ni ne sert efficacement son développement et sa gestion territoriale (Delfino, 2002). De fait, la distribution des prérogatives entre les différents niveaux de pouvoirs (juxtaposés et superposés) soulève nombre de doutes et de malentendus (Vallmitjana, 2001), par exemple, pour notre propos, en terme de planification urbaine, de gestion publique des risques, ou d'organisation des secours (notons cependant que seuls les pompiers présentent une organisation « métropolitaine » efficace à leur mesure).

Pourtant, face à un problème d'adéquation entre une échelle et une institution pertinente (en terme de fonctions, de dotation, de représentation…) pour la gestion de la capitale vénézuélienne, des propositions de redécoupages ou de redéfinitions institutionnelles existent depuis plusieurs décennies, notamment du fait d'experts, d'académiciens ou de techniciens. Dans les années 1990, en pleine période de dérégulation et de décentralisation, la proposition d'un découpage reprenant les cinq agglomérations en réseau de la grande Caracas (Carte 21) émane d'une fondation d'intérêt public dont il a déjà été question (voir *supra* : 199-200). Dans la même présentation du projet de planification urbaine de la métropole caraquénienne, la *fundación plan estratégico, Caracas metropolitano* (1998) propose l'établissement d'un District Capital en lieu et place du DMC, composé des cinq mêmes municipes de Libertador, de Baruta, de Chacao, d'El Hatillo et de Sucre, et doté d'une autorité unique aux prérogatives d'État (mettant fin à la superposition

de juridiction dans la vallée de Caracas). Pour la dimension métropolitaine, ce District Capital serait néanmoins complété par un District Métropolitain englobant 12 autres municipes, à savoir celui de l'État de Vargas, les cinq municipes du nouveau DC et les 11 municipes restant de l'État de Miranda (Figure 47). Le nouveau DM correspondrait à une région métropolitaine, au découpage de la grande Caracas, reprenant les municipes concernés par les quatre agglomérations en réseau autour de l'agglomération de Caracas, à savoir les agglomérations de Guarenas – Guatire, de Los Valles del Tuy, de Los Altos Mirandino et du Littoral de Vargas (Carte 21).

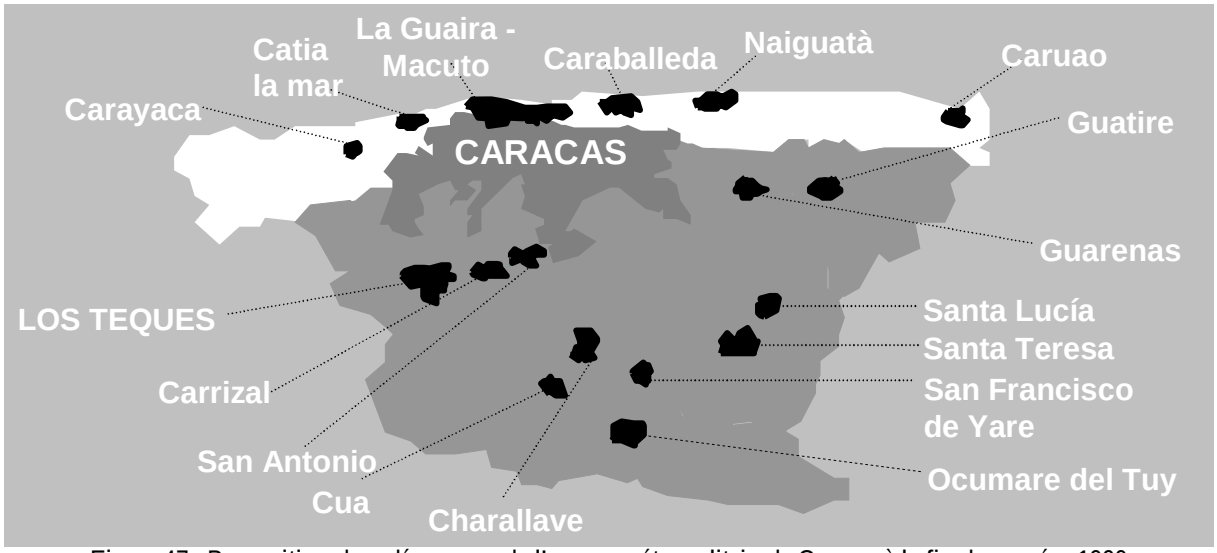


Figure 47 : Proposition de redécoupage de l'espace métropolitain de Caracas à la fin des années 1990
(Source : *Fundación plan estratégico, Caracas metropolitano*,1998, disponible en ligne : http://www.cideu.org/site/content.php?id=202)

Le découpage métropolitain présenté par la fondation est accompagné d'une proposition à l'assemblée nationale traitant des échelles de gouvernance et de gestion territoriale pour la capitale (Delfino, 2002).

> « La fondation a proposé la création d'un modèle « métro » consolidé ou supra municipal pour la gestion de l'aire métropolitaine, modèle qui implique de rassembler plusieurs municipes en une entité métropolitaine où la légitimité politique des autorités métropolitaines et municipales est directe, dotée d'autonomie financière, et de pouvoirs définis à exercer sur un territoire pertinent ».[266] (Delfino, 2001: 38)

Les décisions prises par l'Assemblée Constituante dans la nouvelle constitution de 1999 et par l'Assemblée Nationale dans les lois successives de 2000 et 2002, malgré la possibilité de l'élection pour le DMC 10 ans après la loi de 1989, ne satisfont pas les besoins de réformes territoriales et institutionnelles.

[266] *La Fundación propuso la creación del modelo 'metro' consolidado o supra municipal para el manejo del área metropolitano, modelo que implica la reunión de varios municipios en un ente metropolitano donde la legitimidad política de las autoridades metropolitanas y municipales es directa, con autonomía financiera propia, y poderes definidos ejercidos en un territorio funcional relevante.*

De fait, des propositions de réformes politico territoriales ont couru dès 2005 ou 2006 parmi les autorités du DMC, à travers la proposition d'une « [Assemblée] Constituante », à travers la révision du découpage du municipe Libertador ou la proposition de création d'un État Capital (*Ultimas Noticias*, 28 janvier 2007 : 8-9). La nouvelle « géométrie du pouvoir » qui figure comme un des grands axes de réforme nationale après les élections présidentielles de décembre 2006, à nouveau remportées par le président Chávez, apporte des changements significatifs dans ce domaine qui concernent Caracas au premier chef.

Ainsi, les problèmes de gouvernance et d'autorité publique sur la capitale vénézuélienne s'inscrivent – comme la décentralisation – dans un ensemble assez proche de situations latino-américaines déjà largement documentées (Paiva, 2001 ; Rojas *et ali.*, 2005). Cela étant, la relation entre l'appareil d'État et les modalités de développement liées au pétrole, ainsi que les enjeux politiques locaux liés à la coupe réglée du pouvoir démocratique, soulignent une certaine singularité… sans doute nécessaire à comprendre ce qui caractérise un troisième aspect fondamental de l'autorité publique à Caracas : la conflictualité politique.

- Les conflits d'ordre politique redoublent les divisions et entravent la planification urbaine

L'imbroglio entre les missions des différentes divisions politico territoriales a des conséquences directes sur les questions d'urbanisme. En 2003, une ordonnance du DMC établit les modalités de gestion urbaine et de respect de l'autonomie municipale. Entre 2004 et 2006 est installée le *Taller Caracas*, institut rattaché au DMC et destiné à formuler le plan stratégique de développement urbain des cinq municipes de la vallée de San Francisco. Les cadres dessinés par cet organe du DMC devraient s'imposer aux municipes… ce qui n'est pas du goût de toutes les autorités locales. De fait, les municipes Chacao, El Hatillo et Baruta sont des bastions de l'opposition farouche au chavisme. Enfin, en février 2005, afin de disposer d'un outil de planification urbaine promouvant la participation, est installé un conseil métropolitain de planification publique. Pour autant, chaque municipe disposant déjà de services d'urbanismes et d'une série d'ordonnances propres, le dialogue est particulièrement difficile entre les niveaux d'autorité. L'harmonisation souhaitée dans le cadre du DMC, la régularisation de dispositions urbaines datant parfois des années 1950, la mise en cohérence de ces dispositions sur des territoires fortement intégrés dans l'agglomération de Caracas restent des objectifs à atteindre, malgré l'existence d'une division métropolitaine. Dans le cadre d'une multiplicité de structures, la gestion est rendue d'autant plus difficile que les rapports entre acteurs politiques sont particulièrement conflictuels. On a là toute la distance qui peut exister entre deux aspects du politique, bien mis en avant par les termes anglais *policies* (le politique, les politiques publiques) et *politics* (la politique, la pratique du pouvoir et les stratégies de l'action).

La politisation des institutions politico-territoriales, dans le sens des stratégies de l'action, ainsi que la dérive agressive qui ont marqué l'atmosphère politique après la confrontation sévère fin 2001 – avril 2002 (chapitre 2) sont le signe fort d'une polarisation qui entrave encore aujourd'hui le fonctionnement institutionnel et la gestion publique. Une grève patronale de plusieurs semaines orchestrée en partie par l'opposition entre décembre 2002 et février 2003 a participé de l'entretien de très mauvais rapports. Depuis les circonstances du coup d'État, la répartition des pouvoirs entre « officialisme » et « opposition » a sensiblement changé à Caracas. Les municipes Libertador et Sucre sont aujourd'hui aux côtés du gouvernement. Les trois autres municipes du DMC sont dans l'opposition. Le gouverneur de l'état de Miranda ainsi que le maire métropolitain ont basculé dans le camp officialiste. Dans les conditions d'une polarisation forte (Ellner et Hellinger, 2003), il est compliqué, voire impossible, de mener des politiques publiques coordonnées. L'animosité est très vive, particulièrement entre des hommes politiques, souvent élus, qui pratiquent bien plus la politique qu'ils ne se consacrent à traiter le politique. Aux provocations verbales des uns répond le mépris des autres, chacun se rangeant derrière une déclaration antérieure de l'adversaire, humiliante, excluante, stigmatisante… pour légitimer sa position. L'atmosphère délétère et conflictuelle entre les administrations, dont l'animosité est entretenue par presse interposée (Figure 48), empêche pour beaucoup le dialogue et le travail à l'échelle du DMC.

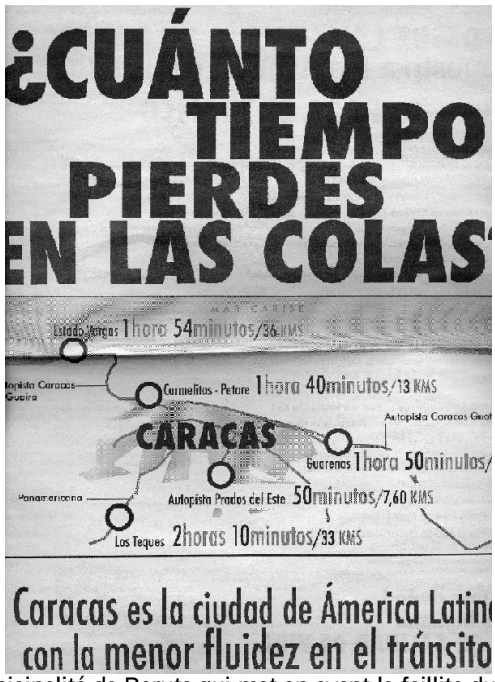


Figure 48. Publicité de la municipalité de Baruta qui met en avant la faillite du système routier de la capitale (Source : *Últimas Noticias*, 4 février 2007 : 64-65).
« Combien de temps perds-tu dans les bouchons ? ». La mairie de Baruta, politiquement d'opposition au pouvoir chaviste, dénonce l'inconsistance des politiques de gestion des transports dans la grande Caracas et propose une série de mesures pour le DMC défendues par le municipe

Cette rivalité politique entre pouvoirs élus se diffuse dans l'appareil institutionnel relatif à chaque échelon politico-territorial, parfois avec des conséquences dramatiques (comme c'est le cas concernant les services de police en avril 2002). De manière générale, les institutions urbaines

sont politisées dans le sens où elles sont orientées par des politiques publiques dont les initiateurs sont élus. Dans le cas de Caracas, elles sont en plus instrumentalisées et servent aussi un dessin politique (d'exercice du pouvoir, de *politics*) plus qu'opérationnel ou programmatique (d'application de politiques publiques, de *policies*). C'est ce dévoiement de la fonction des institutions qui pose problème dans la gestion territoriale de la capitale. La conflictualité, à différents degrés, n'a rien de fondamentalement particulier au Venezuela. La polarisation en revanche contribue à expliquer la difficile coopération entre institutions ainsi que leur détournement de leur mission de gestion publique de l'espace urbain. La « verve agressive » d'un président habile dans le domaine de la communication n'explique pas tout. Faux procès trop rapide là où, du reste, les discours et les actes de l'opposition ne sont pas plus honorables et où la divergence d'intérêts n'est somme toute pas exceptionnelle. Le fait est que la conflictualité politique entrave la bonne connaissance et la gestion des risques urbains, en plus de la gestion urbaine (Pelling 2003c : 77).

Comment passe-t-on d'une démocratie dont on dit – lit – souvent qu'elle est « exemplaire », des années 1960 aux années 1980, à une série d'affrontements verbaux, pour la plupart, et l'impossibilité de travailler ensemble ? Au-delà du symptôme Chávez, il semble que l'émergence de nouveaux acteurs collectifs sur la scène politico sociale nationale – dont la figure du « pauvre » – et de nouvelles pratiques dans la manière d'exercer le pouvoir battent en brèche les anciens modèles de gouvernance. Sans garantie de fonctionnement ni d'efficacité, de nouveaux acteurs et de nouvelles chaînes de pouvoirs se dessinent. Les contours de l'ordre sociopolitique sont modifiés au fil de la consolidation du pouvoir chaviste. Les positions favorisées changent, les rôles sont redistribués, le pouvoir ne répond plus aux catégories établies par le pacte de Punto Fijo. La « Révolution » bouleverse des rapports et des pratiques de pouvoir. Sans se complaire pour autant dans le discours sur la société juste ou équitable, telle qu'elle est décrite à longueur d'annonces officielles, des choses changent profondément dans cette société. Et dans ce cadre, pour rompre avec un appareil institutionnel traditionnel, l'administration chaviste met sur pied un appareil institutionnel parallèle, basé sur la participation et le traitement des priorités ou besoins sociaux face auxquels, pendant la période de plus grande croissance de la capitale, l'action publique de la « démocratie de marché »[267] s'était montrée muette.

- Promotion d'un nouvel appareil institutionnel : le Système National de Planification Participative (SNPP)

Selon la rhétorique révolutionnaire, l'accent doit être mis sur la participation active et sur la rétrocession de pouvoir aux citoyens. La consultation ne suffit plus. C'est un principe de codécision qui va présider à la réforme de la gestion publique urbaine et à l'installation du SNPP. Entre 2004 et 2006, on observe un mouvement continu d'intégration des communautés locales à

[267] Expression de Jeannette Habel dans le *Monde Diplomatique* de décembre 2007.

la gestion puis à la planification urbaine, par la mise en place de comités de terre urbains (CTU), de conseils locaux de planification participative (CLPP) ou de conseils communaux qui offrent tous la possibilité aux citoyens d'intervenir dans l'élaboration et la décision publique. Le nouvel appareil se greffe à l'ancien (Figure 49). A chaque niveau politico territorial du DMC (colonne de droite) correspond un conseil populaire associé aux élus représentants (colonne de gauche). Ces conseils se déclinent aux plus grandes échelles afin de constituer une base mobilisée, légitimant les actions à de plus petites échelles. La proposition de réforme constitutionnelle de la fin d'année 2007 avec la création d'un pouvoir populaire constitutionnel (*Poder Popular*) et l'approfondissement des Conseils Communaux semblent aller dans le sens d'une consolidation du pouvoir constituant face aux anciens appareils du pouvoir constitué. Malgré le rejet de la réforme, la consolidation du SNPP progresse et le projet de fédérations de Conseils Communaux est annoncé dans le cadre de la « mission 13 avril » lancée en mai 2008.

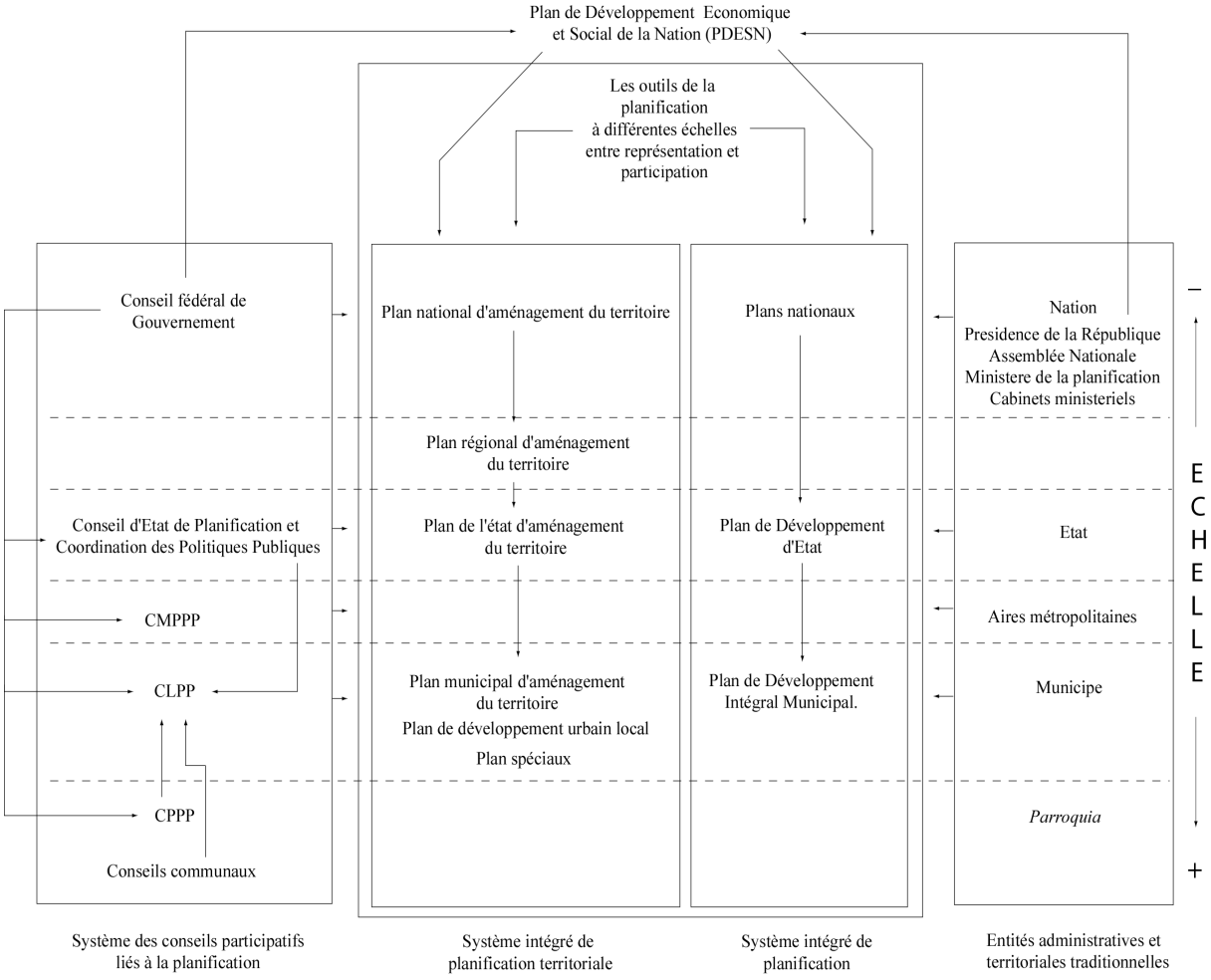


Figure 49 : Système national de planification participative, un appareil entre innovation et institutions traditionnelles
(Source : Elaboration propre)

La politique participative de planification urbaine donne un rôle à jouer (ou l'illusion d'un rôle ?) à une majorité de citadins oubliés ou peu considérés jusque là. Il s'agit essentiellement de la population des *barrios de ranchos*. Les « années Chávez » transforment fondamentalement l'expérience de la ville par ses habitants et remettent en question un ordre socio-spatial urbain sur

lequel on revient en général fort peu. La mise en place d'un nouvel appareil institutionnel de l'échelle locale à l'échelle nationale (colonne de gauche, figure 49) ouvre la voie à une quantité de situations de conflits, entre les tenants des anciennes positions de pouvoir ou des positions de pouvoir constituées actuelles, indifféremment de la couleur politique, et la masse de nouveaux acteurs individuels ou collectifs, quelle que soit leur obédience politique, qui investit l'espace ouvert par les pouvoirs publics afin d'assumer les prérogatives de leur citoyenneté soudain élargie. A l'échelle municipale, le plan de développement urbain local doit être signé par le maire, mais doit être soumis auparavant à l'appréciation et à la modification d'un conseil populaire local de planification (CLPP), « délégation »[268] des habitants du municipe. Si la procédure ou le type de conseil sont en cours d'élaboration, le principe reste celui du contrôle populaire de l'élaboration et de la décision dans la planification (LORM 2005, art.280). « L'élu » perd forcément de son pouvoir local et de ses prérogatives. Or l'ordonnance d'installation du CLPP doit être signée par le maire du municipe. On comprendra combien il peut être difficile pour beaucoup de signer ce document clé, multipliant les situations de blocage, de retard ou d'ajournement.

Si la plupart des exclus politiques et sociaux du régime des décennies précédentes ont l'impression, avec le chavisme, d'une « revanche », d'une « renaissance » et de trouver pour la première fois une condition de citoyen qu'ils n'avaient jamais connue, ou si peu, d'autres en revanche se sentent la cible d'attaques systématiques et les victimes d'un nouvel ordre qui leur ménage une place bien différente de par le passé. Qu'en est-il réellement ? Les exclus d'hier ont-il retrouvé une souveraineté aujourd'hui ? Qu'en est-il de leur autonomie face à un pouvoir central avec qui le lien se fait toujours plus directement, par delà les échelons intermédiaires ? Avec un pouvoir qui distribue beaucoup d'argent, ouvre des espaces pour la participation qui le concurrencent directement, et impose un fonctionnement institutionnel alternatif qui peu à peu semble se substituer à l'ancien ?

D'aucuns signalent qu'il n'y a pas d'autonomie là où les collectifs populaires dépendent du pouvoir central, que ces collectifs ne sont qu'un appareil de légitimation du pouvoir central, et qu'il ne peut pas y avoir de gestion urbaine locale efficace sans échelon intermédiaire, sans, justement, d'échelon local qui ne se confonde pas avec le « micro local ». Certes, la dépendance du SNPP au pouvoir central et à la volonté du président Chávez est forte, mais elle n'empêche pas l'appareil institutionnel d'être investi par des citoyens officialistes et opposants. Les espaces sont ouverts pour tous et de fortes pressions sont aussi appliquées sur les pouvoirs publics, depuis « le bas vers le haut », afin de répondre à des revendications impérieuses comme le logement, la régularisation de terre ou l'équipement de services. Le SNPP ne fait pas disparaître le rapport de force, loin s'en faut, ni ne résout les pratiques de passe-droit, ni de corruption… mais

[268] On utilise ici délégation et non représentation, car les membres du CLPP sont élus mais porteurs de consultations constantes de la population. Ils ne sont pas élus pour décider, le temps d'un mandat, en lieu et place de leurs électeurs.

il donne aux communautés organisées un cadre légal, redoublé par un contexte de forte légitimité, leur permettant de faire pression sur les autorités publiques exécutives de leur circonscription.

En définitive, le rapport de force se déplace, les acteurs et les armes changent, l'ordre socio-spatial urbain traditionnel est bouleversé, et c'est en cela que la promotion du SNPP est importante dans l'examen des risques urbains aujourd'hui à Caracas. De nouvelles modalités de prises de décision peuvent se traduire, pour certains, par la mise en cause de rentes de situations dans un ordre établi mais menacé. D'autre part, la figure du SNPP ouvre l'éventualité d'une gestion des risques participative, active et consciente, dont on pressent qu'elle peut être très efficace (Rebotier, 2006 ; Wisner, 2006 ; Hardy, 2008). Cela étant, ces possibilités ne vont pas sans deux points d'interrogation. Tout d'abord, si la gestion urbaine locale passe essentiellement par le filtre des besoins communautaires, il y a de grandes chances que la « gestion du risque », dont les horizons programmatiques dépassent l'urgence ou l'immédiat, ne figure pas systématiquement parmi les priorités locales. Enfin, il existe toujours un rapport de force, quelle que soit l'obédience politique des acteurs, exacerbé dans des situations d'oppositions. Ce rapport de force est médiatisé par de nouveaux outils législatifs et institutionnels, mais une fois encore, l'existence d'un outil de ce type ne garantit pas en soi un rapport équitable entre les interlocuteurs de la négociation. Ainsi, si un tel jugement dépasse ce travail, il ne faut jamais cesser de s'interroger, à la manière de Cordova Jaimes concernant le processus de décentralisation des années 1980 et 1990 (2004 : 114), à propos du dilemme entre d'un côté la part effective de prise de pouvoir des secteurs dominés dans l'ordre urbain traditionnel, et d'un autre la cooptation et la centralisation d'un État très porté sur l'intervention et toujours soupçonné, souvent de façon dogmatique, d'abus de pouvoir.

4.2.3- La législation du risque aux contours flous : un enjeu politique

- La prise en compte du risque dans les politiques publiques et urbaines

Nous avons vu combien la conscience et l'action politiques vis-à-vis du risque à Caracas ne sont pas récentes, à la différence de sa formalisation à travers la législation. C'est dans les années 1970 et 1980 que sont développées et systématisées les normes d'aménagement et de planification à travers une série de lois sur l'environnement, comme en 1976, ou sur l'aménagement du territoire, comme c'est le cas en 1983 (Anzola Nieves, 2003). C'est à la même période, et surtout à la suite du tremblement de terre de 1967 à Caracas, que sont installés des organismes comme la Défense Civile (1969) chargés de l'administration des désastres. A l'occasion de cette normalisation, quelques aspects de risque sont intégrés au développement et à la gestion urbaine dans les différentes lois adoptées. Il apparaît par exemple dans la *ley forestal de suelos y aguas* (1966, art 17 alinéas 2 et 3) que les terrains situés à moins de 300 mètres de rebords abrupts de plateaux ou terrasses, ainsi que les terrains situés à moins de 25 mètres d'un cours d'eau intermittent ou moins

de 60 mètres d'un cours d'eau navigable, sont déclarés « zones protégées », par conséquent interdits à la construction. Les termes « risques » ou « menaces » ne figurent cependant pas dans le texte. Il ne s'agit dans ce cas que d'une prise en compte de certaines interactions avec l'environnement, dans une perspective qui sépare nature et société, et qui, dans les faits, ne s'impose absolument pas. De manière générale, ces mentions parcellaires dans différentes lois ne suffisent pas à transformer la réalité ni à promouvoir une « culture » du risque.

Aujourd'hui, la législation sur laquelle s'appuie la planification urbaine reprend ces mentions parcellaires de notions de risque, mais de façon plus directe. Dans la *ley orgánica para la planificación y gestión de la ordenación del territorio* (2006, art. 153 ou 154), il est expressément précisé que les « phénomènes et risques d'origine naturelle ou anthropique » sont à considérer comme des variables environnementales pour la gestion urbaine, par exemple dans les processus de régularisation de la terre. Au sein du récent corpus législatif du DMC, il est dit dans l'*ordenanza metropolitana sobre los lineamientos urbanos del DMC* (2003, Titre IV.), à propos de « la sécurité, prévention des risques et cas d'urgence », que le DMC se chargera de promouvoir l'éducation des citoyens en terme de désastres (art. 74), d'encadrer le système d'alerte, d'attention et de mitigation des situations d'urgence (art. 75), ou encore de coordonner la prévention des désastres (art. 77) sur son territoire. De même, les plans d'urbanisme seront dotés de modalités permettant de relocaliser des quartiers existants, d'interdire de nouvelles occupations, de faire que les nouvelles installations soient cohérentes avec l'environnement, de rationaliser les points de contrôles policiers… Cette approche de la sécurité citoyenne restitue toute la responsabilité de l'autorité publique urbaine et fait montre d'une conscience renouvelée des questions de risque au-delà des seuls risques socio-naturels.

Ainsi, 40 ans après la *ley forestal de suelos y aguas* (1966), le terme de « risque » apparaît directement dans le texte législatif, et l'on fait référence à une origine « naturelle » ou « anthropique ». De plus, la gestion urbaine est envisagée de manière systémique, dans une série d'interaction avec l'environnement. Malgré la conscience du législateur, quelques décennies d'errance en ce domaine durant la période de fort développement urbain de Caracas et quelques méprises notoires des *planners* font peser le doute sur l'efficacité de la réglementation. La méfiance vis-à-vis des planificateurs et autres membres de « l'académie » quant à leur efficacité en terme de gestion des risques est perceptible parmi les membres de la protection civile métropolitaine[269]. En donnant l'exemple de l'urbanisation de « classe moyenne » Santa Mónica, à flanc de colline, qui présente des cas récurrents de glissements de terrain, ces mêmes fonctionnaires insistent sur le fait que les institutions en charge de l'urbanisme auraient du solliciter la Protection Civile pour les questions

[269] Information tirée d'un entretien avec un cadre de la Protection Civile Métropolitaine en février 2007.

de risque, chose qui n'a alors pas été faite. Pour un cadre des pompiers métropolitains, en revanche, c'est bien aux pompiers que les municipalités auraient dû se référer…[270]

Durant la période du boom urbain, le développement de la ville s'est un temps réalisé sans se préoccuper des conditions de site, multipliant les situations d'inadéquation entre l'aménagement et le territoire. De plus, certaines ordonnances municipales d'urbanisme sont obsolètes ou en suspens. Dans le municipe Libertador, l'ordonnance spéciale concernant l'urbanisation La Florida a déjà 25 ans et celle du secteur El Paraiso, plus de 30 ans. Le plan municipal est plus une agrégation d'ordonnances spéciales qu'une vision de planificateurs, même si, pour le risque, les dernières études du tournant des années 2000 ont été prises en compte dans les ordonnances récentes – mais encore parcellaires – concernant le secteur Santa Mónica – Chaguarramos[271]. Dans le municipe Chacao, on continue à travailler avec les ordonnances du District Sucre, avant sa partition, au tournant des années 1990, et une révision du plan de développement urbain à l'échelle municipale a été soumise au conseil municipal en 1995. En 2005, elle n'était toujours pas approuvée, l'urbanisme du municipe fonctionnant sous la forme de plans spéciaux. De même, si une étude de risque existe pour le municipe Chacao depuis 1994 (Delgado et Rincón, 2001), il reste à l'intégrer à la législation, à la traduire en normes. Malgré ces travers, le municipe de Chacao fait office de pionnier dans la prise en compte des questions de risque et de développement urbain, alors même que les plans qui fonctionnent véritablement sont ceux de la « protection civile municipale et de la gestion de crise »[272]. Le saut épistémologique de la gestion des risques n'est pas relayé par l'application d'une législation qui gagne pourtant en pertinence.

Pour autant, la mention légale d'un rapport au risque dans le développement urbain ne garantit pas une quelconque efficacité. Malgré une conscience du risque qui semble plus aboutie chez le législateur, ce sont surtout des pratiques et la constante détermination du politique qui semblent nécessaires pour accompagner ce mouvement lent d'intégration de la gestion de risque aux questions de développement urbain.

- Le risque, une prise en charge par le politique

Longtemps la prise en charge du risque – en réalité, essentiellement des catastrophes ou accidents – a relevé des prérogatives des militaires et des religieux, mais de nouveaux acteurs apparaissent au XXe siècle. Les catégories passent de « victimes souffrantes » à « prolétaires mal logés » puis « sinistrés », avec en parallèle le développement de mesures de gestion de crise puis de prévention des risques (Revet, 2006 : chapitre 2). C'est à la phase d'institutionnalisation de la gestion de crise puis de la gestion du risque que l'on s'intéresse plus particulièrement dans l'immédiat. L'attention

[270] Propos recueillis auprès d'un cadre des pompiers métropolitains en juin 2005.
[271] Propos recueillis auprès de fonctionnaires du service de planification urbaine du municipe Libertador, en juin 2005
[272] Propos recueillis auprès d'une fonctionnaire du bureau municipal de planification urbaine (OLPU) du municipe Chacao, en juin 2005.

que porte le pouvoir public aux politiques et aux institutions liées au risque s'accentue en règle générale à la suite de grandes catastrophes. Les lahars d'Armero le 13 novembre 1985 ou le séisme d'Arequipa le 23 juin 2001 ont été des facteurs de déclenchement d'une prise en charge formelle des risques par le politique, respectivement en Colombie et au Pérou. Au Venezuela, le séisme d'importance qui touche la capitale en 1967 entraîne la création de la Défense civile en 1969 puis sa consolidation en 1971, ou encore l'institutionnalisation d'une recherche sismologique nationale à travers la création de l'organisme FUNVISIS en 1972. De même, les pluies torrentielles et coulées de boue de l'Etat littoral en 1999 (Genatios et Lafuente, 2003) ont provoqué une réaction du politique et la tentative de mise en place d'un Système National de Gestion des Risques (Rebotier, 2004).

La prise en charge du risque par les pouvoirs publics dépend de l'occurrence des désastres, mais aussi de la volonté politique d'aboutir ainsi que de la pression sociale exercée par une population en demande de sécurisation. Ces trois facteurs sont fluctuants en terme de temporalité et d'intensité là où, pour la gestion du risque, la constance et la permanence de l'effort sont fondamentaux. Ainsi, les facteurs convergents pour que le politique prenne en charge les risques de manière durable ne sont pas suffisants depuis le milieu du XXe siècle pour permettre une avancée significative en terme d'institution et de politique nationale (Figure 50).

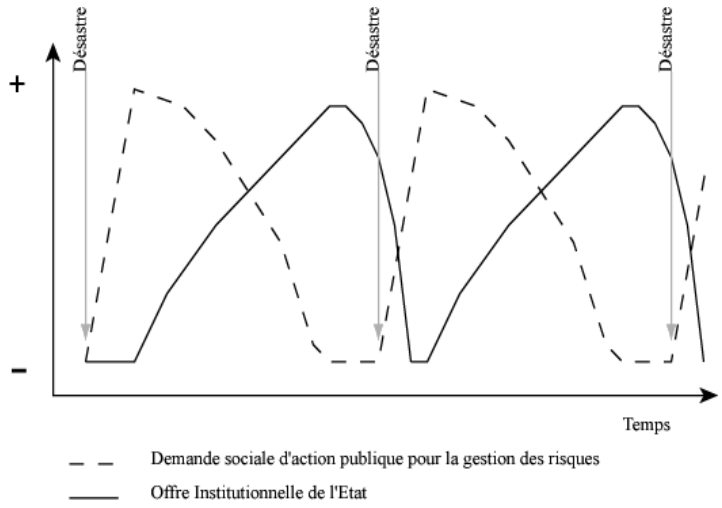


Figure 50. Décalage entre la demande et l'offre d'institutions de gestion du risque
(Source : Elaboration propre)

Le décalage entre disposition politique et demande sociale a conduit à une relâche de l'effort fourni par les pouvoirs publics après la catastrophe de Vargas. Des dires de responsables de secteurs opérationnels (Pompiers métropolitains et Protection civile confondus) ou du secteur académique, le Système National de Gestion des Risques (SNGR) tentant d'harmoniser les initiatives disparates et de mettre sur pied une politique nationale, n'est pas opérationnel. L'impossibilité à faire travailler ensemble les personnels et leurs institutions, ainsi que la faible continuité des initiatives politiques dans le temps sont des enseignements majeurs confirmés par cet échec. Pour autant, le problème ne semble pas venir d'une méconnaissance, ni d'un manque

de conscience de la situation, mais d'une série plus large de facteurs à laquelle le manque de volonté ou de courage politique n'est sans doute pas étranger.

En février 2005, un nouvel épisode pluvieux intense s'abat sur le Venezuela. Le littoral de Vargas est touché, mais la gestion de l'évacuation est un succès. L'évènement, certes moins intense que celui de 1999, ne cause pas de victimes, mais rappelle les douloureux souvenirs d'un passé récent. Dans les Andes, en revanche, des coulées de boue et des inondations entraînent la mort de plusieurs dizaines de personnes, essentiellement autour de Santa Cruz de Mora, dans l'État de Mérida. A la suite de ces évènements qui émeuvent le pays, selon les mêmes schémas que par le passé, le président de la République décrète dans la semaine suivante de nouvelles dispositions sur le sujet. Une loi sur la gestion des risques introduite à l'Assemblée au tournant 2004 n'avait toujours pas été votée, le SNGR restait une figure institutionnelle théorique, les lois relatives aux corps de pompiers et de protection civile ainsi que les dispositions de gestion urbaine (en terme de planification et d'urbanisme) ne réglaient pas les problèmes de prérogatives ni n'étaient rigoureusement observées. Un nouvel élan est donné le 13 février 2005[273] par le président Chávez qui convoque un « comité de gestion de risque » afin d'émettre un avis sur la place du risque dans le développement national et prendre, ensuite, les dispositions nécessaires.

Certaines des déclarations aujourd'hui sont d'une grande clarté du point de vue des principes, des conditions de production des risques ou des limites de la simple gestion de crise :

> « La gestion des risques pousse à repenser la problématique des désastres et à favoriser une prise en charge qui aille bien au-delà du traitement symptomatique des conséquences. Cette approche nécessite de comprendre et de traiter les causes du problème, il faut appliquer la gestion de risque comme une politique nationale[274] et par conséquent, inviter [les différents acteurs] à une application conjointe »[275]. (*Aló Presidente*, 2005)

La « ferme volonté » affichée ne laisse aucun doute sur la « détermination » du politique à régler nombre de situations de risques qui incombent pour beaucoup aux apories de la gestion publique :

> « Un des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés, ce sont les erreurs commises au moment d'empêcher l'extension de nouveaux secteurs habités ou de nouveaux bâtiments en zone à haut risque. Nous devons arrêter complètement ces constructions, avec fermeté et détermination. La

[273] Lors d'une communication réalisée pendant l'émission dominicale *Aló Presidente*, à l'occasion de laquelle Hugo Chávez entretient les téléspectateurs des affaires de politique intérieure ou étrangère, pendant plusieurs heures.
[274] Rappelant ici l'article 156 de la constitution du Venezuela de 1999
[275] *La gestión de riesgo promueve repensar la problemática de los desastres y propiciar tratamientos a las mismas que vayan mucho más allá del tratamiento meramente sintomático de las consecuencias. Este enfoque exige entender y atender el problema en sus causas, la gestión de riesgo debe aplicarse como una política de Estado y por ende invita a que su aplicación sea de carácter concurrente*

> déconcentration nationale, il faut la mener à bien, on ne peut pas échouer, nous la réaliserons, quoi qu'il nous en coûte »[276] (*Alo Presidente*, 2005)

Manifestement, toutes les paroles du président ne sont pas d'or. Du fait de la polarisation politique et d'animosités « traditionnelles » entre certains acteurs ou certaines institutions, les avancées significatives sont toujours à venir. Les déclarations de février 2005 ont produit leur effet pendant une année environ. Le comité de réflexion sur la gestion nationale des risques est relativement hétéroclite, composé de grands ministères, des services opérationnels de gestion de crise, mais aussi de représentants de « l'académie », comme Alejandro Liñayo, professeur de l'Université des Andes à la longue trajectoire dans la gestion des risques, et qui a ces mots, répétés par le président à l'antenne :

> « A l'heure où l'on essaie d'identifier les causes de la construction des situations de risque complexes que nous venons de décrire à l'échelle du pays, il n'est pas difficile de se rendre compte combien l'État vénézuélien, en particulier les institutions publiques responsables de son développement, ont assumé un rôle actif par leur action ou leur inaction dans la production de ces situations indésirables »[277]. (*Alo Presidente*, 2005)

Bien du chemin a été parcouru, depuis les années 1970, dans l'idée que se fait le politique du risque et de sa gestion. Cela étant, malgré l'ouverture aux idées, la volonté politique et la succession de catastrophes majeures à l'échelle nationale, la situation pratique de la politique de gestion des risques stagne. Si l'on sent que le politique s'oriente vers une approche gestionnaire, comprenant la nécessité de la prévention, des enjeux de vulnérabilité et de l'intégration du risque à la planification après 1999 (Revet, 2006 : 103), il s'avère toujours impossible de s'affranchir des difficultés de la mise en pratique qui n'est pas envisageable sans un corps institutionnel efficace. Voila sans doute un point fondamental dont il faut identifier les facteurs de dysfonctionnement bien au-delà de la seule conjoncture.

- Deux lois, deux conceptions du risque

Afin de clore le point portant sur le respect fluctuant du droit ou sur la difficile normalisation des risques dans le cadre de lois, il semble important de développer le « blocage » législatif qui se pose depuis bientôt quatre ans, opposant deux projets de loi de gestion nationale du risque, mais aussi deux groupes de pressions et deux conceptions du risque. Le cœur du problème réside dans la maîtrise de la gestion des risques mais aussi dans le « périmètre » des secteurs ou des activités qui

---

[276] *Uno de los grandes problemas que tenemos son los errores a la hora de impedir el crecimiento de nuevos barrios y edificaciones en zonas que son de alto riesgo. Debemos detener estas construcciones totalmente, con firmeza y resolución. La desconcentración nacional hay que realizarla, no podemos fallar, vamos a hacerlo y lo haremos, cuéstenos los que nos cueste.*

[277] *A la hora de tratar de identificar las causas que han propiciado la existencia en el país del complejo escenario de riesgos ya descritos, no es difícil percatarse de que el Estado venezolano, en particular las instituciones públicas rectoras de sus procesos de desarrollo, han jugado un papel protagónico por acción o por omisión en la conformación de este indeseable escenario*

relèvent de la gestion des risques. Cette dernière renvoie à la prise en charge de la problématique des risques dans les différentes phases qui se présentent. Il peut s'agir traditionnellement de la prévention, de la gestion de crise et du retour d'expérience ; mais aussi de l'intégration du risque aux enjeux de la planification et du développement, ou de la possibilité de l'opposer à d'autres textes législatifs…

Quelques mois après la Tragédie de Vargas, un groupe de professionnels vénézuéliens, universitaires et consultants, élabore l'ébauche d'un projet de loi portant sur la gestion des risques, avec le soutien de la CAF[278] (Figure 51). Ce groupe de spécialistes a porté l'idée d'une gestion des risques basée sur trois axes. Un axe relève des causes des situations de risque, à travers la prévention et la mitigation, un axe traite des conséquences des situations de risque par la protection et l'intervention, un dernier axe est consacré à la reconstruction et s'attache à intégrer les principes de prévention et de mitigation des situations de risque. Cette proposition de 2001 est formalisée par un groupe de députés en 2004 sous le nom de « loi organique de gestion intégrale des risques » et proposée à la lecture de l'Assemblée Nationale (*Propuesta de ley orgànica de gestión integral de riesgos*, 2004).

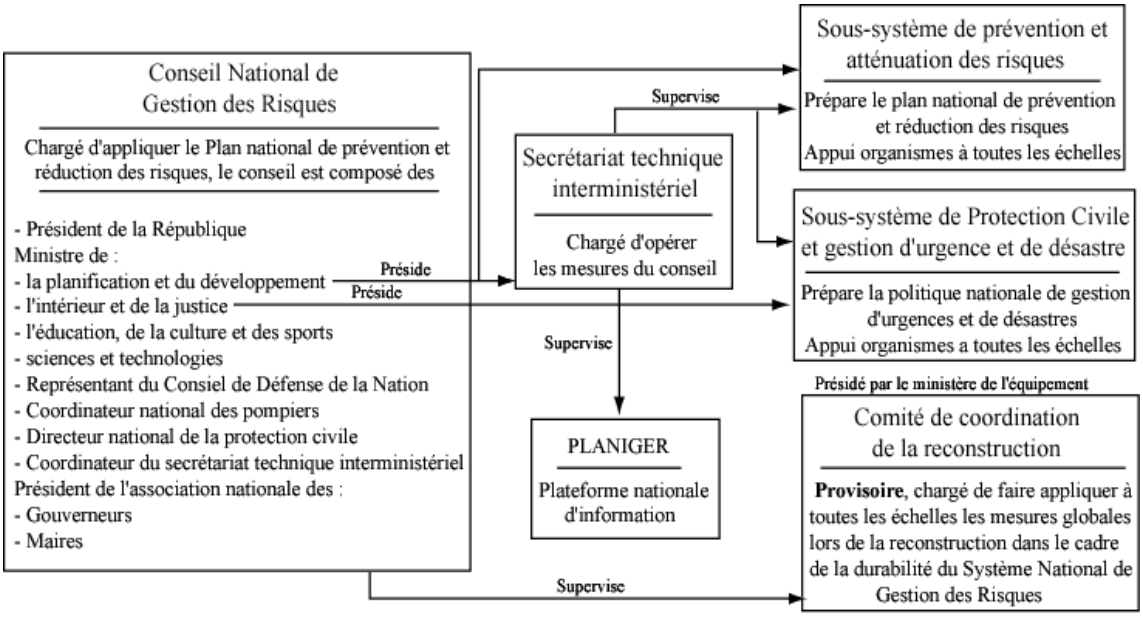


Figure 51 : Organigramme institutionnel de gestion des risques promue par les experts et membres de l'académie
(Source : Elaboration propre, d'après la *Propuesta de ley orgánica de gestión integral de riesgos*, 2004)

La proposition de loi met l'accent sur le renforcement institutionnel. Il s'agit de dispositions censées fluidifier la coordination entre institutions, améliorer leur fonctionnement, éviter les contradictions entre décisions de plusieurs organismes publics, favoriser une direction globale des gestions respectives et la faire respecter. Un Conseil National de la Gestion des Risques est rattaché à l'exécutif national. Un secrétariat technique coordonné par le ministère de la

[278] La *Corporación Andina de Fomento* est un organisme financier international servant des objectifs de développement dans les pays andins. L'information du soutien de la CAF dans l'initiative de la proposition de loi est tenu de Manuel Santana, ancien pompier de l'état de Miranda, actuellement cadre du volet de gestion de risque (OFDA) de la coopération états-unienne (US-AID) pour ses programmes au Venezuela, avril 2005.

planification veille à traiter le risque comme une variable de développement. Le secrétariat coordonne une plateforme d'information standardisée (PLANIGER), à la disposition du public dans les limites de la sûreté de l'État, et pilote de même chacun des trois axes de la gestion du risque, à savoir la prévention, la gestion de crise et la reconstruction. A chacun des trois axes correspond un sous-système qui se décline jusqu'à l'échelle locale dans une structure relativement hiérarchisée. Le *credo* politique du moment, la participation, prend seulement la forme de principes à l'article 4, et de pratiques à l'article 13, selon des modalités peu claires.

Ainsi, c'est un renforcement de l'appareil institutionnel qui est visé, agissant étroitement, sur le modèle colombien, avec le cabinet de la présidence de la République, donc en amont des grandes structures d'État. La proposition présente l'avantage d'une intégration des différentes phases de la gestion des risques comme la recherche les a développées au fil des dernières décennies, et notamment après les années 1990, et a pour ambition d'inscrire le risque dans les politiques nationales comme une variable de développement.

Au mois d'août 2006, après les fortes pluies de 2005 et l'accélération donnée à l'élaboration d'une politique nationale de gestion de risques, une autre proposition de loi de gestion nationale des risques est présentée par la protection civile nationale (PCN) à la discussion de l'assemblée nationale, *via* le bureau de la vice-présidence de la République. La proposition de loi organique de protection civile de la nation (*Propuesta de ley orgànica de protección civil de la nación*, 2006) confère à la PCN un rôle de coordination dans la gestion du risque plus important que celui qui lui est ménagé dans la proposition de 2004, centré sur la gestion de crise (Figure 52). Cette seconde proposition de loi conçoit la gestion du risque selon deux axes fondamentaux et indissociables à savoir l'administration des risques – prévention, mitigation – et l'administration des désastres – intervention, secours. Un Conseil National de Protection Civile (CNPC) coordonne le Système de Protection Civile Nationale (SPCN) et, rattaché à la présidence, approuve la politique nationale de gestion des risques. Le secrétaire permanent du CNPC est aussi le coordinateur de l'Office Nationale de Protection Civile (ONPC), comité exécutif du CNPC, qui rassemble un appareil renforcé de l'actuelle PCN. L'ONPC est chargé d'élaborer la politique nationale de gestion des risques. Son responsable coordonne les Comité Nationaux d'Administration de Risques et de Désastres (CNAR et CNAD). Chacun de ces deux comités assume l'élaboration et l'application aux différentes échelles territoriales des objectifs conférés aux deux grands axes – prévention et secours. Une plateforme d'information (CENAPRAD) opère sous la responsabilité du secrétariat permanent du CNPC, à savoir l'ONPC, qui de même, exerce un contrôle sur la collecte et l'attribution des fonds ainsi que sur les possibilités de coopération internationale.

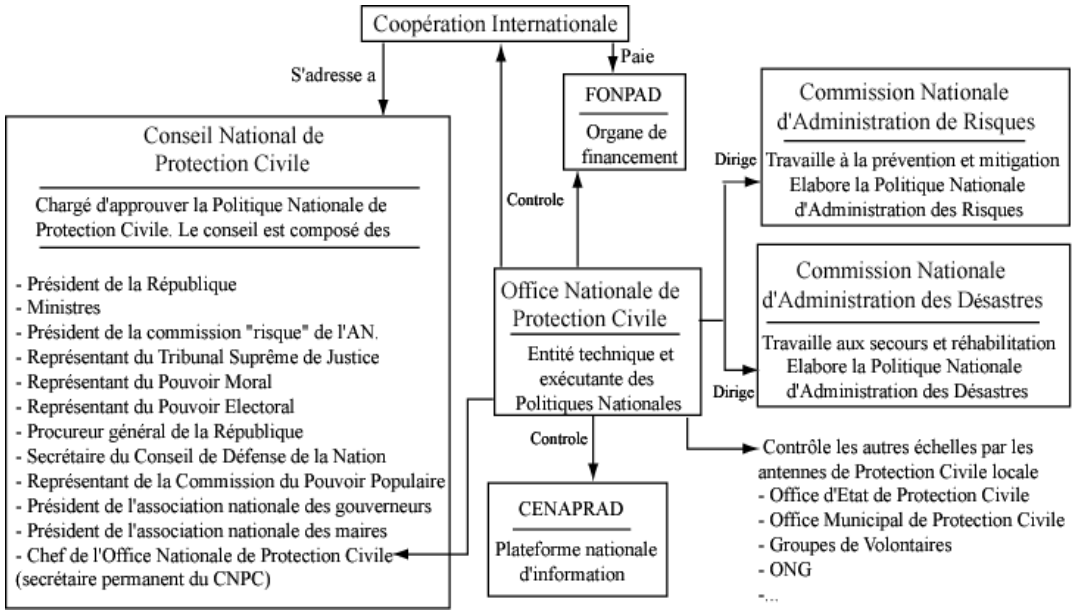


Figure 52 : Organigramme institutionnel de gestion des risques promue par la protection civile nationale
(Source : Elaboration propre, d'après la *Propuesta de ley orgánica de protección civil de la nación* , 2006)

Ce système de gestion des risques fait de la PCN une institution puissante et incontournable, rattachée à la présidence de la République. L'ONPC est le point névralgique du système. Le caractère obligatoire des mesures prises en terme de réglementation ou de budgétisation renforce d'autant plus cette tendance. Certaines attributions du CNPC sont aussi dévolues à l'ONPC, tels que le renforcement des différents organismes publics en terme de risque ou la surveillance de l'application des principes édictés. L'ensemble des réseaux de recherche, d'éducation et d'information est capté par le CENAPRAD et l'ouverture à la participation et à l'inclusion des communautés comme actrices premières de la production de leur territoire ne semble être qu'un vœu pieux exposé parmi les motifs de la proposition de loi. Malgré une telle concentration de prérogatives et de pouvoir au sein de la PCN, on peut se demander dans le contexte vénézuélien jusqu'à quel point la PCN pourra faire autorité et s'imposer entre les multiples initiatives souvent disparates ! L'intégration des différentes phases dans un seul cadre institutionnel peut certes diminuer les problèmes de communication ou de complémentarité, mais ne fait que déplacer le problème vers les modalités d'application, la nécessaire relation aux autres institutions, aux autres corps d'intervention, et aux différents échelons politico territoriaux.

En définitive, la proposition de la PCN renvoie à une gestion du risque plus opérationnelle, qui parfois réduit le risque à des situations à régler de façon mécanique. Les efforts de la PCN en terme de prévention, du fait du peu de ressources humaines et matérielles, n'ont pas encore permis à l'institution d'avoir un regard intégrateur sur la prévention des risques dans le cadre du développement national. En revanche cette entreprise complexe est envisagée dans la première proposition de loi par une coordination du travail des fondations et des groupes de recherche déjà existants. La structuration de la gestion des risques exprime cette différence. Dans la proposition de 2004, on distingue la prévention, la gestion de crise et la reconstruction. Dans la

proposition de 2006, la prévention et les secours sont intégrés dans une seule structure. Ces deux phases, si elles sont parfois complémentaires, demandent pourtant des compétences bien spécifiques. Une rivalité institutionnelle, une proximité avec l'exécutif et une conception parfois autiste du rôle des militaires dans le développement national ont mené à cette différence de fond. Dans les deux propositions, les problèmes de fonctionnements institutionnels, de coopération et de constance dans le travail au regard de temporalités longues, si importantes en matière de gestion de risque, s'inscrivent comme des obstacles que l'on cherche à dépasser par la mouture englobante d'une loi. Or l'histoire récente de la gestion du risque a pu montrer combien les aspects législatifs, bien qu'ils soient nécessaires, sont loin d'être suffisants, et qu'il est illusoire de les considérer comme une fin.

D'après un fonctionnaire de la protection civile métropolitaine, ce blocage institutionnel oppose « les gens du ministère[279] » à « ceux de Rivero[280] ».

> « L'académie [comprendre les experts, les spécialistes…] voudrait présider aux décisions en terme de prévention et de mitigation, mais ils n'ont aucun moyen opérationnel. Ils arrivent même à traiter les personnels d'intervention [militaires, protection civile, pompiers] avec mépris, les pensant incapables de planifier, de se projeter… Mais c'est que nous n'en avons pas encore les moyens techniques ni humains ! La protection civile métropolitaine compte 120 personnes. 20 sont « de métier », à plein temps, et 8 seulement consacrent leur temps au volet de prévention. C'est pour cela qu'il faut réformer la protection civile »[281].

D'après un « membre de l'académie », la protection civile, à travers son directeur Rivero, est investie d'une bénédiction présidentielle qui traduit une double vision de la gestion du risque par le pouvoir.

> « D'un côté, c'est l'ouverture vers les experts, de l'autre, c'est une fermeture rigoriste vers les militaires, mettant en concurrence une série d'institutions qui ne s'apprécient guère. Chacun veut avoir la « main mise » sur la gestion du risque, alors que « militaires » et « experts », pour caricaturer, ont mutuellement besoin les uns des autres et devraient travailler de façon complémentaire »[282].

---

279 Il était vaguement question, dans la conversation, du ministère des sciences et technologies (MCT), et de certains services de l'institut géographique vénézuélien Simón Bolivar (IGVSB).

280 Antonio Rivero est à cette époque le directeur de la protection civile nationale

281 Transcription approximative des propos tenus lors d'un entretien avec un fonctionnaire de la protection civile métropolitaine le 27 février 2007

282 Les propos qui suivent sont retranscrits de façon approximative à la suite d'un entretien avec un universitaire engagé dans les initiatives nationales de gestion de risque, le 29 janvier 2007.

Ainsi, si la constitution d'un cadre législatif achoppe sur des discussions parlementaires, il ne faut pas perdre de vue les divergences de conceptions de la gestion de risque, ni d'acteurs ou d'institutions qui ne se résolvent pas à travailler ensemble, maintenant les politiques publiques dans l'impasse.

4.2.4- La gestion du risque urbain en pratique : stratégies d'acteurs et applications partielles

La gestion du risque recouvre trois grandes phases de prise en charge : la prévention, la gestion de crise, et la phase post-catastrophe ou de reconstruction. Pour le cas de Caracas, de nombreux organismes, institutions ou administrations, relevant d'échelles différentes, interviennent dans les trois phases de la gestion des risques. La diversité des points de vue contribue au morcellement de cette gestion et aux difficultés de sa pratique. Pour autant, la gestion du risque à Caracas n'est pas une table rase, depuis les moyens d'intervention jusqu'à la connaissance des situations de risque.

- Les réseaux internationaux engagés dans le débat du risque à Caracas

Après les années 1970, et relayées par le discours des institutions internationales, les questions d'environnement et de risques prennent une importance grandissante (Revet, 2006). Aujourd'hui, à Caracas, et plus généralement, au Venezuela, différents organismes de portée internationale sont engagés dans la réflexion sur les risques, dans la promotion de programmes de recherche ou d'action pour leur réduction, ainsi que dans le financement d'initiatives d'amplitudes diverses. Quoi qu'il en soit, « il ne peut rien se faire dans le pays sans le consentement des pouvoirs publics »[283].

Après la catastrophe de Vargas, le ministère des sciences et technologies (MCT) lance en 2002 un programme de 3 ans pour contribuer à la gestion de risques. Ce programme a pour ambition de rapprocher le secteur public et le secteur privé dans l'étude du risque, et de relayer une « culture du risque » naissante entre l'académie et les institutions publiques. De l'avis de Raúl Estévez[284], au terme du programme, il reste difficile de faire partager l'information, qui a parfois une grande valeur commerciale, entre le public et le privé et à l'intérieur de ces deux secteurs, même si la législation oblige à rendre publiques des informations d'intérêt dans ce domaine. En outre, le ministère a cherché à « créer des compétences », par la mise en place d'une filière de techniciens de gestion des risques, à l'institut universitaire et technologique de Ejido, près de Mérida, dans les Andes, et par l'élaboration d'un cursus dans le supérieur (troisième cycle universitaire) pour la gestion de risques. En plus des compétences académiques et techniques, une attention toute particulière a été portée aux compétences institutionnelles et gestionnaires,

[283] Propos tenus par Manuel Santana

[284] Un des chargés de ce programme MCT, entrevu le 14 mars 2005. Les guillemets de ce paragraphe et des deux suivants sont des propos tirés de l'entrevue.

par l'accompagnement de 3 municipes pilotes : Chacao, Baruta, dans le DMC et Tabay, un municipe rural de l'État andin de Mérida. « La formulation d'un projet en cohérence avec les pré-requis des agences internationales » a été un échec dans le cas de Tabay. Les deux premiers municipes ont quant à eux plutôt réussi l'expérience, et se sont dotés de bureaux municipaux compétents ou de programmes scolaires d'éducation sur les questions de risques qui « dépassent la seule catégorie des risques naturels ».

Les références internationales du programme du MCT sont perceptibles quant aux procédures ou à la formulation des projets. Elles le sont aussi de par les canaux de financement. Pour l'essentiel financé par le FONACIT[285], l'initiative capte aussi des fonds de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). « La BID morcelle énormément sa dotation alors que la Banque Mondiale donne beaucoup à un nombre très réduit de personnes ou institutions compétentes ».

La coopération des grandes institutions internationales au Venezuela et des agences nationales de développement à l'étranger semble avoir augmenté de façon significative après la catastrophe de Vargas, en 1999[286], correspondant aussi à la première année de prise de pouvoir du président Chávez. A la suite du séisme important de Cariaco, au Nord-Est du pays, le 9 juillet 1997, on trouve dans la presse que « la France envoie du matériel de secours… » alors que le Vatican fait parvenir de l'argent[287]. La mobilisation n'est que matérielle, pas d'accompagnement logistique, de déplacement d'experts, ni de lancement de grands programmes destinés à améliorer la gestion des risques. Deux ans et demi plus tard, « l'international » apparaît bien plus mobilisé.

Les initiatives de la Suisse, de la France, de l'Allemagne, ou, la plus significative pour Caracas, du Japon, en sont l'illustration. L'agence de coopération japonaise JICA a vendu ses services d'expertise en matière de risque et a subventionné dans une proportion comparable les pouvoirs publics locaux et nationaux afin de pratiquer un diagnostic et de formuler des propositions pour la mise en place d'un plan de gestion de risque dans le DMC. Les Nations Unies financent l'EIRD[288] après la décennie 1990 et la corporation andine d'investissement (CAF), le PREANDINO[289], à partir de 2000. Le projet PREVENE, soutenu par les Nations Unies (à travers le PNUD et le département des affaires humanitaires, DHA), l'Union Européenne (à travers le bureau des affaires humanitaires, ECHO) ainsi que la Suisse (à travers son agence de

[285] Fonds national pour les sciences, les technologies et la recherche. Organisme chargé de planifier et financer les activités de recherche publique au Venezuela.
[286] Et dans une certaine mesure pour la CAF après l'épisode de dommages de 1997-1998 causés par le Niño sur le Nord-Est de l'Amérique du Sud, créant – déjà – un « précédent ».
[287] *El Universal*, 13 juillet 1997.
[288] Stratégie internationale de réduction des désastres, initiative des Nations Unies qui pérennise la décennie internationale pour la réduction des désastres naturels achevée en 1999 (DIRDN) et qui vise à éviter que les formes de développement n'aggravent les facteurs de risque (UN/ISDR pour son sigle en anglais, EIRD en espagnol).
[289] Programme régional de la CAF (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela) qui s'inscrit dans les objectifs de l'EIRD.

coopération COSUDE), est aussi lancé à la suite de la catastrophe de Vargas. Au PREVENE sont associés le ministère de l'environnement vénézuélien (MARNR) et l'institut géographique national (l'IGVSB)[290]. Enfin, le programme PREDECAN, 2003-2008, est cofinancé par la Communauté Andine des Nations et par l'Union Européenne. Il vise à renforcer les institutions et procédures de gestion des risques à l'échelle nationale dans le cadre de stratégies régionales andines.

En revanche, il est une coopération qui a tissé des liens avec différents acteurs du pays une décennie plus tôt. La coopération états-unienne est présente au Venezuela en terme de risque depuis 1991, à travers un bureau de l'US-AID : l'OFDA[291]. Nombre de spécialistes des risques aujourd'hui au Venezuela ont été formés par la coopération états-unienne. Il peut s'agir d'universitaires, de personnels techniques qualifiés de l'administration dans les institutions nationales comme à l'échelon municipal[292], de consultants… L'OFDA mène des initiatives en matière de risque ou de crise, de façon décentralisée, cherchant à identifier le « petit personnel » qui ne change pas au fil des remaniements institutionnels. Son travail se développe notamment en association avec des groupes volontaires, institutions, fondations ou ONG locales (Croix rouge, fondation Polar, ONG SOCSAL…). L'agence a par exemple été associée à un des aspects du programme mené par le MCT entre 2002 et 2005, concernant le traitement des questions de risques dans les institutions scolaires. Les partenaires de l'OFDA sont multiples au Venezuela et du fait de la formation précoce de nombreux spécialistes nationaux, son influence semble particulièrement importante aujourd'hui dans certains milieux. D'après Manuel Santana, un des responsables de l'OFDA,

> « La relation avec les militaires est un problème. C'est comme avec les médecins ou les enseignants. Ils croient tout savoir. Ils sont très efficaces en terme d'intervention systématique, logistique, [mais ils ne prennent pas en compte les demandes émergeant de la base], chose que le discours des institutions internationales cherche à garantir. Des pays comme le Mexique, ou ceux de l'Amérique centrale, plus touchés mais aussi plus aidés, ont développé de meilleures gestions. Le Pérou, l'Equateur, la Bolivie sont encore très « militaires ». C'est une vision de défense nationale avant d'être une vision de sécurité environnementale (*defensa ambiental*) ».

Les difficiles relations entre civils (experts ?) et militaires se retrouvent, pour le Venezuela, dans les réunions du PREDECAN auxquelles les protections ou défenses civiles nationales des pays

[290] Information tirée de l'entretien du 23 avril 2005 avec María Antonieta Fébrez, consultant auprès de la CAF pour la stratégie nationale de gestion des risques, chargée de planification stratégique.
[291] *Office of Foreign Disaster Assistance*, chargé d'une aide en matière de gestion de risque (crise comprise) en dehors de l'aide alimentaire. Les informations sur l'OFDA et les expressions entre guillemets dans ce paragraphe sont issues de l'entretien avec Manuel Santana, le 12 avril 2005, ancien pompier de l'état de Miranda, cadre de l'OFDA
[292] C'est par exemple le cas pour les cadres de la protection civile de Chacao.

de la CAN sont associées. La personne en représentation du Venezuela a participé aux formations de l'OFDA, et les discussions avec les militaires achoppent toujours sur le rôle dévolu aux services de protection civile, et plus largement, sur la conception du risque[293]. Mais plus généralement, ces difficultés entre civils et militaires se retrouvent sur l'ensemble de la région andine[294]. Il faut enfin ajouter à l'influence de l'OFDA le rôle des idées largement diffusées dans le milieu vénézuélien par *La Red*,[295] organisation régionale – d'institutions et de professionnels – basée en Amérique centrale et dont les efforts visent à développer l'étude sociale des risques.

Ainsi, la coopération internationale est hétérogène, même si toutes les initiatives ou presque affichent l'objectif de susciter dans chaque État une dynamique institutionnelle durable face aux risques[296]. La multiplication des courants internationaux se fait à travers la coopération ainsi que la formation de professionnels vénézuéliens. Le « choc » de conceptions du risque et des procédures qui en découlent au Venezuela, où l'armée est sans doute l'institution la plus efficace, et dont l'importance est redoublée par la conjoncture politique, n'est pas sans rappeler le blocage législatif qui ne relève manifestement pas de simples dysfonctionnements chroniques institutionnels.

Entre la méfiance de « corps » d'une part et l'opposition entre experts – savants et militaires opérationnels d'autre part, une certaine « nor(d)malisation » du discours sur les risques entre en conflit avec l'affirmation renforcée d'une souveraineté nationale au Venezuela et celle de l'armée comme recours institutionnel systématique ou presque. Si la voie du politique va parfois de concert avec celle des experts, la mise en pratique des principes énoncés se heurte toujours à l'impossibilité de travailler ensemble, aux stratégies carriéristes ou corporatistes, voire à des enjeux politiques qui dépassent l'échelle de la capitale vénézuélienne. De nombreux acteurs, intervenant à des échelles différentes, aux objectifs et pratiques différents et aux cultures différentes, interviennent dans la production d'une gestion des risques à Caracas. Tous s'intéressent aux mêmes questions, tous ont à opérer sur un territoire commun, mais dans des perspectives divergentes (Veyret *et ali.*, 2005 : 68), et les pouvoirs publics ne parviennent pas, depuis des décennies, à arbitrer dans l'intérêt collectif sur ces questions.

- Organigramme opérationnel des institutions du risque

La mise en place naissante d'une gestion des risques est portée par des initiatives s'inscrivant séparément dans les phases de prévention, gestion de crise et reconstruction. Elles se mènent souvent de manière isolée, parcellaire et conditionnée à la détermination des acteurs directement

293 Information tirée de l'entretien avec un membre de « l'académie », le 29 janvier 2007.
294 D'après un entretien avec Beila Cols, une des responsables à la CAF pour les programmes de risque, 22 avril 2004.
295 Disponible sur le net : http://www.desenredando.org/index.html
296 D'après Beila Cols, 22 avril 2004.

concernés. Parmi les institutions de gestion de crise à Caracas figurent essentiellement les pompiers métropolitains, le système de protection civile et les différents groupes de volontaires, ONGs, brigades, services de polices ou hospitaliers en renfort, mobilisés en cas d'accident…

Le corps des pompiers est créé à Caracas en 1937, suivis par ceux de Vargas et de Maracaibo. Aujourd'hui, le corps « métropolitain » intervient dans les limites du DMC et dispose de 21 casernes pour 2400 membres. Il est composé de sept divisions, dont une concerne la « planification de désastres », elle-même partagée entre préparation communautaire (depuis 1939), préparation des personnels et de leurs familles, cartographie des menaces (depuis 1965) et relations interinstitutionnelles[297]. Les pompiers métropolitains interviennent principalement pour traiter les urgences (*Ley de los cuerpos de bomberos y bomberas y administración de emergencias de caràcter civil*, 2001), mais s'associent aussi à des missions de prévention, en collaboration (compétition ?) avec la protection civile, ajoutant à la confusion des missions. Le diagnostic de la coopération japonaise fait état d'une « organisation militaire », disposant d'une quarantaine de véhicules, en sous-effectif et dont un tiers du personnel habite en dehors du DMC, ce qui n'est pas sans poser problème en cas de perturbations majeures (*JICA*, 2004). Aux pompiers sont associés les pompiers universitaires et près d'une centaine de groupes de volontaires censés appuyer les interventions, mais qui, eux, sont enregistrés auprès de la protection civile métropolitaine.

Le système de protection civile se décline selon les découpages politico territoriaux à l'échelle municipale, des États et nationale (*Ley de la organización nacional de protección civil y administración de desastres,* 2001). Une protection civile métropolitaine existe aussi à Caracas, dans les limites du DMC. Elle doit coordonner les organisations publiques et privées dans le cadre de la protection civile. Il lui est dévolue une mission de logistique… sans qu'il y ait encore de plan métropolitain d'urgence ni de protocoles d'intervention interinstitutionnel qui fasse l'unanimité. De plus, tous les municipes du DMC ne disposent pas de protection civile. Les responsables de l'IPCA[298] de Chacao participent ou ont participé aux programmes de l'OFDA et prennent par conséquent leurs distances vis-àvis d'une approche « militaire » (privilégiant l'intervention) dans la division municipale de leur institution. La polarisation politique entre divisions territoriales est reprise dans les aspects opérationnels de la gestion de risque à Caracas. Enfin, au-delà d'une mission de logistique, la protection civile mène aussi des études de vulnérabilité métropolitaine, sans en avoir véritablement les moyens ni les compétences.

La municipalisation de nombreuses institutions, dans le contexte de morcellement institutionnel et de polarisation politique décrit, ainsi que la « décentralisation de la prévention des désastres et de la responsabilité de la réponse », sont autant d'obstacles aux entreprises conjointes sur le DMC

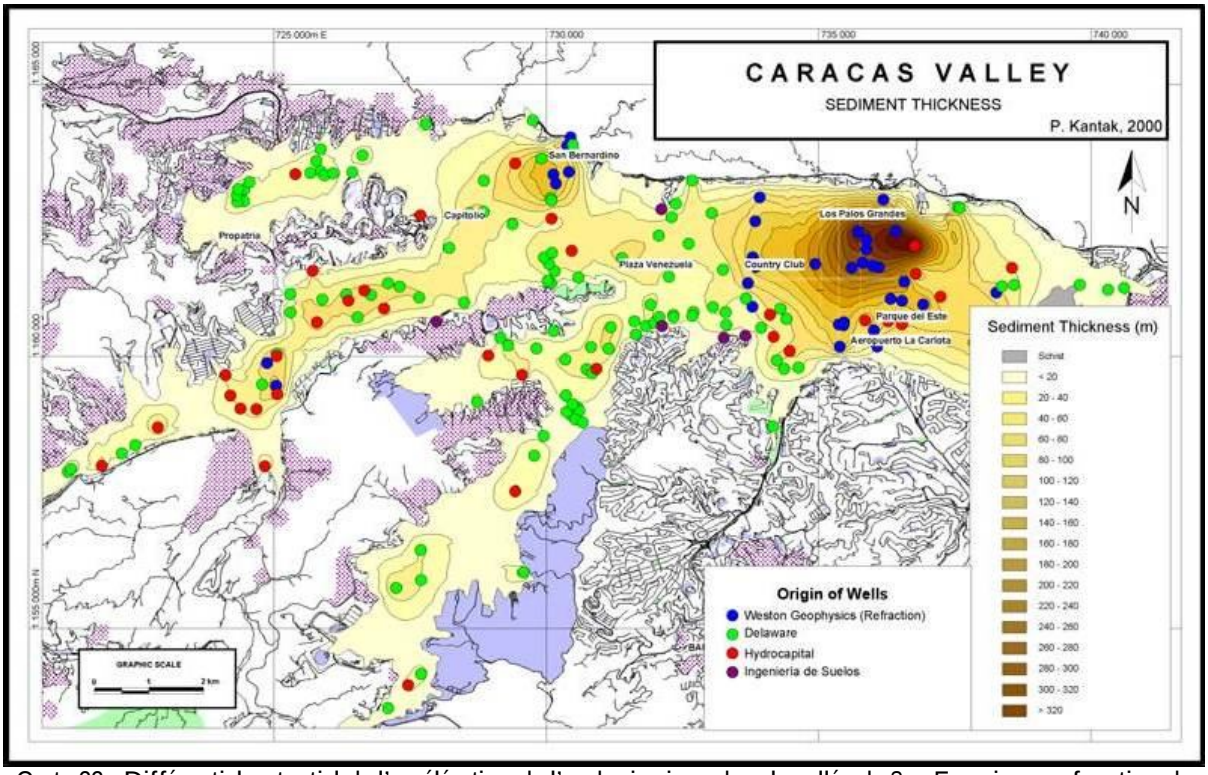
[297] Information obtenue à la suite d'un entretien avec Jorge Molina, cadre des pompiers métropolitains, en juillet 2005. Aujourd'hui, Jorge Molina est un cadre de la protection civile métropolitaine.
[298] Institut pour la protection civile et l'environnement (*Instituto para la protección civil y el ambiente*)

(*JICA*, 2004). L'absence de système national de gestion des risques, l'absence de stratégie métropolitaine ou les difficultés institutionnelles de tous ordres n'empêchent pas de développer une connaissance du risque, précieuse au moment d'en envisager sa gestion. De nombreux organismes se chargent de réunir une information certes très pertinente, mais dispersée, sectorielle et relativement peu valorisée.

- Etudes de risque et plans à disposition

Parmi les informations nécessaires à l'appréhension des risques, on trouve à l'échelle nationale de nombreux travaux relatifs aux menaces d'origine naturelle qui peuvent aussi être déclinées pour Caracas (Grases, 1994, pour une réflexion sur ces menaces, ou *FUNVISIS*, 2002, pour la menace sismique). Différents organismes s'y consacrent, comme l'institut de mécanique des fluides (IMF) de l'Université Centrale du Venezuela, l'institut de géographie national (IGVSB), ou la fondation vénézuélienne d'investigation sismologique (FUNVISIS) liée au ministère des sciences et technologies. Le travail de mise en place depuis 1998 d'une plate-forme institutionnelle autour du projet VENEHMET, mené de concert entre le gouvernement national et la CAF, permettrait de développer la surveillance des menaces météorologique et hydrologique[299]. FUNVISIS diffuse des travaux montrant certains aspects des risques urbains qui semblent peu intégrés par les non-initiés (Carte 22). Au vu de l'épaisseur des sédiments dans la vallée de San Francisco, les conditions d'accélération d'une onde sismique sont telles que les secteurs les plus menacés dans l'agglomération de Caracas se situent essentiellement à l'Est de la ville, et dans une moindre mesure à la hauteur du centre historique, vers San Bernardino (Kantak, Schmitz et Audemard, 2002). Ces résultats font écho aux dommages sérieux qu'avaient subis les secteurs plus cossus de la ville, autour de Los Palos Grandes, à l'occasion du séisme de juillet 1967.

[299] Dans ce projet d'envergure collaborent le ministère de l'environnement (MARNR), l'armée de l'air, la marine, une compagnie d'électricité régionale (CVG-EDELCA), l'université central du Venezuela (UCV), l'institut national de recherche agricole (INIA), l'université des Andes (ULA) et la commission nationale de météorologie et d'hydrologie (CNMeH). En début d'année 2007, il était question de compléter l'équipement radar autour de Caracas pour améliorer la surveillance des menaces physiques relevant de la circulation atmosphérique.



Carte 22 : Différentiel potentiel de l'accélération de l'onde sismique dans la vallée de San Francisco en fonction de l'épaisseur des sédiments
(Source : Tirée de Kantak, Schmitz et Audemard, 2002 : 58)

On peut aussi se pencher sur certains aspects de vulnérabilité grâce à une information abondante sur l'urbanisation précaire du DMC, disponible à la faculté d'architecture (FAU) de l'Université Centrale. A ces organismes locaux ou nationaux s'ajoutent les efforts d'agences internationales, menés lors de programmes de coopération, dont les plus emblématiques à la suite de la tragédie de Vargas sont ceux de l'agence japonaise JICA (2004). L'information de ce travail de plusieurs années est à la disposition des professionnels participants (appartenant à différents organismes de la capitale), des autorités publiques locales (DMC et municipes concernés) et des services de protection civile. Le relais entre la recherche et les institutions publiques est assuré par l'implication d'organismes publics dans de larges projets, comme c'est le cas du *Proyecto Avila*, « interinstitutionnel et transdisciplinaire » qui a permis d'élaborer des cartes de risque sur les versants du massif d'El Avila afin de fournir une base nécessaire pour les décideurs (Moreau et Jiménez, 2002).

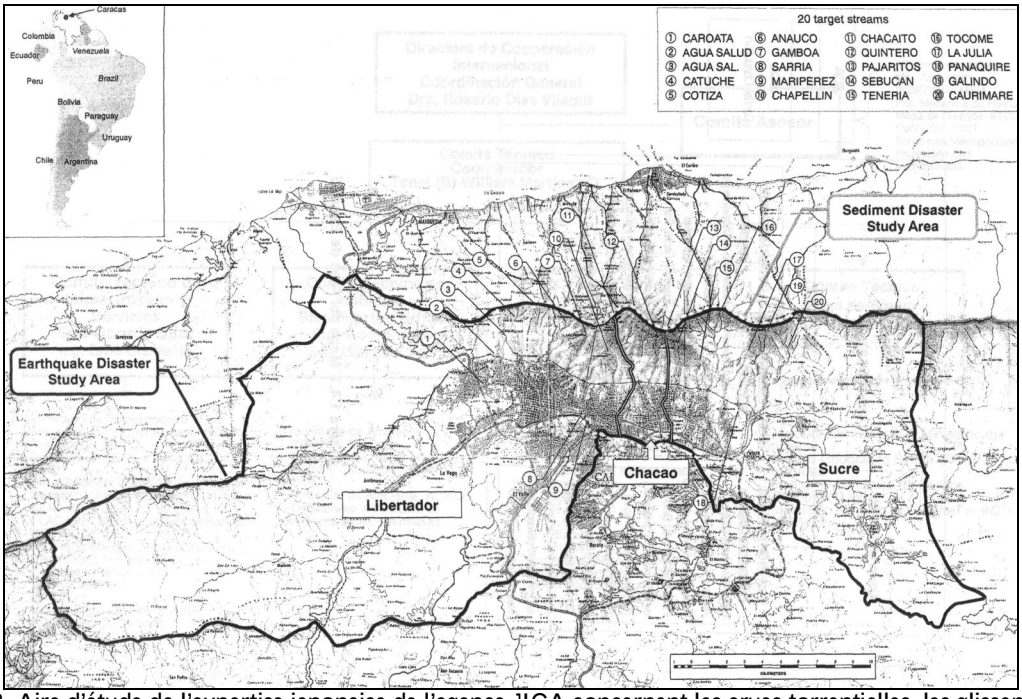
L'aide à la décision semble être très présente à l'esprit de l'académie (Jiménez, 2001). Le centre d'études environnementales (CENAMB), de l'Université Centrale du Venezuela, se montre très actif sur ce front ainsi que sur la promotion d'information portant sur la menace. Le centre s'associe aux autorités locales pour promouvoir des plans de gestion de risque ou des plans de prévention, afin « d'intégrer le risque de manière stratégique à la planification, dans une approche

multidisciplinaire » et disposerait même d'un « plan[300] de prévention des catastrophes » (Delgado, 2001) pour le DMC, plan qu'il ne nous a malheureusement pas été possible de consulter[301].

Lorsque l'on s'intéresse à la gestion du risque dans le DMC, il est possible de trouver une information abondante et de qualité concernant la menace d'origine naturelle. Mais de façon générale (soulignons comme contre-exemples l'approche métropolitaine du CENAMB ou interdisciplinaire du *Proyecto Avila*), l'information est morcelée et sectorielle. La disposition des recherches suit le morcellement des différents organismes compétents, à l'approche souvent très technique, pour lesquels il n'existe pas de structure destinée à mutualiser les efforts. De même, le spectre des menaces étudiées apparaît réduit. Il se concentre essentiellement sur les flux torrentiels, les séismes et les glissements de terrain. Les travaux sur les risques industriels sont de l'ordre de l'exceptionnel à Caracas (Bermúdez Matamoros, 1999 ; Moreau et Jiménez, 2002). Les situations de risque urbain relevant de la conflictualité politique, des problèmes de délinquance ou de « désordre public » ne font pas l'objet d'un intérêt quelconque dans le sens de politiques publiques de gestion, ni ne suscitent d'interrogation au-delà du fait divers, de la question du maintien de l'ordre ou de la conjoncture polémique. Quant aux espaces traités, quelques uns des grands programmes menés ne concernent que trois municipes sur les cinq du DMC (Carte 23). L'étude des crues torrentielles par l'agence japonaise porte sur 47 torrents allant du Caurimare à l'Ouest au Caroata à l'Est, couvrant 60 km² sur trois municipes (*JICA*, 2004). Le *Proyecto Avila* est appliqué sur les versants du massif de l'Avila, tranchant avec les – multiples – divisions politico territoriales du DMC.

[300] Il pourrait s'agir d'une stratégie, auquel cas on n'aurait pas à attendre de « document » mais plutôt un ensemble de procédures ou de logiques reconnues, par tous, harmonisées et visant à un objectif programmatique à moyen ou long terme.

[301] Information recueillie auprès de Jesús Delgado, chercheur au CENAMB, lors d'un entretien en mars 2005. La « rétention » d'information, ou tout du moins les scrupules à diffuser certains travaux, s'ils ne m'ont pas posé de problèmes de manière générale, sont restés tout de même présents au fil de mon doctorat, notamment de la part du secteur académique en l'absence de convention de recherche formelle entre une institution française et une institution vénézuélienne. Au-delà du cas particulier nous concernant, il nous a été confié que de telles attitudes se répétaient néanmoins entre institutions locales ainsi que dans une même institution, lors de grands changements d'administration.



Carte 23. Aire d'étude de l'expertise japonaise de l'agence JICA concernant les crues torrentielles, les glissements de terrain et les secousses sismiques
(Source : JICA, 2004)

La couverture des menaces et l'intérêt porté aux risques sont très irréguliers sur le territoire du DMC. Les espaces traités ne correspondent pas aux échelles de décisions ou aux échelles fonctionnelles de Caracas, ni au caractère impérieux des situations de risque. Chacao et Baruta multiplient les coopérations municipe – instituts de recherche ou organismes internationaux pour améliorer la gestion municipale des risques, là où le municipe Libertador semble complètement débordé. Chacao dispose par exemple d'une classification à grande échelle des terrains du municipe en fonction de leur stabilité (Ascanio, 2002). Cela étant, compte tenu de l'échelle fonctionnelle de l'agglomération de Caracas, dans la vallée de San Francisco, il n'est pas possible d'envisager une gestion des risques (au-delà de leur simple « administration » par une approche techniciste et sectorielle) à l'échelle municipale. L'IPCA de Chacao, bien qu'elle dispose d'un travail de microzonification des menaces d'origines naturelles (Delgado et Rincón, 2001), utile pour la réglementation et la planification des normes urbaines locales, ne peut pas espérer gérer efficacement des évènements au-delà du débordement localisé ou du glissement anecdotique. Dans une moindre mesure, il en va de même pour Baruta.

Malgré une très bonne connaissance de certaines menaces et parfois du risque, et malgré la disponibilité d'information de qualité, la gestion du risque pour des pouvoirs publics dépasse la seule maîtrise (connaissance, étude, préparation) de l'évènement et concerne également des dimensions institutionnelles, sociales, culturelles, ou d'ordre politique (Murria, 2002). La gestion du risque ne se satisfait pas de l'usage d'outils, de la connaissance des menaces, ou des enjeux exposés dès lors qu'il s'agit d'une politique publique destinée à la gestion d'un territoire, et donc aussi, par conséquent, destinée à la gestion de certaines dimensions de la société qui l'occupe.

Synthèse du Chapitre 4

Les idées dominantes qui se construisent autour de la ville, de l'ordre social, des relations ville-environnement ou de ce qui est risque et de ce qui ne l'est pas, évoluent au fil du temps. Elles appartiennent à un contexte social, politique, économique et culturel. Le sens donné à la dimension spatiale des sociétés relève d'un ensemble complexe de facteurs en interactions. C'est la lecture que l'on en fait à travers le contexte géographique du risque urbain à Caracas. En explorant les facteurs structurels désignés par Thouret et D'Ercole (1996) comme « institutionnels », « politico administratifs » et pour partie, « socio-culturels », certaines caractéristiques récurrentes nous semblent significatives dans la production de situations de risque. En effet, en plus de présenter des inconvénients en terme de gestion de risque, ou d'influencer la vulnérabilité urbaine, elles peuvent être aussi l'origine de perturbations, contribuant à multiplier les menaces endogènes au système socio-spatial urbain. Les caractéristiques auxquelles on fait ici référence sont le morcellement (relatif aux institutions, aux divisions territoriales et comme principe de l'ordre social), la polarisation (des différents acteurs, institutions et échelons politico territoriaux), le défaut de continuité (des actions entreprises, du rapport au droit ou des politiques publiques), et l'absence chronique de remise en question (du fait de la facilité de la rente et de la reproduction clientéliste de l'ordre établi tant que la rente et le consensus politique le permettaient[302]). Sous les différents aspects que peut prendre l'idéologie urbaine, les caractéristiques des trois principaux facteurs structurels sont reprises dans le tableau suivant (Figure 53).

[302] Signalons ici le constat significatif que dressent les experts et universitaires sur cet aspect: « Au Venezuela, nous n'avons pas de culture de risque, ni même de culture de l'entretien ni de la planification dans le bon sens du terme. Nous sommes, malheureusement, d'un pays à la vue courte, replet de planificateur au niveau théorique mais orphelin d'une véritable culture de la planification. » (Murria, 2002 : 155) / *En Venezuela no tenemos una cultura del riesgo, como tampoco tenemos una cultura del mantenimiento o una cultura de la planificación bien entendida. Somos, desafortunadamente un país cortoplacista, ahíto de planificación a nivel teórico y ayuno de una verdadera cultura de planificación.*

	TEMPS				
	Fondation →	Autour de l'indépendance →	1920-1930 →	1980's →	1998's ?→
Ordre social et urbain	-Ordre dit traditionnel, « intégré » : -Inégalitaire, ségrégé -Téléologie et superstition	-Ordre dit positiviste, moderne : -Inégalitaire, ségrégé -Thomisme et progrès, spiritualisme et positivisme	-Ordre dit moderne et « nié » : -Un tant les pouvoirs publics, puis surtout le marché et la spéculation foncière font loi -Mythe du développement et consumérisme -Entraves au progrès niées Stigmatisation de la « barbarie » -Puis alignements sur des intérêts capitalistes liés à la constitution d'un modèle rentier	-Ordre contesté et désordre éclatant : -Inégalitaire exacerbé par la crise, frontières de la ségrégation transgressées -Stigmatisation de la « barbarie » -Libéralisation	-Nouvel ordre revendiqué : -Mais toujours inégalitaire et dépendant de la ressource pétrolière -Altermondialisme, émancipation des dominations, socialisme -Régulation et intérêts capitalistes persistent
Rapport au risque	-Entre superstition et pragmatisme : -Prières, -Déplacement des enjeux	-Systématisation face au risque : -Confinement de la menace, -Codification et rationalisation de l'action, hygiénisme -Vers l'éradication	-Entre hygiénisme et mythe du progrès : -Codification, -Eradication, -Maîtrise	-Emergence progressive du discours international sur le risque : -Assistance et intervention -Toujours à éradiquer ou à maîtriser	-Les risques sont reconnus comme un aspect du modèle de développement -La prise en charge publique est entravée par le « désordre social » -Statu quo autour de l'assistance
Relations à l'environnement	-Relation superstitieuse / mystique d'égal à égal ou de soumission. -Exploitation	-Réduction de l'environnement dans le courant de l'émancipation de la métropole -Curiosité, mesure, apparition d'un rapport « scientifique »	-Réduction de l'environnement dans le courant du mythe du progrès -Prédation, négation, forte intervention	-D'autres priorités éludent la question environnementale, -Des signaux d'alerte émergent progressivement à la suite du discours international sur l'environnement	-Paradoxal : entre la maîtrise et la réduction d'un environnement « ressource » d'un coté, et le respect du milieu, les rapports équilibré avec « l'autre » -Forte intervention.

Figure 53. Tableau récapitulatif des dimensions chronologiques et écologiques des facteurs de risques liés au système de valeurs à Caracas
(Source : Elaboration propre)

A la lecture de ce tableau, ce sont encore les temporalités longues de la construction de l'ordre socio-spatial urbain de Caracas qui ressortent. La dimension spatiale du rapport au risque, du rapport à l'environnement ou des rapports sociaux dans la ville prennent un sens à travers des héritages qui façonnent pour une large part la complexité actuelle de la capitale vénézuélienne. Nombre de thèses à la mémoire courte sont ici battues en brèche. Les cadres de l'État démocratique du Venezuela pétrolier (à partir de 1958) se constituent sous la dictature de Gómez (1908-1935). Ils ne correspondent pas à l'avènement démocratique des bouillonnements sociopolitique de 1936[303] ni à la révolution d'octobre 1945[304] qui ouvrit le « triennat

[303] Comme les intellectuels proches des partis sociaux démocrates en construisent l'image (Coronil, 1997)
[304] Malgré la place que les évènements de 1945 occupent dans l'imaginaire politique national : « Durant la dite décennie militaire, 1948 – 1958, il a été impossible de faire complètement disparaître les éléments de l'imaginaire démocratique. Après le 23 janvier [1958, date de la chute de la dictature de Pérez Jiménez], ces éléments ont à nouveau fait surface » / *« Durante la llamada década militar, 1948-1958, no se lograron desmontar definitivamente los componentes del imaginario democràtico. Luego del 23 de enero estos fueron puestos reiteradamente en escena »* (Davila, 2006: 136)

démocratique » face à la barbarie de la dictature de Gómez en procès de civilisation… Les grands traits de l'ordre socio-spatial urbain se dessinent très tôt. Dans son ouvrage, Fernando Coronil rapproche les « illusions » de grandeur et de modernité (de prédation et d'absence d'autocritique) des dirigeants Marcos Pérez-Jiménez et de Carlos Andrés Pérez, dans une perspective anthropologique. Il pose les deux « magiciens » comme des symboles du XXe siècle pétrolier du Venezuela. L'or noir est une poudre de perlimpinpin qui, à défaut d'être « semée », a servi les tours de bien des « magiciens » à la tête du pétro-État, dont la négation récurrente des faiblesses structurelles d'un modèle de développement et le déguisement de la cristallisation de bien des tensions dans la capitale. Il ne s'agit pas de brouiller les pistes, Marcos Pérez Jiménez avait certaines pratiques que la démocratie ne permettait pas à Carlos Andrés Pérez. Mais lorsque l'on se situe sur le plan de facteurs structurels de l'ordre socio-spatial urbain, il est difficile d'établir des limites temporelles aussi nettes que celles auxquelles font référence la « *Caracas de los techos rojos* » ou l'époque de « l'exceptionnelle démocratie » qu'il est nécessaire de reconnaître pour ce qu'elles sont : des constructions du discours hégémonique. Là où pour les uns, « l'imaginaire démocratique » de la société vénézuélienne moderne (Davila, 2006 : 130) est une condition fondamentale pour la démocratie, les autres mettent en avant la reproduction des relations sociales inégales et de l'injustice dans l'ombre de la magie du pétrole. De fait, ni la planification des années 1950, ni le « laisser faire » des années 1980 – voire « l'impuissance » des années 1990 – n'apportent d'originalité aux relations entre ville, risque et société. Cette idée critique est essentielle pour comprendre des situations contemporaines pour lesquelles les arguments conjoncturels ne sont pas suffisants, comme les relations tumultueuses entre acteurs ou les difficultés à appliquer les politiques publiques relatives au risque (Figure 54). S'il y a relatif consensus sur le « dire », la gestion de risque achoppe sur le « faire », et notamment sur le « comment » faire. L'ordre urbain ainsi construit au terme de plusieurs décennies reproduit aussi quelques uns des facteurs structurels de vulnérabilité : qu'il s'agisse de la nature de l'intervention sur le milieu, d'inégalités socio-spatiales, de relations sociales ou de la possibilité de contrôler – voire d'éradiquer, encore aujourd'hui – l'incertitude d'un objet aussi complexe que la ville de Caracas.

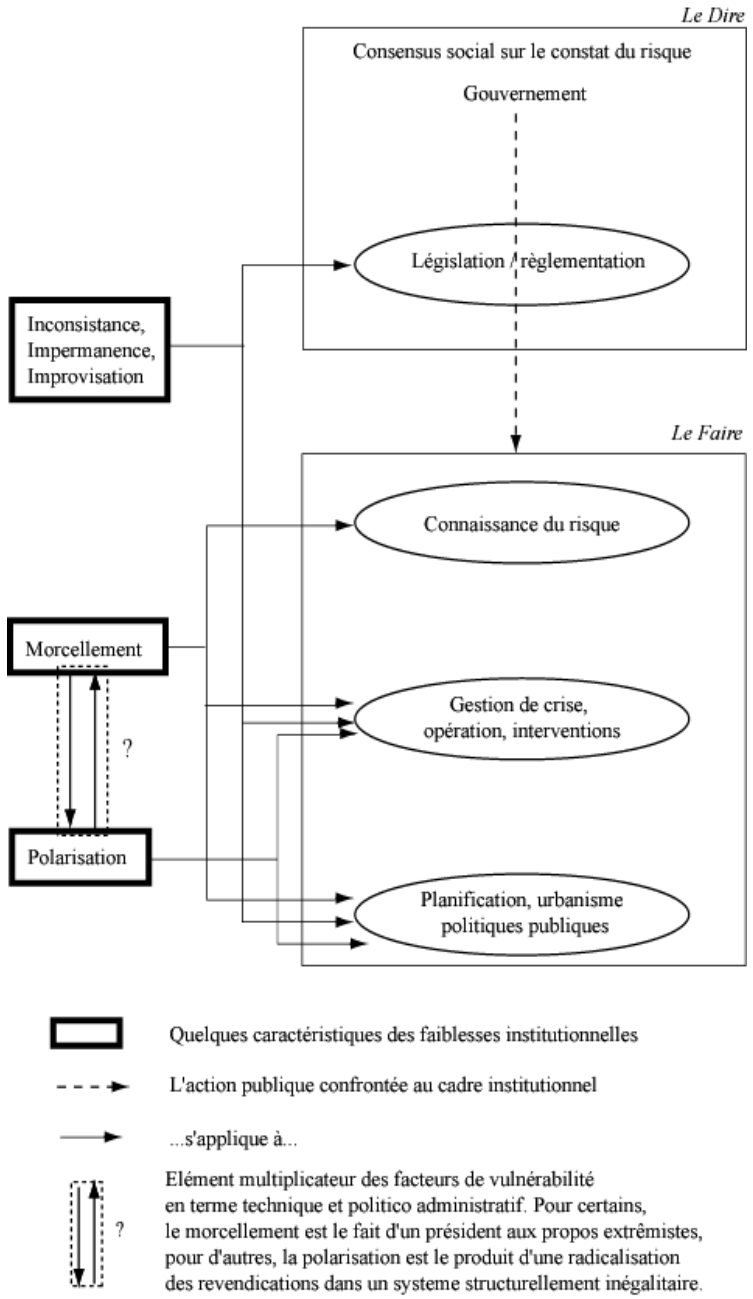


Figure 54. Schéma récapitulatif des impasses structurelles qui émergent dans la gestion du risque à Caracas
(Source : Elaboration propre)

Les facteurs plus immatériels dont il était question dans le chapitre 4, relatifs à l'idéologie et aux pouvoirs, ne nous semblent pas moins pourvus d'une importance fondamentale. Les relations de pouvoir entre acteurs ou entre institutions, l'exercice et la médiation du pouvoir public sur l'espace urbain, ainsi que le discours hégémonique et la consécration d'un ordre socio-spatial contribuent dans une large mesure à dessiner les contours du risque urbain à Caracas.

Synthèse de la deuxième partie.

Les conditions de l'ordre socio-spatial définissent la notion et les situations de risque urbain

En terme d'approche sectorielle du risque, les réponses se perfectionnent, les techniques s'améliorent, l'instrumentalisation peut apporter un avantage décisif. A l'échelle de la ville et en terme de risque générique se pencher sur le risque urbain oblige à se pencher sur des structures sociales et spatiales qui dépassent les seuls évènements catastrophiques ou les risques dans leurs découpages sectoriels. Une telle posture permet de donner au risque une dimension et un sens socio-spatiaux sensiblement différents.

Le choix de ne pas mettre l'accent sur l'aléa dans l'étude des risques urbains permet de ne pas introduire de discrimination spatiale trop orientée par la distribution de la menace. Exogènes ou endogènes, si elles sont nécessaires pour parler de risque, elles ne sont pas le critère fondamental pour identifier les situations de risque urbains produites et qui font sens à l'échelle de Caracas. Certaines menaces sont fortement localisées, liées à une qualité du sol, à une inclinaison, à la proximité d'une rivière… mais pour quantité d'autres, exogènes mais aussi endogènes, leur production sociale pousse à se concentrer sur les dimensions géographiques des processus de construction, non pas simplement sur leurs dimensions géométriques (spatialisées). De fait, les situations de risque à Caracas font sens à travers de multiples facteurs structurels qui relèvent du développement physique et qualitatif de la ville (chapitre 3), mais aussi des structures et de la nature de pouvoirs ainsi que des institutions qui les relaient (chapitre 4). Décrivant à la fois des processus et des structures, les facteurs de vulnérabilités étudiés s'inscrivent dans un contexte géographique qui permet de saisir leur production à travers le temps, les relations sociopolitiques et les conditions du milieu sur le territoire de la capitale vénézuélienne. Patrick Pigeon suggère qu'il faut élargir le champ des déterminants et les faire s'articuler, en d'autre terme, faire émerger les « conditionnements » des risques urbains. En ce sens, il préconise les choses suivantes :

> « Préciser les interactions, nécessairement partielles, entre les paramètres qui préexistent au risque socialement constaté. Formaliser la complexité en recourant à l'analyse systémique » (Pigeon, 2005 : 144).

L'inscription des facteurs de vulnérabilité dans ce cadre est nécessaire pour saisir la complexité des situations où les enjeux du risque à l'échelle urbaine ne se limitent pas à la toujours plus grande superposition des facteurs d'aléa et de vulnérabilité. Du reste, les aspects construits du système socio-spatial urbain, en plus de contribuer aux conditions de vulnérabilité par l'exposition des enjeux ou par des obstacles à la capacité de gestion, deviennent même des sources endogènes de menace. L'espace géographique est bien plus qu'un cadre à trois

dimensions, et le recours à la géohistoire permet d'avancer des informations intéressantes sur les conditions de production et la dimension géographique complexe du risque urbain à Caracas.

A la lecture des grandes étapes de développement urbain, d'évolution idéologique ou de l'exercice du pouvoir, on peut relever de grandes étapes à la fois significatives pour la ville, pour la conception du risque et pour leurs relations. Le tournant des années 1800 semble être une première étape. A la suite d'une poussée démographique et malgré le ralentissement du début du XIXe siècle, l'émancipation de la province du Venezuela puis l'émergence de l'approche scientifique des menaces et de certains mécanismes à l'origine des situations de risque, marquent une étape dans la rationalisation des relations entre la gestion de la capitale et de tous ses habitants, et la maîtrise de certains risques. Bien plus significative est l'intensification de la modernisation et des idées positivistes à la fin du XIXe siècle qui préparent la révolution silencieuse, celle de la mutation du modèle de développement national dans les années 1920. La capitale, aboutissement tant symbolique que matériel, catalyse les dynamiques d'un nouveau modèle (et leurs tensions) qui se caractérise par un rapport prédateur à l'environnement, une très grande capacité d'intervention, et l'illusion d'une union nationale bâtie sur les ruines encore chaudes de dictatures-repoussoir permettant de fédérer. De toute évidence la rente pétrolière qui irrigue tous les secteurs du pays, certes inégalement, compte parmi les points essentiels. Pour autant, cette manne n'a jamais réussi à faire éclore une solidarité nationale au-delà de la variation du prix moyen du baril. Dans ce cadre, les tensions « écologiques » s'intensifient, d'autant plus que dans les années 1980, la capacité du système socio-spatial à « s'imposer » comme tel à son environnement se réduit comme une peau de chagrin sous la pression inexorable de la décennie perdue, et dans « l'ombre » d'une décennie 1990 qui offre bien peu de « lumières » à un pays groggy, en proie à la désillusion. Au tournant des années 2000, la capitale vénézuélienne est grosse de 80 ans de fractures intenses ménagées par un modèle de développement au cours duquel se sont reproduits l'hétérogénéité, le morcellement et les inégalités. Certes, ce processus n'a pas été constant au fil du siècle, mais quoi qu'il en soit, ces traits caractéristiques sont révélés de façon éclatante par l'impossibilité de la ville à faire face aux multiples tensions dès la fin des années 1980, autant d'occasions de perturbations devenues trop intenses pour être contenues. Le risque urbain est coproduit et coévolue avec le système socio-spatial de Caracas dans la mesure où la plupart des facteurs de risques analysés jusque-là relèvent d'aspects structurels du développement de la ville.

Ainsi, l'essai de géohistoire est à placer sous le signe du morcellement, des disparités et de l'hétérogénéité. Outre des relations écologiques problématiques, les fractures exacerbées du système socio-spatial figurent parmi les principales caractéristiques de la production du risque urbain. Avant de se pencher au cours de la troisième partie sur la dimension spatiale des rapports sociaux et formuler une analyse sur le phénomène de fragmentation urbaine, il apparaît que

l'ordre socio-spatial urbain ainsi décrit est toujours plus difficile à maintenir – à défendre ? – au fil du temps. Les perturbations que doit affronter la ville relèvent de menaces exogènes, d'une intensification de bien des facteurs de vulnérabilité, mais aussi de menaces endogènes, là où pour différentes raisons, une proportion importante de citadins accepte toujours moins la place qui leur est attribuée dans l'ordre traditionnel. En plus des perturbations du fonctionnement et des dommages causés dans le cadre d'un ordre socio-spatial urbain établi, si l'on déplace la perspective du questionnement, on entrevoit le risque urbain aujourd'hui à Caracas comme étant aussi le produit d'une remise en question à la fois, de cet ordre, et de ce qui, dans l'ordre, entraîne des situations de risque sectoriels à différentes échelles. Notons qu'il ne s'agit pas seulement de revendications de classes, d'un processus d'émancipation ou d'un changement de rapport de forces entre les différents acteurs, individuels et collectifs de l'espace urbain accélérés par l'arrivée au pouvoir du président Chávez. Il s'agit aussi, dans la perspective de l'intensification d'un discours international sur l'environnement puis sur le risque, d'une remise en question toujours plus forte d'un modèle de développement, d'une autocritique montante sur la nature des rapports à l'environnement et de la conscience toujours plus forte de la prise en compte nécessaire des relations écologiques de tous ordres en amont des différentes dynamiques urbaines. Il apparaît que l'ensemble de ces processus ne va pas forcément de concert.

L'évolution du questionnement, depuis les causalités portant sur des facteurs de risque dans un ordre socio-spatial établi vers une remise en question plus large de cet « ordre » comme le cadre de définition des catégories du risque urbain, rassemble une série d'hypothèses sur le risque urbain encore à explorer. Il n'en reste pas moins que la construction de l'ordre socio-spatial urbain s'accompagne de celle des facteurs de risque caractérisant la ville aujourd'hui. Cet ordre est le produit d'un ensemble de forces qui façonnent l'espace de la ville. Elles traduisent des relations inégales entre acteurs, et consacrent des tendances dominantes, pas forcément unanimes, ayant pour conséquence pour l'espace géographique à Caracas une certaine quantité d'hétérogénéité, de fractures, de morcellement ou autres formes de ségrégation.

L'ensemble des éléments explorés dans la deuxième partie n'est pas suffisant pour expliquer la disparité spatiale des différents aspects du risque urbain à Caracas. Pourquoi le politique, l'académie, les populations mettent l'accent sur tel ou tel secteur de la ville, alors que les menaces ou les conditions de vulnérabilité – qui devraient définir les espaces de risque – ne se distribuent pas de la même manière ? Quels sont les espaces sur lesquels il est fait de gros effort en terme de risque ? Pourquoi ? Et quels sont ceux qui apparaissent plutôt « oubliés » de l'attention générale (politique, académie, média, opinion… confondus) ? Partant du fait que les espaces de risque ne sont pas « isotropes » dans le sens ou d'autres forces s'exercent que la menace et la vulnérabilité dans le traitement de ces espaces par la société, quels sont les acteurs et les secteurs concernés par un traitement spatialement discriminé ? Quels sont les intérêts de chacun et le sens qui est

donné au risque dans la dimension spatiale des relations sociales ? Enfin, comment le risque intervient dans les médiations de tous ordres qui s'opèrent au sein d'un ordre socio-spatial ? C'est en élargissant le questionnement sur la dimension géographique des risques vers les représentations ou les relations entre acteurs que la dernière partie doit apporter des éléments de réponse ainsi que de nouveaux éléments d'interrogation sur la figure du risque urbain.

Les modalités de l'exercice de pouvoirs sur le territoire et les structures spatiales telles qu'elles apparaissent à Caracas en terme de risque urbain participent de la définition d'un ordre socio-spatial. Mais à s'interroger à l'excès sur les structures, il y a danger à trop mettre à distance le sujet pensant. En plus de la dimension pratique ou matérielle, dite « horizontale » dans le sens des relations structurelles, cet ordre est repris, contesté ou conforté, par une dimension plus « verticale » qui relève largement de facteurs socio-culturels, des représentations, du symbolique, des relations d'individu à individu ou au groupe. De fait, si c'est dans ce que l'ordre socio-spatial urbain présente d'hétérogénéité et de disparités (de fractures ?) sociales et spatiales que l'on trouve les éléments essentiels à la compréhension du risque urbain, il faut souligner que ce dernier ne relève pas exclusivement de structures spatiales, d'idéologie dominante ou de cadres institutionnels. Il est aussi conditionné par la dimension spatiale des types de relations entre individus, dans la société et avec l'environnement. Parce que le risque urbain affecte un espace pratiqué, habité et représenté par des millions de personnes, il s'inscrit aussi dans les expériences pratiques et symboliques des territoires urbains des citadins, autant de processus de territorialisation qui donnent tout leur sens à la construction des territoires de risque, à l'enjeu qu'ils peuvent représenter, et à l'usage qu'il est possible d'en faire. Pour paraphraser November (2002), le mandat de la géographie du risque doit rester double, s'occuper à la fois de matériel et d'immatériel[305], dans une dialectique qui rejoint à nouveau celle du constructivisme réaliste.

[305] La citation originale est la suivante : « Le mandat de la géographie doit rester double, même s'il convient de faire de plus en plus de place à l'aléatoire dans les phénomènes géographiques, elle doit s'occuper à la fois de logique et d'illogique. » (November, 2002 : 236).

TROISIÈME PARTIE

Entre matériel et immatériel : une approche géographique du risque à Caracas par les territorialités

« Les cartes de risques – la remarque vaut ici pour les risques technologiques comme pour les risques naturels – que chaque État essaie d'établir pour son territoire ne sont généralement que la juxtaposition spatiale d'informations ponctuelles relatives à la probabilité d'occurrence d'un phénomène préjudiciable à l'économie, souvent aux vies des habitants. Or, l'espace géographique n'est pas une simple juxtaposition de points » (Péguy, 1996 : 79)

En plus d'une approche spatiale et pratique des différents risques urbains, la géographie peut apporter à la figure générique du risque toute la richesse du paradigme territorial. Au vu des aspects matériels et des relations de pouvoir qui s'inscrivent fortement dans l'espace (objet de toute la deuxième partie), l'importance de la reconstitution dans le temps du contexte géographique du système socio-spatial étudié n'est plus à faire. Mais outre les aspects matériels des situations de risque urbain, qui impliquent certes de fortes contraintes pratiques, il faut se pencher sur la dimension intangible de l'espace géographique, dimension caractéristique de la construction des territoires. Le territoire et les territorialités urbaines, telles qu'elles sont construites autour du risque, mais aussi avec et par le risque, sont les marques indéniables du « pourquoi-là » et du « pourquoi-à-ce-moment-là ». Une telle approche géographique, systémique et tournée vers ce que Patrick Pigeon nomme les « conditionnements » du risque urbain (Pigeon, 2005), permet de restituer la complexité des facteurs intervenant à différentes échelles. En identifiant les modalités du processus de production des territoires, nous tâcherons de trouver les liens qui peuvent s'établir avec le processus de construction des risques dans le contexte spécifique de la métropole d'Amérique latine qu'est Caracas en ce début de XXIe siècle (Chapitre 5). Le paradigme du « territoire », du fait des aspects intangibles des représentations et des

sentiments d'appartenance ou d'identité, semble offrir plus de souplesse que le paradigme de « l'espace » dans la compréhension de l'objet complexe qu'est le risque, et permet en même temps de mobiliser la richesse de l'approche environnementale liée au paradigme du « milieu » sans se fermer au reste du champ des sciences sociales.

Ce sont là les avantages trouvés à l'approche de l'écologie politique qui mobilise « le pouvoir politique et l'organisation sociale » afin d'expliquer la nature et le fonctionnement d'un système socio-spatial et de ses relations avec l'environnement (Pelling, 2003c : 89-90), tout en les replaçant dans des échelles de temps et d'espace différentes. L'accent que nous mettons sur les territorialités nous permettra de souligner des spécificités locales et de nous pencher sur les diverses dimensions géographiques du risque urbain à Caracas. Après avoir analysé l'évolution de l'ordre socio-spatial sous l'angle des structures et du pouvoir, ce sont toutes les reconstructions du réel s'opérant autour du risque qui feront l'objet de la fin du chapitre 5, à travers différents discours, des représentations ou des enquêtes réalisées dans des secteurs populaires du DMC. Les discours et les représentations liés aux territorialités portent sur des rapports socio-spatiaux plus « verticaux » et amènent en dernier lieu à considérer le risque urbain comme une clé de lecture de la géographie urbaine, sociale et politique. Dans la mesure où la reconstruction du réel autour du risque entre dans les facteurs de territorialisation, il importera de voir comment les risques urbains, tels qu'ils sont reconstruits, socialement définis et convoqués (voire invoqués), participent de l'espace géographique urbain et donc de la construction, de la reproduction ou de la contestation de l'ordre socio-spatial qui le caractérise. A l'occasion du chapitre 6, c'est autour du risque urbain comme outil disciplinaire, instrument de stratégies politiques ou sociales, et finalement cadre herméneutique pour la géographie sociale urbaine que nous terminons notre analyse géographique de la notion générique de risque urbain à Caracas.

Chapitre 5. Le risque et le territoire, deux constructions socio-spatiales connexes

Risques et territoires suscitent l'attention de nombreux chercheurs à travers différentes disciplines. Qu'il s'agisse de territoires normatifs destinés à l'application de la loi, ou à la gestion des risques, ou bien encore que l'on fasse référence, dans une approche plus holiste en sciences humaines, au fait que l'on est face à une construction qui ne se comprend que dans le champ complexe de l'ici et du maintenant d'une société (Gilbert, 2002[306] ; November, 2002[307]). Cette dernière acception renvoie aux mots de Marcel Roncayolo, au territoire que la ville organise, à « un système de relations » propre à être envisagé en terme systémique, soulignant que les « constructions territoriales sont avant tout du temps consolidé » (Roncayolo, 1997 : 19-20). De même, les territoires urbains en Amérique latine sont empreints de trajectoires temporelles singulières, à replacer dans l'histoire urbaine locale (Jatahy Pesavento, 2006 ; Almandoz, 2002) ou dans le contexte régional des politiques publiques et de la circulation des idées (Rivière d'Arc, 2006 ; Queiros Ribeiro, 2006 ; Prévôt Schapira, 2001). Les ressources de la géographie sociale et de la géographie du pouvoir à propos des notions de territoire et de territorialité (Di Meo et Buléon, 2005 ; Di Méo, 2002 ; Raffestin, 1980 ; Bakony *et ali.*, 2002) vont nous aider à les décomposer et à les rapprocher des modalités de construction des situations de risques dans le temps long de la construction urbaine à Caracas. Le temps, à nouveau, et les rapports sociaux pour l'essentiel entre groupes – d'intérêts différents – continuent de constituer deux vecteurs privilégiés de notre analyse géographique des territoires de risque urbain à Caracas.

Le premier point de ce chapitre porte sur la définition nébuleuse des territoires, de la territorialisation et des territorialités, et passe par une mise en perspective du point de vue de différents géographes afin de saisir correctement la position adoptée dans ce travail. Dans un deuxième temps, l'accent sera porté sur la dimension idéelle et sur les systèmes de valeurs liés aux territoires du fait de leur proximité avec les processus de construction de la notion de risque. Enfin, au vue des deux premières parties et de la généralisation croissante depuis les études de cas du début de la thèse, on pourra proposer une intégration des systèmes de territoires et de risques urbains, une modélisation des deux notions, et tester l'hypothèse de November selon laquelle « le risque est une composante intrinsèque du territoire, qui a une (ou des) logique(s) spatiale(s) » (November, 2002 : 35).

[306] Claude Gilbert souligne l'importance du « processus de construction ou de constitution de ces problèmes pour ce qui concerne aussi bien la forme qu'ils sont amenés à prendre que leur sélection en tant que problèmes publics » (Gilbert, 2002 : 11).

[307] Dans sa partie sur la « géographicité » du risque – Chapitre 1 – November porte un regard rétrospectif et épistémologique sur le risque, considéré aujourd'hui comme une « construction sociale », faite de pratiques et de représentations (November, 2002).

5.1- Le couple matériel - idéel pour une dialectique du territoire du point de vue du constructivisme matérialiste

Le constructivisme matérialiste, ce mot de Jacques Lévy (1999) qui accompagne depuis le début notre réflexion sur le risque urbain entre aspects tangibles et attribution de significations, trouve à nouveau sa pertinence au moment d'aborder la question du territoire. Les définitions foisonnent sur ce mot aux contours sémantiques flous, un des paradigmes récents de la géographie. Nombre de publications critiques nourrissent le débat (*Espace-Temps*, 1993 ; Jean et Calenge, 2002 ; Giraut et Antheaume, 2005). Ce sont les attributs du territoire dans une lecture géographique de l'espace ainsi que les rapprochements avec le risque qui seront recherchés et privilégiés dans les prochains paragraphes.

5.1.1- « Territoire » : des définitions multiples pour une posture dialectique

Un regard rétrospectif sur l'évolution des territoires montre un territoire de l'État-nation remis en question et met en avant la fabrication relativement intensive de nouveaux territoires (Giraut et Antheaume, 2005). Cet état de fait apparaît tout à fait pertinent dans le contexte latino-américain en ce début de XXIe siècle, alors que la métropolisation participe de la multiplicité des territoires urbains redessinés constamment (Prévôt Schapira, 2001). La redéfinition des territoires de la ville latino-américaine s'inscrit dans un contexte économique global, mais aussi dans un champ d'acteurs hétérogènes qui redéfinissent les processus de construction territoriale. La tendance traditionnelle liée à un État très présent, procédant « du haut vers le bas » laisse place à la constitution de « territorialités remontantes ». Dans son texte, Marie France Prévôt-Schapira traite essentiellement des territoires de la gestion et de l'action publique (2001). Partant de ce contexte d'analyse, il est intéressant d'élargir la notion de territoire.

En effet, le territoire peut renvoyer à une maille de gestion, une portion d'espace délimitée et appropriée, sur laquelle s'exerce un contrôle. Mais à cette définition juridique et politique s'associent des aspects culturels, sociaux et affectifs. Si pour Jacques Lévy et Michel Lussault (2003), le territoire correspond à l'espace socialisé, on retrouve bien les deux aspects réels et rêvés de façon imbriquée et non hiérarchisée. De manière synthétique, « le territoire est un construit social, consolidé par l'histoire, qui contribue à le fonder comme un espace identifié, caractérisé par des pratiques et des représentations » (Jean, 2002 : 11). On y trouve le rôle important des temporalités, du tangible et de l'immatériel, ainsi que des groupes sociaux porteurs de reconnaissance, d'identification et de représentations. Enfin, le territoire peut apparaître comme une ressource[308], comme un élément structurant des systèmes socio-spatiaux dans la mesure où il intervient dans les dimensions matérielle et immatérielle de ces systèmes à la fois comme cause et comme conséquence.

[308] Comme un « acteur » vont jusqu'à dire Giraut et Antheaume, 2005

La territorialité, quant à elle, est le caractère de ce qui à la fois « est », et « est représenté ». Le filtre social des représentations offre une dimension territoriale au réel, procédant à une forme d'appropriation. La territorialité rend compte de ce réel codifié. Elle est la qualité territoriale – à la fois réelle et représentée – d'un fait social qui prend sens « ici » et « maintenant » (Barel, 1986 : 133). Et si certains mettent l'accent sur la dimension identitaire de la territorialité, on y verra dans ce travail un caractère multidimensionnel de la construction territoriale (Raffestin, 1980) qui pousse à employer le terme au pluriel. Ainsi, « les territorialités » du risque renvoient à tout ce qui, dans le risque, à la fois « est », et « est représenté », participant directement de la plupart des rapports sociaux dans un groupe, et entre une société et son environnement[309].

Enfin, la territorialisation peut se comprendre comme un processus d'appropriation d'une portion d'espace et, au-delà des marques tangibles sur la portion d'espace « territorialisée », comme une attribution de signification à cette portion d'espace (Dubresson et Jaglin, 2002). C'est une mise en cohérence d'un groupe ou d'individus et d'un environnement. Ainsi, le territoire fait sens pour l'individu comme pour le groupe, renvoyant à une dialectique plus sociologique de la définition du lien entre singulier et pluriel, ou entre individu et groupe (Gervais-Lambony, 2003). Le processus de construction territoriale s'élabore toujours dans un contexte social et dans le cadre d'une trajectoire historique. Ce processus participe notamment de la structuration de l'espace par la matérialisation du pouvoir, par la reproduction de catégories immatérielles (concernant l'individu et / ou le groupe et permettant d'organiser la vie sociale), ainsi que par l'organisation pratique d'un espace tangible dans lequel chaque chose et chaque acteur prend place. En définitive, ce construit territorial participe des conditions du processus de territorialisation dans une série d'interactions mutuelles.

Au-delà de la diversité des définitions, bien des auteurs insistent sur la tension dialectique qui leur permet d'organiser les déterminants du territoire : l'association idéel et matériel (Di Meo et Buléon, 2005), l'aspect « bifacial » du territoire, renvoyant à l'altérité – environnement social – et à l'extériorité – environnement physique (Barel, 1986 ; Raffestin, 1980 ; Bakony *et ali.*, 2002), où idéel et réel sont imbriqués et non hiérarchisés (Lévy et Lussault, 2003), espace réel et rêvé (Jean, 2002).

5.1.2- L'architecture complexe des déterminants du territoire

Sans pour autant le réduire, le caractère multidimensionnel du territoire peut être systématisé selon différents modèles. On peut penser à des règles psychiques, sociales et matérielles, intervenant dans les territorialités (Rémy et Voyé, 1981). Mais c'est une autre formalisation que l'on choisira de suivre pour rapprocher territoire et risque. A la suite d'Alain Reynaud, Guy Di Méo propose une formalisation du territoire et de son analyse en associant quatre aspects majeurs

[309] Raffestin parlerait respectivement du rapport à l'altérité et à l'extériorité.

de la représentation de la totalité sociale, à savoir les instances géographique, économique, idéologique et politique. Ces « instances » sont déclinées sous la dénomination d'infrastructure pour les deux premières, pratiques et tangibles, et sous celle de superstructure pour les deux dernières, plus idéelle, relevant de l'abstraction et des représentations. Parler du territoire, c'est souligner une complexité du fait de ses nombreux déterminants. C'est aussi souligner une transversalité du fait des nombreux aspects possibles et de la signification dont le territoire est investi par une société. Cette approche permet de mettre l'accent non seulement sur des structures matérielles permettant une empreinte physique – « dimension horizontale » – mais aussi sur des structures immatérielles permettant une inscription sociale valable pour les individus et pour les groupes, sans présumer de l'unanimité des représentations et des valeurs symboliques mobilisées – « dimension verticale » – (Di Méo et Buléon, 2005). Les différentes instances en question font sens à travers le jeu d'acteurs qui peuvent être fortement hétérogènes dans le système socio-spatial à travers une autre dialectique qui sera déclinée au point suivant, celle qui anime la relation entre individu et groupe.

A l'aide de cette conception du territoire (Figure 55), et en se basant sur la tension entre matériel et idéel, on cherchera à décliner les déterminants du territoire qui paraissent essentiels pour un rapprochement avec la notion de risque. L'instance géographique des territoires urbains à Caracas fait intervenir les conditions de l'environnement physique ainsi que la qualité du bâti, qu'il s'agisse des différents types de logement, ou de l'infrastructure de service, voirie, système électrique ou canalisation des ravines. En somme, elle fait référence à la morphologie urbaine, à la distribution des fonctions et à l'ensemble des interactions physiques avec le milieu. L'instance économique concerne la nature des opportunités d'emploi offertes dans la capitale, le type d'intégration de Caracas dans l'économie mondiale et la déclinaison de ce profil économique à l'échelle locale. Elle met en avant les différents profils d'activité allant du tertiaire supérieur dans l'Est autour de Altamira et Parque Cristal à l'exercice de l'activité commerciale informelle – voire même illégale – dans certains espaces publics du fait des *buhoneros*, en passant par les emplois publics dans un pays dispendieux ou par les liens existant entre différents secteurs socio-économiques de la ville du fait de l'emploi de personnel de maison.

En termes immatériels, mais qui pour autant ne sont pas dépourvues d'empreintes spatiales, les instances politiques et idéologiques complètent le champ des déterminants de la territorialisation. L'instance politique fait référence au contrôle exercé sur le territoire par les différents niveaux de gouvernement, aux modalités du régime de pouvoir public dont on a vu combien le découpage, la distribution des compétences et l'articulation entre pouvoir constitué et pouvoir constituant pouvaient être compliqués aujourd'hui à Caracas. L'aspect portant sur les institutions légales de cette instance ne doit pas laisser échapper les autres formes de pouvoirs qui s'établissent entre les différents acteurs de la capitale, entre la majorité politique, l'opposition, les secteurs de presse, les

plus favorisés, les primo arrivants à Caracas… mais aussi parmi chacun de ces groupes, dont le découpage est à nuancer, qui ne sont pas homogènes et qui voient se redéfinir constamment leurs relations intérieures. L'instance idéologique enfin fait référence à un système de valeurs partagé, à des catégories qui sont produites par les individus et par les groupes, et qui à la fois les encadrent. Des mots de Guy Di Méo et Pascal Buléon, l'idéologie correspond à l'« ensemble des représentations sociales, des images, des symboles et des idées, des valeurs et des croyances qui caractérisent un groupe social à un moment donné de son histoire » (2005 : 112). Elle est donc produit social, mais doit aussi remporter une adhésion suffisante pour « caractériser un groupe social », dans une tension constante entre l'individu et le groupe. Enfin, elle s'inscrit dans un contexte géographique, porteur d'un « ici » et d'un « maintenant ». Dans cette instance interviennent des références collectives relevant de la vision nostalgique, et pour partie fantasmée, du pays pétrolier et rentier. L'image actuelle d'une ville dégradée contraste fortement avec l'illusion d'une paix sociale perdue et d'un pays juste (Rebotier, 2008), entretenant le ressentiment. Ces représentations de la ville ne correspondent pas nécessairement à la réalité, mais sont structurantes des pratiques et du rapport à l'espace. Ainsi, l'espoir d'une vie meilleure pour tous une fois arrivés en ville, malgré les conditions déplorables d'habitat (Marchand, 1966) a laissé place aujourd'hui à une mémoire sélective du passé (Partie 2, chapitre 4.1.). De même, les représentations de la géographie sociale de Caracas opposent l'Est aisé à l'Ouest populaire, alors même que ce découpage est à nuancer fortement au vue des échelles et des surfaces considérées (Partie 2, chapitre 3). A nouveau, l'idéologie n'est pas la réalité, mais c'est bien le propre du territoire que de « rendre réel » à travers le filtre symbolique d'un système de valeur socialement reconnu.

Lors d'une lecture concomitante du territoire et du risque, il sera intéressant de compléter les aspects idéologiques des constructions territoriales de trois manières. On pourra se pencher sur leurs mécanismes de constructions ; identifier les individus et les groupes à l'origine des images, des idées et des représentations qui s'imposent à tous ; et s'interroger sur le degré de liberté des « territorialités dissidentes », dont les images et les représentations ne sont pas « conformes » aux catégories territoriales hégémoniques permettant de structurer l'ordre socio-spatial urbain de Caracas.

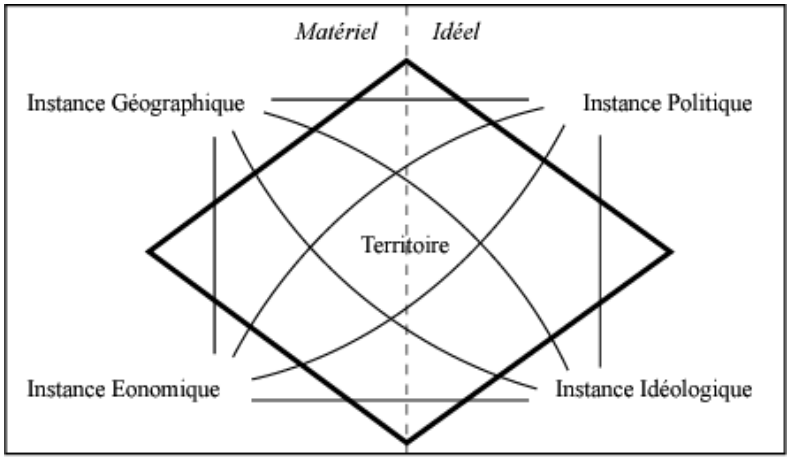


Figure 55 : Le territoire dans les dimensions de l'espace social
(Source : Elaboration propre, d'après Di Méo et Buléon, 2005)

Pour lors, on retrouve la tension matériel – idéel à laquelle il faut associer la tension individu – groupe ainsi que les effets du temps dans la perspective d'un processus cumulatif et interactionnel entre les territoires construits et les conditions de construction des territoires.

Le territoire est en reconstruction permanente, perpétuellement produit par un jeu d'acteurs multiples qui, par leurs pratiques et leurs représentations, mais aussi par leurs rapports de force, en définissent les contours physiques et symboliques. Avant d'insister sur l'importance de l'idéologie et sur la concurrence entre les représentations de différents acteurs dans la constitution de références hégémoniques, il a semblé intéressant de réfléchir à la dimension individuelle des territorialités afin de mettre en perspective l'ensemble des territoires urbains et de souligner les limites de notre analyse entre l'individu et le groupe.

5.1.3- Entre ontologie et échanges pragmatiques, entre individus et collectifs : le choix du territoire

La figure de l'horizontal et du vertical a pris forme dans l'étude de la géographie urbaine de Caracas, en distinguant ce qui relève du matériel et de l'idéel, des interactions tangibles et d'un « être-là » propre à chacun, conforme à un système de valeurs et à des représentations. Péguy nous enjoint de distinguer par l'horizontal et le vertical le temps des formes et celui des processus :

> « Le paradoxe est que la culture classique s'attachait à décrire les époques, c'est-à-dire les strates de notre passé : des horizontalités successives. […] La plupart des zones d'ombre de notre enseignement historique ont en fait servi de charnière entre les époques. Les crises ont laissé des traces, souvent visibles encore aujourd'hui. A travers elles, le géographe sait retrouver une certaine verticalité du monde » (Péguy, 1996 : 49)

Ancrer le temps dans la géographie, c'est pour l'auteur laisser une place, aux côtés du visible, à l'immatériel, à une certaine inertie des systèmes socio-spatiaux et à une inscription « psychique »

dans l'espace. Laisser de la place au temps, c'est se donner les moyens de voir dans l'espace comment les sociétés peuplent le monde de leur imaginaire, comment elles sacralisent ce qui leur est essentiel, processus fondamental de la territorialisation. La verticalité, pour Péguy, renvoie à la possibilité d'une accumulation des interactions société – environnement, à une historicisation des systèmes socio-spatiaux. C'est toute la démarche adoptée dans la géohistoire de Caracas et la recherche d'un contexte géographique des territoires de risque urbains (partie 2)[310].

D'autres auteurs ont considéré l'expression de manière plus humaniste, laissant place au sujet humain, dans une approche plus phénoménologique et individuelle du rapport à l'espace. Tel est le cas d'Eric Dardel pour qui la réalité géographique n'est pas seulement matérielle. Elle se confond avec la relation existentielle qui unit les hommes à la terre. Ainsi, tout le monde sensible n'est pas exclu de la réflexion géographique. Philippe Gervais-Lambony, quant à lui, ménage une place importante à l'aspect ontologique des territorialités des individus.

> « Le territoire paradigmatique est l'habiter par excellence, c'est à dire la double inscription au monde verticale (mise en relation avec la terre et le ciel, « être au monde ») et horizontale (relation avec les autres, être à la société humaine). Cette territorialité est rendue intelligible par les sociétés humaines par le biais d'un discours, une narration qui offre aux hommes une mise en cohérence de leur monde. Ce discours est culturel, social et politique » (Gervais-Lambony, 2003 : 88).

L'espace est recentré sur les individus, pour lesquels les territoires sont fortement empreints d'un « être-au-monde », de l'expérience du vivre-là. Pour autant, le territoire en géographie est toujours celui « d'un groupe ». De manière plus évidente qu'en terme d'espace vécu, l'individu ne peut s'envisager qu'incarné dans la société à laquelle il appartient. Au-delà de cette dimension intangible et identitaire du territoire, dont nous pourrons apprécier toute l'importance dans les prochains paragraphes, notons qu'est soulignée dans cette citation le rôle d'une idéologie normative autour du discours « culturel, social et politique » afin de donner une signification aux territorialités pour chacun et pour tous. Le passage du sujet au groupe se fait par l'idéologie ou par le politique, et c'est cette catégorisation traduite dans l'espace par le biais des territoires qui occupera notre réflexion dans la mesure où l'on fait l'hypothèse qu'elle se construit aussi en lien avec le risque urbain.

> « Le sentiment d'appartenance identitaire collectif n'est donc, et il est essentiel d'y insister, ni naturel, ni statique, ni unique, ni strictement du fait de l'individu, il n'est pas inné et ne repose sur aucune réalité biologique, il est toujours une

[310] Patrick Pigeon parle de « conditionnements », à la fois pour les conditions épistémologiques de production du savoir géographique et pour les conditions présidant aux situations de risque qu'il nous appartient d'étudier (Pigeon, 2005).

> construction, de même le territoire. Cette construction peut d'ailleurs être simplement le résultat du regard des autres; on peut concevoir que c'est le discours de ceux qui habitent d'autres lieux qui me donne mon identité territoriale : parce que j'habite tel quartier, un bidonville ou un quartier riche, les résidents des autres quartiers me définissent comme habitant de ce lieu-là, et en retour je me reconnais moi-même cette identité et appartenance collective » (Gervais-Lambony, 2003 : 96).

L'espace devient une ressource destinée à (re)produire des configurations socio-spatiales, un équilibre entre horizontalité et verticalité. Par souci de cohérence, et du fait de variations sensibles de la figure de l'horizontal et du vertical selon les emplois, nous resterons fidèle à la formulation suivante :

> La géographie sociale « procède d'abord au décodage des rapports que les hommes socialisés nouent avec l'espace terrestre. C'est en quelque sorte sa dimension « verticale ». Elle se consacre ensuite à l'identification des formes et des organisations géographiques qui en découlent. Il s'agit de sa composante « horizontale » » (Di Méo et Buléon 2005 : 11)

En terme méthodologique, le processus de territorialisation est pétri d'interactions constantes entre les caractéristiques des individus et les conditions de leur environnement au sens large. Cette association rend l'articulation entre les différents acteurs, leurs relations sociales, les rapports de forces qui les unissent, primordiaux dans la compréhension de la construction des territoires de risque urbain. La matérialité est souvent mise en avant, en particulier par les institutions chargées de l'intervention en cas d'accidents, mais au-delà, il est fondamental de s'attarder sur la partie intangible des situations de risque. Par conséquent, nous nous pencherons dans l'immédiat sur différentes représentations du risque urbain à Caracas, en fonction de différents types d'acteurs, et sur certains aspects de leur réalisation (mise en espace).

5.2- Entre idéel et matériel, le poids des représentations et de l'idéologie dans la territorialisation du risque urbain à Caracas

Dans un ouvrage collectif et à propos de la manière dont les risques émergent en tant que problème public, Claude Gilbert insiste sur la nécessaire mise en tension entre risques objectifs et risques subjectifs, entre une dimensions matérielle et une dimension idéelle (Gilbert, 2002) où du reste matériel et idéel sont réels. Ainsi, leur « mise en agenda » est le produit d'un champ complexe de déterminants, où néanmoins matériel et idéel jouent un rôle fondamental. Une fois socialement reconnus, les risques urbains se traduisent de différentes manières dans l'espace (par

des mesures politiques, des pratiques, des interventions physiques…) et « contribuent à modifier les peuplements humains » (Gilbert, 2002 : 95).

Par la suite, nous verrons de quelle manière les risques urbains sont « réalisés » (rendus réels) du fait de différents acteurs, discours et pratiques, et dans quelle mesure l'hétérogénéité des populations et des situations peut se retrouver en terme de territoires de risques urbains reconnus ou vécus. L'accent mis ici sur les représentations et l'idéologie dans la construction de territoires de risque nous amène à nous pencher sur la production de discours relatifs à l'espace et au risque. Ils ont une fonction en terme de reproduction d'un ordre, selon leurs formes ou selon les acteurs qui les tiennent. Il peut s'agir de marques spatiales, de pratiques ou de propos tenus sur l'espace et le risque.

Ainsi, nous faisons l'hypothèse que la concurrence entre différents discours traduit certains rapports sociaux entre individus et dans le groupe (Orr, 1979). En effet, qu'est ce qui est considéré comme risque urbain ? Qui, quel groupe participe le plus de la « mise en agenda » ? Et quid des discours « dissidents » ? Poser la question des représentations et de l'idéologie en ces termes, c'est reconnaître des rapports de domination entre les différents discours, sans perdre de vue que les discours dominants ne sont pas des discours unanimes. Par cette approche, nous avons l'ambition de faire des différentes territorialités de risque une grille de lecture du système urbain de la capitale vénézuélienne et d'une partie des rapports sociaux à Caracas dans leurs dimensions spatiales. En d'autres termes, les conditions d'émergence de territoires de risque pourraient nous renseigner sur la nature d'un ordre socio-spatial qui caractérise la capitale vénézuélienne, et qui se manifeste à la fois par les rapports entre acteurs et par le statut de l'espace (en tant que ressource et en tant que produit).

Pour procéder à cette réflexion, on se penchera dans un premier point sur les représentations du risque de différents acteurs qui passent pour être socialement dominants (médias, population favorisée, pouvoirs publics) sans pour autant présumer d'une quelconque homogénéité entre ces groupes d'acteurs, ni même parmi ces groupes d'acteurs. Un second point sera consacré aux populations modestes, supposées porter un discours « mineur » vis-à-vis du risque pour l'ensemble du système urbain, mais qui concerne néanmoins une majorité des habitants de la capitale. La réalisation de plus d'une centaine de questionnaires semi-dirigés parmi les secteurs populaires en a permis l'analyse. Cette distinction reprend la distinction simple mais non moins opératoires dans la pratique et le commun des représentations de l'espace social urbain entre « pays dominant » et « pays dominé » [311]. Enfin, on s'attachera à rapprocher les différentes

[311] Pour Moralba Maldonado Brito, le « pays dominant » fait référence au pays de l'élite traditionnelle, économique, politique, culturelle et intellectuelle, qui a pris la responsabilité et le fonctionnement du pays à sa charge notamment par l'administration de la rente pétrolière. Le « pays marginal » ou « dominé » renvoie aux larges secteurs de la population qui cohabitent de façon marginale par rapport à la société formelle explicitement constituée en position de domination et de contrôle dans l'ordre socio-spatial.

représentations des risques urbains, les discours qui leurs sont associés et les espaces à risque dont les aspects matériels ont été repérés dans les parties précédentes, en fonction des groupes d'acteurs et des secteurs de la société qui les portent. On prêtera particulièrement attention aux rapprochements possibles, aux consensus collectifs qui se dégagent, mais aussi aux dissensus qui traduisent la diversité des territorialités de risques, et donc certaines différences en terme d'inscription dans la ville, de pratiques ou de représentations des territoires urbains, de place dans le système socio-spatial… autant d'élément que l'on tâchera d'expliquer ultérieurement et dont on verra comment ils interagissent.

5.2.1- Des représentations dominantes mais non exclusives à l'origine de territorialisations diverses du risque urbain

Dans l'immédiat, on qualifie de dominantes les représentations qui, par l'expérience de plusieurs mois de terrain, nous paraissent les plus acceptées, admises, voire incorporées parmi la population. De fait, le statut des acteurs ou groupes d'acteurs qui les portent n'est pas étranger à leur plus ou moins grande hégémonie (Lefebvre, 2000 : 17). Les représentations de l'espace social et des risques dont il est question ici ne sont pas exclusives mais font sens pour la plupart des acteurs. Elles créent un espace d'échange et de compréhension, influençant discours, attitudes ou pratiques. Trois groupes d'acteurs dont l'autorité du discours a été jugée significative attirent particulièrement notre attention. Le discours académique et scientifique, celui des élus et des pouvoirs publics, et celui des secteurs plus favorisés de la population et des médias sont examinés successivement. Enfin, on mettra en évidence une série de représentations très prégnantes de l'ordre socio-spatial de Caracas. La multiplicité des voies par lesquelles s'imposent ces représentations empêche de voir se dessiner une volonté particulière ou le dessein d'un groupe d'acteurs. Comme le souligne Patrick Champagne, à propos de l'opinion publique, « parmi les dominants, personne ne domine complètement : ce qui domine, c'est la configuration singulière, à un moment donné du temps, que forment les différents champs participant du pouvoir » (Champagne, 1990 : 277). Ainsi, c'est l'interrelation entre les acteurs propres à Caracas qui donne naissance à ces représentations généralisées sans que l'on voie se dessiner la main impérieuse d'un individu ou d'un groupe. De ce fait, les représentations de l'espace social et du risque ont été souvent rapprochées car il s'avère aussi de manière empirique qu'elles sont étroitement liées.

- Les représentations scientifiques et techniques du risque à Caracas

Dans le discours scientifique, la territorialisation des risques est basée sur l'objectivité des faits. Les facteurs de risque, concernant la menace comme la vulnérabilité, constituent les fondements d'approches souvent techniques ou de cartographie… Les exemples donnés précédemment (chapitre 1) mettent en évidence des approches plutôt sectorielles pour lesquelles ce n'est pas tant la qualité de l'approche que l'interaction avec les autres types de discours qui pose question. En

soulignant l'objectivité des représentations scientifiques, d'experts ou d'universitaires on ne présume pas des raisons qui ont présidé à telle ou telle étude, à telle ou telle action, ni de l'ensemble des conditions encadrant l'objectivité scientifique, et l'on ne dit rien du poids de ces représentations dans d'autres discours (des politiques, des habitants, des institutions de gestion…). Le développement inégal des productions scientifiques sur l'espace urbain et en terme de type de risque laisse supposer des arbitrages qui échappent aux seuls critères scientifiques.

En plus des études et des évaluations, certaines institutions de gestion des risques, comme la protection civile ou les pompiers métropolitains, sont aussi chargées d'intervention sur le terrain. Pour ces institutions, le discours est aussi technique, relève d'inventaires, de registres systématiques. Lors de notre présence à Caracas en 2005, la protection civile métropolitaine était par exemple chargée d'envoyer des inspecteurs dans des secteurs du DMC afin de produire des documents certifiant leur classification en « zone à haut risque », rendant les occupants prioritaires pour l'attribution de logements. Ce travail s'effectuait essentiellement dans des secteurs envahis, dans des *barrios de ranchos*, concernait un habitat précaire et des situations d'exposition à des risques de type « naturels » dont la menace est exogène. La tenue et l'actualisation de la cartographie et des registres de cette opération ainsi que la production de documents officiels nécessaires au relogement figuraient parmi les missions de la PCM. D'après Jorge Molina, chef des pompiers métropolitains, pour le seul secteur du municipe *Libertador* et ses 22 *parroquias,* 341 *barrios* sont recensés en 2004, dont 80% sont jugés en zone vulnérable. Pour ce qui est du municipe *Sucre*, on compte 95% des 900 *Barrios* sous la menace notamment des quelques 21 ravines au cours intermittent[312]. La différence de perspectives entre des secteurs chargés de l'évaluation et d'autres chargés de l'action, ainsi qu'entre deux institutions chargées d'intervenir sur le domaine des risques et dont les compétences sont souvent concurrentes permet de souligner la complexité de la parole et de l'action autour du risque urbain[313]. Il s'agit là des représentations concernant les seuls domaines de l'évaluation et de l'intervention qu'il est impossible d'isoler du reste des représentations et des pratiques spatiales d'autres acteurs liées aux risques.

- *Les représentations du risque et de l'espace social pour les pouvoirs publics*

Les travaux d'évaluation les plus importants sont sollicités, ou réalisés en collaboration plus ou moins étroites, avec les autorités publiques. La municipalité de Chacao est fortement engagée dans l'initiative de chercheurs du CENAMB travaillant au calcul d'indice systématique de vulnérabilité dans les limites du municipe (Delgado et Rincón, 2001). La microzonification

312 Major Jorge Molina, chef des pompiers de Caracas dans un article d'*El Universal*, 23/04/2004.

313 En plus des rivalités entre évaluation et intervention, signalons que Jorge Molina, chef des pompiers métropolitains en 2004 était devenu cadre dans la protection civile métropolitaine au printemps 2007. Le passage entre deux institutions concurrentes ajoute à la confusion et au brouillage des rôles, au-delà de la simple incongruité liée au paradoxe du discours et de l'action, ou de deux discours sensiblement différents et tenus successivement par les mêmes personnes.

sismique relève des mêmes logiques[314], ainsi que l'étude réalisée par la coopération japonaise, JICA, afin d'aider à l'établissement du plan maestro de gestion des risques urbains dans le DMC (Delgado, 2002a ; JICA, 2004). Les travaux de recherche sont souvent orientés par les choix du politique (choix des secteurs, choix du type de risque) et pour ceux qui en sont détachés, ils deviennent audibles en fonction de la manière dont ils sont repris par le politique. De là, les conflits sont évidents, car les représentations du risque pour les acteurs politiques répondent à un autre ensemble de déterminants que pour les acteurs scientifiques ou de l'intervention (Thouret et Léone, 2003 : 66). Ainsi, l'opération menée par la PCM d'inventaire et d'inspection des secteurs précaires de la ville jugés à haut risque et prioritaires pour le relogement avait été arrêté en 2007. Outre des dysfonctionnements, et le non croisement de fichiers qui permettait à certains bénéficiaires de vendre leur nouveau logement, de réoccuper des secteurs rapidement classés à haut risque et de profiter à nouveau d'un logement, il s'avère que des secteurs classés à haut risque par la protection civile métropolitaine étaient choisis par le ministère du logement pour y construire des édifices semi-collectifs dans un climat de tension autour de la question du logement. L'inefficacité du programme et la priorisation conjoncturelle du logement sur les risques par les pouvoirs publics ont eu raison du discours porté par les institutions d'intervention ou par les scientifiques.

Mais dans le District Métropolitain, compte tenu de l'intrication politico-territoriale des pouvoirs publics, il apparaît que les municipalités d'opposition (notamment Chacao ou Baruta) véhiculent des représentations du risque à Caracas qui traduisent des intérêts politiques[315] et des critères particuliers de hiérarchisation des risques. Dans une campagne de communication, la mairie de Baruta insistait sur les problèmes liés à la circulation à l'échelle du DMC (Figure 48). Pour la municipalité de Chacao, c'est le risque d'insécurité urbaine qui est largement mis en avant. Ce riche et petit municipe d'opposition, coincé sur la carte du DMC entre le municipe Sucre à l'Est (auquel appartient la masse de *barrios* de Petare) et le municipe Libertador à l'Ouest, tout deux chavistes (Carte 21), mobilise largement la dimension spatiale du risque pour s'affirmer, se revendiquer et se différencier. La territorialisation du risque d'insécurité passe par la maîtrise du territoire municipal au moyen de patrouilles et de brigades d'intervention. Une grande place est faite aux forces de maintien de l'ordre public (Figure 56).

[314] On a pu consulter des contributions au 3è colloque sur la microzonification sismique tenu à Caracas en 2002
[315] Au sens de la politique politicienne (*politics*) et non des politiques publiques (*policies*)

Figure 56 : Communication officielle de la municipalité de Chacao, septembre 2004
(Source : Tiré du site Internet du municipe de Chacao consulté en avril 2008, http://www.chacao.gov.ve/noticiasdetail.asp?Id=1106)
« Une nouvelle section de policiers équipés de motos patrouillera dans le Territoire Sûr de Chacao ». Les véhicules peuvent atteindre la très haute vitesse de 260 km/h. A moins de risquer largement sa vie, il y a bien peu d'endroits dans le municipe Chacao où l'on peut circuler à cette vitesse, voire même s'en approcher. L'effet d'annonce est évident, la surenchère technique sur la surveillance et l'éradication constitue le fond de cette communication officielle.

Le contrôle du territoire est relayé par l'initiative de créer des brigades juvéniles par le biais de certaines écoles du municipe. Normalement constituées sur des bases éducatives et civiques, les brigades juvéniles de Chacao sont intégrées aux systèmes règlementaires de sécurité et de surveillance, véritable incorporation de procédures disciplinaires (Foucault 1975 ; 2004). En effet, la municipalité fixe comme objectif à ces brigades…

> « …de soutenir les plans et les programmes de prévention et de sécurité, mais aussi de participation sociale et communautaire développés par les différents organismes de sécurité et de prévention, dans des circonstances normales ou en cas d'urgences locales, afin de participer activement au processus de gestion de sécurité et prévention »[316]

La notion de « territoire sûr », que l'on trouve souvent sur des panneaux publics ou dans la promotion de la municipalité, renvoie à l'opposé à un territoire moins sûr, « zone rouge » ou territoires à risque dans une allusion plus large au DMC. Le « territoire sûr » de Chacao devient alors une île de sécurité – ou du moins de volontarisme politique allant dans ce sens – dans une marée rouge, de désordre et de risque. Dans le discours de la municipalité, Chacao passe pour le territoire du contrôle, du risque éradiqué (ou qui tend à l'être)[317]. Ce discours marque très fortement l'espace, par une application rigoureuse de la législation, et dans certains domaines

[316] *Para apoyar los planes y programas de prevención y seguridad, así como de participación social y comunitaria que desarrollen los diferentes Organismos de seguridad y prevención, en circunstancias normales o en casos de emergencia local, con el fin de participar activamente en el proceso de gestión de seguridad y prevención*. Sur la page de la municipalité : http://www.chacao.gov.ve/policia/polidetail.asp?Id=14 consultée le 3 mars 2008

[317] La consultation des pages web de la municipalité permet de visualiser de très nombreux documents, relativement aux autres municipalités, concernant différents types de risque moins mis en avant mais aussi pris en compte. C'est dans ce cadre qu'intervient la collaboration avec le CENAMB et d'autres instituts de recherche, dans une perspective de contrôle et de maîtrise du territoire. Sous le signet de « conseil au citoyen », on trouve des recommandations pour « s'immuniser contre les vols et agressions », « immuniser son véhicule », « immuniser son logement, son bureau », « s'immuniser à la banque »… http://www.chacao.gov.ve/policia/polidetail.asp?Id=30. Littéralement, le caractère de l'immunisation renvoie à l'impossibilité d'être attaqué par la maladie. Il apparaît que les représentations du risque sont empreintes d'une logique d'éradication.

même, par une législation municipale différente comme le met en évidence Zapata à propos des postes de *buhoneros* et de l'économie informelle (Baby-Collin et Zapata, 2006) entre Sabana grande et Chacaito (Photo 32) ; par des panneaux figurant explicitement les limites du municipe (Photo 33) ; ou par d'autres panneaux rappelant les numéros d'appels à la police municipale, Polichacao (Photo 34).

Photos 32 : Les différentes législations municipales visibles dans l'espace urbain
(Source : clichés d'Emiliano Zapata, tirés de Baby-Collin et Zapata, 2006)

Le municipe Libertador, chaviste, est permissif vis-à-vis de la présence des *buhoneros* dans l'espace public, ici le long du boulevard de Sabana Grande, à la différence du municipe de Chacao qui applique une interdiction d'établir des postes de vente sauvages, en dehors des emplacements convenus. Le kiosque jaune, à proximité de la limite rouge figurant la frontière entre les deux municipes, en est un exemple.

Photo 33 : Vue vers le Sud, à proximité du Guaire, à la frontière du Municipe *Chacao*
(Source : Cliché de l'auteur)

« Vous sortez du municipe Chacao »

Photo 34 : Vue vers le Nord-Ouest, à proximité de la station de Metro *Parque del Este*, à la frontière du Municipe *Chacao*
(Source : Cliché de l'auteur)

Sur le panneau bleu : « Vous entrez dans le municipe Chacao ». Sur le panneau orange figurent les numéros de téléphone et l'adresse Internet de la police municipale, sous l'écusson du municipe et l'inscription, tout en haut : « pour construire le Venezuela que nous voulons ».

La force de ces représentations portées par le politique transforme l'espace urbain et contribue à créer une territorialité particulière du risque liée à la sécurité à Chacao. Ceci passe par une grande quantité de marqueurs spatiaux, mais aussi par des pratiques territoriales plus en adéquation avec la prégnance d'un discours qu'à la mesure des facteurs objectifs de risque (Briceño Leon, 2005 : 653). A ces représentations du risque dominantes à Chacao s'ajoutent celles de larges secteurs favorisés ou de classe moyenne. Pour la plupart, leur position sociale leur permet de donner des suites pratiques aux représentations de risques qu'ils construisent dans le cadre de stratégies individuelles, et qui interviennent à la fois dans les aspects idéels et matériels des territoires.

- Les représentations de l'espace social et du risque pour les médias et les secteurs relativement favorisés dans l'ordre social

Le discours omniprésent sur la sécurité urbaine offre un cadre particulier à l'étude des représentations des risques parmi les populations favorisées. Les circonstances incontournables renvoient simultanément aux faits, aux discours tenus et aux sentiments que cette réalité (à la fois factuelle et discursive) inspire. Depuis qu'il nous a été donné de connaître Caracas, au début de l'année 2003, force est de constater que le risque sociopolitique et le risque lié à la sécurité des personnes et des biens soumis à l'agression, au dommage, aux blessures… occupent presque exclusivement l'espace des représentations des risques urbains dans les secteurs de classe moyenne et supérieure. Ces préoccupations raisonnent à l'unisson avec le discours que portent les médias qui semblent ménager une place sensiblement plus importante à l'ensemble des risques urbains. D'autres catégories de risque comme les glissements de terrain, les épisodes d'inondation ou les grands embouteillages trouvent plus d'échos dans la presse. Cet intérêt est néanmoins plus en phase avec des manifestations spectaculaires qu'en cohérence avec de quelconques situations de risque (restant potentielles, et donc bien peu « vendeur »). C'est essentiellement autour des risques liés à la sécurité urbaine, et de façon réductrice autour de l'agression, que vont se concentrer les représentations des classes moyennes et aisées, présentant des positions sociales certes inégales, mais pas insignifiantes en terme de possession de biens et de statut dans l'ordre social. On fait dès lors l'hypothèse, en plus de la vie et des biens, de l'importance fondamentale des positions ou des statuts (liés au pouvoir ou au prestige) au sein d'un ordre social dans la construction du sentiment d'insécurité. Au même titre que l'intégrité physique ou les biens, le statut social constitue un enjeu.

Outre l'expérience de la ville au quotidien, le discours porté par les médias joue un rôle important dans la diffusion généralisée d'un sentiment d'insécurité indifférencié. Les bilans réguliers d'homicides qui paraissent les lundis matin dans les grands quotidiens nationaux, les chroniques sur Caracas offrant une version très intime d'un homicide « sans raison », ou des conseils de sécurité à la personne ont été assez largement étudiés (Rotker, 2000 ; Reguillo, 2000 ; Rotker, 2005a). L'omniprésence de la sécurité pousse au repli, à l'homogénéisation résidentielle ou à l'organisation de groupes d'auto-défense dans certains lotissements :

> « Une grande partie des caraquéniens qui vivent dans ces *urbanizaciones* (ainsi que bien des gens qui n'y vivent pas) défendent, soutiennent et adoptent des comportements et des modes de vie qui tendent à entretenir une ségrégation entre personnes et parmi des usages citadins, et reflètent un certain type d'homogénéisation résidentielle »[318] (Garcia et Villa, 2001 : 59)

De telles attitudes confinent à la « paranoïa sociale » et impliquent une représentation de la ville qui débouche sur la « diabolisation » de certains secteurs (Garcia Sanchez et Villa, 2001 : 70). Les peurs prennent forme et sont installées comme un filtre permanent de la lecture du monde, dessinant des « espaces de la peur » (Garcia-Guadilla, 2007 : 147). Quelques-unes de ces conséquences sont visibles à travers le repli sécuritaire dans des logements aux murs et aux barbelés imposants, aux caméras et aux vigiles toujours plus nombreux. Les douanes urbaines se multiplient dans les *urbanizaciones* cossues de la ville où l'entrée est contrôlée et où il est difficile voire impossible pour le marcheur d'y déambuler. Les formes résidentielles privatives et à différents degrés exclusives concernent 75% des surfaces urbanisées des municipalités de Baruta et El Hatillo, 30 % à Sucre et Chacao, et 10% dans le municipe Libertador. Elles concernent entre 20 et 27% de la population du DMC (Garcia Sanchez, 2004). Les Douanes Résidentielles Urbaines sont une des conséquences physiques les plus évidentes du surinvestissement des représentations liées à la sécurité personnelle. A Managua, Sébastien Hardy fait remarquer que le climat de violence de la fin des années 1970 mène à une architecture de « confinement » et pousse les gens à se barricader face à la menace pesante dans ce qui pourrait être assimilé, dans un premier temps seulement, à ce que l'on voit à Caracas (Hardy, 2003 : 265-266). Du reste, il se trouve toujours un journal pour le rappeler de temps à autre : Caracas semble être une ville en état de guerre.

> « En définitive, concernant les zones (résidentielles, commerciales, de loisir, etc…) où se déroule au quotidien leur vie urbaine de proximité, les puissants ont opté de façon systématique pour une territorialisation qui repose sur la peur et la privacité »[319] (Garcia Sanchez et Villa, 2001 : 60)

Dans tous ces cas, l'insécurité personnelle l'emporte largement sur d'autres types de risque. Son omniprésence pousse par exemple ceux qui le peuvent à pratiquer la ville avec réserve, partir de chez soi en voiture et n'en descendre que dans le parking du lieu de travail ou d'achat, s'exposant souvent aux embouteillages, contribuant plus encore à la congestion d'une infrastructure routière inadaptée aux pratiques de déplacement à Caracas. De même, être pris dans des embouteillages expose au vol ponctuel à l'intérieur des voitures ou à d'autres types de risque qui, de toute façon, restent préférables au risque que pose l'utilisation des transports en commun. Le poids du sentiment d'insécurité n'est

---

[318] *Buena parte de los caraqueños que viven en estas urbanizaciones (así como una importante proporción de los que no) preconizan, instauran y asumen actitudes y modos de vida tendientes a cultivar una segregación de personas y de usos citadinos que reflejan cierto tipo de homogeneización residencial.*

[319] *Finalmente, los sectores pudientes han adoptado la sistemática territorialización temerosa y privativa de las zonas (residenciales, comerciales, recreativas, etc…) donde llevan a cabo su vida urbana cotidiana de proximidad.*

pas non plus étranger à un fort retranchement résidentiel qui fait aussi sens à plus grande échelle, par les formes même de l'urbanisme de certains lotissements (Figure 57 et 58).

Figure 57 : Extrait d'une image satellite montrant certaines *urbanizaciones* de Baruta à l'accès sélectif.
(Source : Tiré d'une image de *Google Earth*, consulté en ligne : http://earth.google.fr/)

On reconnaît en bas de l'image, par la forme de « Y » renversé, l'*urbanización* de Santa Sofía, dans le municipe de Baruta. On note le seul accès pour l'ensemble des maisons et la quasi absence de voies transversales de circulation. Les impasses sont récurrentes.

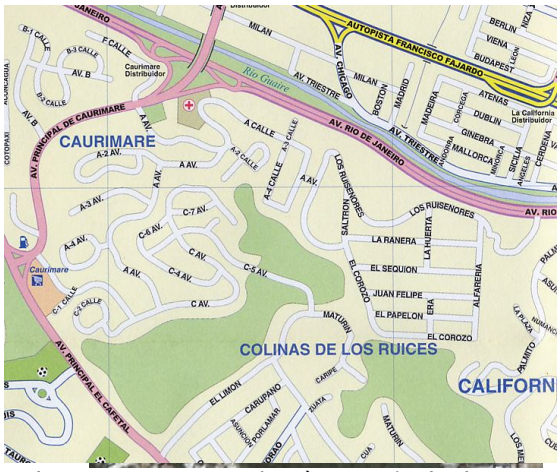


Figure 58 : Les routes d'accès aux *urbanizaciones* en lacet, au nombre de points d'entrée et de sortie réduits depuis les voies principales
(Source : scan tiré de la carte International Travel Maps, Caracas, Venezuela. ITMB publishing, Vancouver, Canada, 2003)

Les *urbanizaciones* de Caurimare et des Colinas de los Ruices se trouvent aussi dans le municipe de Baruta, près du municipe El Hatillo, face à l'*urbanización* de Santa Sofía, de l'autre côté de l'avenue principale du Cafetal.

Enfin, outre les stratégies individuelles reflétant les représentations du risque, ou le repli sécuritaire dans des espaces résidentiels homogènes et très règlementés, le sentiment d'insécurité et les usages qu'il implique de la ville s'impose aussi à certaines institutions, dont l'ambassade de France à Caracas par le ministère des affaires étrangères français. Située dans le secteur de Las Mercedes (Figure 59), le ministère des affaires étrangères français offre sur sa page web une carte de la ville mettant grossièrement en évidence les secteurs « sûrs » (à savoir l'Est autour de Baruta, El Hatillo et Chacao) et ceux qui le sont moins (outre l'aéroport international, tous les secteurs de l'Ouest dont le centre est distingué).

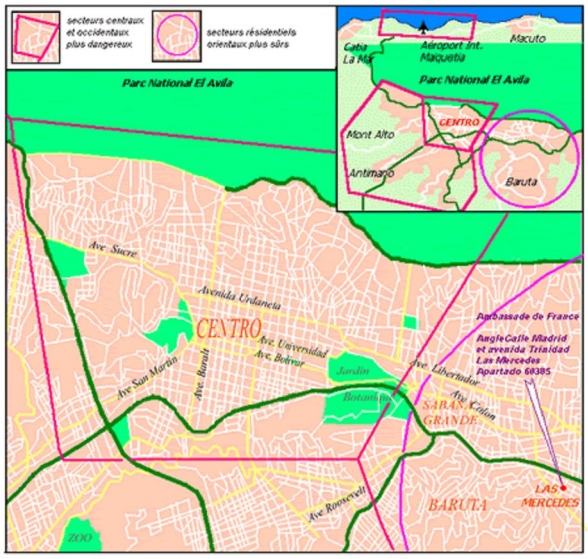


Figure 59 : Les territoires occidentaux sûrs et centraux et orientaux « plus dangereux » d'après le Quai d'Orsay
(Source : Tiré du site du ministère des affaires étrangères, à l'onglet « sécurité » dans les « conseils aux voyageurs » pour le Venezuela, consulté en avril 2008, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/venezuela_12312/index.html)

Cette image présente à l'usager extérieur une cartographie de l'insécurité urbaine, avec toutes les limites et les raccourcis que l'on pourra développer, selon les représentations sociales dominantes, contribuant ainsi à généraliser un type de rapport à la ville et se calquant sur des représentations plus larges de l'espace social de la capitale.

Bien évidemment le sentiment d'insécurité ne se manifeste pas seulement chez les possédants, les petits propriétaires ni tous ceux dont le statut social serait remis en cause par une acception plus large de la sécurité urbaine que celle qui concerne l'atteinte aux biens et aux personnes. Cela étant, il s'avère que l'insécurité est bien plus significative en terme de priorités et de marquage spatial pour ces catégories d'acteurs. Un certain degré de liberté, dans les choix et les stratégies individuelles qui s'opèrent, permet un passage à l'espace plus évident du sentiment lié au risque d'insécurité urbaine. Mais au-delà des disparités de représentations qu'il reste à mettre en évidence entre des populations aux profils socio-économiques différents, ou entre des secteurs dominants et dominés, il est des représentations généralisées de l'espace social urbain dans lesquelles la majorité des acteurs ou groupes d'acteurs se retrouvent.

- *Des représentations unanimes de l'espace social urbain*

Certaines représentations de l'espace social qui interviennent directement dans la territorialisation des risques urbains font sens pour tous. Il en va ainsi de la dichotomie Est / Ouest de la ville, reprise de manière plus générale par l'opposition entre « pays dominant » et « pays dominé » :

> « Cette franche division de la société est lisible dans l'espace. Elle marque fortement à la fois le paysage « bâti » et crée des représentations sociales qui influencent le déroulement des pratiques sociales » (Maldonado Brito, 2006 : 50)

L'Est est associé aux secteurs favorisés de la population, à l'ordre, à la sécurité, aux dernières centralités, à un fonctionnement formel de la ville, et aujourd'hui, repéré comme bastion de « l'opposition ». L'Ouest, en revanche, est lié au populaire, à l'insécurité, au désordre et à la saleté ainsi qu'à l'informel. L'Ouest, que l'on peut généraliser au municipe Libertador et dont le maire est chaviste, est l'espace de la ville clairement identifié comme chaviste, territoire rouge, siège des institutions fédérales et locales. La presse est un vecteur important de ces représentations[320]. Il en va de même de la publicité. Un grand panneau aperçu au printemps 2007 dans le secteur des ambassades à *Las Mercedes*, dans l'Est, annonçait aux éventuels clients, pour les décider, que dans

[320] L'étude de cas du chapitre 1.3 ne laisse aucun doute sur l'emploi de ces catégories dans les médias. On peut néanmoins citer des usages plus récents de ces termes aujourd'hui usuels (normatifs ?) dans la presse, qu'elle fasse figure de média d'opposition (*El Universal*) ou qu'elle présente plus de distance partisane (*Ultimas Noticias*). Dans *El Universal* en date du 29 juillet 2005, sous la plume de Gustavo Rodriguez, un article sur les vols de taxis à Caracas, présente un sous-titre « Zones rouges » auquel fait suite un paragraphe énumérant les secteurs les plus problématiques. Dans *Ultimas Noticias* en date du 23 février 2007, un article rédigé par Olga Maribel Navas couche un gros titre en haut de la page 11 : « *La Libertador* [une avenue de Caracas] *es 'zona roja'* », et de décliner les problèmes de drogue et de prostitution.

« tel magasin » on pouvait trouver « les prix du centre dans l'Est ». En d'autres termes, les clients de l'Est n'ont pas besoin de fréquenter le « centre » (qui se situe dans le secteur « Ouest » de la dichotomie), de s'y aventurer, voire de s'y risquer, pour profiter des bas prix pratiqués dans les secteurs populaires de Caracas. Les catégories d'Est et d'Ouest, plus qu'à des directions ou des localisations, renvoient aux distinctions d'un ordre socio-spatial, quitte à tordre sensiblement les repères cardinaux :

> « L'Est, cependant, du fait d'un artifice littéraire quelconque, cesse d'exister précisément dans son prolongement oriental, quand il devient Petare, un autre endroit pétri d'inégalité, d'injustice, et de lutte désespérée entre le dénuement et l'espérance, le marginal et le capital, l'historique et le récent »[321] (Rajkay Babo, 1989 : 70).

Cette dichotomie n'est pas sans fondement du point de vue fonctionnel, de la représentation sociologique ou des pratiques de l'espace urbain (Cartes 13, 14 et 18). Cela étant, sa simplicité rend très imparfaitement compte des nuances à apporter en fonction des échelles, ni même de la complexité des fréquentations croisées ou des relations qu'entretiennent les populations des différents territoires urbains (Baby-Collin, 2000). La dichotomie Est – Ouest de l'espace social de la capitale reste néanmoins la représentation dominante consacrant un ordre socio-spatial. Ses termes sont appropriés par les classes favorisées comme par les classes populaires dans l'amalgame des différentes significations sociales, politiques, culturelles ou fonctionnelles entre ces deux parties de la ville. La mobilisation de ces catégories de territoires lors des manifestations de fin 2001 à début 2002 (point 1.3 du chapitre 1) en est une illustration évidente.

Ainsi, ces représentations sociales dominantes ne sont pas seulement imposées par des acteurs jugés dominants, mais sont aussi relayées et entretenues par d'autres acteurs jugés moins hégémoniques. La dichotomie est reconnue parmi les secteurs les plus populaires de la ville, et structure à son tour le repérage de territoires « *escuálidos* » ou « *sifrinos* » [322]. Rappelons ici le témoignage d'un manifestant chaviste traversant un des territoires emblématiques de l'Est, dans le municipe Chacao :

> « Ca, c'est une zone d'*escuálido*, dit Dani en faisant référence à l'urbanisation *Las Mercedes* et à la quantité de gens qui ont abandonné leur poste de travail du

[321] *El 'este', sin embargo, por algún artificio de libertad literaria, deja de existir precisamente cuando esta mas al oriente, y se convierte en Petare, otro foco donde se libra una desigual, injusta y desesperada lucha entre la marginalidad y la esperanza, lo pueblerino y lo capital, lo histórico y lo reciente.*

[322] Désignation tout aussi péjorative qu'*escuálido*, l'adjectif *sifrino* fait référence avec ironie au côté précieux et délicat, voire maniéré, de l'opposition politique anti-chaviste.

> *Centro Lido*, et à travers les vitres arboraient un habit noir ou même un mouchoir noir sur leur chemise ou leur pantalon »[323]

Le jeu des transgressions territoriales lors des manifestations, les « traversées », les « prises », les « invasions », reposent sur les significations multiples dont sont chargés les territoires urbains à travers les représentations qui en sont faites. Il s'avère que la notion de risque urbain, de façon sélective et par le biais d'amalgames successifs, n'est pas étrangère à la territorialisation de l'ordre social.

Les territoires de risque sont à la fois une ressource mobilisée pour servir divers intérêts et le résultat de représentations intervenant dans le processus de territorialisation. Au fil des derniers paragraphes, on a pu voir des représentations concurrentes du risque, dont le caractère dominant est inégal et disputé, mais issues de secteurs traditionnellement dominants ou écoutés à l'échelle urbaine. De là, nous allons nous attacher à rendre compte des représentations des risques urbains et de leur territorialisation par les secteurs traditionnellement dominés de la société urbaine, à savoir les classes les moins favorisées occupant les *barrios de ranchos* de la ville.

5.2.2- Perception et représentation des risques dans les *ranchos*

- Les termes de l'enquête portant sur les conditions de risque dans des secteurs populaires de la ville

L'information utilisée pour saisir une manière dont le risque peut s'inscrire dans le quotidien et les pratiques territoriales des habitants de Caracas est le produit d'une enquête semi-dirigée de terrain (Annexe 4) portant sur 118 adultes (seul un adolescent, chargé de famille, a répondu au questionnaire). Cette enquête a pour objectif de renseigner différents facteurs de vulnérabilité, non seulement sociale (Cutter, 2006 : 115-131) mais aussi biophysique, des personnes interrogées, de leur ménage et de leur logement. L'application d'un questionnaire unique par logement a mené à élargir les questions aux caractéristiques physiques du logement, du site, et à l'ensemble du ménage. Le principe repose sur la caractérisation de 12 variables au moyen de 61 questions servant à leur évaluation (les variables sont évaluées par 3 à 7 questions, annexe 5). L'enquête, les méthodes de pondération ainsi que les calculs d'indices sont relatifs aux lieux et au moment de l'enquête, et ont été élaborés grâce à l'expérience d'un précédent travail (Rebotier, 2003), du terrain, et à la suite de la consultation de différentes enquêtes (Thouret et D'Ercole, 1996 ; Chardon, 1997 ; Puente, 1999 ; Hardy, 2003 ; Schneiderbauer et Ehrlich, 2006), ainsi que de spécialistes et/ou universitaires locaux[324].

---

[323] *El Nacional* 28 février 2002: *Esta es una zona de escuálidos dice Dani refiriéndose a la urbanización Las Mercedes y a la cantidad de gente que abandonó sus sitios de trabajo en el Centro Lido, y a través de sus Cristales mostraban algo negro en sus camisas, pantalones y hasta paños*.

[324] Il s'agit notamment de Rogelio Altez, Jesus Delgado, d'une responsable de l'ONG SOCSAL présentant une certaine expérience en ce domaine, de cadres des pompiers métropolitains ainsi que de la protection civile métropolitaine. Qu'ils soient tous ici remerciés.

Les 12 variables ont été choisies pour leur utilité à éclairer la place des « risques » comme figure générique dans le quotidien des habitants (Figure 60). La perspective d'une analyse en composantes principales (ACP) a poussé au calcul d'indices caractérisant chacune des variables, grâce à une moyenne arithmétique issue des réponses codées et normalisées. Certaines réponses peuvent justifier d'une pondération relative à l'ensemble des réponses apportées. De façon arbitraire, toutes les variables sont considérées équivalentes pour procéder à l'ACP. Leurs indices varient entre 0 et 1 du fait de la normalisation antérieure au calcul de la moyenne. Pour les réponses – avant normalisation – la valorisation des codages s'étend du minimum (à savoir 0) pour les conditions les plus défavorables, au maximum (changeant en fonction des modalités afférentes aux questions considérées) pour les conditions les plus favorables. Du fait du caractère ouvert de certaines questions, seules 56 sont retenues pour l'évaluation numérique de chacun des 12 indices relatifs aux 12 variables. Des 118 questionnaires réalisés, 114 ont pu compter au titre de l'ACP (4 présentaient des omissions empêchant le traitement systématique).

Variable 1 : Caractéristiques physico environnementales du site
- *Question 1* : type de terrain
- *Question 2* : pente
- *Question 3* : existence d'ouvrage contribuant à la protection des enjeux
- *Question 4* : distance au lit d'une rivière, d'un torrent
- *Question 5* : distance à un grand espace découvert permettant l'évacuation d'urgence

Variable 2 : Organisation communautaire
- *Question 1* : type d'évènements réunissant les gens de la communauté
- *Question 2* : type d'organisation que l'enquêté considère comme la plus présente dans la communauté
- *Question 3* : type d'organisation à laquelle appartient l'enquêté

Variable 3 : Caractéristiques démographiques
- *Question 1* : état civil
- *Question 2* : âge de la personne chargée de remplir le questionnaire pour le foyer
- *Question 3* : nombre de personnes occupant le foyer
- *Question 4* : âge des occupants du foyer
- *Question 5* : personnes à mobilité réduite

Variable 4 : Caractéristiques socio-économiques
- *Question 1* : revenus du foyer
- *Question 2* : type d'activité
- *Question 3* : nombre d'activités rémunérées dans le foyer
- *Question 4* : lieu d'exercice des activités rémunérées
- *Question 5* : existence d'une assurance / réserve d'argent

Variable 5 : Caractéristiques physiques du logement
- *Question 1* : construction en cours ou achevée
- *Question 2* : qualité de la construction
- *Question 3* : matériau principal utilisé
- *Question 4* : type de logement

Variable 6 : Conditions de logement des occupants
- *Question 1* : tenure du logement
- *Question 2* : tenure de la terre
- *Question 3* : degré de confiance attribué aux services
- *Question 4* : accès physique au logement
- *Question 5* : l'occupant se sent « de cille » ou « de la campagne »

Valeur 7 : Présence et efficacité des institutions
- *Question 1* : selon l'enquêté, institution la plus indiquée pour traiter de la gestion des risques
- *Question 2* : régularité des contacts avec les différentes institutions
- *Question 3* : degré de confiance accordé aux différentes institutions par l'enquêté

Variable 8 : Préparation et entraînement
- *Question 1* : participation à un entraînement d'évacuation

Question 2 : participation à un cours de premiers secours
Question 3 : lieu de fuite préétabli
Question 4 : réserve de matériel pour tenir en situation d'urgence
Question 5 : communication en situation de crise avec interlocuteurs clés
Question 6 : attitude adoptée en cas de perte de logement

Variable 9 : Expérience ou mémoire du risque
Question 1 : expérience d'un désastre
Question 2 : fréquence des discussions sur le thème du risque
Question 3 : connaissance de l'âge de son quartier
Question 4 : nombre d'année que l'enquêté vit à l'endroit de l'enquête
Question 5 : lieu de naissance de l'enquêté
Question 6 : caractéristiques du lieu de naissance de l'enquêté
Question 7 : connaissance d'une grande catastrophe ayant eu lieu à l'endroit de vie

Variable 10 : Conscience et identification des situations de risque
Question 1 : sentiment de sécurité au lieu de résidence
Question 2 : sentiment de sécurité par rapport aux autres quartiers de Caracas
Question 3 : sentiment de sécurité par rapport à différentes menaces
Question 4 : sentiment sur la situation – qui objectivement, ne s'est pas améliorée
Question 5 : changement de comportement (si oui, pondéré par la nature du changement indiqué)

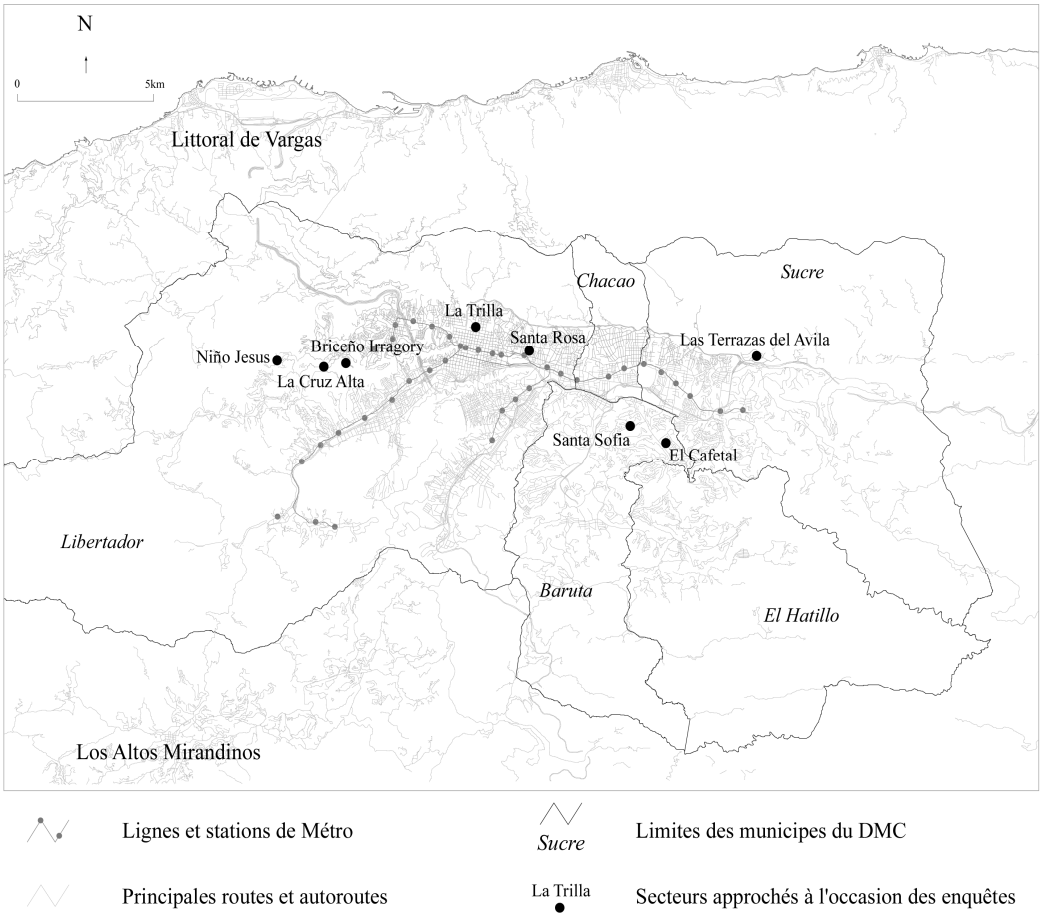
Variable 11 : Information disponible sur les risques
Question 1 : quels sont les vecteurs de l'information
Question 2 : fréquence de la réception d'information
Question 3 : évaluation de la qualité de l'information reçue
Question 4 : diffusion des études de risques, plans d'évacuation, protocoles… existants

Variable 12 : Connaissance sur les risques
Question 1 : niveau d'éducation
Question 2 : explication de l'origine de différentes menaces citées
Question 3 : définition du risque
Question 4 : définition de la vulnérabilité

Figure 60 : Tableau des variables mesurées et de leurs critères respectifs au cours de l'enquête réalisée dans les secteurs populaires de Caracas
(Source : Elaboration propre)

L'ensemble des questionnaires a été rempli entre juin et août 2005[325] et appliqué sans discernement à autant d'adultes que possible (Figure 61). La totalité de l'enquête a été réalisée dans 5 secteurs de *barrios*, en place depuis plus de 50 ans (Santa Rosa, La Trilla) ou depuis quelques années seulement (Niño Jesús), tantôt à proximité d'une ravine (Santa Rosa, La Trilla), tantôt sur de fortes pentes (Niño Jesús, Sector la Cruz), voire les deux (Briceño Iragorry), à proximité de l'axe central de la vallée de Caracas (Santa Rosa, La Trilla) ou sur les collines de l'Ouest (Niño Jesús, Briceño Iragorry, Sector la Cruz, carte 24).

[325] A l'été 2005, le souvenir des fortes pluies de février 2005 est encore vif. Rappelons que l'épisode a causé de gros dégâts sur le littoral de Vargas, ainsi que dans le DMC dans une moindre mesure, et des dizaines de morts et disparus dans les Andes, notamment l'Etat de Mérida.



Carte 24 : Localisation des secteurs approchés pour l'application de l'enquête sur les conditions de risque en ville
(Source : Elaboration propre)

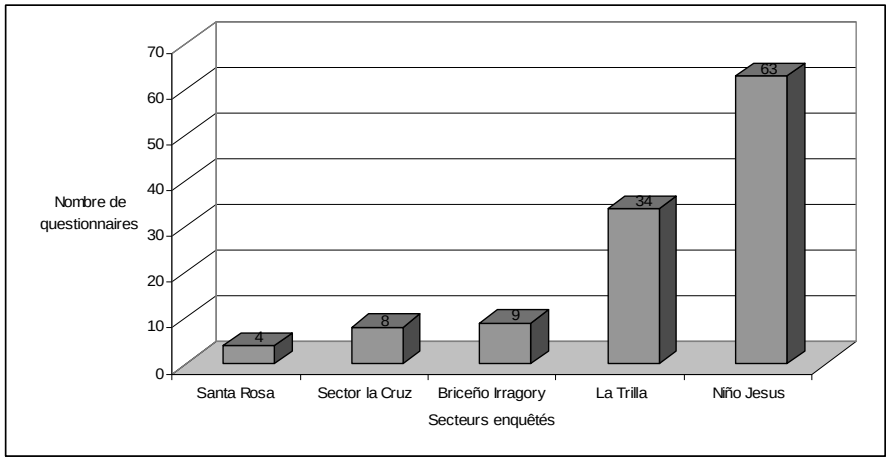


Figure 61 : Nombre de questionnaires appliqués par secteurs enquêtés
(Source : Elaboration propre)

Le contact avec les habitants de ces différents secteurs s'est fait par le biais de travailleurs sociaux (via l'association de voisins ASOCITRILLA de La Trilla) ou de personnes du secteur engagées dans les missions ou l'action sociale (CTU[326] notamment à Niño Jesús, mais aussi à Briceño Irragory et secteur La Cruz, ou *Casa de alimentación*[327] pour Santa Rosa). Ce contexte

[326] Comité de Terres Urbaines : comité de mobilisation local destiné à la régularisation du statut des terres urbaines.
[327] « Maison d'alimentation » : mission sociale promue par les pouvoirs publics et destinée à pourvoir les besoins de base en terme d'alimentation dans les secteurs les plus défavorisés du pays.

d'introduction doit rester présent à l'esprit à l'occasion du commentaire du traitement de l'enquête pour éventuellement expliquer certains profils de réponse et relativiser les résultats obtenus.

De même, il n'a pas été possible d'opérer une sélection systématique de l'échantillon pour deux raisons principales :

- D'une part, les moyens et le temps à disposition sur le terrain, ainsi que le défaut d'appui institutionnel formel, ne m'ont pas permis de lancer une opération d'une plus grande envergure.

- D'autre part, nous avons dû affronter un refus catégorique de collaborer – et plus ou moins aimablement signifié – par les habitants de secteurs plus aisés de la ville, du type *urbanización*, comme Santa Sofia, Las Terrazas del Avila ou El Cafetal (Sud-Est ou est du DMC, carte 24). Malgré force papiers et tampons de l'université, de ma directrice de recherche ou de l'ambassade de France au Venezuela, il n'a pas été possible de lever la moindre information systématique dans ces secteurs. L'argument de défiance avancé était la crainte de voir l'information recueillie diffusée parmi les services gouvernementaux. On se vante « de mentir aux services du recensement pour ne pas donner d'indices sur ce qu'il y aurait à voler » dans les maisons. Parmi toutes les questions de l'enquête, celle qui consiste à savoir « combien de personnes partagent le logement » apparaît « pour beaucoup comme une façon pour les chavistes de savoir combien de cubains il est possible de loger ici »[328]. Un contexte englobant de défiance politique n'a donc pas permis d'élargir l'application de l'enquête.

Dans un premier temps, afin d'analyser les résultats de l'enquête, nous procèderons à l'examen qualitatif des questions ouvertes et aux scores obtenus à certaines questions, nous permettant de dégager quelques enseignements importants. Dans un second temps, nous complèterons l'exploitation de l'enquête par une analyse statistique en composantes principales (ACP) réalisée grâce au module « Multiv » du programme de cartographie automatique Philcarto[329].

- Le poids de la presse dans la perception des risques face aux institutions publiques chargées de la gestion

Pour la diffusion ou l'amélioration de la gestion des risques à l'échelle locale il y a un relatif consensus autour d'une association nécessaire des communautés, de la mobilisation de relais locaux par l'intermédiaire de leaders de confiance ou du rapprochement entre communautés et administration (de manière générale, Marchand, 1966 : 37 ; Reguillo, 2000 : 188 ; ou plus précisément en terme de risque au Venezuela, SOCSAL, 2003 ; JICA, 2004 ; Rebotier, 2006). Les réponses données aux enquêtes et certains aspects mesurés de la vulnérabilité sont en cohérence avec ce consensus. Du reste, la formation et l'accompagnement des populations par les institutions n'en sont qu'à leurs balbutiements. Certes, il existe des initiatives de la protection

328 Propos tenus par des membres de l'association de voisin de l'*urbanización* Santa Sofia
329 http://philgeo.club.fr/Index.html

civile métropolitaine[330], de protections civiles locales[331], ou d'associations civiles, comme à La Trilla[332], mais l'efficacité est mise en doute. Parmi les personnes interrogées, 84% ont déclaré n'avoir participé à aucune formation de premier secours et si en moyenne la fréquence d'information reçue sur les risques est évaluée de façon satisfaisante (soit un score global dépassant 0,75[333]), c'est la qualité qui pose plutôt problème, n'atteignant qu'un niveau moyen (soit un score global de 0,5[334]). De façon spécifique, pour des scores variant entre 0 : complète insatisfaction, à 1 : parfaite satisfaction, l'ensemble des personnes interrogées évaluent l'information reçue par les pompiers à 0,34 ; par la protection civile à 0,22 ; et par l'école à 0,15 ; donc globalement mauvais pour une information sur les risques émanant des institutions, et bien inférieur à la moyenne de 0,5. En revanche, l'information tirée de la presse est beaucoup plus valorisée. Pour la télévision, la presse écrite et la radio, les valeurs respectives sont de 0,72 ; 0,55 et 0,45. Quelle que soit la qualité réelle de cette information, l'action des institutions publiques censées accompagner la gestion du risque est oblitérée par le poids de la presse, ce qui joue inévitablement en terme de perception, de représentation du risque et dans la lecture que font les personnes interrogées de leur propre situation.

- Face aux risques, plus que l'action, la réaction des populations

Au vue des réponses à plusieurs questions, il apparaît que les situations de crise sont plus clairement considérées que les mécanismes de production ou de reproduction des risques. La gestion de crise est relativement plus présente parmi les populations que la compréhension des situations de risques. Ainsi, à la question : « Si vous devez évacuer votre logement en cas de problème grave, comment pouvez-vous communiquer avec les secouristes, la famille, les voisins… ? », 78% des personnes interrogées ont apporté une réponse, même si la réaction en cas de crise est peu structurée. La moitié des personnes interrogées pense appeler par téléphone (la moitié est équipée en téléphone portable), 1/5 pense crier pour avertir ou solliciter de l'aide alors que 5% seulement appartiennent à des réseaux d'alerte (par radio ou sifflet) du fait notamment du travail d'associations locales (à La Trilla). Du reste, 1/3 de l'échantillon déclare savoir rejoindre un endroit (jugé satisfaisant lors de l'enquête) en cas d'évacuation d'urgence. Lorsqu'il est question de la formulation des causes des menaces, l'ensemble des réponses ne dépasse pas un taux de 20% de bonnes réponses, quelle que soit la menace, hormis concernant les crues et

330 Par exemple, dans le secteur Tirso de Molina, où l'institution essaie d'aider la communauté à structurer son action de conscientisation des membres vis-à-vis du risque et des interactions multiples avec l'environnement.
331 L'Institut de Protection Civil et Environnemental (IPCA) de Chacao organise des comités pour l'action d'urgence locale (CAEL) destinés à l'organisation de la réaction face à une perturbation plus qu'à l'appropriation des situations de risque.
332 Où l'ASOCITRILLA s'est structurée après la « Tragédie » de 1999, lorsque le cours d'eau Catuche a fortement endommagé le *barrio*. Au terme de presque dix ans, les leaders les plus motivés montrent des signes de découragement face aux difficultés qu'il y a à coordonner des initiatives ascendantes et descendantes, entre communautés et pouvoirs institués.
333 Pour des valeurs s'échelonnant de 0 : Aucune information reçue, à 1 : Information sur les risques reçue très souvent.
334 Pour des valeurs s'échelonnant de 0 : Information jugée inutile, à 1 : Information jugée d'excellente qualité.

débordements (près de 22% de réponses correctes). Les menaces les plus ressenties, à savoir glissements et filtrations, sont correctement expliquées dans 18% et 16% des réponses. Enfin, seuls 10% et 13% des personnes interrogées sont parvenues à expliquer correctement les termes et différences d'un risque et d'une menace respectivement.

- Des priorités qui relèvent des conditions matérielles et du quotidien

A la question sur les activités normales quotidiennes, 27% répondent consacrer leur temps en premier lieu au travail ou à l'école, 26% à la maison, et 17% à prendre soin de la famille. On relève une différence sensible de proportion avec la question sur les projets prioritaires à 5 ans. 22% répondent que le logement sera leur priorité, alors que pour 17% il s'agira du travail, là où 11% et 10% des personnes envisagent des projets personnels et familiaux. Les indécis dépassent le tiers des personnes interrogées. Il y a donc une préoccupation à moyen terme sur ce qui occupe l'essentiel du quotidien des personnes interrogées[335]. Lorsque les questions portent plus précisément sur les risques, les menaces pour lesquelles les personnes interrogées se sentent le moins sûres sont les glissements et les filtrations (pour des raisons sanitaires et géomorphologiques). L'évaluation du sentiment d'insécurité vis-à-vis de ces menaces est inférieur à 0,3[336]. Le groupe suivant de menaces identifiées pour lesquelles les personnes interrogées ne se sentent pas sûres rassemble la délinquance et l'insécurité civile, l'inondation, et le séisme avec des scores respectifs de 0,44 ; 0,45 et 0,46. A l'inverse, les possibles menaces qui pèseraient moins dans la perception des personnes interrogées sont les menaces de type technologico-industrielles, la destruction du couvert végétal et le bruit, pour des scores respectifs de 0,66 ; 0,64 et 0,63. Les préoccupations premières semblent tourner autour de la matérialité de l'habitat et de l'expérience au quotidien de conditions difficiles de logement. Les situations de risques, bien réelles, ne laissent que la possibilité d'une catastrophe, pas forcément l'expérience de celle-ci. Ce sont les aspects les plus pratiques qui semblent l'emporter dans l'ordre des menaces perçues, là où d'autres discours portent en étendard des risques urbains l'insécurité civile plus fuyante.

- Dans les méandres de la mémoire : valorisation de catastrophes récentes et appréhension inégale de l'environnement

Cette lecture du risque liée à l'expérience et au quotidien introduit le commentaire de la question portant sur l'expérience d'une catastrophe. 56% déclarent se rappeler avoir vécu une catastrophe ou un évènement traumatisant dans leur vie. Parmi eux, la quasi-totalité a fait référence à un évènement d'origine naturelle (du fait, peut-être de la connotation du terme employé, *desastre* en

[335] Hardy souligne aussi qu'à Managua, « les stratégies d'ancrage urbain pour les immigrés attirés par les opportunités de la ville se déterminent avant tout autour de la résolution des problèmes du logement » (Hardy, 2003 : 139). Le logement est un problème qui doit trouver une solution, coûte que coûte, et qui oblitère d'autres conséquences qui découlent de l'installation ou de l'invasion, comme par exemple l'exposition à des menaces, les grandes distances aux centres d'activités ou aux zones d'emploi, ou les difficultés d'interaction avec l'environnement qui incombent au nouvel habitant.

[336] Pour des valeurs s'échelonnant de 0 : Sentiment d'insécurité absolu, à 1 : Sentiment de totale sécurité.

espagnol), et il apparaît que le séisme référence pour Caracas, celui de 1967, ne réunit que 5% des réponses alors que les grosses pluies de février 2005 et de décembre 1999 en réunissent chacune autour de 20%. La distance à l'évènement, l'âge des enquêtés et l'expérience récente d'épisodes traumatisants peut expliquer cette répartition. Cela étant, on avancera aussi l'hypothèse de la mobilité des personnes (primo-arrivant à Caracas ou mobilités intra-urbaine) pour expliquer le fait que près de la moitié des personnes interrogées à Niño Jesús (soit 31 personnes) n'a cité aucun évènement, pas même celui des pluies de février 2005 qui ont pourtant affecté lourdement le secteur. Manifestement, de fortes mobilités n'aident pas à accumuler une certaine « mémoire » du lieu et donc une conscience du risque.

En somme, on observe une compréhension assez limitée d'un problème certes complexe, les situations de risque, ainsi que de la diversité de leurs enjeux. En revanche, il ressort que la perception et les représentations du risque passent par le filtre très pragmatique de l'expérience quotidienne.

- Les enseignements de l'ACP : le poids du quotidien et l'opposition entre les dimensions matérielles et idéelles

Malgré le nombre relativement faible de questionnaires exploitables ainsi que leurs limites en terme de représentativité, on peut espérer, grâce à la méthode statistique, dégager des associations fondamentales entre les différentes variables sur l'ensemble de l'information relevée pour tous les individus. L'ACP dégage les facteurs principaux qui permettent de discriminer et caractériser la masse de données soumise (qu'il s'agisse des variables, d'individus, ou, le cas échéant, d'unités spatiales). Ces facteurs représentent la part d'explication de la variance des données. Lorsqu'ils sont représentés dans un repère cartésien, la position des variables, calculée en fonction des réponses apportées à la centaine de questionnaires, permet d'établir des corrélations entre variables qui varient dans le même sens ou en opposition. L'ACP permet enfin d'intégrer l'ensemble de l'information relevée et d'en faire ressortir les points forts.

Si l'on procède à l'analyse factorielle avec l'ensemble des variables, il apparaît que les deux premiers axes expliquent plus du tiers de la variance (34,45%, Figure 62).

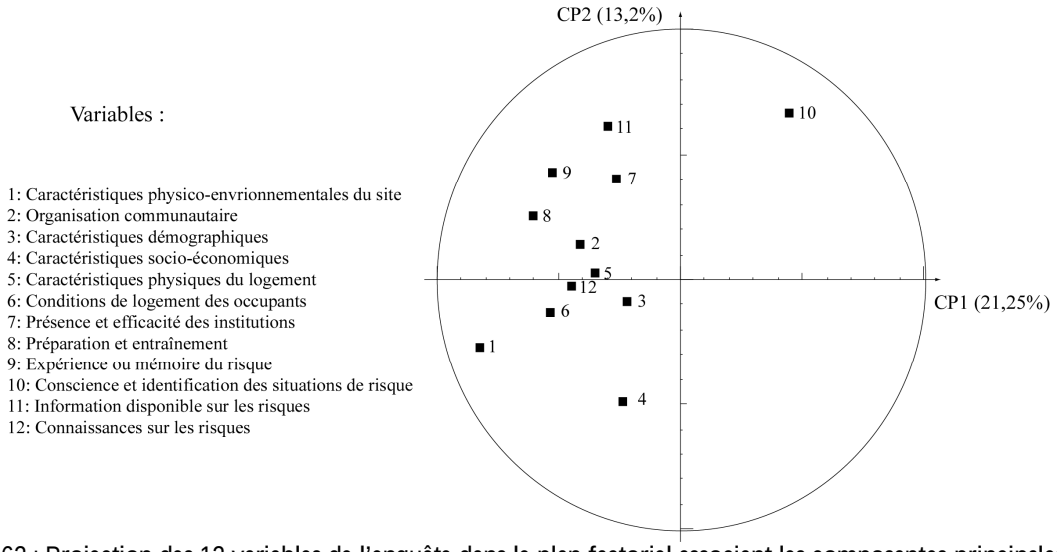


Figure 62 : Projection des 12 variables de l'enquête dans le plan factoriel associant les composantes principales 1 et 2
(Source : Elaboration propre)

De ce plan factoriel se dégage l'opposition forte sur les deux axes des variables 10 : « conscience et identification de la menace » d'une part et 1 : « caractéristiques physiques et environnementales » d'autre part. En effet, pires sont les conditions physiques du site, plus importante est la conscience d'un risque qui, bien que potentiel, est toujours rappelé aux habitants dans leur quotidien, du fait de fortes pentes, de la présence d'une ravine, ou d'un terrain meuble dont on voit les conséquences des mouvements. Dans ce cas, l'expérience pratique au quotidien rejoint directement la conscience de risques pourtant potentiels. C'est ce que l'on retrouve, dans une moindre mesure, pour la variable 4 : « socio-économique » qui varie à l'opposé de la variable « conscience du risque et identification de la menace ». De difficiles conditions de vie peuvent traduire des situations de risque relativement plus aigües et par conséquent la possibilité d'avoir au quotidien plus de marques tangibles de ces risques, et en alimenter la conscience.

Dans un second temps, un groupe de 4 variables (10 : « conscience du risque et identification de la menace », 7 : « caractéristiques institutionnelles », 11 : « informations à disposition » et 9 : « expérience et mémoire du risque ») peut s'opposer à un groupe de 3 variables (1 : « caractéristiques physiques et environnementales », 6 : « conditions de logement » et 4 : « caractéristiques socio-économiques »). Le premier groupe identifie des variables qui relèvent de caractéristiques assez intangibles, individuelles et/ou institutionnelles, alors que le second groupe renvoie à des variables d'ordre plus matériel. De façon plus générale que pour les premières remarques, les dimensions matérielles et immatérielles concernant la perception du risque semblent varier en opposition. C'est aux aspects tangibles du quotidien que les populations semblent être les plus sensibles. Ainsi, de mauvaises conditions physiques et matérielles en terme de risque vont être accompagnées d'un développement sensiblement meilleur d'aspects immatériels tels que l'appareil institutionnel efficace, la circulation d'information utile ou la conscience des situations de risque parmi les populations. A l'inverse, de bonnes conditions

matérielles semblent faire « baisser la garde », sans présumer de l'ensemble des déterminants des situations de risque, dont on sait combien ils peuvent être complexes ! Après plusieurs tentatives, procéder au calcul d'une nouvelle ACP en ôtant du groupe de variables les variables les moins significatives n'apporte pas de changements pertinents à l'analyse des plans factoriels.

Malgré toutes les précautions qu'il faut adopter du fait de la faible représentativité de l'échantillon de population interrogé et de la proportion de variance expliquée par l'ACP, on peut néanmoins souligner que les représentations du risque, parmi les populations interrogées, relèvent essentiellement de la réaction à des conditions matérielles de vie, de travail ou de logement. La perception à travers leur expérience quotidienne dans les logements et dans les quartiers, permet de construire pour beaucoup des représentations – influencées par les médias – qui se dégagent des « principes » de gestion de risque préconisés par les institutions telles que les pompiers métropolitains ou la Protection Civile. Ces représentations reposent en majorité sur le discours médiatique et sur les conditions pragmatiques d'un quotidien difficile là où le risque est essentiellement potentiel, immatériel, mais indirectement et imparfaitement tangible.

On sait combien les représentations participent de la territorialisation et de la construction du monde réel, par les pratiques, les discours ou la conscience de soi quelque part (Bailly, 2005). On peut alors attendre un certain nombre de découplage entre les représentations du risque et les conditions objectives des situations de risque. Sans contester la réalité des situations de risque telles qu'elles sont représentées, il sera intéressant de voir comment se fait la (re)construction de ces situations de risque, quels endroits elle affecte, quels acteurs elle concerne. Si « les clivages sociaux et les positions tant sociales que spatiales qu'ils engendrent influencent la perception que se font les êtres humains de leur environnement » (Di Meo et Buléon, 2005 : 99), on pourrait trouver là un argument pour expliquer le fait que les territoires de risque reprennent pour beaucoup des découpages socio-spatiaux… alors même que dans l'absolu, bien des catégories de risque ne suivent pas la géographie sociale de façon systématique.

5.2.3- La délicate combinaison des espaces à risque et des territoires de risque

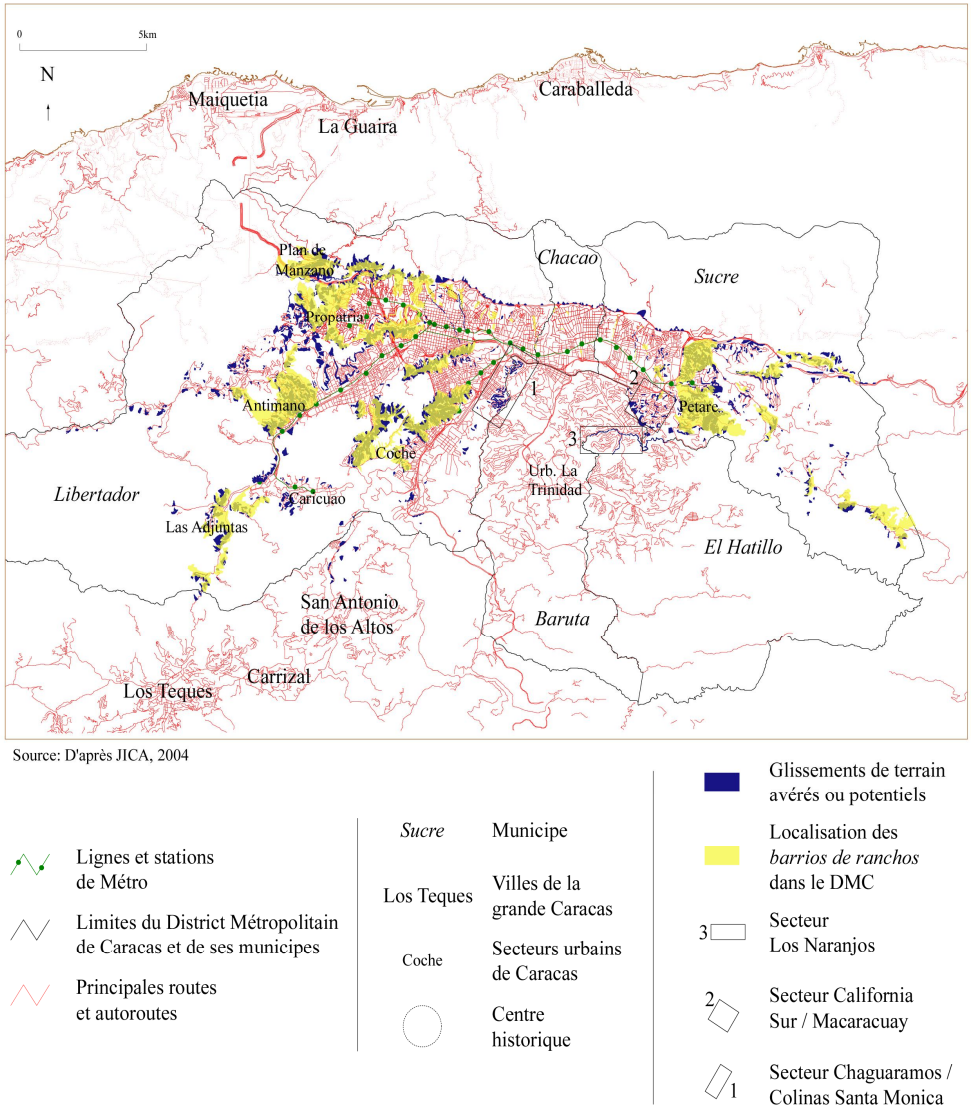
A la lumière des précédents développements sur la construction territoriale, on peut concevoir les espaces à risque comme la spatialisation des facteurs de risque matériels et plus largement objectifs, à Caracas. Ces espaces renvoient à un aspect géométrique du risque dans l'espace urbain, et font référence aux cartes techniques des ingénieurs, aux documents d'urbanisme qui procèdent par zonage ou à la cartographie d'éléments tangibles relevant de l'aléa, des enjeux exposés ou encore de la capacité de réponse, par exemple par le biais des services de secours. En plus de cette acception des risques spatialisés, les territoires de risque renvoient aux perceptions et aux représentations des sociétés concernées. En d'autres termes, les éléments objectifs des situations de risque doivent passer par la reconstruction subjective pour permettre l'existence de

territoires de risque. Sans établir de la même manière la distinction entre espaces à risque et territoires de risque, Alexis Sierra a pu identifier à Quito des discordances en terme de risque urbain entre la réalité géographique, les représentations et les contours des politiques de gestion dans la perspective d'une géopolitique urbaine (Sierra, 2000 : 101-102).

Il s'avère que les multiples représentations des risques, dont on a pu voir différents exemples, ainsi que les territoires qu'elles contribuent à définir, ne se recoupent pas. Espace et territoires de risque ne se confondent pas non plus à Caracas, et l'exemple de la sécurité à la personne, parmi les plus mis en avant à Caracas, en fournit une excellente illustration qui aidera aussi à cerner la hiérarchie qui s'opère parmi les catégories de risque les plus influentes dans les représentations des différents secteurs de la société. Il apparaît que les discours ne sont pas homogènes et sont en compétition dans la définition des territoires de risque à Caracas, autrement dit dans la (re)construction de l'espace social si l'on privilégie une approche commune par le risque. Enfin, il pourra être intéressant de voir comment s'organise cette concurrence, comment les mécanismes qui mènent à la construction de territoires de risque peuvent être porteurs d'un ordre socio-spatial, avec son lot de catégorisation et de normativité.

- La discordance entre les aspects matériels objectifs et idéels subjectifs

Les risques urbains à Caracas présentent des empreintes spatiales très diverses, en fonction du type de risque envisagé, et subissent aussi une reconfiguration importante du fait de la territorialisation. Il s'avère que pour une même catégorie de risque, les éléments objectifs et les représentations que les populations s'en font ne concordent pas à l'échelle de la ville. Concernant les glissements de terrain, à travers certains discours dominants, comme ceux de la presse, ou comptant parmi les représentations prégnantes autour d'une dichotomie Est favorisé / Ouest populaire, l'accent est mis sur l'association entre vulnérabilité du bâti des *ranchos*, occupation de fortes pentes et mouvements de terrain. Certes, nous avons vu combien l'action publique peut être différente en fonction des municipes dans ce domaine, et combien la capacité de réponse individuelle est sans commune mesure selon qu'il s'agit de classes populaires ou de populations favorisées, mais il s'avère qu'en rapprochant les cartes des glissements de terrains constatés ou potentiels et celle de la localisation des *barrios de ranchos*, force est de constater qu'il n'y a pas de correspondance systématique entre logements de fortune et glissements de terrain. Tous les glissements ne menacent pas des logements, mais l'on peut identifier de larges secteurs de classe moyenne ou très favorisée, en proie à cette menace récurrente, sans que cet aspect lié aux risques de glissement de terrain ne soit présent dans les représentations à la mesure des éléments objectifs constatés à Caracas (Carte 25).



Carte 25 : Correspondances non systématiques entre les *barrios* de *ranchos* et les glissements de terrain dans le DMC

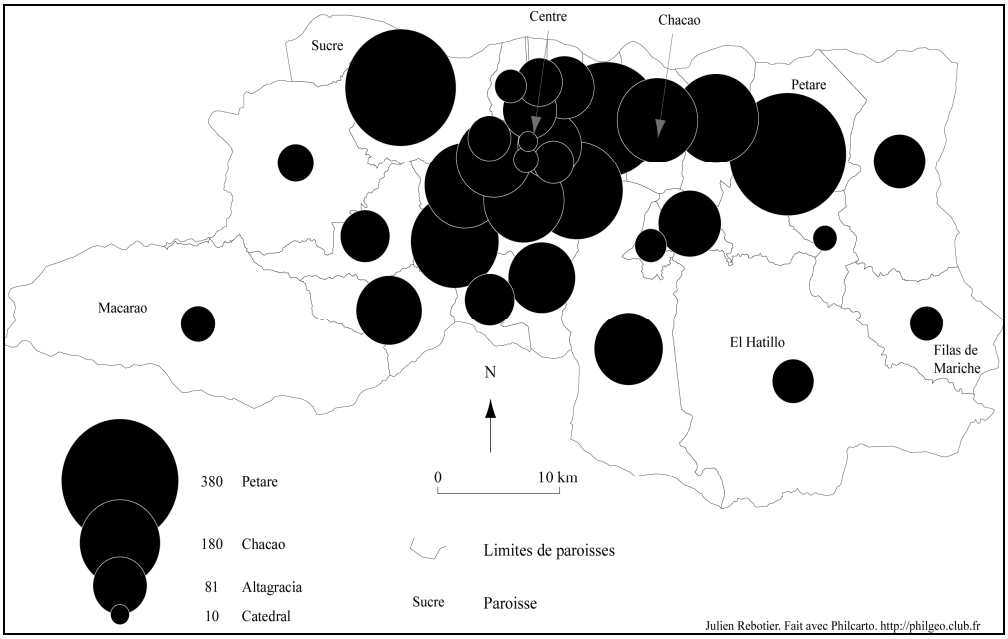
(Source : Elaboration propre, d'après JICA, 2004)

De même, concernant le risque sismique, on a déjà souligné que les secteurs présentant les menaces potentielles de plus forte intensité correspondent à des quartiers très favorisés de la ville, autour d'Altamira et de Los Palos Grandes (Carte 22). La communauté scientifique a bien présent à l'esprit cet état de fait et travaille à une micro-zonification sismique de la ville afin de produire des documents aidant à la gestion. En revanche, au cours des terrains successifs et des nombreux entretiens, il ne nous a pas semblé trouver de représentations du risque intégrant les séismes à la mesure des éléments objectifs parmi les acteurs politiques, parmi la plupart des habitants de la ville, ou même parmi quelques acteurs institutionnels.

Les deux exemples précédents sont liés à des risques dont les menaces sont d'origine exogène. Ils nous ont montré combien les discordances peuvent être importantes entre une situation objective et la réappropriation de cette situation par la société. La territorialisation donne au risque un sens social et confère à l'espace, bien plus qu'un simple contenant, un rôle de ressource intervenant dans les relations sociales. Pour mettre encore plus en évidence la réappropriation et la

reconstruction des situations de risque dans l'espace urbain, il semble pertinent de comparer les dimensions objectives et représentées d'un risque dont les menaces sont d'origine endogène au système social. La question de la sécurité, des possibles agressions ou des violences aux personnes mise en avant à Caracas de façon manifeste dans les discours de différents acteurs servira notre propos par la suite.

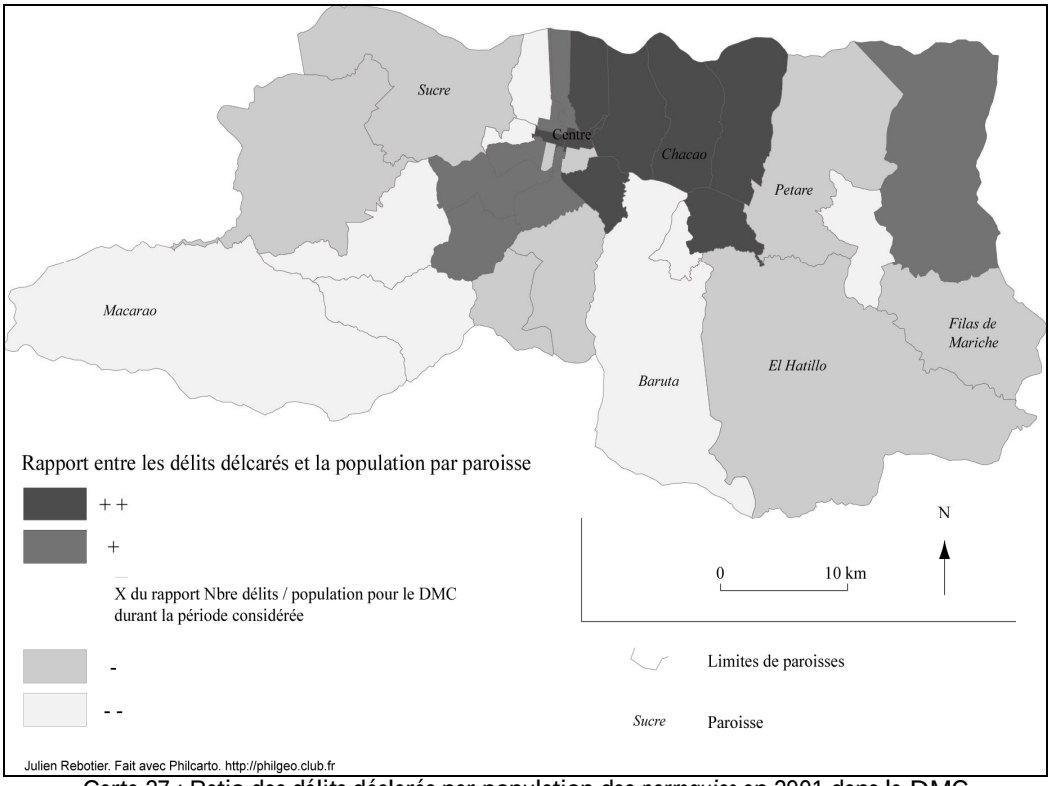
Les problématiques de la sécurité urbaine depuis la fin des années 1980 début 1990 sont unanimement reconnues à l'échelle continentale, faisant suite à une décennie de forte crise économique, à de profondes réformes des appareils d'État et correspondant à l'intensification du phénomène de métropolisation (Carrión, 2002). Mesurer les délits pour caractériser la sécurité urbaine n'est pas une mince affaire. Il peut y avoir un rapport de 1 à 3 entre les délits déclarés et les délits réels, et de toute évidence, les faits de violence ne correspondent pas au sentiment d'insécurité qui envahit les populations urbaines (Briceño León *et ali.*, 2002). Malgré les limites des séries statistiques en ce domaine, c'est bien un décalage entre les éléments objectifs contribuant aux situations d'insécurité urbaine et des représentations de ce risque qu'il nous intéresse de mettre en évidence. Les statistiques cartographiées concernent les 5 municipes du District Métropolitain de Caracas et proviennent du secrétariat chargé de la sécurité au DMC. Un inventaire systématique et continu des délits déclarés est tenu grâce à différentes institutions publiques et centralisé par les services du secrétariat. Les séries portent sur 7 semaines discontinues entre le lundi 14 août 2006 et le dimanche 28 janvier 2007 (Carte 26). D'après la typologie employée, les délits rassemblent des homicides, des blessures corporelles, des dommages matériels, des dommages matériels sur les véhicules, des vols, des vols de véhicule, des rapts, des viols et des cas d'insubordination à l'autorité.



Carte 26 : Distribution des délits déclarés durant sept semaines discontinues dans les *parroquias* du DMC entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007
(Source : Elaboration propre, d'après les données du secrétariat du DMC pour la sécurité)

La cartographie en données brutes et valeurs absolues de l'ensemble des délits déclarés fait ressortir deux axes et deux pôles majeurs. On distingue l'axe de la vallée de San Antonio, reliant les centralités successives de Caracas, qui concentre une grande quantité d'emplois et une activité commerciale, formelle et informelle, très intense. Il faut ajouter qu'à proximité, essentiellement au Nord de cet axe et dans la partie Est, on trouve des secteurs résidentiels favorisés ou très favorisés, qui se présentent surtout sous la forme de tours, et dans une moindre mesure sous la forme de villas (*quintas*) au milieu de terrains plus ou moins étendus. A cet axe principal s'ajoute celui qui rejoint le Sud-Ouest de la ville et Caricuao puis Macarao, le long de l'avenue San Martin, et qui traverse des secteurs commerciaux mais aussi des secteurs résidentiels dont les populations présentent des profils socio-économiques hétérogènes. En plus de ces deux axes se dégagent les plus importantes valeurs pour Sucre (la *parroquia* la plus peuplée du pays dans les secteurs populaires de l'Ouest de Caracas) et pour Petare (accueillant un agglomérat de *barrios* parmi les plus importants du pays). Ces deux grands pôles semblent encadrer le centre et le centre-Est de la ville où sont déclarés un grand nombre de délits relativement à l'ensemble des *parroquias* du DMC.

Si l'on ramène ces déclarations à la population par paroisse, on trouve une image du District sensiblement différente (Carte 27).



Carte 27 : Ratio des délits déclarés par population des *parroquias* en 2001 dans le DMC
(Source : Elaboration propre, d'après les données du secrétariat du DMC pour la sécurité et de l'INE)

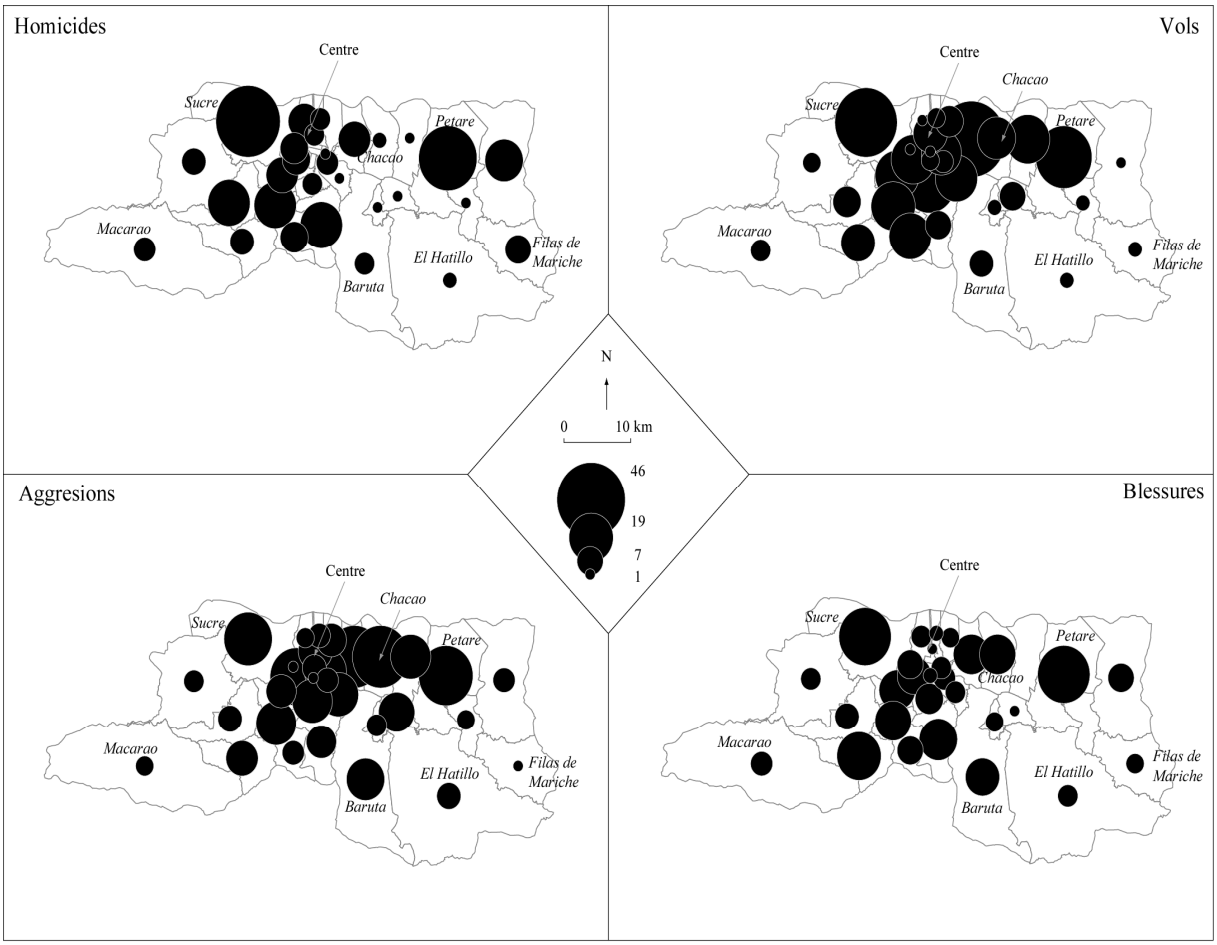
Par rapport à la moyenne du rapport délits déclarés / population dans le DMC, on trouve une forte surreprésentation dans les paroisses situées au centre-Est, sur l'axe des centralités successives de la capitale. Le début du second axe apparaît aussi en surreprésentation, à proximité

du centre, en direction du Sud-Ouest. Notons que ces secteurs hétérogènes concernent des classes moyennes après avoir été occupés par les populations les plus favorisées lors des premiers départs du centre ville, au tournant du XXe siècle (c'est le cas pour l'*urbanización* El Paraíso par exemple). Les deux pôles repérés précédemment disparaissent alors, en sous-représentation par rapport à la moyenne du DMC. Ces résultats semblent aller dans le sens d'une adéquation entre éléments objectifs et éléments subjectifs des situations de risque d'insécurité urbaine. Les populations les plus favorisées, pour qui l'insécurité et très présente parmi les représentations du risque urbain, occupent aussi les zones sombres de la carte correspondant aux secteurs qui présente relativement les plus nombreuses déclarations de délits. Cela étant, plusieurs points nous amènent à nuancer une éventuelle « adéquation » entre espace à risque et territoire de risque.

Le discours sur l'insécurité porté par la presse concerne l'ensemble de la ville en distinguant les zones populaires par l'inventaire hebdomadaire des homicides, des secteurs plus favorisés auxquels sont consacrés des chroniques de « comportements à adopter en cas d'agression », des techniques d'auto-défense… Or, il apparaît que l'insécurité urbaine n'affecte pas tous les secteurs urbains dans la même mesure. Les secteurs les plus populaires apparaissent sous-représentés par rapport aux secteurs plus favorisés, confirmant objectivement la crainte des classes moyennes et aisées pour lesquelles l'insécurité est bien plus présente. Il faut pourtant souligner que d'aucuns s'accordent à dire que les délits sont moins déclarés dans les secteurs populaires, où les interactions sociales sont multiples, et où l'on craint les représailles, alors même qu'il s'agit là des secteurs présentant le plus de délits à l'échelle urbaine (Rotker, 2005b ; Briceño León *et ali.*, 2002). Ensuite, il faut noter que les zones de surreprésentation des délits par rapport à la population ne concernent qu'une partie des secteurs les plus favorisés, empiétant sur les secteurs du centre plus populaires, et sur le début de l'axe Sud-Ouest dont les populations présentent un profil socio-économique hétérogène. L'ensemble des secteurs Sud-Est de Baruta et El Hatillo, parmi les plus favorisés de la ville, ne présente pas de surreprésentation des délits déclarés. On devine alors que la série statistique dont nous disposons sur les conditions objectives – mais partielles – d'insécurité urbaine renvoie moins à la géographie sociale de la ville qu'à la distribution de la fréquentation des secteurs urbains selon leurs fonctions (essentiellement liées au commerce et à l'emploi). Ainsi, la surreprésentation des délits déclarés le long d'axes intensément fréquentés traduit moins l'existence d'insécurité dans les secteurs favorisés que la pratique intensive de ces espaces et la déclaration des délits là où ils sont perpétrés, forcément en surreprésentation dans le cas de fortes densités temporaires.

La cartographie des délits nuancée en fonction de leur type permet d'affiner la lecture des premières cartes (Cartes 26 et 27). La carte des homicides est presque une lecture en négatif de la carte établissant le rapport entre délits déclarés et population (Carte 28). La partie centre-Est de l'axe principal est très faiblement représentée, alors que le début de l'axe menant vers le Sud-

Ouest, à proximité du centre, apparaît moins représenté que son prolongement méridional, plus populaire. Outre les deux axes « en négatif », on retrouve les deux pôles de Petare et Sucre qui rassemblent sur la période près du tiers des homicides déclarés. On remarquera qu'à l'occasion des terrains successifs à Caracas, outre le fait de savoir qu'il y a des armes dans certaines maisons des secteurs favorisés ou très favorisés de la ville (Santa Sofia), en plus d'avoir entendu quelques tirs dans les *barrios* ou à leurs limites (Barrio Unión à Petare, trajet Niño Jesús – Propatria, dans l'Ouest), le seul homicide dont nous avons été témoin a été perpétré dans le centre, au départ de l'axe identifié comme allant vers le Sud-Ouest, dans un endroit intensément fréquenté (le terminal d'autobus de Nuevo Circo). Etant donné les conditions de l'homicide, il s'agissait vraisemblablement d'un règlement de compte[337].



Julien Rebotier. Fait avec Philcarto http://philgeo.club.fr

Carte 28 : Distribution des types de délits déclarés durant sept semaines discontinues dans les *parroquias* du DMC entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007
(Source : Elaboration propre, d'après les données du secrétariat du DMC pour la sécurité)

A l'inverse, la cartographie des vols et des agressions fait bien plus ressortir les axes intensément fréquentés (Carte 28). On note aussi pour ces deux cartes que se détache le début de l'axe menant vers le Sud, à El Valle, pour sa partie allant de la Plaza Venezuela au terminal d'autobus La Bandera, et concernant des secteurs cossus de classes moyennes (comme Los Chaguarramos ou

337 La fameuse *culebra*, le différend entre individus, relevant d'histoires de cœur, d'argent ou d'honneur, et pouvant avoir une issue fatale.

Santa Mónica), tout comme des secteurs de *barrios*, à proximité. Enfin, la carte des seules blessures semble présenter une synthèse des différents modèles de distribution de l'insécurité urbaine (Carte 28). Dans une certaine mesure, on peut penser qu'elle intègre d'une part les marques d'une « violence de sang », celle des secteurs populaires et de certains secteurs du centre très fréquentés, où les règlements de compte le dispute au droit ; et d'autre part les marques d'une « violence de biens », concernant essentiellement les secteurs les plus fréquentés et leurs alentours.

Mais au-delà des seuls faits déclarés, les enquêtes sociologiques dégagent un profil des victimes de violences urbaines correspondant essentiellement à des hommes, jeunes et pauvres. L'insécurité urbaine, dans les faits, est très ciblée.

> « L'idée selon laquelle il s'agissait d'une violence des pauvres contre les riches, un moment colportée par les médias du fait de leur traitement inégal de l'information en fonction de l'extraction sociale de la victime, s'avère une erreur complète. Il s'agit fondamentalement d'une violence de pauvres contre pauvres. Les pauvres sont les principales victimes de la violence à Caracas »[338] (Briceño-León *et ali.*, 2002 : 210).

La distribution des délits déclarés à Caracas montre l'hétérogénéité des situations et la faible correspondance entre la localisation de la résidence, le profil socio-économique des populations et les représentations liées à l'insécurité urbaine. A une priorité moindre de la question de la sécurité liée à une forte exposition correspond une forte présence de ce thème dans les représentations sur le risque pour des populations relativement moins exposées physiquement aux phénomènes de violence en ville. On peut certes concevoir la sécurité urbaine dans une acception large ne se limitant pas à l'expérience physique, auquel cas on perd en terme de finesse des discriminations spatiales pour tenir un propos plus englobant, plus universalisant. Cela étant, en rapprochant représentations et délits déclarés, on ne conteste pas la réalité du sentiment, et l'impact sur les pratiques territoriales par exemple[339], mais on cherche simplement à souligner le décalage entre objectif et subjectif en terme de risque. Le discours indifférencié sur la sécurité urbaine, présentant souvent des faits spectaculaires sans les hiérarchiser et pour l'essentiel porté par les médias, n'est pas sans conséquences sur les sentiments construits autour de la sécurité ou sur les représentations du risque dans un contexte de déstructuration sociale, de désengagement

[338] *La idea de que era una violencia de pobres contra ricos que por un momento dieron los medios de comunicación, por su manera desigual de manejar la noticia de acuerdo al estrato social de la victima, resulto ser completamente errónea, es fundamentalmente una violencia de pobres contra pobres. Los pobres son las principales victimas de la violencia de Caracas*

[339] Notamment en terme de pratique des espaces urbains à des fins commerciales ou à des fins de récréation. Dans les villes ayant fait l'objet d'une enquête sociologique, plus le sentiment d'insécurité est important, plus cet argument intervient dans la limitation des espaces urbains fréquentés (Briceño Leon *et ali.*, 2002 : 653)

de l'État et de précarisation de bien des secteurs de la vie propres au dernier quart de siècle sur le continent.

Ainsi, si les espaces à risque peuvent toucher sans distinction des secteurs aux catégories de population différentes, les territoires de risque semblent reprendre cette distinction dans une certaine mesure seulement. De fait, « les pauvres sont souvent vulnérables, mais les populations vulnérables ne sont pas toujours pauvres »[340] (Pelling, 2003c : 74). Il n'en reste pas moins que les enjeux sociaux se cristallisent autour des territoires de risque plus qu'autour des espaces à risque. De fait, les représentations des risques peuvent être fortement hétérogènes, à propos d'un même espace, en fonction des catégories de population, mais aussi parmi ces mêmes catégories.

- Discordance entre différentes représentations du risque à propos d'un même espace urbain et parmi des groupes apparemment homogènes

Au-delà de l'identification de grandes catégories de représentations et des discordances entre les situations de risque objectives et leurs représentations, il faut souligner une grande diversité à différentes échelles, parmi des groupes identifiés dans un premier temps comme porteurs d'un discours, et entre ces groupes.

A l'échelle de la ville, en terme de risques liés à l'unité fonctionnelle de la capitale, tous les habitants se trouvent engagés dans une même logique. Bien qu'ils interviennent tout de même à différents degrés, les risques diffus, comme la pollution, touchent tous les habitants de la capitale. Pour autant, les risques urbains les plus génériques ne recouvrent pas les mêmes réalités (représentées) pour différentes catégories de population. On a vu comment l'ordre des priorités quant au risque pouvait être singulier. Mais malgré cela, il s'avère que des cheminements différents peuvent se traduire dans les faits par des situations d'exposition identiques. Les logements situés sur les terrains meubles des pentes de collines concernent toutes les catégories socio-économiques de population. Pour les plus populaires, cette localisation est le produit de facteurs combinés, tel que l'importance de la proximité de l'emploi, l'occupation « par défaut » de terrains épargnés par la spéculation foncière et le lotissement formel, ou l'impérieuse nécessité de trouver un toit. La question des risques est rétrogradée dans l'échelle des priorités, sans pour autant être oubliée ou niée. Pour les catégories bien plus favorisées, une telle localisation confère des aménités non négligeables pour des maisons amples avec terrain, à la vue dégagée et à la végétation souvent fournie. Le prestige de quelques collines, un balcon sur l'Avila ou sur les milliers de lumières qui couvrent la nuit les collines de *ranchos*, et de lourds travaux d'intervention sur le site destinés à sécuriser la construction suffisent à justifier un choix résidentiel. De plus, le surinvestissement du thème de la sécurité oblitère aujourd'hui une part importante des autres catégories de « risques collectifs […] perçus comme beaucoup plus aléatoires et plus éloignés »

340 *The poor are often vulnerable, but the vulnerable are not always poor.*

(Antier, 2005, 165). Un tel état de fait appartient à un contexte particulier et ne concerne manifestement qu'une catégorie de population.

Néanmoins, ces deux exemples montrent comment des processus différents, faits de trajectoires de vie, de représentations, de réalités du marché foncier et immobilier, parmi d'autres facteurs, peuvent mener à des situations d'exposition semblables. Dans les deux cas, ce sont souvent les mécanismes d'un optimisme comparatif ou d'un jeu entre les priorités qui président au choix, qui permettent de justifier et conforter un état de fait. Ces mécanismes agissant indépendamment des catégories de population concernées.

Quant aux catégories pouvant sembler homogènes, il est important de souligner que les représentations qui leur sont collectivement prêtées ne présument pas de singularités internes. Au sein du groupe, les représentations du risque varient aussi selon les expériences de chacun. Le fait d'avoir vécu dans sa chair une catastrophe ou le capital d'éducation dont on dispose peuvent jouer en ce domaine, comme le montre la diversité des réponses de l'enquête[341]. Les trajectoires migratoires peuvent aussi intervenir dans ces représentations. Dans le courant de l'année 2007, les habitants du *barrio* Niño Jesús ont obtenu d'être relogés, du fait de la classification à « hauts risques naturels » par la protection civile métropolitaine des terrains qu'ils occupaient. Si tous ou presque parmi les habitants ont quitté le secteur, quelques uns ont revendu leur *rancho* à des primo arrivants de l'Est du pays, venus vivre à la capitale. D'autres *ranchos*, bien qu'ils n'aient pas été vendus, ont été occupés avant leur destruction, dans ce qui semble être une invasion concertée afin de ne pas laisser le temps aux pouvoirs publics d'agir. Très rapidement (en l'espace de quelques dizaines d'heures), la « zone à haut risque » était à nouveau occupée par des migrants récents pour qui l'argument des glissements de terrain – ou même de l'insécurité civile dont on parle tout de même entre soi dans les *barrios* – n'entre pas en considération à cette étape de la vie. Ainsi parmi les groupes identifiés comme tels sans doute un peu rapidement il faut garder à l'esprit une certaine hétérogénéité des représentations du risque qui apporte des nuances à un discours cohérent et unanime attribué *a priori* aux différentes catégories de populations à propos des risques et du rapport à l'espace. En outre, parmi les représentations du risque des pouvoirs publics censés porter un discours dominant, on trouve des différences substantielles en fonction des bords politiques ou de l'échelle politico-territoriale considérée. Ainsi, la mairie d'opposition à Chacao met l'accent, dans ses politiques publiques et plus encore dans ses stratégies de communication, sur l'insécurité urbaine, là où des courants politiques relevant de la majorité mettent l'accent sur l'insécurité sociale[342] issue de la dette sociale contractée auprès d'une

[341] Yi-Fu Tuan rappelle les mauvaises conditions de vie, éloignées des figures romantiques d'une vie pauvre et heureuse, ainsi que l'hétérogénéité des ghettos chinois aux Etats-Unis dans la première moitié du XXe siècle (Tuan, 1979 : 171-173).

[342] Par les termes « insécurité sociale » et « insécurité civile », on reprend l'idée du développement de Robert Castels exposé dans un court essai (2003).

catégorie de population au fil des décennies passées. Ces deux discours politiques sont très différents, portés notamment par des représentations du risque qui n'ont rien de commun.

Mais si à grande échelle les représentations du risque, produites de l'expérience, de trajectoires individuelles, d'un système de valeurs … peuvent entrer en concurrence, c'est dans le rapport aux autres et entre groupes à l'échelle de la ville que se construisent les discours propres à caractériser un collectif, et c'est par cet angle là que les représentations du risque sont considérées dans ce travail.

- A plus petite échelle : des représentations hétérogènes à des discours homogènes sur les risques ?

Les représentations relèvent de certains critères particuliers aux individus et d'autres liés à leur appartenance à un groupe et à leur cadre social. Ce sont essentiellement ces derniers aspects qui vont nous servir à repérer des discours collectifs permettant d'identifier les intérêts de différents groupes (non exclusifs) dans l'ensemble de la société urbaine. Le discours permet de reproduire un certain ordre, une conception du réel, de son fonctionnement et de son organisation. Il est autre chose qu'un simple exposé impersonnel et renvoie à des positions sociales, à des rapports de force, à des pratiques ou à l'incorporation de normes. Les discours portés sur les risques dans l'espace urbain aident à comprendre la réalisation (au sens premier) des territoires de risque. Malgré les représentations multiples, des discours sur le risque se constituent et s'imposent, alors que d'autres restent minoritaires, et contribuent à la reproduction d'un ordre social par les territoires en faisant intervenir une catégorie spatiale liée au risque urbain. Les discours dominants concernant l'espace urbain ne font que dissimuler des discours dominés et des territorialités mineures (et non minoritaires) de l'espace urbain. On peut citer comme exemple les pratiques de la ville par les « marginaux » révélées par un travail de géographie sociale (Baby-Collin, 2000), ou bien encore la géographie bien réelle des enfants des rues, pratiques spatiales niées et combattues par les autorités au milieu des années 1990, et mises en évidence par une anthropologue vénézuélienne :

> « Le recours à la propriété privée pour fractionner l'espace urbain en zones contrôlées entre en concurrence directe avec la capacité de profiter librement d'un espace public. A travers leurs usages de la rue, les jeunes hommes et jeunes garçons de Caracas redessinent la ville dans leurs propres termes, transgressant des espaces et remettant en question l'ordre social. Dans leur nouvelle topographie urbaine, violence, créativité et imagination se mêlent librement à la faim, aux rêves, aux jeux ainsi qu'aux blessures à la fois physiques et morales »[343] (Marquez, 1999: 80)

[343] *The use of private property to segment urban spaces into controlled zones comes into direct confrontation with the public's ability to appropriate space more freely. Through their use of urban streets, young men and boys in Caracas remap the city on their own terms,*

De telles pratiques de la ville et d'autres discours sur le risque ne sont assurément pas dominants, mais ils ne sont pas sans importance pour comprendre la complexité des relations sociales et des territorialités qui président à l'ordre socio-spatial de la capitale vénézuélienne.

Bien d'autres facteurs que les représentations individuelles ou que les aspects objectifs des différentes situations de risque interviennent dans la construction des territoires de risque. Les relations entre acteurs, les intérêts et les conflits d'ordre économique, politique ou symbolique (Pigeon, 2005)… tous ces « conditionnements » de la connaissance des territoires de risque urbain, mais aussi de leur production, organisent le système socio-spatial. Les discours portés sur le risque renvoient à cette organisation et permettent de distinguer différents acteurs ou groupes d'acteurs en fonction de leur position dans l'ordre social, et des rapports qu'ils entretiennent. L'ordre socio-spatial que l'on s'attachera à décrire à la fois rend compte d'une organisation, et joue un rôle actif d'instrument, de contrôle et de reproduction.

Les discours portés sur le risque d'insécurité urbaine sont emblématiques et rendent minoritaires un autre discours sur le risque porté par les plus défavorisés des habitants de Caracas qui parleraient avant tout de risques d'ordre social ou liés aux possibilités de logement. Dans d'autres situations, le discours scientifique ou le discours d'expert, prétendant à l'objectivité, est mobilisé comme légitimation du discours dominant ou visant à l'être (Hamman *et ali.*, 2002). A Caracas, le discours scientifique existe mais de façon parcellaire et fragmentée. C'est le registre idéologique – appuyé sur d'importants aspects très pragmatiques – qui permet de conforter les discours politiques. D'autres secteurs divergents trouvent un relai efficace à travers les médias dont on a vu toute l'importance parmi les couches les plus populaires en terme d'information liée au risque. La distorsion de la réalité par les médias répond, dans la plupart des cas, aux exigences d'économies de marché (Champagne, 1990). Au Venezuela, il s'avère que la logique économique concède une large place à la logique politique. Ainsi, le discours que les médias portent sur les risques urbains et plus largement sur la réalité du pays renvoie à des interactions conflictuelles entre acteurs qui participent de l'ordre socio-spatial que l'on essaie de saisir afin de donner un sens aux territoires de risque urbain. Un dernier exemple est tiré d'un épisode d'insurrection populaire en ville, conséquence de la décennie de crise 1980 et des politiques d'ajustement structurel en vigueur à travers le continent[344]. Les émeutes réprimées dans le sang[345] ont eu lieu pour l'essentiel à Caracas entre fin février et début mars 1989. Elles permettent d'illustrer le rôle des discours comme instrument et consécration d'un ordre existant, et de montrer à quel point

transgressing spaces and challenging the social order. In their new urban topography, violence, creativity, and imagination mix freely with hunger, dreams, games, and wounds both physical and emotional.

[344] D'une importance fondamentale dans l'histoire nationale et dans la reproduction des territoires de risque dans la capitale, cet épisode, connu sous le nom de *Caracazo*, sera développé dans le chapitre suivant et appuiera une partie de l'argumentation finale.

[345] De 500 à 3000 morts selon les sources, du fait de la répression des pouvoirs publics qui avaient alors choisi la résistance d'un ordre social en crise.

leur éclairage sélectif de la réalité en fonction des intérêts représentés peut être déterminant. Lors de commentaires à la presse à l'occasion de la commémoration de cet épisode en 1999, le commissaire et chef des opérations de la brigade spéciale de la police chargée du maintien de l'ordre public durant le *Caracazo*, Henri Vivas, s'exprime dans une colonne d'un des premiers quotidiens nationaux :

> « Les agitateurs politiques à la recherche du moindre prétexte pour déclencher des vagues de déstabilisation, sont immédiatement entrés en scène. Et sans vouloir accuser personne, la suite a consisté en un phénomène de contagion dont il faut attribuer la responsabilité aux images d'impunité transmises par la télévision »[346] (Rotker, 2005b : 217, qui cite une colonne de *El Universal* du 27 février 1999).

Il n'y a donc pas eu insurrection populaire pour le chef de la police, et nombreux sont ceux qui reprennent ses propos, parmi lesquels Luis Piñerúa, un des leaders du parti AD, parti du président alors au pouvoir en 1989. Dans le discours de ceux-là, il n'est à aucun moment fait mention de la complexité des situations sociales ni des conditionnements du risque sociopolitique qui ont mené progressivement à la catastrophe du *Caracazo*. Il ne s'agit que de désordre public. On voit combien les discours sur la réalité sociale, mais aussi socio-spatiale, traduisent la position d'acteurs ou de groupes d'acteurs en conflit d'intérêt.

> « Les projections spatiales constituent des enjeux puisque la façon dont elles sont envisagées, réalisées, indique comment, dans un système d'acteurs donné, se négocie le rapport aux dangers. » (Gilbert, 1994 : 49).

Le rapport au risque et les territorialités qui en sont issues ne sont pas détachés de ces discours en concurrence qui participent de l'ordre socio-spatial (ce qui est aussi illustré à Managua. Hardy, 2003 : 238). L'état de cet ordre, sa résistance ou sa transformation dépendent des rapports de forces entre acteurs et de leur position en terme d'hégémonie, de domination ou de pouvoir. Cette lecture complexe prend un écho étrange lorsque l'on constate que Henri Vivas, chef de la police lors du Caracazo, opérait en qualité de chef de la police métropolitaine sous l'autorité d'un parti d'opposition au gouvernement chaviste, lors des évènements meurtriers du coup d'État d'avril 2002.

En définitive, au vue des discours concurrents, des représentations diverses et des pratiques et usages multiples de l'espace, il n'y a pas « un » mais « des » territoires de risque urbains. Les représentations en géographie nous renseignent sur la diversité des pratiques, des mentalités, des rationalités et des perceptions liées à un même espace. Cette variété introduit probablement une

[346] *Los agitadores políticos que a caza andaban pretextos para la faena desestabilizadora, de inmediato entraron en escena. Lo demás fue un fenómeno de contagio que, sin intención inculpatoria alguna, hay que atribuir a las imágenes de impunidad transimitidas por la televisión.*

notion de concurrence puisqu'il s'agit de territorialités différentes concernant un même espace et constituées autour de la notion de risque dont un des enjeux sociaux est d'en définir les contours. Risque et territoires sont étroitement associés autour des notions de construction et d'espace.

5.3- Modélisation systémique des territoires de risque

5.3.1- L'intégration du système risque et du système territorial

Des essais de modélisation existent, qui présentent les interactions entre sociétés et environnement, notamment dans la perspective des risques dits « naturels ». Patrick Pigeon, à travers sa géographie critique des risques, mais plus largement à travers l'ensemble de son travail, nous en donne une représentation claire et insiste sur la pertinence de la complexité des relations entre sociétés et environnement, notamment grâce aux notions de peuplement et d'endommagement (Pigeon, 2005 ; 2007 ; figure 63).

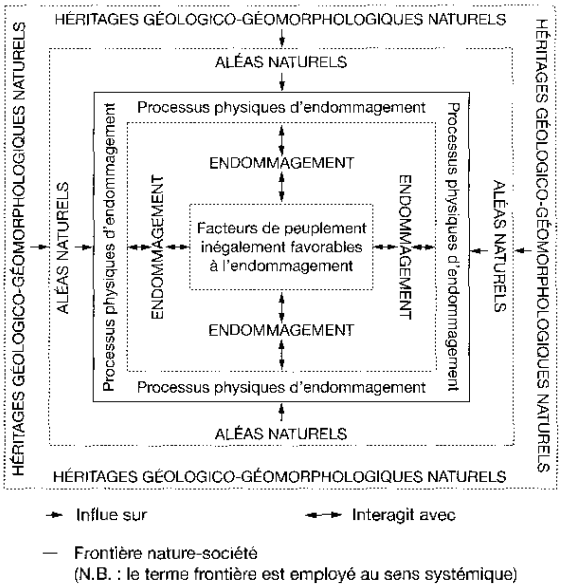


Figure 63 : Le système risque et son environnement naturel d'après Patrick Pigeon
(Source : Tiré de Pigeon, 2005 : 159)

C'est à une autre échelle et dans une perspective sensiblement différente que nous avons voulu développer ce changement de point de vue en terme de « géographie des risques » à l'occasion de notre réflexion sur les territoires de risque urbain à Caracas. S'affranchir d'une approche sectorielle du risque nous a permis de nous pencher sur le problème du risque générique à l'échelle d'une ville, système socio-spatial susceptible d'offrir une certaine unité en terme de construction sociale, de contrôle ou de gestion. La possibilité de penser le risque dans le cadre de constructions territoriales a permis un rapprochement des deux processus de construction selon des aspects à la fois idéels et matériels. Les « conditions de peuplement », qui figurent les termes du contexte géographique que nous avons essayé de rendre pour Caracas, participent directement de la construction des risques et de différentes formes de territorialisation dans la capitale. De là,

l'approche des processus de territorialisation par la géographie sociale a été mise à profit afin de comprendre la conformation des situations de risque dans un système socio-spatial envisagé à différentes échelles spatiales et temporelles. L'essai de modélisation proposé par la suite rend compte de l'effort d'intégrer le système risque présenté au chapitre 2 et le système territorial que nous avons choisi d'adopter pour cette réflexion et présenté au cours du chapitre 5 (Figure 64).

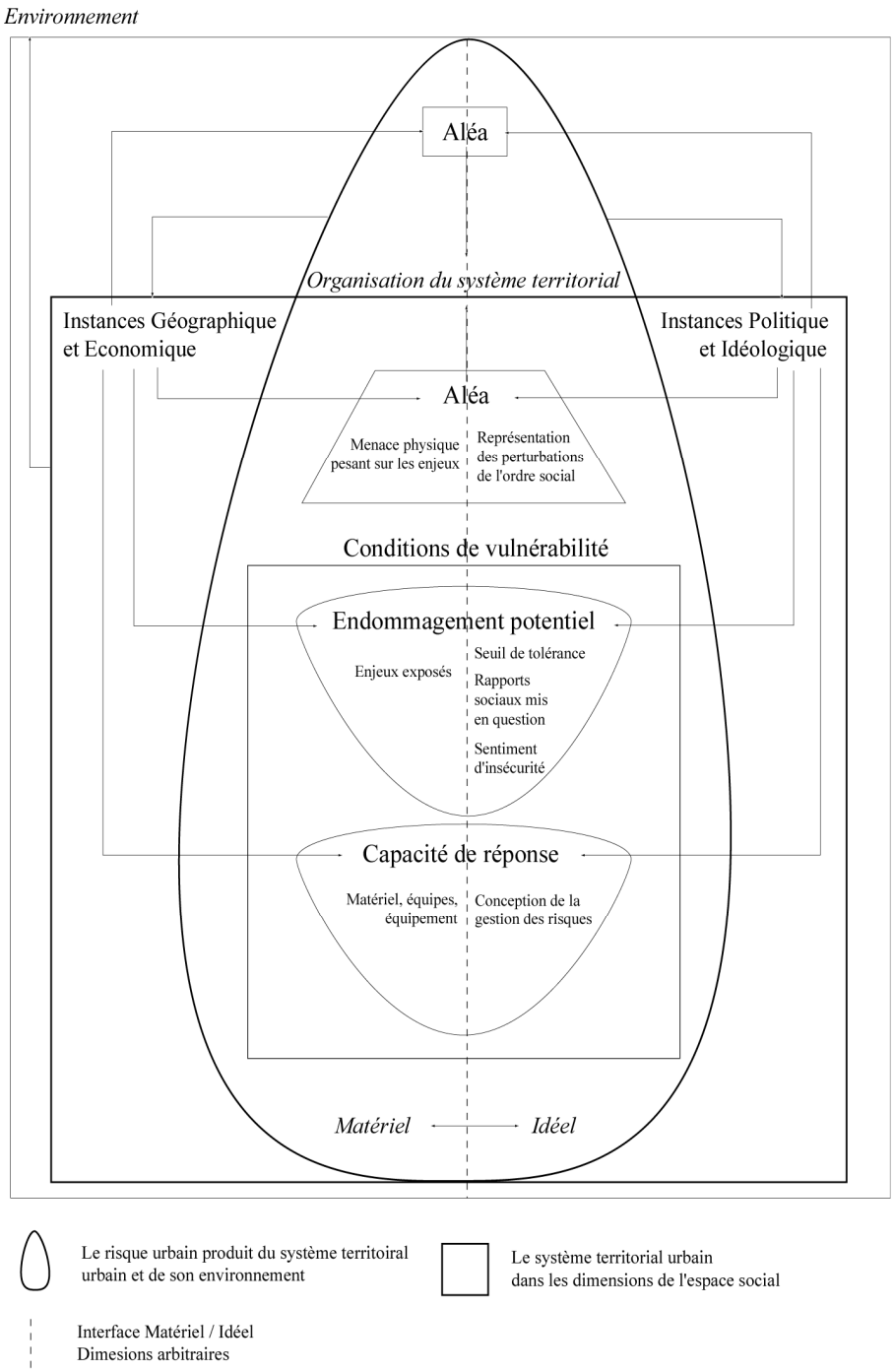


Figure 64 : Intégration des systèmes de production des risques et des territoires
(Source : Elaboration propre)

Délimité par le rectangle en trait gros, on retrouve les quatre instances plus haut décrites qui donnent lieu aux territoires par leurs interactions. Les instances géographiques et économiques figurent dans la partie « matériel » du système, d'un côté des pointillés, alors que l'autre côté, l'« idéel », est occupé par les instances politiques et idéologiques. A nouveau, l'instance

géographique renvoie à la nature du site, aux caractéristiques « géologico-géomorphologiques naturelles » comme elles apparaissent dans le modèle de Pigeon (2005 ; figure 63) ou à la localisation des différents éléments du système urbain. L'instance économique figure les rapports horizontaux de production, les aspects fonctionnels de la ville ou la nature des sources d'emploi disponibles à Caracas. L'instance politique fait référence aux mécanismes de pouvoir et de dominations qui s'exercent au sein du système social, ou par le biais des institutions politico-territoriales. L'instance idéologique enfin renvoie aux représentations, au système de valeurs partagées, ou encore aux relations utilitaristes à l'environnement ou aux références fonctionnalistes et interventionnistes qui ont présidé au développement urbain des années 1950. Chacune de ces instances, qui par leurs interactions réalisent les territoires, présente un lien avec les éléments concernés par la construction des risques et repérés au chapitre 2. A titre d'exemple, la distribution de l'épaisseur des sédiments, qui joue un rôle important pour l'intensité en cas de séisme, est propre à Caracas. Dans ce cas, l'instance géographique est très étroitement liée à cette catégorie d'aléa exogène qui peut perturber l'organisation du système territorial de la capitale. De même, l'instance politique dans le DMC, du fait des rivalités plus tôt évoquées, peut être associée à un aléa endogène, de type sociopolitique qui agit alors sur le système territorial. Enfin, l'instance idéologique, en fonction des conceptions de gestion des risques, entre largement en compte dans la définition de la capacité de réponse. Selon que l'on privilégie l'intervention et le secours, ou le long terme et la conception du risque comme variable de développement, la capacité de réponse propre au système territorial de Caracas sera différente. Ainsi, les mêmes instances qui président à la réalisation des territoires interviennent dans la construction des risques.

En outre, en plus « d'intervenir » dans la construction des risques, les quatre instances sont aussi « intervenues » par les risques. Les situations de risque (et leurs processus de construction) jouent en retour sur la construction des territoires. Par leur territorialisation, les risques changent les conditions de (re)production des territoires. Ils interviennent parmi les déterminants territoriaux. Si elle n'apparaît pas avec évidence dans le système de territoires de risque, il est important de bien comprendre cette boucle de rétroaction qui traduit la coévolution des « risques » et des « territoires ». Ainsi, les représentations de la sécurité urbaine impliquent des pratiques particulières (baisse de la fréquentation des espaces publics, méfiance constante ou repli résidentiel) qui à leur tour ont des conséquences en terme de critères intervenant dans la production des territoires (réduction des contacts avec d'autres secteurs de la population, multiplication et intensification des séparations entre les espaces par le biais de murs ou de barbelés, ou encore représentations de l'espace affectées par les rumeurs ou les discours dominants largement diffusés). Dans le cadre d'autres types de risque, on retrouve l'étroitesse des liens entre risques et territoires à travers l'association que fait Sébastien Hardy entre risques « naturels » et fragmentation territoriale à Managua.

> « Les différentes composantes de peuplement, qui tiennent à des critères physiques, culturels, socio-économiques, politiques ont de toute évidence un lourd poids dans l'équation des risques, surtout à grande échelle, au moins aussi important que les facteurs physiques. Ils participent aux processus de fragmentation urbaine en œuvre à Managua, de la même manière qu'ils participent aux risques » (Hardy, 2003 : 337).

De façon complémentaire, les conditions d'émergence et de prise en charge du risque traduisent l'existence de territorialités différentes en fonction des acteurs en charge de l'action, mais aussi en fonction des populations concernées. On a pu voir combien les propriétés exposées aux glissements de terrain mobilisaient beaucoup plus les pouvoirs publics dans certaines municipalités (Baruta, El Hatillo) que dans d'autres (Libertador, Sucre). De même, certains territoires urbains sont considérés comme « territoires à risque » ou « zones rouges » de façon indifférenciée et assez peu en lien avec les facteurs objectifs de risque. Ces dimensions géographiques de risque ne peuvent se comprendre sans faire intervenir de façon concomitante la lecture de l'espace social urbain et des rapports entre acteurs qu'il sous-tend. C'est ce qu'entend démontrer Alexis Sierra à propos du projet « *Laderas del Pinchincha* » à la fin des années 1990 à Quito. Censé traiter une question de risque géomorphologique, le projet règle en fait une question d'ordre socio-spatial en touchant différents territoires de manière sélective selon le profil socio-économique des populations concernées (Sierra, 2000). C'est aussi le propos de Bezunesh Tamru lorsque des mesures d'évacuation d'un quartier pauvre d'Addis-Abeba, pour prévenir des dommages d'inondation, s'accompagnent de façon tout à fait suspicieuse de l'aménagement en lieu et place d'un « bel ensemble de pelouses et de parterres fleuris localisé dans le lit majeur de la Banteyeketou », à proximité des bâtiments de l'ONU (Tamru, 2002 : 632).

Dans un sens descriptif, mettant l'accent sur l'organisation ; ou dans un sens dynamique, soulignant les processus, le système des territoires de risque renvoie à la complexité des situations qu'il nous a été données de connaître à Caracas. Et c'est parce que les seuls facteurs de risque objectifs et mesurés ne sont pas suffisants pour expliquer les territorialités de risque si complexes qui se manifestent à Caracas qu'il nous a semblé pertinent d'intégrer à la réflexion la richesse des constructions sociales des territoires et de la dialectique entre l'idéel et le matériel, pertinente à la fois pour le risque et pour le territoire. Sous certaines formes, le risque est un moteur des territorialités urbaines pour la simple raison qu'il intervient au titre de composant de la territorialisation. De cette manière, ce travail plaide pour une association étroite entre les processus propres au système social dans leurs dimensions spatiales et les situations de risque diverses. Le « terrain » doit être décrypté par l'œil du géographe en fonction de cette entremise société – environnement. C'est donner là une dimension géographique complexe et pertinente aux territoires de risque urbain. Notons au passage que le couple société – environnement (ou

plus traditionnellement ville – nature) ne se présente pas en ces termes dans la notion de territoire ni dans celle de risque telle qu'on les conçoit ici. C'est bien d'entremise qu'il s'agit, des interactions entre société et environnement qui prennent forme et sens à travers un contexte géographique. Les frontières entre société et environnement deviennent simplement arbitraires lorsque l'on accepte l'idée que leurs définitions sont mutuelles et que de leur coévolution sont issues des figures telles que les risque ou les territoires. Ainsi, la dimension géographique des risques urbains permet d'expliquer ce qui relève de l'environnement et des sociétés (pour reprendre les catégories traditionnelles mais limitantes) ou ce qui relève de l'idéel et du matériel, sans jamais négliger l'une ou l'autre des parties arbitrairement identifiées. Une telle position herméneutique ouvre la voie à une stimulante lecture géographique des territoires de risque urbain à Caracas qui sera développée dans le chapitre 6, mais il est essentiel de souligner dans l'immédiat les limites de la représentation systémique des territoires de risque qui vient d'être exposée de manière à préciser ce que l'on entend par « territoires de risque ».

5.3.2- Les limites du système des territoires de risque : le temps, l'espace, les acteurs

Trois limites majeures se posent au système des territoires de risque (Figure 64). De manière chronique, il reste délicat de représenter l'espace dans un diagramme sagittal. En plus du système spatial concerné, ceux de son environnement et les articulations entre échelles à l'intérieur du système ne sont pas aisés à figurer. De même, la dynamique qu'impliquent les flèches n'est pas satisfaisante dans la mesure où l'on cherche à historiciser le système socio-spatial dans un « contexte géographique » plus large. L'essai de Mitchel (1999a) fait aussi état de cette difficulté et propose une solution formelle qui ne convient qu'en partie. Enfin, la diversité des acteurs et leurs relations sont mal rendues par le système proposé, mais d'autres méthodes (d'entrevues et de questionnaires) ont permis de renseigner le panorama et de compléter commentaires et enjeux.

En tant que capitale du Venezuela, Caracas doit être mise en relation avec d'autres systèmes socio-spatiaux à l'échelle mondiale. Le cadre de l'économie globalisée et l'importance spécifique de la production pétrolière ajoutent à cette nécessité. De même, on a pu souligner la nécessité de prendre en compte les échelles supérieures à celles du DMC, dans le cadre de rivalités politico-territoriales, de nuances et de spécificités locales, ou d'articulation entre différentes échelles de pouvoir. Les articulations entre ces différentes échelles entrent directement dans la production des territoires de risque, bien qu'elles n'apparaissent pas avec évidence dans la représentation de leur système.

A ces différentes échelles correspondent souvent différents acteurs, qu'il s'agisse de représentation politique, de rapports édiles / habitants, ou encore de grandes entreprises internationales chargées de la construction d'ouvrages urbains comme c'est le cas d'Alstom pour la construction du métro au début des années 1980. A l'échelle de la ville, de multiples acteurs et

groupes d'acteurs présentent des territorialités du risque différentes dont les relations qu'elles entretiennent et leurs raisons d'existence constituent un enjeu d'étude fondamental pour la géographie des risques urbains. Malgré des représentations multiples, certaines territorialités de risque se généralisent et sont intégrées par la majorité des acteurs. Cette compétition de la mise en territoire renvoie au statut des acteurs et à leurs rapports de force. L'homogénéisation apparente des territoires de risque qui semblent unanimes doit être nuancée. Il faut rester attentif aux « effets de dissimulation des véritables enjeux, voire d'occultation des structures et des stratégies sociales réelles » que véhicule une telle conception du territoire (Di Meo, 2002 : 291). Les jeux d'acteurs dont il est question, ainsi que les rapports qui s'établissent entre l'individu et le groupe, contribuent à caractériser des territorialités liées au risque et dans ce sens, ils permettent de tirer du risque des enseignements pertinents d'ordre socio-spatial à Caracas.

Enfin, la profondeur temporelle qui apparaît dans le système est trop peu importante. Certes, le parcours des interactions permet de mettre en mouvement les différents éléments, mais c'est le contexte historique du système socio-spatial qu'il faut faire l'effort de mobiliser. L'ensemble complexe des déterminants de risque que l'on a tenté de réunir dans le « contexte géographique » (Deuxième partie) n'a de sens que dans la perspective historique des rapports entre acteurs, des systèmes de valeurs, du développement de la ville… Puisque les systèmes socio-spatiaux sont du temps dans l'espace, les formes actuelles sont directement ou indirectement dépositaires de trajectoires passées. Par exemple, le contexte idéologique et politique du développement urbain des années 1950, fonctionnaliste en terme d'urbanisme, fortement interventionniste au niveau politique et concevant l'environnement comme une ressource et non en terme d'interactions, a été accompagné par la capacité technique et économique d'aménager l'espace urbain. La réunion de ces éléments à un moment de la construction des territoires urbains n'est pas étrangère aux situations de risque actuelles. La reconstruction permanente des territoires de risque fait qu'un « moment géographique » renvoie au système actuel ainsi qu'à ce qu'il a pu être par le passé et qui n'est pas sans conséquences pour le « moment » choisi. Ainsi, dans l'analyse du risque, « ce sont les processus et les interactions qui ressortent, plus que leurs résultats, très temporaires, même si le géographe réfléchit à partir de leurs matérialisations territoriales » (Pigeon, 2005 : 195). Par conséquent, les « moments géographiques », traduisant une situation de risque urbain, sont la partie émergée d'un iceberg qui figure la complexité des facteurs de risques en terme spatiaux, temporels et sociaux.

La modélisation systémique, malgré les limites qu'elle implique en terme de temporalités, d'acteurs et de dimension spatiale, permet de saisir la complexité des mécanismes qui expliquent les phénomènes socio-spatiaux et qui ne sont que très imparfaitement portés par les différents discours. Cette complexité est nourrie par les différentes approches du risque en partie présentées dans le chapitre 2, qu'il s'agisse de la grille des 9 facteurs de vulnérabilité identifiés (D'Ercole et

Thouret, 1996), des conditions de peuplement dont parle Pigeon (2005), de conceptions des risques plus culturelle (Douglas et Wildavsky, 1986), plus orientées vers les comportements (White *et ali*, 1958 ; White et Hass, 1975) ou vers les structures sociales (Hewitt, 1997 ; Pelling, 2003a, 2003b), ou qu'il s'agisse du contexte géographique que l'on a essayé de mettre en avant dans la deuxième partie de ce travail. Toutes ces approches tendent à désigner un vaste système de facteurs impliqués dans les dynamiques et les systèmes socio-spatiaux tels que nous les connaissons aujourd'hui. L'effort, déjà fourni par d'autres à différents degrés, consiste à essayer d'articuler la complexité autour du risque dans le cadre d'une approche systémique. Dans cette perspective, le réductionnisme, les approches sectorielles ou la césure société – environnement posent des problèmes de fond pour la compréhension des risques. A la différence des espaces à risque et d'une entrée géométrique, les territoires de risque font inévitablement passer la notion de risque à la fois à travers un filtre symbolique et des représentations sociales. Ce procédé rappelle celui de la « traduction » du risque tel qu'il est défini par la sociologie des sciences et techniques, et employé par November (2002). Il semble néanmoins plus pertinent de parler de territorialisation du risque pour souligner la dimension géographique d'un espace à la fois support, ressource et produit. Espaces à risque et territoires de risque ne se confondent pas et ne renvoient pas aux mêmes réalités géographiques. L'enjeu des territoires de risque va concerner les processus de construction des deux notions de territoire et de risque, ainsi que la dialectique entre les aspects matériels et idéels qui y préside.

5.3.3- L'ordre socio-spatial, un implicite du système des territoires de risque

L'ordre est à la fois une dynamique et un cadre, un fonctionnement et une organisation au contenu renouvelé par les formes du désordre. Mais l'ordre social définit certains types de relations entre acteurs dont on a pu voir quelques formes (point 2 du chapitre 4). Ainsi, l'ordre colonial ou l'ordre agro-exportateur à Caracas permettent d'identifier des secteurs sociaux comme secteurs dominants, qu'il s'agisse tantôt des colons espagnols, tantôt des grands propriétaires d'haciendas ou des commerçants basques lorsque la compagnie *Guipuzcoana* détient le monopole marchand. De même, on a souligné toute l'importance des grandes familles héritières de la terre (*Los Amos del Valle*) dans les formes socio-spatiales que l'on connaît aujourd'hui à Caracas, mais à ces acteurs du foncier, il ne faut pas négliger d'ajouter les acteurs liés à la promotion immobilière et à la construction, acteurs qui, en fonction des époques, se sont appuyés largement sur les pouvoirs publics. Ces quelques éléments montrent que l'ordre social n'est pas sans conséquences sur les formes urbaines (Lefebvre, 2000). Et dans la mesure où ces formes relaient, voire entretiennent certains aspects de l'ordre social (à travers le processus rétroactif de territorialisation que nous avons identifié), on s'attachera à parler dès lors d'ordre socio-spatial. Ainsi on ne considère pas seulement l'ordre spatial comme un « arrangement », mais bien aussi comme un « commandement », dans un rapport mutuel avec l'ordre social qui se comprend en

« association à la notion de discipline, à l'acceptation collective de règles organisant les comportements dans les espace-temps quotidiens » (Rémy et Voyé, 1981 : 19-20). En outre, les réflexions sur l'ordre disciplinaire normalisant les conduites – et les corps – ainsi que sur le contrôle des populations sont là pour le rappeler (Foucault, 1975). L'ordre spatial est couplé à l'ordre social sans pour autant concevoir de dimension morale à la notion « d'ordre » dont le désordre participe des arrangements et des mécanismes de commandement. C'est la lecture que l'on peut faire des propos qui suivent. Au sujet d'un aéroclub impossible à exproprier au cœur d'un secteur d'urbanisation récente en Argentine, Jean-marc Fournier écrit :

> « Le privilège de quelques dizaines de personnes prime sur l'aménagement urbain majeur de 60000 autres personnes. Cet ordre social assure la reproduction sociale au prix de désordres spatiaux majeurs » (Fournier, 2002 : 188)

L'intérêt porté à la notion d'ordre socio-spatial fait sens pour les territoires de risque dans la mesure où, d'après leur système, l'organisation sociale joue un rôle fondamental dans leur construction (en termes d'arrangement du système socio-spatial) et où, par rétroaction, les situations de risque urbain influencent, soit par les formes spatiales, soit par les représentations, le processus de reproduction des territoires (en terme de commandement du système socio-spatial). Les territoires de risque sont fonction des rapports de force entre acteurs à l'intérieur du corps social, et des interactions avec l'environnement. Ainsi, on peut concevoir les territoires du risque à la fois comme un produit et comme une ressource, à la fois conséquences de l'ordre socio-spatial et instruments mobilisables pour en assurer la reproduction, la mutation ou la subversion. En terme systémique, on retrouve respectivement les notions de résistance, de résilience et de catastrophe.

De là, si l'on pose la production des territoires de risque en terme de reproduction ou de contestation d'un ordre, on peut espérer dépasser les distinctions méthodologiques entre société et environnement ou entre idéel et matériel. Au début de ce chapitre, nous partions de l'hypothèse que Valérie November formulait, selon laquelle il faut considérer « le risque [comme] une composante intrinsèque du territoire, qui a une (ou des) logique(s) spatiale(s) » (November, 2002 : 35). Mais en plus de l'organisation du système des territoires de risque renvoyant à un certain arrangement spatial (dimension géométrique), il ne faut pas négliger son fonctionnement permettant une (re)production de l'ordre socio-spatial (dimension géographique au sens plein de la discipline). Reste à envisager les territoires de risque urbain à Caracas comme « traduction » d'un ordre socio-spatial dans la perspective d'échelles spatiales et temporelles, ainsi que, à la mesure de nos compétences, dans celle du jeu d'acteurs et groupes d'acteurs aux statuts et relations changeantes.

Synthèse du Chapitre 5

La confrontation entre des espaces à risque, conformes à des éléments objectifs, et des territoires de risque, traduisant toute la complexité du système socio-spatial de Caracas, a permis de souligner la spécificité de l'approche géographique des risques urbains telle que peut la défendre Patrick Pigeon (2005). L'hétérogénéité des espaces et des territoires en question, ainsi que leurs disparités ont été redoublées par l'hétérogénéité des discours portés par différents acteurs sur le terrain. Les dissensus qui en sont ressortis renvoient à certains types de relations, des rapports conflictuels, ou à l'hétérogénéité de certains groupes d'acteurs parfois hâtivement jugés homogènes. L'aspect « vertical » des territoires, plutôt idéel, pousse à mettre l'accent sur les mécanismes de (re)construction sociale et oblitère parfois l'aspect horizontal plus évident et souvent tangible. La territorialité apparaît donc sélective, comme fonction des acteurs. Les représentations du risque urbain sont aussi à décliner en fonction des acteurs qui les portent, ou qui les relaient. La question de l'insécurité urbaine, si elle semble dominante parmi les discours portés sur les risques urbains, n'est pas unanime et ne correspond pas aux éléments objectifs évalués à Caracas.

De manière générale, ce sont ces aspects sélectifs parmi les territoires de risque ainsi que ce que ces derniers traduisent des relations sociales et des rapports de force entre acteurs, qui vont occuper notre réflexion au fil du sixième chapitre. Dans la perspective de l'ordre socio-spatial, les quelques dissensus mis en évidence, et qui ne prétendent pas à l'exhaustivité, loin s'en faut, semblent aussi définir une certaine géographie urbaine du pouvoir. « Dès lors qu'on peut analyser le savoir en termes de région, de domaine, d'implantation, de déplacement, de transfert, on peut saisir le processus par lequel le savoir fonctionne comme un pouvoir et en reconduit les effets » (Foucault, 1976 : 77). En suivant les réflexions de Foucault autour de l'espace comme manifestation mais aussi vecteur du pouvoir, on prend pour hypothèse le fait que les territoires de risques urbains traduisent et relaient un ordre socio-spatial. Les boucles de rétroaction définies dans les systèmes des territoires de risque les rendent à la fois causés et causants. Ils seraient la manifestation d'un certain arrangement entre les acteurs par le biais des quatre instances prises en considération, ainsi qu'un des moyens de (re)produire les rapports sociaux à Caracas grâce à la mobilisation d'une catégorie spatiale liée aux risques.

Tout le travail réalisé autour du « contexte géographique » montre l'importance d'historiciser les territoires du risque, et de proposer une lecture rétrospective de l'ordre socio-spatial afin de comprendre les territoires du risque actuels mais aussi pour partie la société contemporaine dans l'espace urbain de la capitale vénézuélienne. Ce travail d'historicisation de l'ordre socio-spatial mobilise les échelles temporelles à la fois pour l'objet géographique que sont les territoires de risque mais aussi pour les conditions d'émergence des risques. D'un point de vue

épistémologique, c'est une façon de poser le problème des risques, et c'est aussi une manière d'éclairer le processus de construction d'une question sociale majeure au cours des dernières décennies. Il semble en effet que le traitement des risques urbains dans le dernier tiers du XXe siècle ne soit pas étranger à un large contexte régional et international.

Dans ce sens, les enjeux déjà entrevus des territoires de risque apparaissent avec plus de clarté pour une lecture géographique de Caracas. L'identification des acteurs dominants, relais ou dominés vis-à-vis des territoires de risque, permet de repérer, grâce à la mobilisation de catégories spatiales, certaines dimensions de la géographie sociale et de la géopolitique urbaine. Il reste en effet à mettre en évidence la manière dont le risque urbain peut faire office d'instrument, sans qu'il soit question d'une main unique et invisible, comploteuse, et plus ou moins malveillante. A l'échelle de la ville et des risques urbains génériques, la perspective géohistorique peut aider à révéler les processus qui animent la territorialisation des risques et fournir des clés de compréhension à la fois pour la Caracas d'aujourd'hui ainsi que pour la géographie des risques urbains.

Chapitre 6. Les territoires du risque urbain, un outil de lecture de la géographie sociale urbaine.

> *« On peut identifier des points communs entre la question urbaine en ce début de millénaire et au début de la période républicaine. Aujourd'hui, comme alors, les élites regardent la ville d'un œil anxieux, en identifiant, dans son supposé désordre, l'origine des problèmes sociaux. Hier, la crise sanitaire était une conséquence de ce désordre. Aujourd'hui, c'est la violence »* (Queiros Ribeiro, 2006 : 65).

Etudier les territoires de risque urbain à Caracas, en plus des localisations et de leur diversité, consiste à prendre en compte le contexte géographique et la complexité de leur processus de production. Un essai de géohistoire de la ville et l'examen de différentes « instances » intervenants dans la construction des territoires participent de ce travail. On pourra donner une dernière main à l'étude des « conditionnements » des risques urbains et de leurs territorialités par la mise en perspective des risques, ici urbains, dans un contexte local, national, régional et international. Analyser les conditions d'émergence des risques comme un problème collectivement identifié au Venezuela, comme un problème technique puis progressivement comme un problème politique et social (Douglas, 2001) intervenant toujours plus dans les systèmes socio-spatiaux permettra d'intégrer les questions de temporalités, d'ordre social et de circulation des idées (Rivière d'Arc, 2006 ; 2008). En effet, les risques urbains représentent différents enjeux sociaux en fonction de l'époque. On le voit depuis le confinement des porteurs de Choléra avant leur entrée à Caracas dans les années 1830, jusqu'au repli résidentiel de larges secteurs de la population pour se protéger de l'insécurité urbaine ; depuis la proposition de déplacement de Caracas à la suite du séisme de 1641, jusqu'à l'adoption de normes strictes de construction après le séisme de 1967 ; ou depuis l'usage culpabilisant que fit l'Eglise du premier séisme afin de corriger ce qui lui semblait un désordre « moral » mais aussi social, jusqu'aux effets (usages ?) de l'insécurité urbaine, risque intrusif entre tous, sur les pratiques spatiales, les rapports à la ville, aux autres, et ses conséquences sur l'espace vécu. Les exemples repérés au fil de ce travail poussent à rapprocher les risques urbains (et leurs différentes formes de territorialisation), des conditions historiques, idéologiques, politiques, sociales ou économiques de l'époque (le contexte géographique) dans lesquelles le système socio-spatial de la capitale vénézuélienne prend forme. Le premier point de

ce dernier chapitre sera consacré au repérage d'étapes et de seuils dans le développement de Caracas correspondant à une redistribution des conditions de production de l'espace et qui pourraient trouver un écho en terme d'émergence et de territorialisation des risques urbains. Dans la mesure où le système des territoires de risque fait intervenir les dimensions matérielles des systèmes spatiaux, mais aussi les dimensions idéologiques et politiques, desquelles relèvent pour beaucoup les termes de l'ordre socio-spatial de la capitale vénézuélienne, l'hypothèse est faite que la compréhension et la gestion des territoires de risque urbain passent par la connaissance de leur profondeur dans l'espace et dans le temps. Il semble essentiel de dépasser le visible du risque urbain pour mettre en avant la construction sociale des territoires de risque à Caracas.

Dans ce jeu de production de l'espace où les référents évoluent au fil du temps, les trois dimensions de production de l'espace introduite par Lefebvre aident à cerner un dernier aspect du risque urbain que l'on voudrait éprouver à Caracas. Il s'agit du risque comme instrument, facteur de production de l'espace social. Le jeu entre ces trois dimensions est lié au jeu des rapports sociaux. Cela rentre parfaitement dans l'approche du risque urbain en terme d'ordre et de désordre en constante redéfinition qui préside au premier point de ce dernier chapitre (Fournier, 2002). Le triptyque de la production de l'espace rassemble l'espace conçu, l'espace vécu et l'espace pratiqué (Lefebvre, 2000 : 42-43, 49-57). L'espace conçu renvoie aux représentations de l'espace, aux idées que l'on se fait du risque urbain à Caracas, idées plus ou moins dominantes qui s'imposent collectivement ou restent marginales, aux représentations des risques dont on a vu qu'elles entraient en concurrence en fonction du statut des acteurs qui les portaient. L'espace vécu définit en revanche l'espace des représentations qui s'établit dans l'expérience du réel, entre le matériel et la prégnance des représentations spatiales de l'espace conçu et des valeurs qu'il porte. L'espace vécu consiste en la pratique de l'espace tel qu'il est ressenti et pour lequel les représentations d'un espace conçu interviennent forcément. En dernier lieu, l'espace pratiqué « concerne l'usage quotidien des espaces » (Chivallon, 2004 : 52), défini par la récurrence et la matérialité des pratiques. Ces trois dimensions de la production de l'espace, dans leurs aspects matériels et idéels, interagissent pour donner lieu au système urbain. C'est en ce sens que les formes du système urbain sont révélatrices d'un ordre socio-spatial, elles en sont un support, mais font aussi intervenir les territoires du risque à la fois au titre de construit social et au titre de facteur contribuant à produire l'ordre socio-spatial. L'espace devient ressource à travers la figure du risque, les territoires du risque peuvent devenir un instrument des stratégies de pouvoir et contribuer à comprendre la géographie sociale et politique à Caracas. C'est à cet exercice que s'emploiera le dernier point de ce chapitre.

6.1- Les risques urbains : un « moment » dans le contexte géographique et la conformation d'un ordre socio-spatial

La manière dont une société traite le danger nous renseigne sur sa constitution, sur les relations de ses membres ou sur leur place dans le groupe (Douglas, 2001). Les territoires de risques, les conditions de leur émergence et les espaces qu'ils recouvrent devraient de même nous renseigner, au titre de marqueurs ou de traducteurs, sur l'ordre socio-spatial à Caracas au fil du temps. Si ces deux figures sont liées, on devrait pouvoir établir des correspondances entre elles et repérer des étapes de la dynamique du système urbain. Ainsi replacés dans leur contexte géographique, les territoires du risque sont un « moment » du système urbain dont il faut connaître l'épaisseur dans le temps et dans l'espace pour répondre au « pourquoi-là », mais aussi au « pourquoi-à-ce-moment-là » et ainsi ne pas négliger la complexité des déterminants des risques urbains.

A l'occasion de la lecture rétrospective du développement de Caracas, l'identification de grandes étapes et de certains seuils, accompagnés de conceptions et de priorités différentes quant aux risques urbains, servira au repérage d'un ordre socio-spatial dynamique dont on verra s'il entre en correspondance avec les autres éléments (le système urbain, les risques urbains et leurs territorialisations). Pour beaucoup, la périodisation de l'étude de ces correspondances éventuelles reflète la traduction locale de facteurs relevant de l'environnement du système urbain à petite échelle. L'urbanisation du site de Caracas suit les modèles régionaux avec certains décalages dans le temps. Les courbes de croissance démographique et spatiale de la capitale attestent d'une accélération considérable des échanges et des interactions au cours du XXe siècle, et plus particulièrement après les années 1940. Le cas particulier du Venezuela, État rentier pétrolier, démocratie négociée quand nombre de pays voisins connaissaient des dictatures militaires, nous amène à faire de la fin des années 1980 une période charnière en terme d'ordre socio-spatial et de conception des risques urbains. Cette discontinuité forte fait suite à différentes remises en cause des interactions du système urbain (entre éléments du système urbain mais aussi entre le système urbain et son environnement) toujours repoussées jusqu'à la révolte du 27 février 1989, traduction locale « catastrophique » d'initiatives propres et de recettes internationales de politiques publiques. Ce coup d'éclair trouble les interactions entre espace conçu, espace vécu et espace pratiqué, et donne lieu à un bouleversement dont on lit aujourd'hui les conséquences en terme de risque urbain. Enfin, outre la lecture d'un avant et d'un après 1989, il sera intéressant de voir dans quelle mesure les recompositions récentes de l'ordre socio-spatial de la capitale peuvent avoir des conséquences sur les territoires de risque à Caracas.

6.1.1- L'évolution de l'ordre socio-spatial urbain et la figure du risque : une multiplication complexe d'étapes et de seuils

- De la mondialisation ténue de l'époque coloniale aux Lumières de l'indépendance : un ajustement discret de l'ordre socio-spatial urbain

Malgré la situation de marge du Venezuela dans l'empire colonial espagnol, l'ordre urbain s'impose et se consolide au fil du temps comme mode d'occupation privilégiée de l'espace. Autour de la Plaza Mayor se dressent les bâtiments de l'autorité, et aujourd'hui encore, autour de la Plaza Bolivar, on trouve le palais épiscopal, la cathédrale, et ce qui est devenu le siège de la municipalité de Caracas ainsi que celui du District Métropolitain de Caracas. A cet ordre spatial urbain, classique dans les anciennes colonies espagnoles (Musset, 2002) s'associe un ordre social enchâssé dans les structures spatiales de la ville. La ségrégation socio-spatiale tirée du modèle colonial, par l'attribution arbitraire de terres, consiste en un gradient de richesse et de notoriété partant de la Plaza Mayor vers les marges de la ville, selon un modèle centre-périphérie relativement simple. Hors les limites de la ville (marquées à Caracas durant quelques décennies par une palissade de protection contre les agressions de pirates ou d'indiens), s'étendent l'extérieur, ce qui n'est pas la ville, le monde des indiens, quelques réductions proches, mais aussi les ressources qu'il faut prélever, et dans les environs de Caracas, la vallée de San Francisco, au pied de l'Avila, qu'il faut mettre en valeur. L'ordre socio-spatial colonial est empreint d'une série d'oppositions entre l'intérieur et l'extérieur, entre les espagnols colons (*godos*) et les autres, exclus de certaines responsabilités en fonction de leur statut racial (des *mestizos* aux indiens)[347], entre la société et la nature, à la fois perçue comme une luxuriante ressource et comme une menace constante dont la profusion et certaines manifestations violentes effraient. C'est donc une société hiérarchisée inégalitaire dont l'ordre s'impose avec force qui est à l'origine des structures spatiales urbaines de Caracas. L'ordre d'une jeune colonie blanche est nécessairement édulcoré au fil du temps, et dans la lignée de la ville coloniale, la ville créole jusqu'au XVIIIe siècle reprend les structures de l'ordre socio-spatial pour insister sur la séparation des races ainsi que la notoriété et le pouvoir que confère la propriété (González Tellez, 2004). Durant toute l'époque coloniale, malgré une sensible évolution des secteurs dominants de la société urbaine, le dualisme et la séparation s'imposent comme catégories de pensée afin de séparer dans l'ordre fermement établi ce qui relève du bon ou du valorisé, et ce qui relève d'une transition, d'un écart ou des marges, à éradiquer ou à contrôler. Ainsi en va-t-il d'un ordre social rigoureusement réglé (y compris dans l'espace) après les premières décennies d'âpres luttes dans la vallée de San Francisco contre les

[347] En 1550, la controverse de Valladolid qui opposait Bartolomé de las Casas au philosophe Sepúlveda consistait à s'interroger sur l'éventuelle humanité des indiens du Nouveau Monde. Cette controverse fait suite à deux bulles papales de Paul III de 1537, quelques décennies avant la fondation de Caracas, leur reconnaissant une âme, et par conséquent une pleine humanité. Malgré cela, la distinction entre le colon-espagnol-civilisateur-évangélisateur et le colonisé-indien-sauvage-païen reste présente et visible dans les rapports sociaux et les modes d'occupation de l'espace.

caciques indiens, ou d'un rapport à l'environnement fondamentalement perçu comme un extérieur au social dans la pensée coloniale, teinté du paradoxe abondant – envahissant (Maldonado Brito, 2006). Les dimensions de la ville coloniale restent relativement faibles. Au tournant des XVIIIe et XIXe siècles, les plus hautes estimations de Humboldt attribuent 40000 habitants à Caracas là où les recensements espagnols en dénombrent 35000 pour les toutes dernières années du XVIIIe siècle (Arellano Moreno, 1972 – 1967 : 158, 237) et la ville se situe encore toute entière sur la rive gauche du Guaire, s'étant jusqu'alors plus densifiée qu'étalée (Figure 33). Les interactions ville – environnement restent de faible intensité et l'urbanisation, en tant que qualité de peuplement (Pigeon, 2007), n'est pas encore significative dans le milieu qu'elle occupe et qu'elle contribue à produire.

Au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, l'écho des Lumières résonne dans ce qui devient la capitainerie générale du Venezuela, relayé par ceux qui deviendront des grands hommes de la nation, comme Francisco de Miranda. Le « cri de l'indépendance » retentit à Caracas le 19 avril 1810, donnant lieu à une décennie d'affrontements entre les tenants de l'ordre colonial et les secteurs puissants de la population (créoles, bourgeoisie commerçante) maintenus à l'écart des sphères de pouvoir politique de la colonie et plus particulièrement de la ville. La distribution de la domination est remise en question, et c'est dans ce contexte qu'intervient le très fort séisme de 1812. La lecture qui est faite de cette catastrophe diffère des positions tenues à la suite du séisme de 1641, alors que les rivalités sociales autour du pouvoir dressaient face à face les représentants de la Couronne et ceux de l'Eglise. En cette période de guerre d'indépendance, le désastre s'inscrit de nouveau dans des rivalités politiques, mais va participer de l'histoire d'un territoire en pleine transition, très instable et dont l'ordre socio-spatial est en cours de redéfinition.

> « Ainsi, les solides référents construits à travers trois siècles d'une ségrégation sociale évangélisée et naturelle commençaient à trembler irrémédiablement. Néanmoins, il est juste de rappeler […] que cette situation critique prenait ses racines quelques décennies auparavant, vers la fin du XVIIIe siècle »[348] (Altez, 2006a : 99).

Ainsi, plus que les risques, c'est ici la catastrophe de 1812 qui prend un sens particulier dans l'imaginaire national. Rappelons que c'est sur des ruines de la capitale que Bolivar prononcera une phrase qui a traversé l'histoire pour marquer les deux siècles suivant et se trouver inscrite en lettres dorées sur un des murs de la Plaza el Venezolano près de la Plaza Bolivar, à Caracas : « Si la nature s'oppose à ce que nous avons décidé, nous lutterons contre elle et ferons qu'elle nous

[348] *Asimismo, los sólidos referentes construidos a través de tres siglos por una natural y evangelizada segregación social, comenzaban a temblar irremediablemente. Sin embargo, es justo decir que […] esa situación crítica ya se había iniciado décadas antes, hacia finales del siglo XVIII.*

obéisse »[349] (traduction de Pierre Usselmann, 1993 : 87. La phrase y est reprise pour souligner « l'illusion d'un modernisme encyclopédiste très répandu dans la bourgeoisie » au début du XIXe siècle). La séparation nature – société reste fondamentalement ancrée dans l'idéologie coloniale (et indépendantiste), en considérant que même la nature ne peut s'opposer au projet émancipateur de la libération de la métropole. Cette opposition structurante continue pour beaucoup encore d'opérer aujourd'hui, et la continuité en terme de relation ville – environnement recoupe une certaine permanence de l'ordre socio-spatial colonial sans changement fondamental. Permanence n'est toutefois pas immobilité comme en témoignent de simples redistributions des positions dominantes d'un secteur minoritaire à un autre secteur minoritaire de la population (des espagnols aux créoles, métis propriétaires et grands commerçants).

> « Bien plus qu'à l'égalité sociale, la Liberté allait faire écho à l'émancipation coloniale dans les esprits créoles. De fait, dans une société dont les relations sont naturellement basées sur la discrimination, et qui justifie son ordre par l'inégalité des « castes », il était impossible de se représenter d'emblée et pour de bon comme membre d'une nation unie et d'une communauté égalitaire. Les créoles ne pouvaient qu'adapter à leur réalité concrète l'égalité et la liberté »[350] (Altez, 2006a: 131).

Malgré l'étape historique que peut représenter l'accession à l'indépendance du Venezuela, on observe plutôt une continuité dans l'ordre socio-spatial et une constance dans les relations ville – environnement. De plus, la ville fortement endommagée par le séisme et prise dans les affres d'une guerre civile diffuse et persistante ne retrouve la population d'avant le séisme qu'après 1850, n'exerçant pas de pression particulièrement dommageable sur un « extérieur naturel » qu'il faudrait plier aux desseins émancipateurs d'une société libérée. Néanmoins, la stabilité des rapports sociaux et des rapports à l'environnement restent teintés de ce paradoxe vis-à-vis de la nature, tantôt valorisée, tantôt perçue comme menaçante.

Après l'indépendance, c'est l'ère de la « ville de la patrie », qui a vu se substituer une domination à une autre, sans grande révolution des rapports sociaux, où l'agitation guerrière est constante, où l'on valorise le fait militaire plus encore que la propriété (González Tellez, 2004). Malgré ses mots lapidaires à l'égard de la nature, le Libertador est aussi pris dans ce paradoxe entre le respect et la conservation de la nature d'un côté, et la réduction et la maîtrise de l'autre. En 1811, il prononce un décret afin de protéger les arbres de l'Avila, le massif situé au Nord de Caracas, et entre 1825 et 1827, une série de décrets « conservationnistes » depuis la Bolivie, qui relaient cette idée selon

---

[349] *Si se opone la naturaleza lucharemos contra ella y la haremos que nos obedezca*

[350] *Libertad comenzaría a sonar a emancipación colonial en las mentes criollas, mucho antes que igualdad social. De hecho, en una sociedad basada en la discriminación como una relación natural, que justificaba su orden en la desigualdad de « castas », no podía sentirse de buenas a primeras como una nación unitaria o como una comunidad igualitaria. Igualdad y libertad no podían ser interpretadas por los criollos sin ser ajustadas a su realidad concreta*

laquelle la nature fait partie de l'identité nationale (Maldonado Brito, 2006 : 42 ; Camacho, 2006). Des liens plus complexes commencent à se faire jour, même s'ils restent alignés sur la pensée moderne, éclairée et dualiste, distinguant la société de la nature.

- D'un positivisme moderniste à la mise en perspective tardive des préoccupations environnementales après les années 1960

Dans la lignée moderniste de ces conceptions des sociétés et de leur environnement, on a déjà pointé la percée des idées positivistes et évolutionnistes à travers les personnes de Rafael Villavicencio et Adolf Ernst dans la deuxième moitié du XIXe siècle. « Pour eux, toute explication surnaturelle tombe dans le champ de la spéculation, impossible à prouver en terme d'observation et d'expérimentation »[351] (Poleo Perez, 1986 : 17-18). Cette idéologie est combinée à la reprise du développement urbain de Caracas et à près de deux décennies de pouvoir et de transformations de Guzmán Blanco sur Caracas. Restaurateur de l'attraction exercée par Caracas, « l'Illustre Américain » consacre une ville stabilisée (González Tellez, 2004), dont il veut faire une ville de Lumières, à l'image des grandes capitales européennes, bien qu'elle reste partagée entre la modernité et la ruralité. Environnement et société continuent d'être perçus séparément, et la modernisation de la ville jusqu'aux périodes hygiénistes du début du XXe siècle consistera à éradiquer les marques « rurales », non civilisées, de la capitale, autant de vecteurs et de foyers d'insalubrité. Déjà l'amalgame entre conditions d'habitat précaire et menace pour l'ordre urbain moderne est fait. Mais si la ville s'impose au champ sous Guzmán Blanco, la prise de pouvoir des dictateurs andins jusqu'à la mort de Gómez en 1935, à la tête de grands domaines agricoles et attachés à un modèle agro-exportateur, va freiner une idéologie urbaine-civilisatrice-moderniste. En effet, les gouvernants *tachirenses*[352] sont imprégnés de cette culture créole en transition et ambiguë, qui met des distances vis-à-vis d'un milieu rural passéiste, mais qui ne peut se résoudre à ignorer tout ce qu'il représente pour l'imaginaire et l'identité. Ce paradoxe, Gallegos l'a bien montré à propos des *llanos* Dans Doña Barbara (1929).

Après la mort de Gómez, les dirigeants du pays à Caracas vont néanmoins entériner une tendance irrémédiable qui n'aura été que freinée jusqu'alors, à savoir la généralisation de l'économie de rente liée à l'exploitation du pétrole et l'intensification du processus d'urbanisation et de concentration de la population nationale. Les premières grandes manifestations urbaines en 1936 vont donner lieu à l'ère de la ville massive et moderne où les processus de peuplement vont clairement changer d'échelle et d'intensité en terme de population et de surface occupée (De Lisio, 2001) alors que l'idéologie moderne d'une nature « à dompter » (Maldonado, 2006 : 419) n'évoluera qu'en décalage par rapport au développement urbain.

---

351 *Para ellos, toda explicación sobrenatural cae en el campo de la especulación, indemostrable en el terreno de la observación y de la experimentación*.

352 Originaires de l'Etat andin du Táchira, grand producteur agricole, dans l'Ouest du pays à la frontière avec la Colombie.

L'urbanisation débordant le site originel de Caracas, repérée dès le tournant des années 1900 (De Lisio, 2001), s'intensifie jusqu'à dépasser la vallée de San Francisco. Les agglomérations extérieures à la vallée se structurent progressivement pour donner forme à la grande Caracas que l'on connaît aujourd'hui (Caracas, Los Altos Mirandinos, Los Valles del tuy, Guarenas – Guatire et le Littoral de Vargas). Cette modification substantielle des rapports ville – environnement s'opère dans un premier temps dans le contexte idéologique moderne et fonctionnaliste redoublé d'une forte capacité d'intervention sur le milieu. Les moyens techniques et l'argent du pétrole sont mobilisés, les traces de ruralité, de précarité, notamment à travers l'habitat insalubre, font l'objet d'éradications systématiques sous la dictature des années 1950. Une très forte croissance et le changement de régime politique font succéder les posture de cooptation et de négation à celle d'éradication. Les *barrios de ranchos* qui se développent encore après les années 1960 font partie intégrante du processus de développement urbain et sont conçus par le pouvoir comme une marge d'ajustement aux problèmes de logement du fait de la forte progression de population. La redistribution ponctuelle et ciblée de la rente et l'espoir du développement ont contribué à maintenir les secteurs pauvres et précaires de Caracas. Leurs formes d'incorporation à l'ordre socio-spatial, dans une marge floue et niée, connotée de façon négative dans les représentations du paysage par opposition à une nature valorisée et idéalisée (Maldonado Brito, 2006), n'en sont que plus stigmatisantes.

La construction de la ville moderne est caractérisée par l'afflux de population, favorisé par la croyance dans le développement (Rist, 2002). Il faut y ajouter un sentiment de puissance vis-à-vis d'un environnement valorisé mais que l'on peut contrôler si besoin en était (Coronil, 1997). La tendance à l'expansion prend toute son ampleur au milieu du XXe siècle et se traduit par la multiplication de larges secteurs de la population urbaine dans des conditions de vie et de logement niées, mis à distance de façon symbolique malgré la proximité des *barrios* et des *urbanizaciones* formelles du fait de la marqueterie de la géographie sociale de Caracas. Ces secteurs sont contrôlés, comme une nature anti-moderne qui ne se plie pas, au moyen du clientélisme, de la disposition discrétionnaire de la rente pétrolière, et de l'illusion d'avenir meilleur qu'entretient le riche pays du « Venezuela Saoudite » de l'époque. La ville massive, moderne et fonctionnaliste est la ville des non-rencontres, lorsque la concentration de population ne va pas forcément avec la multiplication des contacts ni une forme conviviale de vivre-ensemble (Gonzalez Tellez, 2004). Malgré « l'enchantement » de l'ordre socio-spatial urbain moderne de la deuxième moitié du XXe siècle, les contradictions sociales restent fortes, mais contrôlées par le « pays dominant » disposant des leviers économiques, politiques, culturels, et sociaux, ainsi que de leurs avatars informationnels ou corporatistes.

Dans ce contexte de tensions étouffées par l'euphorie du moment, les préoccupations environnementales qui percent dans les discours internationaux à partir des années 1960 trouvent un

écho à Caracas à travers l'idée héritée d'une nature luxuriante, positivement connotée, et menacée par la croissance inconsidérée d'une « ville monstre ». Les impacts environnementaux masquent bien vite la luxuriance de la végétation tropicale et les aménités « naturelles » du site traditionnellement mises en avant (Maldonado Brito, 2006). Face à une urbanisation dévorante, la nostalgie d'une ville aux toits rouge ressurgit assez tôt (Bernardo Nuñez, 2004). En 1958 est institué le parc de l'Avila et la construction de ses pentes sur le versant caraquénien jusqu'à la côte 120 au cours de la décennie suivante pousse à en renforcer les protections. Les années 1970 privilégient le discours environnementaliste, illustré par les tentatives de déconcentration industrielle de Caracas vers Valencia, Maracay et le grand Est du pays, ou par une législation sur l'environnement, innovante dans le contexte régional. En 1976, on assiste à la création du premier ministère de l'environnement en Amérique latine (MARNR). Peu avant, le rapport Meadows sur les conséquences d'une croissance effrénée est rendu par le club de Rome en 1972 au cours de la conférence de Stockholm organisée par les Nations Unies. C'est à l'occasion de cette conférence qu'émerge la notion d'écodéveloppement (Sachs, 1993) substituée par celle de développement durable après 1986 dans le rapport Brundtland. Le sommet de la terre à Rio de Janeiro en 1992 donnera progressivement au développement durable le succès que l'on connaît aujourd'hui dans les discours internationaux. De plus, une crise de « croyance » dans le développement et dans l'infaillibilité de la modernité ouvre la voie à la problématique des risques techniques, à la suite d'accidents majeurs comme ceux de Bhopal (1984) ou de Tchernobyl (1986). Ces préoccupations emboîtent le pas à celles portées essentiellement par le milieu académique à l'égard, à l'époque, des « risques naturels ». La montée de la problématique des risques d'ordres divers correspond à la mise en liens des préoccupations environnementales, de la reconnaissance de la faillibilité des systèmes techniques et de l'incertitude en terme sociopolitique dans une fin de millénaire balancée entre la fin de l'histoire (la fin des grandes peurs) et le chaos civilisationnel suscitant toutes les formes de peurs (Gregory et Pred, 2007). La décennie internationale pour la réduction des désastres naturels[353] met l'accent dans les années 1990 sur les risques alors dénommés socio-naturels, mais dans un contexte plus large d'affaiblissement des États, de divers types de dérégulation remettant rapidement en cause bien des ordres établis, et d'intensification du processus de métropolisation pour les grandes villes d'Amérique latine. C'est bien la problématique du risque, des peurs et de l'incertitude généralisés qui s'impose alors à Caracas comme dans nombre d'autres contextes urbains régionaux (Prévôt-Schapira, 2001 : 17-19).

- L'importance de l'intense métropolisation dans la redéfinition de l'ordre socio-spatial à Caracas dans les dernières décennies du XXe siècle

Ce qui apparaît aujourd'hui comme risque urbain n'émerge que tardivement dans l'histoire urbaine de Caracas, après l'intensification de l'urbanisation et après que l'idéologie vis-à-vis de l'environnement évolue vers l'appréhension d'interactions avec la ville plus que vers des relations linéaires et à sens unique. La spécificité du risque urbain liée au type de peuplement va s'élargir

[353] IDRND pour ses initiales en anglais

aux perturbations endogènes avec l'accroissement et la généralisation de la remise en question d'un ordre socio-spatial mis face à ses contradictions et qui ne dispose plus complètement ni de l'autorité sociale sous la colonie, ou sous la République, ni de l'argent du pétrole pour garantir sa reproduction dans les grandes lignes. L'essentiel de ces dernières évolutions est le produit d'un contexte régional et international dont les conséquences locales se déclinent en fonction des spécificités des grandes villes d'Amérique latine (Baby-Collin, 2005 ; Prévot-Schapira, 2001a et 2001b). Plus que des étapes dont on pourrait signaler un début et une fin, le contexte géographique se définit comme un système dynamique fait d'interactions constantes et dont l'approche fragmentée par type de risque, par approche thématique ou par périodisation devient difficile, voire réductrice. Si pour certains aspects, l'identification de seuils reste possible (débordement de la vallée de San Francisco, passage de l'ordre colonial à l'ordre républicain, en fait d'une domination à une autre…), seuls, ils ne prennent que peu de sens. Les risques urbains et leur territorialisation aujourd'hui à Caracas mobilisent l'ensemble de ces interactions et leur évolution. Mais l'émergence des territoires de risques urbains doit aussi se lire à la lumière des interactions du système urbain avec son environnement national et international, et ce, en différents domaines.

Le processus de métropolisation et l'intensification de la globalisation dans les deux dernières décennies du XXe siècle ne sont pas étrangers à l'émergence des risques urbains et à leur territorialisation tels qu'on peut les analyser aujourd'hui à Caracas. Le processus de métropolisation se définit par une forte concentration de pouvoir, de population et de capitaux, ainsi que par l'insertion de la ville dans les réseaux d'échanges de la mondialisation. De fait, l'intensification de l'urbanisation (en terme de population et d'étalement urbain) n'est qu'un des aspects de la métropolisation dont nous avons déjà mis en avant les implications en terme de risque urbain. Dans les années 1980 puis 1990, la géographie urbaine en Amérique latine présente des mutations rapides à l'échelle locale, telles l'autonomisation des autorités municipales, la décentralisation et la création de nouvelles divisions politico-territoriales, l'insertion dans les réseaux globalisés de compétition entre grandes villes, ou l'accentuation de certaines formes de fragmentation spatiale et sociale manifestant les tensions entre local et global (Baby-Collin, 2005). Nombre des caractéristiques de Caracas correspondent à la déclinaison du processus de métropolisation (Negrón, 2001). Dans les années 1980, l'État vénézuélien continuait d'administrer le territoire de la capitale nationale. Le gouvernement nommait un gouverneur du District Fédéral, mais la forte intervention traditionnelle, au-delà du contrôle politique, a été particulièrement réduite au cours de la « décennie perdue ». Le modèle de gestion des institutions de prêts internationales s'imposait progressivement sous la pression de l'exercice de la dette. L'obligation de réduire les dépenses publiques dans un pays où le fonctionnariat constituait une modalité de redistribution de la rente et de contrôle clientéliste de larges secteurs de la société a

débouché sur une commission pour la réforme de l'État (COPRE). La COPRE était destinée à encadrer la réduction des domaines d'opération de l'appareil public ainsi que le processus de décentralisation matérialisé par de grandes lois en 1989 et 1990, et notamment par l'élection des maires de municipes en 1989 (dont celui de Caracas). Les lois de réformes du statut municipal de 1989 ont entraîné, dans la partie Est de Caracas, la disparition du district de Sucre et la création des nouveaux municipes de Chacao, Baruta et El Hatillo en 1992. Le municipe de Sucre correspond au territoire restant de l'ancien district de Sucre après l'autonomisation des trois municipes. Le découpage politico-administratif et l'autorité publique en résultent plus fragmentés encore à Caracas, dans la vallée de San Francisco. De fait, la figure du District Métropolitain n'est introduite explicitement que dans la constitution de 1999 et instituée par une loi de 2000 afin d'embrasser l'agglomération stricte de Caracas. Ces nouveaux découpages municipaux correspondent aussi en majorité à une distribution socio-économique de la population, participant de l'identification de secteurs favorisés dans l'Est qu'il faut distinguer du municipe Sucre qui accueille l'importante concentration de *barrios de ranchos* autour de Petare. Les clivages socio-économiques d'une société fragmentée sont accentués par le morcellement de l'autorité publique produit par l'autonomie municipale, et ce en plus de la marqueterie du paysage et de l'imbrication des types de bâti et des profils de population. Dans le contexte de métropolisation, les divisions socio-spatiales, niées ou détournées jusqu'alors, semblent se manifester plus encore à Caracas, le peu de réponses que peuvent apporter les pouvoirs publics dans une période de profondes mutations est compensé par l'individualisation des réponses à différentes échelles, n'allant pas jusqu'à la sécession territoriale et fiscale, mais dont l'autonomisation municipale nous semble faire partie (Baby-Collin et Zapata, 2006). Le délitement du système socio-spatial, l'accentuation de certaines formes de fragmentation et le désenchantement d'une société aux prises, dans les années 1990, avec des taux de criminalité et d'insécurité urbaine aussi soudains qu'élevés se traduisent par une désolidarisation sociale dans la capitale, un recul de la fonction de mixité des espaces publics, un repli résidentiel sécuritaire (Garcia Sanchez, 2004, Garcia Sanchez et Villa, 2001) et une prise en charge individuelle ou par des associations de voisins de certains services jusqu'alors assurés par les pouvoirs publics (privatisation de la santé, de l'école, de la sécurité…). La Caracas métropolitaine est la ville dé-solidaire, de la suspicion, du sentiment d'insécurité délocalisé et donc de la peur généralisée en tous lieux et pour tous les habitants. Telle est encore aujourd'hui l'image d'une capitale qui a connu de grandes heures de gloire il y a quelques décennies, mais qui a subi trente ans de modifications profondes, de métropolisation, de dérégulations et de recul d'un pétro-État dont la seule intervention massive garantissait la perpétuation d'un ordre socio-spatial relativement stable malgré les fortes contradictions internes. Le risque devient intrusif sur la scène urbaine dès lors que la fonction de régulation de l'État n'est plus opératoire. Les dynamiques de métropolisation sont à la fois l'occasion d'une redéfinition

des interactions sociales et d'une remobilisation de l'espace urbain qui intervient dans et au titre de ces interactions, donc d'une « reterritorialisation » (Vidal, 2001 ; Peralva, 2001).

- L'ordre de l'État pétrolier ébranlé par les mutations du marché de l'énergie et l'accès de politiques néolibérales des années 1980

Le seul principe des grandes découvertes et des contacts entre l'Europe et l'Amérique participe déjà d'une certaine mondialisation au titre de la mise en lien de différents espaces de la planète. La circulation des idées et les influences mutuelles ont cours durant toute la période coloniale, choses qui ont pu être vérifiées à travers certains principes d'urbanisme, à travers la diffusion des idées des Lumières, ou bien encore, après l'indépendance, de par le fait de la vision modernisatrice qu'adoptait Guzmán Blanco pour Caracas à l'image des grandes capitales européennes dans le dernier tiers du XIXe siècle. Il n'en va là que des transferts Europe – Amérique latine, et particulièrement Caracas, sans présumer d'interactions bien plus complexes. Cela étant, du point de vue de l'ordre socio-spatial (qu'il s'agisse du développement urbain en terme démographique ou d'étalement de la ville, qu'il s'agisse de rapports sociaux, de rapport à l'environnement ou de ségrégation socio-spatiale), nous avons vu combien les héritages pouvaient faire peser une certaine permanence sur le système urbain, malgré les nombreuses dynamiques internes mises à jour et les interactions avec l'extérieur. Il semblerait que cet ordre commence à subir quelques écarts au tournant des années 1900, avec le débordement du site originel et l'émergence de polarités qui ne correspondent pas à la centralité historique autour de la Plaza Mayor devenue Plaza Bolivar. Les passages de seuils en terme démographique ou urbanistique, en terme idéologique ou en terme de relations société - environnement, pour ne citer que ceux-là, bien qu'ils ne soient pas concomitants, semblent correspondre à une certaine transition dans l'ordre socio-spatial traditionnel. Néanmoins, il apparaît que la plupart d'entre eux (mis à part, par exemple, l'émergence des idées positivistes et celle d'un urbanisme européen puis états-unien) se produisent au cours du XXe siècle, et particulièrement dans la deuxième moitié du XXe siècle. Outre l'intensification de l'urbanisation déjà soulignée, nous y voyons là le signe d'une insertion de Caracas dans un contexte plus large d'échelle mondiale, marqué par l'intensification des processus de mondialisation.

Malgré la connaissance des ressources pétrolières et l'usage qu'en faisaient déjà les amérindiens, ce n'est qu'au cours du deuxième tiers du XXe siècle que l'État traditionnellement agro-exportateur aux marges de la colonie devient un pétro-État à l'économie de rente, structuré par l'exploitation de l'or noir. L'économie de rente signifie la dépendance du Venezuela aux ressources et aux cours mondiaux de la ressource, un faible développement de l'appareil interne de production malgré des initiatives notoires loin de la capitale, de fortes importations et relativement moins d'opportunités d'emplois que de migrants vers la capitale dès le milieu du XXe siècle, alors que la région pariait sur le développement endogène et l'industrialisation par

substitution d'importations (Assidon, 2002). La centralisation renforcée autour de Caracas, malgré les efforts de déconcentration, attirait bien plus de migrants que sa capacité d'incorporation à l'appareil productif permettait d'absorber, multipliant, dans les années 1950 puis 1960 et 1970 les foyers de pauvreté et l'habitat précaire à Caracas. Après les années 1950, les besoins mondiaux en énergie fossile, l'intensification de l'exploitation de la ressource au Venezuela et au milieu des années 1970, le conflit au Proche-Orient aidant, la rente assurée par le pétrole confère au Venezuela les plus hauts revenus par tête du continent pendant plus de 20 ans (Thorp, 1998). Pour autant, la ville ne cesse de croître et si les rythmes de 1950 à 1970 restent les plus élevés, les migrants nationaux sont ensuite relayés par les migrants internationaux, attirés par cet ilot de prospérité épargné par les dictatures militaires après 1958. L'afflux de population et la maigreur des secteurs de production autres que le secteur pétrolier multiplient les difficultés d'incorporation d'une grande partie de la population de la capitale tout en absorbant les tensions socio-spatiales par une mise à distance stratégique de ces populations faiblement intégrées et par une disposition ponctuelle de la rente selon des visées politiques et corporatistes ou en fonction de rapports clientélistes (Baby-Collin, 2001; Altez, 1996). L'illusion des pétrodollars d'un « État magique » permet d'éluder la problématique d'une société fonctionnellement intégrée, aux rapports multiples (Baby-Collin, 2000), mais symboliquement et socialement duale, partagée entre « pays dominant » et « pays dominé » (Maldonado Brito, 2006 ; Lander, 2007), comme un Janus adossant étroitement à Caracas le visage de l'opulence et celui de la misère. La forte croyance en la modernité et dans le développement pousse les pouvoirs publics à intervenir, à s'endetter, et à présumer d'une situation privilégiée. Le contre-choc pétrolier fait chuter les prix de la ressource dès le tournant des années 1980. Les conditions particulières du pays repoussent l'échéance de la crise de la dette, d'importance régionale durant la « décennie perdue » selon l'expression de la CEPAL. Cette décennie noire est encadrée par la suspension de la convertibilité à taux fixe entre le bolivar et le dollar en 1983 et par l'explosion sociale qui entraîne la mort de plusieurs centaines de personnes essentiellement à Caracas en 1989. En plus de ces deux évènements, le tournant monétariste, la pression due à l'exercice de la dette sur les finances publiques et la fuite en avant engagée par les pouvoirs publics entrainent la détérioration rapide des conditions de vie des plus précaires, ainsi que l'affaiblissement voire la disparition par endroit de services publics essentiels comme l'éducation ou la santé, couplées aux difficultés d'alimentation dans certains secteurs de la capitale (Figure 65).

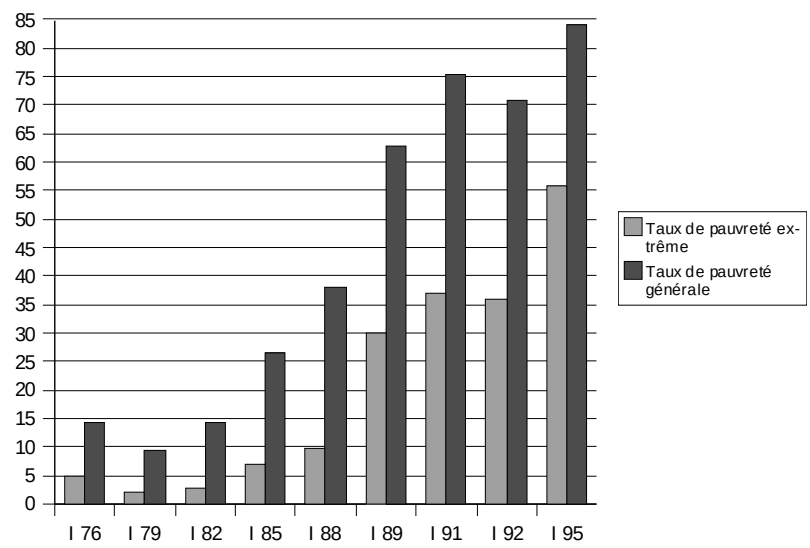


Figure 65 : Evolution des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté au Venezuela entre 1976 et 1995
(Source : Elaboration Mathilde Gauvain d'après données OCEI / INE)
Pour une explication des catégories de pauvreté et d'extrême pauvreté, on pourra se reporter à la note 181, p140.

Enfin, la capacité du pétro-État à réduire la pression des tensions sociales internes qui ont cours dans un ordre socio-spatial fragmenté et garanti par la seule rente et l'effet d'aubaine de cours mondiaux favorables se voit fortement réduite, laissant le pays, et particulièrement la capitale, haut lieu de concentration, de contacts et d'hétérogénéités, aux prises avec ses contradictions et bien peu de moyens pour les résoudre. C'est dans ce contexte d'économie politique globale et nationale qu'intervient le « *Caracazo* » que l'on peut comprendre comme un seuil manifeste dans l'ordre socio-spatial de la capitale, mais qui n'en est pas moins gros d'un siècle de transformations et de passages d'autres seuils moindres, de nature différente, et qui rythment les dernières décennies de façon dispersée.

- L'émergence des risques urbains socialement identifiés comme tels est à comprendre dans le contexte des mutations urbaines de la fin du XXe siècle

Du fait de la métropolisation, du tournant néolibéral ou des fluctuations du marché de l'énergie, les trente dernières années ont profondément redessiné la géographie urbaine de l'Amérique latine, et l'on ne peut que constater que ces trois décennies sont contemporaines de l'émergence de la problématique des risques urbains. Il n'y a sans doute pas là que de la contemporanéité, mais une forme de causalité qu'il faut avoir présente à l'esprit lorsque l'on traite du risque urbain dans le cadre des métropoles d'Amérique latine. La forme privilégiée d'occupation de l'espace qu'est la ville pour les colonies espagnoles se massifie au XXe siècle et se densifie jusqu'à connaître des rythmes de croissance très forts. Les contradictions et les interactions avec l'environnement s'intensifient. On assiste parallèlement à une déstructuration d'un ordre social rigide et inégalitaire hérité de la colonie, qui se combine à la fin du XXe siècle à une dérégulation de l'économie et à l'affaiblissement de l'appareil d'État traditionnellement fort au Venezuela. Les contradictions de l'ordre social vont trouver des espaces pour prendre forme et bousculer l'ordre

urbain. L'instabilité sociale, les impasses d'une économie rentière, les fortes pressions sur l'environnement, la circulation des idées autour de l'environnement et des risques sont autant de facteurs qui vont participer à l'émergence de la figure des risques comme question sociale. Ces risques renvoient à la possibilité de destruction de l'existant, mais aussi aux possibilités de subversion de l'ordre existant, de changement de relations entre le « pays dominant » et le « pays dominé » (Maldonado Brito, 2006). Ce sont tout à la fois l'évolution de la conscience de l'ordre social, l'évolution de l'interprétation scientifique, les étapes de développement urbain, et les lectures idéologiques successives des risques à Caracas qui rythment le changement de statut du risque urbain. Par statut du risque urbain, on entend le sens que les risques peuvent prendre dans la société urbaine ainsi que ses conséquences sur l'espace et plus largement sur l'ordre socio-spatial. Et c'est dans le sens d'une prise toujours plus directe avec le système urbain en mutation que les risques à Caracas et leurs différentes territorialisations sont révélateurs de relations sociales et de rapports à l'espace.

6.1.2- La rupture du 27F : un « moment » dramatique dans l'évolution du vivre-ensemble à Caracas

Les années 1980 voient s'accentuer les transformations urbaines en Amérique latine. Dans bien des pays de la région, la transition vers la démocratie se conjugue aux ajustements économiques d'inspiration néolibérale, aux préoccupations liées aux inégalités, au vivre-ensemble ainsi qu'au devenir commun. Si, dans le contexte brésilien, ce sont les classes moyennes qui se replient et deviennent toujours moins l'intermédiaire phare entre les politiques et le reste des classes (Queiroz Ribeiro, 2006), c'est au Venezuela la réduction du périmètre d'action de l'État qui marque la période. L'accroissement des inégalités et le recul de l'économie vénézuélienne (le revenu par tête chute de 20% entre 1980 et 1995, Thorp, 1998 : 353), conjugués à l'interruption des recours et des compensations, par les dépenses sociales ou les rapports clientélistes, font émerger dans le pays et particulièrement à Caracas des tensions jusque là contenues. C'est ce que reprend Queiroz Ribeiro dans le contexte brésilien :

> « La différenciation des classes sociales se traduit par une séparation matérielle et symbolique qui rend plus difficile la sociabilité, renforce la fragmentation des identités collectives et dévalorise certaines classes sociales. […] La distribution territoriale des classes et des groupes sociaux dans les villes brésiliennes illustre cet ordre, et nous apercevons que la proximité physique est doublée d'une distance sociale, ce qui contribue à une sociabilité peu conflictuelle, dans la mesure où cet ordre se fonde sur des obligations sociales inhérentes à un système de domination, de clientélisme, où l'accès aux bénéfices et aux ressources dépend de la reconnaissance et des largesses des classes dominantes » (2006 : 71-72).

En plus de la marqueterie du paysage urbain, les difficultés en terme de sociabilité, de vivre-ensemble, ou la dévalorisation, voire la stigmatisation de « certaines classes sociales », vont s'intensifier au cours des trois dernières décennies, et connaître un moment très fort le 27 février 1989. Au-delà de ce seuil, l'ordre et les relations socio-spatiales de la capitale seront remis en question et approchés différemment.

- Les brèches de l'ordre socio-spatial s'approfondissent dans les années 1980, entre individualisation et recul de l'État

Dans le contexte régional urbain, les thématiques urbaines liées au patrimoine évoluent depuis les années 1970 vers des thématiques sociales et économiques dans les années 1980 puis 1990, où elles s'associent aux questions sur les modalités d'exercice du pouvoir et sur l'inclusion politique (Rivière d'Arc, 2006). Du fait d'un contexte particulier au Venezuela, l'acteur fondamental qu'est l'État subit les assauts d'une période de dérégulation et de réduction drastique de son intervention. Les secteurs sociaux qui auraient pu prendre le relai d'une initiative publique (plus ou moins conforme à l'intérêt général) n'ont finalement pas émergé comme cela s'est vu par exemple au Brésil. L'ordre socio-spatial urbain, tenu par une importante présence de l'État, n'a pas trouvé de relais suffisamment forts pour assurer une continuité. Les associations de voisins et les initiatives particulières se multiplient dans les années 1980 et 1990 pour compenser localement les carences de l'État en recul (Garcia-Guadilla, 2003). La pauvreté pose un problème aigu qui s'accentue au fil de l'application des recettes internationales de l'époque. Et « du point de vue de la vie sociale, on ne parvient pas à une manière acceptable de « vivre ensemble » […]. Le système normatif ne fonctionne pas non plus de façon à être accepté par tous les citoyens, puisqu'il ne parvient pas à convaincre ni ne peut s'imposer par la force »[354] (Briceño León, 2005 : 655).

Au fil des années 1980 puis 1990, on assiste à une individualisation des stratégies et des tentatives de réponse, à une délocalisation du sentiment d'agression dans l'espace urbain et donc à une généralisation de la peur. Le contexte de l'ordre socio-spatial change et les cas de transgression des normes se multiplient. L'individualisation des stratégies et le recul du lien social, mais surtout du trait d'union que constitue l'État dans le contexte vénézuélien, définissent des enjeux spécifiques en terme de risque urbain, articulés autour de la sécurité à la personne et de la propriété, des biens à protéger. Il nous semble que la parcellisation jusqu'à l'individu du sentiment d'insécurité ou des risques plus généraux qui peuvent se présenter en ville ne s'est pas toujours posée à cette échelle, comme si la complexification de l'urbanisation et les tendances à l'individualisation empêchaient de penser le risque urbain à une autre échelle que celle de l'individu.

[354] *Desde la perspectiva de la vida social no se logra un modo aceptable de estar juntos […]. El sistema normativo tampoco funciona como para ser aceptado por todos los ciudadanos, ya que no logra persuadir a las personas ni tampoco puede imponerse por la fuerza.*

De fait, les conditions de vie urbaine et l'illusion de la « self-made » classe moyenne échouent sur la réalité des années 1980 et 1990, poussant aux réactions individualistes d'après le sociologue vénézuélien Roberto Briceño León. Les mutations profondes pour les sociétés urbaines des 30 dernières années introduisent de nouvelles formes d'interaction, un autre rapport à l'autre, un nouvel ordre social. De manière générale, y compris en Europe (Ansidei *et ali.,* 1998), le recul des modalités traditionnelles de régulations collectives, en particulier vis-à-vis du risque et en ville, mène à l'intervention d'acteurs dont l'envergure relève d'une autre échelle que celle de l'ensemble de la société comme pouvait l'être l'État. Il s'agit de collectivités locales avec l'autonomisation des pouvoirs et la décentralisation, d'ONG, d'associations de voisins, et, en dernier lieu, des propres individus invités à assumer nécessairement toujours plus de responsabilités. Pour Roberto Briceño León, la violence est constitutive des sociétés modernes et capitalistes, et un « moyen d'atteindre ce qui a été promis et qui, lorsqu'il est impossible de l'acheter, s'arrache. » Dans ce cas, le risque est plus que le danger, et la violence « est l'expression de l'individualisme légitime dans un contexte de frustrations »[355] (1999 : 131).

En plus de la crise économique qui grossit au Venezuela au cours des années 1980, bien des auteurs s'accordent aussi sur les crises sociales et politiques qui grondent, sur le discrédit vis-à-vis de ces secteurs du « pays dominant » qui ne sont plus en capacité d'assumer « l'arrangement » de l'ordre socio-spatial de Caracas ni même d'en absorber les contradictions, privés de l'instrument qu'est l'appareil d'État depuis l'exploitation du pétrole (Coronil, 1997). Les tensions irréductibles exercées par le « pays marginal » peuvent renvoyer à un « ressentiment généralisé »,

> « mélange d'envie et de mépris qui joue sur un différentiel de situation sociale et fixe les responsabilités du malheur que l'on subit sur les catégories placées juste au-dessus ou au-dessous sur l'échelle sociale […].C'est une frustration collective qui se cherche des responsables, ou des boucs émissaires » (Castel, 2003 : 49).

Au Venezuela au terme des années 1980, après plus de 25 ans d'une prospérité nationale sans pareil en Amérique latine (Thorp, 1998), après plus de 30 ans de régime démocratique ininterrompu, après le sentiment de puissance et la croyance dans le développement entretenus par des leaders peu scrupuleux et une rente pétrolière sans pareil à la fin des années 1970, c'est toute la société qui ressent « l'injustice » de la crise de la dette, puis de l'ajustement structurel. A différents degrés bien évidemment, chacun se trouve dépossédé des bénéfices tirés des situations antérieures. Le délitement de cet ordre passé va de pair avec une dilution progressive d'un lien social aujourd'hui remémoré de façon romantique et idéalisée. Le « ressentiment » de la fin du XXe siècle est à l'image d'un pays rêvé et regretté, de la nostalgie d'une capitale agréable à vivre. Ainsi, des personnes résidant dans l'*urbanización* cossue de Las Terrazas del Avila, dans l'Est de

[355] *Medio para lograr lo que se ha prometido y que cuando no se compra se arrebata. […] Es la expresión del individualismo legítimo en el contexto proscrito.*

Caracas, affirment qu'avant les années 1980, les rues étaient sures et la vie de quartier intense. Mais depuis la fin des années 1980, même le marcheur étranger au quartier est perçu comme un agresseur potentiel, et chacun se terre chez soi, au bord de la « paranoïa sociale » (Garcia et Villa, 2001: 69-70).

L'harmonie ainsi décrite d'une vie urbaine disparue n'était pourtant pas exempte de contradictions et d'injustices étouffées dans un ordre socio-spatial urbain que le processus de métropolisation de la fin du siècle précédent semble avoir révélé. Et bien que minimisées, ces tensions et contradictions s'inscrivent dans l'espace et dans les relations sociales, bien avant les manifestations de la crise des années 1980.

- « Racisme endémique » de la société vénézuélienne ou réaction à la crise sociale des années 1980 ?

Les ségrégations sociale et spatiale sont manifestes à Caracas depuis l'attribution des premiers *solares*. Ces « mises à distance » peuvent aujourd'hui sembler obsolètes compte tenu de l'entrelacs des *barrios de ranchos* et des *urbanizaciones* formelles de classes moyennes ou aisées, et de la fierté vénézuélienne à mettre en avant une société *café con leche*, fondamentalement métisse. Si la distinction ethnique n'intervient pas au même titre que la distinction sociale, elle n'en figure pas moins un critère qui nous semble toujours opératoire. Les exemples suivants de ces traits de société sont tirés d'expériences propres, d'interprétations des formes urbaines, de la littérature, mais aussi de plusieurs travaux de sciences humaines[356], dont celui d'une anthropologue sur les enfants des rues au milieu des années 1990 (les années de plus forte criminalité à Caracas). Ainsi, les données tirées du terrain par l'anthropologue Patricia Marquez sont significatives d'une forme endémique de racisme dans la société vénézuélienne :

> « Au Venezuela, on prétend vivre dans une démocratie raciale et nous nous voyons comme des *café con leche* (littéralement « cafés au lait ») – un métissage entre africains, européens et indiens. Nous n'avons pas l'expérience de ces discriminations virulentes et de cette ségrégation haineuse telle qu'on la trouve aux États-Unis. Cependant, […] les rapports de force sociaux qui définissent les contours de la vie des enfants des rues vont dans le sens beaucoup plus subtil d'un racisme envahissant dans la société vénézuélienne. La couleur de peau des jeunes garçons affecte leurs chances d'obtenir de l'argent et de la nourriture des passants sur le boulevard. Les snifeurs de colle à la peau plus claire , […] sont souvent mieux traités – ou du moins tolérés – par les officiers de police et les personnels des centres publics de l'INAM »[357] (Marquez, 1999, 61).

[356] Patricia Marquez à travers son ouvrage publié en 1999 : *The street is my home. Youth and violence in Caracas*. Suzana Rotker, dont on pourra trouver les références d'ouvrages en bibliographie, notamment 2000 et 2005.

[357] *In Venezuela, we pretend that we live in a racial democracy and think of ourselves as café con leche (literally, coffee with milk) – a racial amalgam of African, European, and Indian elements. We do not experience the same type of virulent, hate-filled discrimination*

Au-delà des conditions de marginalité dont il est question à propos des enfants des rues, le racisme envahissant émerge aussi au cours de situations plus formelles ou anodines dans le quotidien de la capitale vénézuélienne :

> « Les petits boulots de bien des jeunes du centre ville, tels que préposés au courrier, préposés aux photocopies ou coursiers, entraînent la plupart d'entre eux dans une confrontation culturelle avec le monde de la classe moyenne – supérieure blanche. A l'occasion de ces jobs, ils sont confrontés au racisme et à la stigmatisation du fait d'un pouvoir symbolique exprimé à travers la tenue et le langage corporel, tout un ensemble de choses qui les pousse à abandonner leur travail et incorporer l'économie informelle du *barrio* »[358] (Marquez, 1999, 57).

Pour certains, ce type de relations sociales est la marque « d'un *apartheid* toujours nié et aggravé par un racisme envers les semblables ou les étrangers dissimulé sous les déclamations de métissage »[359] (Rotker, 2005b : 211). Nombreux sont les observateurs à faire état d'un faux-semblant de louanges du métissage qui dissimule, jusqu'à l'absurde, un héritage colonial de mise à distance raciale profondément ancré dans la société vénézuélienne. Dans son ouvrage *Los Amos del Valle*, Herrera Luque ironise à propos de l'arbre généalogique, pour le moins tortueux, des notables de la *Tierra Firme* dont le sang est évidemment mêlé à celui des populations locales :

> « Vous êtes les descendants de Rodrigo Blanco ainsi que de Charles V, non pas par le fait de Jorge Blanco, mais par celui de l'humble Ño Ramón ; de la même manière que vous descendez du Cautivo, le grand et courageux conquistador, à l'image de tous ceux de cette vallée, de par la filiation de l'esclave Rosalía, qui est aussi ma grand-mère au sixième degré.
>
> Vous comprenez maintenant, Don Juan Manuel, la vérité de toutes les choses et l'absurdité qu'il y a de s'employer à rechercher la différence entre les hommes de cette terre, qui, en fin de compte, présentent la même origine ?
>
> PS : Pour une meilleure compréhension, je vous joins un arbre généalogique de votre ascendance.

---

and segregation found in the United-States. However, […] the social forces shaping the lives of street children speak of the much more subtle forms of racism that are pervasive in Venezuelan society. The colour of the boys' skins affects their ability to get money and food from the general public at the boulevard. Lighter-skinned chupapegas, such as Gómez, are often favoured – or at least, tolerated – by police officers and staff members at INAM state centres.

[358] *The jobs most inner-city youths get as mail room clerks, photo-copiers, and messengers propel many of them into wrenching cultural confrontations with the upper-middle class white world. In those jobs, they encounter the racism and subtle badges of symbolic power expressed through wardrobes and body language, all of which leads them to abandon their jobs and enter the informal economy of the barrio.*

[359] *Un apartheid nunca admitido y agravado por un racismo contra propios y extranjeros oculto bajo proclamas de mestizaje.*

Juan de Dios Roscio »[360] (Herrera Luque, 1979b : 391)

Ces formes de rejet sont accentuées par la tension qui s'exerce dans les années 1990 autour d'un ordre social résistant qui se trouve toujours plus en butte aux contradictions et aux tensions croissantes. Aucune réponse satisfaisante n'est encore apportée, aucune évolution significative de l'ordre socio-spatial urbain n'entérine encore les transformations de la société vénézuélienne accentuées dans la capitale. Regretter une moralité dévoyée ou la figure idéalisée de la famille ne sont que les derniers avatars « d'un type de contrôle social à travers lequel l'État essaie de maintenir sa force et sa légitimité » [361] (Marquez, 1999: 220). L'émergence – et l'évidence – du pauvre dans l'ordre socio-spatial urbain depuis la fin des années 1980 est devenue en soi une menace. Dans une perspective de résistance, le « maintien de l'ordre » passe à nouveau par le rejet, la négation, l'éradication ou la mise à distance.

> « Les lois pour les mineurs maintiennent l'ordre en facilitant le placement des mineurs indésirables dans des institutions de rééducation. Elles ne protègent pas les mineurs de la faim ni de la maltraitance. Au contraire, elles évitent aux riches d'avoir à faire face aux conditions qui mènent à l'accroissement du nombre d'enfants qui vivent dans les rues »[362] (Marquez, 1999: 129).

La peur des autres ou la peur de l'étranger n'est pas sans conséquence au moment de « faire société » (Tuan, 1979 : 159-174). Le délitement du vivre-ensemble peut aller de la plus totale indifférence ou d'une exclusion symbolique du corps civique, à la peur paranoïaque qui mène au repli résidentiel sécuritaire. L'indifférence peut consister en la négation de secteurs entiers de population, longtemps privés de papiers d'identité, et donc d'existence citoyenne. La peur paranoïaque se traduit par l'omniprésence d'un discours sécuritaire stigmatisant de certains espaces urbains, ou par le repli résidentiel et l'architecture de la peur (barbelés, caméra, hauts murs non ajourés…).

- La stigmatisation raciste – et classiste – comme résurgence d'un ordre social colonial : l'exemple des formes du bâti résidentiel

Malgré une accentuation manifeste des tensions sociales en ville dans les deux dernières décennies du XXe siècle, il apparaît que certaines tendances s'inscrivent dans des temporalités

---

360 *Sois descendiente de Rodrigo Blanco y también de Carlos V, pero no a través de Jorge Blanco, sino del humilde Ño Ramón; de la misma forma que descendéis del Cautivo, el gran y esforzado conquistador, al igual que todos en este Valle, por la línea de la esclava Rosalía, mi sexta abuela también.*
¿Comprendéis ahora, Don Juan Manuel, la verdad de todas las cosas y lo absurdo que resulta empeñarse en buscar lo que diferencia a los hombres de esta tierra, que al a postre y a lo largo, tienen el mismo origen?
PD: Para una mejor comprensión, os adjunto un árbol genealógico de vuestra ascendencia.
Juan de Dios Roscio.

361 *A type of social control through which the state attempts to maintain its forces and legitimacy.*

362 *Laws regarding minors maintain order by facilitating the placement of undesired minors in reeducational institutions. They do not protect the minor against hunger and abuse. On the contrary, they protect the wealthy from having to deal with the conditions that induce increasing numbers of children to live on the streets.*

bien plus longues. En effet, ni l'exclusion symbolique de la citoyenneté, ni la mise à distance de populations différentes (sous forme de retranchement dans des secteurs de logements délimités ou sous forme d'homogénéisation résidentielle) ne sont consécutifs de la crise des années 1980. Ils ne sont pas non plus la conséquence de la rupture symbolique de l'ordre socio-spatial traditionnel incarnée par les émeutes du 27 février 1989. Des millions de vénézuéliens étaient hors du jeu politique jusque dans les années 1990, privés de vie citoyenne, et ne prenaient pas part aux différentes élections de la démocratie représentative. Pour ce qui est du repli résidentiel que nous avons choisi de développer ici, les formes privatives de certains espaces publics et celles qui préfigurent les formes sécuritaires de l'habitat sont manifestement antérieures à la fièvre sécuritaire de la toute fin du XXe siècle. Elles s'appliquaient tout du moins à l'espace domestique, laissant l'espace public libre de toute fonction communautaire exclusive (Garcia et Villa, 2001: 78).

De fait, l'homogénéisation résidentielle a toujours existé (comme elle est repérée à grande échelle à Rio, par Queiroz Ribeiro, 2006). La matrice de la peur fait que cette forme socio-spatiale est reprise par les douanes urbaines (Garcia Sanchez, 2004), nouvelle manifestation spatiale d'une disparité sociale déjà existante. Ainsi, les conditions de la ségrégation, dans une société inégalitaire et socialement fragmentée, sont bien antérieures à la crise contemporaine de l'urbanité à Caracas. Setha Low l'illustre parfaitement dans une étude comparative entre les contextes Nord-américains, latino-américains et chinois (2005).

Malgré la marqueterie de la géographie sociale et la proximité physique de styles de bâtis et de catégories de populations forts différents, la plupart des quartiers aisés présentent une « forme socio-spatiale personnalisée […] qui a permis à cette population, aidée par la qualité de la géographie de la vallée, d'habiter de façon indépendante et éloignée de grands ensembles de bidonvilles » (Maldonado Brito, 2006 : 414). Ces « formes socio-spatiales » peuvent être la marque d'une intériorisation des modes de relations sociales. Dans son ouvrage sur les *suburbs* des États-Unis d'Amérique entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, Robert Fogelson attache toute sont attention à l'apparition de nouveaux lotissements aux normes toujours plus drastiques au fil des années, donnant un éclairage nouveau en terme de sociabilité sur « l'utopie bourgeoise »[363] des banlieues résidentielles états-uniennes (2005). L'analyse de l'auteur s'appuie dans un premier temps sur le développement du complexe Palo Verde dans les années 1920 à quarante minutes du cœur de Los Angeles. Ce complexe repose sur le besoin pour les acheteurs de voir assurées leurs conditions de logement pour les décennies à venir. Les promoteurs s'emploient à garantir que seront tenus à distance les individus et activités « indésirables » jugés responsables de la dégradation des secteurs résidentiels (Fogelson, 2005 : 36).

[363] Dans son ouvrage paru en 2005, *Bourgeois Nightmare* (L'enfer Bourgeois), Robert Fogelson établit une référence explicite à celui de l'historien Robert Fishman : *Bourgeois utopia: the rise and fall of suburbia*, publié en 1987

Ce principe d'urbanisme, basé sur une série de restrictions qui enfle avec les décennies est mis au point dans les années 1880 par un cabinet d'architectes urbanistes et paysagistes, *Olmsted Brothers*, en association avec des lotisseurs et promoteurs toujours plus nombreux. Bien des lotissements apparaissent à cette époque à l'image de ce type de *suburbs*, à tel point que lorsque les promoteurs disposaient de lots sans restrictions particulières, ils jugeaient utile de le mentionner dans leurs annonces. Dans les faits, cette forme d'urbanisme tend vers l'homogénéisation des occupants de tous les points de vue, qu'il s'agisse de critères ethniques, sociaux, politiques ou culturels. De fait, pour l'exemple du complexe Palo Verde :

> « Les résidents seraient protégés non seulement par le site naturel et la topographie, par l'océan sur trois côtés et par les collines sur le quatrième, mais aussi par ce que Olmsted Brothers [ingénieurs urbanistes] appelaient un ensemble de normes restrictives « exceptionnellement complet, fédérateur et minutieux ». « Des restrictions protectrices permanentes, dûment enregistrées, couvrent chaque mètre carré du secteur », dit une des annonces »[364] (Fogelson, 2005: 14)

Outre le fait que cette institutionnalisation d'une mise à distance à la fois sociale et spatiale d'activités comme d'individus indésirables rappelle des heures plus sombres encore de l'histoire récente des États-Unis[365], il s'avère que ces formes d'urbanisme s'implantent de façon presque systématique à Caracas, autour des années 1940, lorsque se produit l'inflexion entre les influences européennes et nord-américaines en matière de planification et d'urbanisme (Martin Frechilla, 1994 ; Martin Frechilla et Lovera, 1994). En effet, on reconnaît par exemple sur cette image de la Florida (Figure 66) [366], datant du milieu des années 1930, les logements individuels unifamiliaux implantés de façon systématique, les avenues larges, le soin donné au « paysage » et à la verdure dans l'urbanisation, le retrait des maisons du bord de la rue, l'homogénéité du bâti et l'absence de marques qui jurent au regard… tous ces signes caractéristiques de « l'utopie bourgeoise » des banlieues résidentielles apparues dès la fin du XIXe siècle aux États-Unis.

---

[364] *Residents would be protected not only by the natural setting and topography, by the ocean on three sides and the hills on the fourth, but also by what Olmsted Brothers called an 'unusually complete, inclusive and elaborate' set of restrictive covenants. 'Permanent protective restrictions, officially recorded, cover every foot of the entire City', read one of the ads.*

[365] On pense notamment, pour rester dans le domaine de l'urbanisme, aux *sundown towns* à la présence encore manifeste, par exemple dans l'Illinois jusqu'aux années 1970. Il s'agit de villes qui, bien souvent de façon explicite aux limites de leurs territoires ménageaient des panneaux où l'on pouvait lire « *Nigger, Don't Let the Sun Go Down on You in…* » (Loewen, 2005). De même, concernant la dynamique du « cauchemar bourgeois » au tournant du XXe siècle, certains lotisseurs pensent que les « restrictions raciales » sont inutiles compte tenu de l'ensemble des limitations « économiques et culturelles » qui de fait s'opposent à l'entrée de « non-caucasiens » dans ces banlieues résidentielles (Fogelson, 2005 : 96).

[366] Les images qui suivent sont tirées d'un forum de mise en commun de vieilles photos ou images de Caracas et du Venezuela, sur Internet : http://groups.msn.com/VIEJASFOTOSACTUALES/areasdecarcas.msnw

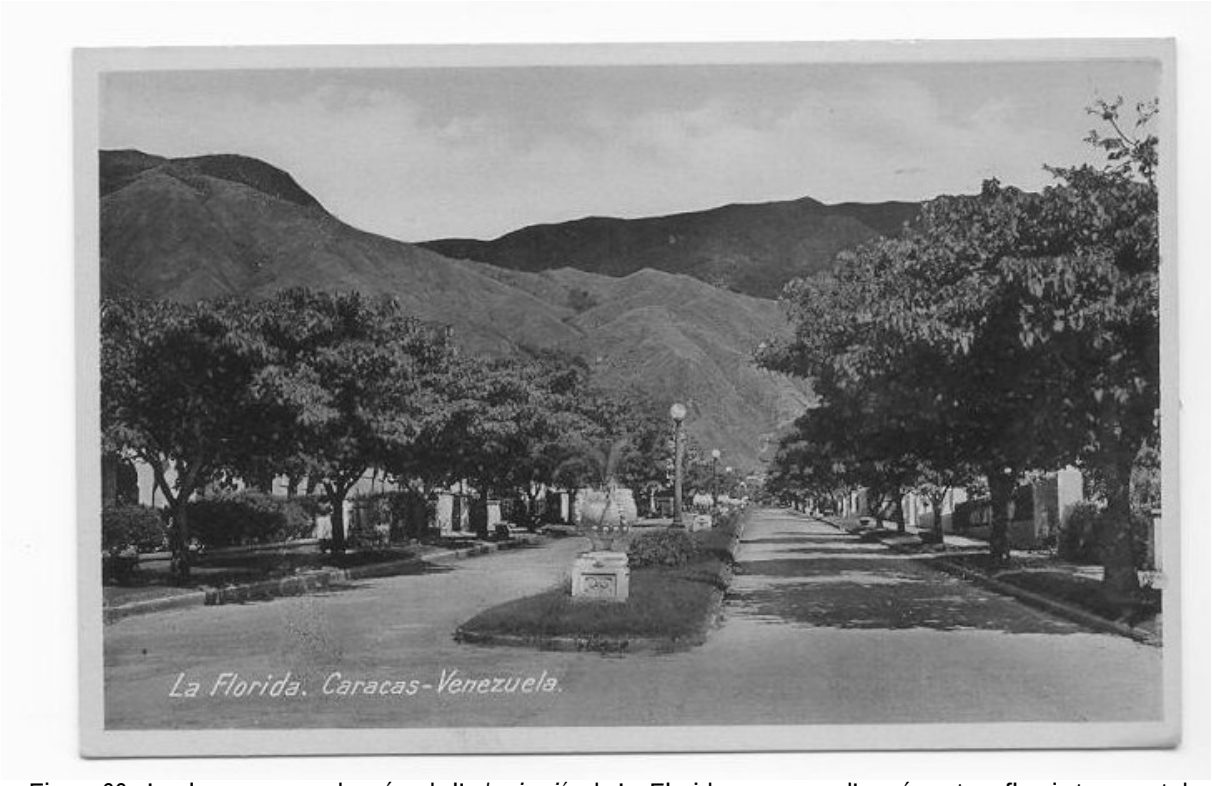


Figure 66 : Les larges rues ombragées de l'*urbanización* de La Florida, pourvues d'un séparateur fleuri et couvert de gazon, au milieu des années 1930
(Source : Tiré du site Internet http://groups.msn.com/VIEJASFOTOSACTUALES/areasdecarcas.msnw à l'onglet La Florida)

La forme de ces lotissements et les implications sociales qui les accompagnent « réalisent » d'une certaine manière l'ordre socio-spatial, pétri de tensions et de contradictions, qui donne forme au cours du XXe siècle à la ville de Caracas aujourd'hui. Le rapprochement, bien que décalé dans le temps, entre les deux contextes urbains, et les influences indéniables de principes d'urbanisme nord-américain que l'on peut lire dans la capitale vénézuélienne donne un écho particulier à ces mots de Fogelson :

> « Ces restrictions […] nous en disent beaucoup non seulement sur les rêves liées aux *suburbs*, fidèlement décrits par bien d'autres historiens, mais aussi sur les cauchemars ; pas uniquement sur les espoirs, mais aussi sur les peurs. Sur la peur des autres, des minorités raciales et des pauvres, autrefois connus comme les « classes dangereuses », et sur la peur des gens semblables. Sur la peur du changement et la peur du marché dont ils étaient parmi les premiers bénéficiaires. […] Plus que tout autre chose, ces restrictions illuminaient le côté obscure de « l'utopie bourgeoise » »[367] (Fogelson, 2005: 23-24)

Il faut néanmoins garder en tête la spécificité du contexte vénézuélien, malgré la perméabilité aux modèles extérieurs et en l'occurrence à l'idéal de la maison individuelle avec jardin. Véronique

[367] *But these covenants […] tell us much not only about the dreams of suburbanites, which have been vividly described by many other historians, but about their nightmares; not only about their hopes but about their fears. About their fear of others, of racial minorities and poor people, once known as "the dangerous classes," and their fear of people like themselves. About their fear of change and their fear of the market, of which they were among the chief beneficiaries. […] Better than anything else, these restrictions illuminated the dark side of the "bourgeois utopia."*

Dupont commente aussi le cas de lotissements indiens pour classes moyennes ou aisées, mais met en avant la particularité locale qui consiste à insister sur l'équipement de services jugés de bases en Inde (tels que l'eau courante ou l'électricité), ou sur le fait que des logements semi-collectifs puissent être proposés (Dupont, 2001). Ce sont ces mêmes spécificités que l'on retrouve pour la construction de l'urbanisation Prados del Este, à Caracas, au milieu des années 1950, équipée « d'eau courante, électricité et téléphone… » (Figure 67) ou pour la promotion du secteur de La Trinidad pourvu « avec certitude d'une eau courante abondante ». L'annonce est parue dans le journal *El Heraldo* en 1955 (Figure68).

Figure 67 : Panneau commercial en bord de route vantant l'équipement moderne de l'*urbanización* Prados del Este, à la fin des années 1950 à Caracas
(Source : Tiré du site Internet http://groups.msn.com/VIEJASFOTOSACTUALES/areasdecarcas.msnw à l'onglet Prados del Este)

Figure 68 : Page de publicité vantant l'équipement moderne de l'*urbanización* La Trinidad publiée dans *El Heraldo* au milieu des années 1950

(Source : Tiré du site Internet http://groups.msn.com/VIEJASFOTOSACTUALES/areasdecarcas.msnw à l'onglet Prados del Este)

Les enseignements que tire Véronique Dupont à la suite de son étude des nouveaux quartiers «chics » des environs de Delhi sont alors aussi lumineux pour Caracas :

> « Les constructions identitaires qui accompagnent la promotion de ces projets résidentiels pour classes aisées nous semblent également traduire un phénomène commun à d'autres grandes métropoles mondiales : celui d'une fragmentation socio-spatiale accrue. La recherche de sélectivité et d'élitisme, véhiculée par les noms, les qualificatifs et les arguments de vente, reflète la fracture particulièrement flagrante dans les grandes métropoles du Tiers-Monde entre riches et pauvres, et renforce une tendance à la ghettoïsation des premiers cherchant à « se protéger » des seconds » (Dupont, 2001 : 59)

Enfin, douter de la filiation des formes d'urbanisme exclusif nord-américain pour les modèles de la plupart des *urbanizaciones* de Caracas n'est plus permis lorsque l'on se penche sur les concepteurs du Country Club, au tournant des années 1930. Il s'agit d'un haut lieu caraquénien de la classe riche et puissante dans une position traditionnelle de domination. Les architectes urbanistes du cabinet Olmsted Brothers de Boston ont dessiné le parc, le terrain de golf et les différentes extensions de l'*urbanización* huppée (Diaz Casanova, 2006). Ainsi, que ce soit dans la

perspective des transferts de modèles d'urbanisme avec leurs implications socio-spatiales, ou dans le cadre d'un rapprochement avec l'application de ces mêmes modèles dans d'autres contextes de grandes villes du « Sud », on trouve là autant d'indices qui nous amènent à penser qu'il n'y a jamais eu, au Venezuela, de sociabilité incluante et durable telle que nous la présente la nostalgie larmoyante d'une urbanité perdue. Il s'avère que la question de l'insécurité et sa territorialisation émergent de façon significative lorsque l'ordre socio-spatial – inégalitaire et dualiste – est remis en cause, ou du moins menacé, nous l'avons vu, par une série de facteurs complexes d'échelles temporelles et spatiales multiples. Le repli sécuritaire et la fragmentation socio-spatiale ne sont pas la conséquence d'une forte exposition à des situations de risque urbain (notamment d'insécurité), mais sont plutôt le symptôme de disparités socio-spatiales anciennes aujourd'hui révélées par une série de mutations urbaines qui remettent en question l'ordre traditionnel de la capitale vénézuélienne. Les évènements du 27 février 1989 s'inscrivent comme une figure de proue dans l'histoire urbaine récente. Ils marquent un avant et un après dans l'ordre socio-spatial de Caracas.

- La terreur à Caracas, le 27 février 1989 : une rupture symbolique forte à replacer dans le contexte de l'ordre socio-spatial urbain

Au terme de la « décennie perdue », de restrictions des dépenses publiques et d'aggravation des conditions de vie, l'élection du président Carlos Andrés Pérez en 1988 rappelle aux vénézuéliens le bon souvenir du social démocrate déjà président dans la deuxième moitié des années 1970, durant la période faste et prospère du pays. Quelques semaines pourtant après son investiture, Carlos Andrés Pérez annonce « le Grand Virage » du Venezuela et une série de mesures conformes aux recettes de l'ajustement structurel préconisées par les institutions internationales. Parmi celles-ci, l'augmentation du prix de l'essence alourdit la charge « transport » de manière dramatique pour les budgets les plus modestes. L'augmentation du prix des produits d'alimentation de base, entre autre le lait, pousse aux émeutes urbaines, dans les grandes banlieues populaires puis dans le centre de Caracas. Ces évènements, dont nous avons abordé la violence, marquent un tournant dans l'équilibre social urbain. Leur traitement par la presse et la prise de position de certains responsables publiques vont nous aider à saisir la rupture symbolique d'un ordre qui reposait sur de fortes contradictions. La semaine qui a suivi le 27 février 1989, ce sont « les collines qui sont descendues » sur Caracas, selon une expression d'autant plus significative qu'elle renvoie à l'hétérogénéité et aux tensions du quotidien éludées jusqu'alors.

Cette rupture interpelle essentiellement le « pays dominant » en remettant en cause « l'arrangement » ou les relations (sociales et spatiales) des différents secteurs de la population à Caracas. Après la semaine de violence, de saque, d'assassinat et de répression, c'est le sentiment d'avoir vu sauter les dernières « protections » civiles et sociales, qui tenaient alors surtout de l'inertie, c'est le sentiment de peur pour soi et pour ses biens, c'est la « sémantique de la peur » qui

vont s'imposer dans la capitale. Le *Caracazo* est la réalisation d'une échéance niée qui met à jour les contradictions d'un ordre socio-spatial urbain inégalitaire, telles qu'elles apparaissent sous la plume de journalistes éclairés :

> « La décennie 1980 prend fin alors que se concrétise la terreur latente que les secteurs favorisés de Caracas ont toujours ressentie : la terreur du jour où descendraient les gens des collines pauvres qui entourent la capitale pour prendre la ville, fatigués de leur propre misère. Le 27 février 1989 ont eu lieu des soulèvements populaires de deux jours, réprimés par le gouvernement au prix du plus grand nombre de morts dans le pays en un siècle. […] Le fil ténu qui maintenait le lien social commençait à s'effilocher »[368] (Rotker, 2005a : 171).

Le « virus de la terreur » et la peur des « masses pauvres » deviennent palpables. La menace directe et croissante pour les individus et pour les biens, du fait de la situation sociale, économique et politique du pays, oblitère bien d'autres formes de risques urbains dans les représentations, les reléguant derrière cette catégorie du mal symptomatique de la Caracas des années 1990 : l'insécurité. La territorialisation des risques passe par cette catégorie contraignante d'une insécurité délocalisée, et même déterritorialisée de manière à pouvoir être généralisée et participer de nouvelles territorialisations urbaines. L'insécurité devient omniprésente, peut toucher tout le monde, partout, tout le temps, autant d'idées – fausses – qui ne sont pas sans conséquences sur le rapport à l'espace, les pratiques spatiales et les représentations. Sous la pression d'une terreur paranoïaque dans une fin de XXe siècle où bien des repères sont bouleversés, plus qu'à un retour sur la nature d'un ordre en crise ou sur la complexité des facteurs en jeu, on assiste à une dénonciation des causes directes, à une diabolisation de ces marginaux qui sont la marque du désordre. De part cette terreur, au Venezuela et à Caracas de façon privilégiée, on voit comment « 80% de la population qui subissent la violence comme personne sont vus comme des criminels en puissance, comme des ennemis : la classe moyenne croit toujours que c'est elle qui souffre le plus »[369] (Rotker, 2000: 225-226). La paranoïa sociale rend le thème de l'insécurité omniprésent, mais pousse surtout à la « la diabolisation des suspects ou des coupables »[370] (Garcia et Villa, 2001: 70). A la suite de la rébellion populaire réprimée de février 1989, quelques observateurs pointaient la « stratégie adoptée par le néolibéralisme » à travers les journaux afin de peser dans les représentations sociales : « neutraliser le pauvre et sa contestation,

---

368 *La década de los 80 termina cuando se hace realidad el temor latente que las clases acomodadas siempre tuvieron en Caracas: el temor al día en que baje la gente de los cerros pobres que rodean la capital y tomen la ciudad, hartos de su propia miseria. El 27 de febrero de 1989 se produjo una poblada de dos días, reprimida por el gobierno con el mayor saldo de muertes en el país en todo el siglo. […] El tenue hilo que mantenía unido el tejido social comenzó a despegarse.*

369 *80% que sufre la violencia como nadie, pasa a ser visto como criminal en potencia, como enemigo: la clase media siempre cree que es la que más sufre.*

370 *Que se 'diabolicen' los sospechosos o culpables.*

criminaliser la pauvreté dans l'intérêt d'une logique de marché qui n'a plus de sens pour ceux qui ne consomment pas »[371] (Rotker, 2005b : 212).

Bien évidemment, l'insécurité et la violence sévissaient en ville de par le passé, à ceci près qu'il s'agissait des zones populaires, à la marge, ne posant pas de problèmes spécifiques pour la ville formelle (Garcia Sanchez et Villa, 2001). Bien souvent même, la cause de cette violence était imputée à la marginalité sociale, comme si un désordre en appelait d'autres (Marchand, 1966 : 43 ; Marquez, 1999 : 220). Mais il semblerait que la peur aujourd'hui rende amnésique. Les médiations de l'ordre socio-spatial urbain ne relèvent plus d'une indifférence passive ou d'une simple mise à distance. Il s'agit d'un rejet et d'une défiance, d'un lien actif, qui se réalise en partie dans les territorialisations contemporaines du risque urbain. Pour certains on assiste au désenchantement du pays, à la disparition de l'illusion d'harmonie et de convivialité que procurait la paix sociale et la fuite en avant permise par les pétrodollars (Coronil, 1997). Il n'en reste pas moins une distance qui confine à l'hostilité systématique, rendant d'autant plus problématique la gestion urbaine que la ville apparaît nettement fragmentée d'un point de vue social et politique. Des mots de Santiago Martínez, président d'une ONG en lien étroit avec les secteurs populaires, le 27 février est une rupture évidente : « Les pauvres en arrivaient à considérer n'importe quelle *urbanización* de classe moyenne ou supérieure comme un territoire ennemi ». Mais il note également une défiance mutuelle qui contribue à rendre visible la fracture sociale : « Les classes moyennes craignent que les pauvres soient sur le point d'envahir leurs communautés »[372] (Entretien réalisé le 14-09-1999 à Caracas, cité dans Ellner, 2003 : 34-35). De fait, dans bien des secteurs de classes moyennes ou favorisées, on voit apparaître des plans communautaires de défense active[373] :

> « [Les plans de défense active] recommandaient aux membres de « ne pas trop faire confiance au personnel de maison, en particulier aux journaliers. Rappelez-vous que beaucoup d'entre eux ont été manipulés et certains commencent à vous voir comme des ennemis ». Le plan était écrit en réponse aux allégations des médias vénézuéliens selon lesquels les Cercles Bolivariens planifiaient l'attaque des quartiers et des maisons de classe moyenne. Cela renforce le stéréotype du chaviste pauvre, endoctriné et violent »[374] (Valencia Ramirez, 2007:133).

---

371 *La estrategia adoptada por el neoliberalismo […] : neutralizar al pobre y su protesta, criminalizando la pobreza, en aras de una lógica de mercado que no encuentra ya uso para los que no consumen.*

372 *Los pobres llegaron a considerar cualquier urbanización de clase media o alta como territorio enemigo. […] La clase media teme que los pobres estén a punto de invadir sus comunidades.*

373 *Plan Comunitario Defensa Activa*

374 *Which recommended that members not be 'too trusting of domestic help, especially those that are day hires. Remember that many of them have been manipulated and some are beginning to see us as the enemy'. The plan was written in response to reports in the Venezuelan media that the Circulos Bolivarianos planned to attack middle-class neighbourhoods and homes. It reinforced the stereotype of the chavista as a poor, mislead and violent individual.*

La rupture du 27 février 1989 laisse aussi libre cours à la stigmatisation des *barrios* « perçus par les médias et par les élites comme un creuset de délinquants et comme la principale source de violence ». L'amalgame jeunesse – *barrio* – délinquance a contribué à identifier la violence urbaine comme un problème en soi, déconnecté de la réalité socio-économique du pays. « Les *barrios* existent dans l'imaginaire en tant que problème social et comme un cancer de la ville qui se développe »[375] (Marquez, 1999: 72-73).

- Y a-t-il une rupture liée au chavisme dans la crise d'un ordre socio-spatial urbain ?

L'arrivée au pouvoir au tournant des années 2000 du courant politique chaviste, polémique et contestataire envers les positions de domination héritées est bien postérieure à la crise ouverte de l'ordre urbain. Les risques sont un révélateur de situations préexistantes aux crises. En dénonçant dans un nouveau contexte des inégalités longtemps contenues et en insistant sur la revendication d'un autre ordre socio-spatial (allant d'une révision des modalités de prises de décision jusqu'à la réhabilitation des *barrios de ranchos* dans le paysage urbain en terme urbanistique mais aussi symbolique), le pouvoir chaviste transpose sur le terrain politique les dilemmes d'un ordre social et urbain en crise (Rebotier, 2008). L'exercice de la domination lié au contrôle de différents leviers (politiques, économiques, culturels, informationnels…) est aujourd'hui disputé entre différents secteurs de la population à Caracas sans qu'un arrangement soit trouvé qui satisfasse (ou qui s'impose à) l'ensemble du corps social. Cette transition et l'instabilité qui la caractérise s'inscrivent dans l'espace à travers les risques liés aux confrontations d'ordre sociopolitique (Point 3 du chapitre 1). Les disparités spatiales héritées sont remobilisées aujourd'hui dans un contexte politique, économique et social différent.

L'étude du risque urbain doit tenir compte de ces spécificités, d'autant plus que les territoires du risque tels qu'ils sont construits par les habitants à Caracas depuis les années 1990 semblent recouvrir ou mettre en cause les faiblesses d'un ordre urbain en recomposition. Ces territoires peuvent concerner des secteurs d'habitat précaire[376], mais aussi des espaces du pays traditionnellement « dominant » pris en défaut à double titre. D'une part le recul des compensations possibles aux contradictions internes liées à la maîtrise de l'appareil d'État ne permet plus la reproduction des rentes de situations. D'autre part l'émergence d'une nouvelle forme politique, le chavisme, bouleverse la distribution des rapports de force, notamment des points de vue politiques et institutionnels, et en partie culturels et économiques. Pour autant, le pouvoir chaviste ne semble pas « révolutionner » l'ordre socio-spatial urbain de la capitale, malgré le péril dont beaucoup se font écho à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

---

375 *Barrios are perceived by the media and by the elite as the breeding ground for delinquents and as the main source of violence. […] Barrios exist in the imaginary as a social problem and as a growing cancer in the city.*

376 Ces « marges » qui, nous l'avons vu, peuvent occuper les espaces centraux, en un symbole fort, et participer de manière significative du fonctionnement de la ville.

C'est dans la crise paroxystique des émeutes de février 1989 que le risque urbain comme menace des personnes, des biens et des positions acquises, va se diffuser à Caracas. De là, une territorialisation sélective des risques urbains s'opère dans la capitale vénézuélienne et met en avant certains types de risques (individualisés, liés aux positions d'un ordre socio-spatial déchu) au détriment d'autres (collectifs, intervenant à l'échelle fonctionnelle de la ville ou aveugles aux situations sociales, mais pour lesquels la capacité de réponse des populations touchées, il est vrai, n'est pas sans conséquences). L'émergence des risques urbains à Caracas se fait donc aussi sur la base d'un ordre socio-spatial en crise, sur la base des tensions et des enjeux socio-spatiaux qui traversent la société.

L'émergence du courant chaviste, qui se comprend dans un contexte historique de plusieurs décennies au Venezuela, permet de mettre l'accent, à Caracas, sur les modalités de construction des territoires de risques urbains. En terme de territorialisation, on note bien plus une rupture au niveau des instances politiques et une forte compétition en terme d'instance idéologique ou de système de valeurs, qu'une véritable « révolution » pour ce qui est de l'instance géographique ou des distributions des populations, ni même, malgré un souci d'assistance évident, en ce qui concerne l'instance économique. Pour autant, nous avons vu combien la dimension idéelle pouvait être importante et révélatrice dans la production sociale des territoires de risque, et c'est sans doute dans le sens de la démystification de l'ordre urbain traditionnel plus qu'en tout autre que l'émergence du chavisme peut constituer une rupture en terme de risque urbain.

> « On ne peut pas comprendre le phénomène politique que représente Chávez sans faire mention de la rupture élémentaire – à la fois matérielle et culturelle – qui existe entre les élites et les secteurs populaires au sein de la société vénézuélienne, une distance qui s'est accrue au fil des derniers gouvernements » (Lander, 2007, 27)[377]

Le « mouvement » plus que le « parti » chaviste s'insère parfaitement dans cette période instable de réallocation des normes et de redéfinition d'un ordre socio-spatial urbain et commence de fait à en redéfinir les contours :

> « Depuis 1999 l'intensité et la durée des manifestations ont conduit au fait que les espaces sont restés politiquement identifiés et leur usage complètement transformés pour un temps relativement long, voire même de façon permanente »[378] (Garcia-Guadilla, 2007 : 147)

---

[377] *The political phenomenon represented by Chávez cannot be understood apart from the basic split – both material and cultural – between elites and popular sectors within Venezuelan society, a distance that increased during recent governments.*

[378] *Since 1999 the intensity and duration of street protests have meant that spaces have remained politically identified and their use completely changed for a relatively long time or even permanently.*

En définitive, l'arbitrage de l'ordre socio-spatial urbain a pu se faire par l'hygiène ou des alertes au choléra des années 1830 à l'hygiénisme du début du XXe siècle ; par la couleur des peaux, de l'ordre colonial au *Cauchemar bourgeois* (Fogelson, 2005) ; ou par l'environnement, dans une opposition symbolique entre la nature luxuriante positivement connotée et les conditions de logements déplorables des secteurs les plus populaires, véritables plaies du paysage (Maldonado Brito, 2006)[379]. Aujourd'hui, c'est le risque qui a le vent en poupe et l'espace social à la fois produit et ressource, est causé et causant. Le risque, et sa déclinaison urbaine, libérale et individualiste de l'insécurité, devient un « grand récit » mobilisateur, d'exportation globale, et qui permet à la peur de jouer un tout premier rôle, au-delà des déterminants matériels, dans la territorialisation des risques. La logique sécuritaire envahit l'espace des risques urbains à la fin du XXe siècle. Il s'agit d'une logique envahissante et intrusive qui se déploie et oblitère le contexte géographique ainsi que l'ensemble complexe des facteurs qui interviennent dans cette problématique aujourd'hui.

> « Une logique sécuritaire, fondée sur le principe d'ordre, implique que tout déséquilibre soit corrigé et que des mesures soient prises pour neutraliser les dysfonctionnements. La conquête de la sécurité est ainsi devenue un phénomène économique et politique en particulier dans les banlieues des grandes métropoles » (Bailly, 2005, 245).

En définitive, l'émergence de la figure des territoires de risque urbain à Caracas s'inscrit dans des contextes local, régional et global qui font intervenir des échelles spatiales et temporelles variées (Figure 69). L'intensification d'un peuplement de type urbain se traduit par une évolution idéologique dans le domaine de l'interaction société – environnement qui est liée à l'évolution de l'impact sur l'environnement de la société urbaine. L'urbanisation en soi s'accompagne de son lot d'intensification des échanges et des contacts entre des populations hétérogènes amenées à interagir. L'étalement urbain et la concentration de population se conjuguent, dans un contexte global, à la mondialisation dans ses aspects économiques et politiques. La circulation des discours sur l'environnement puis plus tard sur les questions de risque, et la généralisation des politiques publiques assorties d'ouverture et de dérégulation économiques, ainsi que d'un démantèlement et d'un recul de l'État ont correspondu localement à une aggravation des inégalités ainsi qu'à la suppression des mécanismes de compensations d'un ordre urbain traditionnellement inégalitaire à Caracas. C'est la conjonction de ces facteurs, dans ce « moment » géographique de la fin du XXe siècle, qui débouche sur l'émergence de territoires de risques urbains correspondant aux espaces de faiblesse d'un ordre socio-spatial fondamentalement remis en cause au tournant des années 1980 - 1990. Les territoires de risque urbain ainsi construits peuvent être interprétés comme une

[379] Il est intéressant de rapprocher l'arbitrage par la catégorie « environnement » dans le cadre d'un ordre socio-spatial avec le travail d'Alexis Sierra sur Quito (2001).

manifestation du système socio-spatial étrangère à tout machiavélisme, contribuant à maintenir une « constitution » socio-spatiale définie là où ni l'argent du pétrole ni l'autorité suffisante de la domination traditionnelle ne fonctionnent plus. La peur reste alors un moyen de mobiliser et d'attirer l'attention sur les marges (de toute sorte) par le biais d'une figure construite sur les bases d'une unanimité apparemment incontestable que l'on nomme, selon les époques, « environnement », « droits de l'homme », « développement durable », ou « risque ».

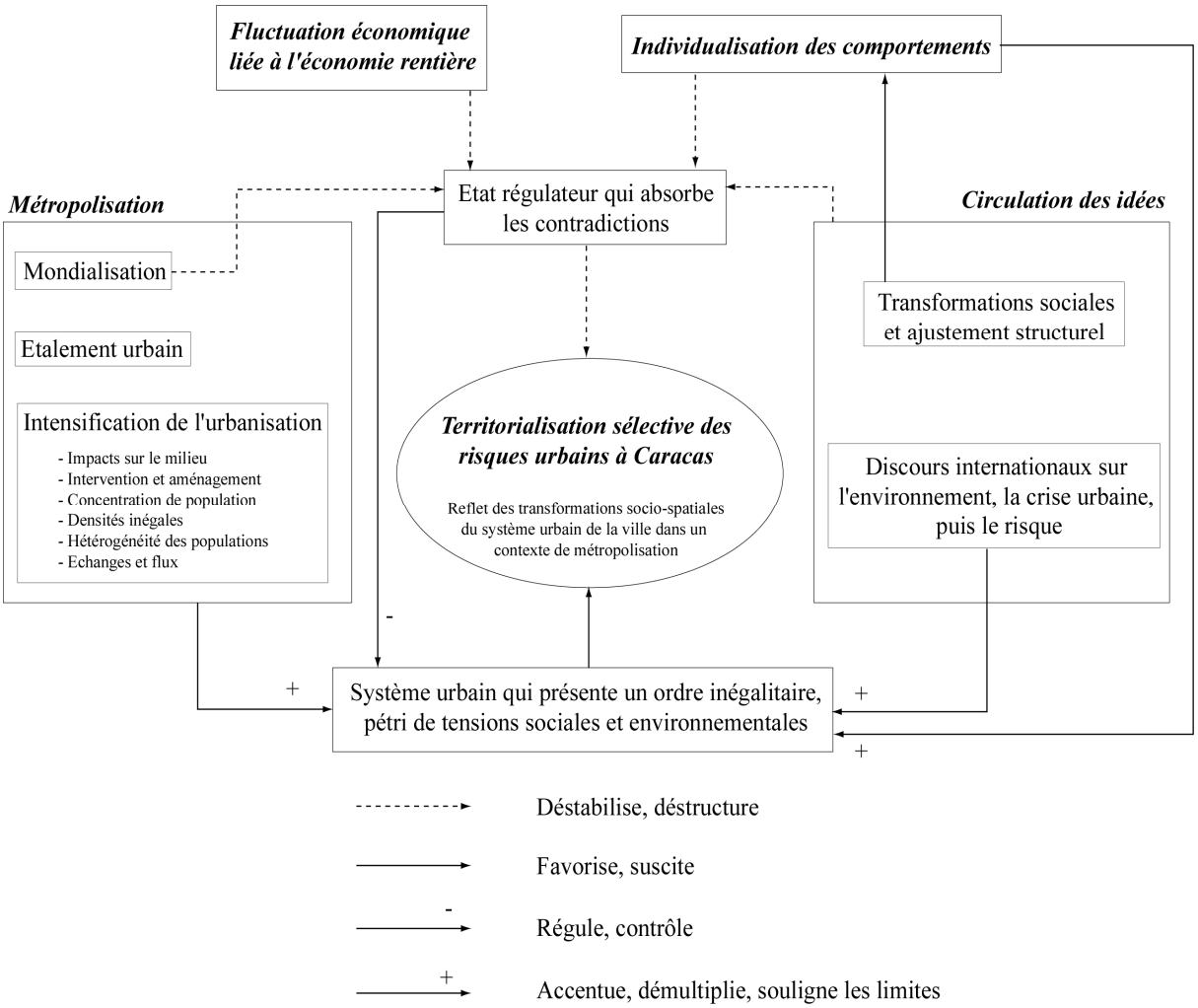


Figure 69 : La territorialisation des risques à Caracas dans le contexte des transformations urbaines de la fin du XXe siècle
(Source : Elaboration propre)

Le recours au contexte géographique du Venezuela, à son histoire sociale ou économique et aux modalités d'occupation de l'espace de la capitale, s'avère nécessaire pour comprendre la complexité des territoires de risque urbain (Figure 69). Dans le contexte d'instabilité structurelle et d'une volatilité accentuée par la globalisation, devient risque urbain tout ce qui menace les positions acquises là où les références modernes de stabilité et de reproduction continuent d'opérer de façon anachronique. Est considéré comme risque ce qui menace les enjeux et le fonctionnement du système urbain, mais aussi ce qui menace l'ordre socio-spatial du système urbain dans le sens de sa « constitution sociale » (Douglas, 2001). S'intéresser aux conditions d'émergence de la catégorie des risques urbains oblige à définir un « moment » dans le contexte

géographique de Caracas. Le « moment géographique » correspond à la convergence d'une série complexe de facteurs hétérogènes qui relèvent tant de l'intérieur que de l'extérieur du système urbain. Chacun des facteurs considérés revêt une importance variable au fil du temps, mais il apparaît aujourd'hui que les territoires de risque urbain révèlent les logiques d'un ordre socio-spatial hérité, en crise et contesté. Plus que le produit spatialisé de l'aléa et de la vulnérabilité, les territoires du risque sont des construits sociaux qui traduisent un ici et un maintenant lourd d'inerties et de rapports de force. Il s'agit alors de déconstruire les différents territoires de risque en fonction des acteurs ou des secteurs de la société qui les portent.

En outre, il s'avère que la catégorie spatiale intervient directement, par la territorialisation, dans la construction de cet objet social empreint de contradictions et de tensions que sont les risques urbains. L'espace est à la fois support et modelé par les représentations du risque urbain, donnant lieu aux diverses territorialités de risque. Or on a vu, à travers la modélisation systémique des territoires de risques, en agissant en retour sur les pratiques et les représentations de l'espace, combien ces territorialités participent de l'ordre urbain, à la fois, et de manière ambiguë, « comme une lourde injonction à respecter les normes et comme une continuelle invitation à la subversion » (Lévy, 1999 : 114). Les territoires du risque en sont une traduction ainsi qu'un instrument, dans la mesure où l'espace conçu du risque urbain peut conditionner l'espace vécu de la capitale. C'est dans ce sens que les territoires de risque peuvent faire l'objet de stratégies socio-spatiales et devenir un enjeu « politico-légal », selon la terminologie qu'emploie Mary Douglas à propos de la pollution rituelle (Douglas, 2001). C'est ce dernier aspect qui occupera notre attention dans la dernière partie de ce dernier chapitre. Ainsi l'espace urbain, par la figure des territoires de risque, peut être soit un simple vecteur soit une catégorie instrumentalisée ou porteuse d'un rôle dans l'accomplissement de l'ordre socio-spatial urbain (qu'il s'agisse de reproduction, de subversion ou d'adaptation).

6.2- Géographie du risque urbain, géographie sociale et politique

La modélisation et la contextualisation des territoires de risque à Caracas nous ont amené à concevoir la complexité du risque, particulièrement en termes sociaux, spatiaux et temporels. Traiter du risque c'est traiter des espaces sociaux dans leur constitution, mais aussi dans leur production et pour ce qu'ils impliquent (Ansidei, 1998 : introduction). On a pu voir quels enjeux les contextes national, régional et international à la fin du XXe - début du XXIe siècle à Caracas, pouvaient conférer à la question des risques. Il faut s'attacher à comprendre aussi la géographie du risque comme une géographie sociale et politique. Outre le risque urbain comme construit, il est possible de l'approcher comme facteur ou instrument de production de l'espace. Les représentations spatiales des risques urbains sont multiples, concurrentes et parfois

contradictoires. Certaines sont relayées par un discours dominant et les rapports entre acteurs se retrouvent dans le rapport entre représentations. Certaines représentations de l'espace s'imposent à l'espace des représentations. L'espace conçu s'impose comme espace vécu, influence les pratiques et c'est en ce sens que le risque participe de la production de l'espace. Le risque lié à l'insécurité urbaine est édifiant en ce sens qu'il est massivement mis en avant. La délocalisation de ce risque conçu – le fait de dire que la ville est dangereuse, la diabolisation de l'extérieur, la possibilité d'être victime n'importe où, n'importe quand, la généralisation de la peur… - contribue à constituer des espaces vécus comme tels, des territoires de risque. L'intérêt de concevoir le risque non plus seulement comme construit mais aussi comme causant consiste à repérer dans quelle mesure les risques s'inscrivent conformément ou en rupture avec l'ordre social, pour « consolider les valeurs communautaires ». « Les désastres qui ravagent l'atmosphère et le sol et empoisonnent les eaux sont généralement interprétés politiquement : on trouve toujours pour les expliquer un bouc émissaire déjà frappé d'impopularité » (Douglas, 2001 : 192-193).

Convoquer les territoires de risque (construits et causant), c'est voir comment les catégories spatiales peuvent intervenir dans les processus sociaux urbains et participer, par conséquent, de l'ordre socio-spatial urbain. Ainsi analysés, les territoires de risque urbain s'inscrivent dans une géographie urbaine plus large, sociale et politique. A travers le risque, on peut approcher par un autre angle des problématiques contemporaines de géographie urbaine à Caracas, comme la marginalité (Baby-Collin, 2000), la fragmentation (Hardy, 2003) ou la justice environnementale (Cutter, 2006). Enfin, selon une orientation de géopolitique locale (Hulbert, 2006), on s'attachera à voir dans quelles mesures les territoires de risque peuvent constituer de manière générale une médiation sociale en faisant écho à des disparités socio-spatiales existantes, et donc plus particulièrement comment ils peuvent être un instrument de ces relations sociales, différemment mobilisés en fonction des acteurs. Ces derniers points consisteront à souligner « les usages politiques du danger » (Douglas, 2001 : 198) à travers les catégories spatiales que sont les territoires de risque.

6.2.1- Le risque, une clé de lecture de la géographie urbaine, sociale et politique ?

- Risque et fragmentation : un rapprochement pertinent, mais pas systématique

A la suite des processus de métropolisation et de l'intensification des inégalités socio-spatiales à Caracas, la thématique de la fragmentation urbaine a attiré l'attention des chercheurs (Cariola et Lacabana, 2001 ; Baby-Collin et Zapata, 2006), mettant en évidence les limites de la correspondance systématique entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale (Prévôt-Schapira, 2005). Dans son travail qui consistait à rapprocher les risques dits « naturels » et la fragmentation urbaine à Managua, Sébastien Hardy souligne qu'en plus de la mondialisation et de

ses effets locaux de délitement de l'objet ville, ce sont, dans la capitale du Nicaragua, les risques qui participent du morcellement territorial (Hardy, 2003). En mettant conjointement en exergue les risques dits « naturels » et les processus de construction territoriale, l'auteur souligne les aspects tangibles de la fragmentation urbaine ainsi que sa dimension sociale, en terme de médiations entre groupes sociaux. Ce dernier point se traduit par la désertion des espaces publics et le repli de citadins sans cesse plus « terrorisés face à des villes qu'ils perçoivent comme dangereuses et hostiles » (Hardy, 2003 : 312). De fait, comme il est apparu pour Caracas, le risque est une conséquence de différentes échelles temporelles d'évolution de la capitale nicaraguayenne, mais s'inscrit aussi comme un élément structurant de l'espace urbain, sans y voir, dans un premier temps, de machiavélisme, d'instrumentalisation ou de manipulation.

Les processus de déterritorialisation – reterritorialisation liés à la métropolisation de Caracas ont entraîné un grand nombre de transformations du système socio-spatial qui poussent à y voir une capitale fragmentée sous certains aspects. Que l'on se place en terme d'urbanisme, en terme institutionnel ou en terme politico-territorial, le morcellement se vérifie assez immanquablement. Parallèlement, on trouve deux phénomènes concomitants : l'hétérogénéité sociale à l'échelle de la ville, puisque l'on assiste à une intensification des activités de commandement et de tertiaire supérieure d'un côté, et de l'autre l'homogénéisation résidentielle à l'échelle des quartiers résidentiels, du fait notamment du sentiment d'insécurité urbaine qui accentue d'anciens modèles de ségrégation socio-spatiale. La « sécurisation de l'habitat » (Baby-Collin et Zapata, 2006) évidente dans l'Est de la ville, mais qui prend aussi forme ailleurs, n'est qu'un signe de cette augmentation de la distance symbolique et sociale entre les différents secteurs de la ville. La désaffection des espaces publics et la limitation des activités extérieures sont d'autres marques de la perte d'urbanité qui participent de la fragmentation sociale dans la capitale vénézuélienne, là où les rues prennent un sens politique marqué.

Certes, le sentiment d'insécurité urbaine participe directement de cette tendance, mais la dilution de l'ordre socio-spatial urbain traditionnel à inscrire dans les dernières décennies du XXe siècle n'y est pas non plus étrangère. Risque et fragmentation semblent être contemporains d'une crise urbaine qui continue de transformer fondamentalement les grandes villes. A Caracas, le lien entre ces deux notions est évident, mais la complexité de leurs liens mériterait des développements adaptés au site qu'Hardy a déjà mis en évidence dans le cas de Managua. Quoi qu'il en soit, risque et fragmentation, en interaction, sont une conséquence mais aussi un élément structurant de la territorialisation urbaine, à travers différents marqueurs qu'il est intéressant de pointer.

> « On soulignera les portails, les fils électriques, les cabanes de gardiens, et même les barricades devant des maison, des immeubles, des rues et des voisinages afin de protéger la propriété privée des classes moyenne et aisée ; les espaces publics dégradés et peu surs, ainsi que les rues et autres espaces qui ont été appropriés et

> transformés à des fins économiques par des vendeurs de rue de l'économie informelle. En définitive, Caracas est une ville ségrégée où les espaces de mixité sociale ont été divisés en des espaces pour les pauvres et des espaces pour les classes privilégiées »[380] (Garcia-Guadilla, 2007: 146).

C'est là un paysage de l'interruption, de la coupure, de la fragmentation, qui renvoie au risque d'agression, à l'insécurité, à la méfiance. Les marques de la fragmentation, jusqu'aux plus grandes échelles, rappellent la difficulté du vivre ensemble et la suspicion presque systématique envers « l'autre ». De par le passé, les antagonismes socio-spatiaux prenaient d'autres formes et d'autres significations, qu'un changement dans le « contexte géographique » a fait évoluer. Dans une approche systémique, il est difficile de distinguer les causes des résultats, mais il apparaît assez clairement à Caracas que la fragmentation urbaine suit à la fois des logiques héritées et conjoncturelles, sans qu'il s'agisse d'un dessein bien précis. Les risques urbains accompagnent cette dynamique, la recoupent, en renforcent certaines limites, et sont aveugles à d'autres. Il n'y a pas de correspondance systématique, même si sous certains aspects le processus de construction des territoires de risque reprend les logiques de la fragmentation urbaine, notamment en ce qui concerne l'affaiblissement du lien social, comme l'annonce Hardy pour Managua avec des conséquences directes sur les situations de risque. « Les populations les plus aisées augmentent la vulnérabilité des plus pauvres », par la construction de murs de clôture ou par la privatisation de secteurs résidentiels entiers, qui modifient les dynamiques d'écoulement des crues ou constituent un obstacle à la circulation des personnes. Cet état de fait « corrobore l'hypothèse des interactions entre les facteurs anthropiques de l'endommagement et les processus de fragmentation urbaine » (Hardy, 2003 : 268).

Ainsi, l'articulation entre le risque et la fragmentation relève bien plus du contexte géographique (de la complexité du système socio-spatial et de l'articulation de différentes échelles spatiales et temporelles) que de stratégies réfléchies de mise à distance. Le processus de métropolisation, depuis les années 1980, a beaucoup contribué à la contemporanéité des deux processus (fragmentation et territorialisation des risques) dans un enchevêtrement qu'il est nécessaire de lire au moyen d'une approche scalaire, à la fois spatiale et temporelle.

- Risque et marginalité : une relation plus idéologique que matérielle

Dans son essai sur la pollution rituelle, Mary Douglas associe la marge au danger et au désordre, même si l'association n'est pas systématique (Douglas, 2001 : 111-114). Pour paraphraser l'auteur, on peut dire que le risque est à la remorque de la société puisque ceux qui sont le plus exposés

[380] *Specific reference would be made to gates, electrical wiring, guard posts, and even barricades in homes, buildings, streets, and neighbourhoods to safeguard the private property of the middle and upper class; public spaces that are deteriorated and unsafe; and streets and other spaces that have been appropriated and transformed for economic purposes by merchants of the informal economy. In sum, Caracas is a segregated city in which the spaces of social intermingling have been divided into spaces for the poor and those for the privileged classes.*

aux risques à travers des territoires de risque socialement identifiés ou qui constituent les sources de danger « endogène » (par leur comportement, leurs pratiques, leur proximité, ou simplement pour ce qu'ils sont) occupent une place « marginale » dans l'ordre socio-spatial urbain[381]. La marge devient donc un endroit risqué, voire menaçant, dans un ordre socio-spatial donné. Dans son approche anthropologique, Douglas élargit ses réflexions aux marges du corps et en fait une lecture différenciée selon les contextes culturels et sociaux :

> « Toutes les marges sont dangereuses. En les tirant dans tel ou tel sens, on modifie la forme de l'expérience fondamentale. Toute structure d'idées est vulnérable à ses confins. Il est logique que les orifices du corps symbolisent les points les plus vulnérables. La matière issue de ces orifices est de toute évidence marginale. Crachat, sang, lait, urine, excréments, larmes dépassent les limites du corps, du fait même de leur sécrétion. De même les déchets corporels comme la peau, les ongles, les cheveux-coupés et la sueur. L'erreur serait de considérer les confins du corps comme différents des autres marges. Il n'y a pas de raison de supposer que l'expérience corporelle et émotionnelle de l'individu l'emporte sur son expérience culturelle et sociale. C'est cet indice qui nous permet de comprendre pourquoi les différents rites célébrés dans le monde mettent en valeur différentes parties du corps. Dans certaines sociétés, la pollution menstruelle est considérée comme un danger mortel ; ailleurs, pas du tout. Dans d'autres sociétés, la pollution de la mort est un sujet de préoccupation quotidienne ; ailleurs, il n'en est rien. Ici, les excréments sont dangereux ; là, ils sont matière à plaisanterie. En Inde, les aliments cuits et la salive sont aisément pollués, mais les Boschiman entreposent les graines de melon dans leur bouche avant de les griller et de les manger » (Douglas, 2001 : 137)

La marginalité et le danger sont deux catégories qui se recoupent, mais comme avec le risque et la fragmentation, d'une façon qui n'est pas systématique, et qui fait intervenir des temporalités différentes, ainsi qu'un contexte plus large et plus complexe. Lorsque l'on transpose ces réflexions au système socio-spatial de Caracas, il apparaît que les secteurs traditionnellement « dominés » en termes sociaux et politiques sont aussi pour beaucoup les secteurs « dominés » en termes géographiques vis-à-vis de l'exposition aux risques, dont on dirait qu'ils sont plus vulnérables du fait de leur position dans l'ordre socio-spatial, au-delà des seules critères objectifs et tangibles de risque. Cela étant, nous avons souligné toute la difficulté d'établir un lien systématique entre l'allocation des profils socio-économiques et l'allocation des conditions de risque dans l'espace urbain. De fait, les différents types de marges, les relations qu'elles

[381] Citation exacte : « C'est dire, en somme, que le pouvoir dans l'univers est à la remorque de la société puisqu'on attribue souvent les revers de fortune à ceux qui occupent une place ou une autre dans la hiérarchie sociale » (Douglas, 2001 – 1967 : 128).

entretiennent avec l'ensemble du système urbain et les conditions sociales qu'elles recouvrent nécessitent d'être précisées (Mitchell, 1999b: 494).

Le travail de Virginie Baby-Collin nous éclaire sur la nature de la « marginalité » à Caracas. Qu'elles relèvent de dynamiques sociopolitiques, économiques ou urbanistiques, les marges ne s'inscrivent pas dans le modèle centre – périphérie. Les territoires de la marginalité sont construits par un regard dominant (« occidental », Baby-Collin, 2000 : 200) à propos d'une réalité qui n'est pas conforme à un modèle valorisé. Ils sont la marque d'une mise à distance maîtrisée par la garantie d'un ordre particulier dans lequel la place du marginal est identifiée mais qui, paradoxalement, n'exclut pas de nombreuses interactions avec la ville « formelle ». Ainsi, si les territoires de la marginalité marquent plutôt la distinction entre secteurs de la ville duale, entre le formel et l'informel, les territoires du risque urbain correspondent plus à une transgression de ces catégories identifiées et spatialement attribuées. Dans un certain sens, ils peuvent figurer le débordement de la marginalité, la perte de maîtrise dont elle fait l'objet dans les dernières décennies du XXe siècle, et la menace qui pèse sur un ordre urbain remis en question.

Outre le fait que les territoires de risque urbain concernent de plus grandes surfaces que ceux de la marginalité, les territoires de la marginalité et du risque présentent une certaine forme d'anachronisme dans l'histoire urbaine récente de Caracas. De plus, dans la mesure où la menace exogène peut être aveugle à la géographie sociale de la ville, il est difficile d'établir un lien systématique ; mais dans la mesure où l'on peut voir la « marginalité » comme le produit d'un discours dominant, et le risque comme une construction sociale qui reflète l'ordre urbain et ses rapports de force, le rapprochement entre les deux notions n'est pas sans intérêt. L'interprétation de la violence urbaine au début du XXIe siècle à travers la dilution des institutions que sont la famille et l'Eglise favorisant la cohésion sociale (Briceño León, 2001) fait écho à une lecture similaire formulée quelques décennies plus tôt par Bernard Marchand qui voit dans les *pandillas*, ou autres groupes délinquants, des substituts à la famille qui devraient être contrôlés par l'État dans l'intérêt collectif. Pour Marchand, seul le marxisme s'y est essayé en donnant toute leur importance aux réseaux de fraternités et compagnonnages. « Jusqu'ici, le parti communiste vénézuélien n'a guère profité de l'occasion, mais ses efforts pour développer dans les *ranchos* des amicales, des groupes sportifs, etc.… montrent qu'il l'a entrevue. C'est un fait considérable dont les conséquences à venir peuvent être incalculables. » (Marchand, 1966 : 42).

On constate une certaine relation entre la marginalité d'hier et les risques d'aujourd'hui. Les territoires qui faisaient l'objet d'initiatives particulières destinées à les inscrire dans une trajectoire sociale plus conforme sont aujourd'hui au cœur des constructions sociales des territoires de risque. « Les *barrios* sont dans les discours plus exclus de l'idée de ville et stigmatisés pour leur violence et leur insécurité » (Baby-Collin, 2000 : 352). Le discours évolutionniste n'a plus cours, on n'envisage plus de faire sortir les quartiers marginaux d'une situation précaire de transition.

Pour beaucoup, les territoires de la marginalité sont la graine de l'insécurité d'aujourd'hui dans une approche sélective de causalités linéaires. Ce sont les « zones rouges », « oubliées », « mal reconnues » et très souvent stigmatisées (Baby-Collin, 2000 : 367-392). La territorialisation du risque laisse une large part aux fantasmes et aux peurs. Ils ne sont pas le reflet exclusif des conditions objectives de risque, mais renvoient aux problèmes que posent pour la société la transgression et la remise en question d'un ordre socio-spatial urbain fragilisé. Plus que par les conditions objectives de marginalité ou de risque, c'est à travers les conditions du stigmate que l'on pourrait rapprocher les deux notions, et ainsi faire écho à l'approche anthropologique que Mary Douglas formule à propos de la marge et du danger :

> « La marginalité apparaît alors comme le produit d'un discours porté sur les zones populaires, émanant d'acteurs de la ville formelle, habitants, médias, pouvoirs institutionnels, mais aussi retrouvé dans la bouche des habitants des zones informelles. Ce discours puise autant dans les expériences concrètes que dans les idéologies qui concourent à former une image, une représentation de la ville, de la marginalité » (Baby-Collin, 2000 : 395) et aujourd'hui, pourrait-on rajouter, des territoires de risque urbain.

Sans que marginalité équivaille à vulnérabilité, on peut établir un lien entre risque et marginalité dans la mesure où cette dernière correspond à une situation de mise à distance, entre secteurs de population différents, bien souvent redoublée par les contours de territoires de risque. De la même manière que la construction de l'ordre socio-spatial urbain attribue des positions dont certaines se retrouvent « à la marge », la construction des territoires de risque se réalise sur la base de cet ordre et tend plutôt à le conforter (les *barrios de rancho* ne font traditionnellement pas l'objet de lourds travaux de protection face aux glissements, ou ils sont identifiés comme les secteurs d'origine du risque d'insécurité urbaine), ou plutôt à le subvertir (l'appropriation de l'espace public par les *buhoneros* – vendeurs de rue relevant de l'économie informelle – en est une démonstration, tout comme les efforts de régularisation de ces secteurs et de leur inclusion à la vie publique à travers des programmes d'attribution de titre de propriété ou de participation à la planification locale, dont nous donnerons des exemples plus loin).

- Risque et justice-environnementale : un théâtre d'opération pour les pouvoirs publics ?

Une problématique plus récente encore pose les situations de risque en terme de justice environnementale. Dans la continuité des préoccupations pour l'environnement, le capital environnemental, l'équité environnementale puis la justice environnementale ont émergé comme des catégories de revendications et servent la réflexion autour de la justice (Schlosberg, 2007). Cette approche permet d'associer les questions sociales aux réflexions liées à l'environnement, d'ordre écologique au sens large. Si l'occurrence d'une catastrophe peu être indifférente au genre,

à la couleur ou au profil socio-économique des populations, les impacts, eux, ne le sont pas (Cutter, 2006 : XXVII).

> « Les territoires du risque traduisent aussi les inégalités sociales, et s'accompagnent de ségrégation spatiale, les territoires où vivent les plus pauvres étant souvent ceux où les aléas sont les plus fréquents et les plus importants, ce sont aussi des territoires où l'urbanisation est anarchique voire informelle » (Veyret *et ali.*, 2005 : 67)

La complexité des liens entre les territoires de risque et la géographie sociale est à mettre en avant, du fait d'aspects tantôt négatifs, tantôt positifs, liés aux mêmes caractéristiques. Le peu de moyens et d'équipements que présentent les personnes interrogées au cours de l'enquête exposée plus haut (chapitre 5) peut être une entrave à la capacité de réponse de ces populations face à une catastrophe. De fait, « la pauvreté réduit les possibilités de choix, et constitue clairement un frein à l'acceptation de certaines innovations » (Pigeon, 2007 : 116). En revanche, de manière comparative, leurs préoccupations à court et moyen terme ainsi que les conditions de leur insertion dans la société, qui ne laisse que peu de place à l'accumulation d'un capital[382] quelconque destiné à améliorer leur capacité de réponse face à une perturbation, permet aussi à l'inverse de (sur)vivre dans des conditions d'exposition à différents types de risque fort défavorables. De même, l'organisation communautaire dont font preuve nombre de secteurs marginaux est un capital fort précieux à l'heure de la gestion de crise, là où le repli sécuritaire a poussé nombre de résidents de quartiers plus aisés à réduire leurs échanges de voisinage (Rebotier, 2006). De manière générale, c'est ce que Susan Cutter appelle la « vulnérabilité sociale », faisant référence à un ensemble de facteurs différents dont l'environnement au sens large fait partie, qui entre dans la définition des conditions locales de risque.

> « La vulnérabilité sociale est en partie le produit des inégalités sociales – de ces facteurs et forces sociales qui président à la possibilité pour différents secteurs de population d'affecter, et de fait d'altérer, leur capacité de réponse face au désastre et de rebondir par la suite (leur résilience). [… Cela] concerne les conditions de bases relatives à la santé, les conditions de vie locales, l'ensemble des indicateurs de qualité de vie, et l'accessibilité aux réseaux de service de base (électricité, eau, équipes de secours), ainsi que les types de capitaux et la représentation politique »[383] (Cutter, 2006 : XXII-XXIII).

---

[382] Pour une approche des conditions de risque par les différents types de « capitaux », on pourra consulter Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004 ; Kliksberg, 2000 et 2001 pour le Venezuela ; ou de manière générale, Sen, 1981 ou Castel, 2003.

[383] *Social vulnerability is partially a product of social inequalities – those social factors and forces that create the susceptibility of various groups to harm, and in turn affect their ability to respond and bounce back after the disaster (their resilience). […It] involves the basic*

Poser une problématique de justice spatiale en terme environnemental permet d'embrasser l'ensemble du contexte géographique si précieux pour comprendre la territorialisation du risque. « L'équité environnementale » suppose de partager également le « fardeau des risques ». La « justice environnementale » est plus connotée politiquement et s'accompagne de l'identification des actions destinées à résorber les injustices en ce domaine. Ainsi, en plus de l'environnement « naturel », les dimensions sociales, temporelles (du fait des implications pour plusieurs générations) et politiques (en raison de l'action publique), interviennent dans la répartition du « fardeau des risques » (Cutter, 2006 : 249-269). Envisager le risque en terme de justice environnementale, c'est élargir la perspective et inscrire pleinement le risque dans les relations socio-spatiales d'une société. C'est dans ce sens que l'on peut interpréter le passage de l'ouragan Katrina à la suite duquel les « relations sociales tendues » et une réponse apportée « manifestement discriminée » poussent à s'intéresser non seulement à l'environnement naturel mais aussi au contexte social :

> « Alors que l'on réduit la vulnérabilité physique grâce à des constructions à l'épreuve de différents désastres, à des changements dans l'occupation du sol et au rétablissement de plaines de débordement et de couloirs de crues ; la réduction significative de la vulnérabilité sociale va nécessiter une amélioration globale de la qualité de vie des pauvres résidant en ville[384] » (Cutter, 2006 : XXIV).

Transposées au cas de Caracas, ces réflexions replacent le risque urbain dans une trajectoire géo historique riche en enseignements concernant la géographie sociale et urbaine locale. « Dans une approche écologique, l'équité se réfère à un accès égal aux ressources, à une allocation et un traitement égal des risques collectifs, et à une juste prise en compte des intérêts en compétition »[385] (Cutter, 2006: 50). En définitive, l'étude des disparités spatiales liées aux territorialités de risque à Caracas consiste en une étude coordonnée et problématisée des dimensions sociopolitiques, économiques, écologiques… de la société urbaine, tissant des liens entre différentes branches de la géographie ainsi qu'avec d'autres disciplines.

Le contexte politique vénézuélien actuel est propice à la revendication sociale. Les corrections d'injustices de tout type, dont les injustices environnementales, requiert l'intervention des pouvoirs publics, figure particulièrement agissante depuis l'émergence du chavisme, en 1999. Pour autant, la thématique de la justice environnementale ne semblent pas concerner les

---

provision of health care, the liveability of places, overall indicators of quality of life, and accessibility to lifelines (power, water, emergency response personnel), capital and political representation.

384 *While physical vulnerability is reduced through the construction of disaster-resistant buildings, changes in land use and restoration of wetlands and floodways, a marked reduction social vulnerability will require an improvement in the overall quality of life for the inner-city poor.*

385 *In an environmental context, equity refers to the equal access to resources, equal allocation and treatment of societal risk, and the equal consideration of competing interests.*

principales revendications malgré les situations de risque urbain que connaît Caracas. La redistribution de l'ordre socio-spatial accentuée ces dernières années oblige à reformuler nombre de rapports entre acteurs sans toutefois parvenir à ce jour à une configuration opérationnelle qui débouche sur des actions publiques structurellement différentes. Le « fardeau des risques » peut être partagé du fait de politiques d'assistance, mais les dimensions sociales et générationnelles continuent d'hypothéquer le devenir de nombreux secteurs de la population de Caracas en terme de risque urbain. A l'échelle de la capitale, le référent qu'implique l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire en terme de justice environnementale (Cutter, 2006: 50). Pour autant, la prise en charge des risques urbains continue d'être un chantier à baliser, en établissant notamment des interactions au-delà des seules institutions de gestion de crise ou de planification urbaine, avec d'autres institutions publiques, dans le cadre de programmes d'inclusion sociale et urbaine, d'équipement de services publics ou de mise en perspective des relations complexes existant entre l'environnement et l'urbanisation.

Le risque urbain est contemporain de toute une série de transformations de la ville au cours des dernières décennies du XXe siècle. Il n'en résume pas les caractéristiques socio-spatiales mais en révèle certains aspects. Il est impossible de le désolidariser de son contexte géographique, et il semble assez difficile de l'isoler de l'explication d'autres problématiques qui émergent alors, comme la question sociale ou celle des modalités de pouvoir urbain (Pelling, 2003a : 213). Dans les paragraphes précédents, on a tâché de ne pas voir de machiavélisme dans le rôle que pouvait jouer le risque dans les processus de construction de l'espace urbain. Mais le dernier point portant sur la justice environnementale et l'éventualité de concevoir l'intervention des pouvoirs publics comme un processus de rétablissement de l'équité poussent à envisager la problématique du risque urbain autrement que sous la forme de faits, à la fois causés et causants, qui composent la réalité sociale. Pour terminer, c'est une lecture en terme géopolitique que l'on essaiera d'opérer sur la ville de Caracas et le risque, afin de voir dans quelle mesure les territoires de risque urbain peuvent être mobilisés en qualité d'instruments ou d'outils, et servir des stratégies contradictoires et des rivalités entre secteurs différents de la population, rejoignant ainsi clairement un aspect de l'écologie politique (Greenberg et Park, 1994 ; Pelling, 2003b).

6.2.2- Le risque comme instrument : entre stratégies de reproduction de la domination et politiques territoriales

Les territoires de risque à Caracas sont le produit du contexte géographique local et reflètent dans leurs aspects matériels et immatériels, les rapports de force ainsi que les contradictions de la société caractérisée par un ordre socio-spatial urbain. Le risque constitue aujourd'hui une catégorie unanimiste et mobilisatrice qui tant à s'auto-légitimer. Les territorialisations conséquentes et les situations dans lesquelles le risque urbain intervient dépassent les seules problématiques d'aléa et de vulnérabilité en un lieu et en un temps donnés. De fait, elles

permettent aussi de consolider ou de justifier des discriminations et des contradictions qui relèvent du contexte géographique de la ville. Le pouvoir d'autolégitimation et de mobilisation sociale fait des territoires de risque un outil de la ségrégation socio-spatiale urbaine, ainsi qu'un outil justifiant la prise de contrôle de territoires et de populations. De fait, selon Mary Douglas,

> « L'idée de société est une puissante image, capable, à elle seule, de dominer les hommes, de les inciter à l'action. Cette image a une forme : elle a ses frontières extérieures, ses régions marginales et ses structures internes [son ordre]. Dans ses contours, elle contient le pouvoir de récompenser le conformisme et de repousser l'agression » (Douglas, 2001 – 1967 : 130).

En ces termes, les territoires de risque socialement identifiés, produits, valorisés, semblent être un recours de la société pour maintenir un certain ordre. L'évolution à Caracas des facteurs extérieurs et intérieurs rend difficile l'adaptation à la transformation engagée de l'ordre socio-spatial traditionnel. La résistance se traduit par le repli, la rigidité, l'immobilisme face aux risques (dont nombre d'entre eux sont inspirés par le processus de transformations sociales). Ainsi, à titre exploratoire et compte tenu de l'aspect complexe fondamental dans la problématique du risque urbain, nous pourrons voir comment des politiques publiques affectant les conditions de vie ou les contours de l'ordre urbain traditionnel peuvent aussi constituer des politiques de gestion de risque qui s'ignorent.

- Stigmate – rejet – mise à distance : le risque comme critère de différenciation socio-spatiale

A plusieurs reprises, l'évidence à été faite des limites du risque comme critère explicatif de la distribution socio-spatiale. Cela étant, il apparaît que celui-ci peut intervenir dans le mécanisme (et non plus seulement la distribution) de la production de l'espace social, en s'inscrivant en cohérence avec des principes traditionnellement discriminants de rapports sociaux. Une certaine forme de racisme endémique, évoquée plus haut, se trouve par exemple réactivée à travers la catégorie des territoires de risque urbain. Il en va de même, d'une façon générale, pour le stigmate qui pèse sur – toutes – les marges de la ville. Qu'il s'agisse de marge sociale, urbaine ou ethnique (en référence, toujours, à un ordre socio-spatial urbain traditionnel), l'assimilation avec le danger, le désordre ou le nuisible est constante et semble s'intensifier parallèlement au processus de métropolisation, dans les dernières décennies du XXe siècle. Cette tendance apparaît même parmi les populations qui en sont l'objet. Comme le remarque déjà Marchand, l'identité dans les *ranchos* se construit pour beaucoup sur l'idée de rejet, de marge, d'anormalité :

> « Ainsi, la plus grande partie des *rancheros* ont moins été attirés à la capitale par l'espoir d'y faire fortune […] que refoulés de leur petit bourg de la vallée du Tuy ou des quartiers pauvres de Caracas par les transformations violentes et précipitées d'une très grande ville auxquelles ils n'étaient pas susceptibles de

> s'adapter. Il faut insister sur cette impression pénible d'être « rejetés », « refoulés », dont souffrent plus ou moins tous les *rancheros*, pour essayer de comprendre leur comportement » (Marchand, 1966 : 33).

On retrouve aujourd'hui ce sentiment d'exclusion dans l'incorporation du rejet et de la marginalité sociale par certains habitants des *barrios* qui ont honte de dire d'où ils sont[386]. C'est toute l'importance de l'effet normatif des catégories qui passe ici par l'espace dans une ville où des formes géomorphologiques identiques (les collines qui s'étendent autour du fossé d'effondrement de la vallée de San Francisco, sauf au nord) portent le nom de *cerros* ou de *colinas* selon qu'elles sont occupées par des pauvres ou par des riches. Pour certains, cette catégorisation peut même aller jusqu'à expliquer la discrimination opérée entre « peuple » et « société civile » (Racinoux et Zapata, 2006). Par une métonymie lourde de conséquence, on fait correspondre de façon sélective les caractéristiques de certains espaces aux populations qui les occupent, et finalement, dans un mouvement de rejet, au danger. A une géographie sociale se substitue une géographie de la peur comme l'avance Yi-Fu Tuan :

> « Quand les acteurs dominants d'un ordre social donné se rendent compte de l'imminence d'une issue chaotique à l'origine de laquelle se trouvent les populations qu'ils n'ont pas voulu ou pu intégrer, que font-ils? Historiquement, ils se résolvent à façonner des paysages de la peur : torture et exécution, suivi des arts subtils – diaboliques ou rédempteurs, c'est selon – de l'enfermement »[387] (Tuan, 1979 : 174).

Vu à travers les valeurs dominantes, habiter le *barrio* est un non-choix et signifie l'échec des habitants (Maldonado Brito, 2006 : 416). Cette mise à distance de certains territoires urbains, relayée par la thématique des risques et de la sécurité au grand pouvoir de conviction, se matérialise par une fracture forte entre le territoire familier et l'extérieur dangereux, soulignant plus encore le stigmate des *barrios*, des espaces publics ou des secteurs populeux. Le phénomène n'est cependant pas spécifique à Caracas. L'architecture et les dispositifs sécuritaires rendent visibles ces tentatives d'isolement, de prise de distance vis-à-vis de l'extérieur que l'on croit dangereux par principe. La question n'est pas tant de savoir si objectivement le domicile est exposé, que de s'assurer, à travers les technologies de surveillance, une protection à la hauteur des obsessions sécuritaires (Akrich et Méadel, 1998 : 39-40).

En plus des formes urbaines ou de l'architecture, la mise à distance socio-spatiale procède aussi par le langage, comme on peut le constater pour les banlieues sans nom de Téhéran. Pour

386 Il nous a été donné de constater plusieurs fois cette situation sur le terrain, et d'autres auteurs le rapportent dans leurs travaux (Baby-Colin, 2001).

387 *When the leaders of established society sensed such impending chaos coming from elements of the population that they did not want to or could not assimilate, what did they do? Historically, they resorted to creating landscapes of fear: an earlier one of public torture and execution, followed by the subtler arts – diabolical or redemptive, depending on one's point of view – of confinement.*

Bernard Hourcade et Azadeh Kian-Thiébaut, la difficulté, voire l'impossibilité de nommer les banlieues pauvres de la capitale iranienne, est lourde de sens et exprime « comme une volonté d'occulter une réalité qui dérange » (2001 : 189). Outre la stigmatisation par le vide à savoir par l'absence de nom, on retrouve la même logique dans le cas de Caracas en éprouvant, à la fin des années 1990, la plus grande difficulté à trouver des représentations cartographiques des zones de *barrios*, « forme de négation de leur existence » (Baby-Collin, 2000 : 365). De même, de telles constatations sont conformes aux politiques publiques menées jusqu'alors, d'après les mots du directeur de l'Institut d'Etudes Régionales et Urbaines de l'Université Simón Bolivar de Caracas :

> « Nous n'avons jamais eu à l'égard des *barrios* de politique claire d'intégration en matière d'infrastructure, de services et de transport ; ils ont toujours été considérés comme des ghettos. Il y a une multitude de plans pour ces secteurs, mais ils n'ont jamais été exécutés »[388] (Entrevue de Silverio González Tellez publiée dans le journal *Ultimas Noticias*, dimanche 28 janvier 2007: 8)

En plus de ces conditions « d'ignorance » ou de « négation », il n'est jamais inutile de rappeler le rejet parfois viscéral que peuvent inspirer les *barrios* pour le pays dominant. Les territoires de risque, en plus des conditions objectives, réactivent des structures socio-spatiales héritées, les rendent visibles et parfois même, les mettent en scène. Au fil du temps, on voit émerger la place changeante dévolue aux secteurs populaires jusqu'à devenir une menace obsessionnelle aujourd'hui, ou comment l'on passe de la *terra incognita* à la *terra non grata*. L'honnêteté du témoignage de l'anthropologue Márquez, lorsqu'elle commente son terrain à la fin des années 1990, nous interpelle à ce sujet alors qu'au milieu des années 1960, le stigmate antisocial planait déjà sur des secteurs de la ville et sur leurs occupants :

> « Evoluer d'un extrême à l'autre de Caracas, entre les pauvres et les riches – la différence entre les deux est aussi claire – n'était pas si facile. Dans la rue, je portais des jeans, tee-shirts et des tennis ordinaires, et j'espérais qu'aucune de mes connaissances ne poserait l'œil sur moi, en particulier lorsque j'étais entourée de jeunes […]. Jusqu'à ce que je sois habituée à la crasse qui couvre la ville – et la plupart de mes sujets d'études – je rentrais à la maison comme folle à l'idée de prendre une douche, sentant des démangeaisons sur tout le corps ou pensant que l'odeur des snifeurs de colle ne me quitterait jamais plus. Une fois, un de mes proches m'a suggéré de me doucher tous les jours avec un shampoing anti-poux

[388] *Nunca hemos tenido para [los barrios] una política firme de integración en materia de infraestructura, servicios y transporte; siempre se los ha visto como guetos. Hay muchísimos planes para estas zonas, pero nunca se han ejecutado.*

et de laver mes vêtements à l'aide d'un puissant savon à la soude »[389] (Marquez, 1999 : 13).

Ce dernier témoignage renvoie de façon assez pratique à la notion de pollution – ici par contact – dont il est question dans le travail de Mary Douglas, où les « polluants » ont toujours torts ou « ne sont pas à leur place » (Douglas, 2001 : 128). La stigmatisation et le rejet mobilisent des catégories unanimistes (telles que le risque) pour se passer d'autres formes de justification. Il est alors bien difficile d'exercer un sens critique en échappant aux foudres culpabilisatrices de l'opinion publique formée (Champagne, 1990), et de mettre le doigt sur des amalgames qui ne reposent sur rien d'autre que la seule répétition valant démonstration d'un discours dominant qui réussit à s'imposer. Le désordre y compris moral associé aux *barrios*, selon lequel on y trouverait par exemple aisément des filles de joie, est battu en brèche par Bernard Marchand qui pas un instant ne voit dans les *ranchos* de quoi rappeler les filles de la rue Saint Denis, ni leurs ainées : « La prostitution […] est surveillée et réservée […], soit à des filles de haut vol […] qui travaillent en appartement à des prix forts élevés, soit aux maisons de tolérance, en général sordides. La prostituée semblable à celles de la rue Blondel est fort rare à Caracas. » (Marchand, 1966 : 20). Bien qu'il soit aujourd'hui contesté, on retrouve le principe persistant d'immoralité quelques siècles auparavant, à nouveau associé aux secteurs les plus populaires, sous la plume acerbe de Herrera Luque qui ne manque pas de souligner le caractère tout relatif de cet amalgame :

> « Rodrigo, indigné par cette alliance contre nature, emporta la jeune fille avec lui dans une de ses petites maisons dans le nouveau quartier piteux qui grossissait depuis deux ans entre le Caroata et la colline du Calvario. C'était un lieu central de la vie légère. Les tavernes fleurissaient, ainsi que les taudis et autres repères où tous les vagabonds et les gens peu fréquentables de la province posaient l'ancre. Il s'agissait d'un antre tumultueux dont la réputation le disputait à celles de La Havane et de Puerto-Rico. Les prêtres attiraient l'attention et ne décoléraient pas depuis leur chaire contre l'horrible fléau qui souillait la ville. « Parmi ces mauvaises gens qui vivent au-delà du caroata […] il vit de vieux chrétiens qui traitent leurs propres filles comme s'il s'agissait de leurs femmes » »[390] (Herrera Luque, 1979b : 13)

---

[389] *Moving between the spheres of the two Caracas, the poor and the wealthy – the distinction between the two is that obvious – was not easy. On the street, I would wear jeans, T-shirts, and ordinary tennis shoes, hoping that none of my relatives would spot me, especially when I was surrounded by the youngsters […]. Until I got used to the grime covering the city – and many of my subjects – I would come home desperate to jump into a shower, feeling that I was itching all over or that the smell of the chupapegas would always stay with me. One of my relatives once suggested that I shower daily with quitapiojos shampoo (for lice) and wash my clothes with strong lye soap.*

[390] *Rodrigo, indignado por el contubernio, se llevó a la chica a una casa pequeña de su propiedad de la nueva barriada que crecía desde hacía dos años entre el Caroata y el cerro del Calvario. Era lugar convergente del alegre vivir. Florecían las tabernas, los tugurios y ensenadas, en donde anclaron todos los vagos y mal entretenidos de la provincia. Era un antro bullicioso que competía en fama con los que tenían en La Habana y Puerto Rico. Los sacerdotes alertaron y cargaron desde sus púlpitos contra la horrible lacra que mancillaba la*

Mais les mœurs légères, d'abord attachées aux taudis des marges de la ville peuplées de vagabonds, ne sont pas en réalité une marque exclusive ou essentielle de ces secteurs ni des populations qui les occupent. Quelques pages plus loin, dans le même ouvrage, la morale et l'ordre de la ville honorable sont mis au pilori et placés en perspective à travers les mots d'une esclave clairvoyante. A plus d'une reprise, l'ironie du sort, mais surtout la réalité des faits, rapproche d'autant plus les différents secteurs de la société urbaine que l'on s'attache à se distinguer et à se mettre à distance :

> « « Alors que je voyais des inconvénients [à ce qu'une femme partage la couche d'un homme riche en toute moralité], et bien selon le curé, après lui-même, le maître et le mari, toute fornication est considérée comme adultérine, et il menaça de me dénoncer au seigneur de Ibarra, à l'haleine de vieux chien ».
>
> Quel affreux concubinage que ce pays. Du fait de ce balais de glands et de vagins où l'on rentre et d'où l'on sort sans ennuis ni ambages, les maîtres s'acoquinent avec des esclaves qui tout aussi bien peuvent être leurs nièces, leurs sœurs ou leurs tantes. A l'occasion d'un de ces dérapages, quiconque peut coucher avec sa grand-mère. Cela ne peut pas durer : c'est un mélange de Babel et de Gomorrhe, Pompéi et Capharnaüm. Ce matin là, Salustia dit à Jorge d'une voix plaintive :
>
> - Tu veux savoir quelque chose mon maître? Tu m'as mise enceinte.
>
> - Comment? – cria le *Regidor* [membre du conseil municipal] ébranlé de surprise et de panique.
>
> Un frisson glacé l'agita à l'écoute des détails. « La langue est la pénitence du corps. Toute une vie passée à dénoncer ceux qui harcèlent sexuellement leurs esclaves, pour qu'aujourd'hui, vieux, je me retrouve sur le point d'être le père naturel du fils d'une esclave qui, outre le fait qu'elle est aussi ma nièce, doit se marier avec le fils de ma sœur. Dans quel pétrin t'es-tu fourré, Jorge Blanco ! » »
> [391] (Herrera Luque, 1979b : 218-220)

---

ciudad. 'Entre esa mala gente que vive más allá del Caroata – la tomaron por decir – hay cristianos viejos que tratan a sus propias hijas como si fueran mujeres'.

[391] *Como yo pusiera reparos [a que una le pasase el filo a un rico con moralidad], pues según dice el cura, después de él, del amo y del marido, toda fornicación es adulterio, me amenazó con venderme al señor de Ibarra, que le huele la boca a perro viejo.*

Que horrible contubernio es este país. Por obra de esta feria de balanos y vaginas donde se entra y se sale sin bardas ni cortapisas, los amos cohabitan con esclavas que lo mismo pueden ser sus sobrinas, hermanas o tías. En uno de estos deslices cualquiera se fornica a su abuela. Esto no puede seguir así: es una mezcla de Babel con Sodoma, Gomorra, Pompeya y Cafarnaùm. Aquella mañana dijo Salustia a Jorge con voz Quejumbrosa:

- Sabes una cosa mi amo? Me has preñado.

- ¿Cómo? – gritó el Regidor sacudido de sorpresa y pánico.

Una ventisca helada lo sacudió al darle detalles. « La lengua es castigo del cuerpo. Toda una vida clamando contra los que explotan sexualmente a sus siervas, para que ahora y después de viejo, me encuentre en trance de ser padre de un hijo natural de una esclava, que encima de ser mi sobrina ha de casarse con el hijo de mi hermana. ¡Menudo pastel el que has armado, Jorge Blanco! ».

Enfin, en plus des traits d'immoralité, c'est par un profond mépris que se manifestent les mécanismes de différenciations sociales et de mise à distance. L'épreuve du *Caracazo* offre un terrain privilégié pour l'analyse des réactions des secteurs dominants, notamment à travers la presse. Une colonne de la journaliste Nieves parue dans *El Universal* du 1er mars 1989, inspire les commentaires de Susanne Rotker. « Comment nous représentons-nous notre carte humaine / urbaine? Le débordement de la populace qui se rend justice seule produit une peur indéniable ». C'est là la crainte de voir disparaître l'État moderne, garant de la sécurité. On retrouve l'expression du recul de l'État et de la dégradation de services fondamentaux dans la capitale. « Cependant, dans le récit du 27-F, on rencontre des traits d'humeurs sincères qui en disent longs sur la manière dont on se représente l'Autre marginal ». Le rejet de l'autre marginal est mis en avant dans notre travail, mais aussi dans celui de Baby-Collin (2001), « [l'autre marginal], au fond animalisé ». La dialectique du barbare et du civilisé mobilisée par Romulo Gallegos (1997) au début du XXe siècle continue d'affleurer à la lecture des réactions aux émeutes du *Caracazo*.

> « Le texte de Nieves est un bon exemple [de cette permanence], où lorsqu'elle se réfère aux vandales, elle y fait allusion comme à des « groupes démographiques inédits, [qui] ne correspondent pas aux types D-E de la classification socio-économique [des groupes hors normes, hors catégories, en plus d'être les désaffiliés de l'ordre urbain, Castel 2003], ils relèveraient plutôt des types Y-Z, ils appartiennent à l'inframonde de Caracas »[392] (Rotker, 2005b : 218-219).

En définitive, les *terrae non gratae* sont associées aux *personnae non gratae*. Les territoires de risque, notamment à travers les « zones rouges » et toutes les représentations de l'espace conçu, remobilisent des structures socio-spatiales déjà existantes. Ils légitiment des stratégies d'ordre social – la mise à distance, la stigmatisation – par l'espace, qui dépassent la seule logique du risque. En ce sens ils participent de l'ordre social (en le poussant à évoluer, ou en servant différentes formes de résistance).

- Gérer les risques, gérer la société : un instrument de pouvoir

En remobilisant des rapports de force existants, la gestion des risques permet d'opérer une médiation, un contrôle, un arbitrage. L'enjeu du contrôle de la gestion des risques par les institutions anime déjà les rivalités entre deux écoles de gestion, opposant des institutions qui relèvent en partie du clivage politique que connaît le Venezuela aujourd'hui. Au-delà des prérogatives institutionnelles, il s'agit de la possibilité d'exercer un contrôle sur le territoire. C'est

[392] *¿Como representamos nuestro mapa humano / urbano? El desbosque de la turba haciendo justicia por su propia mano produce un miedo innegable y, sin la menor duda, totalmente justificado […]sin embargo, en el relato sobre el 27-F se encuentran también sinceros exabruptos que dicen mucho sobre cómo se representa al Otro marginal, en el fondo animalizado; un buen ejemplo es el mismo texto de Nieves, donde al hablar de los vándalos, se refiere a ellos como a 'grupos demográficos inéditos, [que] no encajan en la clasificación socio-económica D-E más bien podrían ser Y-Z, pertenecen al inframundo caraqueño*.

par exemple le cas lorsque la menace d'agression, de vols ou de rapt est invoquée pour quadriller le municipe Chacao de forces de l'ordre. Il en va de même quand l'insécurité aux personnes ou aux biens, ainsi que les dégradations sur le bâti, les dysfonctionnements causés au centre-ville en terme de circulation ou le risque que comporte l'utilisation d'installations précaires pour la vente au détail sont invoqués afin de déloger les *buhoneros* du centre du municipe Libertador courant 2007. Pourtant, depuis plusieurs années, aucune de ces objections n'avaient été formulées. Clairement, la question du risque permet de justifier *a posteriori* des choix politiques assez éloignés des conditions objectives de risque. C'est là encore, une construction qui intervient dans le processus de territorialisation. « Percevoir le risque n'est pas un processus neutre ; lutter pour la sécurité non plus » (Bailly, 1996 : 5).

Le recours aux peurs, aux risques ou à la sécurité permet d'asseoir un discours sur des bases unanimes. Le désordre, dans un ordre consacré mais en crise, le « stigmate », l'écart à la norme ou le danger sont autant d'éléments qui servent un discours fédérateur au sein duquel le risque urbain occupe depuis deux ou trois décennies une place importante.

> « La notion de pollution est une importante ressource politico-légale. Rien de tel pour rappeler les membres de la communauté à leurs obligations. Un danger commun est un levier à manipuler, et la menace d'une souillure collective un instrument de coercition réciproque » (Douglas, 2001 – 1967 : 194).

La « pollution » urbaine constitue le recours de nombre d'acteurs de pouvoir. Parmi ceux-là figurent le pouvoir édilitaire de la ville tout comme les médias, dont on peut souligner à nouveau (après les informations collectées lors de l'enquête – chapitre 5) le pouvoir mobilisateur. Les allégations de risques sont autant de « motivations respectables » (Hardy, 2003 : 229) mais dissimulent d'autres enjeux plus ou moins avouables, qui, seuls, ne remporteraient certainement pas l'adhésion aussi large de l'opinion publique. Certes, il ne semble pas y avoir à Caracas de cas de manipulation des risques aussi flagrants et à une aussi grande échelle que nous le montrent Hardy pour Managua (Hardy, 2003) ou Sierra pour Quito (2001) mais pour certains chercheurs de terrain, le délogement des vendeurs de rues, après plusieurs années de soutien politique, pourrait correspondre à une volonté de récupération de ces acteurs de l'économie informelle afin de les incorporer de manière plus large dans une « économie populaire » ou une « économie sociale » que les pouvoirs publics essaient de mettre sur pieds[393]. Les allégations liées à différents types de risques serviraient en fait ce dessein.

En plus de l'action publique et collective mobilisant le risque urbain dans les discours, l'architecture et ses récentes dérives liées au repli sécuritaire, donnent lieu à un « paysage de

[393] D'après une conversation informelle avec Mathilde Gauvain.

l'insécurité » (Maldonado Brito, 2006) qui, d'après Foucault, intervient directement dans le régime de gestion des populations et dans les rapports sociaux entretenus :

> « À partir du XVIIIe siècle, tout traité qui envisage la politique comme l'art de gouverner les hommes comporte nécessairement un ou plusieurs chapitres sur l'urbanisme, les équipements collectifs, l'hygiène et l'architecture privée. […] C'est vrai que, pour moi, l'architecture, dans les analyses très vagues que j'ai pu en faire, constitue uniquement un élément de soutien, qui assure une certaine distribution des gens dans l'espace, une canalisation de leur circulation, ainsi que la codification des rapports qu'ils entretiennent entre eux. L'architecture ne constitue donc pas seulement un élément de l'espace : elle est précisément pensée comme inscrite dans un champ de rapports sociaux, au sein duquel elle introduit un certain nombre d'effets spécifiques. » (Dits et Ecrits #310, Espace, savoir et pouvoir, 1982, cité dans Bouillant, 2003).

Les rapports sociaux sont ici médiatisés par l'espace, et le risque intervient dans ces relations à travers la catégorie spatiale que sont les territoires. Lorsqu'à plusieurs reprises nous nous retrouvons confrontés à des habitants qui n'osent pas dire d'où ils sont, lorsque plusieurs semaines de lecture de la presse nous donnent une idée assez claire de la manière dont les « zones rouges », les *barrios* et la thématique de l'insécurité aux personnes et aux bien sont amalgamés à Caracas, on ne peut que relever la manière dont les habitants – puisqu'en dernière instance, il s'agit d'eux – sont insérés « dans un espace déterminé, à des fins déterminées » (Bouillant, 2003). Le discours dominant et le contrôle des populations passent aussi par les territoires du risque urbain comme il apparaît que, de par leur construction, leurs objectifs relèvent souvent plus de la gestion des populations que de la gestion des conditions objectives de risque. Pour Di Meo, le territoire fonctionne comme un « redoutable instrument de régulation sociale » (2002 : 289). Il en va ainsi pour les territoires de risque qui font l'objet d'enjeux de pouvoir dans leur définition, dans leur délimitation et dans leurs usages[394]. Cette façon d'approcher le risque se situe dans

> « le champ large des tentatives qui a émergé afin de comprendre l'usage des savoirs géographiques (quelle qu'en soit leur définition) par le pouvoir politique. Parallèlement, cela permet d'avancer l'urgente nécessité de définir une géographie critique (et une théorie urbaine critique) qui pourrait « déconstruire » (pour utiliser le jargon contemporain) la manière dont certains types de savoir, apparemment « neutres », ou « naturels », ou même « évidents » pourraient en

[394] En plus des travaux déjà signalés sur les métropoles d'Amérique latine, on peut penser aux développements de Pigeon, 2005, Wisner *et ali.,* 2004 : 60 ou même Veyret *et ali*., 2005 : 67

réalité constituer des instruments destinés à conserver le pouvoir politique »[395] (Harvey, 2001 : IX)

Avec cette grille de lecture, la diabolisation de certains secteurs de la ville (l'Ouest méprisable, l'Est nanti) et la difficile mise en place d'un volet préventif dans la politique nationale de gestion des risques (entretenant les rapports d'assistance entre les pouvoirs publics et les populations exposées ou victimes, Revet, 2006) prennent un sens politique fort, à la fois de confrontation ou de polarisation entre une majorité et son opposition, et de dépendance entre les pouvoirs publics et les populations. Ce jeu de dépendance est très bien illustré par l'exemple cité plus haut de la classification de secteurs de l'Ouest comme « zones à haut risque » par la protection civile métropolitaine, et de l'usage d'une partie de ces mêmes secteurs par les services du ministère du logement afin d'y développer un secteur résidentiel populaire… déjà structurellement menacé. Le maintien d'une vulnérabilité structurelle permet d'entretenir une relation de dépendance entre le pouvoir et les secteurs vulnérables (pour obtenir des votes sous la quatrième république, par exemple ou pour maintenir aujourd'hui les secteurs populaires dans une fuite en avant, dans une dynamique sociopolitique toujours prometteuse). Pour ce faire, la condition de danger et de dépendance est « naturalisée ». Et si – à travers les relogements, la formation, la création d'emploi – l'éradication de ces conditions a lieu aujourd'hui, ce n'est que de manière ponctuelle et dans l'urgence[396]. Les territoires du risque urbain deviennent une forme de gouvernementalité, cet ensemble des institutions et procédures propres au pouvoir (Foucault, 2004). C'est là une manière de mettre de l'ordre (Raffestin, 2005 ; et pour un cas pratique, Hardy, 2003 : 198).

Au cours des deux dernières décennies du XXe siècle, les transformations politiques, économiques et institutionnelles à Caracas, mais aussi dans toute la région, ont adjoint aux regains de liberté les limites impérieuses de la sécurité. La société civile est corrélative de la technologie libérale de gouvernement et très vite, la thématique du risque, et particulièrement, en ville, de la sécurité aux biens et aux personnes, a prévalu dans la gestion publique et les stratégies individuelles ou collectives. Or le risque urbain ne se limite pas aux conditions de la sécurité aux personnes qui font l'objet d'intenses remaniements selon des critères sociaux et politiques. Les conditionnements du risque urbain, au-delà de l'enjeu de pouvoir qu'ils représentent, touchent les multiples aspects du contexte géographique de la capitale vénézuélienne telle qu'elle est « ici » et « maintenant ». Dans cette lecture systémique, il est bon d'explorer l'implication de différentes politiques publiques qui ne semblent pas directement liées à la prise en charge des risques et de leurs territoires, mais qui de fait interviennent dans les conditions de leur production.

---

[395] *A whole field of endeavor emerged to understand the uses of geographical knowledges (however defined) by political power. In parallel this indicated a pressing need to define a critical geography (and a critical urban theory) that could 'deconstruct' (to use the current jargon) how certain kinds of knowledge, seemingly 'neutral', or 'natural' or even 'obvious' could in fact be an instrumental means to preserve political power*.

[396] Ces réflexions sur le maintien de la vulnérabilité structurelle à Caracas sont inspirées d'une conversation tenue avec l'anthropologue Rogelio Altez, à Caracas, le 29 janvier 2007

- Politique de la ville ou gestion des risques ?

Dans une acception large, la gestion des risques concerne l'ensemble des mécanismes de régulation politique et sociale dans une société où la peur et l'incertitude s'affichent pourtant comme des horizons indépassables. Les causalités multiples et complexes qui président à l'insécurité aux personnes où au phénomène des enfants des rues ne sont jamais pointées par le politique, encore moins par les médias (Marquez, 1999 : 114 ; ou pour un autre contexte, Castel, 2003 : 55). Le spectre des conditionnements qui interviennent dans les situations de risques de glissements, ou encore dans les problèmes de circulation à Caracas et particulièrement dans la vallée de San Francisco – et dans son accès – n'est pas non plus présenté comme tel. Les principes d'urbanisme, le rapport à l'environnement ou l'inscription dans l'espace urbain de secteurs de population différents sont autant d'éléments fondamentaux de la territorialisation des risques qui n'interviennent pas dans les politiques de gestion. Mais en marge d'une action volontariste, on peut explorer la manière dont des politiques publiques relevant du logement, du foncier ou de la participation, peuvent par exemple faire diminuer la vulnérabilité sociale (Cutter, 2006) et avoir des conséquences non négligeables pour les risques urbains, faisant de la politique de la ville un outil à raisonner de la gestion des risques (Thouret et Léone, 2003 : 57-58, 68).

Les politiques sociales (d'éducation et de santé), ouvrent certaines opportunités et réduisent les situations de « non-choix » qui caractérisent bien des habitants parmi les plus vulnérables aux risques urbains. Les « missions » du gouvernement chaviste apparues en 2003, après un lock-out patronal qui a fait chuter de façon dramatique la plupart des indicateurs sociaux, prennent la forme d'un transfert massif de la rente pétrolière qui atteint des sommets depuis deux à trois ans. Cette action publique volontariste relève d'une assistance qui peine à s'institutionnaliser et à dépasser l'horizon des cours des hydrocarbures. Néanmoins, une certaine constance de l'assistance et des prix du pétrole ont permis un changement indéniable des conditions de vie des plus démunis ainsi qu'un changement des pratiques de prise de décision et de gestion des affaires publiques. La mise à distance des secteurs populaires dans l'ordre traditionnel est aujourd'hui contrebalancée par le principe de « dignification » de ces mêmes secteurs et par une reconnaissance des différences et des spécificités niées jusqu'alors. Cette dignification n'est pas uniquement symbolique et passe par une réappropriation notamment du foncier dans les *barrios*, là où l'invasion de terres souvent publiques ne permettait pas de présenter des titres de propriété. La reconnaissance affirmée des *barrios de ranchos* comme partie intégrante de la ville passe par une initiative de régularisation des occupations grâce aux Comités de terres Urbaines. Ces CTU sont des groupements locaux constitués de membres actifs qui s'organisent afin de produire les pièces nécessaires à l'émission des titres de propriété et à la constitution du cadastre, d'après la

procédure édictée dans un décret présidentiel de février 2002[397]. En début d'année 2006, plus de 5000 CTU étaient constitués et près de 100000 titres de propriété distribués à près de 130000 familles, dans tout le pays.

La régularisation de l'occupation dans les secteurs de *ranchos* s'accompagne d'une mobilisation plus large des communautés destinée à prendre en charge le devenir du quartier. Des comités de travail sont constitués, qui s'attachent à traiter les problèmes d'accès à l'eau, de transport, ou de sécurité en concertation et pour l'instant en transmettant leurs revendications ou leurs projet à l'exécutif local des institutions représentatives. De toute évidence, ces initiatives ne suffisent pas en soi à faire évoluer les situations de risque (Rebotier et Revet, 2006), mais nombre de fenêtres d'opportunités s'ouvrent en des endroits jusqu'alors stigmatisés de manière indifférenciée comme étant le « cancer » de la ville, nids de voyous et creuset d'insécurité. La « visibilisation » de ces territoires de risque offre la possibilité d'une lecture alternative de ces secteurs, mais entre en compétition avec d'autres discours dont les implications dépassent les seules questions liées au risque urbain.

La reconnaissance des *barrios* et l'usage qu'en fait le chavisme au pouvoir depuis 1999 dans les termes d'une revanche sociale n'aide pas à dépasser les logiques de polarisation et de stigmatisation (Ellner et Hellinger, 2003), mais elle amène à tenir – pour le moins – un discours direct à ce propos. Pour le maire Freddy Bernal, il y a 300000 personnes en trop dans le municipe Libertador. Pour le président du Taller Caracas, atelier d'urbanisme du District Métropolitain de Caracas, il y a 300000 logements à risque et irrécupérables dans son secteur. Sur le plan du logement, ces diagnostics s'accompagnent d'actions publiques incohérentes, parfois contradictoires, et représentent un des défis qui continuent de se poser aux édiles de la capitale vénézuélienne. Des programmes de construction, de réhabilitation ou de substitution « *rancho por casa* »[398] prennent la forme erratique de politiques de l'urgence qui ne parviennent pas à s'inscrire dans le moyen terme[399]. Dans un marché fortement spéculatif, et au-delà des effets d'annonce spectaculaires à propos de l'expropriation massive de logements vacants ou de terrains vacants, des initiatives restent en souffrance qui permettraient d'intervenir directement, en plus de la problématique du logement, sur des situations de risque urbain à Caracas. Dans d'autres domaines, comme celui des transports, l'action relève pour beaucoup des pouvoirs publics notamment en terme de connexion de la vallée de San Francisco aux autres agglomérations de la grande Caracas et au reste du pays. La construction d'une autoroute alternative vers le littoral et le déploiement du système national de chemin de fer permet de résoudre certains facteurs de vulnérabilité de la ville liés aux faibles alternatives d'accès à la ville centre.

[397] Le décret 1666 institue le Programme de Régularisation de la Tenure de la Terre Urbaine
[398] « Une maison à la place d'un *rancho* »
[399] Rappelant ainsi l'avis de Rogelio Altez à propos d'actions ponctuellement efficaces des politiques locales, mais bien trop dispersées et inégales dans l'espace et dans le temps.

Enfin, outre une intervention réaffirmée des pouvoirs publics qui, rappelons-le, n'est pas porteuse d'amélioration intrinsèque mais rompt avec la distribution des rapports de force de l'ordre urbain traditionnel, la dimension de la participation et de la réappropriation par les habitants d'une échelle locale articulée dans l'ensemble urbain peut constituer un levier intéressant de conscientisation et d'incorporation des risques urbains, voire de démystification des territoires de risque. La où le politique ne remplit pas ses engagements, les espaces laissés à l'expression populaire, aussi polémiques soient-ils, donnent la possibilité aux habitants de faire valoir leurs préoccupations. Cette alternative prend forme depuis les mobilisations locales présentées à propos du *barrios* Niño Jesús, jusqu'au refus de la réforme constitutionnelle lors du référendum de décembre 2007. Il n'y a là rien d'automatique, et les rapports de force se redistribuent localement, mais la possibilité existe et l'appropriation de leurs espaces de vie par les habitants de cette ville duale et fragmentée qu'est Caracas ne peut qu'aider à la connaissance et à l'incorporation des conditionnements du risque urbain à différentes échelles. Cette problématique est d'autant plus digne d'intérêts qu'elle consiste à réduire les prérogatives des pouvoirs constitués (traditionnels ou plus récents) et pourrait permettre de tenir à distance les utilisations les plus grossières des risques urbains comme faire-valoir politique. C'est une manière de peser sur les « arbitrages » opérés par les décisions politiques dont on a vu qu'elles pouvaient ne considérer le risque que comme un instrument, et non pas comme le produit à ménager d'un contexte géographique. Au premier chef, ce « contexte » concerne les circonstances de l'urbanisation, dans une grande ville comme Caracas, et les modalités de prise de décision tout comme l'émergence – et le poids – de nouveaux acteurs s'inscrivent sans équivoque dans la géographie des risques urbains (Pigeon, 2005 : 106).

Enfin, rappelons que les formes que peut prendre la politique de la ville et l'urbanisation sont propres à chaque contexte géographique. Ailleurs dans le monde, pour l'Italie et pour le Japon, Patrick Pigeon rappelle combien sont importants les héritages et le temps long, à deux titres :

> « Il s'agit des héritages de civilisation, historiques, et des héritages naturels, à petite échelle. Les premiers ne cessent d'influencer les choix politiques mais ils ne cessent d'être aussi modifiés par les sociétés humaines, ce qui n'est pas le cas pour les seconds. [On démontre] combien ils sont indispensables à la compréhension géographique des risques et de leurs gestions politiques » (Pigeon, 2005 : 131)

Les territoires de risque restent aujourd'hui des instruments politiques à Caracas dans un contexte d'une telle tension que les objectifs de réduction des risques ou de leur incorporation s'effacent derrière d'autres stratégies singulières ou collectives, publiques comme privées, qui ramènent le risque à un faire-valoir. Les risques urbains sont une question de société et une question de développement. La sécurité civile et la sécurité sociale ne sont pas deux sphères étanches. C'est

dans les territoires stigmatisés que se concentrent les principaux facteurs de dissociation sociale et de défiance qui nourrissent les peurs et les différentes formes de fragmentation dans la Caracas métropolitaine d'aujourd'hui. Pourtant, les conditions objectives des « héritages naturels, à petite échelle », n'entrent pas dans cette discrimination spatiale, et en toute cohérence, ils n'occupent qu'une place subordonnée dans la construction des territoires du risque. Raisonner la politique métropolitaine de Caracas en ces termes permettrait, non pas de s'inscrire dans l'idéologie de l'éradication ou du confinement des risques, mais dans la perspective d'une prise en compte des conditionnements des risques urbains et de leur intégration comme variable de développement ou de planification à une politique de la ville se déclinant du local au global.

Synthèse du Chapitre 6

Entre risque et fragmentation, marginalité ou justice socio-environnementale, on trouve des correspondances qui ne sont pas automatiques. Le risque n'est pas un facteur discriminant systématique de la géographie sociale. La reconstruction sociale à travers l'espace dont les risques urbains font l'objet, en revanche, nous en dit long sur l'écologie politique de la société étudiée, sur l'ordre socio-spatial et les relations sociales entretenues. La pertinence de l'étude des territoires de risque urbain au tournant du XXIe siècle est tirée d'une série de facteurs multiples, d'un contexte géographique, aux échelles spatiales et temporelles diverses. La crise des années 1980 et la montée de la thématique de l'insécurité s'inscrivent dans ce contexte. En plus d'un simple produit de l'époque – et des héritages du système socio-spatial – il s'avère que les territoires de risque interviennent aussi dans la production de l'espace social au titre d'un outil mobilisable. Qu'il s'agisse des pouvoirs publics, des individus ou des médias, la construction des territoires de risque implique de retenir de façon sélective des aspects matériels et immatériels qui répondent à des logiques étrangères aux seules situations de risque. C'est en ce sens que la géographie du risque est aussi une pratique de géographie générale, pouvant s'intéresser particulièrement aux rapports de force entre acteurs. De ce fait, les politiques de gestion de risque doivent s'envisager comme des politiques sociales et des politiques territoriales plus larges intégrant les différents aspects mis au jour par la modélisation du processus de territorialisation des risques urbains. Les mutations récentes des grandes villes latino-américaines intéressent ces situations au premier chef. Certains aspects sont généralisables à un modèle régional de mutation urbaine alors que d'autres critères (la polarisation politique, l'économie de rente ou même les « héritages naturels ») obligent à des études spécifiques (Pigeon, 2005).

Cet élargissement des réflexions sur le risque urbain aide à penser une géographie critique des risques (Pigeon, 2005) qui déconstruise les catégories socio-spatiales par l'étude des conditionnements ou du contexte géographique, et qui remette en question, dans le système socio-spatial étudié, les aspects essentialisés par un ordre que certains restreignent aux critères

politico-économiques (Harvey, 2001: X) là où il semble important de ménager une place aux facteurs géographiques et idéologiques.

CONCLUSION GENERALE

À la fin des années cinquante, quand j'ai commencé les recherches qui devaient déboucher sur la publication de De la souillure*, on pensait généralement que l'énergie nucléaire permettrait au monde d'atteindre définitivement la prospérité. C'est pourquoi on acceptait l'idée que seules les peuplades étudiées par les anthropologues faisaient un usage politico-légal du danger. La différence entre eux et nous apparaissait dès lors essentiellement comme un problème cognitif, une question d'identification des véritables causes des phénomènes. On pensait que la science avait vraiment changé notre perspective. Nous étions censés être capables de reconnaître les véritables dangers et d'identifier objectivement leurs causes en nous appuyant sur l'autorité d'expériences et de théories dûment validées. Le hasard, le mystère et la malveillance persistaient dans des recoins obscurs encore inexplorés par la science mais, en général, grâce à notre connaissance exacte de l'univers et à la puissance de notre technologie, notre logique d'accusation portait directement sur les causes réelles au lieu d'être biaisée par la fonction constitutionnelle qui était la sienne dans d'autres sociétés. Au fond, nous seuls étions capables d'accuser en connaissance de cause. Notre logique d'accusation était tellement bien garantie par son fondement objectif dans la connaissance qu'elle ne pouvait pas être récupérée par le travail sordide de l'idéologie.*

(Douglas, 2001 : 195)

Pour une approche systémique des risques urbains qui tend à l'interdisciplinarité

Traiter des territoires de risque urbain, en concevant le risque de façon générique, sans le conditionner à un type d'aléa ni à un type d'enjeu, c'est essayer de s'affranchir des approches sectorielles et d'opérer une lecture plus contextualisée et plus systémique, dans le temps et dans l'espace, de la réalité socio-spatiale urbaine. En privilégiant une approche plutôt qualitative et territoriale des systèmes de territoires urbains et des systèmes de risque urbain, nous avons taché d'interpréter les interactions complexes entre la société et son environnement, humain ou non humain, à différentes échelles et à différents stades du développement urbain. Grâce à un essai de géohistoire sélective et dans le cadre de l'écologie politique, les relations à l'autre, à l'autre chose, aux autres ou à l'ailleurs permettent d'identifier assez largement les termes de la construction des situations de risque à Caracas. La démarche qui porte sur différents facteurs de risque, contingents et structurels, contribue à analyser la matérialité des situations de risque, ainsi que l'accès à cette matérialité, à savoir la territorialisation. Ce processus consiste en une réappropriation du tangible et en une restitution de ce réel à travers l'espace des sociétés. Il permet de dépasser les difficultés d'une combinaison toujours imprécise entre l'aléa et la vulnérabilité, à travers l'exposition des enjeux ou la capacité de réponse. Le modèle proposé des territoires de risque urbain peut aussi définir un processus – le processus de territorialisation des risques – et a pour ambition, à travers la figure du territoire – matérielle et intangible, pratique et symbolique – de dépasser le biais de l'approche fragmentaire des risques urbains. Le choix de considérer le risque urbain de manière

générique, sans privilégier l'entrée par un aléa particulier s'en trouve ici justifié. L'aléa est alors incorporé dans un champ plus large de causalité, dans un ensemble plurifactoriel qui préside au risque urbain comme à la construction de la ville. Entre risque, société et espaces urbains, les rétroactions se multiplient, ce qui est causé peut aussi être causant. La ville, par sa complexité, la multiplicité de ses interactions ou l'intensification des flux, suscite autant qu'elle subit et modifie les situations de risque urbain. Le modèle de territorialisation des risques urbains proposé constitue un élément de réponse important à notre premier niveau de questionnement (présenté en introduction) relatif aux aspects épistémiques de la géographie des risques et à la manière de poser l'objet d'étude qu'est le risque urbain.

L'essai de géohistoire de Caracas a bien montré comment le rapprochement de la construction simultanée de la capitale et de la figure du risque urbain dans un contexte bien particulier aide à interpréter les situations. De même, l'examen de l'ordre socio-spatial de la société urbaine donne un sens à la reconstruction opérée autour du risque urbain et de son statut changeant, à travers les représentations et les pratiques territoriales. Il donne un sens aux territoires de risque urbain. Du fait de cette approche socio-centrée, la notion de territoire de risque urbain permet d'intégrer les différents aspects du risque incorporés au système socio-spatial urbain mais aussi de concevoir le risque comme un facteur de développement urbain. C'est en ce sens que l'on peut trouver des séries de réponses (mêlées) aux deux autres niveaux de questionnements posés dans l'introduction, l'un étant relatif, de manière générique, à la place du risque dans l'ordre socio-spatial urbain, l'autre, plus spécifique, faisant référence à la compréhension et à l'explication des dynamiques socio-spatiales de Caracas. L'enjeu à venir pourrait consister à faire la part des choses dans le domaine de la construction des risques urbains entre ce qui relève de caractéristiques continentales, et ce qui relève de spécificités locales.

Le caractère hétéroclite des différentes situations de risque, dont il a été donné quelques exemples dans le chapitre 1, trouve l'opportunité d'une synthèse à travers la reconstruction du contexte géographique et des aspects matériels et immatériels auxquels il préside. A la chronologie des étapes de développement urbain relatives aux fonctions de la capitale, à sa morphologie urbaine ou à sa composition socio-démographique, répondent des étapes d'ordre idéologique et politique en terme de vision de la ville et de conception des risques. La reconstitution d'un « contexte géographique » qui fait intervenir différentes échelles de temps et d'espace dans différents secteurs permet de même de donner du sens au « moment géographique » qu'est l'émergence du risque urbain dans la capitale vénézuélienne. Les conditions de risque urbain sont préparées dans la durée et font intervenir des particularités locales à travers notamment l'ordre socio-spatial de la ville, ou les questions de sites, ainsi que des tendances ou des caractéristiques communes à bien des pays du continent, comme les conséquences de la colonisation, les dynamiques démographiques, l'explosion urbaine ou la décennie perdue des années 1980. Caracas entre dans les tendances

lourdes du développement urbain continental tout en offrant des spécificités locales liées à l'exploitation du pétrole, à la trajectoire politique du pays dans la deuxième moitié du XXe siècle ou au contexte de forte polarisation politique actuel. Les territoires de risque urbain à Caracas sont ainsi porteurs d'une réalité spécifique, propre à un temps, à un lieu, à des relations avec l'environnement et à des formes particulières de l'ordre socio-spatial ; et de tendances structurelles caractéristiques d'un contexte culturel géohistorique régional.

Les interactions fondamentales entre les territoires et les risques portent sur la relation entre les aspects matériels et immatériels, ainsi que sur les processus de perception et restitution – reconstruction – du réel. Les représentations des risques urbains, si importantes pour les rapports à l'espace et les pratiques territoriales, font intervenir les principes de l'ordre socio-spatial chargé de valeurs, d'idéologie et de rapports d'influence entre différents secteurs de la société. Ainsi définis par des aspects matériels et immatériels d'un réel reconstruit à travers le filtre social d'un ici et d'un maintenant, les territoires de risque urbain apparaissent comme une construction sociale propre à une réalité donnée et sont significatifs du point de vue de la géographie sociale de la ville. Du reste, l'ouverture favorisée par l'analyse d'un contexte géographique élargi permet d'identifier certaines spécificités des situations de risque urbain qui échappent à la compétence du géographe, et de baliser les termes d'une approche coordonnée transdisciplinaire. Ainsi, le juriste peut intervenir au titre des modalités d'exercice de l'autorité publique dans les découpages politico-territoriaux du DMC, dans les implications de la législation nationale sur la gestion des risques ou dans la perspective de la justice environnementale. Le sociologue, quant à lui, pourrait compléter le travail présenté en explorant d'autres formes d'exercice de la domination dans le cadre d'un ordre socio-spatial urbain traditionnel qui ne fassent pas intervenir la catégorie spatiale comme instrument du rapport de force, mais qui contribuent à stigmatiser les mêmes secteurs de population dans la capitale vénézuélienne. Recouper les perspectives et approfondir certaines réflexions thématiques permettraient de vérifier nos hypothèses et de renforcer l'approche par le contexte géographique, adoptée dans ce travail, de la figure des territorialités de risque urbain à Caracas.

Le risque urbain s'inscrit dans le processus de production d'un espace urbain. Il ne fait pas simplement que s'y produire. Il porte les spécificités du système socio-spatial urbain et se construit dans les différentes temporalités qui affectent la ville, ses formes, sa démographie, son système de valeurs… Pour ces raisons, l'étude du risque urbain pousse à s'interroger plus largement sur le système socio-spatial qu'est la ville, et sur son inscription dans son environnement, avec ses déclinaisons sociales (corps social, domination, fragmentation), environnementales (intensification de l'urbanisation et des impacts), techniques (multiplication de l'équipement et perfectionnement de techniques plus vulnérables) ou économiques (intégration à des réseaux, dépendance à d'autres échelles…). Ainsi, le risque urbain fait référence à l'unité

fonctionnelle de la ville et, en plus de la distribution de menaces et de facteurs de vulnérabilité biophysique ou sociale, il est le fruit d'une série de représentations, de constructions, de valeurs sociales, de relations entre individus et entre groupes.

Pour définir le risque urbain, trois points nous semblent fondamentaux et irréductibles. D'une part, il relève de spécificités liées à la ville, telles que la densité, la complexité des interactions et leur sophistication, la qualité du site ou les héritages de son développement. D'autre part, les spécificités liées à l'échelle urbaine nous semblent aussi primordiales. Il peut s'agir de dépendances à l'égard d'autres villes du système de villes national, à l'égard des campagnes environnantes ou des fluctuations mondiales du marché de l'énergie. A ces spécificités scalaires s'ajoute enfin la dimension spatiale de l'ordre social urbain, à travers ses aspects économiques, politiques ou institutionnels. Ces aspects renvoient à des types de relations entre différents secteurs de la population urbaine qui font sens au moment de l'interprétation des territorialités de risque urbain telles qu'elles sont construites à Caracas. Traiter des spécificités scalaires de la ville ainsi que des éléments qui entraînent des perturbations dans l'ordre socio-spatial qui la définit, c'est se pencher sur les « conditionnements » du risque urbain. C'est s'interroger sur les spécificités d'un système socio-spatial à l'étude, à savoir Caracas, et se demander ce qui, dans cet ordre socio-spatial urbain, entraîne des situations de risque. En revanche, procéder à une approche sectorielle et rapprocher menace et vulnérabilité à différents endroits de la ville revient à analyser le risque dans la ville et à laisser de côté certains aspects de l'espace social.

Déplacer le questionnement permet de considérer le risque urbain à la fois comme un produit et comme un déterminant du système urbain, qu'il s'agisse des aspects matériels de la dimension spatiale des sociétés, ou des types de relations sociales pratiquées. N'est plus seulement risque urbain ce qui remet en question le fonctionnement d'un système socio-spatial, mais aussi ce qui remet en question l'ordre socio-spatial de la ville, que cet ordre soit menacé ou qu'on essaie de le préserver. C'est l'ordre urbain traditionnel qui devient aussi un enjeu des situations de risque.

C'est sur cet aspect des risques urbains, en plus des situations de risque tout à fait considérables qui impliquent nombre d'enjeux matériels, que nous avons voulu insister dans ce travail au moyen des territoires de risque (en s'inscrivant de front dans le deuxième niveau de questionnement dont il est question en introduction). Le processus de territorialisation fait intervenir considérablement les valeurs, l'idéologie et les représentations. Pour autant, bien que pourvue d'une forte dimension intangible, la mobilisation de la tension entre l'ordre et le désordre semble pertinente pour la réflexion sur le risque urbain. Du reste, à l'issue de plusieurs mois de terrain et de la reconstruction du contexte géographique local, il apparaît que ces territoires sont fondamentaux dans la compréhension de la géographie urbaine d'une capitale caractérisée par un contexte actuel de forte polarisation politique et par l'héritage d'inégalités socio-spatiales importantes. Ne pas se détourner des aspects immatériels des risques urbains, c'est

pratiquer une géographie sociale entière et donner toute sa place à l'approche de l'écologie politique.

Ainsi, les territoires de risques urbains sont des révélateurs de ces arrangements et fonctionnements de faits et de relations sociales et spatiales, matérielles et immatérielles dans la capitale vénézuélienne, en d'autres termes : de l'ordre socio-spatial urbain. De même, la perspective de la catastrophe est identifiée comme un « moment » dans le contexte géographique de la ville. Décontextualiser un accident, un dysfonctionnement, une catastrophe, c'est se priver des éléments nécessaires à leur compréhension.

Le risque urbain, produit social marqué dans le temps et dans l'espace : vers un modèle ?

Les territoires du risque relèvent des conditions de leur époque. L'approche de la construction progressive des risques et des territoires urbains permet de souligner, dans les territoires de risque, ce qui relève de caractéristiques du site, d'éléments contingents, mais aussi d'héritages urbains et sociopolitiques. Les traces du passé sont toujours vives dans le présent et participent directement, de façon pratique ou intangible, des situations actuelles. Les modalités de peuplement de la ville de Caracas définissent un régime d'accumulation des conditions de risque qu'il faut remobiliser au moment de pratiquer la géographie des risques. Les fortes inégalités socio-spatiales ou la précarité des conditions de vie de bien des citadins, depuis la colonie, continuent de façonner les conditions d'exposition et la capacité de réponse des populations aujourd'hui. La dichotomie entre un Est cossu et un centre et Ouest populaires est à nuancer dans la réalité, mais au cours des dernières décennies du développement urbain, elle a acquis une grande force dans les esprits et les représentations de l'espace urbain de chacun, et par conséquent aussi, dans les pratiques des territoires urbains et dans les reconstructions territoriales. On retrouve par exemple ce repère socio-spatial dans certains territoires de risque urbain.

Mais bien que le risque et la ville puissent être associés de longue date, l'émergence de la figure des risques urbains, identifiés comme problème social collectif, auquel on apporte de plus en plus des réponses individuelles, présente une chronologie à mettre en rapport étroit avec les mutations urbaines de la dernière moitié du XXe siècle. Les très forts taux de croissance qu'a connus Caracas participent de la concentration, des fortes densités, puis de l'étalement inévitable de la ville. De même, la complexification des relations, ainsi que leur intensification, participent de l'augmentation des dommages potentiels, mais aussi de l'exposition à une perturbation, sans parler des possibilités démultipliées de générer des menaces endogènes d'ordres divers. Ce développement qui devient significatif et très rapide à partir du milieu du XXe siècle contribue directement à l'augmentation « mécanique » des risques (par une augmentation des facteurs de vulnérabilité, de l'exposition, voire par la production d'aléas). Outre l'intensification de

l'urbanisation, l'évolution des relations qui s'opèrent entre les individus et avec leur environnement, outre le dépassement de seuils significatifs de fonctionnement urbain, du fait de la croissance démographique ou de l'étalement urbain et du recours nécessaires à des ressources toujours plus lointaines, la capitale vénézuélienne s'inscrit dans un processus accéléré de métropolisation dans le courant des années 1970. Ce phénomène de métropolisation, caractérisé, en plus des richesses et de la population, par la concentration des fonctions de commandement, va correspondre aux décennies noires de 1980 et 1990, années de déstructuration, de dérégulation, de recul de l'État et de détresse sociale. La perte de nombre de repères durant cette période de forte crise urbaine est contemporaine de l'émergence de la méfiance de l'autre, des inquiétudes liées à l'incertitude d'un avenir relativement stable jusqu'alors et des peurs liées à une insécurité montante. Pour Caracas, la fin des années 1980 a correspondu aux fortes mobilisations sociales et aux émeutes urbaines du *Caracazo*. A notre sens, c'est ce « moment » qui marque symboliquement le basculement du système urbain dans le régime des risques urbains, dans l'obsession de la méfiance, de la défiance, et de la mise à distance. L'irruption, sur la scène politique d'un public jusqu'alors oublié, voire nié, participe, pour beaucoup, du grand bouleversement de l'ordre socio-spatial urbain et de la consolidation de la figure alors non plus des risques en ville, mais bien des « risques urbains ». Du reste, l'étude des territoires de risque a bien montré combien les déterminants des situations de risque actuelles remontaient parfois jusqu'à la colonie, et combien, dans une faible mesure, ils relevaient des contingences du moment dans la capitale vénézuélienne. Le risque devient intrusif sur la scène urbaine dès lors que la fonction de régulation de l'État n'est plus opératoire.

En définitive, c'est la manière dont le risque est invoqué et dont il contribue à arbitrer des rapports sociaux entre différents secteurs de la population qui nous amène à l'envisager comme un instrument de domination – ou de subversion. En mobilisant la figure des territoires et du risque, un discours est porté sur l'espace urbain et sur les citadins, qui contribue à renforcer un ordre – ou à le contester – sans plus d'arguments que la cause unanimiste de la réduction du risque. A nouveau, les discours évoluent avec les époques, et il nous semble ici que si au début du XXe siècle, c'est le discours hygiéniste qui servait à légitimer l'éradication des logements insalubres et de leurs occupants (Rivière d'Arc, 2006 : 205), au tournant du XXIe siècle, c'est le risque urbain, parmi quelques autres notions *a priori* universelles, qui peut servir un discours excluant et paradoxalement anti-urbain. En effet, si faire ville c'est multiplier les interactions entre éléments divers, l'émergence du « risque urbain » correspond à la crise de cette définition, à la fois du point de vue de l'hétérogénéité et de celui de la « mise en relation ».

La ville du risque est celle de l'interruption, de la méfiance, de la crise des espaces publics, de l'enfermement et de la suspicion comme de la surveillance. La mobilisation de la catégorie spatiale des territoires rend visible y compris l'invisible, à savoir les peurs, le racisme, l'affection

prononcée pour l'entre-soi ou toutes ces autres formes de relations sociales retravaillées par un ordre urbain en mutation. Limiter le territoire aux formes visibles, c'est aussi l'amputer de parties essentielles à sa constitution et à son fonctionnement. Par conséquent, les territoires du risque urbain sont l'expression dans l'espace social urbain des mutations urbaines des dernières décennies et de la montée des incertitudes et des peurs des citadins ainsi que de la déstructuration des systèmes urbains, marquée notamment à Caracas par un recul prononcé de l'État à la fin du XXè siècle.

Pour éclairer la thématique des risques urbains, la géographie permet de mobiliser l'espace comme catégorie d'explication des relations sociales. Le risque, construit social, passe par des catégories spatiales. L'espace est à la fois support, produit et ressource. La géographie a un discours pertinent à donner sur ces trois dimensions des risques, chacune ne pouvant être évaluée en ignorant l'autre. A travers le territoire et la richesse du dialogue entre les dimensions matérielles et immatérielles, les risques urbains peuvent être lus dans leur complexité. Mais la géographie critique des risques s'inscrit aussi dans la distance que l'on doit prendre sur la construction même de l'objet d'étude et des catégories d'analyse. C'est là tout une façon de poser le sujet et de s'interroger à son propos. En rejoignant l'écologie politique, et au-delà des catégories d'aléas, d'enjeux et de capacité de réponse, elle tend à postuler que les relations à l'environnement – humain ou non-humain – sont directement constitutives des systèmes socio-spatiaux mais aussi spécifiques de ces systèmes socio-spatiaux. La distinction ville – environnement devient alors arbitraire, dépendant des contextes culturels et idéologiques, sociaux et politiques. A travers une telle approche du risque, la géographie occupe une place stratégique dans une analyse environnementale (écologique) des systèmes socio-spatiaux qui s'affranchit de la rigidité des postulats rationalistes. Ajoutons que s'affranchir de « la rigidité des postulats rationalistes » ne revient pas à se départir de la matérialité. Ainsi, devant des inondations ou des glissements de terrain chroniques dans Caracas, l'idée n'est pas de se demander si l'on peut dire « ceci n'est pas un glissement de terrain », mais plutôt de dépasser l'alternative dialectique simple (« est » ou « n'est pas ») et de s'interroger de manière systémique sur les tenants et aboutissants pratiques et symboliques de l'accident, sur l'endroit et le moment de l'occurrence, sur les secteurs de population touchés et leur place dans l'ordre socio-spatial urbain… Et c'est en ce sens que l'analyse des territorialités de risque urbain à Caracas nous paraît contribuer à poser une herméneutique nécessaire de la catégorie des risques urbains.

Mobiliser les territoires du risque urbain pour lire l'espace social de Caracas

A travers les territoires de risque urbain on retrouve certains éléments de l'espace social caraquénien qui nous ont permis d'alimenter le troisième et dernier niveau de questionnement. La lecture différenciée de l'espace urbain est par exemple mise en évidence par des ordres de priorité

différents en terme de risque, du reste, sans liens systématiques avec les conditions objectives d'exposition. La pauvreté et les conditions de précarité restent un problème de fond, et le sceau du risque (comme de la marginalité ou de la précarité) rajoute au stigmate de ces situations. Le risque est résolument une construction sociale qui recoupe certains aspects d'une réalité sociale avérée (ségrégation, mise à distance, défi politique, repli communautaire…). En outre, la maîtrise du risque s'inscrit comme un principe unanimiste, foncièrement fédérateur, et relayé par les institutions internationales. De là, on peut opérer une lecture géopolitique et interpréter le risque urbain à Caracas comme un instrument qui permet de rationaliser des attitudes ségrégationnistes ou littéralement « anti-sociales ».

Le risque urbain, intrinsèquement lié au développement de la ville, occupe une place, dans l'ordre socio-spatial, qu'il est important de saisir dans toute sa complexité. Comment s'opèrent les arbitrages, quels sont les aspects et les territoires mis en avant, quels sont les effets masqués ou indésirés de l'action publique ou de la gestion des risques… ? En rentrant dans le risque urbain par le territoire, on peut se poser des questions qui relèvent de la géographie des risques tout autant que de la géographie sociale ou de la géopolitique urbaine de Caracas, et faire émerger le régime de l'invisible, qui dépasse les aspects matériels de l'aléa, des enjeux ou de la capacité de réponse dans la capitale vénézuélienne.

La vulnérabilité liée aux situations de risque urbain apparaît ainsi comme une variable structurelle, et non pas seulement contingente, qui caractérise les populations considérées, non seulement en termes d'enjeux, d'exposition et de capacité de réponse, mais aussi dans le cadre de leur position dans l'ordre socio-spatial urbain. Le sujet vulnérable peut renvoyer à la fois au sujet exposé et fragile, et au sujet dominé. Ce double aspect de la vulnérabilité, cependant pas systématique, est corrélatif du sens porté par les territoires de risque urbain dans une lecture plus contextuelle.

En outre, les possibilités de gestion des risques à Caracas en font un enjeu de gouvernance urbaine. La polarisation politique propre au contexte vénézuélien présente certaines correspondances dans le domaine des risques et de leur gestion. Les deux tendances qui s'affrontent en terme de législation sont aussi porteuses de deux conceptions différentes de gestion urbaine et de prise de décision. L'émergence de figures de gestion communautaire sous l'ère chaviste s'inscrit en réaction à l'individualisation de stratégies destinées à répondre au recul de l'État à partir des années 1980. Les comités de risque et de sécurité, conformes aux principes de la participation directe et active, ne sont encore que des espaces de prise de décision et de gestion à institutionnaliser. Ils sont censés appartenir à la sphère d'influence de conseils locaux : les conseils communaux qui, eux, bénéficient d'un fort volontarisme de la part des pouvoirs publics et d'une mobilisation populaire conséquente. Beaucoup d'interrogations planent autour de ces nouvelles figures de gestion, alors que le bilan dans d'autres domaines est nuancé. Si l'on tient compte du sens porté par le risque urbain en terme d'ordre social, et de ce qu'il implique en

terme de gestion urbaine, on mesure toute la rupture que l'association étroite des populations à la planification et à la gestion des risques locaux peut représenter. A cette date, rien n'est encore concrétisé, mais l'horizon de ces possibles oblige à poser l'étude des risques urbains, de leur gestion ou de la recherche de la résilience, en terme d'innovation dans les politiques territoriales, de revendications sociopolitiques, et quoi qu'il en soit, d'émergence de nouveaux acteurs qui comptent dans la décision : autant de perturbations pour un ordre socio-spatial urbain traditionnel en mutation. A la politisation des inégalités pourrait faire suite une forme de socialisation du risque urbain.

De fait, l'examen approfondi de Caracas, assorti de cas ponctuels de différentes grandes villes régionales, a permis de progresser dans le cheminement de la réflexion théorique, mais aussi dans celui de la compréhension du Venezuela contemporain et de la capitale de ce pays parmi les plus urbanisés. Les dynamiques urbaines, politiques et sociales actuelles y sont parmi les plus exacerbées du continent. Les inégalités structurelles y restent criantes, les situations de détresse et les conditions de vulnérabilités toujours d'actualité. La « grande Caracas » présente près de 5 millions d'habitants et, malgré l'initiative du début des années 2000, doit affronter de grands défis de gouvernance du fait d'un découpage territorial problématique. La très forte polarisation politique nationale (mais aussi dans les territoires de la capitale) a fait émerger nombre de questions afin d'expliquer la trajectoire d'un pays et d'une ville il y a quelques décennies encore bon élève du Nord en terme politique tout du moins. L'existence de crises apparemment inattendues (mais pas imprévisibles), à l'image de la crise argentine du début des années 2000, poussent à réfléchir, bien au-delà, aux situations de risque et aux modalités de construction des crises. Les arguments développés sur les périodes les plus lointaines pour Caracas partent toujours de questions qui émergent du présent, de l'état et des dynamiques des territoires urbains. La politisation actuelle de la plupart des questions sociales et la radicalisation des positions adoptées renvoient une image exacerbée de la ville, de son fonctionnement, de ses situations de risque. On a pu alors concevoir Caracas comme un observatoire privilégié, au risque d'être caricatural, des dynamiques urbaines récentes liées au territoire du risque urbain.

Une telle étude, au-delà des émeutes du *Caracazo* et de la « ville-monstre » ou ingérable, permet de replacer la ville de Caracas et le Venezuela du président controversé Chavez dans des échelles qui dépassent le périmètre strict de la ville et l'actualité. Dans une atmosphère polémique et souvent disqualifiante, cette mise en perspective relative à la construction des situations de risque nous semble de première importance. Ainsi, au-delà des discours simples, on a pu juger de l'importance des structures coloniales dans l'organisation de l'espace urbain, dans ses aspects les plus tangibles (liés au foncier, par exemple), mais aussi dans ses aspects immatériels (liés à certaines formes de racisme ou au mépris social). La lecture en terme d'ordre socio-spatial s'avère être aussi un bon outil de la compréhension du système socio-spatial urbain. Outre les héritages

coloniaux divers, ceux de l'indépendance ou de la période républicaine, d'autres influences culturelles, politiques ou économiques marquent fortement la ville de Caracas aujourd'hui. Sans que le but ait été de faire une monographie de la capitale, l'étude des risques urbains a révélé toute l'importance de distinguer les facteurs externes et internes, les plus anciens et les plus actuels. La conversion de l'économie d'un pays à la marge des colonies, à celle d'un producteur de pétrole parmi les plus importants au monde a correspondu à des mutations profondes et qui semblent irréversibles dans bien des aspects de la capitale et du Venezuela. Pour autant, cette véritable révolution qui s'étale sur quelques décennies au XXe siècle a pu éblouir plus qu'elle n'a aidé à comprendre. L'émergence du chavisme à la fin du XXe siècle n'est que l'écume d'une vague qui entraine les mutations progressives et de fond du pays et de la ville. La géographie sociale actuelle et la géopolitique urbaine de Caracas, des espaces urbains fortement ségrégés malgré une intense marqueterie du paysage bâti, une redistribution de la rente sélective et des conditions de vie fluctuantes sont autant d'aspects qui ne prennent de sens pour comprendre l'ordre urbain qu'à travers le recours à une géohistoire sélective, orientée ici vers la problématique des risques urbains. Le choix de Caracas pour traiter ce thème est d'autant plus justifié qu'outre la confirmation de ces interrogations comme questions sociales majeures, la Caracas du début du XXIe siècle, dans le Venezuela de Chavez, est la ville de toutes les spéculations, de tous les risques. Cela peut aller du risque sociopolitique aux risques socio-naturels, du risque géopolitique – dans ses relations avec le voisin colombien notamment – aux risques liés à sa participation directe au marché global de l'énergie, du risque-pays pour les entreprises au risque que représente un discours – et certaines décisions politiques – en rupture avec un ordre international qui préside jusqu'alors à l'ordre de la globalisation.

Il semblait donc fondamental, pour toutes ces raisons, à la fois locales et globales, thématiques et théoriques, d'ouvrir ce champ de réflexion en partant du terrain et des situations, telles qu'elles apparaissent et qu'elles sont construites, et sans présumer de ce que la ville et le pays devraient être, ni de savoir s'ils correspondent aux catégories qui fonctionnent ou aux « meilleures pratiques ». Vouloir étudier une ville comme Caracas dans le champ des sciences sociales, c'est bien sûr s'exposer au risque de ne pas parvenir à s'extraire d'un modèle critique qui hypothèque dès le départ la possibilité de comprendre, et pousse à juger ou à justifier, dans le champ des militants. Mais la pertinence des sciences humaines est à ce prix, mélange de motivation, d'opportunité et de déontologie, qui essaie, dans notre cas, d'apporter des clés de lecture qui permettent d'entrer dans le monde à travers l'œil du géographe. Réduire la complexité des situations, offrir des pistes d'explications, des cheminements pour la réflexion et de possibles interprétations, voilà autant d'ambitions pour ce travail qui s'est employé, en plus des risques urbains, à rendre la ville de Caracas plus intelligible et moins « exotique » sans doute, mais quoi

qu'il en soit, plus consistante dans l'esprit du lecteur qu'un simple mauvais rêve de touriste anxieux.

Enfin, au vu des différents facteurs de risque soulevés dans l'analyse du contexte géographique de Caracas, on peut se demander dans quelle mesure les politiques sociales peuvent correspondre à des politiques de gestion de risque. Dans quelles mesures les nouvelles modalités de gouvernance urbaine, et particulièrement de gestion locale du risque, pourraient modifier l'ordre urbain de la capitale vénézuélienne, et par conséquent, le régime des vulnérabilités ? Il faut s'interroger sur ces horizons, car ils relèvent des facteurs structurels mis en avant dans l'étude et la géohistoire des situations de risque urbain. Cependant, rien n'est encore sûr à Caracas. Socialiser le risque consisterait à l'envisager comme une variable de développement, à inclure une série d'acteurs aux intérêts divergents, et à prendre des distances vis-à-vis d'une lecture instrumentale qui sert un ordre urbain fragmentaire, par conséquent « anti-social ». C'est là véritablement tout un programme pour révolutionner la gestion du risque urbain.

Enseignements et perspectives de la réflexion sur les risques urbains à Caracas

Du fait des tendances régionales qui caractérisent Caracas en tant que métropole d'Amérique latine, il est possible de poser les bases, certes hyptohétiques, d'un modèle de construction des risques urbains à travers le contexte géographique des grandes villes d'Amérique latine. La plurifactorialité des risques urbains, incluant la façon de gérer les situations mais aussi la façon de poser le problême d'un point de vue pratique ou académique, rend nécessaire une position plus ouverte aux causalités non linéaires et d'ordre divers. Il serait intéressant de développer cette approche de la construction des risques urbains à travers les territoires de manière comparative entre différentes métropoles du continent américain, afin de confirmer ou d'infirmer les grandes étapes de leur émergence, les décalages entre contextes et les spécificités supposées qui distinguent par exemple une Amérique du nord d'une Amérique latine (voire hispanophone et lusophone, ou même néerlandophone).

Du fait des spécificités de Caracas, il a semblé plus aisé de dégager la fluctuation des relations entre la ville et les sociétés urbaines d'un côté, et l'environnement de l'autre. Les dommages causés peuvent devenir causant d'autres phénomènes, et le système de valeurs changeant qui s'articule autour des relations entre société et nature aide à mettre le doigt sur ce rapport évolutif important à prendre en compte dans la perspective des risques urbains et de leur gestion. De même, le contexte de forte polarisation politique a servi à mettre en évidence le risque urbain sous la forme d'un instrument, dans le cadre d'une géopolitique de la ville particulièrement tendue au tournant du XXIe siècle. La place du risque dans l'économie des populations urbaines, dans le rapport à l'autre, dans la reproduction ou la contestation d'un ordre socio-spatial urbain nous semble consubstantielle de la gouvernance urbaine actuelle et de l'émergence même de la figure des risques urbains comme problème social au cours des dernières décennies du XXe siècle à Caracas.

L'étude du risque urbain ne peut faire l'économie d'un contexte local, régional et global. L'approche par les territoires de risque l'a bien montré. De même, la plurifactorialité intervient dans la géographie des risques, au titre des facteurs d'explication ainsi qu'au titre du statut des risques. En effet, ces derniers sont aussi bien des indicateurs, des produits, des facteurs d'explication que des instruments de l'ordre urbain de Caracas. C'est donc plutôt une approche complexe et proche du terrain que rigoureusement rationaliste et techniciste qu'il nous semble nécessaire d'adopter pour saisir la territorialité des risques urbains et toute la place qu'ils occupent dans l'ordre socio-spatial de la capitale vénézuélienne. Reste à nouveau à systématiser ces principes. De la même manière que pour la modélisation d'un chronosystème régional de production des risques urbains, et sans présumer de spécificités locales, il semble intéressant de s'employer à repérer les principaux mécanismes, matériels et immatériels, les différentes temporalités, logiques d'acteurs ou rapports de force qui interviennent dans la construction des territoires de risque de manière générale. Peut-être trouvera-t-on là une façon pertinente d'approcher la question du risque et de dépasser les blocages théoriques de réflexions qui achoppent souvent sur la combinaison énigmatique « aléa * vulnérabilité ».
La mise en perspective critique que permet l'approche géographique proposée aboutit au questionnement des sujets d'étude, de la manière de les poser, et des catégories normatives employées comme outils d'analyse ou objectifs à atteindre. En plus du double mandat de la géographie (November, 2002), le double défi de la géographie du risque consiste alors en la compréhension du réel et en la réduction de l'incertitude d'une part, et en la posture épistémologique, la manière de poser les termes du sujet, de les raisonner, et d'articuler la complexité des relations des sociétés à leur environnement d'autre part. Plus qu'un « problème cognitif », c'est un problème épistémique qui nous semble concerner les études géographiques du risque.

Pour la grande ville qu'est Caracas, les défis que posent les mutations urbaines, les évolutions globales qui se présentent dans le dernier tiers du XXe siècle, mais aussi les propres conditions du développement urbain, se traduisent par des situations de « risque urbain » au tournant du XXIe siècle qui émergent comme des questions socio-spatiales impérieuses. En l'occurrence, l'hétérogénéité des secteurs touchés, des types de risque ou des types de populations considérées parait lourde d'enseignements. Ces situations sont à leur tour autant de défis à la gestion et aux « stratégies des grandes métropoles », et particulièrement à une gouvernance urbaine qui se veut participative, juste et dans notre cas, « socialiste ». En plus de la gestion de l'incertain ou de l'aléatoire pour la Caracas du début du XXIe siècle, les questions se posent aussi pour les modalités de gouvernance, qui restent à inventer, d'un espace urbain par définition complexe et pétri d'acteurs et d'enjeux fort hétérogènes, mais innovant et sous le coup d'une actualité bouillonnante et trop souvent polémique.

BIBLIOGRAPHIE

AKRICH Madeleine et MEADEL Cécile, 1998, « La représentation des risques urbains, les technologies de surveillance comme outil d'analyse », 33-46, dans ANSIDEI Michèle (Dir.), DUBOIS Danièle (Dir.), FLEURY Dominique (Dir.) et MUNIER Bertrand (Dir.), *Les risques urbains.. Acteurs, systèmes de prévention*, Anthropos, Paris, 278p.

ALÈS Catherine et POUYLLAU Michel, 1992, « La conquête de l'inutile. Les géographies imaginaires de l'*El Dorado* », 271-308, dans *L'Homme*, Vol. 32, numéro 122-124.

ALMANDOZ Arturo (Coord.), 2002, *Planning Latin America's capital cities, 1850-1950*, Routledge, London, 282p.

ALMANDOZ Arturo, 2000, « The Shaping of Venezuelan Urbanism in the Hygiene Debate of Caracas, 1880-1910 », 2073-2089, dans *Urban studies*, Vol. 37, numéro 11.

ALÓ PRESIDENTE, 2005, Programme numéro 212, Salón Ayacucho – Palacio de Miraflores, 13 février 2005. Disponible sur Internet: http://www.mre.gov.ve/Noticias/Presidente-Chavez/Alo-Presidente2005.htm

ALTEZ Rogelio, 2006a, *El desastre de 1812 en Venezuela: sismos, vulnerabilidades y una patria no tan boba*, Fundación Empresas Polar, Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, 522p.

ALTEZ Rogelio, 2006b, « Modelos en colapso. Perspectiva histórica sobre la crisis del viaducto 1 en la autopista Caracas – La Guaira », 23-48, dans *Cahiers des Amériques Latines*, dossier spécial *Venezuela : portrait d'une société au quotidien*, 2006 /3, n°53, IHEAL, Paris.

ALTEZ Yara, 1996, *La participación popular y la reproducción de la desigualdad,* Universidad Central de Venezuela, CDCH, Caracas, 90p.

AMAYA Florinda, 1987, *La conception du logement social et la production capitaliste du logement à Caracas*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Paris I, 422p.

AMAYA HERNÁNDEZ Carlos Andrés, 1990, *Dinámica de crecimiento de las ciudades venezolanas 1950-1981, un enfoque geográfico*, Colegio de geógrafos de Venezuela, Mérida, 114p.

ANSIDEI Michèle (Dir.), DUBOIS Danièle (Dir.), FLEURY Dominique (Dir.) et MUNIER Bertrand (Dir.), 1998, *Les risques urbains. Acteurs, systèmes de prévention*, Anthropos, Paris, 278p.

ANTIER Gilles, 2005, *Les stratégies des grandes métropoles. Enjeux, pouvoirs et aménagement*, Armand Colin, Paris, 253p.

ANZOLA NIEVES Aurora, 2003, « La política territorial en el marco jurídico institucional », 5-22, dans *COMPENDIUM*, numéro 11, Año 6, Décembre 2003, Barquisimeto. Disponible sur Internet : http://www.ucla.edu.ve/dac/compendium/Revista11/01-Aurora-2.pdf

APARICIO FLORIDO José Antonio, 2004, « El cálculo del riesgo aplicado a la protección civil », Protection civile d'Andalousie. Disponible sur Internet: http://www.proteccioncivil-andalucia.org/Documentos/CalculoRiesgo.htm

ARELLANO MORENO Antonio, 1972 (1967), *Caracas, su evolución y su régimen legal*, deuxième édition, EDIME, Caracas, 301p.

ARENAS Nelly, GOMEZ CALCAÑO Luis, 2006, « Los círculos bolivarianos: el mito de la unidad del pueblo », 363-388, dans CARRERA DAMAS Germán (Coord.), LEAL CURIEL Carole (Coord.), LOMNÉ Georges (Coord.) et MARTINEZ Frédéric (Coord.), *Mitos políticos en las sociedades andinas: orígenes, invenciones y ficciones*, Universidad Simón Bolívar, Université de Marne la Vallée, IFEA, Caracas, 420p.

ASCANIO Carolina, 2002, « La prevención y la gestión del riesgo en el municipio Baruta-Área Metropolitana de Caracas, Venezuela », 19-24, dans *III coloquio sobre microzonificación sísmica – Serie técnica número 1*, Caracas.

ASCANIO Alfredo, 1989, « Política de renovación urbana en un gobierno de transición, el caso de la reurbanización de El Silencio », 91-103, dans *Argos*, numéro10, Caracas.

ASCHAN-LEYGONIE Christina, 2000, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », 64-77, dans *Espace géographique*, 1-2000.

ASSIDON Elsa, 2002, *Les théories économiques du développement*, La Découverte, Repères, Paris, 123p.

AUGÉ Marc, 1992, *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Seuil, Paris, 149p.

AURIAC Franck (Dir.) et BRUNET Roger (Dir.), 1986, *Espaces, jeux et enjeux*, Fayard, Paris, 343p.

AYALA-CARCEDO Francisco (Coord.) et OLCINA SANTOS Jorge (Coord.), 2002, *Riesgos Naturales*, Ariel Ciencia, Barcelona, 1512 p.

BABY-COLLIN Virginie, 2005, « Les villes », 235-268, dans *L'Amérique latine*, CNED – SEDES, Paris, 365p.

BABY-COLLIN Virginie, 2001, « Les *barrios* de Caracas ou le paradoxe de la métropole », 109-128, dans PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France (Coord.), « Dossier métropoles d'Amérique Latine : de l'espace public aux espaces privés », 15-137, dans *Cahiers des Amériques Latines*, 2000/3, numéro 35, IHEAL, Paris.

BABY-COLLIN Virginie, 2000, *Marginaux et citadins, construire une urbanité métisse en Amérique latine,* Thèse de doctorat en géographie, Université de Toulouse 2, 620p.

BABY-COLLIN Virginie et ZAPATA Emiliano, 2006, « Caracas, entre métropolisation et fragmentation urbaine », Géoconfluences. Disponible sur Internet : http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/typespace/urb1/MetropScient2.htm

BAILLY Antoine (Dir.), 2005 (1984), *Les concepts de la géographie humaine*, Armand Colin, Paris, 333p.

BAILLY Antoine (Dir.), 1996, *Risques naturels, risques de sociétés*, Economica, Paris, 103p.

BAILLY Antoine, 1994, « Enseigner les risques naturels », 173-185, dans CHAM'S, *Enseigner les risques naturels, pour une géographie physique revisitée*, Anthropos, Paris, GIP Reclus, Montpellier, 227p.

BAILLY Antoine, 1993, «Le risque épidémiologique, un facteur oublié de la prospective urbaine», 281-283, dans *L'Espace Géographique*, 1993 Vol. 3.

BAKONY Maria (Org.), HUSSY Jocelyne (Org.), HUSSY Charles (Org.), MOESCHLER Pierre (Org.), RACINE Jean-Bernard (Org.) et TSCHOPP Peter (Org.), 2002, *La territorialité, une théorie à construire*, Colloque du 28 septembre 2001 en hommage à Claude Raffestin, *Cahiers Géographiques* numéro 4, Genève, 270p.

BALANDIER Georges, 2006 (1992), *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, Paris, 248p.

BALDO AYALA Josefina et VILLANUEVA BRANDT Federico, 1995, « Los *barrios*, problemas y soluciones », dans IMBESI Giuseppe (Comp.) et VILA Elisenda (Comp.), *Caracas, memorias para el futuro*, Gangemi Editore, Roma, 295p.

BAREL Yves, 1986, « Le social et ses territoires », 129-139, dans AURIAC Franck (Coord.) et BRUNET Roger (Coord.), *Espaces, jeux et enjeux*, Fayard, Paris, 343p.

BARRIOS Sonia, 2001, « Áreas metropolitanas ¿Qué ha cambiado? La experiencia de la Caracas Metropolitana », 59-86, dans *EURE*, Santiago du Chili, mai 2001, Vol.27, numéro 80. Disponible sur Internet : http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0250-71612001008000004&script=sci_arttext

BARTLEY Kim (Réal.) et O'BRIAN Donnacha (Réal.), 2003, *La revolución no será transmitida* (Titre oirignal: *Chávez: Inside the Coup*), produit en association avec le Irish Film Board (NPS & COBO, RTE, BBC, ZDF/ARTE, YLE). Site officiel disponible sur Internet: http://www.chavezthefilm.com/index_ex.htm

BECK Ulrich, 2001 (1986), *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, Ulrich Beck, Flammarion, Paris, 521p.

BERMUDEZ MATAMOROS María Mercedes, 1999, *Riesgos tecnológicos en la zona industrial La Yaguara-Caracas: implicaciones en su entorno urbano*, Tesis de grado en geografía, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Humanidades y Educación, Caracas, non publié, 123p.

BERNARDO NUÑEZ Enrique, 2004 (1947), *La ciudad de los techos rojos*, Monte Avila, Caracas, 269p.

BIRKMANN Jörn, 2006, « Measuring vulnerability to promote disaster-resilient societies: Conceptual frameworks and definitions », 9-54, dans *Measuring vulnerability to natural hazards. Towards disaster resilient societies*, BIRKMANN Jörn (Ed.), UNU-EHS, Tokyo, New-York, Paris, 524p.

BOLÍVAR Teolinda, 2002, « Algunos obstáculos que han impedido la regularización jurídica de los barrios venezolanos », 69-72, dans *Urbana* Vol. 7, numéro 30, Caracas.

BOLÍVAR Teolinda, 1995, « Construction et reconnaissance des barrios urbains du Venezuela », 80-87, dans *Les annales de la recherche urbaine,* numéro 66, Paris.

BOLÍVAR Teolinda, 1986, *La production du cadre bâti à Caracas : un chantier permanent*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Paris Val-de-Marne, 667p.

BOUILLANT François, 2003, « Michel Foucault, penseur de l'espace », Université Lille 3. Disponible sur Internet : http://1libertaire.free.fr/Foucault49.html

BOZONNET Jean-Paul, 1994, « L'imaginaire social de la catastrophe. Eléments de réflexion », 21-43, dans CHAM'S, *Enseigner les risques naturels, pour une géographie physique revisitée*, Anthropos, Paris, GIP Reclus, Montpellier, 227p.

BRET Bernard, 2005, « Les notions d'intégration et de fragmentation, approche géographique », 387-392, dans *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 2005-4, Paris.

BRICEÑO DE ALFARO Olga, 1993, *Bajo esos techos rojos*, Monte Avila Edición, Caracas, 223p.

BRICEÑO LEÓN Roberto, 2005, « Violencia interpersonal: Salud pública y Gobernabilidad », 649-663, dans MINAYO DE SOUZA Maria Cecília (Org.) et COIMBRA Jr. Carlos E. A. (Org.), *Criticas e aguantes. Ciencias sociais e humanas em saúde na América Latina*, FIOCRUZ, Rio de Janeiro.

BRICEÑO LEÓN Roberto, 1999, « Violencia y desesperanza. La otra crisis social de América Latina », 122-132, Dans *Nueva Sociedad*, numéro 164, Novembre – Décembre.

BRICEÑO LEÓN Roberto, CAMARDIEL Alberto et ÁVILA Olga, 2002, « Violencia y actitudes de apoyo a la violencia en Caracas », 205-233, dans CARRIÓN Fernando (Ed.), *Seguridad ciudadana ¿Espejismo o realidad?*, FLACSO – OPS/OMS, Quito.

BRISSEAU LOAIZA Jeanine, 1982, *Le Venezuela*, Presses Universitaires de France, 'Que sais-je ?' numéro 2010, Paris, 127p.

BRITO FIGUEROA Federico, 2000, *Historia económica y social de Venezuela*, edición Biblioteca Caracas, Tomo 1, 346 p.

BRITO FIGUEROA Federico, 1982, *El cuadro histórico de la propiedad territorial en las colonias hispanoamericanas*, Universidad Santa María, Taller de investigaciones hispanoamericanas, Caracas, 20p.

BRITO FIGUEROA Federico, 1973, *El problema tierra y esclavos en la historia de Venezuela*, edición Estado Aragua, 354p.

BRITO G. A., 1989, *El impacto ecológico del proceso de urbanización en el AMDC,* Tesis de grado en economía, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 192p.

BRUNET Roger, FERRAS Robert et THERY Hervé, 1993 (1992), *Les mots de la géographie*, Reclus, Montpellier, La Documentation Française, Paris, 518p.

BUITRAGO SEGURA Luis, 1980, *Caracas la horrible*, El Ateneo de Caracas, Caracas, 181p.

BURTON Ian, KATES Robert W., WHITE Gilbert F., 1978, *The environment as hazard*, Oxford University Press, New York, 240p.

CAMACHO Carlos, 2006, « La educación ambiental; perspectiva histórica de la colonialidad del conocimiento para definir y caracterizar la identidad y la cultura latinoamericana », 601-610, dans *Educere*, Octobre-Novembre-Décembre, Año 11, número 35, Mérida. Disponible sur Internet: http://www.scielo.org.ve/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1316-49102006000400005&lng=pt&nrm=iso&tlng=es

CAPRA Fridjof, 2003 (1996), *La toile de vie, une nouvelle interprétation scientifique des systèmes vivants*, Editions du Rocher, Monaco, 373p.

CAPRILES Mercedes, 1985, *Ciudad Losada : une réponse à la croissance urbaine de Caracas*, Thèse de doctorat en géographie, IHEAL – Université de Paris 3, 312p.

CARDENAS Luis A., 2000, « Análisis del fenómeno ocurrido en el litoral venezolano en diciembre de 1999 », dans *Revista bibliográfica de geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, numéro 213. Disponible sur Internet: http://www.ub.es/geocrit/b3w-213.htm

CARDENAS Luis A., CARPIO CASTILLO Rubén et ESCAMILLA Francisco, 2000, *Geografía de Venezuela*, Fondo Editorial de la Universidad Pedagógica Experimental Libertador y Fundación Programa de Formación Docente, Caracas, 452p.

CARIOLA Cecilia, LACABANA Miguel, 2001, « La metrópoli fragmentada: Caracas entre la pobreza y la globalización », 9-32, dans *EURE*, Vol.27, numéro 80, Santiago du Chili. Disponible sur Internet : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/196/19608002.pdf

CARRETERO PASIN Angel Enrique, 2003, « La réaction sociale face à la catastrophe. Une interprétation des réponses communautaires devant une crise écologique », 91-103, dans *Sociétés*, Vol.3, numéro 81.

CARRIÓN Fernando (Ed.), 2002, *Seguridad ciudadana ¿Espejismo o realidad?*, FLACSO – OPS/OMS, Quito, 525p.

CASTEL Robert, 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil, Paris, 95p.

CASTILLO D'IMPERIO Ocarina, 1990, *Los años del buldózer. Ideología y política, 1948-1958*. Editorial Tropykos, Caracas, 228p

CEDEÑO GONZÁLEZ Angélica, 1984, *Estructura espacial del AMDC año 1966*, Tesis de grado en geografía, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 147p.

CEPAL, 2002, *Vulnerabilidad socio-demográfica: Viejos y nuevos riesgos para comunidades, hogares y personas*, vigésimo noveno período de sesiones, Brasilia, 38p.

CHADULE, 1997 (1970), *Initiation aux pratiques statistiques en géographie*, quatrième édition, Armand Colin, Paris, 203p.

CHALINE Claude et DUBOIS-MAURY Jocelyne, 1994, *La ville et ses dangers : prévention et gestion des risques naturels, sociaux et technologiques*, Masson, Paris, 247p.

CHAMPAGNE Patrick, 1990, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Editions de Minuit, Paris, 290p.

CHARDON Anne-Catherine, 1997, « La percepción del riesgo y los factores socioculturales de vulnerabilidad », 11-34, dans *Desastres y sociedad*, numéro 8, Año 5.

CHIVALLON Christine, 2004, « Débattre autour du postmodernisme : commentaires de textes choisis », 43-58, dans *Espace Géographique*, 2004-1.

CILENTO SARLI Alfredo, 2002, « Sobre un plan nacional de desarrollo urbano y vivienda », 7-11, Urbana numéro 30, Caracas.

CILENTO SARLI Alfredo, 1995, « Vulnerabilidad metropolitana: el caso de Caracas », 138-150, dans *Urbana* numéros 16-17, Caracas.

CILIA Enrique S., 1989, « La ciudad moderna y la postmoderna, Caracas busca su identidad », 105-113, dans *Argos*, numéro 10, Caracas.

CLAVAL Paul, 1984, *Géographie humaine et économique contemporaine*, PUF, Paris, 442p.

CLEMENT I. Christopher, 2007, « Confronting Hugo Chavez: U.S. « democracy promotion » in Latin America », 185-205, dans ELLNER Steve (Coord.) et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an 'exceptional democracy'*, Rowman and Littlefield, 220p

COANUS Thierry, DUCHENE François et MARTINAIS Emmanuel, 2004, « Risque, territoire et longue durée : vers une « société du risque » ? », 19-25, dans *Les annales de la recherche urbaine*, Dossier « Apprivoiser les catastrophes », numéro 95, Paris.

CORBIN Alain, 1982, *Le miasme et la jonquille : l'odorat et l'imaginaire social, XVIIIe-XIXe siècle*, Aubier, Montaigne, Paris, 334p.

CORDOVA JAIMES Edgar, 2004, « Descentralización y organización social en Venezuela», 99-122, dans *Espacio abierto*, janvier – mars, Vol. 13, numéro 1, Maracaibo. Disponible sur Internet : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=12201305

CORONIL Fernando, 1997, *The magical state. Nature, money and modernity in Venezuela*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 447p.

CUNILL GRAU Pedro, 1995, *Las transformaciones del espacio geohistórico latinoamericano, 1930-1990*, FIDEICOMISO, México, 198p.

CUNILL GRAU Pedro, 1987, *Geografía del poblamiento venezolano en el siglo XIX*, Comisión Presidencial Quinto Centenario de Venezuela, Tomes I, II et III, Caracas, 2332p.

CUTTER L. Susan, 2006, *Hazards, vulnerability and environmental justice*, Earthscan, London Sterling VA, 418p.

D'ERCOLE Robert, 1994, « Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse », 87-96, dans *Revue de Géographie Alpine*, numéro 4, Tome LXXXII.

D'ERCOLE Robert, 1991, *Vulnérabilité des populations face au risque volcanique. Le cas de la région du volcan Cotopaxi (Equateur)*, Thèse de doctorat en géographie, Université Joseph Fourier, Grenoble, 460p.

DARDEL Eric, 1990 (1952), *L'homme et la terre*, CTHS, Paris, 199p.

DAUPHINÉ André, 2001, *Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre, gérer*, Armand Colin, Paris, 288p.

DAUPHINÉ André et PROVITOLO Damienne, 2007, « La résilience : un concept pour la gestion des risques », 115-125, dans *Annales de géographie*, numéro 654, Paris.

DÁVILA Luis, 2006, « Momentos fundacionales del imaginario democrático venezolano », 129-160, dans CARRERA DAMAS Germán (Coord.), LEAL CURIEL Carole (Coord.), LOMNÉ Georges (Coord.) et MARTINEZ Frédéric (Coord.), *Mitos políticos en las sociedades andinas: orígenes, invenciones y ficciones*, Universidad Simón Bolívar, Université de Marne la Vallée, IFEA, Caracas, 420p.

DAVIS Mike, 2006, *Le pire des mondes possibles*, La Découverte, Paris, 244p.

DE ARMAS CHITTY José Antonio, 1967, *Caracas, origen y trayectoria de una ciudad*, Fundación Creole, Caracas, 278p.

DE LISIO Antonio, 2001, « La evolución urbana de Caracas, indicadores e interpretaciones sobre el desarrollo de la interrelación ciudad-naturaleza », 203-226, dans *Revista Venezolana de Geografía*, Mérida, 2001, 42 (2).

DE LISIO Antonio, 1999, *Entropía y neguentropía urbanas, bases para la reformulación del estudio ambiental de la ciudad, el crecimiento y la expansión de Caracas como caso de investigación,* Universidad Central de Venezuela, Facultad de Arquitectura y Urbanismo, Caracas, 394p.

DE ROSNAY Joël, 1975, *Le macroscope*, Seuil, Paris, 346p.

DEBARDIEUX Bernard, 1994, « Le risque en Montagne. Phénomène naturel ou phénomène social ? », 101-110, dans CHAM'S, *Enseigner les risques naturels : pour une géographie physique revisitée*, Anthropos, Paris, GIP Reclus, Montpellier, 227p.

Defensoría del pueblo (Fundación), 2003, *Los documentos del golpe*, Caracas, 141p. Disponible sur Internet : http://www.gobiernoenlinea.ve/cartelera/docs_golpe.html

DELER Jean-Paul., 1994 « Un espace marqué par la métropolisation », 37-45, dans *Problèmes D'Amérique Latine*, la Documentation Française, Paris.

DELFINO María de los Ángeles, 2002, « Reflexiones sobre el distrito metropolitano de Caracas », 131-149, dans *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Vol.8, numéro 3, Caracas.

DELFINO María de los Ángeles, 2001, « La gobernabilidad de Caracas capital y el distrito metropolitano », 35-45, dans *Urbana*, numéro 27, Caracas.

DELGADO Jesús, 2002a, « Hacia una planificación urbana para la reducción de riesgos ambientales », 25-41, dans *Urbana*, numéro 30, Caracas.

DELGADO Jesús, 2002b, « El programa de reducción de Riesgos ambientales de Caracas », 29-31, dans *Taller Internacional: Estudios de métodos y acciones para contrarrestar los efectos producidos por terremotos en Caracas (1999 – 2001)* – Serie Técnica No.1, Caracas.

DELGADO Jesús et RINCON Ignacio, 2001, « La micro zonificación de amenazas ambientales de origen natural y vulnerabilidad urbana en el sistema de información de riesgos socio-naturales del municipio Chacao », 36-43, dans *Taller Internacional: Estudios de métodos y acciones para contrarrestar los efectos producidos por terremotos en Caracas (1999 – 2001)* – Serie Técnica No.1, Caracas.

DI MEO Guy, 2002, « Lectures des territoires. Quels usages de l'espace et des territoires ? », 221-223, dans JEAN Yves (Coord.), CALENGE Christian, (Coord.), *Lire les territoires*, MSH, université de Tours, 300p.

DI MEO Guy, 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Anthropos, Paris, 319p.

DI MEO Guy et BULÉON Pascal, 2005, *L'espace social, lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, Paris, 304p.

DIAZ Manuel Guillermo, 1956, *El agresivo obispado caraqueño de don Fray Mauro de Tovar*, Caracas, 205p.

DIAZ CASANOVA Rafael, 2006, *Caracas Country Club. De las barrancas a Blandín*, Caracas Country Club, Caracas, 221p.

DOLLFUS Olivier et D'ERCOLE Robert, 1996, « Les mémoires des catastrophes au service de la prévision et de la prévention des risques naturels », 7-18, dans, BAILLY Antoine (Coord.), *Risques naturels, risques de société*, Economica, Paris, 103p.

DOUGLAS Mary, 2001 (1967), *De la souillure, essai sur les notions de pollution et de tabou*, La Découverte, Paris, 206p.

DOUGLAS Mary et WILDAVSKY Aaron, 1982, *Risk and Culture. An essay on the selection of technical and environmental dangers*, Berkeley, University of California Press, 221p.

DUBOIS-MAURY Jocelyne et CHALINE Claude, 2004 (2002), *Les risques urbains*, Armand Colin, Paris, 208p.

DUBRESSON Alain et JAGLIN Sylvie, 2005, « Gouvernance, régulation et territorialisation des espaces urbanisés », 337-352, dans GIRAUT Frédéric (Coord.) et ANTHEAUME Benoît (Coord.), *Le territoire est mort, vive les territoires!* IRD Editions, Paris, 384p.

DUPONT Véronique, 2001, « Les nouveaux quartiers « chics » des environs de Delhi », 39-61, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Nommer les nouveaux territoires urbains*, MOST-UNESCO, Paris, 279p.

ECONOMIST, 1994, « Crime Wave », 48, *The Economist*, Section Internationale, 29 octobre 1994, Vol. 333, Issue7887.

El Nacional, quotidien national vénézuélien, consultation systématique des numéros parus entre le 09 juillet 1997 et le 20 juillet 1997 ; entre le 01 décembre 2001 et le 15 avril 2002 ; et entre le 12 février 2005 et le 20 février 2005. Consultations ponctuelles signalées dans le corps du texte.

El Universal, quotidien national vénézuélien, consultation systématique des numéros parus entre le 09 juillet 1997 et le 17 juillet 1997 ; entre le 23 novembre 2001 et le 16 avril 2002 ; et entre le 12 février 2005 et le 20 février 2005. Consultations ponctuelles signalées dans le corps du texte.

ELLNER Steve (Ed.) et HELLINGER Daniel (Ed.), 2003, *Venezuelan politics in the Chávez era: class, polarization, and conflict*, Rienner, Boulder, 259p.

ELLNER Steve et TINKER SALAS Miguel, 2007, « The Venezuelan Exceptionalism Thesis : Separating Myth from Reality », 3-15, dans ELLNER Steve (Coord.) et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an « exceptional democracy »*, Rowman and Littlefield, 220p.

ESPACES-TEMPS, *Les Cahiers*, 1993, « Dossier : Les apories du territoire » numéros 51-52.

ESTABA Rosa M., 1999, « La descentralización y la ordenación del territorio en Venezuela: estrategias hacia la modernidad », *Scripta Nova*, numéro 54, Universidad de Barcelona. Disponible sur Internet: http://www.ub.es/geocrit/sn-54.htm

ESTEBE Philippe, 2007, « Le Bulldozer et l'ascenseur », 55-69, dans *Innovations et sociétés*, numéro 3/2007, L'Harmattan, Paris.

FABIANI Jean-Louis et THEYS Jacques, 1987, *La société vulnérable*, Presse de l'ENS, Paris, 674p.

FELIZIANI Piero, 2001, « Algunos comentarios sobre la estabilidad geológico-geotécnica de los terrenos que conforman el área Metropolitana de Caracas », 55-59, dans *Taller Internacional «Estudios de métodos y acciones para contrarrestar los efectos producidos por terremotos en Caracas (1999 – 2001)* – Serie Técnica No.1, FUNVISIS – MCT, Caracas.

FERRY Luc, 1992, *Le nouvel ordre écologique, l'arbre, l'animal et l'homme*, Grasset, Paris, 222p.

FOGELSON Robert, 2005, *Bourgeois Nightmares. Suburbia, 1870-1930*, Yale University Press, New Haven and London, 264p.

FORDHAM Maureen, 2003, « Gender, disaster and development. The necessity for integration », 57-74, dans PELLING Mark (Coord.), *Natural disasters and development in a globalizing world*, Routledge, London and New York, 250p.

FORSYTH Tim, 2003, *Critical political ecology. The politics of environmental sciences*, Routledge, London and New-York, 320p.

FOUCAULT Michel, 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*,

Editions de l'EHESS, Paris, 435p.

FOUCAULT Michel, 1976, « Questions à Michel Foucault sur la géographie », 71-85, dans *Hérodote* numéro 1, Maspero, Paris.

FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 318p.

FOUCAULT Michel, 1966, *Les mots et les choses, une archéologie des sciences humaines*, Gallimard, Paris, 400p.

FOURNIER Jean-Marc, 2002, « Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy », 179-197, dans *Annales de Géographie*, numéro 624, Armand Colin, Paris.

Fundación plan estratégico Caracas metropolitano, 1998, *Plan estratégico, Caracas Metrópoli 2010*, Caracas, 90p.

FUNVISIS, 2002, *La investigación sismológica en Venezuela*, FUNVISIS, Caracas, 118p.

GALLAIS Jean, 1994, *Les Tropiques, terres de risque et de violence*, Armand Colin, Paris, 272p.

GALLAND Jean-Pierre, 2003, « Calculer, gérer, réduire les risques : des actions disjointes ? », 37-44, dans *Annales des Ponts et Chaussées*, numéro 106.

GALLEGOS Rómulo, 1997 (1929), *Doña Barbara*, Editorial Panapo, Caracas, 222 p.

GALLO-KOVACS Hilda, 1988, *Les politiques de logements « d'intérêt social » au Venezuela. Leurs incidences sur l'aménagement urbain à travers l'étude d'un cas : la ville de San Antonio de los Altos*, Thèse de doctorat en géographie, Toulouse 2, 427p.

GARCÍA ACOSTA Virginia (Coord.), 1996, *Historia y desastres en América Latina,* Vol. 1, La Red / CIESAS, Colombia, 290p. Disponible sur Internet: http://www.desenredando.org/public/libros/1996/hydv1/index.html

GARCÍA DE HERNANDEZ Norma, 2007, « Asentamientos precarios: ¿Erradicación y mejora? », Communication au IX Coloquio Internacional de Geocrítica: *Los problemas del mundo actual. Soluciones y alternativas desde la geografía y las ciencias sociales*. Porto Alegre, 28 de mayo - 1 de junio de 2007, Universidade Federal do Rio Grande do Sul. Disponible sur Internet : http://www.ub.es/geocrit/9porto/norma.htm

GARCÍA-GUADILLA María Pilar, 2007, « Social movements in a polarized setting: myths of Venezuelan civil society », 140-154, dans ELLNER Steve (Coord.) et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an « exceptional democracy »*, Rowman and Littlefield, 220p.

GARCÍA-GUADILLA María Pilar, 2003, « Civil society: institutionalization, fragmentation, autonomy », 179-196, dans ELLNER Steve (Ed.) et HELLINGER Daniel (Ed.), *Venezuelan politics in the Chávez era: class, polarization, and conflict*, Rienner, Boulder, 259p.

GARCÍA SANCHEZ Pedro José, 2004, « La forme privative de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas », 1-17, dans *Espace Géographique* 2004-2.

GARCÍA SANCHEZ Pedro José et VILLÁ Marc, 2001, « De la sociabilidad vigilante a la urbanidad privativa. Homogeneización residencial, usos citadinos y ciudadanía en Caracas », 57-82, dans *Perfiles latinoamericanos*, décembre 2001, numéro 19.

GASPARINI Graziano, s.d., *Evolución histórica, urbanística y arquitectónica de Caracas, desde su fundación hasta finales del siglo XIX*, Trabajo de ascenso, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 248p.

GASPARINI Graziano et POSANI Juan Pedro, 1969, *Caracas a través de su arquitectura*, Edición fundación Fina Gómez, Caracas, 571p.

GAUVAIN Mathilde, 2006, « Les territoires de l'informel. Etude du commerce de rue à Caracas », 101-116, dans *Cahiers des Amériques Latines,* dossier spécial *Venezuela, portrait d'une société au quotidien*, 2006/3, n°53, IHEAL, Paris.

GENATIOS Carlos et LAFUENTE Marianela, 2003, « Lluvias torrenciales en Vargas, Venezuela, en diciembre de 1999. Protección ambiental y recuperación urbana », 49-62, dans *Boletín Técnico - IMME*, Vol. 41, numéros 2-3, Caracas.

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, *Territoires citadins, quatre villes africaines*, Mappemonde, Belin, 272p.

GILBERT Claude, 1994, « L'espace de la négociation », 45-59, dans CHAM'S, *Enseigner les risques naturels : pour une géographie physique revisitée*, Anthropos, Paris, GIP Reclus, Montpellier, 227p.

GIRAUT Frédéric (Coord.) et ANTHEAUME Benoît (Coord.), 2005, *Le territoire est mort, vive les territoires*! IRD Editions, Paris, 384p.

GODARD Olivier, HENRY Claude, LAGADEC Patrick et MICHEL-KERJAN Erwann, 2002, *Traité des nouveaux risques*, Gallimard, Paris, 620p.

GOLDBRUNNER Antonio W., 1963, *Las causas meteorológicas de las lluvias de extraordinaria magnitud en Venezuela*. Caracas: Ministerio de la Defensa, Comandancia General de la Aviación, Servicio de Meteorología y Comunicaciones, seconde édition.

GOLINGER Eva, 2005, *El código Chávez, descifrando la intervención de los EEUU en Venezuela*, Fondo Editorial Question, Caracas, 333p.

GONDARD-DELCROIX Claire et ROUSSEAU Sophie, 2004, « Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques : Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar », dans *Développement durable et territoire*, Dossier 3 : Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable. Disponible sur Internet : http://developpementdurable.revues.org/document1143.html

GONZÁLEZ CASAS Lorenzo, 2002, « Caracas: Territory, architecture and urban space », 114-140, dans ALMANDOZ Arturo (Coord.), *Planning Latin America's capital cities, 1850-1950*, Routledge, London, 282p.

GONZÁLEZ DE VALLEJO Luis I., (Coord.), 2004, *Ingeniería geológica*, Pearson Prentice Hall, España, 715p.

GOULD Peter, 1993, *The show plague: a geography of the AIDS pandemic*, Oxford (UK) et Cambridge (USA), Blackwell, 248p.

GOULD Peter, 1985, « Will Geographic self-reflection make you blind? » 276-290, dans JOHNSTON Ron J. (Ed.), *The future of geography*, London and New York: Methuen.

GRASES José, 1994, *Venezuela, amenazas naturales. Terremotos, maremotos, huracanes*, Academia de ciencias físicas, matemáticas y naturales de Venezuela, Cámara de aseguradores de Venezuela, Caracas, 162p.

GREENBERG James et PARK Thomas, 1994, « Editorial », dans *Political Ecology*, Vol. 1.

GREGORY Derek J. (Ed.) et PRED Allan R. (Ed.), 2007, *Violent geographies: fear, terror and political violence*, Routledge, London, 390p.

GUARDIA Inés et OLIVIERI Giannina, 2003, « El ciudadano en armas: Círculos Bolivarianos y planes de contingencia. Una explicación de la violencia política actual en Venezuela », 57-83, dans *L'Ordinaire latino-américain*, « Venezuela : vers le referendum? », dossier coordonné par LANGUE Frédérique, numéro 192, avril-juin 2003.

GUEDEZ Annie, 2002, « Territoires et jeux d'échelle », 297-300, dans JEAN Yves (Coord.) et CALENGE Christian (Coord.), *Lire les territoires*, MSH, université de Tours, 300p.

HAHN Herwig (Coord.), VILLAGRÁN DE LEÓN Juan Carlos et HIDAJAT Ria, 2003, *Manejo Integral de riesgos por comunidades y gobiernos locales, Componente III: indicadores y otros instrumentos para el manejo de riesgo para desastre para comunidades y gobiernos locales*, BID, Washington, 127p. Disponible sur Internet : http://www.gtz.de/de/dokumente/es-informe-componente-iii.pdf

HAMMAN Philippe, MEON Jean-Matthieu et VERRIER Benoît (Dir.), 2002, *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, L'Harmattan, Paris, 318p.

HARDY Sébastien, 2008, « Explorer la construction de la résilience. Expériences de la recherche à La Paz », communication réalisée durant le colloque international *Vulnérabilités sociétales, risques et environnement. Comprendre et évaluer*, les 14, 15 et 16 mai 2008, Toulouse le Mirail.

HARDY Sébastien, 2003, *Processus de fragmentation urbaine et risques dits 'naturels' dans la ville de Managua*, Thèse de doctorat en géographie, EHESS, Paris, 416p.

HARVEY David, 2001, *Spaces of capital. Towards a critical geography*, Routledge, New York, 429p.

HELLINGER Daniel, 2007, « When « no » means « yes to revolution » : Electoral politics in Bolivarian Venezuela », 157-184, dans ELLNER Steve (Coord.) et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an 'exceptional democracy'*, Rowman and Littlefield, 220p

HERODOTE, 1977, « Des réponses à Michel Foucault », 5-39, dans *Hérodote*, numéro 6, Maspero, Paris.

HERODOTE, 1976, « Questions à Michel Foucault sur la géographie », 71-85, dans *Hérodote*, numéro 1, Maspero, Paris.

HERRERA LUQUE Francisco, 1979a, *Los amos del Valle*, edición Pomaire, Tome 1, España, 499p.

HERRERA LUQUE Francisco, 1979b, *Los amos del Valle*, edición Pomaire, Tome 2, España, 425p.

HEWITT Kenneth, 1997, *Regions of risk: a geographical introduction to disasters*, Addison Wesley Longman Harlow, 389p.

HEWITT Kenneth (Ed.), 1983, *Interpretations of calamity from the viewpoint of human ecology*, Allen and Unwin Inc., Boston, 304p.

HOMAN Jacqueline, 2003, « The social construction of natural disaster. Egypt and the UK », 141-156, dans PELLING Mark (Coord.), *Natural disasters and development in a globalizing world*, Routledge, London and New York, 250p.

HOURCADE Bernard et KIAN-THIEBAUT Azadeh, 2001, « Nommer les banlieues de Téhéran », 189-210, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Nommer les nouveaux territoires urbains*, MOST-UNESCO, Paris, 279p.

HOYAUX André-Frédéric, 2002, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », dans *Cybergeo*, article 216, mis en ligne le 29 mai 2002, modifié le 02 mai 2007. Disponible sur Internet : http://www.cybergeo.eu/index1824.html

HULBERT François (Dir.), 2006, *Villes du nord, villes du sud : géopolitique urbaine, acteurs et enjeux*, Colloque international de géopolitique urbaine, Libreville – Gabon, 6 – 10 mai 2003, L'Harmattan, Paris, 596p.

IMBESI Giuseppe (Coord.) et VILA Elisenda, (Coord.), 1995, *Caracas, memorias para el futuro*, Editore Gangemi, Roma, 295p.

JATAHY PESAVENTO Sandra, 2006, « Ville, espace et temps : réflexions sur le patrimoine urbain au Brésil », 17-26, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, 224p.

JEAN Yves (Dir.) et CALENGE Christian (Dir.), 2002, *Lire les territoires*, MSH, université de Tours, 300p.

JEAN Yves, 2002, « La notion de territoire : entre polysémie, analyses critiques et intérêts » dans JEAN Yves (Dir.) et CALENGE Christian (Dir.), *Lire les territoires,* CNRS UMS, Tours.

JICA, 2004, *Estudio sobre el plan básico de prevención de desastres en el distrito metropolitano de Caracas en la República Bolivariana de Venezuela – Informe final (borrador), resumen.* Agencia de Cooperación Internacional de Japón, Pacific Consultants Internacional – Oyo International Cooperation. Non Publié.

JIMENEZ Virginia, 2001, « Sistema de Información Geográfica para la gestión de riesgo », 95-98, dans *Taller Internacional:Estudios de métodos y acciones para contrarrestar los efectos producidos por terremotos en Caracas (1999 – 2001)* – Serie Técnica No.1, Caracas.

KANTAK Peter, SCHMITZ Michael et AUDEMARD Franck, 2002, « Geologic profile of the Caracas Valley, with emphasis on recent sediments, for seismic microzoning purposes », 56-58, dans *III coloquio sobre micro zonificación sísmica* – Serie Técnica No.1, Caracas.

KASPERSON Jeanne X., KASPERON Roger E. et TURNER Billie Lee, 1995, *Regions at risk, comparisons of threatened environments,* United Nations University press, Tokyo, 588 p.

KERVERN Georges-Yves, 1995, *Elements fondamentaux des cindyniques*, Economica, Paris, 112p.

KLIKSBERG Bernardo, 2001, *El nuevo debate sobre ética y desarrollo*, Crónica del Coordinador del Instituto Interamericano para el Desarrollo Social, adscrito al BID, paru dans le journal *El Nacional*, 14 janvier 2001.

KLIKSBERG Bernardo, 2000, *Capital social y cultura, claves olvidadas del desarrollo*, documento de divulgación número 7, BID, 42p.

LAGADEC Patrick, 1981, *La civilisation du risque: catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Grenoble II, Pergamon Press, Paris, Oxford, New-York, 630p.

LANDAETA ROSALES Manuel, 1903, *Los piratas y escuadras extranjeras en las aguas y costas de Venezuela desde 1528 hasta 1903*, Empresa Washington, Caracas, 16p.

LANDAETA ROSALES Manuel, 1889, *Gran recopilación geográfica, estadística e histórica de Venezuela,* Tome 1 et 2, Caracas.

LANDER Edgardo, 2007, « Venezuela social conflict in a global context », 16-32, dans ELLNER Steve (Coord.) et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an « exceptional democracy »*, Rowman and Littlefield, 220p.

LATOUR Bruno, 1991, *Nous n'avons jamais été modernes, essai d'anthropologie symétrique*, La Découverte, Paris, 207p.

LAPIERRE Jean-William, 1992, *L'analyse de systèmes, l'application aux sciences sociales*, Syros, Paris, 229p.

LAVELL Allan (Coord.), 1997, *Viviendo en riesgo. Comunidades vulnerables y prevención de desastres en América latina*, La Red, 288p. Disponible sur Internet: http://www.desenredando.org/public/libros/1994/ver/ver_todo_nov-20-2002.pdf

LEFEBVRE Henri, 2000, *La production de l'espace*, Economica, Anthropos, Paris, 487p.

LEROY Alain, SIGNORET Jean-Pierre, 1992, *Le risque technologique*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 127p.

LÉVY Jacques, 1999, *Le tournant géographique, penser l'espace pour lire le monde*, Belin, Paris, 400p.

LÉVY Jacques (Dir.) et LUSSAULT Michel (Dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1034p.

Ley de la organización nacional de protección civil y administración de desastres, 2001, 13 novembre, décret loi publié dans la Gaceta Oficial número 5557.

Ley de los cuerpos de bomberos y bomberas y administración de emergencias de carácter civil, 2001, 28 novembre, décret loi publié dans la Gaceta Oficial número 5561.

Ley de transición del Distrito Federal al Distrito Metropolitano de la Ciudad de Caracas, 2000, 8 août, publiée dans la Gaceta Oficial número 37006.

Ley especial sobre el régimen del distrito metropolitano de Caracas, 2000, 8 mars, publiée dans la Gaceta Oficial número 36906.

Ley forestal de suelos y aguas, 1966, 26 janvier, publiée dans la Gaceta Oficial número 1004 extraordinario.

Ley orgánica para la Planificación y Gestión de la Ordenación del Territorio, 2006, 1er mars, publiée dans la gaceta Oficial número 38388.

Ley Orgánica de Régimen Municipal, 1989, 15 juin, publiée dans la Gaceta Oficial número 4109.

Ley Orgánica sobre el Régimen del Distrito Capital, 2002, 1 août.

LÉZY Emmanuel, 2000, *Guyane, Guyanes: une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazone*, Belin, Paris, 347p.

LOEWEN James, 2005, *Sundown Towns, a hidden dimension of American racism*, Touchstone, New York, 562p.

LOPEZ MAYA Margarita, 1986, *Los suburbios caraqueños del siglo XIX*, Biblioteca nacional de la historia, número 78, Caracas, 139p.

LOVERA Alberto, 1994, « Apuntes sobre la investigación urbana en Venezuela », 57-108, dans LOVERA Alberto (Compil.) et MARTIN FRECHILLA Juan José (Compil.), *La ciudad: de la planificación a la privatización*, CDCH, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 223p.

LOW Setha, 2005, « Towards a Theory of Urban Fragmentation: A Cross-Cultural Analysis of Fear, Privatization, and the State », communication au colloque *Systemic impacts and sustainability of gated enclaves in the City*, Pretoria, South Africa, 28 février – 3 mars 2005, article 349, dans *Cybergeo*. Disponible sur Internet: http://www.cybergeo.eu/index3207.html.

LUGAN Jean-Claude, 1995 (1983), *Elementos para el análisis de los sistemas sociales*, Fundo cultural económico, México, 235p.

LUHMANN Niklas, 1992, *Sociología del riesgo,* Triana editores y Universidad iberoamericana, México, 285p.

LUHMANN Niklas, 1983 (1968), *Fin y racionalidad en los sistemas*, Editora nacional cultura y sociedad, 349p.

LYNCH John, 1991 (1989), *La España del siglo XVIII*, Crítica, Barcelona, 403p.

MAHARAJ Brij et NARSIAH Sagie, 2005, « La nouvelle géographie régionale de l'Afrique du Sud post-Apartheid », 79-107, dans GIRAUT Frédéric (Coord.) et ANTHEAUME Benoît (Coord.), *Le territoire est mort, vive les territoires!* IRD Editions, Paris, 384p.

MALDONADO FERMÍN Alejandro, 2005, « Instituciones clave en la producción y circulación de ideas (neo)liberales en Venezuela », 173-189, dans MATOS D. (coord.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad central de Venezuela, Caracas, 279p.

MARCANO Esther Elena, 1995, « ¿Una ciudad o pedazos incoherentes de una actuación pública? », 245-258, dans IMBESI Giuseppe (Comp.) et VILA Elisenda (Comp.), *Caracas, memorias para el futuro*, Gangemi Editore, Roma, 295p.

MARCANO Esther Elena, 1993, *La crisis del agua en Caracas*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 252p.

MARCANO REQUENA Frank, 1995, « La ciudad, laboratorio de la modernidad », dans IMBESI Giuseppe (Comp.) et VILA Elisenda (Comp.), *Caracas, memorias para el futuro*, Gangemi Editore, Roma, 295p.

MARCHAND Bernard, 1966, « Les ranchos de Caracas. Contribution à l'étude des bidonvilles », 105-143, dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Tome XIX.

MARQUEZ Patricia, 1999, *The street is my home. Youth and violence in Caracas*, Stanford University Press, Stanford, 276p.

MARSH Perkins George, 1965 (1864), *Man and Nature*, Oxford University Press, Londres, 472p.

MARTIN Jean-Yves., 2005, « Une géographie critique de l'espace du quotidien : l'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre », dans *Revue des sciences humaines*, numéro 2. Disponible sur Internet : http://articulo.ch/index.php?art=41

MARTÍN FRECHILLA Juan José, 2002, « Recusaciones institucionales: ministerio de obras públicas, gobernación del distrito federal y concejo municipal de caracas, 1936-1938 », 191-218, dans *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales,* Vol. 8, número 3 (septembre.- décembre), Caracas.

MARTÍN FRECHILLA Juan José, 1995a, « Los orígenes del interés social en las políticas públicas de vivienda en Venezuela. 1911-1941 », 75-93, dans *Urbana* números 16-17.

MARTÍN FRECHILLA Juan José, 1995b, « La construcción de una capital: del primer proyecto moderno a la metrópoli desquiciada », dans IMBESI Giuseppe (Comp.) et VILA Elisenda (Comp.), *Caracas, memorias para el futuro*, Gangemi Editore, Roma, 295p.

MARTÍN FRECHILLA Juan José, 1994, *Planes, planos y proyectos para Venezuela: 1908-1958 (apuntes para una historia de la construcción del país),* Fondo editorial Acta Científica venezolana, Caracas, 446p.

MARTÍN FRECHILLA Juan José et LOVERA Alberto, 1994, *La ciudad: de la planificación a la*

privatización, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 227p.

MARTINS BRESCIANI Maria Stella, s.d., « Langage savant et politique urbaine à São Paulo : 1890-1950 », 37-54, dans le projet *Les mots de la ville*. UNESCO-MOST, document de discussion numéro 37. RIVIERE D'ARC Hélène (Textes réunis par) *Gestion des transformations sociales*. Disponible sur Internet : http://www.unesco.org/most/dsp37bre.htm

MARTINAIS Emmanuel, 2003, *Les sociétés locales à l'épreuve du risque urbain. Un siècle de gestion du danger dans deux contextes de l'agglomération lyonnaise (fin XIXe – fin XXe siècle)*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Saint-Etienne, 665p.

MAURIN Eric, 2004, *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Seuil, Paris, 96p.

METZGER Pascale et PELTRE Pierre, 1996, « Gestion de l'environnement urbain et risques « naturels ». La problématique des *Quebradas* à Quito (Equateur) », 531-552, dans *Bulletin de l'IFEA*, numéro 25 (3), Lima.

MIGUS Romain, 2006, « Derrière le masque démocratique de l'opposition vénézuélienne, une « révolution orange » ? », dans *Collectif RISAL*. Disponible sur Internet : http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1965

MINVIELLE Erwann, SOUIAH Sid-Ahmed, 2003, *L'analyse statistique et spatiale. Statistiques, cartographie, télédétection, SIG.* Editions du Temps, Nantes, 284p.

MINISTERIO DE INFRAESTRUCTURA, 2005, *Revista Con Minfra*, mai - juillet, an 1, numéro 3.

MITCHELL James K., 1999a, « Natural disasters in the context of mega-cities », 15-55, dans MITCHELL James K. (Ed.), *Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition*, United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris, 535p.

MITCHELL James K., 1999b, « Findings and conclusions », 473-502, dans MITCHELL James K. (Ed.), *Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition*, United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris, 535p.

MITCHELL James K., 1999c, « Postscript: the role of hazards in urban policy at the millennium », 503-508, dans MITCHELL James K. (Ed.), *Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition*, United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris, 535p.

MITCHELL James K., DEVINE Neal et JAGGER Kathleen, 1989, « A contextual model of natural hazard », 391-409, dans *Geographical Review*, Vol. 79, numéro 4.

MODELISTICA, 2005, *Planificación y diseño de una red integrada de transporte público para el área metropolitana de Caracas*, inédit, Caracas, 129p.

MOREAU Alicia et JIMENEZ Virginia, 2002, « Proyecto Ávila: información básica para la gestión de riesgos », présentation ppt, dans *III coloquio sobre micro zonificación sísmica* – Serie técnica n°1, Caracas.

MORIN Edgar, 1999 (1965), *Introduction à une politique de l'homme*, Seuil, Paris, 175p.

MORIN Edgar, 1990, *Introduction à la pensée complexe*, ESF, Paris, 158p.

MURRIA Juan, 2002, « Aspectos sociales, culturales, económicos y políticos de la micro zonificación sísmica en Venezuela », 154-156, dans *III coloquio sobre micro zonificación sísmica* – Serie técnica n°1, Caracas.

MUSSET Alain, 2002, *Villes nomades du nouveau monde*, Editions de l'EHESS, Paris, 398p.

NEGRÓN Marco, 2001, *Ciudad y modernidad. El rol del sistema de ciudades en la modernización de Venezuela. 1936-2000*, Instituto de Urbanismo, Facultad de arquitectura y urbanismo, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 128 p.

NEGRÓN Marco, 1995, « El crecimiento metropolitano vergonzante: la expansión en la segunda mitad del siglo XX », dans IMBESI Giuseppe (Comp.) et VILA Elisenda (Comp.), *Caracas, memorias para el futuro*, Gangemi Editore, Roma, 295p.

NOGUEIRA Marco Aurélio, 2007, « Gauche, démocratie et modernité au Brésil », 113-127, dans CONTRERAS OSORIO Rodrigo (Coord.), *La gauche au pouvoir en Amérique Latine*, L'Harmattan, Paris, 230p.

NOVICK Alicia et CARIDE Horacio, 2001, « La construction de la banlieue à Buenos Aires (1925-1947) », 105-133, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Nommer les nouveaux territoires urbains*, MOST-UNESCO, Paris, 279p.

NOVEMBER Valérie, 2002, *Les territoires du risque, le risque comme objet de réflexion géographique*, Peter Lang, Bern, 332p.

NOVEMBER Valérie, 1994, « Risques naturels et croissance urbaine : réflexion théorique sur la nature et le rôle du risque dans l'espace urbain », 113-123, dans *Revue de géographie alpine*, dossier « Croissance urbaine et risques naturels dans les montagnes des pays en développement », numéro 4, Tome LXXXII.

ODUM Eugen P., 1969, « La estrategia de desarrollo de los ecosistemas. El entendimiento de la sucesión ecológica proporciona las bases para resolver el conflicto del ser humano con la naturaleza », Athens (Georgia, Estados Unidos). Disponible sur Internet: http://habitat.aq.upm.es/boletin/n26/aeodu.html Publié dans *Science* numéro 126, pp 262-270.

OECD, 2003, *Emerging risks in the 21st century. An agenda for action*, OECD publications, Paris, 291p.

ORAIN Olivier, 2003, *Le plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écritures dans la géographie française au XXe siècle*, Thèse de doctorat en géographie Université de Paris I, Paris, 406p.

Ordenanza metropolitana sobre los lineamientos urbanos del DMC, 2003, 16 septembre, Gaceta Oficial del Distrito Metropolitano de Caracas número 16.

ORR David W., 1979, « Catastrophe and social order », 41-52, dans *Human Ecology*, Vol.7, numéro 1.

PAIVA Antonio, 2001, « Panorama metropolitano en Latinoamérica: argumentos para la gestión metropolitana », 59-67, dans *Urbana*, número 27, Caracas.

PALACIOS Ángel, 2004, *Puente Llaguno: claves de una masacre*, Asociación nacional de Medios Comunitarios Libres y Alternativos (Production Exécutive), Panafilms (Production générale), Venezuela, 105 min. Disponible sur Internet: http://www.rebelion.org/noticia.php?id=44599

PAPAIL Jean, PICOUET Michel et CANAS José (Collab.), 1987, *Des villes et du pétrole*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 171p.

PEDRAZZINI Yves, SANCHEZ R. Magali, 1998 (1992), *Malandros, bandes d'enfants de la rue : la culture d'urgence dans la métropole latino-américaine*, Desclée de Brower, Ed. Charles Léopold Mayer, Paris, 271p

PEGUY Charles-Pierre, 1996, *L'horizontal et le vertical*, GIP Reclus, Montpellier, 176p.

PELLING Mark, 2003a, « Emerging concerns », 233-243, dans PELLING Mark (Dir.), *Natural disasters and development in a globalizing world*, Routledge, London and New York, 250p.

PELLING Mark, 2003b, « Toward a political ecology of urban environmental risk. The case of Guyana », 73-93, dans ZIMMERER Karl S. (Dir.) et BASSETT Thomas J. (Dir.), *Political ecology. An integrative approach to geography and environment development studies*, The Guilford Press, New York, London, 310p.

PELLING Mark, 2003c, *The vulnerability of cities: natural disaster and social resilience*, Earthscan Publications Ltd, London, 212p.

PERALVA Angelina, 2001, « Egalité et nouvelles figures du conflit Urbain au Brésil », 75-90, dans PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France (Coord.), « Dossier. Métropoles d'Amérique Latine : de l'espace public aux espaces privés », 15-137, *Cahiers des Amériques Latines*, 2000/3, numéro 35, IHEAL, Paris.

PEREZ RANCEL Juan José, 1995, « Apuntes para la historia de la vivienda en la ciudad de Caracas en la primera mitad del siglo XX », 95-106, dans *Urbana*, números 16-17, Caracas.

PERETTI WATEL Patrick, 2001, *La société du risque*, La Découverte, Repères, Paris, 123p.

PICOUET Michel, CHEN Chi-Yi, 1984, « Crecimiento urbano en Venezuela », 109-138, dans *De Caracas à Kinshasa, bonnes feuilles de la recherche urbaine à l'ORSTOM (1978-1983)*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 454p.

PIGEON Patrick, 2007, *L'environnement au défi de l'urbanisation*, PUR, Rennes, 189p.

PIGEON Patrick, 2002, « Réflexions sur les notions et les méthodes en géographie des risques dits naturels », 452-470, dans *Annales de géographie*, numéros 627-628, Armand Colin, Paris.

PIGEON Patrick, 1996, *La gestion des risques urbains*, 51-62, dans BAILLY Antoine (Coord.), *Risques naturels, risques de société*, Economica, Paris, 103p.

PIGEON Patrick, 1994, *Ville et environnement*, Nathan, Paris, 192p.

POLEO PEREZ Luisa M., 1986, *Rafael Villavicencio: del positivismo al espiritualismo*, Biblioteca de la academia nacional de Historia, número 72, 219p.

POUYLLAU Michel, 1992, *Le Venezuela*, Karthala, Paris, 221p.

Propuesta de ley orgánica de gestión integral de riesgos, 2004. Non publié.

Propuesta de ley orgánica de protección civil de la nación, 2006. Non publié.

PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France, 2005, « De l'usage de la fragmentation urbaine en Amérique Latine (vue de Buenos Aires) » 483-495, dans *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 2005-4, Paris.

PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France, 2001a, « Villes et territoires en Amérique Latine : changements de perspective ? », 21-34, dans PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France (Dir.) et RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique Latine*, IHEAL, IPEALT, Paris, 318p.

PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France (Coord.), 2001b, « Dossier. Métropoles d'Amérique Latine : de l'espace public aux espaces privés », 15-137, *Cahiers des Amériques Latines*, 2000/3, numéro 35, IHEAL, Paris.

PROVITOLO Damienne, 2002, *Risque urbain, catastrophes et villes méditerranéennes*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Nice – Sophia Antipolis, 365p.

PUENTE Sergio, 1999, « Social vulnerability to disasters in Mexico City: An assessment method », 295-334, dans MITCHELL James K. (Ed.), *Crucibles of hazards*, United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris, 535p.

PULIDO Nubis, 1999, *L'urbanisation au Venezuela : le rôle des Villes moyennes*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Toulouse le Mirail, 355p.

QUARANTELLI Enrique L., 1992, *Urban vulnerability and technological hazards in developing societies*, Delaware research Institute. Disponible sur Internet : http://www.crid.or.cr/crid/CD_Asentamientos_Humanos/pdf/eng/doc2214/doc2214.htm

QUEIROS RIBEIRO (De) Luiz Cesar, 2006, « Classes sociales et politiques urbaines au Brésil », 65-86, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, 224p.

RACINOUX Armelle et ZAPATA Emiliano, 2006, « Luttes urbaines et démocratie a Caracas (2001-2004) : vers la redéfinition de l'espace public vénézuélien », 147-169, dans *Cahiers des Amériques Latines*, dossier spécial *Venezuela, portrait d'une société au quotidien*, 2006/3, n°53, IHEAL, Paris.

RAFAEL S. Valery, VALLMITJANA A. Marta et MORALES TUKER Alberto, 1990, *Estudio de Caracas.: Evolución del patrón urbano desde la fundación de la ciudad hasta el período petrolero 1567 – 1936*, Amon, Caracas, 108p.

RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 249p.

RAFFESTIN Claude, 2005, *L'actualité et Michel Foucault*, EspacesTemps.net. Disponible sur Internet : http://www.espacestemps.net/document1172.html

RAJKAY BABO Ana María, 1989, « La ciudad y su lectura », 67-74, dans *Argos*, numéro 10, Caracas.

REBOTIER Julien, 2008, « Au-delà de la *¡ Revolución !* », *EchoGéo*, Numéro 3, décembre 2007 / février 2008. Disponible sur Internet : http://echogeo.revues.org/document1798.html

REBOTIER Julien, 2006, « Les risques sismiques à Mérida (Venezuela) : pour une association des communautés à la prévention des catastrophes dans les sociétés fragiles », 109-122, dans *Cahiers des Amériques Latines*, numéro 47, 2004/3.

REBOTIER Julien, 2004, *Singularité des relations entre les risques naturels et la ville au Venezuela : Un défi pour la politique urbaine*, DEA de géographie, IHEAL – Paris 3, 115p. Non publié.

REBOTIER Julien, 2003, *Gestion des blessés à la suite d'un tremblement de terre sur l'aire métropolitaine de Mérida, Venezuela, dans les limites du «* municipio Libertador », mémoire de maîtrise en géographie, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 193p. Non publié.

REBOTIER Julien et REVET Sandrine, 2006, « Le Venezuela contemporain à l'épreuve des faits », 17-22, dans *Cahiers des Amériques Latines*, dossier spécial *Venezuela, portrait d'une société au quotidien*, 2006/3, n°53, IHEAL, Paris.

RECLUS Elisée, 1998 (1905), *L'homme et la terre*. Introduction et choix des textes par Béatrice Gibelin, La Découverte, Paris, 398p.

REGHEZZA Magali, 2006, *Réflexions autour de la vulnérabilité métropolitaine*, Thèse de doctorat en géographie, Paris X – Nanterre, 359p.

REGHEZZA Magali, 2005, « La ville, un « territoire du risque » privilégié? Quand la représentation est un facteur de vulnérabilité », 106-115, dans *Bulletin de l'Association des Géographes Français,* mars 2005-1, VEYRET Yvette (Coord.) « Dossier. Risques naturels et territoires », 63-126.

REGUILLO Rossana, 2000, « La construcción social del miedo. Narrativas y prácticas urbanas » 185-201, dans ROTKER Susan (Ed.), *Ciudadanias del miedo*, Nueva Sociedad, Caracas, 252p.

REVEL Judith, 2002, *Le vocabulaire de Foucault*, Ellipses, Paris, 70p.

REVET Sandrine, 2006, *Anthropologie d'une catastrophe : les coulées de boues de 1999 sur le littoral central vénézuélien*, Thèse de doctorat en anthropologie, IHEAL – Paris 3, 411p.

RÍOS Josefina, CARVALLO Gastón, 2000, *Análisis histórico de la organización del espacio en Venezuela*, Universidad Central de Venezuela, CDCH, Caracas, 233p.

RIST Gilbert, 2002 (1996), *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 436p.

RIVIERE D'ARC Hélène, 2008, « La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine », 63-74, dans *Cahiers des Amériques Latines*, 2006, 1/2, numéros 51-52, IHEAL, Paris.

RIVIERE D'ARC Hélène, 2006, « Imaginaires, classes moyennes et marché », 205-212, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Armand Colin, Paris, 224p.

ROJAS Eduardo (Ed.), CUADRADO-ROURA Juan R. (Ed.) et FERNANDEZ GUELL José Miguel (Ed.), 2005, *Gobernar las metrópolis*, BID – Unviersidad Alcalá de Henares, Washington DC, 555p.

RONCAYOLO Marcel, 1997 (1982), *La ville et ses territoires*, Gallimard, Paris, 285p.

ROTKER Susan, 2005a, « La crónica. Género de fin de siglo », 165-176, dans *Bravo pueblo. Poder, utopía y violencia*, Fondo editorial La Nave, Caracas, 221p.

ROTKER Susan, 2005b, « « Sálvese quien pueda ». Notas sobre el Caracazo », 209-221, dans *Bravo pueblo. Poder, utopía y violencia*, Fondo editorial La Nave, Caracas, 221p.

ROTKER Susan, 2000, « Nosotros somos los otros », 217-229 dans ROTKER Susan (Ed.), *Ciudadanias del miedo*, Nueva Sociedad, Caracas, 252p.

ROUX Michel, 1999, *Géographie et complexité, les espaces de la nostalgie*, L'Harmattan, Paris, 335p.

RULFO Juan, 1953, *El llano en llamas*, Editorial planeta, Barcelona, 125-256.

SACHS Ignacy, 1993, *L'écodéveloppement. Stratégies de transition vers le XXIe siècle*, Syros, Paris, 120p.

SANTOS Milton, 1971, *Les villes du tiers monde*, Librairies techniques, Paris, 428p.

SCHLOSBERG David, 2007, *Defining environmental justice, theories, movements, and nature*, Oxford University Press, Norfolk, 238p.

SCHNEIDERBAUER Stefan et EHRLICH Daniele, 2006, « Social levels and hazard (in)dependence in determining vulnerability », 78-102, dans *Measuring vulnerability to natural hazards. Towards disaster resilient societies*, BIRKMANN Jörn (Ed.), UNU-EHS, Tokyo New York Paris, 524p.

SEN Amartya, 1981, *Poverty and famines: an essay on entitlement and depravation*, Clarendon Press, Oxford, 257p.

Sociedad Franco Venezolana de Ingenieros y Científicos (SFVIC), 2004, *Seminario reducción de riesgos ante amenazas naturales*, juin 2004, Caracas, édition CD-Rom.

SIC, 1989, «El 27 de febrero», numéro spécial 513, Caracas.

SIERRA Alexis, 2002, « Quito : un environnement socialement disputé », 75-81, dans *Les annales de la recherche urbaine, ce qui demeure*, numéro 92, Ministère de l'équipement, Paris.

SIERRA Alexis, 2000, *Gestion et enjeux des espaces urbains à risque d'origine naturelle : les versants et les* quebradas *de Quito, Equateur*, Thèse de doctorat en géographie, Paris VIII, 331p.

SINGER André, 1977a, « Síntesis regional de la evolución geomorfológica de la cordillera de la costa en el área de Caracas, excursión n°1 », 55-76, dans *Mémoires du V Congreso*

geológico Venezolano, 19-23 novembre 1977, Tomo V. Disponible sur Internet: http://www.pdvsa.com/lexico/excursio/exc-77a.htm

SINGER André, 1977b, « Acumulaciones torrenciales Holocenas catastróficas, de posible origen sísmico, y movimientos neotectónicos de subsidencia en la parte oriental del Valle de Caracas », 64-65, dans *GEOS* (Universidad Central de Venezuela – Escuela de geología, minas y metalurgia), número 22, Caracas.

SINGER André, ROJAS C., LUGO Miguel, 1983, *Inventario nacional de riesgos geológicos: estado preliminar, mapa, glosario y comentarios*. Fundación Venezolana de Investigación Sismológica (FUNVISIS), Caracas, 126p.

SOBIESIAK Monika, ROMERO M, 2002, « Posibles interacciones entre sismicidad y deslizamientos y su contribución al georiesgo », 129-130, dans *III Coloquio sobre Microzonificación Sísmica – Serie Técnica N° 1*, Caracas.

SOCSAL, Servicio de apoyo local, 2003, *Sistematización de experiencias de gestión social del riesgo, elementos que mejoran la capacidad de manejo social del riesgo en las comunidades, estudio de caso de las comunidades de Anauco, Catuche y La Floresta*, étude réalisée pour l'Agence Japonaise de Coopération Internationale – JICA, 108p.

STASZAK Jean-François, 2001, *Géographie anglo-saxonne, tendances contemporaines*, Belin, Paris, 314p.

TAMRU Bezunesh, 2002, « L'émergence du risque d'inondation à Addis-Abeba », 614-636, dans *Annales de géographie*, numéros 627-628, Armand Colin, Paris.

TARVER Micheal H. et FREDERICK Julia C., 2006, *The history of Venezuela*, Palgrave Macmilllan, 189p.

THORP Rosemary, 1998, *Progress, poverty and exclusion. An economic history of Latin America in the 20th century*, BID, Washington, 365p.

THOURET, Jean-Claude, 2003, « Evaluation, prévention et gestion des risques naturels dans les villes d'Amérique latine », 63-87, dans VEYRET Yvette (Dir.), *Les risques*, Dossiers Images Economiques du Monde, SEDES, Paris, 255p.

THOURET Jean-Claude, 1996, « Les phénomènes naturels dommageables : approche globale, bilan et méthodes de prévention », 19-33, dans *Risques naturels, risques de société*, BAILLY Antoine (Dir.), Economica, Paris, 103p.

THOURET Jean-Claude et D'ERCOLE Robert, 1996, « Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales », 407-422, dans *Cahiers des Sciences Humaines,* Vol. 32, numéro 2.

THOURET Jean-Claude et LÉONE Frédéric, 2003, « Aléas, vulnérabilités et gestion des risques naturels », 37-70, dans MORINIAUX Vincent (Coord.) *Les risques*, Editions du Temps, Paris, 256p.

TUAN Yi-Fu., 1979, *Landscape of fear*, University of Minnesota Press, Pantheon Books, New York, 262p.

URBANA, 2001, Dossier. *Gobernabilidad de Caracas*, Vol. 6, Numéro spécial 29, Caracas

USSELMANN Pierre, 1993, « Les Andes : risques naturels et savoir-faire », 87-98, dans RIVIERE D'ARC Hélène (Dir.), *L'Amérique du sud au XIXe et XXe siècle : héritages et territoires*, Armand Colin, Paris, 272p.

VALENCIA RAMÍREZ Cristóbal, 2007, « Venezuela's Bolivarian Revolution: who are the chavistas? », 121-139, dans ELLNER Steve (Coord.).et TINKER SALAS Miguel (Coord.), *Venezuela, Hugo Chavez and the decline of an « exceptional democracy »*, Rowman and Littlefield, 220p.

VALERY Rafael, VALLMITJANA Marta et MORALES TUCKER Alberto, 1990, *Estudios de Caracas: Evolución del patrón urbano desde la fundación de la ciudad hasta el período petrolero 1567 – 1936*, INSURBECA, Facultad de arquitectura y urbanismo – Universidad Central de Venezuela, Caracas, 108p.

VALLMITJANA Marta, 2001, « Repensando el gobierno local participativo de Caracas metropolitana », 13-33, dans *Urbana*, Vol. 6, número 29, Caracas.

VEYRET Yvette, 2004, *Géographie des risques naturels en France, de l'aléa à la gestion*, Hatier, Paris, 251p.

VEYRET Yvette (Dir.), BEUCHER Stéphanie, REGHEZZA Magali, 2004, *Les risques*, Bréal, Paris, 205p.

VEYRET Yvette, BEUCHER Stéphanie et BONNARD Jean-Yves, 2005, « Risques naturels et territoires », 63-75, dans *Bulletin de l'Association des Géographes Français,* mars 2005-1, VEYRET Yvette (Coord.), dossier « Risques naturels et territoires », 63-126.

VIDAL Dominique, 2001, « Vulnérabilité et rapport à l'espace. Etre pauvre et citadin à Recife », 91-108, dans PRÉVÔT SCHAPIRA Marie-France (Coord.), « Dossier : Métropoles d'Amérique Latine : de l'espace public aux espaces privés », 15-137, *Cahiers des Amériques Latines*, 2000/3, numéro 35, IHEAL, Paris.

WHERMANN Magda, 1977, « Guía de la excursión geológica del valle de Caracas excursión n°1 », 55-76, Mémoires du V *Congreso geológico Venezolano*, 19-23 novembre 1977, Tomo V. Disponible sur Internet : http://www.pdvsa.com/lexico/excursio/exc-77a.htm

WHITE Gilbert F., 1974, *Natural-hazard. Local, natural, global*, Oxford University Press, New York, Oxford, Toronto, 288p.

WHITE Gilbert F., CALEF Wesley C., HUDSON James W., MAYER Harold M., SHEAFFER John R. et VOLK Donald J., 1958, *Changes in urban occupancy of flood plains in the United States*, University of Chicago, department of geography, research paper numéro 57, 235p.

WHITE Gilbert F. et HASS Eugene J., 1975, *Assessment of Research on Natural Hazards*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 487p.

WISNER Ben, 2003, « Changes in capitalism and global shifts in the distribution of hazard and vulnerability », 43-56, dans PELLING Mark (Dir.), *Natural disasters and development in a globalizing world*, Routledge, London and New York, 250p.

WISNER Ben, 1999, « There are worse things than earthquakes : hazard, vulnerability and mitigation capacity in greater Los Angeles », dans MITCHELL James K. (Ed.), *Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition*, United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris, 535p.

WISNER Ben, 2006, « Self-assessment of coping capacity: Participatory, proactive and qualitative engagement of communities in their own risk management », 316-328, dans BIRKMANN Jörn (Ed.), *Measuring vulnerability to natural hazards. Towards disaster resilient societies*, UNU-EHS, Tokyo New York Paris, 524p.

WISNER Ben, BLAIKIE Peter, CANNON Terry et DAVIS Ian, 2004 (1994), *At Risk, natural hazards, people's vulnerability and disasters*, 2de édition, Routledge, Londres, 471p.

TABLE DES PHOTOS

Photos 1a et 1b. Vues du viaduc quelques jours avant l'effondrement complet

Photo 2. Vue plongeante sur le viaduc la veille de son effondrement, depuis le côté La Guaira

Photo 3. Technique originale utilisée pour installer la partie centrale de l'arche unique du viaduc numéro 1

Photo 4. Terrassements monumentaux opérés au pied de versants pour permettre le tracé de l'autoroute

Photo 5. Vue du viaduc n°1 depuis le secteur El Hueco Del Manicomio, versant sujet à glissement, au pied duquel passe l'autoroute

Photo 6. Vue de Nueva Esparta après la fermeture du viaduc et la veille de son effondrement

Photo 7. Vue du viaduc effondré, de la file d'attente et de la déviation, depuis *Nueva Esparta*

Photo 8. Vue du nouveau viaduc depuis le côté littoral

Photo 9. Glissement de terrain à Santa Ines

Photo 10. Un *rancho* à l'entrée condamnée à proximité d'un manguier, *barrio Mario Briceño Irragory*, en contre bas des secteurs *La Cruz.*

Photo 11. Glissement isolé sur un versant du *barrio Mario Briceño Irragory*

Photo 12 : Glissement de terrain à Petare

Photo 13. Le *barrio de Santa Rosa*, parmi les plus anciens de Caracas, près de la Plaza Venezuela

Photo 14. Différents types d'habitat dans l'Ouest de Caracas

Photo 15. Les marges occidentales de la ville, de part et d'autre de l'autoroute Caracas – La Guaira, depuis le *Barrio La Cruz Alta*

Photo 16. Les collines de San Agustín couvertes de *ranchos* depuis l'avenue Université.

Photo 17. Un *Rancho* dangereusement avancé dans le vide et appuyé sur un terrain friable dans le *barrio Canaima*

Photo 18. Les filtrations montrées du doigt dans les problèmes de glissement.

Photo 19. Les dégâts causés par les glissements dans le *barrio* Niño Jesús, secteur Latolandia

Photo 20. Détail d'une des maisons aux murs fracturés dans le secteur Latolandia

Photo 21. *Zona 6* du *Barrio* José Félix Ribas : un secteur d'habitat collectif en tour encerclé par une mer de *ranchos*

Photo 22. Paysage agricole et boisé de la vallée de San Francisco autour de l'hacienda de Las Mercedes en 1930

Photo 23. Pont sur le Guaire entre les cannes dans le secteur de Las Mercedes

Photo 24. Les champs de Sabana Grande, entre Chacao et le centre historique de Caracas

Photo 25. Place Altamira au milieu des années 1940

Photo 26. Curage de la conduite enterrée d'une ravine busée dont le lit mineur est densément occupé par une des rues principales du *barrio* Santa Rosa, près de la Plaza Venezuela

Photo 27. Conduite ouverte de la *Quebrada* Anauco quelques mètres avant de passer sous le complexe du Parque Central

Photo 28. Lit canalisé de la *Quebrada* Catuche au Nord de la Plaza Bolivar dans le centre historique, encaissé entre des bâtiments résidentiels

Photo 29. Construction non achevée sur pilotis dans le lit mineur de la *quebrada* Catuche canalisée

Photos 30a et 30b. Edifices délabrés dans le centre historique, au Nord de la Plaza Bolivar sur le cours de la *quebrada* Catuche

Photos 31a et 31b. Le *bledo*, une plante répandue dans la vallée de San Francisco avant l'arrivée des espagnols

Photos 32 : Les différentes législations municipales visibles dans l'espace urbain

Photo 33 : Vue vers le Sud, à proximité du Guaire, à la frontière du Municipe *Chacao*

Photo 34 : Vue vers le Nord-Ouest, à proximité de la station de Metro *Parque del Este*, à la frontière du Municipe *Chacao*

TABLE DES FIGURES

Figure 1. Les deux logiques de franchissement de la chaîne de l'Avila : traditionnellement « au plus court », par la percée de la Tacagua dans les années 1950

Figure 2. Tracé de la voie de chemin de fer et de la *carretera vieja* reliant Caracas à La Guaira (Fin XIXe siècle)

Figure 3. Cliché du train en marche reliant Caracas à La Guaira (1899)

Figure 4. L'autoroute Caracas – La Guaira dans le système de communication de la grande Caracas

Figure 5. Nombre de véhicules empruntant dans les deux sens et par jour l'autoroute qui relie le littoral à Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000

Figure 6a. Evaluation horaire quotidienne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens Caracas – La Guaira entre le 03 et le 09 mai 2000

Figure 6b. Evaluation horaire moyenne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens Caracas – La Guaira entre le 03 et le 09 mai 2000

Figure 6c. Evaluation horaire quotidienne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens La Guaira – Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000

Figure 6d. Evaluation horaire moyenne du nombre de véhicules qui ont emprunté l'autoroute dans le sens La Guaira – Caracas entre le 03 et le 09 mai 2000

Figure 7. Comparaison de la fréquentation moyenne de l'autoroute Caracas – La Guaira dans les deux sens avant et après l'effondrement du viaduc

Figure 8a. Page de couverture de la revue *Mecánica Popular* de Novembre 1952

Figure 8b. Extrait du reportage consacré à l'œuvre maîtresse d'ingénierie de l'époque : le Viaduc numéro 1

Figure 9. Bilan paru dans la presse des alternatives au viaduc pour rejoindre le littoral depuis Caracas

Figure 10a. Proposition de seconde autoroute (en rouge) par le consortium RGR-Somelca.

Figure 10b. Présentation des ouvrages d'art prévus (tunnels en tiret bleu, viaducs en rouge)

Figure 11. Anneau de circulation autour de l'Avila, les vues de la planification

Figure 12a. Inventaire des différents types de catastrophes ou accidents géologiques dans le district fédéral

Figure 12b. Inventaire des différents types de catastrophes ou accidents géologiques dans l'aire du District Métropolitain actuel et sur le littoral central

Figure 13 : Le relief marqué de la vallée de Caracas, entre la chaîne de l'Avila et la ceinture de collines

Figure 14. L'axe principal de la vallée de Caracas et les secteurs chavistes autour du palais présidentiel et d'opposition autour de la place Altamir

Figure 15. Itinéraire de la marche d'avril 2002 et lieu de la confrontation qui mena au bref coup d'État

Figure 16. Les difficultés d'une classification des dangers « naturels »

Figure 17. Proposition de classification des phénomènes naturels impliqués dans les situations de risque

Figure 18. Classification de menaces par « classes » et « types »

Figure 19. Modèle de production de risque

Figure 20. Tableau succinct des accidents, désastres ou catastrophes les plus souvent croisés dans la bibliographie parcourue, impliquant Caracas

Figure 21. Estimations de la population de la ville, de l'agglomération et du système métropolitain de Caracas

Figure 22. Recensement de la population au Venezuela depuis 1873

Figure 23. Distribution de la population rurale – urbaine au Venezuela

Figure 24. Population et croissance géométrique des municipes concernés par les agglomérations de la grande Caracas entre 1990 et 2001

Figure 25. Distribution de la population vivant dans des *barrios* et de la superficie des *barrios* dans le DMC en 2001

Figure 26. Répartition des populations favorisées et résultats aux élections présidentielles de 2006 dans les municipes des cinq agglomérations de la grande Caracas

Figure 27. Correspondance approximative entre le vote chaviste et la proportion de population non-pauvre par municipe

Figure 28. Distribution des votes officialistes et d'opposition dans les municipes du DMC pour l'élection présidentielle de 2006

Figure 29. Système routier d'interconnections limitées entre les agglomérations de la grande Caracas

Figure 30. Bilan démographique et connexion routière entre les cinq agglomérations de la grande Caracas

Figure 31. Extension spatiale de la tâche urbaine de Caracas

Figure 32. Premier plan connu de Caracas, envoyé par le gouverneur Pimentel en 1578

Figure 33. « Carte exacte » de Caracas datant de 1772.

Figure 34. Plan de la capitale des États-Unis du Venezuela en 1874.

Figure 35. Premier plan où apparaît le *Puente de hierro* qui permet de franchir le Guaire, en 1884.

Figure 36. Le franchissement du Guaire est acquis en 1896, Caracas s'étend.

Figure 37. Les premiers aménagements résidentiels apparaissent en 1906 sur la rive gauche du Guaire.

Figure 38. Premiers aménagements vers l'Ouest de la ville en 1929.

Figure 39. Extension de la ville en 1939 vers l'est, dans la vallée de San Francisco et vers le Sud-ouest, dans une vallée secondaire, le long du Guaire.

Figure 40. Plan du ministère des travaux publics présentant les principales percées projetées dans le cadre du plan Rotival des années 1940

Figure 41. *Urbanización* de La Florida aux larges avenues et aux résidences basses et unifamiliale, au Nord de Sabana Grande au milieu des années 1920

Figure 42. Plan du ministère des travaux publics figurant la croissance urbaine en 1951.

Figure 43. Tableau récapitulatif chronologique et thématique des points abordés dans le chapitre 3

Figure 44 : Détail de la Une du premier numéro du *Monde Diplomatique*, en 1954

Figure 45 : Un exemple de lecture du passé de la capitale à travers le mythe de « l'exceptionnalisme »

Figure 46. Plan du ministère des travaux publics qui présente « l'Aire Métropolitaine De Caracas » en 1966

Figure 47 : Proposition de redécoupage de l'espace métropolitain de Caracas à la fin des années 1990

Figure 48. Publicité de la municipalité de Baruta qui met en avant la faillite du système routier de la capitale

Figure 49 : Système nationale de planification participative, un appareil entre innovation et institutions traditionnelles

Figure 50. Décalage entre la demande et l'offre d'institutions de gestion du risque

Figure 51 : Organigramme institutionnel de gestion des risques promue par les experts et membres de l'académie

Figure 52 : Organigramme institutionnel de gestion des risques promue par la protection civile nationale

Figure 53. Tableau récapitulatif des dimensions chronologiques et écologiques des facteurs de risques liés au système de valeurs à Caracas

Figure 54. Schéma récapitulatif des impasses structurelles qui émergent dans la gestion du risque à Caracas

Figure 55 : Le territoire dans les dimensions de l'espace social

Figure 56 : Communication officielle de la municipalité de Chacao, septembre 2004

Figure 57 : Extrait d'une image satellite montrant certaines *urbanizaciones* de Baruta à l'accès sélectif.

Figure 58 : Les routes d'accès aux *urbanizaciones* en lacet, au nombre de points d'entrée et de sortie réduits depuis les voies principales

Figure 59 : Les territoires occidentaux sûrs et centraux et orientaux « plus dangereux » d'après le Quai d'Orsay

Figure 60 : Tableau des variables mesurées et de leurs critères respectifs au cours de l'enquête réalisée dans les secteurs populaires de Caracas

Figure 61 : Nombre de questionnaires appliqués par secteurs enquêtés

Figure 62 : Projection des 12 variables de l'enquête dans le plan factoriel associant les composantes principales 1 et 2

Figure 63 : Le système risque et son environnement naturel d'après Patrick Pigeon

Figure 64 : Intégration des systèmes de production des risques et des territoires

Figure 65 : Evolution des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté au Venezuela entre 1976 et 1995

Figure 66 : Les larges rues ombragées de l'*urbanización* de La Florida, pourvues d'un séparateur fleuri et couvert de gazon, au milieu des années 1930

Figure 67 : Panneau commercial en bord de route vantant l'équipement moderne de l'*urbanización* Prados del Este, à la fin des années 1950 à Caracas

Figure 68 : Page de publicité vantant l'équipement moderne de l'*urbanización* La Trinidad publiée dans *El Heraldo* au milieu des années 1950

Figure 69 : La territorialisation des risques à Caracas dans le contexte des transformations urbaines de la fin du XXe siècle

TABLE DES CARTES

Carte 1. Emplacement du viaduc N°1 sur l'autoroute Caracas – La Guaira

Carte 2. Localisation de secteurs urbains du DMC évoqués lors de l'examen des glissements de terrain avérés ou potentiels.

Carte 3. Localisation des failles quaternaires dans la région centre-nord

Carte 4. Localisation des glissements de terrain dans le DMC

Carte 5. La dimension spatiale de trois grandes manifestations dans Caracas entre décembre 2001 et février 2002

Carte 6. Offensive territoriale de l'opposition vers les territoires urbains « chavistes » de Caracas

Carte7. Densité de population dans la région centre-Nord

Carte 8. Le Système d'agglomérations de la grande Caracas

Carte 9. Evolution de la population de la grande Caracas dans la région « Nord centre »

Carte 10. Evolution et distribution de la population de la grande Caracas dans la région « Nord centre »

Carte 11. Densité de population dans l'agglomération de Caracas

Carte 12. Indice de concentration socio-économique de la population dans l'agglomération de Caracas

Carte 13. Distribution des populations les plus favorisées au centre-est de l'agglomération de Caracas

Carte 14. Distribution des secteurs les plus populaires au centre-Ouest et à l'Est de l'agglomération de Caracas

Carte 15. La mixité économique et sociale des populations de l'agglomération de Caracas, une question d'échelle

Carte 16. Déplacement vers l'Est des centralités urbaines le long de l'axe central de la vallée de Caracas, dans le DMC

Cartes 17a et 17b. Destination des déplacements pour raisons professionnelle et scolaire en heure de pointe dans le DMC

Carte 18. Le poids de « l'Ouest » dans la fréquentation du « centre »

Carte 19. Localisation des infrastructures de communication, des *urabnizaciones* et autres opérations de logement

Carte 20. Les délimitations politico territoriales successives du district fédéral / district capital

Carte 21. La complexité des divisions politico-territoriales actuelles de l'espace métropolitain de la capitale vénézuélienne

Carte 22 : Différentiel potentiel de l'accélération de l'onde sismique dans la vallée de San Francisco en fonction de l'épaisseur des sédiments

Carte 23. Aire d'étude de l'expertise japonaise de l'agence JICA concernant les crues torrentielles, les glissements de terrain et les secousses sismiques

Carte 24 : Localisation des secteurs approchés pour l'application de l'enquête sur les conditions de risque en ville

Carte 25 : Correspondances non systématiques entre les *barrios* de *ranchos* et les glissements de terrain dans le DMC

Carte 26 : Distribution des délits déclarés durant sept semaines discontinues dans les *parroquias* du DMC entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007

Carte 27 : Ratio des délits déclarés par population des *parroquias* en 2001 dans le DMC

Carte 28 : Distribution des types de délits déclarés durant sept semaines discontinues dans les *parroquias* du DMC entre le 14 août 2006 et le 28 janvier 2007

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 3

SOMMAIRE 5

INTRODUCTION 9

Caracas, terre de risques et de violence ? 10
Le risque urbain à Caracas, un objet d'étude classique ? 11
Géographicité, spatialité, espace… vers les territorialités urbaines 14
L'enjeu de la territorialité du risque 16
Le constructivisme réaliste pour un objet « chevelu » 17
Les territoires du risque, une clé épistémologique, une clé pragmatique 18
Questionnements, démarches et procédés adoptés pour le travail réalisé à Caracas 19

PREMIERE PARTIE. *LE RISQUE URBAIN A CARACAS : UN MODELE A CONSTRUIRE D'UNE REALITE HETEROGENE* 25

CHAPITRE 1. TROIS PERTURBATIONS MAJEURES DU SYSTEME SOCIO-SPATIAL URBAIN DE CARACAS 27

1.1- Interruption de l'autoroute Caracas – La Guaira, principale liaison entre la vallée de Caracas et le littoral de Vargas 27
1.1.1- L'enjeu capital d'une liaison essentielle au fonctionnement de la ville 27
- L'effondrement spectaculaire du viaduc numéro 1 27
- Par-delà l'Avila, une liaison historique aux multiples facettes entre Caracas et le littoral 29
- Estimation des flux interrompus de véhicules et de personnes 33
- La perturbation du fonctionnement des systèmes socio-spatiaux se traduit à différentes échelles 37
1.1.2- La mise en place des éléments de l'accident 38
- De la dictature de Pérez Jiménez à la démocratie, l'idéologie du progrès aux prises avec la réalité de l'urbanisation 38
- Des pratiques gestionnaires peu efficaces 43
- La rupture scalaire du débordement du site et du développement fonctionnaliste 44
1.1.3- Résoudre l'urgence et penser à l'avenir : quels enseignements ? 45
- Parer à l'urgence et trouver des voies alternatives 45
- Les enseignements de l'interruption de l'autoroute et de l'effondrement du viaduc 49
1.2- Glissements de terrain chroniques dans l'agglomération de Caracas 50
1.2.1- Des évènements récurrents et endémiques dans la vallée de San Francisco 50
- Des glissements de terrain fréquents et surveillés 50
- Les impacts divers d'un aléa chronique 53
1.2.2- Les multiples facteurs d'un risque endémique 55
- Structure, relief et matériaux, un site inégalement propice aux glissements 55
- La densification d'enjeux à la vulnérabilité variable 58
1.2.3- Des risques « naturels » pour des problèmes de « société » 64
- Une prise en charge problématique, à la fois publique, individuelle et communautaire 64
- Les enseignements des glissements de terrain récurrents 67
1.3- Risques sociopolitiques à travers les manifestations dans la capitale entre fin 2001 et avril 2002 68
1.3.1- Constructions politico médiatiques du conflit ouvert 71
- Les bases démocratiques de la confrontation politique 71
- La stigmatisation de la « poignée » de chavistes 72
- Une cohabitation politico territoriale délicate à Caracas 74
- L'entreprise de déstabilisation politique 75
1.3.2- « Mise en lieux » de la confrontation 76
- Identification de la rue et de l'espace urbain dans le cadre de la protestation 76
- Repérage des manifestations dans l'espace sociopolitique polarisé de la capitale 78
- Identification de la polarisation territoriale et des confrontations 80
1.3.3- La marche déviée du 11 avril, l'ultime assaut et l'épisode du Pont Llaguno 85
- Le poids du discours : la place de la presse dans le sens prêté aux évènements 87
- Les enseignements du massacre 89

CHAPITRE 2. DES ETUDES DE CAS AUX RISQUES URBAINS, ESSAI DE MODELISATION 91

2.1- Des risques entre unité et diversité 91
2.1.1- Quelle classification pour des risques pluriels ? 91
2.1.2- Pour une conception générique et systémique du risque urbain 94
- Quelques définitions pour fixer les notions d'aléa et d'enjeu 94
- La vulnérabilité, les vulnérabilités, pierre de touche du risque 95
- Pour concilier la vulnérabilité biophysique et la vulnérabilité sociale 98

- Capacité de réponse et résilience : pour humaniser la quadrature du risque 98
- Un système de risque : modéliser un « construit » social 100
2.2- La spécificité urbaine du risque à Caracas 105
2.2.1- Le caractère urbain et les limites qu'il impose à l'étude du risque 105
- De ce qui rend le risque « urbain » 105
- Les limites posées au risque urbain à l'étude 110
2.2.2- La spécificité de Caracas vis-à-vis du risque urbain 111

DEUXIEME PARTIE. *FORMATIONS ET CONFORMATION DE LA VILLE ET DU RISQUE : UN REGARD GEOGRAPHIQUE SUR LA CONSTRUCTION DU RISQUE URBAIN A CARACAS* 119

CHAPITRE 3. LA CONSTRUCTION DU RISQUE URBAIN A TRAVERS LES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES, SOCIO-ECONOMIQUES, FONCTIONNELS ET MORPHOLOGIQUES DE LA VILLE 123

3.1- Les héritages démographique et socio-économique dans l'espace urbain de la capitale 124
3.1.1- D'une marge coloniale sous-peuplée à la révolution démographique et urbaine du XXe siècle 124
- La dynamique démographique : de l'époque coloniale à la rapide transition démographique du XXe siècle 124
- Population urbaine et système de villes au Venezuela : la place de Caracas 127
3.1.2- L'empreinte de structures socio-économiques en mutations dans l'espace urbain actuel 133
- Le poids de structures socio-spatiales coloniales inégalitaires… 133
- …Et leurs conséquences à nuancer sur la distribution des profils socio-économiques des populations 135
3.2- La dimension « capitale » de Caracas et l'évolution de ses fonctions urbaines 143
3.2.1- Caracas – capitale, la construction d'une polarité à petite échelle 143
- D'une capitale de marge… 143
- …A une capitale qui compte ? 144
3.2.2- Déplacement et distribution des fonctions urbaines dans la capitale 145
- Le déplacement latitudinal de la centralité sur l'axe de la vallée de San Francisco 145
- A l'échelle du DMC, un axe de fonctions latitudinal pour une fréquentation méridienne 147
- Des connexions radiales entre la vallée de Caracas et les zones résidentielles périphériques 150
3.3- La progression ségrégative d'un bâti géophage et hétérogène à Caracas 153
3.3.1- L'étalement urbain se surimpose au damier colonial 153
- La progression d'abord lente mais inexorable de la surface bâtie 153
- Morphologie coloniale et type d'occupation urbaine 155
3.3.2- La promotion de formes urbaines modernes au mépris du site et de l'hétérogénéité des populations 161
- Par son défaut et par son action, l'initiative publique affecte la morphologie urbaine 161
- Les logiques privées essentiellement spéculatives de l'urbanisation des haciendas de la vallée de San Francisco 164
SYNTHESE DU CHAPITRE 3 172

CHAPITRE 4. SYSTEME DE VALEURS ET AUTORITE PUBLIQUE SUR LES TERRITOIRES URBAINS : DEUX FACTEURS FONDAMENTAUX DANS LA CONSTRUCTION, LA RECONNAISSANCE ET LA GESTION DES RISQUES A CARACAS 177

4.1- L'idéologue, le nostalgique et le citadin… ou la légende urbaine de Caracas 178
4.1.1- Caracas coloniale : ordre social inégalitaire et rapport pré-moderne à l'environnement 178
- La ville comme avant pont colonial de l'ordre métropolitain inégalitaire 178
- Les conceptions des risques dans la ville coloniale et l'émergence progressive d'un enjeu collectif 180
4.1.2- La ville moderne et fonctionnaliste : du confinement à l'éradication du risque 185
- L'attitude privilégiée du confinement de la menace au cours d'un XIXe siècle à l'Histoire mouvementée 185
- La consolidation d'un positivisme propre au Venezuela 186
- De l'hygiénisme en matière d'urbanisme dans les deux dernières décennies du XIXe siècle 188
4.1.3- La ville et le pétrole : du mythe du développement à la réaction romantique 189
- Le sauvage et l'urbain, une construction « en miroir » sur l'autel du développement 191
- Le succès grandissant de la planification et du fonctionnalisme 194
- Le souffle de la « réaction » romantique à la croissance effrénée 196
4.1.4- « Caracas démocratique » : regards paradoxaux sur une « ville-monstre » 197
- Des défis urbains et de développement souvent éludés durant la démocratie pétrolière 197
- Recul de l'État, progression de l'initiative privée et logiques de marché dans la croissance urbaine 200
- L'irruption d'un discours de rupture dans une capitale « sinistrée » : vers la « ciudad insurgente »? 202
4.2- Gouvernance et risque urbain, entre morcellement politico-territorial et discontinuités des principes et de l'action 206
4.2.1- Découpage et morcellement politico territorial : de l'espace aux acteurs 206
- Processus de divisions territoriales 206
- Processus de décentralisation accompagné de dérégulation et de recul de l'État : l'occasion de multiples revendications de pouvoir 210
4.2.2- Mutations de l'ordre institutionnel et des rapports de forces – conflictuels – entre acteurs 213
- La difficile articulation des différentes échelles de la ville de Caracas 213
- Les conflits d'ordre politique redoublent les divisions et entravent la planification urbaine 217
- Promotion d'un nouvel appareil institutionnel : le Système National de Planification Participative (SNPP) 219
4.2.3- La législation du risque aux contours flous : un enjeu politique 222
- La prise en compte du risque dans les politiques publiques et urbaines 222

- Le risque, une prise en charge par le politique....224
- Deux lois, deux conceptions du risque....227
4.2.4- La gestion du risque urbain en pratique : stratégies d'acteurs et applications partielles....232
- Les réseaux internationaux engagés dans le débat du risque à Caracas....232
- Organigramme opérationnel des institutions du risque....235
- Etudes de risque et plans à disposition....237
SYNTHESE DU CHAPITRE 4....241

SYNTHESE DE LA DEUXIEME PARTIE. LES CONDITIONS DE L'ORDRE SOCIO-SPATIAL DEFINISSENT LA NOTION ET LES SITUATIONS DE RISQUE URBAIN....245

TROISIÈME PARTIE. *ENTRE MATERIEL ET IMMATERIEL : UNE APPROCHE GEOGRAPHIQUE DU RISQUE A CARACAS PAR LES TERRITORIALITES*....249

CHAPITRE 5. LE RISQUE ET LE TERRITOIRE, DEUX CONSTRUCTIONS SOCIO-SPATIALES CONNEXES....251
5.1- Le couple matériel - idéel pour une dialectique du territoire du point de vue du constructivisme matérialiste....252
5.1.1- « Territoire » : des définitions multiples pour une posture dialectique....252
5.1.2- L'architecture complexe des déterminants du territoire....253
5.1.3- Entre ontologie et échanges pragmatiques, entre individus et collectifs : le choix du territoire....256
5.2- Entre idéel et matériel, le poids des représentations et de l'idéologie dans la territorialisation du risque urbain à Caracas. 258
5.2.1- Des représentations dominantes mais non exclusives à l'origine de territorialisations diverses du risque urbain 260
- Les représentations scientifiques et techniques du risque à Caracas....260
- Les représentations du risque et de l'espace social pour les pouvoirs publics....261
- Les représentations de l'espace social et du risque pour les médias et les secteurs relativement favorisés dans l'ordre social....265
- Des représentations unanimes de l'espace social urbain....268
5.2.2- Perception et représentation des risques dans les *ranchos*....270
- Les termes de l'enquête portant sur les conditions de risque dans des secteurs populaires de la ville....270
- Face aux risques, plus que l'action, la réaction des populations....275
- Des priorités qui relèvent des conditions matérielles et du quotidien....276
- Dans les méandres de la mémoire : valorisation de catastrophes récentes et appréhension inégale de l'environnement....276
- Les enseignements de l'ACP : le poids du quotidien et l'opposition entre les dimensions matérielles et idéelles....277
5.2.3- La délicate combinaison des espaces à risque et des territoires de risque....279
- La discordance entre les aspects matériels objectifs et idéels subjectifs....280
- Discordance entre différentes représentations du risque à propos d'un même espace urbain et parmi des groupes apparemment homogènes....287
- A plus petite échelle : des représentations hétérogènes à des discours homogènes sur les risques ?....289
5.3- Modélisation systémique des territoires de risque....292
5.3.1- L'intégration du système risque et du système territorial....292
5.3.2- Les limites du système des territoires de risque : le temps, l'espace, les acteurs....296
5.3.3- L'ordre socio-spatial, un implicite du système des territoires de risque....298
SYNTHESE DU CHAPITRE 5....300

CHAPITRE 6. LES TERRITOIRES DU RISQUE URBAIN, UN OUTIL DE LECTURE DE LA GEOGRAPHIE SOCIALE URBAINE....303
6.1- Les risques urbains : un « moment » dans le contexte géographique et la conformation d'un ordre socio-spatial....305
6.1.1- L'évolution de l'ordre socio-spatial urbain et la figure du risque : une multiplication complexe d'étapes et de seuils....306
- De la mondialisation ténue de l'époque coloniale aux Lumières de l'indépendance : un ajustement discret de l'ordre socio-spatial urbain....306
- D'un positivisme moderniste à la mise en perspective tardive des préoccupations environnementales après les années 1960....309
- L'importance de l'intense métropolisation dans la redéfinition de l'ordre socio-spatial à Caracas dans les dernières décennies du XXe siècle....311
- L'ordre de l'État pétrolier ébranlé par les mutations du marché de l'énergie et l'accès de politiques néolibérales des années 1980....314
- L'émergence des risques urbains socialement identifiés comme tels est à comprendre dans le contexte des mutations urbaines de la fin du XXe siècle....316
6.1.2- La rupture du 27F : un « moment » dramatique dans l'évolution du vivre-ensemble à Caracas....317
- Les brèches de l'ordre socio-spatial s'approfondissent dans les années 1980, entre individualisation et recul de l'État....318
- « Racisme endémique » de la société vénézuélienne ou réaction à la crise sociale des années 1980 ?....320
- La stigmatisation raciste – et classiste – comme résurgence d'un ordre social colonial : l'exemple des formes du bâti résidentiel....322
- La terreur à Caracas, le 27 février 1989 : une rupture symbolique forte à replacer dans le contexte de l'ordre socio-spatial urbain....328

- Y a-t-il une rupture liée au chavisme dans la crise d'un ordre socio-spatial urbain ? 331
6.2- Géographie du risque urbain, géographie sociale et politique 335
6.2.1- Le risque, une clé de lecture de la géographie urbaine, sociale et politique ? 336
- Risque et fragmentation : un rapprochement pertinent, mais pas systématique 336
- Risque et marginalité : une relation plus idéologique que matérielle 338
- Risque et justice-environnementale : un théâtre d'opération pour les pouvoirs publics ? 341
6.2.2- Le risque comme instrument : entre stratégies de reproduction de la domination et politiques territoriales 344
- Stigmate – rejet – mise à distance : le risque comme critère de différenciation socio-spatiale 345
- Gérer les risques, gérer la société : un instrument de pouvoir 350
- Politique de la ville ou gestion des risques ? 354
SYNTHESE DU CHAPITRE 6 357

CONCLUSION GENERALE 359

Pour une approche systémique des risques urbains qui tend à l'interdisciplinarité 359
Le risque urbain, produit social marqué dans le temps et dans l'espace : vers un modèle ? 363
Mobiliser les territoires du risque urbain pour lire l'espace social de Caracas 365
Enseignements et perspectives de la réflexion sur les risques urbains à Caracas 369

BIBLIOGRAPHIE 371

TABLE DES PHOTOS 399

TABLE DES FIGURES 401

TABLE DES CARTES 407

ANNEXES 413

Annexe 1 : Tableau récapitulatif et complémentaire des données de population concernant Caracas 413
Annexe 2 : Reproduction et traduction des deux premières pages du Codigo de salubridad publica 417
Annexe 3 : Extrait de Los Amos del Valle, par Francisco Herrera Luque, à propos des comportements face au séisme de 1641 à Caracas. 419
Annexe 4 : Modèle de l'enquête semi-dirigée appliquée dans 5 secteurs populaires de l'Ouest de Caracas. 423
Annexe 5: Table des variables pondérées 427

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau récapitulatif et complémentaire des données de population concernant Caracas

Dates	Lieu	Habitants	Source
>1560's	Vallée de Caracas		Brito Figueroa, 2000 : 123-158
1574	Caracas	300+ troupes	Evêque Fray Pedro de Agreda cité par Brito, 1989 : 57
1574	Caracas	2000	Gouvernement de la province cité par De Lisio, 2001 : 218
1589	Caracas	2000	Recensement effectué par le gouvernement local, cité dans Brito Figueroa, 2000 : 123-158
1607	Caracas	500	Diego de Villanueva cité dans Arellano Moreno, 1972 : 234
1624	Caracas	1500	Vaquez de Espinosa cité dans Arellano moreno, 1972 : 158
1650	Caracas	1000	*Procurador General* cité par Arellano Moreno, 1972 : 235
1651	Caracas	1755	*Cabildo de Caracas* cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1651	Vallée de Caracas	12500	*Cabildo de Caracas* cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1657	Caracas	8000	Herrera Luque, 1979b : 146
1696	Caracas	6000	Brito Figueroa, 2000 : 123-158
1717	Caracas	7690	Oviedo y Baños cité par Gasparini, s.d. : 61
1720	Caracas	5000	Oviedo y Baños cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1744-1746	Caracas	14000	Brito Figueroa cité dans Gasparini et Posani, 1969 : 34
1759-1784	Caracas	18986	Brito Figueroa, 2000 : 154
1761	Caracas	22000	Herrera Luque, 1979b : 363
1764	Vallée de Caracas	26340	Joseph Luis de Cisneros cité dans Gasparini et Posano, 1969 : 35
1764	Caracas	15000	Estimation dans Arellano Moreno, 1972 : 158
1771	Caracas	18669	Evêque Marti cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1772	Caracas	19000	Gonzalez Casas, 2002 : 216
1772	Caracas	24187	Brito Figueroa, 2000 : 151
1774-1784	Caracas	18669	Evêque Marti cité par De Lisio, 2001 : 218
1777	Caracas	20000	Comte de Ségur cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1778	Caracas	30000-32000	Alexandre Humboldt
1783	Caracas	35000	Recensement espagnol dans Arellano Moreno, 1972 : 158
1796	Caracas	35000	Recensement espagnol dans Arellano Moreno, 1972 : 237
1796	Caracas	40000	Humboldt dans Arellano Moreno, 1972 : 158
1800	Caracas	31234	recensement ecclésiastique dans Arellano Moreno, 1972 : 158
1800	Caracas	40000	Humboldt cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1802	Caracas	42000	Depons cité par De Lisio, 2001 : 218
1804	Caracas	35000	Diaz cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1806	Caracas	40000	Gonzalez Casas, 2002 : 216
1807	Caracas	47228	Dauxion - La Vaysse cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1810	Caracas	50000	La Vaysse cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1810	Caracas	42000	Semple cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1812	Caracas	50000	Alexandre Humboldt
1812	Caracas	45000	Palacios cité dans Arellano Moreno, 1972 : 158
1812	Caracas	42000	François Depons
1812	Caracas	50000	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1816	Caracas	21000	Diaz cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1821	Caracas	17000	Gonzalez Casas, 2002 : 219
1825	Caracas	29846	Brito Figueroa, 2000 : 261
1825	Vallée de Caracas	50867	Brito Figueroa, 2000 : 261
1839	Caracas	35000	Codazzi cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1847	Caracas	32165	Sanabria cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1847	Caracas	34165	Sanabria cité par Arellano Moreno, 1972 : 158

1847	Caracas	34000	Villanueva brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 58
1850	Caracas	34165	Sanabria cité par De Lisio, 2001 : 218
1851	Caracas	34165	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1856	Caracas	43752	Villanueva brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 58
1869	Caracas	47597	Villanueva brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 58
1869	Caracas	47013	Landaeta cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1873	Caracas	48897	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1873	Agglomération de Caracas	68057	Recensement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1878	Vallée de Caracas	60000	Tejero cité par Arellano Moreno, 1972 : 158
1881	District Fédéral	69394	Brito Figueroa, 2000 : 309
1881	Caracas	55638	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1881	Agglomération de Caracas	77911	Recensement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1886	District Fédéral	70078	Brito Figueroa, 2000 : 309
1891	District Fédéral	113204	Brito Figueroa, 2000 : 309
1891	Caracas	72429	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1891	Agglomération de Caracas	98325	Recesnement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1900	Caracas	90000	Martin frechilla dans Imbesi et Vila, 1995
1918	Caracas	100000	Arellano Moreno, 1972 : 254
1920	Caracas	92212	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1920	Agglomération de Caracas	118312	Recensement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1926	Caracas	135253	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1926	Caracas	147000	Recensement cité par Arellano Morneo, 1972 : 255
1926	Caracas	100000	*SOCSAL*, 2003 : 21
1926	Agglomération de Caracas	167941	Recesnement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1935	Vallée de Caracas	250000	Arellano Moreno, 1972 : 255
1936	Caracas	240000	*SOCSAL*, 2003 : 22
1936	Caracas	263358	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1936	Agglomération de Caracas	258513	Recensement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1936	Caracas	203342	VI recensement dans De Lisio, 2001 : 218
1939	Caracas	203342	Recensement national cité par Arellano Moreno, 1972 : 256
1940	Caracas	350000	Marcano dans Imbesi et Vila, 1995
1941	Caracas	359225	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1941	Agglomération de Caracas	354138	Recesnement national cité par Cedeño Gonzalez, 1984 : 31
1941	Aire métropolitaine de Caracas	561415	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, dans De Lisio, 2001 : 218
1945	Caracas	500000	Villanueva Brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 63
1950	Caracas	495064	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1950	Aire métropolitaine de Caracas	694000	Recensement national cité par Arellano Moreno, 1972 : 257
1950	Aire métropolitaine de Caracas	676000	Cedeño Gonzalez, 1984
1950	Aire métropolitaine de Caracas	790456	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1950	Aire métropolitaine de Caracas	751000	Marcano dans Imbesi et Vila, 1995
1950	Aire métropolitaine de Caracas	704567	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, De Lisio, 2001 : 218
1952	Caracas	700000	Villanueva Brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 63
1955	Caracas	1000000	*SOCSAL*, 2003 : 22
1956	Aire métropolitaine de Caracas	1000000	Arellano Moreno, 1972 : 258
1959	Caracas	711673	Arellano Moreno, 1972 : 159

1959	Agglomération de Caracas	1498785	De Lisio, 2001 : 219
1960	Agglomération de Caracas	1270000	Cedeño Gonzalez, 1984
1961	Caracas	1116245	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1961	Caracas	786710	Recesnement national cité par Arellano Moreno, 1972 : 259
1961	Agglomération de Caracas	1501289	Gonzalez Casas, 2002 : 231
1961	Aire métropolitaine de Caracas	1675278	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, De Lisio, 2001 : 218
1961	Agglomération de Caracas	1336464	Recensement national cité par Arellano Moreno, 1972 : 259
1968	Aire métropolitaine de Caracas	2000000	Villanueva Brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 63
1970	Agglomération de Caracas	2024000	Cedeño Gonzalez, 1984
1971	Aire métropolitaine de Caracas	2630260	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, De Lisio, 2001 : 218
1978	Agglomération de Caracas	2400375	De Lisio, 2001 : 219
1981	Aire métropolitaine de Caracas	3379540	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, De Lisio, 2001 : 218
1983	Agglomération de Caracas	2603591	De Lisio, 2001 : 221
1990	Aire métropolitaine de Caracas	3789855	*Plan Ordenacion urbanistica sistema metropolitano de Caracas*, De Lisio, 2001 : 218
1990	Agglomération de Caracas	2784042	Marco Aurelio Vila dans Imbesi et Vila, 1995 : 36
1990	Agglomération de Caracas	2689549	Sur la base du recensement national, De Lisio, 2001 : 219
1990	Aire métropolitaine de Caracas	3504405	Marco Aurelio Vila dans Imbesi et Vila, 1995 : 36
1990	Agglomération de Caracas	2880000	Villanueva Brandt dans Imbesi et Vila, 1995 : 63
1995	Agglomération de Caracas	3000000-3200000	Imbesi et Vila, 1995 : 225

Annexe 2 : Reproduction et traduction des deux premières pages du Codigo de salubridad publica

Code d'hygiène publique

Section première.
Aux fonctionnaires et corporations qui ont en charge l'hygiène publique.

Titre I.
De la direction générale de l'hygiène.
Art. 1. La direction générale de l'hygiène appartient au Ministère des relations Intérieures, et est dotée des facultés et prérogatives que lui confère l'Exécutif national.

Titre II.
De la « faculté de médecine ».
Art. 2. La « faculté de médecine » est l'organe qui fait autorité pour tout ce qui touche à l'hygiène publique, et pour tout ce qu'édicteraient la direction générale de l'hygiène, les mesures et règlements sanitaires généraux.
Art. 3. Relèvent de la responsabilité de la « faculté de médecine » ce qui concerne l'hygiène publique ainsi que les obligations suivantes attribuées par la Direction générale :

1. Examiner les questions d'hygiènes publiques qui lui sont soumises par la Direction générale de l'hygiène ; et écarter les sollicitations de consultation émanant de l'Exécutif national, des autorités civiles et judiciaires, et des « conseils d'hygiène ».
2. Edicter les mesures et les règlements qui ont trait de manière générale aux affaires d'hygiène publique.
3. Centraliser et coordonner tous les travaux des « conseils d'hygiène ».
4. Solliciter des autorités compétentes les mesures qui échappent à la « faculté » mais qui peuvent être d'importance pour l'hygiène publique.
5. Tenir de la manière la plus détaillée possible les statistiques démographiques et sanitaires de l'Union, en prenant les mesures nécessaires à cet effet.
6. Surveiller la conservation et la diffusion du vaccin.

Art. 4. Tous les actes de la « faculté de médecine » relatifs à l'hygiène publique seront portés à la connaissance de la Direction générale.

Titre III. Des conseils d'hygiène.
Art. 5. Dans le district fédéral et dans chacune des capitales de l'Union, ainsi que dans les territoires fédéraux, on trouvera un conseil d'hygiène composé du gouverneur du district fédéral ou du président de l'État ou du gouverneur du territoire, qui le présideront, d'un conseiller élu chaque année par le conseil municipal de la localité, par deux professeur de médecine, de la « faculté de médecine » du Venezuela, un professeur de jurisprudence, un pharmacien titulaire et un ingénieur, qui seront élus tous les ans par le président du « conseil d'hygiène ».
[…]

Traduction libre.

Le Code de Salubrité Publique figure parmi les archives de la *Secretaría de Interior y Justicia*, Tome MXXV, folio 32, en date du 27 octobre 1880.

CODIGO

DE

ALUBRIDAD PUBLICA.

SECCION PRIMERA.

LOS FUNCIONARIOS Y CORPORACIONES Á CUYO CARGO ESTÁ LA SALUBRIDAD PÚBLICA.

TITULO I.

De la Direccion General de Salubridad.

Art. 1º La Direccion General de salubridad [es] en el Ministerio de Relaciones Interiores, con [las facultades y preeminencias que el Ejecutivo] Nacional le confiera.

TITULO II.

De la "Facultad Médica."

Art. 2º La "Facultad Médica" es el Cuerpo con[sultivo] superior en todo lo que se relaciona con [la salu]bridad pública, y el que dicta de acuerdo [con la] Direccion General, las medidas y reglamen[tos] sanitarios generales.

Art. 3º Son atribuciones de la "Facultad Mé[dica] por lo que respecta á la salubridad pública, [además] de las que le confiera la Direccion Gene[ral] las siguientes:

1ª Examinar las cuestiones de higiene pública que le sean sometidas por la Direccion General de salubridad; y evacuar las consultas que le sean hechas por el Ejecutivo Nacional, las autoridades civiles y judiciales y los "Consejos de Sanidad."

2ª Dictar las medidas y reglamentos que requieren en lo general los asuntos que tienen relacion con la salubridad pública.

3ª Centralizar y coordinar todos los trabajos de los "Consejos de sanidad."

4ª Solicitar de las autoridades competentes las medidas que, no siendo de sus atribuciones, pueden ser de algun beneficio para la salubridad pública.

5ª Llevar de la manera más detallada posible las estadísticas demográfica y sanitaria de la Union, dictando las medidas que crea convenientes al objeto.

6ª Vigilar la conservacion y propagacion del *fluido* vacuno.

Art. 4º Todos los actos de la "Facultad Médica" referentes á la salubridad pública, serán puestos en conocimiento de la Direccion General de ésta.

TITULO III.

De los Consejos de Sanidad.

Art. 5º En el Distrito Federal y en cada una de las capitales de la Union, y en los Territorios Federales, habrá un "Consejo de Sanidad," compuesto del Gobernador del Distrito Federal ó del Presidente del Estado ó del Gobernador del Territorio, quienes lo presidirán, de un Concejal elegido anualmente por el Concejo Municipal de la localidad, de dos profesores de medicina, de la "Facultad Médica" de Venezuela, uno de jurisprudencia, un farmacéutico titular y un ingeniero, que serán elegidos todos los años por el Presidente del "Consejo de Sanidad."

[Parágrafo] único. En el caso de que en la localidad [falte] alguno ó algunos de los miembros indica[dos] en este artículo, serán suplidos por igual nú[mero] de personas idóneas á juicio del Presidente [del] Consejo de Sanidad."

Art. 6º Son atribuciones de los "Consejos de [Sani]dad."

1ª Examinar, coordinar y centralizar todos los [trabajos] de las Juntas de Sanidad respectivas.

2ª Vigilar cuidadosamente todo lo que se re[fiera] á la conservacion de la salubridad pública en [las de]marcaciones políticas á que pertenecen.

3ª Dictar las medidas y reglamentos sanitarios [particu]lares á su demarcacion política, los cuales de[ben] ser sometidos préviamente á la aprobacion de [la Fa]cultad Médica," á ménos que la gravedad [del] asunto amerite la urgencia, en cuyo caso pue[dan] ponerse en accion dichas medidas y reglamen[tos] dando cuenta de ellos á aquella Corporacion.

4ª Cumplir y hacer cumplir los reglamentos, [resolu]ciones y acuerdos que emanen de la "Facul[tad] Médica" y de su Tribunal.

5ª Evacuar las consultas que les sean someti[das] por las Juntas de Sanidad de su demarcacion.

6ª Ocurrir á la "Facultad Médica" en casos [de duda] y en cualquier asunto que no le sea posi[ble] resolver.

7ª Velar cuidadosamente sobre el ejercicio de los [diferen]tes ramos de las profesiones médica y farma[céutica], haciendo desaparecer las irregularidades que [se] presenten.

8ª Llevar con los detalles posibles las estadís[ticas] demográfica y sanitaria de su demarcacion po[lítica], dictando para ello las medidas que crea con[veniente].

9ª Dar cuenta mensualmente á la "Facultad [Médica]" de sus trabajos y de los de las "Juntas [de Sa]nidad" de su demarcacion, y pasar á aquella [Corpo]racion en los diez primeros dias de cada mes [los da]tos estadísticos de que habla el inciso ante[rior] y correspondientes al mes que precede.

Annexe 3 : Extrait de Los Amos del Valle, par Francisco Herrera Luque, à propos des comportements face au séisme de 1641 à Caracas.

« - El calor es de muerte – dice a Petronila -. Son las 8 de la mañana y las chicharras cantan como si fuera mediodía.
Rodrigo suda. Un negro que pasa lleva la espalda mojada. Juana Francisca regurgita un buche ácido.
- El bochorno me la ha enfermado. Fíjate Rodrigo, hasta los pájaros se han ido. ¿A dónde se habrán marchado los condenados?
[…]
- ¡Que calor hace! – dice en voz alta -. Los pájaros no cantan. ¿Dónde están?
- No hay ninguno en la casa – le responde Petronila -. Tampoco los hay afuera. No los hay en el aire. Los perros aúllan.
Los perros siguen aullando. Los esclavos se encogen medrosos. Luces violetas cruzan anoche el Valle. Rodrigo Blanco se sobrecoge. De sombrero cordobés y en traje campero de hombre, Adriana le está bailando en el aire.
La tierra onduló a sus pies. Una pared medianera se vino abajo. Se mecían los pilares. Los tejados se rodaban. Un gran puño golpeaba abajo. Saltaban las sillas, los pucheros, los escaparates. La tierra rugía. Un gran animal se abría paso.
- ¡Terremoto! ¡Terremoto! – gritó un clamor entre ruinas.
- ¡Mi hija! ¡Mi hija! – gimió Rodrigo.
[…]
Reventando caballos, llegó a Caracas. Un mareo de estupor lo envolvió al ver: el barrio de Rosalía a ras de suelo. Cual si nunca hubiese existido. Un amasijo de piedras y tejas rotas era todo cuanto quedaba. Un profundo silencio envolvía al barrio muerto. No se escuchaba ni un grito, ni un llamado, ni un sollozo, ni un lamento. Sólo había un libre silencio. Un silencio sobrecogedor, mucho más terrible, más estridente que los mil cañones que una vez escuchó disparar en Flandes[400]*.*
[…]
Una voz bronca y castiza exclamó a sus espaldas:
- Ese es vuestro castigo. Lo tenéis más que merecido por corrompido y malvado.
Era Fray Mauro de Tovar con ocho soldados, espadas desenvainadas.
La ciudad quedó destruida. La Catedral se vino abajo. Entre los muertos estaba Maripérez, quien ya había donado todos sus bienes a la Iglesia.
Al día siguiente, los vecinos, apesumbrados, comentaban lo sucedido en la Plaza Mayor.
Desde el Palacio Episcopal cuatro cornetas reclaman atención. En el umbral se dibujaba la maciza figura de Fray Mauro de Tovar. Una recua de siete burros arrastraba el Obispo.
A horcajadas de las bestias cuatro hombres y tres mujeres, totalmente desnudos. Fray Mauro los fustiga con un látigo. Doña Jimena Ponte lleva un letrero:
Por fornicar con su hermano – *proclamaba* – Ninguno de los hijos que tiene es de su marido.
Arriba de los otros burros los ancianos padres de los Navarro.
Por permitir la inmundicia[401]*.*
Fray Mauro proclamó estentóreo lo que decían los letreros:
- Por crímenes como éstos el Señor nos abatió con su cólera. ¡He aquí a los culpables del terremoto!

[400] *La popular barriada caraqueña, de acuerdo a la tradición, recibió su nombre por el terrible silencio que sucedió al sismo.*
[401] *Rigurosamente histórico (ver Armas Chity)*

- Di un salto hacia atrás – refería días después a Soledad – barruntándome que apenas soltase tamaña acusación una pedrea lapidaria a los culpables. Pero no. ¡Oh, pueblo de pecadores! Los presentes, antes de lanzar piedras, comenzaron a reírse de lo feas que tenía las nalgas la señora Ponte o de lo bien puestas que las tenía Doña Jimena. Con deciros que el mulato Ramoncito, el Susurrante, afirmó entre la risa de todos, que de haber tenido una hermana así, hubiese hecho lo mismo.
En la calle se rumoreaba […] que todo aquello no era más que una burda infamia de Fray Mauro, despechado porque Doña Jimena no accedió a sus requiebros pues tenía sus líos con Ruy Fuenmayor. El Capitán General se presentó indignado espada en mano, llamando a Fray Mauro loco calumniador.
- ¡Que espanto! – expresó Soledad -. Mire que la gente puede ser mal hablada, y que acusar al pobre Fray Mauro de mujerero, cuando es todo un santo varón.
¡Santo! – dijo para sí Pablo -, será como San Lucas. Nunca había visto un cura tan birriondo."
El incidente con Doña Jimena puso al rojo vivo el ya incandescente odio de Fray Mauro contra el General de Galeras.
A una semana del sismo se hizo cabildo abierto, para discutirse lo que habría de hacerse en el futuro con la devastada ciudad.
En una esquina de la gran mesa: Ruy de Fuenmayor; al otro extremo Fray Mauro; en medio, los capitulares; alrededor el pueblo y las dos guardias armadas: la del Obispo y la del Gobernador.
Fuenmayor, luego de una larga exposición, propone refundarla en los predios del cacique Chacao. Fray Mauro estalla:
- A nadie, sino a un descastado, se le puede ocurrir una barbaridad semejante.
[…]
Arrestos y palizas ordena el Gobernador. Maldiciones, excomuniones y raptos el Obispo.
[…]
Estalla de nuevo la guerra. El Obispo se atrinchera en el Palacio Episcopal. El General de Galeras al otro extremo de la Plaza y rodeado por sus tropas, se apresta a tomar por asalto el refugio del Obispo.
- ¡Adelante! – dice a sus hombres, que con arcabuces a punto y doble fila avanzan decididos por la Plaza Mayor.
Del palacio salen cánticos y rezos mientras esperan la orden de Fray Mauro para disparar.
Un mensajero a caballo irrumpe en la Plaza.
- Los piratas – dice – avanzan sobre La Guayra[402]*. »* (Herrera Luque, 1979b : 27-32).

« - Il fait une chaleur à mourrir – dit Petronila. Il est 8 heures du matin, et les cigales chantent comme en plein midi.
Rodrigo sue. Un noir qui passe se redresse, le dos trempé. Juana Francisca régurgite un goût acide.
- Cette fournaise me l'a rendue malade. Rend-toi compte, Rodrigo, même les oiseaux ont déserté. Où auront-ils été ces condamnés ?
[…]
- Quelle chaleur ! – dit-il à voix haute. Les oiseaux ne chantent pas. Où sont-ils ?
- Il n'y a personne dans la maison – lui répond Pétronila. Personne non plus à l'extérieur. Rien en l'air. Les chiens aboient à la mort.

[402] *Rigurosamente histórico.*

Les chiens continuent d'aboyer. Les esclaves se recroquevillent de peur. La nuit, des lumières violettes ont traversé la vallée. Rodrigo Blanco est saisi d'effroi. Couvert d'un chapeau andalou et vêtu d'un habit de paysan, Adriana danse dans les airs.
La terre ondule sous ses pieds. Un mur à mi hauteur s'effondra. Les colonnes balançaient. Les tuiles dégringolaient des toits. Sous terre, un grand point frappait fort. Les chaises, les marmites, le mobilier, tout sautait. La terre rugissait. Un grand animal s'ouvrait un chemin.
- Tremblement de terre ! Tremblement de terre ! – monta la clameur d'entre les ruines.
- Ma fille ! Ma fille ! – gémit Rodrigo.
[…]
Il épuisa les chevaux pour arriver à Caracas. Un vertige de terreur le saisit à la vue du désastre : le quartier de Rosalía était rasé. Comme s'il n'avait jamais existé. Un amas de pierre et de tuiles cassées était tout ce qu'il en restait. Un profond silence imprégnait le quartier mort. On n'entendait aucun cri, aucun appel, pas un sanglot, pas un gémissement. Seul régnait en maître le silence. Un silence angoissant, bien plus terrible, bien plus strident que les mille canons qu'il avait un jour entendu détonner dans les Flandres[403].
[…]
Une voix inquisitrice et soignée s'exclama à l'arrière :
- Voilà votre châtiment. Il est bien plus que mérité, pour votre corruption et votre méchanceté.
C'était Fray Mauro de Tovar accompagné de huit soldats, épées au clair.
La ville était détruite. La cathédrale s'effondra. Parmi les morts, on comptait Maripérez, qui avait déjà donné tous ses biens à l'Eglise.
Le jour suivant, les voisins en deuil commentaient les évènements sur la Plaza Mayor. Depuis le palais épiscopal, quatre cornes emportent l'attention. La figure massive de Fray Mauro de Tovar se dessinait sur le seuil. L'évêque tirait un groupe de sept mules. A cheval sur les bêtes, quatre hommes et trois femmes, totalement nus. Fray Mauro les fouettait. Doña Jimena Ponte porte un écriteau :
Pour avoir forniqué avec son frère – disait l'écriteau – *Aucun de ses fils n'est de son mari*.
Sur les autres ânes, les vieux parents des Navarro.
Pour avoir permis l'immondice[404].
Fray Mauro proclamait à plein poumon les textes des écriteaux :
- C'est pour des crimes comme ceux-là que le Seigneur a abattu sa colère sur nous. Je vous présente les responsables du tremblement de terre !
- J'ai fait un pas en arrière – confiait-il quelques jours après à Soledad – pressentant qu'à peine prononcée cette accusation si grave, une multitude de pierre allait s'abattre sur les coupables. Mais non. Ô peuple de pécheurs ! Les présents, avant de jeter des pierres, commencèrent à rire de la laideur des fesses de Madame Ponte ou de la beauté de celles de Doña Jimena. Il se trouva même le mulâtre Ramoncito, en général si discret, pour dire, entre les rires de tous, que s'il avait eu une sœur pareille, il en aurait fait autant.
Dans la rue, la rumeur gonflait […] que tout ceci n'était qu'une énorme infamie de Fray Mauro, repoussé et blessé par Doña Jimena qui n'accéda pas à ses avances du fait de son histoire avec Ruy Fuenmayor. Le Capitaine Général se présenta indigné, épée au point, traitant Fray Mauro de fou calomnieux.
- Quelle horreur ! – lacha Soledad. Vous voyez comme les gens peuvent être mauvaise langue et accuser le pauvre Fray Mauro d'être un homme à femme, alors même que c'est un saint homme.
Saint ! – pensa Pablo, alors comme San Lucas. Il n'avait jamais vu un curé à ce point en chaleur. »
L'incident avec Doña Jimena poussa à son paroxisme la haine déjà virulente qui régnait entre Fray Mauro et le Général des Galères.

[403] Le secteur d'habitat populaire de Caracas, selon la tradition, tire son nom du terrible silence qui a suivi le séisme [Il s'agit du secteur d'*El Silencio*, à l'ouest de l'actuel *Centro Simon Bolivar*].
[404] Rigoureusement vrai (voir Armas Chity).

Une semaine après le tremblement de terre, on réunit un conseil ouvert, pour décider de ce qu'il adviendra de la ville dévastée.
A un bout de la grande table : Ruy de Fuenmayor ; à l'autre bout, Fray Mauro ; au milieu, les conseillers ; autour le peuple, et les deux gardes armées : celle de l'évêque et celle du gouverneur.
Au terme d'un long exposé, Fuenmayor propose de fonder à nouveau la ville sur les terres du cacique Chacao. Fray Mauro éclate :
- A l'esprit de personne, à moins d'être un déclassé (bâtard)[405], il ne vient une imbécillité pareille.
[…]
Le gouverneur ordonne des arrestations et des passages à tabac ; l'évêque maudit et excommunie.
[…]
La guerre éclate à nouveau. L'évêque se retranche dans le palais épiscopal. Le Général des Galères, à l'autre extrêmité de la place et entouré par ses troupes s'apprête à prendre d'assaut le refuge de l'évêque.
- En avant ! – dit-il à ses hommes, arquebuses en joue et sur deux files, traversez décidés la Plaza Mayor.
De l'intérieur du palais on entend des cantiques et des prières, et l'on attend l'ordre de Fray Mauro pour ouvrir le feu.
Un messager à cheval fait irruption sur la place.
- Les pirates – dit-il, ils avancent sur La Guayra[406]

[405] Avec une idée d'humilitation dans l'ordre colonial.
[406] Rigoureusement historique.

Annexe 4 : Modèle de l'enquête semi-dirigée appliquée dans 5 secteurs populaires de l'Ouest de Caracas.

I- Características físico-ambientales:

IIa) ¿Cuál es el tipo de su terreno?	3)Roca dura		2)Roca blanda / fragmentada		1)Relleno		x)No sabe	

IIb) ¿Cuál es la pendiente de su terreno?	3)Plana		2)≤ 30°		1)>30°		1)Proximidad talud		x)No sabe	

IIc) ¿Existen obras de ingeniería civil para proteger su barrios/comunidad?	1)Si		0)No		x)No sabe	

IId) ¿A que distancia de una quebrada se halla su vivienda? metros	1)0-25		2)25-50		3)>=50		x)No sabe	

IIe) ¿Logra Ud. identificar grandes áreas abiertas (cancha sin techo, estacionamiento…) alrededor de su casa? Evalúe en función de la distancia, de 0: muy lejos de su casa, o no logra identificar ninguna; a 5: muy cerca de su casa.	

II - Características organizativas comunitária:

IIa) ¿En que ocasiones se encuentra más la gente de su barrio/comunidad?	a)Jamás		b)En fiestas o celebraciones públicas		c) En reuniones políticas		d)En reuniones deportivas	
e) En reuniones laborales (cooperativas…)		f)En visitas privadas		g)Cívica / Mov. sociales[407]		x)Otro*		

**Indicar cual:*

IIb) ¿Qué tipo de institución o asociación local considera Ud. como la más presente en su comunidad/barrio?	a)No hay		b)Religiosa		c)Política		d)Deportivas	
e)Laboral/cooperativa		f) Misiones*		g)Cívica / Mov. sociales		h)Culturales		x)Otras*

**Indicar cual:*

IIc) ¿ Si Ud. Forma parte de una asociación, cual es el objetivo principal de su asociación?	a)No forma parte		b)Religioso		c)Político		d)Deportivas	
e)Laboral/cooperativa		f)Misiones*		g)Cívico/ movimientos sociales		h)Culturales		x)Otras*

**Indicar cuales:*

III- Características demográficas:

IIIa) ¿Cuál es su estado civil?	5)Casado		4)Concubino		3)Soltero		2)Divorciado		1)Viudo	

IIIb) ¿Qué edad tiene Ud.? años	1) ≤ 15		3) 15-25		4) 26-59		2) ≥ 60	

IIIc) ¿Cuántas personas comparten su hogar/vivienda, incluyendo a Ud.?	4) 1-3		3) 4-6		2) 7-10		1) >10	

IIId) ¿De aquellas personas, incluyendo a Ud., cuantas tienen entre? años	1)≤14		3) 15-25		4)26-59		2) ≥ 60	

IIIe) ¿De aquellas personas, incluyendo a Ud., cuantas tienen incapacidades que entorpecen su movilidad física?	5) 0		3)1		2) 2		0) ≥ 3	

IV- Características socio-económicas:

IVa) ¿Cuáles son los ingresos de su hogar? En Bs.	1)Sin renta		2)< 350.000		
3)350.000 – 1.050.000		4)1.050.000 – 2.100.000		5)2.100.000 – 4.200.000		6)> 4.200.000	
---	---	---	---	---	---	---	---

IVb) ¿Cuál es su tipo de ocupación?	5)Formal		4)Informal		1)Desempleado		2)Jubilado		3)No busca trabajo	

IVc) ¿Cuántas actividades en total ejercen todos los que contribuyen a los ingresos del hogar?	

IVd) ¿Dónde ejerce Ud. su trabajo principal?	3)En su lugar de residencia		5)A 20min a pie de su casa		4)Entre 20min y 1h.		2)Entre 1h. y 3h.		1)A + de 3 horas	

IVe) ¿Ud. Dispone de un seguro o de ahorros para casos de fuerza mayor?	1)Si		0)No		x)No sabe	

V- Características de la vivienda:

[407] Movimientos que se encargan de ciudadanía, calidad de vida, cuido de área…

Va) ¿Siguen las obras de construcción en su vivienda?	1)No		0)Si	

Vb) ¿Cómo se realizó la construcción de su vivienda?	1)Ud. Solo?		2) Ud. Con amigos		3) Ud. Con asesoría o conocimiento profesional		4)Encargó a una empresa		x)No sabe	

Vc) ¿Cuál es el material principal de su vivienda?	5)Concreto armado		4)Bloque		3)Madera			
1)Bahareque		2)Adobe		x)Otro*				

**Indicar cual:*

Vd) ¿Cuál tipo de vivienda tiene?	1)Construcción espontánea		2)Casa		4)Quinta grande en urbanización			
3)Apartamento		0) Está sin vivienda		x)Otro*				

**Indicar cual:*

VI- Características habitacionales:

VIa) ¿Cuál es la tenencia de su vivienda?	3)Alquiler		4)Propiedad		1)Ocupación espontánea		2)Refugio, casa pública		x)No sabe	

VIb) ¿Cuál es la tenencia de su tierra?	3)Alquiler		4)Propiedad		1)Invasión tierras privadas		2)Invasión Tierras públicas		x)No sabe	

VIc) Por servicio, indique de 0 a 5 el grado de confianza: De 0, con un servicio pésimo a 5, muy confiable									a)Electricidad	
b)Gas		c)Recolección de basura		d)Agua		e)Cloaca		f)Teléfono/Comunicación		x)Otros*	

**Indicar cuales y evaluar:*

VId) ¿Cómo se hace el acceso a su vivienda?	1)Por una escalera		2)Por una vereda o camino					
3)Por una carretera accesible a vehículos de 4 ruedas		4)Por una avenida		x)Otros*				

**Indicar cuales:*

VIe) ¿Vd. se considera como una persona…	2)..de la ciudad?		1)..del campo?

VII- Institucionalidad:

VIIa) ¿Según Ud. quién es el más indicado para solventar situaciones de riesgo?		a)Ud. mismo		b)La comunidad		c) El municipio		d)La PC[408]		e) La policía	
f)Los Bomberos		g)Las misiones		h) Cívica / Mov. sociales		i) La Alcaldía Mayor		j)El Gobierno Nacional		k)El Ejército		x)Otro*	

**Indicar cual:*

VIIb) ¿Tiene contactos regulares con gente de…? De 0, ningún contacto, a 5, muchos.	a)La Cruz Roja		b)Grupos de rescate de la comunidad		c) El municipio		d)La PC		e) La policía	
f)Los Bomberos		g)Las misiones*		h) Cívica / Mov. sociales		i) La Alcaldía Mayor		j)El Gobierno Nacional		k)El Ejército		x)Otro*	

**Indicar cual:*

VIIc) ¿Indique su grado de confianza en las instituciones siguientes…? De 0, ninguna; a 5.	a) Cruz Roja		b) Grupos de rescate de la comunidad		c) Servicios técnicos municipales		d) PC	
e)Policía		f) Bomberos		g) Con las misiones*		h) Cívica / Mov. sociales		i) La Alcaldía Mayor		j)El Gobierno Nacional		k) FFAA	
x)Otro*													

**Indicar cuales:*

VIII- Preparación y entrenamiento:

VIIIa) ¿Ud. ha participado ya en un entrenamiento de evacuación, en un plan de contingencia en su lugar de residencia?	0)No		1)Si	

VIIIb) ¿Ud. ha participado ya en un curso de primeros auxilios?	0)No		1)Si	

VIIIc) ¿En caso afirmativo, quien lo facilitó?	

En caso de desastre en su lugar de residencia…

[408] PC: Protección Civil.

VIIId) ¿Sabe adonde huir?	0)No		1)Si		¿Dónde?	

VIIIe) ¿Si tiene que evacuar su vivienda, tiene las cosas siguientes listas en casa para llevar?	a)Agua potable		b)Comida enlatada		c)Linterna		d)Pilas		e)Radio	
f)Celular		g)Fósforos		h)Velas		i)Material Primer auxilio		x)Otro*		

**Indicar que:*

VIIIf) ¿Sabe como comunicarse con…?	a)Los socorristas		b)Sus familiares		c)Sus vecinos		x)Otra gente*	
¿Cómo?								

**Indicar cual:*

VIIIg) ¿Qué hace en caso de perdida de la vivienda?	1)Se queda en el mismo lugar		4)Cambiar de lugar		3)Pide ayuda pública		2)Solicita un préstamo		x)Otra*	

**Indicar que:*

IX- Experiencia, del recuerdo a la memoria:

IXa) ¿Ud. ha vivido ya un desastre?	0)No		1)Si	

IXb) ¿Cuál(es), donde, cuando?	

IXc) ¿Con cual grado de frecuencia conversa Ud. sobre el tema del riesgo? De 0, nunca, a 5, muy a menudo	

IXd) ¿Cuántos años tiene su barrio?	1)0-5 años		2)6-15 años		3)16-30 años		4)31-50 años		5)+ de 50 años		0)No sabe	

IXe) ¿Cuánto tiempo tiene en su barrio / comunidad?	1)0-5 años		2)6-15 años		3)16-30 años		4)31-50 años		5)+ de 50 años	

IXf) ¿Dónde nació Vd.?	5)En el lugar donde está viviendo		4)En otra parte de CCS		3)En Venezuela		1)En otra parte del mundo*		2)En Am. Latina*		x)No sabe	

**Indicar cual país:*

IXg) ¿Puede caracterizar el lugar donde vivió más tiempo?	1)En el llano		4)En zona de montaña		3) En zona de colinas		2) En la costa		x)Otros*	

**Indicar cual:*

IXh) ¿Puede citar el desastre más reciente que ocurrió en el lugar donde vive (fecha, circunstancia…)?	0)No		1)Año		2) Tipo, circunstancia	

X- Conciencia del riesgo, identificación de la amenaza:

Xa) ¿Se siente Ud. Seguro(a) en su lugar de residencia? Evalúe de 0, para nada; a 5, muy seguro.	

Xb) ¿En relación con los demás sectores de Caracas, cuán seguro estima Ud. su lugar de residencia? Evalúe de 0 a 5	

Xc) ¿Cuàn seguro se siente, en su lugar de residencia, frente a lo siguientes peligros? De 0, muy inseguro; a 5, muy seguro...	a)Inundación		b)Deslizamiento		c)Filtraciones	
d)Sismo		e)Delincuencia		f)Amenaza tecnico-industrial		g)Enfermedad		h)Desechos sólidos		i)Deforestación	
j)Contaminación aire		k)Contaminación agua		l)Ruido		m)Agua servida		n)Desocupación		x)Otros*	

**Indicar cual y evaluar:*

Xd) ¿En cuanto al riesgo, le parece que su situación se ha vuelto?	1)Peor		0)Mejor		Explique porqué	

Xe)¿A raíz de las situaciones de riesgos o de desastres que Vd. conoce, a cambiado su comportamiento (en el mantenimiento de su vivienda, de su terreno, en período de lluvia, si ahorra dinero…)?	0)No		1)Si	

Xf) ¿En que medida ha cambiado y si no lo ha hecho, porqué?	

Xg) ¿Describa las actividades de un día normal?	

Xh) ¿Qué piensa hacer Ud. En los próximos 5 años?	1)No tiene idea		2)Citar 3 proyectos	

XI- Información:

XIa) ¿Por qué medio recibe Ud. información sobre riesgos? De 0, ninguna información a 5, muchísima	a)TV		b)radio		c)libros		d)Prensa		e)Bomberos		f) PC		g) Escuela						
h)Por conocidos		i)Asociación local		*…Cual asociación?*										x)Otro					

XIb) ¿Con que frecuencia?	5)Cada día		4)Cada semana		3)Cada mes		2) En período de crisis		1)Mas raramente

XIc) ¿Cómo estima Ud. la calidad de la información sobre los riesgos a los cuales puede estar expuesto? De 0,mala; a 5,excelente	

XId) ¿Sabe Ud. Si existe estudios o planes sobre el riesgo en su sector?	1) Si		0)No	

XII- Conocimiento:

XIIa) ¿Cuál es su nivel de educación?	0)Ninguno		0.5)Básico no completo		1)Básico completo		1.5)Bachiller no completo		2)Bachiller completo
2.5)Técnico no completo		3)Técnico completo		3.5)Pregrado no completo		4)Pregrado completo			
4.5)Post-grado no completo		5)Post-grado completo							

XIIb) ¿En su opinión, que es responsable de los peligros siguientes cuando le afectan?	a)Crecidas		b)Deslizamiento	
c)Sismo		d)Delincuencia		e)Enfermedades
f)Contaminación		g)Desechos sólidos		
h)Filtraciones		x)Otros*		

**Indicar cual:*

XIIc) ¿En muy breves palabras, puede indicar su definición del riesgo?	

XIId) ¿En muy breves palabras, puede indicar su definición de la amenaza?	

Annexe 5: Table des variables pondérées

	Variable	Total à normaliser	Questions	Questions (dont certaines modalités sont pondérées)	Valeurs Max.
I	Características físico-ambientales	15	Ia	Tipo de terreno	3
			Ib	Pendiente / talud	3
			Ic	Obras de mitigacion	1
			Id	Distancia de una quebrada	3
			Ie	Identifiacion de areas libres	5
II	Características organizativas comunitária	5	IIa	Oportunidad de encuentro (a:0 ; f:1 ; b,d,e:2 ; c,g:3)	3
			IIb	Asociacion mas presente (a:0 ; b,c,d,e,f,g,h,i:1)	1
			IIc	Area de compromision personal (a:0 ; b,c,d,e,f,g,h,i:1)	1
III	Características demográficas	22	IIIa	Estado civil	5
			IIIb	Edad del encuestado	4
			IIIc	Personas en la vivienda	4
			IIId	Edad de las personas	4
			IIIe	Discapacidad de las personas	5
IV	Características socio-económicas	23	IVa	Ingresos del hogar	6
			IVb	Tipo de ocupacion	5
			IVc	Efficacite economique (rente/nombre de jobs)	6
			IVd	Donde trabaja	5
			IVe	Tiene seguro	1
V	Características de la vivienda	14	Va	La vivienda sigue en construccion	1
			Vb	Como si hizo la construccion	4
			Vc	Material de la vivienda	5
			Vd	Tipo de vivienda	4
VI	Características habitacionales	19	VIa	Tenencia de vivienda	4
			VIb	Tenencia de tierra	4
			VIc	Contribucion del servicio al riesgo	5
			VId	Acceso a la vivienda	4
			VIe	Sentimiento urbano o rural	2
VII	Institucionalidad	13	VIIa	Institucion adecuada para riesgo (a,b:0 ; g,h:1 ; d,e,f,k:2 ; c,i,j:3)	3
			VIIb	Contactos con instituciones	5
			VIIc	Confianza en instituciones	5
VIII	Preparación y entrenamiento	11	VIIIa	Participacion a entrenamiento de evacuacion	1
			VIIIb	Participacion a curso de primeros auxilios	1
			VIIIc	Facilitador (pregunta abierta)	
			VIIId	Sabe adonde huir	1
			VIIIe	Artculos en caso de evacuacion (1 si lo tiene, 0 si no lo tiene)	1
			VIIIf	Comunicacion (a,b,c:1 si sabe, 0 si no sabe)	3
			VIIIg	Si pierde la vivienda, que hace	4
IX	Experiencia, del recuerdo a la memoria	28	IXa	Ha vivido un desastre ya	1

			IXb	Cual, donde, como… (pregunta abierta)	
			IXc	Con que frecuencia se habla del riesgo	5
			IXd	Cuan viejo es el sector de residencia	5
			IXe	Cuanto tiempo tiene en el sector	5
			IXf	Donde nacio	5
			IXg	Donde se crio	4
			IXh	Recuerda un desastre en su lugar de residencia	3
X	Conciencia del riesgo, identificación de la amenaza	17	Xa	Se siente seguro	5
			Xb	En relacion con otros sectores de Caracas, se siente seguro	5
			Xc	Que peligro lo amenaza	5
			Xd	La situacion se mejoro o no	1
			Xe	Cambio de actitud con el riesgo frente a ultimos eventos	1
			Xf	Como, y porque (pregunta abierta)	
			Xg	Describa las actividades cotidianas (pregunta abierta)	
			Xh	Los proyectos a largo plazo (pregunta abierta)	
XI	Información	16	XIa	Por que medio se recibe la informacion	5
			XIb	Informacion con que frecuencia	5
			XIc	Calidad estimada de la informacion	5
			XId	Al tanto de estudios sobre riesgo	1
XII	Conocimiento	8	XIIa	Nivel de educacion formal	5
			XIIb	Conocimiento causas amenazas	1
			XIIc	Definicion riesgo	1
			XIId	Definicion amenaza	1

RÉSUMÉ

LES TERRITORIALITÉS DU RISQUE URBAIN À CARACAS.
Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine.

Le risque urbain est très présent á Caracas. La kyrielle de situations de risque s'avère être le reflet d'un champ large de facteurs très différents qui font intervenir des registres, échelles spatiales et temporalités tout aussi diverses. Malgré le visage paisible de la démocratie à partir des années 1960, la capitale n'échappe pas aux traits les plus violents des mutations urbaines de bien des pays latino-américains après les années 1940. L'intensification de l'urbanisation concentre les enjeux, complexifie les interactions de tout type et accroît les impacts sur l'environnement, faisant le lit de la crise urbaine. A partir des années 1980, sur fond de préoccupations environnementales puis liées au risque et portées par le discours international, et dans un contexte de métropolisation, dérégulation, inégalités croissantes et recul de l'État, les risques urbains deviennent une question sociale dans l'espace caraquénien. En plus de refléter l'organisation et le fonctionnement de situations socio-spatiales urbaines, ils deviennent un instrument de cet ordre socio-spatial en crise, dont les contours sont dessinés par la colonie, le pétrole ou le fort interventionnisme d'État. La perte de repères, l'obsession sécuritaire ou l'aversion pour le « marginal » conditionnent un discours dominant sur la ville et la reconstruction de la réalité à travers la production territoriale. Les territorialités du risque renvoient aux aspects matériels et intangibles d'un ordre socio-spatial en crise, à des rapports de force entre acteurs de l'urbain et à une géographie sociale et une géopolitique pour lesquelles la figure des territoires de risque urbain peut servir de clé de lecture.
Mots-clés : Territoires de risque, constructivisme, risque urbain, métropolisation, Caracas

ABSTRACT

TERRITORIALITIES OF URBAN RISK IN CARACAS.
Implications of the socio-spatial construction of territories and risks in a Latin-American metropolis.

Urban risk is part of daily life in Caracas. The large number of risky situations reflects the diversity of factors that correspond to both different domains of spatial and time scales. In spite of the supposedly untroubled democracy from the 1960's, the city is concerned by the most violent aspects of the urban transformations of many of the Latin-American countries post-1940. Intensification of urbanization concentrates goods and wealth. This urban intensification makes the social interactions one could find in the city more complex and increases the tensions with the environment, which in turn, set the conditions to organise an urban crisis. During the 1980s, the global environmental concerns, the re-organisation of the State and the increasing inequalities among Venezuelans have created a context in which urban risk become matter of social concerns in Caracas. These urban risks reflect the socio-spatial situations in crisis. Additionally, these risks are used as instruments of power in a socio-spatial order formerly drawn by the colonial power, nowadays by the oil industry, or by a high level of State interventions. The loss of references, the yearning for security or the rejection of all kinds of margins contributes to build a dominant discourse upon the city and the reconstruction of reality through the territorialisation. Territories of risk correspond to both material and intangible aspects of a questioned socio-spatial order, and to relations of power between different actors. This way, social geography and geopolitics can be read as key concepts in understanding the political ecology of urban environment thanks to the concepts of territories of urban risk.
Key-words: Territories of risk, constructionism, urban risk, metropolization, Caracas

RESUMEN

LAS TERRITORIALIDADES DEL RIESGO URBANO EN CARACAS.
Los alcances de una construcción socio-espacial en una metrópoli de América latina.

El riesgo urbano es obvio en Caracas. Resulta que la gran cantidad de riesgos urbanos refleja un amplio abanico de factores tan diversos como lo son sus escalas espaciales o sus temporalidades. A pesar de la figura apacible de la democracia a partir de los años 1960, la capital no se salva de los rasgos más violentos de las mutaciones urbanas de muchas de las ciudades latinoamericanas, después de los años 1940. La intensificación de la urbanización densifica los elementos esenciales, hace más complejas las interacciones y aumenta los impactos sobre el ambiente, conformando el crisol de la crisis urbana. A partir de los años 1980 se dibuja un contexto de preocupaciones ambientales, vinculadas al riesgo bajo el incentivo del discurso internacional. En un marco de metropolización, desregulación, desigualdades crecientes y retroceso del Estado, los riesgos urbanos se convierten en una cuestión social en el espacio caraqueño. Además de reflejar la organización y el funcionamiento de situaciones socio-espaciales urbanas, se vuelven un instrumento de aquel orden socio-espacial en crisis cuyos contornos han sido dibujados por la colonia, el petróleo o el intervencionismo del Estado. La perdida de referencias, la obsesión por la seguridad o la aversión hacia lo « marginal » conllevan a un discurso dominante sobre la ciudad y la reconstrucción de la realidad a través de la producción territorial. Los territorios del riesgo hacen referencia a los aspectos materiales e intangibles de un orden socio-espacial en crisis, a relaciones de fuerzas entre actores y a una geografía social y una geopolítica para las cuales la figura de los territorios del riesgo urbano puede ser un elemento clave de lectura.
Palabras-claves: Territorios de riesgo, constructivismo, riesgo urbano, metropolización, Caracas

Laboratoire du CREDAL
(Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine) – UMR 7169
IHEAL-CREDAL - 28 rue Saint-Guillaume - 75007 Paris